

UNIVERSITÉ DE NANCY

FACULTÉ DE DROIT

L'ÉCONOMIE SARROISE ENTRE LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le Lundi 19 Novembre 1934, à 14 heures 30

PAR

ALBERT CONSTANTIN

Ingénieur Civil des Mines

Membres du Jury :

<i>Président....</i>	MM. BROCARD, professeur
<i>Assesseurs...}</i>	LALOUEL, professeur
	DE MENTHON, professeur

NANCY

Imp. BAILLY et WATTSTEIN, 6, rue Courbet, Nancy

1934

L'ÉCONOMIE SARROISE ENTRE LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le Lundi 19 Novembre 1934, à 14 heures 30

PAR

ALBERT CONSTANTIN

Ingénieur Civil des Mines

Membres du Jury :

Président... MM. BROCARD, professeur

Assesseurs... { LALOUEL, professeur
DE MENTHON, professeur

NANCY

Imp. BAILLY et WETTSTEIN, 6, rue Courbet, Nancy

1934

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. SENN (*, †, I. ☉).

Doyens honoraires : MM. F. GÉNY (O. *, I. ☉), MICHON (*, I. ☉).

Professeurs honoraires :

MM. MAY (*, I. ☉).

CARRÉ DE MALBERG (*, I. ☉).

RÖLLAND (I. ☉).

MOREL (I. ☉).

GÉNY (F.) (O. *, I. ☉).

Maître de conférences honoraire : M. MÉLIN (I. ☉), docteur en Droit.

MM. GÉNY (O. *, I. ☉), professeur de Droit civil.

MICHON (*, I. ☉), professeur de Droit romain.

BROCARD (*, I. ☉), professeur d'Economie politique.

SENN (*, †, I. ☉), professeur de Droit romain.

RENARD (I. ☉), professeur de Droit public.

HENRY (I. ☉), professeur de Droit criminel.

KRÖLL (I. ☉), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (I. ☉), professeur de Droit international public.

LESCOT (I. ☉), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (I. ☉), professeur de Droit civil.

VOIRIN (†, A. ☉), professeur de Droit civil.

TROTABAS (†, A. ☉), professeur de Droit administratif et de
Législation financière.

PARISOT (A. ☉), professeur de Droit civil.

DE MENTHON, professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, docteur en Droit, chargé de cours d'Economie politique.

BURDEAU, docteur en Droit, chargé de cours de Droit public.

BERTRAND (I. ☉), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



DULCI MATRIS MEMORIÆ
CONJUGI CARISSIMÆ



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'économie sarroise entre la France et l'Allemagne

AVANT-PROPOS

Les éléments de ce travail nous ont été fournis, non seulement par les divers ouvrages — français ou allemands — dont les auteurs ont étudié avant nous l'économie sarroise, mais par une enquête que nous avons menée auprès de nombreuses personnes en mesure de connaître la vie économique de la région et par les observations que nous avons pu faire nous-même pendant un séjour de quinze années en Sarre.

C'est pour nous un devoir de remercier ici tout spécialement les hautes personnalités qui, à la Direction Générale des Mines Domaniales Françaises de la Sarre, à la Direction des Affaires Economiques de la Commission de Gouvernement, au Comité des Forges, à la Direction des Douanes, ont bien voulu nous accorder un bienveillant accueil et nous faire profiter de leur précieuse expérience.

1875

INTRODUCTION

Le Territoire de la Sarre, tel qu'il existe actuellement comme unité politique, est une création du Traité de Versailles. Sa charte de base est la Section IV (articles 45 à 50 et l'Annexe) de ce Traité. C'est ce texte fondamental qui règle son organisation actuelle et qui pose le principe que cette organisation n'est que provisoire et doit être remplacée par un régime définitif.

Un des représentants de la France qui coopérèrent à la rédaction du Traité de Paix, M. André Tardieu a retracé la marche des négociations interalliées relatives à la Sarre (1). De son ouvrage, il résulte que, parmi toutes celles qui aboutirent au remaniement de la carte de l'Europe par le Traité, ces négociations comptèrent parmi les plus difficiles; elles ont suscité par moments de véritables désaccords et presque des conflits entre la France et les Etats-Unis. Les événements actuels prouvent que la série des difficultés n'est pas épuisée.

Avant la guerre, le bassin de la Sarre, situé à l'Est de la Lorraine, se composait d'une partie appartenant à la Prusse et d'une partie, beaucoup moins importante,

(1) TARDIEU (A.), *La Paix*, chapitre VIII, pages 277 à 308.

appartenant à la Bavière. C'était donc un territoire allemand. Mais, à maintes reprises au cours de l'Histoire, certaines portions du bassin, différentes selon les époques (moyen-âge, dix-huitième siècle, Révolution ou Empire) avaient été terres françaises. La France réclamait comme siennes, en même temps que l'Alsace et la fraction du territoire lorrain qui lui avaient été arrachées par la force en 1871, après la défaite de Napoléon III, les portions du Bassin qui, elles aussi, lui avaient été arrachées par la force en 1815, après la défaite de Napoléon I^{er}.

A cette revendication de la France, basée sur des arguments historiques, se joignait un argument d'ordre économique. Les Allemands avaient systématiquement détruit 220 fosses dans le Nord de la France, diminuant de 20 millions la capacité de production houillère, déjà déficitaire, de notre pays. Or la Sarre est une région de mines qui appartenaient pour la plus grande partie à l'Etat prussien et l'Allemagne est un des plus gros producteurs de houille du monde, largement exportateur. L'attribution à la France de la propriété des mines de la Sarre était demandée comme une réparation de la destruction des mines du Nord. Sans cette compensation, la France victorieuse serait devenue tributaire de l'Allemagne vaincue, laquelle, par le charbon, aurait contrôlé les prix de la métallurgie de l'Est et dominé la politique économique française. Le vainqueur eut été économiquement à la merci du vaincu ; c'était d'ailleurs ce à quoi tendait la destruction des mines du Nord. Ne rien faire eut été approuver cette destruction. Par ailleurs, le préjudice infligé à l'Allemagne par

l'attribution à la France des Mines de la Sarre ne pouvait compromettre son équilibre économique assuré par un fort excédent de sa production de houille sur sa consommation.

La région englobant les mines réclamées par la France comme réparation économique débordait la région que la France revendiquait au titre de restitution. Elle devait, en effet, comprendre la zone minière, la zone industrielle, née de la première et une zone assez profonde que le memorandum français appelait la zone ouvrière, c'est-à-dire la zone d'habitation des mineurs dont une très grande partie demeurent assez loin de leur lieu de travail. Comme le dit M. Tardieu (1) nos réclamations sur le sol ne coïncidaient pas avec nos réclamations sur le sous-sol et ce fut une des causes de la difficulté des négociations interalliées.

*
**

Nous n'insisterons pas sur la marche de ces négociations qui appartiennent à l'Histoire. La solution qui fut admise et qui forme la section IV du Traité de Paix est dans ses grandes lignes la suivante : La France reçoit la propriété entière et absolue des mines de charbon du Territoire de la Sarre. Elle ne reçoit aucune compensation territoriale. L'Allemagne renonce, en faveur de la Société des Nations, au gouvernement de ce territoire, lié à la France par une union douanière. A l'expiration d'un délai de quinze ans, à dater de la

(1) TARDIEU (A.), op. cit., page 278.

mise en vigueur du Traité, la population sera appelée à faire connaître la souveraineté sous laquelle elle désirerait se voir placée.

Le Traité fut mis en vigueur le 10 janvier 1920. Les frontières avaient été fixées par lui dans leurs grandes lignes. Une commission de cinq membres (1) fut constituée le 16 janvier 1920 par la Société des Nations et établit sur place la ligne frontière dont une description et une carte détaillée furent annexées au protocole de délimitation signé le 21 décembre 1921. C'est ainsi que fut constitué, entre la France et l'Allemagne, le Territoire de la Sarre.

Le régime actuel, avons-nous dit, est provisoire. Le régime définitif (rattachement à la France, rattachement à l'Allemagne ou maintien du statu quo) sera fixé par une consultation populaire qui doit avoir lieu au cours de l'année prochaine.



Le Traité de Paix n'a donc pas donné à la France ce qu'elle désirait et si l'Allemagne a momentanément perdu sa souveraineté, elle peut la recouvrer. Aussi, depuis 1920, l'Allemagne s'est-elle toujours intéressée, quel que fut son gouvernement, à la question sarroise. Maintenant, à l'approche du plébiscite, elle s'y intéresse plus que jamais. Elle fait en Sarre même une propagande ardente, hardie, méthodique, qui ne recule devant

(1) Un Français, un Allemand, un Anglais, un Japonais, un Brésilien.

aucun effort. En Allemagne tout est mis en œuvre pour qu'aucun Allemand n'oublie la Sarre. Le 26 août 1933, une grande manifestation était organisée au Niederwald dans laquelle le chef du gouvernement allemand déclara que l'Allemagne ne renoncerait jamais à la Sarre. Le 6 mai 1934, une autre avait lieu à Deux-Ponts où le ministre de la Propagande fit connaître les mesures que l'Allemagne était disposée à prendre en faveur de la Sarre lors de sa réunion. Au ministère allemand des Affaires étrangères existe un organisme chargé des affaires sarroises. En juillet 1933, il a été fondé à la direction politique supérieure du parti national-socialiste à Berlin une section sarroise chargée de préparer le plébiscite et le vice-chancelier coordonnait lui-même l'étude de toutes les questions relatives à la Sarre. Dans les expositions industrielles, une place spéciale lui est réservée. (Ce fut le cas, par exemple, à l'exposition de Leipzig, en mars 1934). Tous les industriels sarrois, même les plus petits, ont été invités à prendre part, dans des conditions très favorables, à l'exposition de Cologne qui s'est ouverte le 26 août 1934. Son but est de montrer que l'économie sarroise ne peut profiter d'une liaison avec la France et que c'est seulement dans le cadre de l'économie allemande que peut vivre et prospérer la majeure partie de l'industrie sarroise (1). Pendant plusieurs semaines, chaque jour à midi, les postes de T.S.F. de l'Allemagne du Sud ont eu une émission

(1) Avis de l'organisateur dans la *Saarbrücker Zeitung*, avril 1934.

spéciale consacrée aux nouvelles de la Sarre (1). Des cours spéciaux sur le Territoire de la Sarre et sa vie économique, faits dans les universités et les écoles professionnelles prussiennes, doivent mettre en relief l'importance de son rattachement à l'Allemagne. Des semaines sarroises ont eu lieu dans les diverses villes d'Allemagne (février 1934 à Francfort par exemple). Nombreux sont les travaux portant sur un aspect du problème international sarrois ou une branche de la vie économique (2). Toute la presse enfin consacre à la Sarre des articles très fréquents ou même des numéros spéciaux (3). Prenant la contre-partie d'une parole historique française, les Allemands semblent avoir adopté pour mot d'ordre : « En parler beaucoup, pour y penser toujours ». Et si, laissant de côté toutes les questions historiques ou politiques, nous nous bornons aux problèmes économiques, nous constatons que, dans l'ensemble, les Allemands soutiennent la thèse que la Sarre est économiquement liée à l'Allemagne (4).

(1) Ces nouvelles, parfois tendancieuses, n'étaient pas toujours exactes, telle l'annonce du licenciement de 36.000 ouvriers par les Mines domaniales françaises (*Journal des Débats*, du 2 mars 1934).

(2) On trouvera une nomenclature de ceux que nous avons eu occasion de consulter dans la Bibliographie à la fin de notre étude.

(3) Tel le numéro du 18 février 1934 de la *Süddeutsche Sonntagspost* contenant l'article « 100 heures en Sarre », qui a été mis abondamment dans les boîtes aux lettres des maisons de Sarrebrück, y compris celles des Français.

(4) Nous disons « dans l'ensemble » car, en Allemagne, les auteurs sérieux, comme nous le montrerons à maintes reprises au cours de cette étude, reconnaissent loyalement que, si la Sarre est économiquement liée à l'Allemagne, elle l'est également à la Lorraine et par conséquent à la France.

En face de l'intérêt que l'Allemagne porte à la question de la Sarre, nous n'oserions point dire que la France est restée inactive. Après la mise en application du Traité de Paix, des articles de journaux, de revues, des ouvrages ont paru pour faire connaître aux Français le nouveau Territoire et son rôle dans l'économie française. Mais ensuite, pendant plusieurs années, il semble que l'opinion française s'en soit quelque peu et même trop désintéressée. Aucun Allemand n'ignore que la Sarre est une partie détachée de l'Allemagne. Il y a quelques années bien peu de Français savaient que la Sarre pourrait, peut-être, un jour être rattachée à la France (1). Que de producteurs, que de négociants qui pourraient faire des affaires avec la Sarre s'en abstiennent parce qu'ils ignorent que la Sarre est englobée dans les frontières douanières de la France et que sa monnaie est le franc. Des maisons françaises croient que la Sarre est séparée de la France par les douanes allemandes et la confondent avec l'Allemagne dans leurs tractations commerciales. Par exemple, certaines maisons françaises de films ont un concessionnaire unique pourvu d'un monopole pour l'Allemagne et la Sarre. Par suite, lorsque des films français sont, dans un but politique, interdits en Allemagne, ils ne peuvent être donnés en Sarre (2).

(1) Nous avons eu occasion de constater personnellement l'ignorance dont font preuve à ce sujet des personnes appartenant à des milieux cultivés. Nous avons reçu des lettres avec l'adresse : Sarrebrück (Moselle), d'autres avec : Sarrebrück (Allemagne). Les Mines de la Sarre sont parfois confondues avec les Mines de Sarre et Moselle situées en France.

(2) *Volksstimme*, du 27 octobre 1933.

Depuis quelques mois, à l'approche du plébiscite, et sous l'impulsion de personnes dont il faut louer l'activité, la France recommence — peut-être un peu tard — à s'intéresser davantage au Territoire de la Sarre. Des groupes parlementaires se sont formés, des associations ont été créées : Association française de la Sarre, Union franco-sarroise, Groupe de défense des intérêts français en Sarre. A plusieurs reprises, la question de la Sarre a été évoquée à la Commission des affaires étrangères ou à la tribune des Chambres. Les revues et la grande presse consacrent de nombreux articles au Territoire sarrois et le public français, s'il ne s'intéresse pas à la Sarre avec la même ferveur que le public allemand, commence à être mieux renseigné sur les intérêts historiques, stratégiques et économiques de la France en pays sarrois.

Nous voudrions apporter notre modeste contribution à cette œuvre : mieux faire connaître la Sarre à la France. Laissant au second plan les aspects politiques ou historiques du problème, nous voudrions présenter une vue d'ensemble aussi exacte que possible de la vie économique sarroise. En face d'articles ou d'ouvrages plus ou moins tendancieux ou mal informés, en face d'affirmations lancées sans bases sérieuses, nous voudrions nous affranchir de toute idée préconçue et faire œuvre uniquement scientifique, c'est-à-dire objective, et impartiale, susceptible de contribuer à la solution raisonnable d'un problème qui divise dangereusement deux grandes nations et aggrave le désarroi de l'Europe. La solution sérieuse du problème ne peut être édifiée que sur des données géographiques, historiques, ethni-

ques et économiques, autrement dit sur une étude méthodique de la région sarroise sous tous ses aspects, mais principalement sous son aspect économique. Ainsi envisagé, le problème présente d'ailleurs par lui-même, du point de vue purement scientifique, un intérêt de premier ordre. C'est un problème d'économie régionale qui se pose dans des conditions toutes particulières et offre par lui-même à l'observateur un champ d'investigation exceptionnellement fécond (1).

*
**

Par l'étendue de son territoire, plus petit qu'un département français, la Sarre, en dépit du statut juridique semi-national qui lui a été conféré par le Traité de Versailles, peut être considérée comme une région. Comme d'autres régions voisines, l'Alsace, la Lorraine, elle présente cette particularité spécialement digne d'intérêt d'avoir été séparée de la nation allemande et d'appartenir économiquement à la France. Elle possède comme toutes les régions et davantage que beaucoup d'autres, une unité organique qui lui vient des ressources de son territoire et de la façon dont elle les exploite. Elle le doit à la coordination autour d'un centre urbain qui est ici Sarrebruck, d'activités économiques diverses qui se développant les unes à côté des autres et les unes par les autres ont donné naissance à une petite économie complexe en collaboration avec les écono-

(1) Voir BROCARD (L.) : *Principes d'économie nationale et internationale*, T. 1, p. 135 à 169; 205 à 209; 429 à 432. Voir aussi du même auteur : *Les conditions générales de l'activité économique*, p. 488 à 498.

mies voisines. Comme toutes les régions, la Sarre a tiré ses industries essentielles, celles qui ont donné l'élan à toutes les autres, de son propre sol (1). Médiocrement pourvue de ressources agricoles, dont l'exploitation n'est guère susceptible d'extension, elle a de grandes réserves de charbon qui, pour elle, font de l'industrie houillère l'industrie maîtresse, celle qui forme, pour toutes les autres, le centre d'attraction. L'industrie houillère appelle nécessairement l'industrie métallurgique dont elle fournit l'une des deux matières premières essentielles, l'autre étant le minerai de fer. Mais la Sarre, pas plus que d'autres régions et même moins que beaucoup d'autres, ne peut se suffire à elle-même et pratiquer l'autarkie. Pour se constituer en économie complexe, elle a dû s'appuyer sur les régions voisines. Faute de posséder le minerai de fer, elle l'a demandé à la Lorraine. Elle a réussi ainsi à greffer sur l'industrie houillère une industrie métallurgique dont le développement, combiné avec celui de l'industrie houillère, a fait surgir des industries secondaires,

(1) « Comme, dans toutes les régions, les ressources sont plus ou moins multiples et diverses, on voit surgir du sol de chaque région des industries diverses d'autant plus nombreuses que la région est plus riche, qui se développent ensemble, en s'appuyant les unes sur les autres, qui éveillent d'autres industries, qui suscitent les services privés et publics d'ordre industriel, commercial, scientifique, intellectuel nécessaires à leur développement. Ainsi se forment des centres locaux et régionaux d'activité complexe qui, à mesure qu'ils se développent, deviennent plus favorables à l'activité économique, qui attirent vers eux les capitaux, les matières premières, les industries, les hommes et dont le rayonnement s'étend à mesure qu'ils groupent des forces productives plus diverses et plus puissantes ». (BROCARD (L.) : *Les conditions générales de l'activité économique*, p. 489).

des moyens de transport, des maisons de commerce, des banques, toutes les formes multiples de l'activité humaine qui ont achevé son unité.

A ces facteurs économiques d'unité se sont ajoutés des cadres administratifs et gouvernementaux, créations du Traité de Versailles, renforçant cette unité au point de faire juridiquement de la Sarre une sorte de petite économie nationale qui pourvoit à ses besoins financiers par ses propres moyens, qui prélève sur ses industries les ressources dont elle a besoin pour assurer leur développement et contribuer ainsi à renforcer d'autant les liens de solidarité qui les unissent.

La Sarre doit enfin son unité régionale à sa population nombreuse, très dense, très rapidement croissante qui vit de l'industrie et qui progresse avec elle, population ethniquement homogène, soumise comme toutes les populations de cette partie de l'Europe à des influences divergentes venant de l'Ouest et de l'Est mais qui a ses caractères propres bien définis renforcés par la vie en commun et la participation à la même tâche (1).

(1) « Dans la région, dans chaque agglomération humaine intervient le facteur de solidarité qui est peut-être le plus essentiel de tous : le voisinage entre les hommes qui collaborent à la même tâche dans la même entreprise ou dans des entreprises voisines. C'est lui qui, seul, par le contact qu'il établit entre les hommes, met en jeu le facteur psychologique de solidarité. Ajoutons que les influences du travail en commun sont renforcées par les influences plus larges de la vie en commun, par le contact continuuel entre des personnes qui participent ensemble à la vie publique locale, subissant les mêmes influences physiques et sociales, éprouvant les mêmes émotions, se mêlant aux mêmes luttes, se mariant entre elles, mélangeant et confondant leurs hérédités, s'adaptant à l'orga-

Ce sont tous ces facteurs physiques, techniques, politiques, juridiques, humains, qui, agissant et réagissant les uns sur les autres donnent à l'économie sarroise sa physionomie propre. Ce sont eux que nous analyserons dans cet ouvrage.

*
**

Dans une première partie, nous étudierons les facteurs physiques et techniques de l'économie sarroise: le sol et le sous-sol, les industries qui en dérivent et celles qui sont venues s'y adjoindre en utilisant en proportion variable des matières importées, agriculture industrie minière, industrie métallurgique, industrie du verre et de la céramique, etc... L'industrie minière, en raison de son rôle exceptionnellement important sur la vie de la région, retiendra tout particulièrement notre attention.

Nous envisagerons ensuite les entreprises de transport, les banques, le commerce qui font vivre les industries en même temps qu'ils en vivent et nous insisterons tout particulièrement sur le commerce extérieur dont l'étude, avec celle du régime douanier auquel il est soumis, nous permettra de marquer la position de la Sarre vis-à-vis de l'Allemagne et de la France.

La deuxième partie sera consacrée à l'étude des facteurs politiques, juridiques et humains de l'économie sarroise. Nous analyserons, du point de vue de ses répercussions sur la vie économique, le statut politique

nisation régionale, en même temps qu'elles l'adaptent à leur tempérament propre. » (BROCARD (L.): *Principes d'économies nationale et internationale*. T. I, p. 429.).

et juridique du Territoire, qui en fait un organisme d'un caractère unique en son genre, par lequel s'expliquent de multiples particularités de la vie régionale et qui peut seul fournir une base solide aux solutions de l'avenir. Nous étudierons enfin la population que nous envisagerons au point de vue numérique, mais aussi au point de vue de ses origines ethniques et des influences que l'Histoire a exercées sur elle.

Si la Sarre était une région ordinaire, notre travail se terminerait là. Mais, nous l'avons dit, elle est dans une situation provisoire qui doit bientôt prendre fin. Dans une troisième partie, nous envisagerons le régime de l'avenir et les diverses manières de le concevoir : Rattachement à la France, rattachement à l'Allemagne ou maintien du statu quo. Du conflit passionné des tendances opposées, nous tenterons de dégager la solution qui nous paraîtra la meilleure pour la Sarre, pour l'Allemagne, pour la France et pour la bonne harmonie de l'Europe.



PREMIÈRE PARTIE

Les facteurs physiques et techniques de l'économie sarroise

SECTION I

Le milieu physique

C'est par une action combinée du travail humain et de la nature que sont produits les biens économiques (1). Le degré de prospérité des diverses régions dépendra des variations de ces deux facteurs. Certes, l'intelligence de l'homme, son travail, peuvent souvent suppléer à la parcimonie des richesses naturelles. Il peut modifier le milieu où il vit et l'adapter à ses besoins, combattre les forces mauvaises et développer les bonnes. Un sol ingrat peut être amendé, fertilisé,

(1) TRUCHY (H.), *Cours d'Economie politique*, page 22.

par une population agricole travailleuse tandis qu'un sol riche, mais négligé par une population indolente, comme il arrive fréquemment dans les pays chauds, ne donnera qu'un médiocre rapport. Des industries peuvent, grâce au développement des transports, prospérer dans des régions dont le sol ne produit point les matières premières qu'elles utilisent. Il n'en reste pas moins vrai qu'à la base de toute économie se trouvent les ressources fournies par la nature. L'homme peut les utiliser plus ou moins bien, les compléter par des apports venus du dehors mais non les remplacer. Les industries qui importent de l'extérieur leurs moyens de production ne peuvent prospérer que dans les milieux où l'activité économique alimentée à d'autres sources leur fournit des conditions favorables : capitaux, moyens de transport, main-d'œuvre, débouchés, etc... Seules les régions où sont accumulées les matières minérales, charbon et minerai, peuvent atteindre par le développement des industries de transformation un haut degré de prospérité, qu'accroît encore le développement de l'agriculture, en un mot l'économie complexe sagement adaptée aux ressources de chaque milieu. C'est à juste titre que l'on a pu dire (1) que, si l'on recherche en dehors de l'homme lui-même et de la population les causes du développement d'un pays, d'une région, on aboutit toujours à cette cause dernière et profonde : l'influence physique du territoire, dont on ne s'affranchit, comme on s'affranchit des

(1) BROCARD (L.), *Principes d'Economie nationale et internationale*. T. I, page 105.

lois naturelles, qu'en l'utilisant mieux, si bien que l'effort même d'affranchissement multiplie les liens de dépendance.

Le Territoire de la Sarre est un exemple frappant de la valeur de ces considérations. Toute la vie économique de la Sarre, tous les problèmes qu'elle suscite, ont leur origine dans le sol et le sous-sol de la région : sol médiocrement fertile ne fournissant qu'une très faible partie des produits agricoles nécessaires à la vie de la population et sous-sol riche, générateur d'une industrie florissante, susceptible d'occuper une population très dense et dont les produits doivent être exportés. Le Territoire de la Sarre moins qu'aucun autre pays ne peut vivre concentré sur lui-même. Par la façon dont il est exploité, il témoigne tout à la fois des avantages que présente l'économie complexe et de l'impossibilité dans les régions plus encore que dans les nations à la pousser jusqu'à l'autarkie.

C'est ce dont nous allons nous rendre compte en étudiant au point de vue géographique et technique le Territoire de la Sarre.

CHAPITRE I^{er}

DONNEES GEOGRAPHIQUES

Le Territoire de la Sarre, tel qu'il a été délimité à la suite du Traité de Versailles, a une superficie de 1912 kilomètres carrés, 07 (1), dont 1486 km², 43 provenant de la partie prussienne et 425 km², 64 provenant de la partie bavaroise (2). Il est donc près de 300 fois plus petit que la France (550.000 km²), plus de vingt fois plus petit que la Suisse (41.295 km²) et égal environ aux trois quarts du grand-duché de Luxembourg (2587 km²). Sa surface est comparable au tiers de la superficie d'un département français moyen. Son importance ne provient donc pas de sa grandeur, mais de la richesse de son sous-sol. Il est situé entre 49°5 et 49°30 de latitude Nord et entre 4°10 et 5° de longitude Est. Limitrophe de la France à l'Ouest

(1) *Bericht des Statistischen Amtes des Saargebietes*, 1932, p. 17.

(2) On trouve généralement dans les auteurs traitant la question de la Sarre le chiffre de 1.880 km², paru dans le Journal Officiel de la Société des Nations de décembre 1923. Des mesures postérieures ont amené la rectification de ce chiffre et donné celui que nous indiquons.

et au Sud, il l'est de l'Allemagne à l'Est et au Nord (1). Le Territoire tire son nom de la Sarre, affluent de la Moselle. La Sarre, dont la longueur totale est de 237 kilomètres, résulte de la réunion de plusieurs petits ruisseaux dans la région du mont Donon. C'est donc en France qu'est sa source et une grande partie de son cours, sur lequel nous trouvons les villes aux noms significatifs de Sarrebourg, Sarreunion, Sarrealbe, Sarreguemines. A partir de Sarreguemines et sur une longueur d'environ 9 kilomètres, elle forme la frontière entre la France et le Territoire de la Sarre avec une direction sud-nord. Puis, s'infléchissant dans une direction d'abord ouest, puis ensuite nord-ouest, elle traverse le Territoire jusqu'à Mettlach sur une soixantaine de kilomètres restant sensiblement à 7 ou 8 kilomètres de la frontière franco-sarroise. Après avoir quitté le Territoire de la Sarre, elle entre dans la province de Trèves et se jette dans la Moselle près de Conz. Dans le Territoire de la Sarre, la Sarre reçoit quelques affluents, dont les principaux sont sur la rive droite : la Blies, le Sulzbach, le Fischbach, le Köllerbach, la Prims et sur la rive gauche, la Rosselle, la Bist et la Nied qui viennent de France. On peut remarquer que le Territoire est entièrement à l'est d'une ligne de partage des eaux séparant la Sarre de la Nahe, affluent du Rhin, dans lequel elle se jette à Bingen. Les Allemands réunissent volontiers le bassin géographique de

(1) Il est peut-être intéressant de faire remarquer qu'à vol d'oiseau, sa ville principale, Sarrebrück, est à 350 km de Paris, capitale de la France et à 580 km de Berlin, capitale de l'Allemagne.

la Sarre et le bassin de la Nahe pour en faire une unité. Or, nous venons de voir que la Sarre a une origine française et, même après avoir quitté notre territoire, reste très proche de la frontière pour se réunir à la Moselle, alors que la Nahe a un cours nettement orienté vers le Nord-Est pour se jeter dans le Rhin. Géographiquement la Sarre et la Nahe sont indépendantes l'une de l'autre. En 1884, alors qu'il n'était pas question de ce que nous appelons aujourd'hui le Territoire de la Sarre, Nasse, dans son étude du bassin houiller (1) séparait nettement, au point de vue hydrographique, le bassin de la Nahe du bassin de la Blies, de la Prims et de la Sarre et indiquait le détail de la ligne de partage des eaux, en montrant qu'elle était une ligne de séparation naturelle.

Le Territoire, dans l'ensemble, est une région de collines de moyenne hauteur séparées par les vallées que forment la Sarre et ses affluents. L'altitude moyenne des collines est d'environ 400 mètres, celle des vallées 150 mètres. Le point le plus élevé, le Schaumberg, qui atteint 572 mètres, est situé dans la partie Nord du Territoire, non loin de Tholey, à quelques kilomètres de la frontière, dans une région d'altitude générale supérieure à la moyenne du pays et qui annonce déjà le Hunsrück.

Géographiquement, le Territoire de la Sarre est beaucoup plus orienté vers l'Ouest et le Sud, c'est-à-dire vers la Lorraine, que vers le Nord et l'Est, c'est-à-

(1) NASSE (R.), *Geologische Skizze des Saarbrücker Steinkohlengebirges*.

dire vers l'Allemagne. Nous ne prétendons d'ailleurs pas qu'il s'y trouve des barrières comparables aux Alpes ou aux Pyrénées. Il n'en reste pas moins vrai que, barré au Nord par les premiers contreforts du massif rhénan et par les croupes du Hunsrück et à l'Est par les hauteurs du Haardt et du Palatinat, le Territoire de la Sarre s'ouvre largement vers l'Ouest où, après avoir traversé la frontière, on ne trouve aucune différence dans l'allure du terrain. Pour passer en Allemagne, la Sarre doit se créer une trouée entre les rochers alors qu'en pénétrant de France dans le Territoire, elle s'étale librement et est navigable. La nature semble donc bien unir la Sarre et la Lorraine.

CHAPITRE II

LE SOL ET LE CLIMAT

Ce sont eux qui, dans les diverses régions, marquent de la plus forte empreinte le développement agricole.

§ 1.- Le Sol

Malgré la faible superficie du Territoire de la Sarre, on y trouve des terrains de qualités très différentes. Dans la région proprement minière se trouvent les affleurements du terrain houiller avec des alternances de conglomérats, de grès et de schistes. Dans l'ensemble c'est un terrain plutôt aride, confirmant l'observation de M. Stanislas Meunier dans son cours de géologie, spécialement appliqué à l'Agriculture : « En résumé, il faut reconnaître que les assises carbonifères donnent des terres peu favorables à la culture. » (1). Toutefois, bien qu'il appartienne au carbonifère, le terrain de la vallée du Köllerbach (Köllertal) formé d'un mélange

(1) MEUNIER (S.), *Cours de Géologie*, page 551.

de sable et d'argile présente une fertilité faisant contraste avec la stérilité des régions environnantes. Le permien que l'on trouve dans la partie Nord des cercles de Sarrelouis, Ottweiler et Saint-Wendel, n'est que le prolongement insensible du carbonifère. On y trouve en abondance des conglomérats. Il donne un terrain pierreux très fréquemment stérile. On y trouve également des roches éruptives impropres à la culture. Le grès bigarré (Buntsandstein) couvre la majorité du territoire (Vallée de la Sarre moyenne, Warndt, partie Nord du Palatinat sarrois). Le terrain est léger, pauvre en chaux. C'est un sol médiocre.

Le conchylien (Muschelkalk) se trouve sur la rive gauche de la Sarre, dans les centres de Sarrelouis et de Merzig ainsi que dans la partie Sud du Palatinat sarrois. Il donne naissance à un sol lourd et assez fertile. Les deux portions du territoire où l'on trouve ce terrain portent le nom de Gau : Saargau et Bliesgau.

Enfin, dans la vallée de la Sarre et dans les vallées formées par ses affluents, on trouve des terrains d'alluvions où les eaux ont formé des dépôts de cailloux roulés et de graviers recouverts de sables argileux qui donnent les terrains les plus riches du pays.

En résumé, le territoire n'est pas dans toute sa superficie impropre à la culture, comme on a parfois tendance à le croire. Mais si les terrasses alluviales, le conchylien des Gau et le houiller spécial du Köllertal présentent des terrains assez fertiles, ils ne sont qu'une faible portion de la surface. La plus grande partie est formée de grès bigarré, de permien ou de carbonifère qui sont ou franchement médiocres ou presque stériles.

§ 2.- Le Climat

Le climat de la Sarre est un climat pluvieux. En 1930, il est tombé 1.080 ^m/_m d'eau, en 1931, 898, en 1932, 814 (1). Mais plus caractéristique encore que la quantité est le nombre de jours de pluie. Les dernières données du bulletin statistique d'après les observations de l'Office météorologique se rapportent à 1931. Le nombre de jours où il a plu à Sarrebruck a été de 170, sans compter 31 jours où la quantité d'eau tombée a été inférieure à 1/2 ^m/_m. Le maximum a été atteint à Hombourg avec 214 jours de pluie et 69 jours pendant lesquels il est tombé moins de 1/2 ^m/_m d'eau. On peut donc dire qu'en Sarre il pleut au moins un jour sur deux.

La température, contrairement à une idée assez commune en France, n'est pas spécialement rude. Si parfois il y a des journées de froid rigoureux, ils correspondent au même phénomène dans les régions voisines. La moyenne de l'année, d'après des observations réparties sur 30 ans serait de 8°6. Mais, si nous nous basons sur les observations de 1932, nous voyons que ce n'est qu'au cours du seul mois d'août que la température a dépassé 25° et que, de décembre à avril, on a eu des journées où le thermomètre est descendu au-dessous de 0°.

En résumé, la température est basse pendant de longs mois, les pluies fréquentes même en été, les beaux jours de plein soleil rares (41 jours par an), contribuant à donner dans l'ensemble un climat maussade et un ciel morose.

(1) *Bericht des statistischen Amtes des Saargebietes*, 1932, p. 391.

CHAPITRE III

LE SOUS-SOL

C'est la grande richesse du Territoire de la Sarre c'est lui qui, par la houille qu'il contient en abondance, donne à la question sarroise toute son importance. La présence de la houille dans cette région est connue depuis longtemps, par suite de la présence d'affleurements dans la partie du Territoire comprise entre Sarrebruck et Neunkirchen. Un recueil de coutumes des échevins de Neumünster montre qu'en 1429 les habitants utilisaient ce charbon de la surface. Nous verrons d'ailleurs le développement de l'extraction dans le chapitre consacré à l'industrie houillère.

§ 1.- Nature et étendue du bassin

Pendant longtemps, les connaissances sur le bassin se bornèrent à la partie comprise dans la zone des affleurements, partie qui correspond à la grande majorité de notre Territoire. En 1817, la présence du charbon en France fut établie à l'aide d'un sondage près du village de Schoeneck, immédiatement à proximité

de la frontière, au Sud-Ouest de Sarrebruck. Peu à peu, l'idée du prolongement du bassin houiller vers l'Ouest prit naissance, se développa et la science et l'industrie se donnèrent une aide réciproque dans l'étude de ce problème. C'est surtout depuis 1900, que l'extension du bassin en France, en Moselle et en Meurthe-et-Moselle fut étudiée et qu'une vigoureuse campagne de sondages fut entreprise, à la suite de travaux de géologues, notamment de Nicklès, professeur de géologie à l'Université de Nancy. Les études sur ce sujet sont trop nombreuses pour être citées ici et sortent d'ailleurs de notre cadre.

Disons seulement qu'il existe en Sarre, en Moselle et en Meurthe-et-Moselle 315 sondages, qui, joints aux travaux souterrains et notamment aux recherches effectuées par l'Administration des Mines Domaniales Françaises en Sarre, tant par sondages dans la région Ouest du bassin non encore reconnue que par travaux miniers dans la région du centre, permettent d'avoir maintenant une idée précise du bassin, de son extension longitudinale et transversale et de sa richesse.

Le bassin houiller sarrois n'est qu'une partie d'un grand bassin houiller que nous pouvons, à juste titre, appeler bassin houiller sarro-lorrain (1). Ce bassin, encadré entre des massifs anciens, le Hunsrück et les Ardennes au Nord, les Vosges au Sud, correspond dans l'ensemble à un anticlinal allongé dont l'axe Sud-Ouest Nord-Est passerait sensiblement par Sarrebruck. La

(1) SIVIARD (E.), *Le bassin houiller sarro-lorrain* (« Industrie Minérale », du 1^{er} avril 1933).

partie exploitée en Sarre correspond au flanc Nord-Ouest de cet anticlinal et présente une partie en affleurement entre Frankenholz et Sarrebruck. Sa forme est approximativement celle d'un fuseau dont la pointe Nord-Est est très rétrécie. Dans la région de Frankenholz, correspondant à cette pointe, sa largeur mesurée transversalement suivant le plan de cote — 200, est d'environ 3 kilomètres, alors que vers le Sud-Ouest, dans la région de La Houve-Merlebach, limitrophe de la frontière franco-sarroise, la largeur atteint 19 kilomètres, par suite d'une forte augmentation de l'Est vers l'Ouest des stampes, c'est-à-dire des intercalations stériles, séparant les couches. Des poussées latérales ont d'ailleurs plissé les terrains et formé des anticlinaux qui, dans le sens longitudinal, c'est-à-dire suivant leurs axes, présentent également des ondulations. On a ainsi des sortes de plongées et relevées successives, mises en évidence par les profondeurs différentes où les sondages ont rencontré le terrain houiller. De cette série d'ondulations, longitudinales et transversales, résultent des variations dans la direction générale des couches qui est, dans l'ensemble, Nord-Est Sud-Ouest avec pendage vers le Nord-Ouest. En outre, la région est coupée par un certain nombre de failles dont l'orientation générale est Nord-Ouest Sud-Est renfonçant les couches vers le Nord-Est avec des rejets verticaux pouvant atteindre parfois 500 à 600 mètres, morcelant le gisement en fragments et modifiant les conditions d'exploitabilité. On voit que le gisement n'est pas d'une régularité absolue d'autant plus qu'il s'ajoute un grand

nombre de petits accidents locaux, souvent fort gênants pour l'exploitation. Au Sud, le gisement exploité en Sarre est limité par un accident, appelé faille du Sud, qui est une rupture dans le flanc Sud-Est de l'anticlinal de Sarrebruck au voisinage de son axe.

Nous sommes peu renseignés sur le prolongement du gisement vers le Nord-Est dans le Palatinat où il est recouvert par des terrains plus récents. Il a pu, au contraire, grâce à la campagne de sondages dont nous avons déjà parlé, être suivi, non seulement en Moselle où, dans le voisinage immédiat de la Sarre il est exploité dans les Sociétés houillères de Petite-Rosselle, Sarre-et-Moselle et La Houve, et où des exploitations futures sont en préparation à Faulquemont et à Saint-Avold, mais en Meurthe-et-Moselle même où la houille a été trouvée à des profondeurs très variables, par suite des ondulations du gisement. (793 mètres à Atton, près de Pont-à-Mousson, 819 mètres dans la cour de l'usine de Pont-à-Mousson, 893 mètres à Dombasle, 1197 mètres à Mont-sur-Meurthe, dans l'arrondissement de Lunéville). Ces résultats sont donc la justification de la proposition que nous avons énoncée plus haut : le bassin houiller de la Sarre n'est qu'une partie, la partie Nord-Est et en même temps la plus proche de la surface, où elle affleure par endroits, d'un bassin houiller sarro-lorrain.

§ 2.- Richesse du Bassin

Le bassin houiller de la Sarre peut être considéré comme très riche. Sans donner à son étude une ampleur

qu'elle ne peut comporter ici, donc sans entrer dans la description géologique des terrains ni dans les controverses auxquelles a donné lieu l'étude de certains points particuliers qui ne sont intéressantes qu'au point de vue stratigraphique, nous pouvons dire dans les grandes lignes, suffisantes au point de vue économique, que l'on peut diviser le bassin en deux étages :

L'étage de Sarrebruck, le plus ancien, qui appartient à la zone moyenne du carbonifère supérieur (Westphalien) et l'étage d'Ottweiler, plus récent, qui appartient à la zone supérieure du carbonifère supérieur (Stéphanien). On trouve dans l'étage de Sarrebruck trois faisceaux principaux de couches, séparés par des stampes stériles. Ces faisceaux sont, en commençant toujours par les plus anciens :

Le faisceau des gras ;

Le faisceau des flambants inférieurs ;

Le faisceau des flambants supérieurs.

L'étage d'Ottweiler, moins riche, ne comprend que le faisceau des houilles sèches à longue flamme ou houilles maigres.



Le faisceau des gras a une épaisseur moyenne d'environ 500 à 600 mètres. Le pendage des couches, assez prononcé (30 à 45°) près des affleurements, diminue au fur et à mesure que l'on s'enfonce jusqu'à atteindre quelques degrés seulement ou, par endroits, à être complètement plat.

On a pu compter dans ce faisceau plus de cent bancs

de charbon, dont la somme des épaisseurs varierait, selon les points, de 35 à 60 mètres. Naturellement, figurent dans ce nombre une grande quantité de filets à l'exploitation desquels on ne pourra jamais songer. La notion de veine exploitable varie d'ailleurs en fonction, non seulement des données physiques, mais d'un certain nombre de données techniques qui font qu'une veine, exploitable dans une fosse, ne l'est pas dans une autre et en fonction, dans le temps, d'un facteur important qui pourra peut-être, quand les plus beaux gisements seront épuisés, amener à exploiter des veines jusque-là négligées ou considérées comme inexploitable. Ce facteur d'ordre économique est le prix de vente. En prenant, par exemple, comme limite d'exploitabilité, une épaisseur de veine de 60 centimètres, on a pu trouver dans une fosse, dans le faisceau des gras, 41 veines exploitables donnant une épaisseur totale de 40 mètres 60 de charbon, 40 veines d'épaisseur variant entre 30 centimètres et 60 centimètres, d'une épaisseur totale de 17 mètres 80 et 62 veinules d'épaisseur inférieure à 30 centimètres. En réalité, le nombre de veines actuellement exploitées dans le faisceau des gras, varie, suivant les fosses, de 17 à 20, donnant une épaisseur totale de charbon de 18 à 25 mètres. La plupart des veines se composent de plusieurs banes de charbon séparés par des intercalations stériles. La puissance en charbon est en moyenne d'environ 1 mètre pour les veines actuellement exploitées et l'ouverture totale, stériles compris, varie, en général, de 0 m. 60 à 2 mètres. Une ouverture de 3 mètres est exceptionnelle.

Entre le faisceau des gras et le faisceau des flambants inférieurs se trouve une zone intermédiaire pauvre dont l'épaisseur augmente de l'Est à l'Ouest selon le phénomène général déjà indiqué. Cette épaisseur est de 320 mètres à König (région Est) et de 530 dans le sondage de Stangenmühle (région Ouest). (Elle est encore plus importante dans les sondages de Lorraine). On ne peut trouver dans cette zone que 3 à 4 veines exploitables avec une puissance de charbon de 2 à 3 mètres et un assez grand nombre de filets inexploitable.

L'épaisseur moyenne du faisceau des flambants inférieurs est beaucoup plus faible que celle du faisceau des gras et varie de 121 mètres à Kohlwald (Est du gisement) à 318 mètres dans le sondage de Ludweiler (Ouest du gisement). On peut y compter une quarantaine de bancs donnant une épaisseur de charbon de 10 à 20 mètres suivant les fosses. Bien que Kliver ait prétendu y trouver 13 veines exploitables, il ne faut y compter dans la partie Est que 3 à 4 couches d'exploitation sûrement rémunératrice, parmi lesquelles une très belle veine servant de veine guide, dont l'épaisseur atteint souvent 2 mètres de charbon pur, le total étant d'une puissance en charbon d'environ 4 mètres. Dans la partie Ouest, le nombre de veines exploitables est de 6 ou 7.

Au-dessus du faisceau des flambants inférieurs et le séparant du faisceau des flambants supérieurs se trouve une zone dont l'épaisseur varie de 277 mètres à l'Est (Kohlwald) à 750 mètres à l'Ouest (Josepha). Cette zone, complètement stérile à l'Ouest, présente à l'Est

quelques veines exploitables, mais d'ailleurs assez peu intéressantes.

Le faisceau des flambants supérieurs a une épaisseur variant de 354 à 813 mètres. Il comprend environ 100 à 130 bancs avec 20 à 30 mètres de charbon. On y exploite jusqu'à 14 veines donnant 20 mètres de charbon.

L'étage d'Ottweiler, nettement séparé du précédent au point de vue géologique, est beaucoup plus pauvre que l'étage de Sarrebruck. Dans sa zone inférieure, d'une épaisseur allant à 900 mètres, on trouve seulement 2 veines exploitables, à une distance d'environ 120 mètres l'une de l'autre, d'une puissance totale de 3 mètres de charbon. Dans les zones moyennes et supérieures, épaisses de plus de 1.000 mètres, ne se trouvent que deux veines de faible épaisseur, ayant donné lieu autrefois, aux affleurements, à une exploitation, aujourd'hui abandonnée.

En résumant ces données, nous pouvons dire que nous trouvons en Sarre une épaisseur de 3500 à 5000 mètres de terrain houiller, offrant plusieurs centaines de bancs, parmi lesquels 40 veines d'une puissance totale en charbon de plus de 50 mètres sont exploitées ou ont fait l'objet d'exploitation et où on pourrait, le cas échéant, compter comme exploitables environ 70 veines qui, réunies, donneraient une épaisseur de charbon de 65 à 70 mètres.

Il semblerait à première vue que, puisque la surface occupée par le terrain houiller est connue, puisque

l'épaisseur des veines exploitées ou exploitables a été mesurée dans les diverses parties, un simple calcul donnerait le tonnage de houille cachée dans les entrailles de la terre, tonnage qui, mieux que les épaisseurs, donnerait une idée de la richesse du gisement. En réalité ce calcul est assez difficile à faire et il ne faut pas s'étonner si les chiffres que l'on trouve chez les auteurs qui se sont occupés de cette question sont différents. C'est que si le gisement est bien connu dans les travaux souterrains, il n'en est pas de même dans les parties destinées à assurer l'exploitation dans l'avenir. Des failles peuvent rejeter les couches en profondeur. D'une fosse à l'autre l'épaisseur d'une veine connue varie, parfois d'une façon assez notable. Il y a donc incertitude pour savoir quelle épaisseur lui attribuer dans les parties du gisement non encore exploitées. Une veine, exploitée en une fosse, peut, par suite de conditions locales, être inexploitable dans une autre. Pour calculer les réserves, faudra-t-il la prendre en considération ? Selon la manière dont on résoud tous ces problèmes, résultent des divergences dans les chiffres obtenus, divergences bien compréhensibles puisqu'il s'agit d'évaluer par avance un tonnage que nul n'a pu reconnaître. Sans parler d'anciens calculs sans valeur actuellement (1), car ils reposaient sur une connaissance trop imparfaite du bassin, une estimation sérieuse fut faite par Böker pour la préparation du XII^e Congrès géologique international de Toronto

(1) Par exemple NASSE, en 1893.

en 1913 dont le programme comportait l'estimation des réserves mondiales de charbon. Les chiffres indiqués au Congrès comprenaient, outre la Sarre, les tonnages correspondant à la partie du gisement connu en Lorraine. En déduisant ceux-ci, on trouve 9.440 millions de tonnes de charbon jusqu'à une profondeur de 1.500 mètres (1). Cette estimation cadre avec une autre qui fut faite par Schlicker (2), qui indiqua 5.576 millions de tonnes jusqu'à 1.000 mètres et en tout 9.358 millions jusqu'à 1.500 mètres. En 1928, Schlicker ajouta qu'il fallait plutôt arrondir les chiffres vers le bas, à la suite des nouvelles connaissances acquises sur le bassin. Dans l'état actuel de la technique, il ne faut pas tenir compte des gisements situés à une profondeur inférieure à 1.200 mètres, profondeur qui sera peut-être pourtant dépassée dans l'avenir. En se bornant à cette profondeur de 1200 mètres et en faisant une estimation prudente, par suite des incertitudes qui planent sur tous ces calculs, on peut prendre comme chiffre de réserves certaines le chiffre de 6.200 millions de tonnes.

En adoptant ce chiffre, on trouve, qu'à la cadence de l'extraction actuelle, l'exploitation des mines en Sarre est assurée pour au moins 500 ans.

Le chiffre ainsi calculé est un minimum des réserves

(1) Des chiffres différents, basés sur les calculs du congrès de Toronto, que l'on trouve parfois proviennent, ou bien de ce que l'on comprend dans le gisement sarrois le charbon des houillères lorraines, ou bien que l'on prend les chiffres correspondant à une profondeur de 2.000 mètres.

(2) *Zeitschrift für das Berg — Hütten — und Salinenwesen im preussischen Staate*, Jahrgang 1911, (Band 59).

certaines sur lesquelles on peut compter. Il a été établi en ne considérant que les veines nettement exploitables partout. Le chiffre des réserves probables pour lesquelles une approximation seule peut être donnée est nettement supérieur.

Lors des travaux entrepris pour fixer la valeur des mines cédées à l'Etat français, conformément au § 5 de l'Annexe à la Section IV du Traité de Paix, les Allemands estimaient la richesse en charbon de la façon suivante :

Jusqu'à 1.000 mètres :

Charbons maigres	594 millions de tonnes			
Charbons flambants ..	2.634	—	—	—
Charbons gras	4.590	—	—	—
	7.818			

De 1.000 à 1.500 mètres :

Charbons maigres	249 millions de tonnes			
Charbons flambants ..	1.396	—	—	—
Charbons gras	2.811	—	—	—
	4.456			

Au-dessous de 1.500 mètres :

Charbons maigres	910 millions de tonnes			
Charbons flambants ..	6.638	—	—	—
Charbons gras	17.578	—	—	—
	25.126			

soit un total de 37.400 millions de tonnes.

Mais le tonnage probable indiqué au-dessous de 1.500 mètres doit être considéré comme d'existence très

hypothétique et d'exploitabilité plus que problématique, puisqu'on y considère des charbons à de très grandes profondeurs. Même pour les tonnages au-dessus de 1.500 mètres, nous ne savons comment les Allemands les ont calculés, mais étant donné les circonstances et l'incertitude inhérente à ce genre de calcul, ils ont dû prendre des chiffres maxima.

Le chiffre des réserves probables peut être évalué à 18 milliards de tonnes jusqu'à 2.000 mètres et c'est discussion stérile que de rechercher ce qui existe aux profondeurs plus grandes, car ce charbon ne sera à peu près certainement jamais exploité.

Le total des réserves certaines indiquées pour la France au congrès de Toronto, mais jusqu'à 2.000 mètres (sans la Lorraine, il est vrai) était de 5.124 millions de tonnes (1) et les réserves certaines et probables de 17.407. En comparant les chiffres de la France avec ceux de la Sarre, bien que les uns et les autres soient seulement approximatifs, on peut constater quelle richesse de charbon représente le Territoire de la Sarre, malgré sa faible superficie, puisqu'il serait à peu près équivalent à toute la France. Par contre, l'Allemagne, réduite à ses limites actuelles, aurait de 180 milliards (2) à 200 milliards (3) de tonnes de réserves probables. Malgré l'incertitude des calculs, et la distinction assez délicate des réserves probables et des réserves

(1) *Revue de l'Industrie Minérale*, 1^{er} avril 1927, p. 297.

(2) *Revue de l'Industrie Minérale*, loc. cit.

(3) MOUTTÉ (F.) (d'après TERMIER), *La question de l'organisation internationale de l'Industrie Charbonnière*, page 26.

certaines, un fait se dégage. Bien qu'amputée d'une partie de son bassin houiller de l'Est, les réserves de l'Allemagne sont certainement plus de dix fois supérieures à celles de la Sarre, ainsi qu'à celles de la France. Les réserves de la Sarre doubleraient celles de la France et ne feraient qu'augmenter de 1/10 celles de l'Allemagne.

§ 3. — Caractéristiques et emplois des charbons de la Sarre

Si, au lieu de nous contenter de considérer l'ensemble du gisement houiller en Sarre et son importance, nous avons été amené à examiner séparément les divers faisceaux, faisceau des charbons gras, faisceaux des flambants inférieurs et supérieurs et faisceau des houilles maigres, c'est que ces divers faisceaux donnent des produits qui ne sont pas comparables. La houille n'est pas un produit homogène et une tonne de charbon d'une espèce ne peut pas toujours, pour son utilisation, être remplacée par une tonne d'une autre espèce. Dans le chapitre relatif à l'exploitation minière, nous en verrons un exemple de la plus grande importance économique dans la question de la cokéfaction.

Quand on analyse un charbon, on commence par chasser l'eau accidentelle, puis l'eau hygroscopique en chauffant à 105°. Si on chauffe davantage et à l'abri de l'air, on détruit les matières volatiles combustibles et on obtient un résidu de charbon fixe sous forme de coke plus ou moins bien aggloméré. Après combustion du coke dans un four il reste des cendres.

Les données caractéristiques d'un charbon sont donc la teneur en eau hygroscopique, la teneur en matières volatiles et la teneur en cendres, les deux dernières étant les plus importantes. La teneur en eau hygroscopique varie de 1 à 2,5 % pour les charbons gras et de 2,5 à 6 % pour les charbons flambants. La teneur en matières volatiles, sur charbon sec, cendres non déduites, est comprise entre 30 et 38 % pour les gras et entre 34 et 42 % pour les flambants.

La teneur en cendres varie d'après la nature du charbon, mais également d'après la constitution des veines et la présence ou l'absence d'intercalations stériles. (Au reste, la technique, qui ne peut changer la nature du charbon, peut diminuer, grâce au triage et au lavage le % de cendres existant dans le charbon brut lors de sa transformation en produits marchands.) C'est ainsi que dans le faisceau des gras, on a pu trouver pour le charbon brut un % de cendres variant de 0,87 à 14,83; une moyenne d'un grand nombre d'analyses du charbon de diverses veines a donné 5,04 % de cendres pour les charbons gras, 5,17 % pour les flambants inférieurs, 6,65 % pour les flambants supérieurs, 9,8 % pour les maigres (1).

La teneur en soufre varie de 0,5 à 1 %.

La température de fusion des cendres oscille de 1160 à 1300°.

Le pouvoir calorifique d'un charbon dépend de la

(1) DRUMM (R.), *Die Geologie des Saar-Nahe Beckens*, page 127, d'après HOHENSEE.

proportion des impuretés contenues (eau et cendre) et de la composition chimique du charbon pur. Le pouvoir calorifique des charbons gras, supposés purs et secs atteint 8.600 calories alors que pour les charbons flambants il varie entre 7.800 et 8.250. Si l'on considère en outre les chiffres donnés plus haut pour la teneur en eau, et la teneur en cendres, on voit qu'en moyenne les charbons gras sont plus purs et que par suite le pouvoir calorifique industriel des charbons gras sera supérieur à celui des charbons flambants.

La principale différence entre les divers faisceaux de charbon consiste dans leur aptitude inégale à la cokéfaction. Le pouvoir agglomérant des charbons gras est de beaucoup supérieur à celui des flambants. Celui des charbons maigres est nul. Les charbons gras seront donc seuls, en principe, aptes à la cokéfaction. Nous devons d'ailleurs ajouter, point important, que cette aptitude à faire du coke n'est pas parfaite et que le charbon gras de la Sarre seul, ne peut donner un coke capable de rivaliser avec le coke fourni par le charbon de la Ruhr ou le charbon du Nord de la France qui n'ont que 20 à 30 % de matières volatiles et donnent en outre un meilleur rendement en coke avec un temps plus faible de cuisson.

*
**

Des considérations qui précèdent sur leurs qualités, on peut déduire les emplois auxquels conviendront les diverses espèces de charbons de la Sarre.

Les charbons gras pourront être employés pour fa-

briquer le coke (et nous verrons plus loin comment on a pu pallier à l'insuffisance de la qualité de leur coke au point de vue métallurgique). Ils seront d'excellents charbons à gaz, donnant un bon rendement en quantité et qualité de gaz et un coke utilisable. Ils conviennent également pour les divers foyers (aussi bien foyers de chaudières fixes que foyers de locomotives) et sont appréciés comme charbons de forges.

Les charbons flambants peuvent servir à l'alimentation des gazogènes de fours industriels, spécialement en métallurgie, verrerie, céramique. Par suite de leur facilité de combustion, leur emploi est indiqué chaque fois que l'on aura besoin d'avoir rapidement des calories, par exemple pour passer les pointes dans les centrales électriques ou pour le coup de feu temporaire des cuisinières des restaurants.

Pour le chauffage domestique, toutes les espèces de charbons peuvent être employées, mais le charbon préféré est celui du faisceau des houilles sèches à longue flamme, dites maigres.

Par suite de sa forte teneur en matières volatiles, le charbon sarrois convient bien pour toutes les applications du chauffage au charbon pulvérisé qui s'est développé au cours de ces dernières années. La pulvérisation n'a pas besoin d'être poussée aussi loin qu'avec d'autres charbons, ce qui permet une économie de frais de préparation. Enfin la présence dans le même gisement de deux sortes de charbons ayant des propriétés différentes permet, le cas échéant, de réaliser artificiellement des mélanges pouvant spécialement conve-

nir à certains consommateurs en raison de leur installation ou de leurs habitudes.

*
**

Arrivé au terme de cette rapide étude du sous-sol sarrois, montrant son étendue, sa puissance et la variété de ses couches, nous voyons que le tableau qu'il nous offre est tout différent de celui du sol. Ce dernier nous montre une nature ingrate et parcimonieuse, des terres bien rarement fertiles; le sous-sol nous montre une nature généreuse ayant accumulé sous ce petit territoire des richesses houillères comparables à celle de la France entière (tout au moins tant que nous ne connaissons pas mieux le prolongement du bassin en Lorraine) et facilement exploitables par suite du peu d'épaisseur des morts-terrains.

Médiocrité du sol, richesse du sous-sol. Voilà l'origine de la vie économique de la Sarre, l'explication de la nécessité qu'a le pays de se tourner vers la France ou vers l'Allemagne, la cause de l'intérêt qui s'attache à ce Territoire.

SECTION II

La production sarroise

Deux industries étroitement liées l'une à l'autre y occupent une place prédominante : l'industrie minière et l'industrie métallurgique. Autour d'elles gravitent l'agriculture qui trouve dans la population industrielle des débouchés dépassant de beaucoup sa capacité de production, l'industrie très ancienne du verre et de la céramique, qui a précédé l'industrie houillère et métallurgique, et des industries secondaires (produits terreux, brasseries, tabac, etc.). C'est par l'agriculture que nous commencerons pour insister ensuite tout particulièrement sur les deux grandes industries maîtresses.

CHAPITRE PREMIER

L'AGRICULTURE

Nous envisagerons successivement la culture proprement dite, autrement dit les terres labourées qui occupent près de la moitié de la surface du sol, les prairies et l'élevage, affecté surtout à la consommation familiale, la forêt enfin qui occupe encore près d'un tiers du territoire.

§ 1. — La culture

I. — LES SURFACES CULTIVÉES

Nous avons vu que les conditions physiques du sol et les conditions climatiques étaient dans l'ensemble peu favorables à l'agriculture. Outre la fertilité, en général très médiocre (à part la vallée du Köllerbach, les Gau, les terrasses alluviales) et la presque stérilité dans les régions d'affleurements houillers, la faiblesse de l'insolation, suite du nombre exagéré de jours pluvieux, retarde beaucoup la végétation. La récolte des céréales y est toujours incertaine. Parfois elles n'ar-

rivent pas à mûrir. La vigne, que l'on trouve pourtant dans les régions situées plus au Nord des rives de la Moselle et du Rhin, n'a pu se maintenir que dans quelques endroits spécialement bien exposés. Parfois les gelées commencent avant que la récolte des pommes de terre soit finie. Aussi, le pays était-il destiné par la nature à être un pays forestier. C'est ce qu'il était autrefois avec une population clairsemée, c'est ce qu'il est encore avec une population dense, depuis la mise en exploitation industrielle des richesses de son sous-sol. Et pourtant, depuis cette augmentation énorme de la population, partout où le sol pouvait être à peu près utilisé, partout où sur quelques ares l'on pouvait espérer obtenir une récolte, la forêt a fait place à la culture. Si la forêt occupe encore une proportion si importante dans la superficie du territoire, si nous voyons toute cette série de collines boisées qui donnent à ce pays industriel une physionomie si différente de celle des paysages miniers du Nord de la France, c'est une preuve que le sol n'était pas apte à meilleure utilisation.

Le recensement du territoire, d'après les divers modes d'utilisation, fait en 1932 (1), donne les résultats suivants :

78.236 hectares, soit 41 % en terres labourées.

37.443 hectares, soit 20 % en prairies, pacages, vergers, vignes, jardins.

56.684 hectares, soit 30 % en forêts.

(1) *Bericht des statistischen Amtes des Saargebietes*, 1932, p. 343.

Le reste, soit 9 %, représente la surface des friches (4.004 hectares), provenant en général de parties déboisées qui n'ont pu être mises en culture, des maisons, des chemins, des cours d'eaux.

Si l'on ajoutait la superficie des vergers (1.040 hectares), des vignes (30 hectares), des jardins (4.176 hectares) à la superficie des terres labourées, on obtiendrait la proportion de 44 % du territoire pour la culture, 17 % pour les prairies, 30 % pour les forêts, 2 % pour les friches, 7 % pour les routes, chemins, cours d'eau et propriétés bâties.

On peut, pour juger du développement, essayer de comparer ces chiffres avec ceux fournis par un recensement détaillé fait le 19 juillet 1927. La comparaison, toutefois, serait entachée d'une erreur fondamentale, car les deux statistiques n'ont pas été obtenues par la même méthode. La statistique de 1927 donne la surface des diverses exploitations d'après les déclarations des propriétaires. La statistique de 1932 est donnée d'après des relevés faits directement par les mairies.

Les chiffres de 1927 sont tous plus faibles que ceux de 1932. Il faut probablement y voir l'effet de la crainte qu'avaient un grand nombre d'agriculteurs de les voir servir à un but fiscal.

On peut toutefois dire qu'entre 1927 et 1932 il y a eu augmentation de la surface cultivée par suite de la crise industrielle et des efforts faits par la commission de gouvernement pour la mise en culture des friches par les chômeurs et le développement de la culture de la pomme de terre. (La statistique de 1927

indique 15.721 hectares en pommes de terre. Celle de 1932, 20.449. Si une part de la différence est due aux erreurs des déclarations de 1927, une part correspond à l'accroissement de la culture de ce tubercule.)

*
**

Le terrain consacré à l'agriculture est morcelé en un très grand nombre d'exploitations agricoles. La Sarre est un pays de très petite propriété et de très petite culture. La statistique de 1932 que nous avons utilisée ne mentionne pas le nombre d'exploitations. Celle basée sur les résultats du recensement du 19 juillet 1927 en indique 56.937. En rapprochant ce chiffre du nombre total d'hectares employés en cultures ou en prairies (115.679), on voit que la moyenne dépasse à peine 2 hectares. En fait (1), sur ces 56.937 exploitations, 35.000 environ occupent une surface de moins d'un hectare dont 12.517 des surfaces de 5 à 20 ares et 13.237 de 20 à 50 ares, et 17.500 des surfaces entre 1 et 5 hectares. Le nombre des grandes exploitations agricoles analogues à celles que l'on trouve dans le centre de la France par exemple, est faible : 110 exploitations entre 50 et 100 hectares et 164 exploitations de plus de 100 hectares, qui ne se trouvent guère que dans l'ancien Palatinat bava-rois, la région de Sarrelouis et la vallée du Köllerbach.

(1) *Saarwirtschaftsstatistik*, 1932, page 40.

Le plus grand domaine exploité, le domaine de Linsl (Linsler Hof) dans le cercle de Sarrelouis a 250 hectares.

Ce morcellement de la propriété et de l'exploitation est un trait profond de la vie économique sarroise. Il amène forcément un corollaire. Une famille ne peut subsister par l'exploitation d'une terre de 1 hectare. Il est donc nécessaire qu'elle ait d'autres moyens d'existence. De fait, nous devons établir une distinction primordiale parmi ces propriétés agricoles, celles dont l'exploitation est le travail principal du propriétaire ou du fermier et celles qui ne sont qu'une occupation secondaire et une source accessoire de revenus. L'étendue moyenne des premières est naturellement plus forte : environ 8 hectares. A côté du cultivateur, qui n'est que cultivateur, nous trouvons une série de cultivateurs qui sont d'abord ouvriers, travaillant à la mine ou à l'usine et qui emploient leur temps disponible à la culture d'un petit bien. L'organisation du travail dans la mine ou dans les usines à feu continu s'y prête facilement d'ailleurs, puisque le mineur du poste du matin par exemple, qui entre à la mine à 6 h. 1/2 en sort à 14 heures. S'il ne demeure pas trop loin de la fosse où il travaille, il peut donc consacrer une grande partie de l'après-midi à la culture de son champ.

C'est en ne perdant pas de vue cette distinction de l'exploitation agricole, travail principal (Hauptbetrieb) et de l'exploitation agricole, travail accessoire (Nebenbetrieb) qu'il faut lire et interpréter les statistiques relatives à l'agriculture, sinon on arrive à émet-

tre des propositions en discordance absolue avec les faits. Une statistique officielle (1) par exemple, indique 160.780 personnes occupées dans l'agriculture à la date du recensement du 19 juillet 1927, pour une population totale à l'époque de 770.030, comprenant une population active de 305.463 personnes (246.719 hommes et 58.744 femmes). On aurait donc tendance à dire que plus de la moitié de la population vit de l'agriculture et la Sarre ferait figure, non de pays industriel, mais de pays agricole. Rien ne serait plus faux. En fait, en comparant avec d'autres tableaux statistiques extraits du même recensement, on peut tirer de plus justes conclusions. Sur les 160.780 personnes, on trouve 56.937 chefs d'exploitations, 94.279 membres de leur famille et 9.564 salariés.

Sur les 56.937 chefs d'entreprise, 7.361 seulement ont l'agriculture comme profession principale. Et encore 336, parmi eux, ont une occupation accessoire montrant que tout leur temps n'est pas complètement consacré à la terre. Si nous pouvons dire qu'il y a 7.361 « Hauptbetriebe » nous ne devons compter parmi ces exploitants que 7.025 tirant leurs revenus uniquement du travail du sol. Parmi les 9.564 salariés qu'ils emploient, 6.088 ne le sont pas constamment et ont une autre profession, donc 3.576 seulement sont uniquement ouvriers agricoles. Pour les membres de la famille, le calcul est un peu plus difficile. La statis-

(1) *Bericht des statistischen Amtes*, 1932, page 338.

tique indique bien que 36.445 ne sont employés que d'une façon accessoire, tandis que 57.834 n'ont pas d'autre occupation. Mais si l'on rapproche ce chiffre du nombre des chefs d'exploitation uniquement agriculteurs, 7.025, on voit qu'il correspondrait à huit membres de la famille par exploitation, ce qui est certainement inadmissible. En réalité, dans ce chiffre figurent un grand nombre de personnes à rattacher au deuxième type, l'exploitation agricole travail accessoire (Nebenbetrieb) du chef de la famille.

Si l'on calcule que le nombre de ces exploitations est de près de 50.000, le chiffre de 57.834 membres de la famille du chef d'exploitation uniquement employés à l'agriculture, devient beaucoup plus compréhensible. Dans ce chiffre sera comprise par exemple la femme d'un mineur qu'elle aide à travailler son champ, puisque si le mari a une autre profession rétribuée, la femme n'en a pas. En réalité donc, en limitant pour les exploitations agricoles proprement dites à 2 ou 3 personnes par famille celles qui y sont employées, on doit être beaucoup plus près de la vérité. Il en résulte donc que le chiffre d'agriculteurs en Sarre qui ne sont qu'agriculteurs est de :

$$7.025 + 3.576 + 15 \text{ à } 20.000 = 25 \text{ à } 30.000.$$

Même en prenant ce dernier chiffre, on trouve que 10 % environ seulement de la population active (soit 4 % de la population totale) sont des agriculteurs uniquement agriculteurs, tandis que 130.000 ou 17 % de

la population totale ont, à côté de l'agriculture, une autre occupation qui, la plupart du temps, est prédominante (1).

On conçoit également, comme conséquence obligatoire de ce morcellement agricole, et du grand nombre d'exploitations de surface minime sur lesquelles travaillent des personnes ayant une autre occupation principale, que ces petits exploitants soient surtout les propriétaires du terrain. En fait, 92 % des terres sont exploitées par leur propriétaire, 8 % seulement sont affermées et c'est dans le district de Sarrelouis où nous avons déjà établi que se trouvent les plus importants domaines agricoles et que le terrain est le plus fertile que se trouvent le plus grand nombre de ces fermes.

Par suite de la prédominance de la petite culture, le nombre de machines agricoles en service est faible : 15 charrues mues par des moteurs, 102 machines à répandre l'engrais, 202 semeuses, 344 faucheuses-lieuses, 3.745 faucheuses pour les foins, etc. Les ma-

(1) Ce calcul tiré de la comparaison des divers éléments du bulletin statistique officiel (Bericht des statistischen Amtes des Saargebietes 1932) est vérifié dans ses grandes lignes, par un tableau statistique tiré des résultats du même recensement du 19 juillet 1927 par le Sarwirtschaftsarchiv, organe statistique d'une réunion de divers groupements économiques. Ce tableau, (Saarwirtschaftsstatistik 1932, p. 8), indique 32.971 personnes ayant l'agriculture comme profession principale (soit un peu plus de 10 % de la population active) et indique que le nombre des membres de leur famille à leur charge est de 32.601. On trouve ainsi que sur la population totale de 770.030 personnes, 65.572, soit 8,52 %, vivent uniquement de l'agriculture.

chines qui tiennent le premier rang sont les batteuses mécaniques au nombre de 4.473 (1).

II. — LES ESPÈCES DE CULTURES

ET LES RENDEMENTS OBTENUS

Les alternances dans la culture des divers produits sur le même terrain sont très variables. Sur un sol fertile on a par exemple les assolements suivants : blé, luzerne, avoine; sur un terrain léger, pommes de terre, seigle, trèfle. On trouve également des types d'assolements plus variés; tel le suivant : 1° seigle, 2° orge ou avoine, 3° trèfle et blé, 4° 1/2 orge, 1/2 jachère, 5° pommes de terre. En réalité, à part les grandes exploitations conduites rationnellement par des techniciens de l'agriculture de façon à ne pas épuiser le sol, les agriculteurs sarrois et surtout les ouvriers paysans travaillent sans méthode régulière. Ils sèment chaque année ce dont ils auront besoin ou ce qui leur semble devoir être le plus rémunérateur et ils répandent avec abondance les engrais, naturels ou artificiels. Le sol reste rarement en jachère. Un auteur sarrois, traitant cette question de l'agriculture (2), se plaint que les ouvriers paysans cultivent au hasard et qu'il serait nécessaire qu'ils suivent les cours agricoles qui existent d'ailleurs en trois points du territoire.

Parmi les céréales celle dont la culture est la plus répandue est le seigle, qui réussit spécialement bien dans la vallée du Köllerbach. Il faut voir dans cette

(1) *Bericht des statistischen Amtes des Saargebietes*, page 340.

(2) MARTIN (W.), *Land und Leute an der Saar*, page 209.

culture, croyons-nous, encore une conséquence du morcellement, de ce fait que la plus grande partie des exploitants agricoles sont des ouvriers qui ne cherchent à trouver dans leur champ que ce qui leur sera nécessaire à eux-mêmes. Le seigle permet de faire le pain gris auquel ils sont habitués et qui a l'avantage de se conserver plus longtemps que le pain blanc, pain des habitants aisés des villes. Dans les meilleures terres du Saargau et de la vallée du Köllerbach on cultive le blé. L'avoine tient une assez grande place, tandis que la surface consacrée à l'orge est beaucoup plus faible, malgré son emploi dans les brasseries de la région. Mais le produit qui, dans l'agriculture sarroise, tient le premier rang avant les céréales, parce qu'il tient également le premier rang dans la nourriture du peuple, c'est la pomme de terre. L'époque de la récolte des pommes de terre est l'époque de l'activité agricole la plus intense. L'industrie se ressent d'ailleurs de cette activité agricole saisonnière, car un grand nombre d'ouvriers-paysans demandent des permissions — ou parfois arguent d'une maladie plus ou moins réelle — pour pouvoir être absents de la mine ou de l'usine pendant les journées qui leur seront nécessaires pour effectuer la récolte. A côté de la pomme de terre, on cultive également la betterave fourragère destinée à l'alimentation du bétail.

Les plantes fourragères, dont la culture alterne, en général, nous l'avons vu, avec celle des céréales et des pommes de terre, sont relativement assez répandues. Ceci tient vraisemblablement en partie au fait que les

prairies naturelles sont peu riches et confinées dans les vallées. La surface ensemencée en trèfle et en luzerne est supérieure à la surface ensemencée en blé. La culture maraîchère professionnelle ne se trouve que dans les environs de Sarrebruck et de Sarrelouis. Non loin de cette dernière ville, les terrains de Lisdorf alimentent en légumes les marchés voisins. Quelques autres localités situées dans la zone riche des Gau sont parfois, dans la région, réputées pour la valeur de certains produits, mais il ne s'agit là que de très petites quantités, ne jouant qu'un rôle infime dans l'alimentation générale. Mentionnons encore que la culture des arbres à fruits disséminés sur de petites parcelles n'a pour but que de satisfaire la consommation familiale (457.000 arbres fruitiers répartis dans 17.699 jardins ou vergers) et que la vigne n'existe plus que dans 11 vignobles situés dans la vallée inférieure de la Blies et la vallée inférieure de la Nied, près de Gross-Hennersdorf. La culture des plantes industrielles est à peu près inexistante, un peu de colza, de chanvre, de tabac, ce dernier dans les cercles de Saint-Wendel et de Merzig.

La répartition des terrains par genre de cultures en 1932 était la suivante (1) :

Sur 78.236 hectares de terres labourables :

38.913 étaient ensemencés en céréales, dont 8.199
en blé, 16.334 en seigle, 2.009 en orge, 10.429
en avoine, le reste en divers;

20.449 étaient ensemencés en pommes de terre;

(1) *Bericht des statistischen Amtes des Saargebietes*, p. 342-343.

5.950 en betteraves;
10.236 donnaient des plantes fourragères;
510 fournissaient des légumes (en dehors des jardins dépendant des habitations);
112 donnaient des plantes industrielles.
Il n'y avait que 1.772 hectares en jachère.

A côté de ces chiffres, nous pouvons mentionner :

4.176 hectares de jardins;
1.040 hectares de vergers;
30 hectares de vignes.

Les rendements moyens obtenus, en 1931, étaient estimés aux chiffres suivants indiqués en quintaux métriques par hectare :

Seigle	12,5
Blé	9,9
Orge d'hiver	14,5
Orge d'été	12,4
Avoine	10,0
Pommes de terre	184,2
Betteraves fourragères	434,4
Trèfle	47,4
Foin	44,4

A titre de comparaison, signalons que le rendement moyen de la France en blé de 1920 à 1924 a été de 11 quintaux 6 (1) et est actuellement de 15.

(1) GEMAHLING (F.), *Statistiques choisies*, page 48.

§ 2. — L'élevage

Nous avons vu que 30.188 hectares, soit 17 % du territoire, sont en prairies. Au point de vue de l'utilisation pour la nourriture du bétail, il faut y ajouter les 10.236 hectares cultivés en plantes fourragères et les 5.950 en betteraves.

Un recensement du cheptel a lieu chaque année à la date du 1^{er} décembre.

A la date du 1^{er} décembre 1932 (1) le cheptel se répartissait ainsi : 10.579 chevaux, 70.141 bêtes à cornes, 4.943 ovins, 102.574 porcs, 58.796 chèvres.

Le chiffre actuel des chevaux est sensiblement égal à celui des premières années après la guerre (10.930 en 1921), mais très inférieur à celui des chevaux existant dans la même région avant guerre (20.360 en 1913). Par suite, il faut voir dans cette diminution un phénomène accidentel, tenant aux réquisitions opérées pendant la guerre, ainsi qu'une conséquence du développement des transports automobiles. L'élevage du cheval n'a lieu que dans les grandes exploitations agricoles et se borne à assurer le remplacement des chevaux hors service. On cherche surtout à avoir un cheval solide. La petite culture, qui domine, n'utilise pas le cheval.

L'élevage des bovins a progressé depuis la guerre (66.332 en 1921) sans atteindre le chiffre d'avant la guerre (76.371 en 1913). La plus grande partie est disséminée dans les petites exploitations.

La race qui domine est la race suisse de Simmental.

(1) *Bericht des statistischen Amtes des Saargebietes*, page 340.

Pendant la guerre et pendant les premières années après la guerre, on avait essayé l'élevage de vaches hollandaises qui donnaient plus de lait, mais on y a renoncé. Elles étaient trop délicates. Le Sarrois cherche surtout une vache qui soit robuste, croisse facilement de façon à avoir un bon rendement en viande, lui fournisse le lait nécessaire pour la famille et en même temps serve de bête de trait pour son labour, pour ses transports de récolte ou de fumier ou lorsqu'il va chercher son charbon à la fosse voisine. La production moyenne de lait ne serait que de 5 litres par jour. On estimait, en 1929, que 49.561 vaches laitières avaient fourni 247.805 litres (1). Il est toutefois certain que de telles statistiques ne peuvent être qu'approximatives (2).

La plus grande partie de ce lait sert uniquement à la consommation familiale, soit sous la forme de lait, soit sous la forme de beurre (3). Parmi la production approximative de 247.805 litres de lait par jour, on estime que 63.800 sont consommés chez le producteur et 125.281 transformés en beurre.

Après avoir eu une très forte régression (il est tombé

(1) *Saarwirtschaftsstatistik* 1930, page 35.

(2) La comparaison de ces deux chiffres montre que le chiffre de la production de lait — qui ne peut évidemment pas faire l'objet d'une statistique directe, surtout avec la dispersion du bétail — a été obtenu en multipliant par 5, rendement moyen approximatif, le nombre des vaches laitières.

(3) Le beurre est un aliment très recherché. L'ouvrier au travail, l'enfant à l'école emportent comme casse-croûte le pain beurré (Butterbrot) et l'on entend souvent, dans les discussions de salaire, l'ouvrier dire : « Au prix où est le beurre... »

en 1925 à 2.194), régression que l'on attribue parfois à la disparition de la jachère, le nombre des ovins (4.943 en 1932) a légèrement dépassé le chiffre de 1913 (3.251). Il reste toutefois d'une importance minime.

Le nombre des chèvres, au cours des dernières années, présente d'assez fortes oscillations avec un minimum (52.405) en 1929 et un maximum (79.775) en 1923. Il est actuellement (58.796 en 1932) au même niveau qu'en 1913 (56.993). La chèvre est la vache du tout petit cultivateur. Dans certaines contrées, on l'appelle la vache du mineur (Bergmannskuh). Il n'est donc pas étonnant qu'on en trouve une assez forte proportion dans les cercles industriels. Il est également compréhensible que son développement n'ait pas été gêné par la guerre, pendant laquelle on reconnut que son rendement utile était très intéressant, en le comparant au peu de dépenses faites pour sa nourriture. Ces chèvres étant éparpillées dans un grand nombre de familles, il est également naturel que, suivant les années, leur nombre soit soumis à d'assez amples fluctuations. Il existe des associations d'éleveurs de chèvres qui, notamment, pratiquent l'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail.

Le porc joue un grand rôle dans l'alimentation sarroise, comme d'ailleurs dans l'alimentation allemande. C'est la viande dont il est le plus consommé. En 1913, le nombre des porcs était de 104.590. Par suite de la guerre, où ils furent trop largement mis à contribution quand l'Allemagne souffrait du manque de ravitaillement, le nombre avait beaucoup déchu (66.601 en 1922).

Depuis lors, il remonte progressivement. Le chiffre actuel (102.574) est analogue à celui d'avant la guerre. Plus encore que celui de la chèvre, l'élevage du porc est un élevage qui peut se faire facilement. Aussi n'y a-t-il pas de famille ouvrière qui ne possède un porc et le jour où il est tué est un jour de fête et de joyeuses agapes (Schlachtfest).

Il faut mentionner encore deux élevages à caractère également familial, celui du lapin qui se développe énormément (21.576 en 1921 et 110.318 en 1932) (1) et celui de la volaille (515.976 en 1921 et 582.535 en 1932) (2).

*
**

A travers tous ces chiffres des recensements ou des statistiques, que ce soit du nombre d'exploitations, de la moyenne de leur superficie, du genre de culture, de la prédominance des élevages à caractère familial (chèvres, porcs, volailles), on voit se dégager la même observation : La Sarre n'est pas un pays de grande culture, n'est pas un pays agricole, le nombre des paysans proprement dits est très faible en comparaison de la population totale et ceux dont la culture est la seule source de revenus sont cantonnés dans quelques circonscriptions où la fertilité du sol contraste

(1) *Bericht des statistischen Amtes des Saagebietes*, page 346.

(2) Il faut d'ailleurs ajouter que les relevés ne sont pas toujours très exactement faits et qu'il ne faut considérer que l'ordre de grandeur des chiffres indiqués par les statistiques. Les relevés du 1^{er} décembre 1933 indiquent encore une augmentation du petit élevage (chèvres, porcs, poules, lapins).

avec la médiocrité du reste du pays. Mais, à côté de ce faible nombre d'agriculteurs proprement dits, nombreux sont les ouvriers qui cultivent un petit champ, élèvent quelques bêtes, non point pour vendre les produits, mais pour la consommation de leur famille. La Sarre est le type du pays du mineur-paysan et du métallurgiste-paysan, figures que nous ne trouvons que rarement dans nos centres miniers ou nos centres métallurgiques français.

§ 3. — Les forêts

Par suite des caractères physiques du sol et du climat, la forêt est la forme de végétation naturelle du pays. Les forêts couvraient autrefois la presque totalité de la région. Au cours des dix-septième et dix-huitième siècles, un déboisement important fut la conséquence du début de la vie industrielle en Sarre. Les forêts furent exploitées, souvent même on pourrait dire dévastées, pour fournir le combustible nécessaire aux forges et aux verreries. Tant que l'importance des gisements de charbon et leur valeur ne furent pas connues, c'est la forêt qui représentait le plus gros capital du duché de Nassau-Sarrebruck.

Au début du dix-neuvième siècle, l'exploitation des mines contribua, par suite de ses besoins considérables en bois, à diminuer la surface occupée par les forêts. Parallèlement à ces besoins industriels, un défrichage avait lieu, au fur et à mesure que la population se développait, éliminant la forêt de toutes les parties susceptibles d'être mises en culture.

Actuellement, la proportion du territoire occupée par la forêt est encore fort considérable puisqu'elle s'élève, comme nous l'avons vu, à 30 %, couvrant la plus grande partie des terrains pauvres, principalement le carbonifère et le grès bigarré, et c'est souvent un sujet d'étonnement pour l'excursionniste non prévenu de trouver, au milieu d'une belle forêt, un puits de mine dont il ne peut soupçonner l'existence avant d'être arrivé à sa clôture.

Les forêts sarroises se composent surtout de hêtres, de chênes et en quantité moindre de conifères. On trouve les hêtres plutôt dans les sols argileux, le sapin dans les sols légers et le chêne dans les terrains gréseux. 90 % des forêts sont exploitées en hautes futaies.

Parmi les forêts, 50 % appartiennent à l'Etat, 35 % aux communes, 15 % sont propriétés privées.

En 1930 (1), les forêts de l'Etat avaient procuré une recette de 16.447.625 frs, en face de laquelle il fallait considérer une dépense de 9.996.774 francs, soit un bénéfice de 6.450.851 francs. Pour certaines communes, l'exploitation forestière constitue une source appréciable de revenus.

(1) *Bericht des statistischen Amtes* 1932, page 345.

CHAPITRE II

L'INDUSTRIE MINIERE

Comme nous l'avons montré dans l'étude du milieu physique, c'est le sous-sol qui constitue l'unique richesse de la Sarre. Sans les mines, l'industrie sarroise actuelle n'existerait pas et le pays serait resté un pays pauvre couvert de forêts. Bien plus, c'est à cause des mines que le Territoire, sous sa forme actuelle, a été créé.

Source des autres industries de la Sarre, l'industrie minière en est, en outre, la plus importante. C'est elle qui occupe le plus grand nombre d'ouvriers et celle qui a suscité directement ou indirectement presque toutes les autres formes d'activité industrielle et commerciale. C'est la base de toute l'économie sarroise et c'est donc elle qui réclame l'étude la plus approfondie, étude dont l'intérêt économique est encore augmenté pour nous par le fait qu'après avoir été exploitées par l'Allemagne, les mines le sont actuellement par l'Etat français.

Après avoir retracé sommairement l'histoire de l'in-

dustrie minière, nous étudierons successivement l'exploitation par l'Etat prussien, puis l'exploitation par l'Etat français, les améliorations réalisées par lui et les résultats qu'il a obtenus.

§ 1. — Le développement des Mines jusqu'à la mise en vigueur du Traité de Versailles

I. — LA PÉRIODE ANTÉRIEURE A LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Nous avons indiqué que le charbon affleure en Sarre sur de vastes espaces. Il eut été normal, par suite de la présence de ces affleurements, que l'on trouvât, dès les temps les plus reculés, une exploitation houillère tout au moins primitive, consistant à extraire le charbon qui apparaissait à la surface. En réalité, c'est à une époque assez tardive que les habitants commencèrent à s'intéresser à la houille et pendant plusieurs siècles, l'activité de l'industrie minière fut des plus limitées. La raison en est très simple. Le pays, prédestiné par son climat, était couvert de forêts. Celles-ci fournissaient tout le combustible nécessaire pour le chauffage domestique et même pour les industries, forges et verreries, qui s'établirent dans la contrée. Ayant un combustible abondant et facile à prendre, on dédaignait le charbon, dont l'exploitation présentait plus de difficultés, sans se douter qu'il était la grande richesse du pays qui lui devrait, au dix-neuvième siècle, son empreinte industrielle et son intense développement économique.

Nous montrerons dans ses grandes lignes l'évolution de l'industrie houillère en Sarre, décrite en détail par un certain nombre d'ouvrages allemands très documentés (1).

C'est en l'an 1429 que l'on trouve le premier document, un recueil de coutumes des échevins de Neumünster, près Ottweiler (2), faisant allusion au charbon. Ce document est d'ailleurs intéressant, car il fixe un point de droit : La houille « steynkohlen » qui est citée à côté des divers minerais métalliques appartient au seigneur qu'elle soit sur la terre ou sous la terre « under der erden oder über der erden ». Ce droit, que nous voyons exprimé en 1429, qui s'est conservé à travers les changements de régimes politiques, a eu comme conséquence la concentration de la propriété des mines dans les mains de quelques seigneurs, surtout dans celles du comte de Sarrebruck-Nassau et permis en 1815, lorsque le roi de Prusse et le roi de Bavière se partagèrent ces régions, la constitution des mines fiscales prussiennes (la plus importante des entreprises minières au dix-neuvième siècle) et des mines fiscales bavaroises. Nous trouvons au dix-septième siècle, confirmation de ce droit seigneurial dans l'état des fiefs situés dans le comté de Sarrebruck que la comtesse Eléonore adressait au roi de France,

(1) Une étude très complète se trouve dans HASSLACHER (A.), *Geschichtliche Entwicklung des Steinkohlenbergbaues im Saargebiet*, Berlin 1904.

(2) Cité par Jakob GRIMM, *Weistümer*, Göttingen, 1840.
bon.

en tant que vassale, le 1^{er} mai 1683, et où elle portait :
« Item le droit tant ancien que nouveau qui est de droit des mines dans les montagnes dans tout le comté de Sarrebruck ».

Au reste, au début, les seigneurs de Sarrebruck n'exploitaient pas eux-mêmes.

Les premiers exploitants furent quelques paysans qui obtenaient la permission expresse du seigneur et lui payaient une redevance fixe par an, ou lui livraient une partie ($1/6$ à $1/9$) de la production. La permission, au début, était donnée pour un temps indéterminé et était toujours révocable. Plus tard, des permissions furent données pour un certain nombre d'années. Le seigneur affirmait ainsi son droit sur les mines.

Il semble d'ailleurs que l'exploitation des affleurements était encore une rareté au quinzième siècle et n'ait pris un peu d'extension qu'au seizième siècle, dans les régions de Geislautern, de Wiebelskirchen, de Schiffweiler et surtout dans la région de Sulzbach et de Dudweiler, ainsi que le montre une sorte de règlement minier édicté par le comte Philippe de Nassau-Sarrebruck le 12 novembre 1586. L'exploitation était d'ailleurs rudimentaire et consistait à creuser à ciel ouvert dans le charbon aussi longtemps qu'on pouvait le faire sans avoir d'éboulement ou sans que la cavité fût remplie d'eau.

Pendant près de 300 ans, elle conserva le même caractère.

Au début du dix-huitième siècle, cette industrie

n'avait pas pris encore beaucoup d'extension, ainsi que le montre un rapport du 4 août 1730 dénombrant les exploitations du comté de Sarrebruck, et leurs redevances. En totalisant, on trouve qu'elles occupaient 102 personnes (dont 49 à Dudweiler). Il faut d'ailleurs ajouter qu'il résulte des nombreux rapports de cette époque que la plupart des mineurs étaient encore, comme au seizième siècle, des paysans qui ne travaillaient à l'extraction du charbon que quelques semaines ou quelques mois par an, la plus grande partie de leur temps étant consacrée à l'agriculture. On avait donc des paysans-mineurs et il faut peut-être voir un effet d'atavisme dans l'attachement à la terre des mineurs-paysans actuels, dont nous avons eu occasion de parler à propos de l'agriculture. Le bois nécessaire pour le soutènement était pris gratuitement dans les forêts seigneuriales.

Cet état de choses dura jusqu'au milieu du dix-huitième siècle. A cette époque, la consommation de bois avait beaucoup augmenté (on signale notamment une exportation vers la Hollande), si bien que les habitants de certaines régions se mirent à employer le charbon au lieu de bois pour le chauffage domestique. On l'utilisa également comme combustible dans les fours à chaux, que l'on avait établis pour fournir un engrais à l'agriculture. Comme conséquence, la vente du charbon de 1730 à 1750 fut stimulée et la production accrue. On peut dire que ce fut l'époque où l'on entrevit l'avenir de la houille en Sarre. Devant cette perspective et, après avoir d'abord pris certaines mesures, notam-

ment l'affermage du monopole de vente, mesures qui, jointes à l'accroissement de production, firent monter le revenu qu'il tirait des mines du Comté de 915 florins en 1749 à 2.081 en 1750 et 3.190 en 1751, le prince Guillaume-Henri de Nassau-Sarrebruck se résolut à une décision plus radicale. Entre 1751 et 1754, le prince, usant de son droit reconnu par les coutumes, retira tous les permis d'exploitation précédemment délivrés, entra en possession, avec ou sans indemnité, des exploitations existantes qui furent dès lors conduites pour son compte et, par l'ordonnance du 27 novembre 1754 interdisit pour l'avenir sous peine d'une amende de 100 thalers l'abatage du charbon par les particuliers. Il fit toutefois une exception pour les usines et verreries qui possédaient une mine propre. Une mesure analogue mit en la possession du comte de la Leyen les exploitations ouvertes par des paysans au voisinage de Saint-Ingbert.

L'exploitation des mines était le monopole du prince. Avec ce monopole, commença le développement industriel de l'exploitation des mines en Sarre. On s'efforça d'extraire le charbon avec des méthodes gaspillant moins le gisement, on employa les fendues. Le prince eut un inspecteur qui visita et dirigea les travaux et plus tard un employé dans chaque exploitation. Par ailleurs, il s'efforça de trouver des débouchés en intensifiant la consommation de charbon au lieu de bois pour le chauffage domestique et pour l'industrie. Il alla même jusqu'à envoyer en juillet 1765 une note, indiquant comment le charbon doit s'em-

ployer, aux ecclésiastiques de son territoire pour que ceux-ci instruisent leurs paroissiens. A cette époque, on vit déjà du charbon de la Sarre se vendre en Lorraine, en Alsace, et au-delà en France. Ce n'est que plus tard qu'il se dirigea aussi vers l'Allemagne. Le prince avait des contrats avec des commerçants chargés de cette vente à l'étranger.

A la suite de toutes ces mesures, la production monta rapidement. En 1768, la production était d'environ 16 à 18.000 tonnes (12.728 foudres) environ cinq fois plus forte qu'en 1751 lors de la prise de possession par le prince. Un rapport de 1773 indique 141 ouvriers. A partir de 1785 la progression s'accéléra. En 1790, on comptait 270 ouvriers, produisant environ 50.000 tonnes, ayant donné un bénéfice de plus de 40.000 florins. Le charbon était soit employé sur place pour les usages domestiques et les usines de la région, soit exporté vers l'Allemagne ou vers la France. (Les ventes en France étant assurées par la Compagnie Le Clerc, Joly et C^{ie}).

On voit que, dès cette époque, l'industrie minière du bassin de la Sarre débordait le cadre régional et que des relations commerciales existaient avec ses voisins de l'Est et de l'Ouest, l'Allemagne d'un côté, la France de l'autre. L'histoire de cette période nous montre également que le prince appliquait les principes classiques de protectionnisme des industries naissantes : Interdiction d'importation et d'emploi de charbon étranger (Ordonnances du 14 avril 1769 et du 20 février 1776) à laquelle il faut ajouter l'interdiction faite aux mineurs

sarrois d'aller travailler dans des fosses situées en dehors du Comté.

II. — LA RÉVOLUTION ET L'EMPIRE

A la fin du dix-huitième, le souffle de la Révolution française passa sur la Sarre, les princes s'enfuirent et le pays fut occupé. Les propriétés des princes devinrent propriétés nationales.

L'Administration française prit possession des fosses qui, au début, fonctionnèrent avec leur ancien personnel, sous la direction d'un Inspecteur des mines et usines. Le 5 germinal an V un contrat fut conclu, donnant à bail l'exploitation des mines à la Compagnie Equer moyennant un paiement annuel de 71.000 livres. Le bail dura 10 ans et demi, jusqu'à la fin de l'année 1807, époque où la production dépassait de un quart celle de 1790. Le territoire étant devenu français à la suite de la paix de Lunéville, la loi des mines du 28 juillet 1791 fut introduite. La seule conséquence notable qu'elle eut sur l'industrie minière sarroise fut la concession par décret impérial du 12 août 1804 de la mine d'Hostenbach à l'industriel Nicolas Villeroy. Il est intéressant de remarquer que la seule mine privée existant avant le Traité de paix de Versailles dans la partie prussienne du territoire de la Sarre devait son existence à l'application d'une loi française.

Le bail de la compagnie Equer étant expiré le 1^{er} janvier 1808, les mines furent exploitées pour le compte direct de l'Etat par une Régie provisoire des houillères soumise à l'Administration de l'enregistrement et des

domaines. Malgré les troubles des temps, la production était montée en 1813 à 1 million 667.000 quintaux avec un chiffre moyen d'ouvriers de 693. (Ces chiffres ne comprennent pas la production des fosses dont l'exploitation continuait à être assurée par les usines conformément aux contrats du prince de Sarrebruck-Nassau, contrats renouvelés par la France, ni la production de la concession d'Hostenbach). Le rendement mensuel d'un ouvrier était de 100 à 150 quintaux.

Le charbon qui n'était pas consommé sur place, était expédié dans les départements voisins (Mont-Tonnerre, Meurthe, Bas-Rhin, Moselle) dans lesquels l'usage du combustible minéral se développait très rapidement, pour les usages domestiques et également pour l'industrie.

Pendant cette période, de grands progrès techniques furent réalisés, auxquels sont liés les noms des ingénieurs Duhamel, Beaunier, Calmelet (1). L'extraction fut menée scientifiquement, avec galeries, tailles, remblai. Les ingénieurs français se préoccupèrent d'assurer l'exhaure, l'aérage ainsi que la protection de la surface. Ils prospectèrent le bassin et établirent un atlas de plans remarquable pour l'époque. Enfin, pour former un personnel de surveillance instruit, ils créèrent une Ecole des Mines à Geislautern (2).

(1) La Direction des Mines Domaniales Françaises a donné à deux puits les noms de DUHAMEL et de CALMELET en hommage à la mémoire de ces deux précurseurs.

(2) Cette Ecole des Mines peut être considérée comme la mère de l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint-Etienne.

La France travaillait pour assurer le développement et la prospérité des mines de la Sarre, avec foi dans l'avenir. Elle ne devait pas recueillir les fruits de ce travail.

III. — LA PÉRIODE DE 1815 A 1920

La frontière fixée par le premier traité de Paris laissait à la France la plus grande partie des mines. Le traité de 1815 les lui enleva. Comme nous l'avons indiqué dans le chapitre consacré aux richesses du sous-sol ce n'est qu'après 1815 que l'on rechercha le prolongement du bassin de Sarrebruck en Lorraine.

Par le deuxième traité de Paris, la Prusse et la Bavière qui convoitaient les richesses naturelles de cette région, mises en lumière par les ingénieurs français, se partagèrent les territoires baignés par la Sarre, autrefois sous la domination des princes de Sarrebruck-Nassau, des comtes de la Leyen et de quelques autres seigneurs moins importants. La plus grande partie du bassin houiller fut attribuée à la Prusse, une plus faible à la Bavière.

L'Etat prussien prit à son compte les fosses qui avaient été exploitées autrefois par la principauté de Sarrebruck-Nassau et la seigneurie d'Illingen. Ces fosses étaient au nombre de douze : Dudweiler-Sulzbach, Jägersfreude, Russhütte, Gersweiler, Geislautern, Schwalbach, Rittenhofen, Guichenbach, Wahlschied, Illingen, Kohlwald, Wellesweiler. Il prit de même en 1816 et 1817 les fosses qui avaient été laissées à la disposition des usines et des verreries : Grosswald,

Clarenthal, Bauernwald, Altenwald, Friedrichsthal, Merchweiler, Quierschied, si bien que la presque totalité du domaine minier se trouva réunie en une seule main. La fosse d'Hostenbach, concédée par Napoléon I^{er} resta propriété privée et l'est restée jusqu'en 1920. La loi française des mines du 21 avril 1810 resta appliquée dans le pays jusqu'au 1^{er} octobre 1865, date de la mise en vigueur de la loi des mines prussiennes du 24 juin 1865. On voit combien l'influence française fut persistante. Sous ce régime, quelques concessions furent accordées, mais comme elles avaient trait aux veinules du faisceau supérieur du bassin, elles sont sans importance et les exploitations périclitèrent les unes après les autres.

L'Etat bavaïois, malgré les réclamations du comte de la Leyen, prit possession de la fosse de Saint-Ingbert et ouvrit dès 1816 la fosse de Mittelbexbach.

Comme dans la partie prussienne, la loi des mines du 21 avril 1810 fut appliquée jusqu'à mise en vigueur de la loi bavaïoise du 20 mars 1869. Quelques concessions furent également accordées sous ce régime dans le Palatinat bavaïois. Une seule est intéressante à mentionner, celle de Frankenholz du 5 septembre 1845, dont nous aurons occasion de reparler plus loin. Les autres concessions, dont la plus importante fut celle de Nordfeld (concédée en 1889) n'eurent par suite de la pauvreté de leur gisement qu'un faible développement et durent successivement arrêter leur exploitation.

En 1816, la Prusse, recueillant déjà le fruit de l'orga-

nisation des mines par la France, pouvait enregistrer une production d'environ 100.000 tonnes avec 900 ouvriers. Pendant tout le début du dix-neuvième siècle, les travaux miniers furent le développement de ceux commencés par les ingénieurs français. L'Ecole des Mines créée par eux à Geislautern fut transférée à Sarrebruck.

Les travaux souterrains furent exécutés au moyen de fendues, tant que les gisements voisins de la surface furent suffisants. Il fallut bientôt approfondir et la première machine d'extraction à vapeur mise en service fut une machine française construite par les frères Perrier à Paris.

Pendant la première moitié du siècle, le développement fut lent. Il fallut près de vingt ans pour doubler la production, années marquées par un certain nombre de progrès techniques, tels que les machines à vapeur et les premières lampes de sûreté.

Pendant cette période, un point ressort nettement (1). En dehors de la consommation locale qui s'accroît par suite du développement des usines, la principale direction de vente du charbon de la Sarre en dehors de son territoire n'est pas vers l'Est, vers l'Allemagne. C'est vers l'Ouest, vers la France, et tout spécialement vers les usines de Lorraine que se dirige une grande partie du charbon sarrois. L'exportation vers la France, qui était de 753.419 quintaux métriques en 1830 est montée progressivement en 1850 à 2.772.800 quintaux

(1) HASSLACHER (A.), *op. cit.*, page 132.

métriques, profitant notamment de l'ouverture du canal des Houillères et des canaux français. Si on rapproche le chiffre donné pour 1850 de la production des mines fiscales prussiennes à l'époque, (593.856 t.) on voit l'importance de la France pour l'exportation du charbon sarrois. Au contraire, les fosses du bassin de la Sarre qui au début trouvaient un placement de leur charbon vers l'Ouest durent, depuis 1840, de plus en plus céder la place au charbon de la Ruhr. C'est vers la France que se tournait la Sarre minière, comme elle l'avait déjà partiellement fait au dix-huitième siècle, comme elle devra le faire demain.

*
**

A partir de 1850, les mines sarroises profitèrent de la mise en service des chemins de fer. En trois ans, de 1852 à 1855, les mines fiscales prussiennes virent leur production plus que doubler (1.484.183 tonnes à la place de 722.861). C'est la période d'essor rapide, de développement industriel intense. La Sarre prit alors le caractère qu'elle a actuellement, pays de mines et d'usines. Comme on ne trouvait plus de main-d'œuvre dans le pays, il fallut en faire venir de contrées lointaines. Il y eut une forte immigration.

La guerre de 1870 n'amena qu'un recul momentané. La production de 1872 dépassait largement la production de 1869. De 1875 à 1895, on constate une série de progressions et de reculs, avec comme résultante une progression assez lente. En 1880, 26 % de la production restait dans le pays, 17,3 % allait en France, 22 %

en Alsace-Lorraine, le reste vers l'Allemagne du sud et l'étranger. Ces chiffres, comme ceux fournis plus haut, montrent l'importance qu'ont toujours eu pour la Sarre les débouchés en France et spécialement en Lorraine.

En 1895 vint une nouvelle période de hausse accélérée (2 millions de tonnes en 3 ans) suivie d'une évolution régulière jusqu'à la guerre de 1914. Pendant ce temps, on développa surtout l'extraction des houilles grasses utilisées par la métallurgie.

La guerre amena naturellement une profonde perturbation, malgré le renvoi à la mine des ouvriers des anciennes classes et malgré l'emploi des prisonniers de guerre.

Ce développement de la production depuis 1850 est lié au développement des chemins de fer et des usines. Il fut accompagné de la fermeture d'anciennes fosses, de l'ouverture de nouvelles et naturellement des divers progrès techniques réalisés dans les différents pays dans l'exploitation des mines (1).

Après avoir montré le développement des mines de la Sarre sous l'Administration prussienne, il nous faut ajouter un correctif: Ce développement n'a pas correspondu au développement général des mines prussiennes. La Sarre était considérée quelque peu comme une

(1) La description des diverses installations réalisées est d'un caractère trop technique pour trouver place ici. Elle est d'ailleurs trop complexe pour pouvoir être résumée en quelques pages. Elle fait l'objet d'un ouvrage important : MELLIN (R.), *Der technische Betrieb der staatlichen Steinkohlengruben bei Saarbrücken*, Berlin, 1906.

colonie. Elle était loin de Berlin, séparée par d'autres pays. Sa zone de vente ne pouvait pas beaucoup s'étendre en Allemagne par suite du manque de voies d'eau et son charbon était fortement handicapé par le charbon de la Ruhr, géographiquement mieux situé, d'une meilleure qualité pour la métallurgie et d'un prix de revient plus avantageux. Aussi n'est-il pas étonnant que la Prusse n'ait pas accordé à la Sarre l'attention qu'elle lui apporte aujourd'hui alors qu'elle est séparée d'elle et que l'effort de développement ait été plus intense dans les bassins miniers de Westphalie et de Haute-Silésie. Ce fait résulte des chiffres suivants (1) : Alors qu'en 1852, la production de la Sarre représentait 15,57 % de toute la production prussienne, elle n'en représentait plus que 15,35 % en 1887, 12,53 % en 1880 et 9,56 % en 1902.

IV. — LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION AVANT 1920

Les tableaux suivants résument les diverses phases de la progression de l'extraction des mines. Pour ne pas les surcharger, nous n'avons pas cru devoir indiquer l'extraction année par année depuis l'époque où les documents nous le permettent, mais nous avons noté seulement les chiffres des années les plus caractéristiques pour l'évolution.

Les chiffres anciens ne sont souvent que des approximations par suite des variations d'estimation du foudre

(1) HASSLACHER (A.), *op. cit.*, page 164.

qui servait d'unité et des incertitudes des documents. Même pour les époques plus récentes, on trouve des divergences selon l'origine des statistiques.

Tous les chiffres se rapportent à l'extraction brute, c'est-à-dire au charbon tel qu'il sort de la mine.

1^{re} PÉRIODE : *Du commencement du quinzième siècle à 1793 (Mines seigneuriales)*

Années —	Production (en tonnes)	Nombre d'ouvriers
1430	Insignifiante	Quelques paysans
1730	1.000	102
1745	1.500	
1750	3.600	
1768	16.000	
1773		141
1780	25.800	
1790	50.700	270
1792	37.600	

2^e PÉRIODE : *De 1793 à 1815 (Mines françaises)*

Années —	Production (en tonnes)	Nombre d'ouvriers
1800	36.000	
1805	60.000	
1808	75.000	579
1813	83.000	693

3^e PÉRIODE: *De 1816 à 1910 (Mines fiscales prussiennes)*

Années —	Production (en tonnes)	Nombre d'ouvriers
1816	100.320	917
1825	142.904	1.038
1835	207.260	1.383
1845	528.051	3.348
1850	593.856	4.580
1855	1.484.183	10.095
1860	1.955.961	12.159
1861	2.090.744	12.650
1866	3.004.691	16.651
1869	3.444.895	18.800
1870	2.734.019	15.662
1872	4.137.800	20.305
1880	5.211.389	23.140
1884	6.087.126	26.638
1890	6.212.540	29.310
1894	6.591.162	31.486
1896	7.705.671	34.144
1897	8.258.404	35.796
1899	9.025.072	39.864
1903	10.186.293	44.470
1907	10.828.221	49.699

Ces chiffres ne comprennent que l'extraction des mines fiscales prussiennes. Les mines bavaroises de Bexbach et de Saint-Ingbert ajoutent un supplément d'environ 20.000 tonnes avec 200 ouvriers vers 1820,

100.000 tonnes en 1850, 225.000 tonnes avec 1.250 ouvriers après 1900. Il faudrait y ajouter, pour être complet, la production des mines privées d'Hostenbach et de Frankenholz et des petites concessions éphémères dont nous avons parlé, mais dont la production, dans les statistiques, est parfois mêlée à celle de mines en dehors du bassin immédiat de la Sarre, ce qui ne permet pas de séparer nettement ce qui appartenait au Territoire actuel. En 1900, Frankenholz avec 1.584 ouvriers avait une production de 247.884 tonnes, et le tonnage total livré par les mines privées ou les mines bavaoises était de 550.000 tonnes. On voit l'énorme prédominance des mines fiscales prussiennes, qui livraient près de 95 % de la production totale du bassin. Par suite, c'est leur évolution, telle qu'elle ressort du tableau ci-dessus, qui est caractéristique de l'évolution de l'industrie houillère de la région.

4^e PÉRIODE : 1910-1919

*(Production immédiatement avant la guerre
et pendant la guerre.)*

Alors que pour la période précédente, nous avons indiqué les chiffres d'extraction brute des mines fiscales prussiennes, parce que ce sont les seuls que l'on puisse trouver avec certitude, et qu'ils suffisent pour montrer le développement général de l'industrie houillère, nous indiquerons pour cette période 1910-1919, les chiffres d'extraction nette, que l'on a pu calculer en partant de

l'extraction brute (1). Ce changement se justifie par le fait que les chiffres de production obtenus pendant les années précédant immédiatement la guerre doivent nous servir, non plus à montrer l'évolution générale du bassin dans une large période, mais d'éléments de comparaison avec les résultats obtenus par l'Administration française, résultats qui sont basés, d'une façon plus rationnelle, sur le tonnage net.

Le tableau de la production nette est le suivant :

Années —	Mines fiscales prussiennes seules	Production totale du bassin (mines fiscales et privées)
1910	10.833.428	11.716.428
1911	11.469.311	12.386.072
1912	11.669.273	12.636.688
1913	12.232.718	13.216.309
1914	9.278.252	10.031.044
1915	7.751.777	8.384.923
1916	8.276.145	8.902.054
1917	9.514.042	10.265.859
1918	9.221.498	9.989.408
1919	8.278.209	8.981.299

Les chiffres des années de guerre ne peuvent évidemment servir comme élément de comparaison quelconque, étant données les circonstances exceptionnelles.

(1) Il ne faut donc pas s'étonner de la divergence de nos chiffres avec ceux fournis par certains auteurs qui ont indiqué l'extraction brute, ou donnent des chiffres d'extraction nette calculée sur l'exercice (1^{er} avril au 31 mars) et non sur l'année civile.

Dans ce tableau, deux années doivent particulièrement retenir notre attention.

L'année 1913 est la dernière année normale avant la guerre. C'est donc elle qui doit servir essentiellement de base à la comparaison des résultats avant et après la guerre. Aussi a-t-on reconstitué avec un soin tout particulier pour cette année une statistique correspondant exactement à celles qui sont actuellement données, pour qu'il y ait absolue comparabilité.

L'extraction nette totale a été de 13.216.309 tonnes (provenant d'une extraction brute de 14.250.208 tonnes, ce qui montre la différence entre les deux extractions et permettrait, par une extrapolation grossière, de se faire une idée de l'extraction nette dans les années antérieures à 1910).

L'extraction nette par jour de travail : 43.937 tonnes.

L'effectif moyen du personnel inscrit : 56.589.

Le rendement fond et jour, basé sur cette extraction nette : 777 kilogs. (A titre indicatif, ce rendement était de 803 kilogs pour les mines fiscales prussiennes, de 744 pour les mines fiscales bavaroises, 606 pour Frankenholz, 558 pour Hostenbach).

L'année 1919, dernière année d'exploitation par les Allemands, n'était plus une année de guerre. Les ouvriers mobilisés étaient rentrés, puisque l'effectif moyen était de 61.964, supérieur donc d'environ 10 % à celui de 1913. Mais la population ouvrière était déprimée, inquiète. La direction allemande sentait la partie perdue et n'essayait pas de réagir. Les résultats témoignent de cette dépression générale.

La production nette fut de 8.891.299 tonnes.

La production par jour de travail : 31.077.

Le rendement par journée d'ouvrier fond et jour : 524 kilogs (540 pour les mines fiscales prussiennes, 503 pour les mines fiscales bavaoises, 477 pour Hostenbach, 426 pour Frankenholz).

Quand l'Administration française prit possession des mines, la situation était donc franchement mauvaise et on pouvait légitimement se demander quelle somme de travail il faudrait fournir pour obtenir l'augmentation de 50 % du rendement de 1919 qui était nécessaire pour atteindre le rendement de 1913 et combien d'années se passeraient avant d'arriver à ce but, et les esprits pessimistes pouvaient se poser la question de savoir si l'on y arriverait jamais. Nous verrons plus loin quelle fut la réponse.

§. 2. — L'organisation des Mines fiscales prussiennes

Lorsqu'en 1815, les Prussiens prirent les mines de la Sarre, ils créèrent, le 8 décembre, une commission royale des mines à Sarrebruck pour l'administration des mines fiscales. Le 22 septembre 1816, cette commission fut remplacée par l'Office royal des mines de Sarrebruck, «*Königliches Bergamt zu Saarbrücken*», soumis d'ailleurs à l'Oberbergamt de Bonn. Cet office cumulait le rôle d'exploitant et le rôle de contrôle d'Etat qu'il exerçait, non seulement sur ses propres installations, mais sur les mines privées et les usines. Les offices des mines ayant été supprimés par la loi du 10 juin 1861, une réorganisation eut lieu et le nouveau

système entra en vigueur le 1^{er} octobre 1861. C'est cette organisation qui existait encore lors de la prise de possession par l'Etat français.

Comme elle eut une influence sur l'organisation française qui a succédé, il est nécessaire, pour mieux comprendre cette dernière, de connaître le fonctionnement de l'organisation prussienne.

Tout d'abord, le rôle de contrôle des règlements de police miniers qui incombe à l'Etat et le rôle d'exploitant étaient séparés. Le fisc prussien était ainsi assimilé à un exploitant ordinaire. Le contrôle de l'application des règlements de police et de la sécurité était désormais assuré, sur les mines fiscales aussi bien que sur les mines privées, par l'Oberbergamt de Bonn, au moyen d'agents spéciaux, les « Bergrevier-beamten ».

La direction supérieure et l'administration centrale des mines fiscales prussiennes étaient exercées par la Direction Royale des Mines de Sarrebruck, « Königl. Bergwerksdirektion zu Saarbrücken ». Elle consistait essentiellement en un Comité de direction, entre les divers membres duquel se répartissaient les affaires suivant leur catégorie, et qui avait à sa tête un Président.

Les fosses étaient groupées en Inspections. Leur nombre qui était de 7 en 1861 fut augmenté au fur et à mesure du développement de l'exploitation et était de 12 au moment de la guerre.

I Kronprinz, II Gerhardt, III Von der Heydt, IV Dudweiler, V Sulzbach, VI Reden, VII Heinitz, VIII König,

IX Friedrichsthal, X Göttelborn, XI Camphausen, XII Fürstenhausen.

A la tête de chaque inspection était un Directeur, « Bergwerksdirektor », parfois assisté d'un ou deux adjoints (Inspektoren).

Chaque Bergwerksdirektor était nommé par le Ministre et, dans une Inspection, jouissait des pouvoirs les plus étendus pour l'organisation des travaux et le maniement du personnel. Un ordre de service ministériel relatif aux Mines de la Sarre du 7 juin 1907 dit que les Bergwerksdirektoren sont les chefs indépendants et responsables des fosses qui sont placées sous leurs ordres. Dans les fosses elles-mêmes étaient des employés subalternes et moyens, les porions et les chefs-porions, formés à l'Ecole des Mines de Sarrebruck. Le chef-porion dans la fosse jouissait d'une assez grande autorité, mais tout ordre était donné au nom du Bergwerksdirektor, toute note de service était signée de lui, c'est lui qui réglait les contestations ouvrières de son personnel. Chaque Inspection avait d'ailleurs son budget particulier, dont le projet était établi par le Bergwerksdirektor, envoyé au ministre et voté par le Landtag. Dans les cadres fixés par le budget, le Bergwerksdirektor jouissait de la plus grande liberté. C'est lui notamment qui faisait les contrats d'achat des machines nécessaires à son Inspection. Quand un matériel passait d'une Inspection à une autre, il y avait une véritable vente. Tous les mouvements de fonds étaient faits par la caisse d'Inspection qui était une caisse indépendante sous l'autorité du Bergwerksdirektor. On voit

done que, si n'était son caractère de mine d'Etat, mis en évidence par le vote de son budget, chaque Inspection, au point de vue industriel, était assez comparable à une Compagnie indépendante. En tous cas, ce qui est net, c'est l'autonomie de l'Inspection, et le rôle important du Bergwerksdirektor, chef à peu près omnipotent relevant directement du Ministre.

*
**

Nous avons provisoirement laissé de côté la Direction de Sarrebruck. On pourrait croire, en considérant l'autonomie des Inspections que nous venons de montrer, qu'elle était superflue. Elle jouait pourtant son rôle important, plus dans l'organisation commerciale que dans l'organisation technique. Si nous continuons notre comparaison de l'Inspection avec une compagnie indépendante, nous pourrions, avec assez de vérité, comparer une partie du rôle de la Direction de Sarrebruck au rôle d'un comité de houillères coordonnant les intérêts communs des compagnies différentes d'un même bassin et servant en même temps de comptoir de vente pour l'ensemble. Il est évident que s'il est de l'intérêt des diverses compagnies d'un bassin de se mettre d'accord sur les tarifs de vente et sur les tarifs de salaires, pour éviter de se faire une concurrence nuisible à chacune dans la recherche de la clientèle et dans la recherche de la main-d'œuvre, s'il est des exemples de compagnies se réunissant pour former un comptoir de vente des produits, cet intérêt était encore bien plus fort entre les diverses Inspections qui,

en fin de compte, faisaient partie du même organisme, le fisc minier prussien. Aussi l'organisation de 1861 avait sagement prévu la Bergwerksdirektion comme organisme centralisateur. C'était la Bergwerksdirektion qui assurait notamment le service commercial. La section de la Bergwerksdirektion chargée de ce travail était le Handelsbüro. Cet organisme, qui ne comprenait d'ailleurs qu'un nombre assez faible d'employés, avait organisé la vente avec des méthodes plutôt administratives que réellement commerciales.

Le bureau ne traitait directement qu'avec un nombre assez restreint de clients, tout d'abord ceux qui prenaient des tonnages importants : usines métallurgiques (27 clients prenant environ 35 % du tonnage à vendre), chemins de fer et tramways (15 clients prenant 12 %), associations d'usines à gaz prenant 13 %, puis 200 clients environ, industriels de la région, souvent par ailleurs fournisseurs des mines fiscales, prenant 15 %.

Quant à la vente du tonnage disponible, 25 % en moyenne, elle s'effectuait par l'intermédiaire d'une soixantaine de marchands en gros, choisis par le fisc minier qui en limitait le nombre.

En principe, chacun de ces clients, industriels ou marchands en gros, passait un marché annuel. Après passation de ce marché, le rôle du service commercial se bornait à une simple répartition. Chaque mois, le bon de commande du client portait 1/12 du tonnage prévu et indiquait les adresses auxquelles les expéditions devaient être faites. L'enlèvement pouvait être

fait par les clients des marchands en gros, mais c'étaient ceux-ci qui restaient responsables en face du Handelsbüro et, en cas de défaillance d'un de leurs clients, les marchands en gros devaient indiquer une autre adresse sur laquelle les tonnages non enlevés étaient dirigés.

Le Handelsbüro s'occupait également des questions de transport (tarifs et expéditions). Il avait dans chaque siège d'extraction un employé, le Kohlenexpedient, auquel étaient envoyés chaque mois les bons de commandes concernant son siège et qui en assurait l'exécution.

Avec ce système et le petit nombre de clients qui traitaient directement avec lui, le rôle du Handelsbüro était fort réduit, puisqu'il se déchargeait sur les marchands en gros du souci du placement du charbon à la petite et à la moyenne industrie et aux consommateurs de charbon pour foyer domestique, c'est-à-dire de la partie la plus difficile à placer. Il ne recherchait pas la clientèle et se contentait de satisfaire ses clients normaux.

On voit combien ce système était rigide, la clientèle ne pouvait modifier la quantité fixée par son contrat lorsqu'il était en cours d'exécution. Par ailleurs, si en période normale, le système fonctionnait sans difficultés, et si les prix pratiqués étaient sensiblement égaux à ceux de la concurrence, il n'en était plus de même en période anormale et c'était en réalité les marchands en gros agréés (dont certains étaient en même temps banquiers) qui, grâce à leur puissance

commerciale, paraient aux difficultés de la situation, pour leur plus grand profit naturellement.

La simplicité du système avait donc comme contrepartie l'absence d'esprit commercial, le manque de souplesse et la fréquente nécessité d'accepter sans discussion possible les conditions demandées par les marchands en gros.

En dehors du service commercial, assuré par son Handelsbüro, la Bergwerksdirektion traitait les diverses affaires qui pouvaient intéresser l'ensemble du bassin. C'était elle, par exemple, qui réglait les questions ouvrières d'ordre général, règlement du travail, taux des salaires, laissant aux Inspections le soin de régler les questions d'ordre individuel. C'était également elle qui s'occupait des questions générales de contentieux. L'Ecole des Mines de Sarrebruck, qui formait le personnel de surveillance pour l'ensemble du bassin, lui était rattachée. Un service des approvisionnements, la Bergfaktorei, faisait les achats du matériel d'usage courant commun à toutes les Inspections, tel que bois, huile, fer, tandis que, ainsi que nous l'avons vu, la plupart des achats de matériel étaient directement faits par le Bergwerksdirektor de chaque Inspection (1).

Le président de la Bergwerksdirektion jouait encore un autre rôle. Bien que les Bergwerksdirektoren fussent nommés par le Ministre et non par lui, il servait d'échelon hiérarchique entre eux et le Ministre, car il

(1) Ce système amenait parfois le résultat étrange que le même fournisseur livrait le même matériel à deux inspections différentes à deux prix différents.

était le chef de tout le personnel des mines, le représentant local du Ministre, et ses ordres étaient exécutoires. (Sur certains points secondaires, il était soumis lui-même à l'Oberbergamt de Bonn, notamment lorsqu'il y avait désaccord entre lui et les membres du Conseil de direction.) Spécialement, les projets de budget rédigés par les Inspections étaient contrôlés et arrêtés par la Direction de Sarrebruck et transmis par elle au Ministre. La Bergwerksdirektion avait également son budget propre pour les services centraux.



En résumé, l'organisation prussienne, au moment de la guerre, était caractérisée par :

La Direction de Sarrebruck avec son président, organe hiérarchique au point de vue disciplinaire, organe de surveillance et organe de centralisation des intérêts communs, notamment du service des ventes et du service ouvrier.

Les douze Inspections, chacune jouissant d'une très large autonomie, sous l'autorité de son chef, le Bergwerksdirektor, nommé par Berlin, ayant son budget particulier voté par le Landtag prussien, sa caisse propre et réalisant ainsi une décentralisation intérieure administrative, financière et technique.

Ajoutons, pour finir cette esquisse, que tous les employés, étant donné le caractère fiscal des mines, étaient fonctionnaires et que, dès sa nomination, le jeune porion n'omettait pas de faire suivre sa signature de la mention : Königlicher Steiger (Porion royal).

Le caractère organisme d'Etat primait le caractère industriel.

§ 3. — La prise de possession par l'Etat français

I. — L'ATTRIBUTION DES MINES A LA FRANCE

L'article 45, premier article de la section IV du Traité de Versailles du 28 juin 1919, attribua les mines du bassin de la Sarre à la France. Ce texte fondamental est le suivant :

« En compensation de la destruction des mines de charbon dans le Nord de la France et à valoir sur le montant de la réparation des dommages de guerre dus par l'Allemagne, celle-ci cède à la France la propriété entière et absolue, franche et quitte de toutes dettes ou charges, avec droit exclusif d'exploitation, des mines de charbon situées dans le bassin de la Sarre délimité comme il est dit à l'article 48. »

L'annexe à la section IV détaillant les mesures d'exécution des principes posés dans cette section, dit dans son § 1 :

« L'Etat français aura le droit d'exploiter ou de ne pas exploiter lesdites mines ou de céder à des tiers le droit de les exploiter sans avoir à obtenir aucune autorisation préalable ni à remplir aucune formalité »,

et dans le § 2 :

« Le droit de propriété de l'Etat français s'appliquera aux gisements libres et non encore concédés, ainsi qu'aux gisements déjà concédés, quels qu'en soient

les propriétaires actuels, sans distinguer selon qu'ils appartiennent à l'Etat bavarois, à d'autres Etats ou collectivités, à des sociétés ou à des particuliers, qu'ils soient exploités ou inexploités, ou qu'un droit d'exploitation distinct des droits des propriétaires de la surface ait été ou non reconnu. »

Ces articles fixaient donc la propriété absolue de l'Etat français sur toutes les mines du Territoire.

Le § 5 prévoyait d'ailleurs dans son dernier alinéa l'indemnisation des propriétaires dépossédés.

« Il appartiendra à l'Allemagne d'indemniser les propriétaires ou intéressés quels qu'ils soient. »

Par suite de la ratification du Traité de Versailles, l'Etat français devenait définitivement propriétaire des mines de la Sarre. La prise de possession eut lieu huit jours après la mise en vigueur du Traité, le 18 janvier 1920.

A ce moment, rappelons-le, étaient exploitées :

- 1) Les mines fiscales prussiennes, avec leurs douze Inspections, de beaucoup les plus importantes;
- 2) Les mines fiscales bavaroises avec les fosses de Bexbach et de Saint-Ingbert ;
- 3) La mine privée d'Hostenbach, concédée par Napoléon I^{er}, située sur le territoire prussien ;
- 4) La mine privée de Frankenholz, concédée par la Bavière, située sur le territoire bavarois.

Le domaine qui devenait propriété de l'Etat français comprenait ainsi au total :

Trente sièges d'extraction avec 156 puits ;
Une cokerie ;
Trois centrales électriques ;
Deux ports,

avec toutes leurs annexes, bâtiments, bureaux, maisons d'écoles, maisons ouvrières, etc...

*
**

Si la France, en vertu de l'article 45 du Traité de Paix, recevait de l'Allemagne la propriété des mines de charbon du bassin de la Sarre, la valeur, d'après le § 5 de l'Annexe, devait en être déterminée par la Commission des Réparations et portée au crédit de l'Allemagne dans le compte des réparations.

Cette détermination imposée par le Traité de Paix était non moins utile, si l'on considère les Mines de la Sarre comme une entreprise industrielle, pour fixer la valeur de l'apport de l'Etat français et inscrire au bilan le montant du capital investi initial.

Dès la prise de possession des mines, une commission d'experts se réunit pour établir cette valeur.

La détermination de la vraie valeur d'une entreprise aussi ample que sont les Mines de la Sarre est d'ailleurs chose fort difficile. Ne voit-on pas la capitalisation boursière d'une société varier considérablement dans de courts laps de temps, fluctuations reflétant les différences que l'on attribue à la valeur de l'affaire.

Une estimation pouvait d'abord être faite en se servant de la valeur des immobilisations (terrains, bâtiments, matériels) indiquée par les bilans. On passe

de la valeur des immobilisations d'une année à celle de l'année suivante en ajoutant les dépenses pour travaux neufs et en retranchant les amortissements. Mais cette estimation des bilans ne correspond pas nécessairement à la valeur d'une affaire. Les amortissements ont pu être ou exagérés, pour dissimuler des bénéfices, ou insuffisants pour masquer les pertes. N'avons-nous pas vu, dans le même ordre d'idées, au cours des dernières années, la valeur d'actions de sociétés tomber à zéro, alors que le bilan paraissait favorable ? Si nous considérons spécialement les travaux miniers, les sommes consacrées aux travaux neufs ne devraient correspondre qu'à des travaux destinés soit à augmenter la production, soit à se substituer à d'anciens travaux de premier établissement amortis. En est-il bien toujours ainsi ? De tels travaux peuvent fort bien, après leur exécution, ne pas rendre tout ce que l'on espérait et parfois même représenter une dépense inutile qui n'augmente pas la valeur de l'entreprise. En sens inverse, telle machine, tel bâtiment, tel terrain, comptés encore à leur prix d'achat ou même amortis, peuvent fort bien avoir une valeur actuelle appréciable. De même n'a-t-on pas mis aux dépenses d'exploitation ce qui aurait dû être porté aux travaux neufs ? La valeur d'une affaire n'est donc pas toujours celle qui résulte du bilan. C'était certainement le cas des mines de la Sarre où les bilans allemands semblaient avoir été établis de façon assez approximative. La commission allemande, dans l'intérêt de sa thèse, devait d'ailleurs le reconnaître, en arguant que les Bergwerksdirektoren, pour

avoir une liberté d'action vis-à-vis du Trésor, avaient dissimulé des frais d'installation sous l'aspect de frais d'exploitation.

Un deuxième procédé qui a été préconisé consisterait à considérer sur un nombre d'années assez grand le capital engagé en nouvelles installations et à le comparer à l'augmentation de tonnage. En admettant que cette augmentation de tonnage est due uniquement aux nouvelles installations, on en déduit le capital qui correspond à une tonne d'extraction annuelle. Connaissant l'extraction, on en déduirait la valeur du capital total. On retrouve dans ce système la même incertitude que dans le précédent au sujet de la connaissance du capital engagé en installations neuves utiles. De plus, l'augmentation de tonnage ne vient pas forcément uniquement des travaux neufs. Elle peut venir d'une meilleure utilisation des anciens. Avec une augmentation des moyens d'extraction, on peut même avoir une production plus faible, si la situation commerciale l'impose, ce qui amènerait à donner aux travaux neufs une valeur négative. On peut d'ailleurs corriger cette conséquence poussée à l'extrême, en prenant la moyenne d'un grand nombre d'années ou en prenant la possibilité d'extraction, mais là encore une grande place est laissée à l'arbitraire.

Un troisième procédé est celui de la rentabilité. On cherche à déterminer, sur un assez grand nombre d'années, le bénéfice net moyen à la tonne. Etant donné que l'entreprise extrait un certain nombre de millions de tonnes, on a le bénéfice réalisable et la valeur de

l'affaire est celle du capital qui, placé à un certain taux, produirait comme intérêt la somme que l'on vient de trouver comme bénéfice réalisable. Des difficultés se présentent encore ici. Comment fixera-t-on le taux de l'intérêt à choisir pour la capitalisation ? Quelle production faut-il adopter pour le calcul, la production actuelle ou la production possible ? Faut-il considérer le bénéfice comme devant être une rente perpétuelle ou une rente à durée limitée et, dans ce cas, quelle durée faudra-t-il adopter ? Le bénéfice indiqué dépend de la situation commerciale et comme celle-ci peut changer, les bénéfices passés ne peuvent servir à fixer les bénéfices futurs, seuls intéressants pour la valeur de l'affaire à un moment donné. Avec les mêmes immobilisations, le bénéfice peut également être différent, non seulement d'après la situation commerciale, mais d'après la bonne ou la mauvaise direction de l'affaire. Sa valeur dépendrait donc d'un facteur qui lui serait étranger, la qualité du personnel.

On pourrait songer aussi à comparer la valeur inconnue de l'affaire à la capitalisation boursière d'affaires similaires. Mais on se heurte également à de nombreuses difficultés. La capitalisation boursière d'une affaire varie constamment. Entre deux affaires semblables, produisant le même tonnage, ayant les mêmes bénéfices, les capitalisations boursières ne sont pas les mêmes, soit qu'on escompte différemment l'avenir, soit que l'une des affaires bénéficie de préjugés favorables ou de campagnes de Bourse. Si l'on prend comme élément de comparaison la capitalisation

boursière d'une affaire donnée, faudra-t-il admettre que les valeurs sont proportionnelles aux tonnages extraits ? Nous ne croyons pas qu'une exploitation minière extrayant un tonnage double d'une autre ait une valeur double, car il existe un grand nombre de facteurs qui restent les mêmes quand le tonnage varie.

Un autre procédé enfin est celui de l'évaluation, basée non pas sur un bilan sujet à trop d'erreurs, mais sur un inventaire direct, et en prenant pour chaque objet sa valeur actuelle et non sa valeur d'après le bilan. Si l'inventaire est fait rigoureusement, ce procédé direct apparaît comme le meilleur. Il soulève cependant quelques remarques, quand on veut l'appliquer à une exploitation minière. Comptera-t-on les installations qui n'ont plus d'utilité ? Et, parmi les biens existants, quelle valeur donnera-t-on au charbon qui est en place ?

Les Allemands avaient fait un inventaire très détaillé, représentant un travail considérable mais dans lequel ils comptaient certains travaux et certains matériels inutilisables, et dans lequel aussi les valeurs attribuées aux différentes installations étaient, en général, trop élevées. C'est ainsi, par exemple, que des installations ayant coûté (valeur de construction ou d'achat) 1.310.000 marks, et, après amortissements annuels, ne figurant plus dans les livres que pour 530.000 marks, étaient estimées comme ayant une valeur actuelle de 8.400.000 marks, chiffre manifestement exagéré.

Les Allemands indiquèrent l'évaluation qu'ils fai-

saient des mines par une note du 27 décembre 1920 de la Kriegslastenkommission (1).

Ils estimaient la valeur des mines de la Sarre en exploitation à 483.297.000 marks-or.

Ils ajoutaient à ce chiffre la valeur du gisement non exploité. Nous avons déjà vu, dans le chapitre consacré au sous-sol, que l'évaluation qu'ils avaient faite du tonnage probable, évaluation dont nous avons montré la difficulté, pêchait certainement par un optimisme exagéré. Ayant admis ce tonnage ils donnaient, assez arbitrairement, une valeur de 2 pfennigs à la tonne de charbon en place à une profondeur inférieure à 1.500 mètres, 1 pfennig 5 à la tonne de charbon en place entre 1.500 et 2.000 mètres et une valeur de 1 pfennig à la tonne de charbon située à plus de 2.000 mètres de profondeur.

Ils obtenaient ainsi pour la valeur du gisement non exploité la somme de 673.650.000 marks-or.

En additionnant la valeur des mines en exploitation et des gisements non exploités, ils aboutissaient pour la valeur estimative des mines de la Sarre au chiffre de 1.056.947.000 marks-or.

Les différentes sommes dont l'addition a conduit à ce chiffre sont manifestement exagérées. Il y entre par exemple 206.700.000 marks-or pour la valeur du gisement en dessous de 2.000 mètres. Or aucun sondage n'a encore été à cette profondeur, le gisement est donc

(1) ROY (C.), *L'organisation financière des Mines de la Sarre*, page 160.

problématique, et même s'il existait, il serait, dans les conditions actuelles de la technique, inexploitable. Même si on l'exploitait un jour, ce ne serait pas avant plusieurs centaines d'années. Peut-on parler de valeur actuelle pour un tel bien ? (1)

Les Allemands modifièrent d'ailleurs ultérieurement leurs prétentions. Après avoir primitivement adopté une extraction possible de 15 millions 800.000 tonnes, ils adoptèrent le chiffre de 14 millions 925.000 tonnes et en capitalisant les bénéfices possibles, ils arrivèrent à une valeur de 465 millions de marks auxquels ils ajoutèrent 375 millions pour la valeur des réserves.

Les divers experts de la commission des réparations essayèrent de résoudre le problème. Ils employèrent surtout la méthode de la rentabilité, mélangée avec la méthode de l'évaluation directe pour les sièges qui ne faisaient pas de bénéfices. Mais les éléments d'incertitude que nous avons signalés jouèrent pour donner des résultats fort dissemblables. Une commission française, en partant du bénéfice moyen de 1908 à 1913, était arrivée au chiffre de 294 millions de marks-or pour la valeur des mines en exploitation auquel elle ajoutait 24 millions pour les valeurs des réserves, en se basant sur les bénéfices qu'il y avait lieu d'attendre par l'ouverture de nouvelles fosses. Un autre calcul aboutissait au chiffre de 263 millions de marks-or pour

(1) Un pfennig placé à intérêts composés à 6 % donnerait 391.000 marks dans 300 ans.

les mines en exploitation et 28 millions pour les réserves soit un total de 291 millions de marks-or. L'expert britannique indiquait une valeur supérieure au total à 500 millions de marks-or, dont plus de 450 millions pour les mines installées, que le Service financier de la Commission des Réparations estimait 353 millions.

Bref, et il ne faut pas s'en étonner, par suite de la difficulté du problème, l'accord était loin de se faire.

Comme il était nécessaire, pour établir un bilan, d'indiquer une valeur aux mines, à la suite d'une demande du gouvernement français, la Commission des Réparations, par une décision du 11 mars 1922, admit provisoirement le chiffre de 300 millions de marks-or, comprenant 19 millions de marks-or de capital circulant (approvisionnement, stocks, créances) et 281 millions pour les immobilisations.

Quand, en 1924, la Commission de Gouvernement eut à fixer la part contributive des Mines aux impôts du Territoire, elle adopta, pour la valeur des mines qui devait servir de base au calcul, le chiffre de 316 millions de marks-or.

Quant à l'évaluation définitive qui, d'après le paragraphe 5 de l'Annexe du Traité de Paix, incombait à la Commission des Réparations, cette dernière se sépara sans jamais l'avoir faite.

La valeur provisoire de 300 millions fut imputée sur la part revenant à la France des réparations fournies par l'Allemagne. Comme cette dernière n'a pas pleinement satisfait à ses obligations, une estimation pour fixer la part définitive revenant à la France était sans

objet, puisque l'Allemagne ne donnera jamais tout ce qu'elle aurait dû verser.

II. — LE CHOIX DU MODE D'EXPLOITATION

Lorsqu'il s'est agi pour la France d'exercer ses droits sur les mines de la Sarre, plusieurs solutions ont été envisagées, comme elles l'avaient été lors de la rédaction du § 1 de l'Annexe au Traité.

L'Etat français aurait pu procéder à une amodiation totale ou à des amodiations partielles. L'opinion était, d'une façon générale, peu favorable à une exploitation des mines par l'Etat qui a toujours eu la réputation d'être un mauvais industriel. Mais l'incertitude de l'avenir aurait rendu l'exploitation peu attrayante pour des sociétés privées. D'autre part, le Gouvernement français ne pouvait pas renoncer à exercer un contrôle fort étroit sur la principale industrie d'un pays à plébiscite. Des tiers auraient peut-être été trop enclins à se préoccuper surtout de tirer le plus de bénéfice possible de l'exploitation des mines sans se préoccuper de l'intérêt supérieur du pays, et cette tendance aurait pu être encore renforcée par la précarité de la propriété. Aussi a-t-on pensé que les circonstances particulières dans lesquelles l'Etat français devenait propriétaire des mines de la Sarre recommandait de recourir à l'exploitation directe par l'Etat.

Les mines fiscales prussiennes, les mines fiscales bavaraises et la mine privée d'Hostenbach furent réunies et formèrent les Mines Domaniales Françaises du Bassin de la Sarre.

La mine de Frankenholz eut un sort spécial.

Ultérieurement, l'Etat français, exerçant son droit de concéder le gisement sarrois à des tiers, autorisa l'exploitation de la petite mine de Reisweiler, qui est pratiquement négligeable (20.116 tonnes en 1924), et est actuellement arrêtée.

Par contrat du 10 mai 1924, la Société Houillère de Sarre et Moselle obtint l'amodiation des gisements de Carlsbrunn, dans le territoire de la Sarre, en bordure de la concession que cette Société exploite déjà dans le département de la Moselle.

Le 1^{er} juillet 1927, une amodiation des gisements de Gross-Rosseln fut obtenue par la Société des petits-fils de Wendel, dans des conditions analogues à la précédente. L'exploitation de ces gisements est faite par des puits situés en France et leur production ne figure pas par suite dans la statistique de la production sarroise.

Dans ces quatre cas d'amodiation, l'Etat français n'a fait qu'exercer non pas un droit d'Etat souverain du territoire, mais un droit spécial qui lui était formellement reconnu par le Traité de Paix.

Avant de nous occuper de l'organisation des Mines domaniales, nous expliquerons, en remontant un peu dans son histoire antérieure pourquoi la Mine de Frankenholz n'y fut pas englobée et continue à subsister comme mine privée.

§ 4. — Les Mines de Frankenholz

Nous avons déjà eu occasion de parler de Frankenholz dans l'étude du sous-sol. C'est la pointe du fuseau du bassin sarrois vers le nord-ouest. Nous avons également vu que la concession fut accordée sous le régime de la loi française du 21 avril 1810, le 5 septembre 1845. Cette concession avait été accordée à l'avocat Ferdinand Culmann qui fut une personnalité très connue du Palatinat, à la suite de la découverte du charbon qu'il fit vers le milieu de l'année 1840. A la suite d'autres recherches, il y eut, le 7 octobre 1869, une augmentation de la concession, si bien que la concession de Culmann atteignit une superficie totale de 800 hectares.

Après obtention de la première concession, les essais faits furent peu encourageants. Comme conséquence, le fondateur ne trouva pas de participants. Les techniciens étaient sceptiques. Le gisement leur paraissait bien pauvre en comparaison de celui des fosses fiscales de la vallée du Sulzbach. Par suite, Culmann ne put-il trouver de fonds qu'auprès de parents et d'amis proches, et l'entreprise prit le caractère d'une affaire de famille.

La Société civile des Mines de Frankenholz fut ainsi créée, en 1862, sous le régime du Code français et comprenait 32 parts. En 1878, le nombre des actionnaires fut augmenté pour permettre le développement de l'affaire. Celle-ci fut conduite par le fondateur jusqu'à

sa mort en 1891. La présidence de la Société fut ensuite assurée par son fils, puis par le gendre de celui-ci, un Français. L'administrateur-délégué était également un Français. En 1914, le Conseil d'administration comptait 4 membres français et 3 membres allemands. Le capital de 6.000.000 de marks était divisé en 3.000 parts pour la plus grande partie dans des mains françaises.

D'après l'article 45 du Traité de Versailles, la France devenait propriétaire des Mines de Frankenholz comme de toutes les autres. Mais le caractère français de la Société de Frankenholz rendit difficiles les négociations qu'elle mena avec l'Allemagne pour obtenir l'indemnité prévue au § 5 de l'Annexe, et l'indemnité qui lui fut accordée fut faible. Aussi l'Etat français, usant d'ailleurs du droit qui lui est conféré par le § 1 de l'Annexe, accorda l'amodiation provisoire de Frankenholz à la Société civile des Mines de Frankenholz par le contrat du 22 octobre 1919.

En même temps fut décidée et réalisée la constitution d'une Société nouvelle dite « Société anonyme des Mines de Frankenholz » composée exclusivement par les actionnaires français de la Société civile qui se substitua à celle-ci pour l'exécution du contrat d'amodiation provisoire et qui reçut ensuite la mine en amodiation définitive à compter du 1^{er} janvier 1921, suivant contrat du 30 octobre 1920. Le capital actuel est de 3.600.000 francs.

La Société anonyme, usant de clauses prévues au contrat, a dénoncé celui-ci à la fin de l'année 1931. En fait, le contrat fut appliqué jusqu'à la fin du mois de

mars 1932. L'Etat remboursa à la Société la valeur des travaux de premier établissement non amortis, les stocks et les approvisionnements.

Suivant un accord du 11 avril 1932, l'activité de la Société se poursuit d'après une formule d'exploitation en régie du domaine minier de Frankenholz tel qu'il était antérieurement amodié avec une rémunération annuelle fixe et une participation aux bénéfices dont le taux varie suivant l'importance de ceux-ci. La vérification des comptes est faite par les Mines domaniales qui exercent également un contrôle technique. L'exploitation est assurée par la Société, qui en est responsable, et dont on utilise ainsi au mieux la connaissance du milieu, d'autant plus utile que le gisement de Frankenholz, à l'extrême pointe du bassin, est assez tourmenté.

La participation de Frankenholz à la production totale est faible (382.000 tonnes en 1932, soit 3,7 %).

§ 5. — L'organisation des Mines domaniales françaises

Les Mines domaniales françaises du bassin de la Sarre constituent une des plus vastes entreprises industrielles de l'Europe. A part les chemins de fer de l'Etat allemand (Reichsbahn) il n'en est peut-être point d'autre réunissant un personnel aussi nombreux sous une même direction et ayant une importance économique comparable.

Nous avons vu comment ce vaste organisme fonctionnait sous le fisc prussien et que s'il avait une direc-

tion centrale, il y avait toutefois, par l'autonomie des inspections, une large décentralisation, si bien qu'au point de vue industriel (sauf au point de vue commercial) l'unité était souvent plus nominale que réelle et que, par suite du vote du budget de chaque inspection par le Parlement prussien, par suite de la nomination par le Ministre des Bergwerksdirektoren, par suite du statut de fonctionnaires des divers employés, le caractère d'Institution d'Etat primait le caractère industriel.

Actuellement, les Mines domaniales françaises forment un tout uni, un ensemble homogène, réellement soumis à un même chef et il n'est pas sans intérêt d'étudier leur fonctionnement administratif, commercial et technique par comparaison avec le système allemand et de montrer comment l'Etat peut fort bien être propriétaire d'une affaire industrielle prospère à la condition que le caractère industriel ne soit pas étouffé par le caractère d'organisme d'Etat.

I. — L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Voyons d'abord comment les Mines de la Sarre se placent dans le cadre de l'Etat français.

Après la signature du Traité de Versailles, il avait fallu se préoccuper de l'organisation future des Mines de la Sarre de façon à pouvoir assurer leur fonctionnement sans heurts le jour de la prise de possession, quand les ratifications nécessaires seraient intervenues.

Aussi le 23 octobre 1919 parut un Décret sur l'organisation provisoire des Mines de la Sarre.

Son article premier est ainsi rédigé :

« En attendant qu'il ait été statué par une loi, la gestion de l'exploitation des Mines de la Sarre ainsi que de leurs dépendances, sera provisoirement assurée par le Directeur des Mines sous l'autorité du Ministre de qui il relève. »

Il ne s'agissait donc que d'un statut provisoire, le statut définitif devant être fixée par une loi. En fait, après de longues délibérations la Chambre des députés vota, le 17 juin 1921, un projet de loi portant création d'un Office des Mines domaniales de la Sarre, qui aurait eu la personnalité civile et l'autonomie financière et qui aurait fonctionné comme une société privée n'ayant d'ailleurs qu'un seul actionnaire : l'Etat français.

Ce projet de loi ne fut pas soumis au vote du Sénat. Malgré le mot « provisoire » du texte, les Mines de la Sarre ont donc toujours pour charte fondamentale le décret du 23 octobre 1919 et il est évident que ce n'est plus le moment de la remanier. Il faut, d'ailleurs, dire que ce statut s'est révélé d'une solidité et d'une souplesse suffisantes et que c'est une des raisons qui ont conduit à différer le vote de la loi de statut définitif.

L'article 2 du décret d'octobre 1919 indique :

« Un ingénieur des Mines, qui résidera à Sarrebruck et qui aura le titre d'administrateur provisoire des Mines de la Sarre, recevra du Ministre chargé des Mines, à qui il devra en fin de mission rendre compte de sa gestion, les pouvoirs nécessaires pour assurer la continuité de l'exploitation. Il sera chargé de l'ordonnement des dépenses. »

L'article 3 :

« Le paiement des dépenses et la centralisation des recettes seront effectués par un agent comptable responsable de sa gestion, qui sera nommé par le Ministre des Finances et par le Ministre chargé des Mines. »

L'article 6 institue un Conseil provisoire des Mines de la Sarre ayant pour mission de donner au Ministre chargé des Mines des avis sur la gestion de l'exploitation des Mines de houille de la Sarre.

Un arrêté du 9 janvier 1920 détaille le rôle du Directeur général des Mines de la Sarre, délégué dans les fonctions d'administrateur provisoire pour l'ordonnement des dépenses et celui du caissier général.

L'arrêté du 11 janvier 1920 investit le Directeur général de larges attributions pour la gestion de l'exploitation des Mines de houille de la Sarre. « Il a sous ses ordres tout le personnel attaché à l'exploitation des Mines. » « Il prend les mesures d'exécution nécessaires pour assurer l'exploitation des Mines. Il passe les marchés et traités, consent les transactions et suit les actions judiciaires. Il fait tous actes conservatoires. »

Ces textes sont les textes fondamentaux de l'organisation administrative des Mines de la Sarre.

Le mécanisme est donc très simple.

La gestion des Mines dépend du Ministre des Travaux publics. Il est assisté d'un conseil consultatif : le conseil provisoire des Mines de la Sarre qui, à la suite de décrets postérieurs (31 décembre 1926, 6 avril 1930, 26 juin 1932), comprend actuellement 18 membres.

Sa composition est la suivante :

9 membres représentant les départements ministériels intéressés (Travaux publics, Finances, Commerce, Travail, Affaires étrangères) ;

7 membres nommés par le Ministre chargé des Mines et choisis

2 parmi les consommateurs de houille,

2 parmi les exploitants de mines de houille,

2 parmi les ouvriers ou anciens ouvriers français des mines de houille,

1 dans le groupement des Français ayant des intérêts dans la Sarre.

1 ancien Directeur général des Mines de la Sarre,

Le Directeur général des Mines de la Sarre.

L'agent d'exécution est le Directeur général.

Cette organisation ressemble assez à celle d'une entreprise minière privée. Le Conseil provisoire fonctionne à peu près comme un Conseil d'administration.

Les différences essentielles qui existent entre le Conseil des Mines de la Sarre et un Conseil d'administration ordinaire sont que le Ministre a le pouvoir de prendre une décision sans être tenu de consulter préalablement le Conseil, et aussi de prendre une décision non conforme à un avis émis par le Conseil, enfin que les membres du Conseil ne reçoivent aucune part des bénéfices.

Le Directeur général est l'Administrateur délégué. Comme l'Etat est seul propriétaire, l'assemblée générale des actionnaires, pouvoir suprême dans une société

privée, est remplacée par le Ministre chargé des Mines, représentant l'Etat.

La présence dans le Conseil de représentants des producteurs et des consommateurs français de charbon, d'anciens ouvriers des mines et d'un représentant du Groupement des Français ayant des intérêts en Sarre, montre le désir de la France d'assurer l'exploitation des Mines de la Sarre, non pas pour en tirer le maximum possible de bénéfices, mais pour l'intérêt général du pays.

Le contrôle financier est assuré par un représentant du Ministre des finances.

Chaque année, le Directeur général établit un projet de budget. La base des évaluations budgétaires est la production nette et les recettes et les dépenses sont évaluées par la méthode directe.

Les recettes et les dépenses sont présentées par chapitres divisés en articles. Le budget est soumis au contrôle financier puis, après avis du Conseil provisoire, est autorisé par le Ministre chargé des Mines, qui, nous l'avons vu, représente la plénitude de l'autorité. Si, pour la facilité de l'établissement, le budget a été séparé en articles, l'autorisation du Ministre ne s'appliquera qu'à la répartition en chapitres, au nombre de dix. Ceci permet une élasticité qui était nécessaire pour une entreprise industrielle.

Le budget est établi pour l'année financière qui va du 1^{er} janvier au 31 décembre (tandis que l'année financière allemande allait du 1^{er} avril au 31 mars).

La période d'exécution embrasse, outre l'année

même à laquelle le budget s'applique, des délais complémentaires accordés sur l'année suivante, savoir : (Arrêté du 31 décembre 1924) :

1°) Jusqu'au 31 janvier pour la liquidation et l'ordonnancement des sommes dues aux créanciers, ainsi que pour l'établissement des titres de recette.

2°) Jusqu'au 31 mars pour le paiement des dépenses et le recouvrement des droits acquis pendant l'année du Budget.

3°) Jusqu'au 31 mai pour les opérations de régularisation des écritures.

Le Caissier général est justiciable de la Cour des comptes à laquelle il doit adresser ses comptes de gestion annuelle ainsi que les pièces justificatives des opérations.

Chaque année, un bilan est établi qui, après examen par le Conseil des Mines de la Sarre, est soumis à l'approbation des ministres des Travaux publics et des Finances. Ces bilans étaient, jusqu'en 1928, publiés au Journal Officiel.

*
**

Nous venons de voir les liens qui rattachent les Mines de la Sarre à l'Etat français, l'autorité suprême étant le Ministre chargé des Mines.

Sur le Territoire lui-même, les Mines Domaniales, sous l'autorité du Directeur général, ordonnateur des dépenses, sont organisées d'une façon toute industrielle, selon le modèle des grandes entreprises minières. Nous ne trouvons pas trace d'étatisme comme dans les mines

fiscales prussiennes. En particulier, les ingénieurs et employés ne sont pas des fonctionnaires et sont traités comme ceux de l'industrie privée. Les procédés d'exploitation technique et commerciale, les règles administratives et de comptabilité sont semblables à ceux de l'industrie privée. Les Décrets du 14 février 1926, 10 octobre 1926, 16 juillet 1927, 26 janvier 1927, 5 janvier 1931, ont d'ailleurs expressément permis de déroger à certaines règles du Décret du 31 mai 1862, portant règlement général de la comptabilité publique, pour permettre de suivre les usages de l'industrie et du commerce. Les reproches faits à l'Etat d'être un mauvais industriel proviennent de ses règles rigides. Si les règles administratives sont assouplies, il n'y a pas de raison que l'Etat exploite plus mal qu'une société privée. (1)

Aussi l'organisation interne des Mines de la Sarre que nous allons brièvement décrire pourrait être celle de n'importe quelle société industrielle.

II. — L'ORGANISATION TECHNIQUE

Les services centraux sont, sous l'autorité du Directeur général, répartis entre un Directeur délégué à la Direction générale, ayant plus spécialement dans son attribution les questions administratives (Comptabilité générale, Contentieux, Prévoyance Sociale, etc.), un Directeur commercial pour les ventes et les trans-

(1) Il ne faut pas perdre de vue, cependant, qu'il n'est pas soumis aux mêmes mobiles économiques et que de là peuvent résulter des différences.

ports, un Caissier général, chef du Service financier et un chef du Service des approvisionnements.

Les services techniques dépendent d'un Directeur technique.

La répartition de l'exploitation en inspections, telle qu'elle avait été faite par le fisc prussien, était trop ancrée dans les habitudes pour pouvoir être supprimée. En outre l'inspection, de par son ancienne caractéristique d'unité indépendante, constituait un centre administratif et technique qui pouvait être utilisé. Les inspections furent donc conservées, mais, c'est un caractère essentiel de l'organisation française en comparaison de l'organisation allemande, elles perdirent toute autonomie. Le chef de l'inspection, l'Ingénieur principal, est un employé nommé par le Directeur général. L'inspection n'a plus de budget particulier. Ses recettes, ses dépenses sont dans le budget général. Sauf quelques menus objets à acheter dans le commerce local, ce qu'il fait par sous-délégation de crédit, l'Ingénieur principal n'achète pas le matériel, comme le faisait son prédécesseur. Les achats sont effectués par le Service des approvisionnements. Cette centralisation permet une concurrence plus effective des fournisseurs, donc des prix plus favorables, des commandes d'ensemble pour toutes les mines, donc une normalisation plus facile et une diminution du stock des réserves pour le remplacement. Outre son rôle technique, l'Ingénieur principal est le représentant local le plus élevé de l'Administration dont il doit surveiller les intérêts de tous ordres sur son territoire.

L'inspection comprend, comme sous le fisc prussien, en général deux sièges d'extraction importants. Un tel siège forme actuellement une division, dirigée par un ingénieur divisionnaire assisté d'un ou deux ingénieurs. Alors qu'autrefois, ne vivaient en contact permanent avec les ouvriers que des employés inférieurs, actuellement les ingénieurs français vivent avec leur personnel et chaque jour descendent au fond. Ce sont des conducteurs d'hommes et de travaux et non pas des « inspecteurs ». La différence est profonde et nombre d'ouvriers l'ont reconnue. C'est la division qui forme l'unité d'extraction.

Les inspections, dépourvues de leur autonomie antérieure, ont été réunies en trois groupes. Les mines bavaïses de Saint-Ingbert et de Bexbach ont été rattachées respectivement aux groupes Centre et Est. Elles pouvaient difficilement être incorporées dans une inspection. Les groupes sont placés sous les ordres d'Ingénieurs en chef. De l'Ingénieur en chef du groupe dépendent les Ingénieurs principaux des inspections et trois divisions : la division des ateliers qui s'occupe du gros entretien et des grosses réparations de machines de tout le groupe, la division des bâtiments qui, comme son nom l'indique, s'occupe des constructions et la division des lavoirs qui surveille au point de vue technique la marche des lavoirs installés sur chaque mine.

Remarquons qu'un groupe d'inspections représente un ensemble supérieur à celui d'une grande compagnie française.

Du Directeur technique qui a sous ses ordres les trois Ingénieurs en chef des groupes, dépendent également certains services d'intérêt général pour tout le bassin : le service des études et constructions, le service électrique, le service de la cokerie et des laboratoires centraux, le service ouvrier, l'Ecole des Mines.

Cette centralisation technique, vers laquelle tend d'ailleurs actuellement toute l'industrie, est certainement avantageuse. Elle permet une fructueuse unité de direction. Elle permet beaucoup plus facilement, quand une méthode ou une machine ont fait leurs preuves dans une division, de les appliquer à bon escient dans d'autres divisions présentant des conditions analogues, sans avoir besoin de recommencer les tâtonnements des premiers essais. Elle permet un interchange de certain matériel qui n'était pas possible avec l'autonomie des inspections. Les bienfaits de la normalisation sont connus. A l'intérieur d'une même société, elle est encore plus nécessaire. Avec le système des inspections indépendantes, il n'en était rien et les mines souffrent encore de ce fait. Le matériel roulant d'une inspection, par exemple, ne peut pas servir dans toutes les autres, parce que l'écartement des voies est différent. La centralisation a permis une unification de doctrine et une normalisation de matériel qui, comme conséquence, permet une diminution des stocks de réserve.

Nous devons ajouter que la nouvelle organisation, dont les principales caractéristiques sont la centrali-

sation, la suppression de l'autonomie des inspections, la création de la Direction technique et des groupes d'inspections, a pu fonctionner sans heurts dès la prise de possession, par suite du recrutement progressif pendant l'année 1919 d'un personnel qui a pu étudier sur place sa fonction future pendant la période antérieure au 18 janvier 1920, alors que le personnel prussien était encore en service.

Car si les ouvriers et les employés subalternes étaient des sarrois qui sont restés, les ingénieurs des inspections et de l'administration centrale de Sarrebruck étaient des fonctionnaires prussiens qui, à de très rares exceptions près, n'ont pas continué leur service sous l'administration française.

III. — L'ORGANISATION COMMERCIALE

Le Service commercial a été organisé pour réaliser le plus possible le principe de la vente directe au consommateur et diminuer ainsi l'influence prépondérante qu'avaient les marchands en gros dans l'organisation commerciale des mines fiscales prussiennes. Cette profonde modification dans le système commercial pratiqué par le fisc minier prussien était d'autant plus nécessaire que, par suite de la prise de possession des mines par l'Etat français, un tonnage considérable allait trouver son écoulement sur le marché français.

Le Service commercial se compose d'un Service central à Sarrebruck et d'agences en dehors de la Sarre, dépendant du Service central.

Le Service central comprend :

1°) Une section des ventes, centralisant toutes les questions relatives aux marchés, dirigeant l'action des agents, étudiant les tarifs;

2°) une section des expéditions et transports, assurant l'expédition des ordres qui lui sont transmis par la section des ventes et étudiant toutes les questions relatives à l'approvisionnement en matériel, aux tarifs de transport, aux itinéraires les plus avantageux, aux formalités douanières.

3°) une section de comptabilité et de statistique, assurant la facturation mensuelle des quantités livrées aux clients et établissant toutes les statistiques du service.

La création des agences est une application du principe de vendre le plus possible directement au consommateur et de se rapprocher de lui. Les agences ont été créées dans les diverses régions où le charbon de la Sarre trouvait des débouchés suffisants. Elles sont dirigées par un employé des Mines et sont au nombre de onze, dont huit pour la France (1) et trois pour

(1) Les agences en France sont :

Paris (Rayon d'action : Nord, Pas-de-Calais, Somme, Oise, Seine-Inférieure, Seine, Seine-et-Oise, Eure, Eure-et-Loire, Orne, Calvados, Manche).

Paris-Sud (Rayon d'action : Sarthe, Mayenne, Ille-et-Villaine, Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret, Nièvre, Allier, Cher, Indre, Vienne, Deux-Sèvres, Vendée, Charente-Inférieure, Charente, Haute-Vienne, Creuse, Dordogne, Gironde, Lot-et-Garonne, Gers, Landes, Basses et Hautes-Pyrénées).

Paris-Est (Rayon d'action : Aisne, Ardennes, Marne, Seine-et-Marne, Aube, Yonne).

l'étranger (1).

En Belgique, en Autriche et dans le grand-duché de Luxembourg, où le tonnage vendu ne semblait pas suffisant pour justifier la création d'une agence, la vente a lieu par l'intermédiaire de représentants, qui ne sont pas employés des Mines.

Les marchés spéciaux avec les gros clients (chemins de fer, gaz, etc.), sont étudiés par le Service central, les autres par les agents locaux. Ils sont signés par le Directeur commercial et approuvés par le Directeur général.

Nous avons dit que le système d'organisation du Service commercial avait visé à se rapprocher le plus possible de la clientèle. Il est toutefois évident que la vente directe au consommateur ne pouvait aller au-delà d'une certaine limite et qu'il fallait laisser la place légitime du commerce de charbons. Le Service commercial traite donc, non plus seulement, comme le

Dijon (Rayon d'action : Belfort, Haute-Saône, Haute-Marne, Côte-d'Or, Doubs, Jura, Saône-et-Loire).

Nancy (Rayon d'action : Meuse, Meurthe-et-Moselle, moins l'arrondissement de Briey, Vosges).

Metz (Rayon d'action : Arrondissement de Briey, Moselle, moins l'arrondissement de Sarreguemines).

Strasbourg (Rayon d'action : Arrondissement de Sarreguemines, Haut-Rhin, Bas-Rhin).

Lyon (Rayon d'action : Haute-Savoie, Ain, Rhône, Loire, Puy-de-Dôme, Corrèze, Lot, Tarn-et-Garonne, Haute-Garonne, et tout le Sud-Est de la France).

(1) Les agences de l'étranger sont :

Ludwigshafen pour l'Allemagne ;

Milan pour l'Italie ;

Bâle pour la Suisse.

fisc prussien, avec la grosse industrie et un nombre restreint de marchands de charbon agréés, mais avec la grosse et la moyenne industrie et, sans exclusivité, avec les marchands de charbon prenant un tonnage suffisant et c'est par le canal de ces marchands qu'a lieu l'approvisionnement de la petite industrie et de la clientèle de foyers domestiques.

Nous avons vu dans un paragraphe précédent que le Handelsbüro des mines fiscales prussiennes traitait au maximum avec 400 clients, dont 60 marchands de charbon. Le Service commercial des Mines domaniales françaises traite avec 3.000 se répartissant approximativement de la façon suivante :

Métallurgie	200
Services publics (Grands réseaux, chemins de fer départementaux, tramways).	100
Industries diverses	1400
Marchands de charbon	1300
Total :	3000

et il pourrait même, éventuellement, admettre comme clients des consommateurs de tonnages encore plus faibles.

*
**

Tel est le système actuel de l'organisation des Mines de la Sarre. Elle permet les avantages de la centralisation. Elle respecte un des principes fondamentaux d'organisation énoncés par Fayol, ne pas donner à un chef quelconque trop de subordonnés directs. L'orga-

nisation technique et l'organisation commerciale, telles qu'elles sont réalisées, donnent à cette affaire d'Etat un caractère industriel.

§ 6. — Les améliorations réalisées par les Mines domaniales françaises

Après avoir montré le mécanisme du fonctionnement des Mines domaniales de la Sarre, nous allons voir leur développement depuis le 18 janvier 1920.

Lorsque les Mines de la Sarre furent remises à la France, leur outillage technique laissait dans l'ensemble beaucoup à désirer. Nous ne faisons pas là un reproche aux Bergwerksdirektoren prussiens, mais une simple constatation. Le fait n'avait en effet rien de surprenant, car la plupart des installations étaient assez anciennes et, pendant la guerre, on s'était beaucoup plus préoccupé, en dispersant les travaux dans les panneaux à grand rendement, d'assurer une extraction de combustible nécessaire aux fabrications militaires que de faire des améliorations et si entre l'armistice et la prise de possession, les fonctionnaires miniers prussiens continuèrent à assurer leur service, ils se contentèrent d'expédier les affaires courantes et ne songèrent guère à innover dans une exploitation qui, ils le savaient, devait bientôt passer dans d'autres mains. Les Français, s'ils n'eurent pas, comme leurs prédécesseurs du début du dix-neuvième siècle, un travail de création à effectuer, eurent un véritable travail de rénovation.

I. — LES PRINCIPAUX TRAVAUX NEUFS

Dans le but d'augmenter éventuellement la production annuelle aussi bien que d'élever le rendement, les Mines domaniales françaises procédèrent à d'importants travaux neufs, créèrent de nouvelles installations, rajeunirent ou agrandirent les anciennes trop vieilles ou d'un rendement insuffisant, travaux représentant des dépenses considérables.

Parmi ces travaux les plus importants sont les suivants :

Exécution de 6 sondages pour reconnaître la richesse du gisement sarrois et ses limites.

Fonçage, création et équipement de 10 nouveaux puits, destinés soit à l'extraction, soit à l'aérage ou à la descente du personnel pour permettre un accès plus facile des chantiers. Ces travaux, ainsi que des approfondissements de puits eurent comme conséquence la construction de 14 chevalements, les moulinages et installations de cages correspondants. Neuf machines d'extraction électriques d'une puissance de 500 à 1500 CV ont été installées ainsi que 4 treuils électriques de 200 à 450 CV destinés à la descente du personnel.

Une fosse que les Allemands avaient noyée et abandonnée à la suite de feux souterrains, malgré la belle qualité du gisement, fut remise en exploitation, non sans de sérieuses difficultés.

Pour permettre les progrès de la technique, d'autant plus nécessaires que la durée du travail était réduite

(la Sarre est le pays minier où la durée du travail est la plus courte), pour avoir une marche des travaux plus rationnelle, poursuivant l'allègement du travail humain par un développement des installations et des outils mécaniques, il fallait accroître la quantité de force motrice à la disposition des mines, car les moyens laissés par le fisc minier prussien étaient insuffisants. Comme conséquence, 30 nouveaux compresseurs furent installés, tous électriques sauf un, produisant un supplément horaire d'air comprimé d'environ 280.000 m³ à 6 kgs de pression ; d'autre part, le développement du roulage souterrain par locomotives à air comprimé dans certaines mines grisouteuses conduisit à l'installation de 11 compresseurs haute pression d'un débit horaire de 1800 m³ sous 200 atmosphères. Pour l'aérage et l'exhaure, 40 nouveaux ventilateurs furent mis en service, tandis que d'autres étaient électrifiés et 61 pompes d'un débit variant entre 2 et 5 m³ à la minute vinrent augmenter le nombre de celles déjà existantes.

En ce qui concerne le traitement des combustibles, afin de remédier à l'insuffisance ou au rendement médiocre des anciennes installations, dans le but également d'augmenter la propreté des produits pour une clientèle de plus en plus exigeante, 7 lavoirs neufs de 120 à 200 tonnes-heure du type à rhéolaveurs furent installés dans divers sièges, cependant que dans d'autres une amélioration était réalisée par l'adjonction d'auto-deschisteurs. Parallèlement, le nombre des criblages a été augmenté de 6 et les installations de con-

cassage d'un débit moyen de 70 à 80 tonnes à l'heure chacune voyaient leur nombre majoré de 8.

La mise en service de compresseurs, machines d'extraction et ventilateurs électriques augmentèrent d'une façon importante la consommation d'électricité; aussi la production fut-elle élevée de 87.000 kw (de 45.500 kw à 132.500) par la construction à Fenne d'une grande centrale électrique de 60.000 kw à 35.000 volts, le renforcement de la centrale de Louisenthal par une unité de 13.000 kw. à 10.000 volts, et de celle de Weiher par 2 unités de 7.000 kw à 10.000 volts, nécessitant pour chacune une nouvelle chaufferie de 6 chaudières de 600 m².

Un réseau de 80 km à 35.000 volts fut créé entièrement, comprenant 80 km de câbles, l'appareillage de 36 panneaux et l'installation de 10 transformateurs 35.000/10.000 volts, tandis que le réseau à 10.000 volts était renforcé par la pose de 130 km. de câbles, l'appareillage de 130 panneaux et l'installation de 52 transformateurs 10.000/2.000-5.000.

Malgré cette électrification, le développement de puissance exigea dans les fosses une plus grande production de vapeur laquelle fut obtenue par l'adjonction de 30 nouvelles chaudières modernes d'une surface de chauffe variant de 192 à 500 m² et dont 4 fonctionnent au charbon pulvérisé.

Certaines gares minières, qui étaient fort resserrées, prirent de l'extension par l'augmentation du nombre de voies, l'installation de 8 ponts transbordeurs de

65 tonnes et de 21 ponts bascules pour wagons de 40 tonnes.

5 carreaux de mines furent créés et aménagés ainsi que 8 établissements de bains-douches et bureaux, 5 magasins divisionnaires et ateliers correspondants, enfin 26 lampisteries furent installées ou dotées de lampes électriques.

Pour des raisons commerciales, 10 installations de mises au stock, faisant passer la capacité de stockage de 225.000 à 450.000 tonnes, et 2 installations complètes de vente à la campagne furent créées dans divers sièges.

Trois ateliers de groupe équipés de machines-outils modernes permirent de faire de rapides et importantes réparations sans avoir besoin de s'adresser à l'extérieur.

D'autre part, pour obtenir une normalisation et une répartition plus rationnelle des approvisionnements, 3 magasins généraux avec voies de raccordement au chemin de fer et appareils de manutention furent construits à raison d'un par groupe.

On créa également un parc à bois régulateur et une scierie importante permettant de satisfaire à toutes les demandes.

Le réseau hydraulique prit de l'extension par l'exécution de 6 forages et un approfondissement, l'équipement de 2 forages, la mise en service de 8 nouvelles pompes, l'agrandissement des réservoirs.

Pour le trafic fluvial, le port de Sarrebruck fut amé-

lioré en même temps què le service de la navigation s'enrichissait de 20 péniches de 270 tonnes environ.

Un laboratoire d'essais mécaniques, muni des machines les plus modernes et qui peut être considéré comme un modèle du genre a été créé. Il permet un contrôle efficace du matériel de toute espèce destiné à être employé dans les mines, lors de sa réception. Si pour une grande partie de ce matériel, cette vérification n'a qu'un but économique, permettant de se rendre compte s'il satisfait bien aux conditions du cahier des charges, pour une autre partie cette vérification offre une garantie pour la sécurité. Il en est ainsi notamment pour les câbles de mines dont une rupture se produisant lors d'une cordée de personnel aurait une conséquence tragique. Le laboratoire, avec un personnel de spécialistes, permet leur contrôle lors de la réception. Il permet également, par les essais faits sur les parties périodiquement coupées, de vérifier leur bon état au cours de leur service et de fixer le moment de leur dépose.

II. — LA QUESTION DU COKE MÉTALLURGIQUE

Des recherches ont été, par ailleurs, faites par l'Administration française sur un point spécial d'une grosse importance pour l'industrie minière comme pour l'industrie métallurgique en Sarre, la fabrication du coke métallurgique.

Parmi les faisceau du bassin houiller, un seul fournit un charbon cokéifiable, c'est le faisceau des charbons gras.

C'est avec ces charbons gras que, depuis longtemps, est fabriqué en Sarre le coke métallurgique et c'est avec du coke fait avec ces charbons que les usines de la Sarre alimentent en principe leurs hauts-fourneaux. Or, ce coke ainsi fabriqué est de qualité inférieure aux bons cokes métallurgiques de la Ruhr et du Nord de la France. A la cuisson, on obtient en effet un coke toujours découpé par des fissures. Les chocs au chargement ou au déchargement fragmentent ces blocs en longues aiguilles de faible section transversale qui se brisent facilement, si bien qu'après la série des manutentions subies par le coke jusqu'à sa chute dans le gueulard du haut-fourneau, le coke est réduit en morceaux de petit calibre et il est bien possible que ce calibre soit à nouveau diminué dans la chute des charges dans le haut-fourneau par écrasement sous le poids des blocs de minerai. Il en résulte que l'emploi du coke sarrois est moins aisé que celui des bons cokes et nécessite notamment des hauts-fourneaux de moins grande capacité. Il en résulte également que la quantité de coke nécessaire par tonne de fonte est plus élevée avec le coke sarrois qu'avec un bon coke.

Nous venons de mettre en parallèle le coke sarrois et un bon coke. Nous pouvons dire que le coke fabriqué par les méthodes ordinaires avec les charbons gras de la Sarre est un coke métallurgique très médiocre. On peut caractériser la valeur métallurgique d'un coke au moyen d'un essai, dit essai de chute, qui donne grosso modo une idée de la façon dont le coke résistera au cours du processus métallurgique. On fait

tomber à trois reprises 25 kilogs de coke d'une hauteur de 3 mètres et on voit le % de coke qui, après ces trois chutes, est refusé par un crible à trous ronds de 50 millimètres. Ce % caractérise le résultat de l'essai de chute. Alors qu'il est de 75 à 80 pour les cokes de la Ruhr, il n'est que de 25 à 35 pour le coke de la Sarre.

Les métallurgistes avaient déjà cherché à améliorer le coke en mélangeant le charbon gras sarrois à des proportions convenables de charbons ayant une moindre teneur en matières volatiles et provenant d'autres bassins houillers. On cherchait à avoir un mélange de composition se rapprochant de celle des bons charbons à coke qui ont de 20 à 25 % de matières volatiles. De tels mélanges sont notamment employés par les cokeries de Lorraine.

Les Mines domaniales françaises ont cherché à obtenir un résultat analogue, à obtenir un bon coke métallurgique, mais en n'utilisant que des charbons sarrois. On voit l'importance du problème puisque sa solution permettrait de repousser de la région les charbons étrangers employés en mélange.

Il a fallu toute une série d'études et d'essais pour arriver à trouver une solution satisfaisante. On incorpora au charbon gras une certaine proportion de charbon flambant de la Sarre (c'est-à-dire d'un charbon qui, auparavant, était considéré comme tout à fait inapte à la fabrication du coke même en mélange), mais dont la teneur en matières volatiles a été préalablement diminuée par une distillation partielle à basse tempéra-

ture. On est ainsi arrivé à réaliser un coke, dit coke spécial, donnant à l'essai de chute un résultat de 80 %, comparable à celui de la Ruhr et dont l'aspect extérieur est semblable à celui des bons cokes métallurgiques étrangers.

Pour permettre cette fabrication, il fut installé à la cokerie une batterie de 5 fours de semi-distillation, chaque four ayant une production journalière de 180 tonnes avec comme complément une installation de fractionnement des goudrons de basse température.

L'étude de la cokéfaction continue encore, mais les résultats déjà obtenus sont fort intéressants tant au point de vue de l'écoulement des charbons de la Sarre que du ravitaillement des hauts-fourneaux de Lorraine qui seront dans une dépendance de moins en moins étroite des mines de la Ruhr en même temps que se resserreront les liens qui unissent le charbon sarrois au minerai de fer lorrain.

III. — LES TRAVAUX SOUTERRAINS

Si nous considérons maintenant les travaux souterrains, nous constatons qu'au cours de ces 14 années tout l'effort possible a été fait pour leur organisation rationnelle, amenant une augmentation du rendement et une diminution du prix de revient.

On a critiqué la rationalisation, on en a fait le bouc émissaire responsable du chômage. Certes, puisque le rendement par tête est supérieur à ce qu'il était autrefois, le nombre d'ouvriers nécessaires pour obtenir un tonnage déterminé est plus faible que si le rendement

était resté au même niveau. Mais, dans une entreprise, il ne s'agit pas de produire un tonnage maximum. Il faut produire ce que l'on peut vendre. Or, comme nous le montrerons dans le chapitre consacré au commerce, les Mines de la Sarre sont, géographiquement, assez mal situées pour facilement soutenir la concurrence. En outre, handicapées par rapport aux mines voisines de Lorraine, par exemple, par de plus forts salaires, des charges sociales beaucoup plus lourdes, des impôts élevés, elles auraient, à rendement égal, un prix de revient beaucoup plus élevé, auquel viennent s'ajouter des transports plus onéreux. Dans la lutte commerciale, il leur faut, pour pouvoir vendre au même prix que les concurrents en un point donné avoir, au départ, un prix de revient moins élevé que les autres. Sinon, leur champ d'action se restreindrait singulièrement, et, sur le marché français, qui est leur marché principal, elles se verraient supplanter en grande partie par les mines concurrentes, leurs ventes diminueraient, et par suite le nombre des ouvriers. La rationalisation, amenant une augmentation du rendement, diminue, certes, avons-nous dit, le nombre d'ouvriers nécessaires pour produire un tonnage déterminé, mais amenant une diminution du prix de revient, elle permet d'augmenter la vente et par suite l'extraction et corrélativement de diminuer le chômage, si bien que la diminution du nombre d'ouvriers des Mines de la Sarre est certainement beaucoup plus faible qu'elle n'aurait été sans rationalisation.

Il est impossible de montrer tout le travail fait au

fond, sous l'impulsion de la Direction, par les ingénieurs français, car c'est un travail de tous au cours de chaque journée. Avec les modifications qui interviennent constamment dans le gisement ou dans le personnel, il n'est jamais terminé. Nous n'en mentionnerons que les grandes lignes : étude de la meilleure utilisation possible du personnel, diminution du rapport des ouvriers improductifs aux ouvriers productifs, suppression des petits chantiers éparpillés et leur remplacement, quand les conditions du gisement s'y prêtent, par de grandes tailles qui permettent une concentration et une organisation systématique du travail, favorables à la sécurité et au rendement, emploi de nouvelles méthodes d'exploitation, introduction progressive de tous les moyens mécaniques modernes qui diminuent la fatigue de l'ouvrier et facilitent son travail, tels que haveuses, marteaux-piqueurs, couloirs oscillants, toiles transporteuses, locomotives, mise en service des lampes électriques plus sûres et éclairant mieux que les lampes à benzine.

Si nous ne pouvons chiffrer les efforts faits pour l'utilisation rationnelle du personnel et du gisement, quelques chiffres nous montreront le développement du machinisme au fond qui, par contre-coup, a été la cause de certains travaux neufs que nous avons mentionnés.

Pour l'abatage, alors qu'en 1920, il n'existait que 4 marteaux-piqueurs et 5 grosses haveuses, 65 grosses haveuses et 12.000 marteaux-piqueurs ont été mis en service.

Dans le transport, 300 kilomètres de couloirs, 56 kilomètres de bandes transporteuses, 407 locomotives ont été introduits et ont ou remplacé du matériel usagé ou augmenté les moyens de déblocage, amenant notamment une forte diminution du nombre des chevaux, tombé de 728 à 112.

Pour l'éclairage, 43.850 lampes électriques ont remplacé des lampes à benzine.

IV. — L'EFFORT DE PROGRÈS

Certaine presse allemande prétend volontiers que les Français en Sarre ne songent qu'à faire de l'exploitation de voleur, du « Raubbau », pour faire rapidement le plus possible de bénéfices. Le tableau que nous avons brossé des grands travaux neufs exécutés (et dans lequel, systématiquement, nous n'avons pas parlé des installations érigées dans un but social) montre l'inexactitude de cette assertion. Pourquoi faire ces sondages, ces fonçages de puits d'aérage, cette centrale, ces lavoirs, ce laboratoire, tous ces travaux neufs qui ont coûté de très grosses sommes et diminué d'autant les bénéfices, si l'unique but avait été de s'enrichir en quelques années aux dépens du sous-sol sarrois ? Dans cette hypothèse, la solution n'eût-elle pas été, au contraire, de diminuer l'effort de progrès et de se contenter de prendre les fruits des travaux des prédécesseurs ? Nous devons ajouter, au reste, que la presse technique allemande a parfois, au contraire, donné comme modèle d'installation ou d'organisation d'exploitation des installations ou des exploitations organisées par les

Français depuis 1920 et que la Société Géologique de Berlin, au cours de sa session de 1933 consacrée à la géologie de la Sarre, a rendu hommage à l'importance des travaux de recherche entrepris.

Un des facteurs de ce progrès dans les travaux du fond est certainement le fait que les ingénieurs, selon la tradition française, s'occupent journellement de la direction de leurs travaux tandis que les ingénieurs allemands étaient surtout des inspecteurs ayant d'ailleurs, par suite de l'autonomie des inspections, une grande partie de leur temps pris par un certain nombre de questions actuellement traitées par les Services centraux de Sarrebruck, ce qui permet aux ingénieurs des divisions de se consacrer davantage à leur rôle technique, dont nous avons montré l'ampleur dans les pages précédentes.

Nous pouvons dire hardiment que, sous la direction française, les Mines de la Sarre ne sont pas restées en arrière du progrès. Tous les essais des pays voisins : Angleterre, France, Allemagne, dans le domaine de l'exploitation des mines sont suivis de près par les ingénieurs, non seulement à l'aide de la littérature technique, mais également sur place, et étudiés pour voir s'ils seraient intéressants dans les conditions de l'exploitation sarroise. Une émulation règne entre les diverses divisions pour obtenir les meilleurs résultats (1). L'ardeur au travail du personnel français, les

(1) Les progrès réalisés ont souvent fait l'objet de communications insérées dans les revues techniques françaises qui ont parfois été l'objet de récompenses honorifiques, tels les prix de la Société de l'Industrie Minérale.

efforts faits pour arriver à avoir des exploitations modèles sont d'ailleurs développés, non seulement par le sentiment du devoir professionnel, mais encore par le désir de montrer que, dans le même gisement, les Français peuvent faire mieux que n'avaient fait leurs prédécesseurs allemands. On représente généralement les entreprises d'Etat comme figées dans le traditionalisme et réfractaires au progrès. Ici, nous faisons la constatation inverse, tenant certainement au fait de la structure industrielle de l'organisation des Mines domaniales.

§ 7. — Les résultats économiques obtenus

I. — VUE D'ENSEMBLE

Nous venons de montrer les efforts faits pour moderniser les installations reçues en 1920, et pour organiser une exploitation constamment dans la voie du progrès. Une question se pose :

Ces efforts ont-ils été couronnés de succès ?

Des chiffres nous donneront la réponse. Le tableau statistique n° 1 (1) indique pour chaque année de 1929 à 1933 la production nette (déchets de triage et de lavage déduits) des Mines de la Sarre (y compris la mine amodiée de Frankenholz), la production par jour de travail, le rendement par journée d'ouvrier du fond et du jour, et l'effectif moyen du personnel inscrit. Ces chiffres sont des chiffres officiels, relatifs au

(1) A la fin de l'ouvrage.

charbon net, c'est-à-dire utilisable et ne donnent lieu à aucune ambiguïté. Pour avoir un élément de comparaison, nous avons mis en tête de ce tableau les mêmes chiffres (rapportés à la production nette) pour l'ensemble des mines sarroises (fiscales prussiennes et bavaroises, Hostenbach et Frankenholz) relatifs à 1913, dernière année normale avant la guerre et 1919, année avant la prise de possession par la France.

Remarquons que le rendement de Frankenholz, mine exploitée dans des conditions assez difficiles, est inférieur à la moyenne des Mines domaniales. Une statistique qui ne comprendrait que ces dernières donnerait donc, chaque année, des chiffres de production inférieurs à ceux que nous citons, mais des chiffres de rendement supérieurs.

Ce tableau statistique nous permet de faire quelques remarques intéressantes sur la marche des Mines de la Sarre depuis la prise de possession par la France.

II. — LA PRODUCTION

La production par jour de travail s'élève progressivement de 1920, année où elle est sensiblement égale à celle de 1919, jusqu'en 1924, année où elle dépasse largement celle de 1913. De 1925 à 1933, elle varie dans des limites assez étroites (45.007 au plus bas en 1928 à 46.806 en 1930) sauf une échappée au chiffre maximum de 48.472 en 1927.

La production annuelle est égale à la production journalière moyenne multipliée par le nombre de jours de travail. Si celui-ci restait constant, la production annuelle varierait proportionnellement à la

production journalière. Le manque de proportionnalité dénote donc des jours de chômage. Cette perte de jours de travail peut résulter des grèves. Ce fut le cas de l'année 1923, où la production annuelle avec 9.192.000 tonnes a été la plus faible de toutes celles des Mines de la Sarre depuis 1920. Au cours de cette année une grève, d'ordre beaucoup plus politique qu'économique, fut déclanchée pour appuyer la résistance passive des Allemands au cours de l'occupation de la Ruhr et dura exactement cent jours. Ce fut également le cas de 1925, au cours de laquelle les Mines connurent une grève perlée, puis une grève ordinaire qui entravèrent le développement de l'essor réalisé en 1924.

En dehors des conflits ouvriers, la perte de jours de travail peut aussi résulter de chômages, parfois restreints à certaines fosses quand ils ont leur cause dans un manque momentané des moyens de transport, parfois plus graves et s'étendant au bassin entier quand ils proviennent du manque de débouchés. C'est ce qui s'est passé un peu en 1928, alors qu'au cours des années précédentes, les mines avaient dépassé la production de 1913. La perte par rapport à 1927 correspond à la production d'une dizaine de jours de travail. C'est ce qui s'est passé, à une bien plus grande échelle, depuis trois ans, par suite de la crise générale. Alors que la production totale de 1929 était de 13.579.000 tonnes, celles de 1932 n'est que de 10.438.000. Il faut noter, comme un léger signe d'amélioration de la situation, que la production de 1933

dépasse celle de 1932 de 223.000 tonnes (1). Si l'on fait abstraction des chiffres relatifs à ces trois dernières années passées sous l'emprise de la crise, on voit qu'après des débuts assez pénibles pour remonter le chiffre très bas de 1919, les Mines de la Sarre, avaient retrouvé depuis plusieurs années le chiffre d'extraction de 1913 et que la moyenne des sept années de 1924 à 1930 lui est supérieure.

La position de la Sarre dans l'économie charbonnière mondiale ressort du tableau n° 2 (2) établi pour les cinq dernières années (3) et dans lequel, pour faciliter la comparaison, nous avons mis en tête la Sarre, la France et l'Allemagne.

Ce tableau montre, pour le monde entier, l'influence de la crise sur l'industrie charbonnière. Après 1929, année de prospérité et de maximum de production, la dépression commence en 1930 pour s'accroître en 1931 et 1932.

L'amélioration de 1933 provient surtout des Etats-Unis et de la Russie. (Cette dernière a produit 76 millions de tonnes en 1933 contre 30 en 1913).

En comparant les chiffres nous voyons que :

En 1929, la production de la Sarre était de 1,92 % de la production mondiale, 8,3 % de la production de l'Allemagne, 25,2 % de la production de la France.

En 1933, la production de la Sarre a été de 1,07 % de la production mondiale, 9,6 % de la production de l'Allemagne, 22,5 % de la production de la France.

(1) L'amélioration continue en 1934.

(2) A la fin de l'ouvrage.

(3) *Glück Auf*, du 24 mars 1934.

De cette comparaison, nous pouvons déduire deux observations relatives à la situation économique de la Sarre vis-à-vis de l'Allemagne et de la France.

La première, c'est que la production houillère de la Sarre est 22 à 25 % de la production de la France, alors qu'elle n'est que de 8 à 9 % de la production de l'Allemagne. Simple appoint pour la production allemande, elle est une fraction notable de la production française. La France est beaucoup moins riche que l'Allemagne en charbon. L'apport de la Sarre présente pour elle une importance beaucoup plus grande que pour l'Allemagne.

La deuxième concerne l'effet de la crise sur la Sarre. La Sarre minière a souffert de la crise moins que l'ensemble du monde, puisque, dans la production mondiale, sa part est passée de 1,02 % en 1929 à 1,07 en 1933, et, malgré le commencement de relèvement allemand de 1933, elle a souffert moins que l'Allemagne, puisque la production sarroise est en 1933 9,6 % de la production allemande au lieu de 8,3 % en 1929. Si, au lieu d'être englobée dans le système douanier français, elle avait été unie à l'Allemagne, si au lieu d'être économiquement orientée vers l'Ouest, elle l'avait été vers l'Est, la Sarre — ceci résulte des chiffres ci-dessus — eut été beaucoup plus durement atteinte.

III. — LE RENDEMENT

L'évolution la plus caractéristique est celle du rendement par journée d'ouvrier du fond et du jour, car c'est dans le rendement que l'on trouve l'expres-

sion du résultat des efforts faits pour améliorer les conditions du travail, des perfectionnements apportés aux méthodes et à l'outillage, de la meilleure utilisation du personnel et du matériel. C'est en étudiant chaque jour le rendement de ses divers quartiers que l'ingénieur voit ceux qui restent en arrière et qu'il doit particulièrement étudier, organiser, stimuler. C'est en surveillant le rendement des diverses fosses que les échelons supérieurs interviennent pour aider et diriger.

Les chiffres de rendement moyen indiqués au tableau donnent une preuve péremptoire que les Mines de la Sarre ont été conduites selon les règles d'une saine industrie.

Le rendement de 1920 fut très bas, plus bas qu'en 1919. (Nous verrons un peu plus loin qu'il y a un correctif à faire à cette énonciation). Il n'y a pas de quoi s'en étonner. Les ouvriers venaient de sortir de la guerre et de la période de troubles de 1919, ils avaient été fort mal ravitaillés, étaient déprimés, la discipline, faute de surveillance suffisante, s'était relâchée; ils se trouvaient avec des dirigeants appartenant à une nation contre laquelle ils venaient de combattre; il régnait forcément une certaine défiance qu'il fallait vaincre. En outre, pendant la guerre, l'effort avait porté uniquement sur l'extraction. Les travaux accessoires étaient en retard, le matériel souvent en mauvais état. Que de fois donnait-on comme explication de quelque accident : « Kriegsmaterial » (matériel de guerre) ! Bref, il fallait que la nouvelle direction reprenne l'affaire. Les résultats

ne pouvaient être immédiats. Ils se firent sentir peu à peu.

De 1920 à 1924, l'ascension du rendement fut régulière. Il y eut un fléchissement au cours des années 1925 et 1926 causé par des difficultés ouvrières qui, nous l'avons vu, amenèrent une grève perlée puis une grève ouverte. Les causes principales furent l'accroissement du prix de la vie, plus fort en Sarre qu'en France, plus marqué encore pour ceux des ouvriers qui habitaient l'Allemagne et l'inquiétude en présence de la dévalorisation du franc d'un personnel qui avait déjà vécu la crise du mark. Le rétablissement de la situation monétaire en France, la stabilisation du coût de la vie ramenèrent le calme, et, depuis 1927, sans interruption, le rendement a monté, dépassant, en 1928, celui de 1913, atteignant, en 1933, le chiffre de 1.118 (avec un maximum de rendement mensuel de 1.147 pour novembre). (En 1934, le rendement est monté à 1.171 en février).

Si nous voulons comparer d'une façon plus exacte les rendements réalisés par la Direction française avec les rendements réalisés par l'Administration prussienne, il faut tenir compte de deux faits.

1° En 1913, les Mines de la Sarre faisaient passer dans les lavoirs environ 25 % de leur extraction brute. A la suite de la construction de nouveaux lavoirs, la proportion dépasse aujourd'hui 50 %. On faisait donc entrer, autrefois, dans le calcul du rendement en production nette, les pertes subies maintenant au lavage sur le supplément de tonnage lavé. Si la proportion de tonnage lavé avait été en 1913

la même qu'actuellement, le rendement en production nette aurait été de 759 kgs au lieu de 784.

2° Le temps de travail n'est pas le même actuellement qu'en 1913.

Avant guerre, le temps de travail au fond était fixé par la loi prussienne du 14 juillet 1905. On avait pris comme définition l'intervalle de temps entre la fin de la descente et le commencement de la remontée. Cet intervalle était de huit heures. Le temps des cordées au personnel étant dans la plupart des cas d'environ une demi-heure, un ouvrier restait au minimum huit heures et demie au fond, et même plus quand la remontée n'avait pas eu lieu dans le même ordre que la descente. Ce dernier point pouvant donner lieu à des abus, le règlement de travail de 1912 avait limité à 8 heures et demie le temps effective-passé au fond par chaque ouvrier.

Après la guerre, la première modification résulta d'un ordre de service du 16 juin 1919, abandonnant la définition légale prussienne et prenant comme durée de travail l'intervalle entre le commencement de la descente et le commencement de la remontée, intervalle fixé à 8 heures. La durée de travail était ainsi diminuée d'une demi-heure.

Le 1^{er} août 1919, un ordre de service diminuait l'intervalle de base de une demi-heure. L'ouvrier n'était plus que 7 h. 1/2 au fond. Cette mesure a été rendue définitive par le règlement de travail du 3 septembre 1921.

Si nous admettons une durée moyenne de une demi-heure pour la descente du personnel, nous voyons

que la durée de présence au fond actuellement est d'une heure plus courte que sous le régime prussien.

Or, la durée du travail effectif est notablement inférieure à la durée de présence au fond. Il faut, en effet, déduire le temps d'aller au chantier et d'en revenir (qui parfois peut être considérable quand les exploitations s'éloignent beaucoup des puits de descente du personnel) ainsi que le temps de la pause pour le casse-croûte sans compter les arrêts provenant des causes techniques diverses (manque de matériel, délai pour rentrer au chantier après un tir, etc...). En faisant ces déductions, la durée actuelle du travail effectif au fond peut être admise comme égale à 6 heures 15.

Or, l'ouvrier avant la guerre était une heure de plus au fond qu'actuellement. Cette heure se retrouvait entièrement dans le travail effectif, car les temps employés pour les chemins jusqu'au chantier ou pour le casse-croûte sont restés les mêmes. On peut donc en conclure qu'à un temps de travail effectif de six heures quinze actuellement correspondait en 1913 un travail effectif de sept heures quinze.

Au jour, les ouvriers travaillent actuellement huit heures. Avant la guerre ils travaillaient dix.

En tenant compte des proportions relatives des ouvriers du fond et du jour, on voit qu'actuellement le temps de travail du personnel est, en moyenne, diminué de 16,4 % par rapport au temps de travail sous le régime de la loi prussienne.

Le rendement réalisé, en 1913, en tenant compte de la double influence des produits lavés et du temps

de travail serait ainsi ramené à 635 kgs. Autrement dit, si, en 1913, les Allemands avaient passé au lavoir le même pourcentage qui y passe actuellement et si la durée du travail au chantier avait été celle pratiquée aujourd'hui, le rendement net moyen journalier, en partant du rendement horaire réalisé, eut été de 635 kgs. C'est avec ce chiffre de 635 kgs que nous devons comparer les rendements actuels pour nous rendre compte du résultat des efforts qui ont été faits. La statistique nous montre que ce rendement a été atteint dès 1923 et qu'en 1933 l'augmentation atteignait 75 %. Cette augmentation ressortirait à un chiffre plus élevé encore, si les dernières années n'avaient été, comme nous l'avons montré, caractérisées, par suite de la crise générale, par un nombre assez grand de jours de chômage pendant lesquels les services essentiels d'entretien occupent un nombre relativement important d'ouvriers sans qu'il y ait de production en contre-partie.

*
**

A titre de comparaison, nous reproduisons le tableau des rendements de la Sarre en mettant en regard ceux obtenus aux mêmes époques dans le bassin de la Ruhr dans lequel une amélioration considérable a été réalisée au cours des dernières années, notamment par un grand développement des engins mécaniques, et par l'arrêt, dans d'importantes proportions, des fosses les moins productives.

<i>Années</i>	<i>Rendement fond et jour</i>	
	<i>Sarre</i>	<i>Ruhr</i>
1913	777	943
1921	515	626
1922	606	633
1923	639	(occupation)
1924	708	857
1925	680	946
1926	692	1.114
1927	740	1.132
1928	841	1.191
1929	836	1.271
1930	874	1.352
1931	901	1.490
1932	1.034	1.628
1933	1.118	1.677

Nous constatons que de tous temps les rendements de la Ruhr ont été supérieurs à ceux de la Sarre, aussi bien avant la guerre qu'après la guerre. Les conditions de gisement sont plus favorables.

Pour les comparer il faut remarquer que si en 1913, le temps de travail était le même dans les deux bassins, il n'en est plus de même actuellement. Le temps de présence au fond est actuellement en Sarre inférieur de une heure à ce qu'il était en 1913, alors qu'il n'a diminué que de une demi-heure dans la Ruhr (1). Il faudrait donc, pour une comparaison exacte, établir un rendement horaire.

(1) Cf Bureau International du Travail, *Les salaires et la durée du travail dans les mines de charbon*, Genève, 1928.

Si nous ne tenions pas compte de la différence de la durée du travail, nous trouverions de 1913 à 1933 une augmentation du rendement de 77 % dans la Ruhr contre seulement 44 % dans la Sarre. Mais nous avons montré plus haut qu'en tenant compte de la variation de la durée du travail et de la proportion plus grande de produits envoyés au lavoir, le chiffre de 44 % indiqué pour la Sarre devait être majoré.

Pour éliminer l'influence de la différence de la durée du travail nous comparerons, dans chaque bassin, les résultats de 1933 à une année d'après guerre depuis laquelle, dans chacun, les conditions de travail sont restées les mêmes. En comparant avec 1925, on trouve une amélioration de rendement de 64 % pour la Sarre et de 77 % pour la Ruhr.

Si le rendement du bassin de la Sarre est, et restera toujours, en valeur absolue, inférieur à celui du bassin de la Ruhr, si ce dernier, à la suite de mesures de rationalisation parfois d'une rigueur extrême au point de vue social, a fait d'énormes progrès, nous pouvons dire que l'amélioration de rendement réalisée aux Mines de la Sarre au cours des dernières années soutient une comparaison fort honorable avec celle du bassin de la Ruhr et est supérieure à celle de la plupart des pays européens.

IV. — LA SÉCURITÉ

Les augmentations de production et de rendement, réalisées, nous l'avons vu, non pas en faisant du « Raubbau », en prenant seulement les meilleurs parties du gisement et en délaissant les autres, mais au

moyen d'une sage rationalisation, de l'utilisation des engins modernes et d'un effort incessant du personnel de direction et de surveillance, n'ont pas été obtenues au détriment de la sécurité. Les Mines de la Sarre sont pourtant dangereuses, spécialement en raison de la nature très grisouteuse et poussiéreuse du gisement qui, avant guerre, avait occasionné plusieurs catastrophes.

Les efforts ont porté non seulement sur la lutte contre le grisou et les poussières, mais aussi sur la prévention des autres causes d'accidents. A ce point de vue, il faut mentionner que les règles du boisage introduites par la Direction française, pour diminuer les accidents par éboulements, sont plus sévères que celles imposées dans le Règlement de police.

En fait, le nombre de tués par 1.000 ouvriers, chiffre le plus caractéristique de la sécurité, car la façon de compter les blessés varie suivant les pays, est donné par le tableau suivant :

1,070	en	1920	0,854	en	1927
0,804	en	1921	0,864	en	1928
0,835	en	1922	0,835	en	1929
0,637	en	1923	2,436	en	1930
0,938	en	1924	0,688	en	1931
0,875	en	1925	0,613	en	1932
1,120	en	1926			

Ce tableau comporte deux remarques.

Le chiffre spécialement faible de 1923 se rapporte à une année où l'exploitation a été arrêtée pendant

cent jours, par suite de la grève. Les jours de chômage ont pu également contribuer à diminuer le nombre d'accidents en 1931 et 1932.

D'un autre côté, le chiffre de 1930 est exceptionnellement élevé en raison de la catastrophe de Maybach.

Au total, la moyenne des accidents mortels de 1920 à 1932, a été de 0,962 pour 1.000.

Un élément de comparaison est donné par la moyenne des divers autres pays pendant le même laps de temps :

Angleterre	0,955
France	0,984
Belgique	1,091
Hollande	0,979
Prusse	2,164
Etats-Unis	2,909

On voit que, malgré la catastrophe de Maybach, la Sarre, depuis 1920, se classe parmi les pays ayant eu les meilleurs résultats pour la sécurité.

Une objection pouvant être faite à cette comparaison, à savoir que les gisements des différents pays ne présentent pas les mêmes risques de danger, nous pouvons comparer les chiffres d'accidents mortels, dans les Mines de la Sarre, depuis 1920, à ceux des accidents mortels dans les mêmes mines avant la guerre. (Le chiffres particulièrement élevés de 2,470 pour 1.000 en 1917, et 2.157 pour 1.000 en 1918 sont explicables par les conditions forcément précaires

du travail pendant la guerre. Aussi nous ne nous en servirons point comme argument et nous nous contenterons d'examiner la période normale d'avant la guerre).

Le nombre d'accidents mortels pour 1.000 ouvriers a été en Sarre :

1900	1,551	
1901	1,582	
1902	1,621	
1903	1,535	
1904	1,005	
1905	1,130	
1906	1,286	
1907	4,198	(Catastrophe de Reden).
1908	1,405	
1909	1,267	
1910	0,965	
1911	1,129	
1912	1,335	
1913	1,049	

Si nous faisons la moyenne de ces années 1900 à 1913, nous trouvons le chiffre de 1,504. Si même nous ne tenons pas compte de l'année 1907, pour écarter l'influence de la catastrophe de Reden, la moyenne des treize années restantes est encore de 1,297. Même ainsi, elle est très supérieure à celle réalisée depuis 1920, dans laquelle entre pourtant la catastrophe de Maybach.

Cette comparaison avec les pays étrangers d'une part, avec la Sarre elle-même sous l'administration prussienne avant la guerre d'autre part, démontre d'une

façon péremptoire que le souci d'augmentation du rendement de la Direction française a été intimement lié au souci d'augmentation de la sécurité.

Pour éliminer l'influence des jours de chômage et l'influence de la proportion d'ouvriers du fond et du jour qui a pu varier, d'autres statistiques ont été dressées en se basant sur le nombre des postes faits au fond. Ces statistiques confirment les résultats auxquels nous sommes arrivés. (Par exemple: moyenne des accidents mortels pour 300.000 postes au fond au cours des dix dernières années avant la guerre, 1904 à 1913 : 1,763. Même moyenne pour les dix premières années après la guerre, 1920 à 1929 : 1,241.)

V. — L'EFFECTIF DU PERSONNEL EMPLOYÉ

Un point nous reste à voir dans l'étude du tableau statistique des résultats des Mines de la Sarre. L'effectif du personnel a augmenté rapidement au cours des premières années. C'était nécessaire pour remonter la production. De 1921 à 1927, il n'a varié que dans des limites assez étroites et l'augmentation de production a surtout résulté de l'augmentation de rendement. Depuis 1928, et surtout depuis 1931, il est en voie de forte diminution pour que l'augmentation du rendement ne procure pas des tonnages hors de proportion avec les possibilités d'écoulement des charbons sarrois. Nous avons d'ailleurs déjà montré que, si l'augmentation du rendement n'avait pas été réalisée, le personnel employé serait encore plus faible, car les possibilités de vente auraient encore été diminuées.

Si la crise économique que nous traversons actuellement se terminait, on pourrait envisager, après suppression des chômages, une nouvelle augmentation de personnel qui correspondrait progressivement à une augmentation des débouchés.

Certains ont tiré argument contre les Mines françaises de la Sarre de la diminution du personnel au cours des dernières années et de la diminution corrélative de la production. Il n'y a pas là un phénomène spécial à la Sarre. La crise des débouchés a amené à restreindre la production. La restriction de la production a forcé à restreindre le personnel. La diminution du personnel est un effet et non une cause. Cette diminution ayant été exploitée comme un argument en faveur du retour des mines à l'Allemagne, considérons ce qui s'est passé dans le bassin allemand le plus voisin de la Sarre, la Ruhr, au cours de ces mêmes années en nous servant de chiffres empruntés à l'organe des exploitations minières de la Ruhr (1).

Le nombre d'ouvriers inscrits dans les mines de la Ruhr était :

En 1913	426.033	1928	381.975
1922	552.384	1929	375.970
1924	462.693	1930	334.233
1925	433.879	1931	251.034
1926	384.507	1932	203.639
1927	406.484		

(1) *Glück Auf* (Berg- und Hüttenmännische Zeitschrift).

Le chiffre moyen de 1932 dans la Ruhr est de 222.394 unités inférieur à celui de 1913, la diminution est de 51 %, tandis que le chiffre moyen de la Sarre de 1932 (50.800) comparé à celui de 1913 (56.589) donne une diminution de 5.789 unités ou 10 %. La diminution dans la Ruhr est donc, proportionnellement, cinq fois plus forte qu'en Sarre.

Si nous faisons la comparaison la plus défavorable à la Sarre, en rapprochant les chiffres de 1932 de ceux de 1927, puisque c'est à partir de cette année qu'a commencé la forte diminution du personnel en Sarre, nous arrivons aux résultats suivants, tirés des chiffres des deux tableaux.

Le chiffre moyen des ouvriers en Ruhr en 1932 est sensiblement égal à 50 % du chiffre moyen de 1927.

L'effectif moyen du personnel en Sarre en 1932 est égal à 68 % de l'effectif moyen de 1927.

L'extraction mensuelle moyenne de la Ruhr a été, en 1927, de 9.833.000 tonnes, en 1932 de 6.106.000. La réduction est donc d'environ 38 %. La réduction correspondante pour la Sarre est de 22 %. (Nous ne comparons pas avec les chiffres de 1913, par suite du changement survenu dans la durée du travail).

Au cours de 1933, la situation de la Ruhr s'est améliorée. De 6.106.000 tonnes en 1932, l'extraction mensuelle moyenne est remontée à 6.483.000 (extraction totale 77.801.000) et le chiffre moyen d'ouvriers qui était de 203.639 en 1932 a été de 209.959 en 1933. On voit d'ailleurs que l'augmentation du chiffre du personnel ouvrier occupé n'est guère que de 3 % d'une année à l'autre, résultat qui semble bien faible quand

on le compare à la publicité bruyante faite autour de la lutte contre le chômage en Allemagne.

Les chiffres de 1933 comparés à ceux de 1927 donnent pour l'effectif moyen :

En Ruhr: 209.959 contre 406.484.

Diminution brute d'effectif : 196.525.

Diminution d'effectif par rapport à 1927 : 48,3 %.

En Sarre : 48.500 contre 74.810.

Diminution brute d'effectif : 26.310.

Diminution d'effectif par rapport à 1927 : 35,2 %.

Les mineurs du bassin de la Sarre ont, certes, subi, par des chômages et par des compressions de personnel, les effets de la crise. Ceux qui cherchent à exploiter cette situation oublient de dire ce qui ressort des comparaisons ci-dessus, à savoir que l'ensemble des mineurs de la Sarre a été nettement moins atteint par la crise que l'ensemble des mineurs de la Ruhr, et que, si la Sarre avait été économiquement séparée de la France, elle aurait été beaucoup plus durement frappée.

Au cours des dernières années, ce qui a sauvé l'industrie houillère sarroise c'est le fait d'avoir pu, entre la France et l'Allemagne, s'orienter pour la plus grande partie vers la France.

VI. — LES RÉSULTATS FINANCIERS.

Après avoir essayé de montrer la vie des Mines de la Sarre depuis la prise de possession par la France en 1920, notamment toutes les améliorations apportées aux installations du jour, aux méthodes et au

matériel du fond, après avoir montré le fruit de ces améliorations et des efforts faits, fruit synthétisé par une progression du rendement proportionnellement comparable à la progression du rendement des mines de la Ruhr, (bien que par l'effet des meilleures conditions de gisement et de la durée plus longue du poste de travail, celles-ci aient un rendement nettement supérieur en valeur absolue), après avoir montré que la recherche du développement économique n'avait pas exclu la recherche du développement de la sécurité et que la Sarre était un des districts miniers où la proportion d'accidents était la plus minime, nous voudrions, pour finir cette esquisse de l'industrie minière en Sarre, indiquer les résultats financiers.

C'est un problème assez délicat à traiter que de parler des résultats financiers d'une entreprise d'Etat, surtout quand cette entreprise est dans la situation très spéciale des Mines de la Sarre.

On admet dans tous les milieux qu'une entreprise privée doit faire des bénéfices. On admet beaucoup moins que l'Etat puisse en faire (peut-être parce que, dans la majorité des cas, l'Etat-entrepreneur s'est montré peu capable d'en réaliser). Dès que la Trésorerie de l'Etat présente un excédent, il semble que l'on doive s'ingénier à élever les dépenses pour le résorber. De même dès qu'il est connu que l'Etat-entrepreneur réalise un bénéfice, des protestations s'élèvent aussitôt, protestations des usagers qui réclament une réduction des prix, protestations des ouvriers qui réclament une augmentation des salaires, protesta-

tions devant lesquelles l'Etat est souvent forcé de céder, si bien que le bénéfice arrive à disparaître.

Si, au contraire, l'Etat-entrepreneur réalise une perte, des protestations d'un autre genre s'élèvent, protestations contre la mauvaise gestion d'un organisme destiné à pourvoir aux services d'intérêt général et non pas à se transformer en industriel, protestations des contribuables dont l'argent devra servir à couvrir le déficit.

Pour concilier les deux opinions, il faudrait que l'Etat-entrepreneur soit condamné à n'avoir ni bénéfice, ni perte, ce qui est impossible.

Nous ne croyons pas que ce rôle d'entrepreneur entre dans les attributions normales de l'Etat, quand il ne s'agit pas de services publics d'intérêt général. Quand des circonstances spéciales l'ont amené à assumer ce rôle (ce qui, nous l'avons vu dans le § 3 de ce chapitre, a été le cas pour les Mines de la Sarre) il n'existe aucun motif pour qu'il travaille dans des conditions différentes de celles de l'industrie privée. Une société anonyme dont la propriété est répartie entre des milliers d'actionnaires travaille industriellement pour obtenir un bénéfice dans les mêmes conditions qu'une société de quelques personnes ou même un entrepreneur isolé. Pourquoi en serait-il différemment quand, au lieu de milliers d'actionnaires, l'entrepreneur est l'Etat, c'est-à-dire une collectivité de plusieurs millions de personnes ? Mais la condition primordiale en est que l'entreprise prenne, non pas le caractère d'un organisme d'Etat, mais un caractère réellement industriel.

Les Mines de la Sarre ont connu les diverses sortes de critiques que nous avons signalées. Certains les ont accusées de réaliser des bénéfices monstrueux aux dépens du consommateur français et soutenu que leur rôle devait être d'envoyer en France du charbon aux prix les plus bas. D'autres ont prétendu que les bénéfices provenaient de ce que les salaires payés aux mineurs sarrois étaient trop faibles et montraient l'Etat français s'enrichissant scandaleusement grâce à la misère de la population ouvrière (1). L'annonce de bénéfices a toujours eu comme conséquence des demandes d'augmentation de salaires. Par contre, d'autres ont prétendu que, comme toutes les entreprises d'Etat, les Mines domaniales françaises de la Sarre étaient constamment déficitaires et ont parfois même présenté la thèse que le mieux était de les abandonner et de les rendre à l'Allemagne.

Toutes ces critiques, d'ailleurs contradictoires, n'étaient que l'expression d'idées préconçues sur le rôle des entreprises d'Etat et ne se basaient sur aucun fait précis ou, si elles utilisaient un chiffre, n'en voyaient que la valeur absolue sans se préoccuper de la valeur relative.

*
**

Etant donné le sujet et pour montrer, entre les opinions extrêmes quelle est la vérité, nous ne croyons pouvoir mieux faire, par suite de la haute autorité

(1) Nous verrons dans la deuxième partie ce qu'il faut penser de cette assertion.

de son auteur, que de reproduire la fin de l'exposé fait par M. Deffine, Directeur Général des Mines de la Sarre, au Congrès économique Franco-Sarrois, du 11 octobre 1927 (1) :

« L'examen des bilans successifs montre que, pour l'ensemble des sept exercices 1920 à 1926, le bénéfice disponible à verser au Trésor se monte au total de 287 millions de francs, ce qui représente 3 fr. 68 par tonne de charbon extrait et une moyenne annuelle de 41 millions de francs. Si l'on approche cette somme de la valeur en francs des 300 millions de marks-or représentatifs du capital, moyenne arithmétique des chiffres figurant aux différents bilans, soit 1.351 millions de francs, on trouve une rémunération moyenne de 3,03 %.

On voit d'autre part, au bilan de fin 1926, une réserve investie de 332 millions de francs, qui se décompose en 92 millions investis dans les immobilisations et en 240 millions investis dans le fonds de roulement. Le chiffre de 92 millions est le résultat de la conversion en francs de l'excédent des immobilisations sur les amortissements. Quant au chiffre de 240 millions, il représente les sommes qu'il a fallu prélever sur les bénéfices pour porter au niveau actuel le fonds de roulement extrêmement faible que nous avons reçu en 1920 avec les Mines de la Sarre. Ces sommes, rapportées à la tonne de charbon extrait, représentent respectivement 1 fr. 17 pour la réserve

(1) Reproduit par l'*Union Economique de l'Est* dans ses numéros de novembre et décembre 1927 et janvier 1928.

investie dans les immobilisations et 3 fr. 08 pour la réserve investie dans le fonds de roulement. Ajoutant ces chiffres de réserves au bénéfice disponible, on trouve un total de 7 fr. 93 par tonne.

Si l'on rapproche maintenant le montant de la réserve investie, soit 332 millions de francs, de la valeur à fin 1926 du capital de 300 millions de marks-or, soit de 1.809 millions de francs avec le mark-or valant 6 fr. 03 on trouve, en divisant par sept, puisque cette réserve résulte de sept exercices, un taux moyen de 2,62 %.

Donc, au total, le bénéfice disponible et la réserve investie représentent $3,03 + 2,62 = 5,65$ % de l'apport de 300 millions de marks-or.

On voit encore au dernier bilan que les immobilisations acquises se montent au total de 114.706.000 marks-or, ce qui représente 1 m. 47 par tonne, et que les amortissements se montent à 99.548.000 marks-or, ce qui représente 1 m. 27 par tonne.

Les résultats financiers des Mines de la Sarre ont donné lieu à des critiques, spécialement dans la presse allemande. Selon la thèse que l'on voulait soutenir, on a dit que les Mines de la Sarre étaient une entreprise déficitaire, ou bien qu'elles faisaient des bénéfices usuraires, et qu'elles exploitaient les consommateurs ou les ouvriers.

Les chiffres que je viens d'indiquer montrent que les Mines de la Sarre, ont pour l'ensemble des sept premiers exercices de la gestion française, fait des bénéfices modestes, mais honorables, eu égard aux

difficultés de toutes sortes qu'elles ont rencontrées, et sur lesquelles je ne m'étendrai pas.

Si, maintenant, pour examiner les résultats de cette gestion, on laisse de côté les notions d'amortissements, d'immobilisations, de réserves qui, dans un bilan, reposent nécessairement sur des conventions quelque peu arbitraires, et si l'on se borne à rapprocher les comptes débiteurs et les comptes créditeurs du bilan à la fin de 1926 de ceux du bilan d'entrée au début de 1920, on constate qu'à la fin de 1926 les bénéfices avaient permis de payer les travaux neufs, de verser effectivement 175 millions de francs au Trésor et de faire passer le fonds de roulement de 34 millions à 480 millions, soit une augmentation de 446 millions. Le fonds de roulement à la fin de 1926 comprend notamment 217 millions de trésorerie liquide, et, au passif, il n'y a aucune dette obligataire, ni aucun emprunt aux banques. Si les versements effectifs au Trésor ont été faibles, la situation financière à l'égard des tiers est fort légère et ce n'est pas avec des emprunts que nos dividendes ont été payés, ni que notre armature financière a été constituée. »

Les chiffres cités par M. Defline se rapportaient, comme on peut le voir, au bilan de 1926. Depuis lors aux années de prospérité qui ont duré jusqu'en 1929, ont succédé les années de dépression économique, qui ont touché les Mines de la Sarre comme toutes les entreprises industrielles. Elles n'ont pas dû être sans influence sur les résultats financiers. Comme les années favorables ont dû sensiblement s'équilibrer

avec les années défavorables, nous pouvons dans l'ensemble, dire qu'aujourd'hui encore, les considérations de M. Defline sont exactes : Les Mines de la Sarre, sans faire ni sans chercher à faire des bénéfices usuraires par l'exploitation des consommateurs et des ouvriers, bien qu'ayant eu à surmonter de nombreuses difficultés, ont fait des bénéfices honorables et pourraient en faire de plus importants si les conditions économiques redevenaient normales, et, malgré la crise actuelle qui les a frappées, elles ont des réserves solides et ne sont nullement dans l'obligation d'avoir recours au soutien de l'Etat.

CHAPITRE III

L'INDUSTRIE METALLURGIQUE

Après l'industrie extractive, l'industrie métallurgique est la deuxième industrie fondamentale du Territoire de la Sarre. Toute l'économie sarroise se résume dans cette alliance de la mine et de l'usine. Le sort entier du Territoire est lié au sort de ces deux industries-clefs et c'est leur prospérité ou leur dépression qui font la prospérité ou la dépression du pays.

§ 1. — Le développement de la métallurgie sarroise avant 1920

Quand on parle des usines de la Sarre, on les associe généralement dans la pensée aux houillères et un grand nombre de personnes croient que les usines se sont installées en Sarre, comme l'ont fait certaines usines dans le Nord, pour être à proximité du charbon. La vérité est toute différente et, si les usines de la Sarre profitent aujourd'hui de la proximité immédiate des houillères, nous pouvons dire que c'est un pur hasard.

On ne peut préciser la date exacte à laquelle la métallurgie apparut en Sarre. Mais les traces que l'on a retrouvées (par exemple à Dudweiler, en 1816) montrent que c'est à une époque fort ancienne. Les procédés, certes, étaient rudimentaires, les installations précaires, on les appelait des forges volantes, mais, malgré tout, ce sont les ancêtres des usines actuelles. Si cette métallurgie s'est installée en Sarre c'est, non pas pour profiter de la houille, dont les propriétés combustibles, nous l'avons vu, furent connues assez tard, mais pour profiter de la simultanéité de présence du minerai et du combustible. Le Sarre contenait, en effet, des gisements ferrugineux qui sont évidemment peu de choses si on les compare à ceux du bassin de Briey, mais, à l'époque, ces gisements, qui avaient le grand avantage d'être superficiels et non point en profondeur, apparaissaient comme étant la richesse de la région.

De tels gisements existaient dans la région de Friedrichsthal, de Dillingen, de Saint-Ingbert. Plus tard, on exploita les gisements de carbonate de fer de la région de Lebach et du Schaumberg, qui donnèrent naissance aux mines de Dörrenbach, Bieseltwald, Spechenwald, Greinhof.

Le combustible employé pour la fusion du minerai était le charbon de bois. Or, nous avons vu que la Sarre avait autrefois la plus grande partie de son territoire couverte de forêts par suite de l'influence du climat et de la pénurie de bonnes terres pour l'agriculture.

Les forges trouvaient donc dans la région de la Sarre moyenne, qui est celle de notre Territoire de la

Sarre, les meilleures conditions possibles pour se développer puisqu'elles avaient à la fois sur place le minerai et le bois.

Si l'on a pu, grâce aux scories découvertes, montrer que les forges existaient dans la région à des époques très reculées, ce n'est qu'en 1430 que l'on en trouve trace dans des documents écrits.

Du quinzième au dix-huitième siècle, les forges se développèrent. On en trouve une, en 1431, à l'Halberg, c'est-à-dire à l'endroit où se trouve aujourd'hui les usines de Brebach « l'Halberger Hütte ». En 1514, une autre est établie au voisinage de Neunkirchen, où, plus tard, seront les usines Stumm; une autre, en 1572, à Geislautern. En 1685, Louis XIV accorda au marquis de Lénoncourt l'autorisation d'établir une forge à Dillingen. Si l'on feuillette l'histoire des forges de la région entre le quinzième et le dix-huitième siècle, ce qui frappe, outre leur développement, c'est le grand nombre de Messins intéressés à cette industrie. Cette constatation confirme le fait que nous avons déjà vu à propos de l'exploitation des mines, l'union économique qui a de tous temps existé entre la région lorraine et la région sarroise.

Au dix-huitième siècle, on trouve 10 forges existantes dans le territoire de Nassau-Sarrebruck. C'est sous le prince Guillaume-Henri de Nassau-Sarrebruck (1740-1768) qu'eurent lieu, à Sulzbach, les premiers essais de cokéfaction pour remplacer comme matière première le charbon de bois par la houille avec le double but d'arrêter le déboisement et de fournir un débouché aux

produits des mines princières. La première expérience ayant réussi date du mois de juin 1765. Mais ce n'est que dans la première moitié du dix-neuvième siècle que le coke supplanta complètement le charbon de bois dans la métallurgie sarroise.

En 1776, le prince de Nassau-Sarrebruck afferma une partie des forges à la Compagnie française Leclerc-Joly. On observe des rapports étroits entre usines sarroises et usines lorraines. Les principaux débouchés étaient les arsenaux de Metz, Thionville et Sarrelouis et les salines lorraines.

Les guerres de la Révolution entravèrent la production industrielle. Lorsque le bail de la Société Leclerc-Joly fut expiré, les usines furent tantôt louées à diverses sociétés, dont la Société Equer, tantôt prises en régie. L'usine de Geislautern fut affectée à l'Ecole des Mines. Quand les baux arrivèrent à extinction, certaines usines furent vendues à des particuliers. C'est ainsi, qu'en 1806, l'usine de Neunkirchen fut vendue aux frères Stumm et l'usine Halberg aux frères Coulaux de Strasbourg, qui la revendirent, en 1809, aux frères Stumm associés aux frères Röchling. Le minerai, à l'époque, était encore fourni par les minières superficielles et les mines de la région du Schaumberg. La force motrice était donnée par l'eau. Le nombre d'ouvriers était environ de mille.

Peu à peu les mines de fer du pays s'épuisèrent. Il fallut alors faire venir le minerai de régions éloignées, du Hunsrück, de l'Eifel, de la vallée de la Lahn et également de la Lorraine et du Luxembourg. Le minerai

lorrain n'était d'ailleurs pas la minette actuelle, mais du minerai provenant de gisements superficiels exploités depuis longtemps et qui allaient rapidement s'épuiser. Le minerai, de quelque provenance qu'il vint, exigeait un transport, effectué le plus possible par voie d'eau, mais fort long et fort onéreux.

Les traités de 1815 qui donnèrent le territoire à la Prusse amenèrent, par la création de la frontière entre la France et la Sarre, un bouleversement économique en entravant les débouchés de la métallurgie sarroise vers l'Ouest. La période qui va de 1815 à 1850 fut une période d'activité médiocre, au cours de laquelle certaines des forges qui existaient au commencement du siècle disparurent. Par contre, certains progrès techniques furent réalisés qui firent sentir leur plein effet dans la période suivante. C'est ainsi que les forges de Neunkirchen mirent en activité le premier four à puddler en 1831 et le premier laminoir en 1833. Au cours de cette période, vers 1840 environ, l'usage du bois disparut complètement et les usines installèrent des fours à coke à côté des hauts-fourneaux.

La construction des voies ferrées, vers 1850, fit faire d'énormes progrès à la sidérurgie sarroise. Elle eut à fournir le matériel nécessaire à la construction et à l'exploitation de nouvelles lignes et elles profita du développement corrélatif des autres industries, notamment du développement de l'industrie extractive. La mine et l'usine sont liées ensemble. Elles jouent, vis-à-vis l'une de l'autre, successivement, le rôle de vendeur et celui d'acheteur. L'usine, en se développant, a besoin

de plus de charbon. La mine qui se développe a besoin de plus de machines et de plus de matériel.

Le développement des chemins de fer permit également aux usines de profiter, pour leurs débouchés, des nouvelles voies de communication, suppléant à l'insuffisance des anciennes voies d'eau de la Sarre inférieure et de la Moselle. L'ouverture du canal des houillères, en 1860, réunissant Sarrebruck à Gondrexange sur le canal de la Marne au Rhin, permit d'amener à moins de frais le minerai des environs de Nancy et resserra les liens qui unissent la Sarre et la Moselle, alors que rien n'était fait pour établir une voie d'eau facile entre la Sarre et le reste de l'Allemagne.

Le traité de Francfort, en 1871, arracha la Lorraine à la France et réunit dans le même système douanier la Lorraine et la Sarre. La métallurgie sarroise s'orienta dès lors, à peu près totalement, sur l'emploi de la minette lorraine. Plus de 90 % du minerai employé en Sarre était du minerai lorrain. Ce minerai phosphoreux ne permettait pas la fabrication de l'acier par le procédé Bessemer (1855) et les usines sarroises cherchèrent longtemps à lutter en maintenant la fabrication de profilés et de poutrelles en fer puddlé. Heureusement, en 1878, la découverte du procédé Thomas-Gilchrist rendit possible la déphosphorisation de la minette, augmentant ainsi la valeur industrielle du minerai lorrain et sauvant d'une ruine probable la métallurgie sarroise. Celle-ci prit dès lors sa structure définitive, les dernières petites forges disparurent et à leur place se développèrent les grandes usines qui existent actuelle-

ment, basées sur la production de la fonte Thomas en partant de la minette lorraine. C'est alors que la Sarre, la Lorraine et le Luxembourg se constituèrent comme une puissante unité économique. Nous devons retenir cette expression, tirée d'un auteur allemand (1). Il y a une unité économique entre la Sarre et la Lorraine. Les industriels sarrois le sentaient si bien qu'après avoir commencé à acquérir, dès avant 1870, des mines de fer dans le Luxembourg, ils s'assurèrent, après 1871, également une base minière en Lorraine.

Le total de leurs concessions dans les deux pays était en 1914 :

Dillingen	816 hectares
Röchling	1.349 —
Burbach	4.100 —
Halberger-Hütte	1.393 —
Stumm	2.566 —
Total.....	10.224 hectares

Les usines sarroises possédaient, en outre, 216 hectares en France dans le bassin de Briey et y avaient des participations dans 1.511 hectares.

En outre, et pour permettre une alimentation en combustible de leurs usines qui fut indépendante du fisc minier prussien, dont elles se plaignaient beaucoup, lui reprochant ses prix exagérés et parfois la difficulté d'obtenir le charbon, les diverses usines acquérèrent

(1) CARTELLIERI (W.) *Die Eisenindustrie an der Saar*, dans *Das Saargebiet, seine Struktur, seine Probleme*, page 225.

des concessions de mines de houille sur le prolongement lorrain du bassin de Sarrebruck, dans la région de Saint-Avold. Cette mesure d'intégration est intéressante à noter et il est utile de rappeler que certains milieux qui réclament maintenant le retour des mines au fisc prussien, essayaient alors de se rendre indépendants de lui en se tournant vers la Lorraine.

L'union industrielle sarro-lorraine ne s'arrêta pas là. Pour une tonne de fonte, il faut un poids de minerai environ trois fois plus fort que le poids de coke (3 tonnes de minette pour 1.100 kilogs de coke). Par ailleurs, nous l'avons vu, le coke de la Sarre était un coke peu apte à l'utilisation métallurgique. En réunissant ces deux considérations, les usines sarroises, qui étaient déjà propriétaires de mines de fer en Lorraine, furent amenées à y établir des filiales produisant la fonte avec la minette lorraine et du coke de la Ruhr, tandis que les usines-mères conservaient leurs aciéries sur le charbon. Dès 1871, Burbach avait créé des hauts-fourneaux à Esch dans le Luxembourg. Dillingen créa, en 1881, les hauts-fourneaux de Redange; les usines Stumm, de Neunkirchen, en 1890, ceux d'Uckange; les usines Röchling, de Völklingen, en 1897, ceux de Thionville; en 1906, les aciéries de Saint-Ingbert fusionnèrent avec la Société des Hauts-Fourneaux de Rumelange dans le Luxembourg; en 1911, les forges de Sarrebruck fusionnèrent avec les hauts-fourneaux de Dudelange.

On peut donc dire qu'avant la guerre, il n'y avait pas, à proprement parler, de sidérurgie sarroise mais une

sidérurgie sarro-lorraine trouvant sa base dans la minette, produisant sa fonte à proximité du minerai en Lorraine, la transformant en acier en Sarre. Quel exemple d'union étroite et d'intense collaboration entre ces deux régions, union et collaboration imposées par les conditions naturelles. C'est sous cette forme qu'avant la guerre et pendant la guerre fonctionnèrent les grandes usines sarroises.

§ 2. — L'union des capitaux français et des capitaux allemands dans la grosse industrie métallurgique sarroise

La grosse industrie métallurgique sarroise, celle traitant le minerai pour produire la fonte, puis l'acier se compose de cinq usines qui sont, par ordre d'importance :

1° Les usines de Burbach, fondées en 1856 par des industriels belges avec des capitaux belges, français et luxembourgeois, sous le nom de Société des Forges de Sarrebruck et qui, à la suite de la fusion de cette société avec la Société des Forges de Dudelange et la Société des Forges d'Eich, en 1911, sont une division de la Société des Aciéries Réunies de Burbach-Eich-Dudelange (Arbed).

2° Les usines de Völklingen, dont l'origine remonte à 1881, année où la Société de banque des frères Röchling acheta une ancienne usine arrêtée depuis 1878.

3° Les usines de Neunkirchen, dont l'origine remonte à 1514, achetées par les frères Stumm en 1806.

4° Les usines d'Halberg, à Brebach, fondées en 1755, devenues en 1809 la propriété des frères Stumm.

5° Les usines de Dillingen, fondées, nous l'avons vu, en 1685, par le marquis de Lénoncourt avec permission de Louis XIV.

Soit trois entreprises anciennes et deux datant de la seconde moitié du dix-neuvième siècle.

Si nous considérons l'origine des capitaux engagés, la situation, en 1914, était la suivante :

Une usine, celle de Dillingen, après avoir été pendant plus d'un siècle uniquement entre des mains françaises et avoir eu un directeur français jusqu'en 1878, avait vu, depuis 1815, une partie des capitaux français remplacés peu à peu par des capitaux allemands. Toutefois les capitaux français ne s'étaient pas laissés complètement supplanter et, après cent ans de séparation d'avec la France, représentaient encore 42,9 % de l'ensemble d'un capital de 16.875.000 marks, réparti en 750 actions nominatives (1). Nous pouvons donc dire qu'en 1914, Dillingen était une entreprise franco-allemande à faible majorité allemande.

Une usine, celle de Burbach, était une entreprise franco-belgo-luxembourgeoise avec très peu de capitaux allemands.

(1) Il est assez piquant de constater qu'un auteur allemand, (SCHLEIFENBAUM (F.), *Die wirtschaftliche Ueberfremdung der eisen-schaffenden Industrie des Saargebietes*), parle des capitaux français investis à Dillingen comme d'un envahissement par l'étranger, alors que la vérité historique est exactement inverse: Dillingen était une entreprise française, qui a été envahie par des capitaux allemands.

Les trois autres étaient des usines allemandes, dont la propriété était concentrée en très peu de mains. Les usines de Neunkirchen et de l'Halberg appartenaient à la famille Stumm. Les usines de Völklingen à la famille Röchling.

Mentionnons que, pendant la guerre, les actionnaires français de Dillingen, connus puisque les actions étaient toutes nominatives furent, en vertu d'une ordonnance du 15 mai 1917, dépouillés de leurs droits au profit d'un consortium d'actionnaires allemands et le produit de la liquidation fut placé par le liquidateur, au nom des actionnaires français, en emprunts de guerre allemands. Après l'armistice, un syndicat se forma pour réclamer la réintégration dans leurs droits des actionnaires français dépossédés. Sous la pression des circonstances, il leur fut donné satisfaction par décision de l'assemblée générale du 13 juin 1919.

Cette réintégration dans leurs droits des actionnaires français de Dillingen dépossédés pendant la guerre n'est qu'un épisode d'une transformation plus générale :

Nous avons vu que, depuis 1870, la métallurgie sarroise était une métallurgie sarro-lorraine, avec aciéries en Sarre, hauts-fourneaux, mines de fer et même concessions de houille en Lorraine, et que cette forme qu'elle avait prise lui avait été imposée par la nature des choses, par la situation géographique du minerai, la minette lorraine, qui lui était indispensable.

Après l'armistice, les usines et les mines de fer de Lorraine qui appartenaient aux sociétés allemandes

furent mises sous séquestre, provisoirement administrées par le Service industriel et le Service des mines, puis liquidées.

Les usines de Rédange, ainsi que les concessions de fer qui appartenaient autrefois à la Société de Dillingen (Rédange, Glück Auf, Bonne-Espérance, Malancourt, Gravelotte, Fontoy). furent acquises par la Société des Mines et Usines de Rédange-Dilling qui se forma avec la participation des actionnaires français de Dillingen, auxquels se joignirent diverses Sociétés industrielles : Aciéries de Micheville, Aciéries de la Marine et d'Homécourt, Société des Hauts-Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson, Compagnie des Forges d'Alès, Société des Aciéries de France.

Les dépendances lorraines des usines de Neunkirchen, à savoir les usines d'Uckange, les mines de Charles-Ferdinand, Ida, Lorraine, la minière de Bouvenberg, les concessions de Boulange, Chatel, Michelsberg furent acquises par la Société des Forges et Aciéries de Nord et Lorraine, formée sous les auspices de la Société des Forges et Aciéries du Nord et de l'Est.

L'usine de Thionville, dépendant des usines Röchling de Völklingen, et les mines d'Angevillers passèrent en la possession de la Société Lorraine Minière et Métallurgique, filiale de la Société des Aciéries de Longwy. Les concessions de mines de charbon furent acquises par la Société des Charbonnages de Faulquemont.

Les usines de Brebach (Société de l'Halberg) n'avaient pas de hauts-fourneaux en France, mais des participations dans les mines de fer de Dillingen et, avec

Dillingen et Neunkirchen une concession de mine de charbon qui passa entre les mains de la Société des Mines de Saint-Avold.

A la suite de la liquidation des biens des usines sarroises en Lorraine, l'unité préexistante entre le bassin lorrain et le bassin sarrois était rompue. Les usines étaient séparées de la base de leur approvisionnement en minette, qu'elles ne pouvaient remplacer. Par ailleurs, les prix de la minette lorraine et du charbon sarrois étaient fixés en francs alors que les usines allemandes se servaient du mark qui commençait à être instable avant de s'effondrer. L'union sarro-lorraine avait fait la force des usines sarroises. La séparation menaçait de les conduire à la ruine. Les industriels sarrois le comprirent, des négociations furent entreprises dès le mois de mai 1919 et une entente à peu près générale se fit entre les groupes allemands possesseurs des usines en Sarre et les groupes français qui avaient déjà acquis les usines et mines de fer complémentaires de Lorraine pour réaliser, par une large participation des capitaux français, une unité d'intérêts franco-sarrois et reconstituer le bloc sidérurgique sarro-lorrain, dont la formation est indispensable pour la prospérité de la Sarre.

Mentionnons que les aciéries Röchling de Völklingen restèrent à leurs propriétaires allemands, malgré des négociations entreprises pour y introduire une participation de la Lorraine minière et métallurgique, négociations qui échouèrent pour des motifs plutôt personnels qu'industriels. Cette exception permet

de réfuter l'assertion que l'introduction d'intérêts français dans la métallurgie sarroise a été obtenue sous la menace de ne plus approvisionner les usines en charbon. Les usines Röchling, pas plus que les autres, n'ont été privés de charbon. (Les usines Röchling, qui étaient avant la guerre co-propriétaires de la mine de Valleroy en France avec les aciéries de Longwy, ont, d'ailleurs, malgré tout, établi une certaine communauté d'intérêts avec les usines lorraines, comme le montre l'existence d'un comptoir commun de vente, la « Société Anonyme des Aciers fins de la Lorraine et de la Sarre », dite Lorsar).

Comme le dit un auteur allemand (1) : « Les perspectives d'assurer la concentration verticale avec les mines de fer et les hauts-fourneaux lorrains, ce qui était pour l'industrie sarroise (après la guerre) une question de vie et de mort (2), étaient devenues (par la liquidation des biens situés en Lorraine) très défavorables. La concentration ne pouvait être conservée que si l'on pouvait amener les acheteurs des biens liquidés à une communauté d'intérêts avec les sociétés mères ».

Les négociations ayant abouti, la situation, au point de vue du capital, des cinq grandes usines sarroises est actuellement la suivante :

1° Les usines de Burbach, division de l'Arbed, so-

(1) SCHLEIFENBAUM (F.), *op. cit.* page 42, avoué d'autant plus à retenir que l'ouvrage est conçu dans un esprit anti-français.

(2) *Eine Lebensfrage.*

ciété luxembourgeoise au capital de 1.250 millions de francs, ayant environ la répartition suivante : Groupe belge de la Banque de Bruxelles 40 %, Groupe luxembourgeois de la famille Barbanson 30 %, Groupe français et petits actionnaires, belges, français et luxembourgeois 30 %.

L'Arbed est un très puissant organisme ayant de nombreuses participations en Belgique, dans le Luxembourg, en France (Aubrives et Villerupt), en Allemagne, au Brésil, en Argentine, et un important domaine minier de 11.937 hectares, dont la plus grande partie est en Moselle (6.372 hectares), dans le Luxembourg (1.244) et en Meurthe-et-Moselle (1.199).

2° Les usines de Völklingen de la Société des Fonderies et Aciéries Röchling, au capital de 10 millions. C'est une affaire allemande, entre les mains de la famille Röchling.

3° Les usines de Neunkirchen de la Société des Aciéries de Neunkirchen, autrefois Stumm frères, société anonyme constituée au 1^{er} avril 1920, avec une participation de 60 % de la Société des Forges et Aciéries de Nord et Lorraine et 40 % des frères Stumm. Les Aciéries de Nord et Lorraine ayant, en 1926, transmis les deux tiers de leur participation à un groupe germano-hollandais, sous la direction de la banque Texeira de Mattos d'Amsterdam et de Otto Wolff de Cologne, et des augmentations de capital ayant eu lieu en mars 1929, septembre 1931 et février 1932, le capital actuel se trouve réparti entre les mains de la maison Gebrüder Stumm (40 %), le groupe international ger-

mano-hollandais (40 %), le groupe français (qui a un membre dans le Conseil d'administration) et divers (20 %).

4° Les usines de Brebach de la Société de l'Halbergerhütte, au capital de 19.500.000 francs, avec une participation de 60 % de la Société des Hauts-Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson et 40 % de l'ancien groupe allemand dépendant du groupe Stumm. Le Conseil d'administration se compose de membres français et allemands avec un premier président français et un second président allemand.

5° Les usines de Dillingen de la Société des Forges et Aciéries de Dilling, au capital de 75.060.000 francs. Les capitaux français engagés dans l'affaire sont actuellement de 60 %. Le principal actionnaire est la Société des Mines et Usines de Rédange-Dilling formée, nous l'avons vu, par diverses sociétés françaises. 40 % sont entre les mains des anciens actionnaires allemands, qui, comme ceux de l'Halbergerhütte, dépendent du groupe Stumm.

En résumé, nous trouvons une société (Röchling) sans capitaux français et quatre usines à participation française. Dans l'une (Neunkirchen) la majorité est allemande, dans une deuxième (Burbach) elle est belge et dans les deux autres (Dillingen et Brebach) elle est française.

§ 3. — La production de la grosse métallurgie sarroise

I. — CAPACITÉ DE PRODUCTION

La situation actuelle des principaux moyens de production des cinq grandes usines métallurgiques sarroises est donnée par le tableau statistique n° 3 (1).

II. — NATURE DES PRODUITS

Il ressort des tableaux statistiques que l'Halbergerhütte de Brebach est uniquement une fonderie et ne fabrique pas d'acier. Elle est spécialisée dans la fabrication des tuyaux en fonte pour canalisations d'eau, de gaz, de vapeur et la fabrication des radiateurs. Ceci explique pourquoi la Société des Hauts-Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson, elle-même grande productrice de tuyaux, s'est intéressée à l'affaire, remplaçant une concurrence par une collaboration.

Les quatre autres usines sont des aciéries. Toutes produisent des demi-produits : blooms, billettes, lingots et des aciers marchands de toutes sortes, laminés ou coulés, fers ronds, poutrelles, rails, traverses, et tous matériels de chemins de fer, tôles (spécialité de Dillingen), etc..., des pièces fondues ou forgées.

La Société des usines Röchling a une émanation : la Société des aciers fins Röchling (capital 2 millions) qui produit des aciers spéciaux, aciers à coupe rapide, à outils, aciers inoxydables, aciers au manganèse, etc... (C'est, en réalité, cette société qui détient les fours Siemens et électriques que nous avons indiqués sous

(1) A la fin de l'ouvrage.

la dénomination des usines Röchling aux tableaux statistiques. Si, au point de vue financier, les deux sociétés sont distinctes, au point de vue pratique nous pouvons les englober dans une même dénomination.)

Toutes les cinq usines produisent actuellement les sous-produits : sulfate d'ammoniaque, goudron, benzol, briques de laitier, et pour les aciéries les scories Thomas, utilisées comme engrais dans l'agriculture.

III. — ORIGINE DES MATIÈRES PREMIÈRES

Dans le premier paragraphe de ce chapitre nous avons déjà indiqué que, par suite de leur situation géographique, les usines métallurgiques sarroises, dont les premières furent fondées pour l'utilisation des ressources locales en minerai, avaient dû prendre comme base de leur fabrication la minette lorraine, dont elles ne sont éloignées que d'une soixantaine de kilomètres et que celle-ci leur était absolument indispensable. La minette est un minerai d'une teneur de 32 à 38 % de fer.

En 1913, les quantités et les % de minerai utilisés par la métallurgie sarroise, classés d'après leur origine étaient les suivants :

Allemagne (sans la Lorraine) et Luxembourg (compris dans l'union douanière allemande)	177.929 t	4,3 %
Lorraine	3.617.080 t	87,9 %
France	302.740 t	7,3 %
Autres pays d'Europe (surtout la Russie)	6.605 t	0,2 %
Indes	12.901 t	0,3 %
	4.117.255 t	100 %

Le maximum de minerai employé fut atteint en 1929 avec 5.609.627 tonnes, dont 91,3 % venait de France. En 1933, la répartition d'après les pays producteurs (fort analogue à celle des années précédentes) a été la suivante :

Allemagne	37.323 t	1,0 %
Lorraine	3.020.125 t	83,6 %
France de 1914	182.522 t	5,1 %
Luxembourg	270.646 t	7,5 %
Autres pays d'Europe (surtout Russie)	36.521 t	1,0 %
Pays hors d'Europe (Russie d'Asie)	25.365 t	0,7 %
Résidu de grillage des pyrites ..	40.952 t	1,1 %
	3.613.454 t	100 %

Les minerais venant de Russie et des pays hors d'Europe sont des minerais de manganèse, nécessaires pour les mélanges. Si l'on remarque qu'en 1913 le minerai provenant du Luxembourg était inclus dans le chiffre de l'Allemagne, on peut dire qu'actuellement comme avant la guerre le minerai de fer utilisé provient à peu près totalement de la France actuelle et du Luxembourg avec une participation française d'au moins 90 %.

Cette dépendance étroite de la métallurgie sarroise vis-à-vis de la minette lorraine est encore augmentée par le fait que les tarifs français de transport sont beaucoup plus favorables que les tarifs allemands. Des réductions sont accordées pour les expéditions par

trains complets ou pour les expéditions par wagons appartenant aux usines. La métallurgie sarroise — et les auteurs allemands le reconnaissent — est à la merci des producteurs de minette. Une grève dans le bassin lorrain immobiliserait la métallurgie sarroise, qui ne peut songer à faire venir d'autre minerai (1).

Le charbon à coke employé est le charbon gras de la Sarre auquel certaines usines mélangent du charbon de la Ruhr.

Nous avons vu que sa résistance à l'écrasement est peu considérable. Cette médiocrité du coke métallurgique sarrois a conduit les usines à employer des hauts-fourneaux de dimensions assez faibles.

Les hauts-fourneaux sarrois ont une capacité correspondant à une production de 200 à 350 tonnes par 24 heures, pendant que l'on trouve en Lorraine des fourneaux de 300 à 450 tonnes et en Ruhr des fourneaux de 400 à 900 tonnes et même 1.000 tonnes (2).

Les résultats déjà trouvés dans la fabrication du coke métallurgique permettent d'espérer qu'un jour viendra où le coke sarrois pourra donner satisfaction dans tous les hauts-fourneaux.

La chaux provient des fours à chaux situés sur le territoire de la Sarre et appartenant aux usines métallurgiques.

(1) Erich HAARMANN dans une conférence de mai 1933 à la Sté Géologique de Berlin : *Die wirtschaftsgeologische Lage des Saargebietes*, dit, en parlant du bassin lorrain, que le Traité de Versailles a arraché le bassin ferrugineux de l'Allemagne du Sud.

(2) WAGENER (A.). *Die Rationalisierungsmöglichkeiten der Saareisenindustrie* dans *Lebensfragen der Saarwirtschaft*, p. 62.

IV. — DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION
DEPUIS 1920.

Grâce à l'introduction des capitaux français dans les sociétés métallurgiques sarroises et à la communauté d'intérêts ainsi créée avec les sociétés françaises propriétaires des mines de fer de Lorraine, les usines de la Sarre n'avaient plus de craintes pour leur approvisionnement en minerai. Si la métallurgie sarroise pouvait ainsi assurer son existence, elle se trouva au cours des premières années du nouveau régime aux prises avec de sérieuses difficultés. La plupart provinrent de son orientation préexistante vers le marché allemand.

Pendant les premiers mois de l'année 1920, elle eut à souffrir d'une pénurie de combustible. Nous avons vu dans l'étude de l'industrie houillère la faiblesse de l'extraction au cours de cette année dont la raison doit être recherchée dans le mauvais état des installations, ayant manqué d'entretien pendant la guerre, et peut-être encore plus dans le mauvais état moral de la population ouvrière. Les mines de la Sarre qui, au surplus, avaient le devoir de suppléer au manque de charbon en France provenant de la destruction des fosses du bassin du Nord, furent obligées de contingenter la métallurgie en lui fournissant seulement le % qui existait en 1913 entre la consommation locale et la production totale du bassin. Cette pénurie ne dura d'ailleurs que quelques mois, car, sous l'effet des efforts fournis par la Direction française, la production mensuelle, malgré le rendement par poste encore bien

faible, avait pu monter de 725.465 tonnes en janvier à 873.224 tonnes en décembre.

Mais si l'approvisionnement en combustible, comme l'approvisionnement en minerai, était redevenu normal, la métallurgie sarroise reçut un contre-coup d'un phénomène monétaire : la chute du mark. Un franc valait 1 mark 45 le 1^{er} janvier 1919 et 7 marks 01 le 1^{er} mars 1920. Or, les métallurgistes devaient payer en francs la minette lorraine et vers la fin de l'année également le charbon. Leur prix de revient en marks des matières premières s'élevait donc. Le coût de la vie, par ailleurs et par suite également de la baisse du mark, augmentait en Sarre. Les ouvriers métallurgistes firent grève à la fin du mois de juin et il fallut leur accorder des augmentations de salaires en juillet, en septembre et en novembre 1920, cette dernière comportant également l'introduction des salaires en francs.

Les métallurgistes sarrois se trouvaient donc en mauvaise posture pour lutter sur les marchés de l'Allemagne du Sud avec les industriels allemands qui avaient profité de la dévalorisation de la monnaie nationale. Ils se retournèrent alors du côté de la France. Mais l'industrie métallurgique française subissait alors un bouleversement profond, causé par le rattachement brusque de l'industrie métallurgique de la Lorraine désannexée à la France. La France de 1913 avait produit 5.207.000 tonnes de fonte et 4.686.000 tonnes d'acier. La même année, la partie alors allemande de la Lorraine avait produit 3.864.000 tonnes de fonte et 2.286.000 tonnes d'acier. Il fallait

que l'industrie lorraine désannexée puisse prendre sa place dans l'économie de la mère-patrie et le problème était difficile à résoudre, car la capacité de production était plus accrue que la capacité de consommation. Aussi, les importations de Sarre en France étaient contingentées et ne pouvaient dépasser les quantités admises en 1913.

La production, pour toutes ces causes, fut en 1920 fort inférieure à celle d'avant-guerre. En 1921, alors qu'une crise de surproduction atteignait l'industrie minière et que les stocks sur les carreaux des Mines de la Sarre augmentaient de 94.013 tonnes (octobre 1920), à 697.755 (novembre 1921) l'industrie métallurgique en subit les effets d'une façon plus atténuée. Malgré une grève en mai et une autre plus longue en juillet, la production s'améliora et le gouvernement pouvait écrire dans l'un de ses rapports : « Il n'est pas vrai de dire que le bassin de la Sarre est menacé d'une catastrophe. Sa situation n'atteste ni une prospérité éclatante ni un marasme complet (1). Si l'on compare d'ailleurs la situation de la métallurgie sarroise pour cette année avec celle des provinces voisines, nous constatons que 70 % des hauts-fourneaux étaient à feu en Sarre, contre 37 % en Lorraine et 38 % au Luxembourg. » (2).

En 1922, une reprise sensible s'affirma. Au cours

(1) *Journal Officiel de la Société des Nations*, mai 1922.

(2) HERLY (R.), *Les conditions de production de la métallurgie sarroise*, page 69.

de cette année, la chute du mark s'accéléra. Il semble que l'industrie sarroise n'ait pourtant pas eu à souffrir sérieusement d'une concurrence d'outre-Rhin stimulée par cette nouvelle dépréciation de la monnaie. C'est que celle-ci était arrivée à un niveau où elle n'a que des inconvénients pour tout le monde, car les salaires se rajustent de suite à la valeur des signes monétaires et la dépréciation ne produit plus son effet stimulant.

En 1923, ce n'est pas non plus la chute catastrophique du mark (le cours du franc du 1^{er} avril au 31 mai passa de 132.625 marks à 399.250) (1), ni la concurrence allemande qui brisèrent le développement de la métallurgie sarroise, que l'on croyait sérieusement amorcée en 1922. La régression brutale de production fut le résultat de la grève des cent jours des mineurs, déclanchée à l'instigation de l'Allemagne à la suite de l'occupation de la Ruhr et entretenue grâce à ses subsides. Cet arrêt si prolongé du travail fut naturellement extrêmement préjudiciable à la métallurgie, qui voyait tarir sa source habituelle de charbon et dut faire venir des houilles étrangères fort coûteuses à cause des changes et des frais de transport.

En outre, comme les mineurs représentent, avec leur famille, presque un tiers de la population du territoire, la diminution de leurs ressources avait, comme conséquence, amené un ralentissement général des affaires

(1) *Journée Industrielle*, du 26 octobre 1923.

qui, à son tour et par contre-coup, occasionnait de nouveaux chômages, sources de nouvelles restrictions et notamment d'un arrêt presque complet de la construction. Comme conséquence, la métallurgie vit se fermer presque entièrement le débouché local. Aussi, alors qu'en janvier 22 hauts-fourneaux étaient à feu, en février (commencement de la grève), il n'y en eut plus que 13, en mars 5, en avril 6, en mai (fin de la grève) 11, en juin 18, en juillet 21, en décembre 22. La situation redevint normale pour la production de l'acier en août et pour celle de la fonte en décembre.

Puis, à partir de 1924 et malgré quelques soubresauts, tel qu'un lock-out des usines Röchling en septembre 1924, malgré également des difficultés dues aux variations de valeur de l'unité monétaire française, la métallurgie sarroise se mit à progresser jusqu'en 1929. Il n'est pas sans intérêt de remarquer que cette progression est liée avec un développement dans l'ensemble (à l'exception de 1927) des envois vers la France, montrant qu'une France prospère amène la prospérité en Sarre. En 1925, la production de fonte avait dépassé celle de 1913, en 1928, la production d'avant la guerre pour l'acier et les produits laminés était atteinte. L'année record fut 1929, la grande année de prospérité. La crise mondiale atteignit ensuite la métallurgie sarroise comme celle de tous les autres pays, et de 1930 à 1932 la production diminua, avec les conséquences habituelles : Renvois d'ouvriers et chômages. Un redressement s'est fait sentir en 1933, à la suite de commandes plus importantes de l'Allemagne.

Les tableaux statistiques 4 et 5 (1) montrent l'évolution de la production sidérurgique sarroise que nous venons d'esquisser.

Il faut remarquer qu'il faut compter en moyenne un fourneau en réparation par usine et que, par suite, sur 31 hauts-fourneaux, le nombre de 26 qui était en marche en 1926-1927-1928-1929 peut être considéré comme un maximum qu'on ne saurait guère dépasser.

Dans la production d'acier, il y a environ 3/4 d'acier Thomas pour 1/4 d'acier Martin.

A côté des produits principaux, fonte et acier, les usines sarroises ont une production appréciable de sous-produits. Celle-ci était en 1933 :

Scories Thomas	261.493 tonnes
Sulfate d'ammoniaque	20.944 —
Benzol	31.809 —
Goudron	102.904 —

La situation de l'industrie métallurgique, exprimée au moyen des chiffres de la production, se reflète dans les chiffres du personnel occupé. Comme, dans la métallurgie, le travail individuel de l'ouvrier reste beaucoup plus constant que dans la mine, si les chiffres relatifs aux premières années sont faussés par suite des grèves, on voit dans le tableau statistique N° 6 (1), qu'à partir de 1925, qui est l'année marquant le véritable début de l'état actuel, les hausses et les baisses dans les chiffres du personnel employé correspondent aux hausses et baisses de la production.

(1) A la fin de l'ouvrage.

V. — LA PRODUCTION MÉTALLURGIQUE SARROISE
COMPARÉE A CELLE DES AUTRES PAYS

Nous venons de voir le développement dans le temps de la sidérurgie sarroise depuis la mise en vigueur du Traité de Versailles que nous pouvons ainsi résumer : débuts difficiles de 1920 à 1923, dont nous avons indiqué les motifs, puis développement de 1924 à 1930, lié à une orientation généralement croissante vers la France et dépression depuis 1930 sous l'effet de la crise universelle.

Pour se faire une idée précise, il est nécessaire de considérer également la sidérurgie sarroise dans l'espace d'une façon analogue à ce que nous avons fait pour l'industrie houillère, c'est-à-dire de la comparer avec les sidérurgies des autres pays, notamment avec la métallurgie française et la métallurgie allemande.

La production mondiale exprimée en milliers de tonnes et répartie par pays au cours de la période que nous considérons est donnée par les tableaux statistiques N° 7 et N° 8 (1).

Deux remarques sont à faire avant l'étude de ces tableaux.

La production mondiale comprend, outre celle des grands pays producteurs indiqués, une production éparpillée dans les divers autres pays dont les statistiques sont insuffisantes. Par suite, les chiffres totaux indiqués ne sont pas d'une exactitude rigoureuse et ne doivent être considérés que comme approximatifs.

(1) A la fin de l'ouvrage.

Pour assurer une comparaison fondée de la situation d'avant la guerre avec la situation actuelle, les chiffres indiqués pour 1913 pour l'Allemagne et pour la France ne sont pas ceux de la production réelle de ces pays au cours de cette année, mais la production des territoires actuellement compris dans leurs frontières politiques, c'est-à-dire des mêmes qui ont fourni à chacun des pays la production des années 1920 et suivantes. La production de l'union douanière allemande de 1913 a donc été diminuée de la production du Luxembourg, qui y était alors inclus et des divers territoires, dont la Sarre, détachés de l'Allemagne à la suite de la guerre. La production de la France au cours de cette même année (5.207 milliers de tonnes de fonte, 4.686 milliers de tonnes d'acier) a été augmentée de la production de l'Alsace-Lorraine (3.864 milliers de tonnes de fonte, 2.286 milliers de tonnes d'acier).

Un premier fait ressort de ces tableaux :

Nous avons vu les difficultés de l'industrie sarrois. en 1920. Ce n'est pas un fait isolé, et la séparation de l'Allemagne n'en fut pas le motif principal. Les industries voisines en connurent d'analogues. La France, l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg souffrirent de la désorganisation résultant de la guerre qui les avait frappés, tandis que la Grande-Bretagne (acier en augmentation, fonte en diminution par rapport à 1913) qui n'avait pas été atteinte resta à peu près dans la même situation industrielle qu'avant la guerre et que les Etats-Unis accusèrent une production nettement supérieure.

En 1921, par contre, la crise qui avait eu son origine aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne sur les industries textiles et qui, ensuite, par une série de répercussions s'était étendue aux industries navales, mécaniques, minières et métallurgiques, suffisamment violente pour que la production d'acier en 1921 soit de 60 % inférieure à celle de 1920 en Grande-Bretagne et de 53 % aux Etats-Unis, cette crise atteignit, mais plus faiblement, parmi les métallurgies de l'Europe continentale, la métallurgie belge, et força la métallurgie française à rester dans la même situation qu'en 1920. Quant à la métallurgie allemande et à la métallurgie sarroise, elle a peut-être ralenti leurs progrès, mais ne les a pas empêchées de se relever du niveau où elles étaient tombées en 1920. Le progrès fut, d'ailleurs, beaucoup plus sensible en Sarre qu'en Allemagne. Rapportée à la production de 1920, l'augmentation réalisée en 1921 a été sur la fonte de 39,1 % en Sarre et 22,5 % en Allemagne et sur l'acier 36,8 % en Sarre et 16,2 % en Allemagne.

Si nous passons maintenant aux années postérieures, nous constatons que, dans l'ensemble, les variations de production dans la Sarre correspondent aux variations de production dans le monde. Quand le chiffre de la production mondiale de fonte ou d'acier augmente, le chiffre de la production sarroise est également en augmentation, quand le chiffre de la production mondiale baisse, le chiffre de la production sarroise est en diminution. Une seule exception a trait à l'année 1923 où la production mondiale est en augmentation, alors que

la production sarroise est en diminution. Nous avons vu que l'explication en est d'ordre politique plus qu'économique et que la grève sarroise n'était qu'une conséquence concertée de la résistance passive dans la Ruhr. D'ailleurs, si la diminution de 1922 à 1923 fut, en Sarre, de 19,5 % pour la fonte et de 18,9 % pour l'acier, les mêmes diminutions furent en Allemagne, respectivement, 47,4 % et 46,1 %.

En nous servant des chiffres du tableau, nous trouvons que la part de la Sarre dans la production mondiale était en 1913 de 1,68 % pour la fonte et de 2,71 % pour l'acier. En l'année 1929, année de la production mondiale maxima, sa part était de 2,12 % pour la fonte et de 1,81 % pour l'acier. En 1932, année de crise, sa part était de 3,37 % pour la fonte et de 2,92 % pour l'acier. La participation actuelle de la métallurgie sarroise dans l'industrie mondiale est donc plus grande qu'elle n'était avant la guerre. Le nouveau régime de la Sarre, sa séparation de l'Allemagne, n'ont donc pas eu l'influence néfaste que certains veulent bien lui attribuer, puisque la Sarre actuellement a augmenté sa quote-part dans l'industrie sidérurgique mondiale.

On peut objecter à ce raisonnement que les chiffres donnés pour l'ensemble du monde sont approximatifs et que, fussent-ils complètement exacts, l'influence prépondérante des Etats-Unis qui, à eux seuls, produisent souvent autant que les autres pays réunis, fausse la comparaison. Les variations de pourcentage de la production métallurgique sarroise dans le monde, dont le

numérateur, la production sarroise, est très faible en comparaison du dénominateur, la production mondiale, sont en effet trop influencées par les variations du dénominateur dont la plus grosse part est constituée par la production des Etats-Unis. Ces variations peuvent ainsi souvent refléter plutôt l'influence d'événements du nouveau monde que ceux des événements auxquels est liée la vie économique sarroise. C'est donc dans son cadre européen qu'il faut placer la métallurgie sarroise; c'est avec ses voisins, avec l'Allemagne, avec la France, puisque sa vie est entièrement liée à la vie de ces deux pays, qu'il faut comparer l'évolution de sa production pour nous rendre compte si sa situation actuelle l'a mise dans une position défavorable et si, économiquement, il eut mieux valu pour elle qu'elle restât dans l'unité allemande. Pour ne pas alourdir cette comparaison, nous considérerons, en les comparant à 1913, seulement quatre années que nous estimons être des étapes marquantes au cours de cette période.

— 1924 : année du commencement de la remise en ordre, pouvons-nous dire, après les bouleversements de toutes sortes qui ont suivi la guerre ;

— 1929 : année de la prospérité ;

— 1932 : année de maximum de la crise ;

— 1933 : année qui marque le commencement du redressement.

En désignant par 100 pour chaque pays sa produc-

tion en 1913, les productions des années considérées peuvent ainsi s'exprimer :

FONTE

	Sarre	Allemagne	France
1924	98,1	71,6	84,8
1929	153,5	122,8	114,2
1932	98,4	36,0	61,0
1933	116,1	48,2	69,7

ACIER

	Sarre	Allemagne	France
1924	71,4	80,3	99,0
1929	106,1	132,7	140,5
1932	70,3	47,1	80,8
1933	80,6	61,9	93,5

Si, dans la période 1924-1929 la production d'acier est proportionnellement plus faible que celle de l'Allemagne et que celle de la France, qui ont plus rapidement dépassé leur production de 1913, par contre, celle de fonte est supérieure.

Les chiffres les plus caractéristiques sont ceux des deux dernières années 1932 et 1933. La production de fonte de la Sarre est de 98,4, puis 116,1 % de sa production de 1913, alors que la production de l'Allemagne n'est que de 36,0 % et 48,2 %. La production d'acier, dans les mêmes conditions, est en Sarre de 70,3 % et 80,6 % contre 47,1 % et 61,9 % en Allemagne.

*
**

Les comparaisons que nous venons de faire nous conduisent à une conclusion analogue à celle que nous avons déjà énoncée dans le chapitre relatif à l'industrie houillère.

La métallurgie sarroise a souffert de la crise, mais au lieu d'exploiter cette situation en ne considérant que la baisse absolue de production et du nombre d'ouvriers occupés, en en rendant responsable la situation politique de la Sarre, il faut, pour être impartial, considérer la situation relative de la Sarre et de l'Allemagne. Et les chiffres nous montrent que la métallurgie sarroise a beaucoup moins souffert que la métallurgie allemande. Malgré le commencement de relèvement, indéniable, mais exagéré par la presse d'outre-Rhin, de l'Allemagne en 1933, celle-ci n'a encore produit que 48,2 % de sa production de fonte et 61,9 % de sa production d'acier de 1913, alors que la Sarre a produit 116,1 % de sa production de fonte et 80,6 % de sa production d'acier d'avant la guerre.

Si la Sarre avait été réunie à l'Allemagne, il est bien plus vraisemblable que son étiage de production aurait été à l'unisson du reste du pays et donc que sa situation eut été bien plus mauvaise que sa situation actuelle. C'est que, anticipant sur le chapitre du commerce, nous pouvons dire que si la métallurgie sarroise se maintient actuellement, c'est qu'elle profite de sa situation entre ses deux grandes voisines, la France et l'Allemagne. Selon la situation économique de l'une

ou de l'autre, les produits sarrois s'acheminent en plus grande quantité tantôt vers l'Est, tantôt vers l'Ouest.

Alors qu'en 1913, 52,6 % des produits fondus et 69,4 % des produits laminés de la Sarre s'en allaient vers l'Allemagne (non compris l'Alsace-Lorraine) et que 7,65 % de fonte et 3,5 % d'acier étaient exportés vers la France comptée dans ses limites actuelles, cette dernière a depuis lors accueilli les produits métallurgiques sarrois. En 1930, elle recevait 9,3 % de fonte et 34,3 % des produits laminés, alors que la part de l'Allemagne était de 42 % pour la fonte et 30,6 % pour les produits laminés. La crise se faisant plus vivement sentir en Allemagne, les exportations vers l'Est se ralentirent : 34,7 % de fonte, 26,9 % de produits laminés en 1931, 28,3 % et 30,2 % en 1932, tandis que — et c'est là où l'industrie métallurgique sarroise profite de sa situation — la proportion des exportations vers la France augmenta (Fonte : 18,6 % en 1931, 34,8 % en 1932. Acier : 34,7 % en 1931, 36,7 % en 1932).

C'est donc, pouvons-nous dire, en jouant sur les deux tableaux, que la métallurgie sarroise est arrivée à ne pas être dans un marasme plus complet. Une Sarre incorporée dans l'Allemagne eut connu des difficultés infiniment plus grandes, difficultés qui lui ont été épargnées grâce aux liens qui unissent la métallurgie sarroise à la France. C'est l'absence de frontière douanière entre la Sarre et la France, c'est la présence des capitaux français dans ses entreprises qui ont sauvé

d'une ruine à peu près certaine la sidérurgie de la Sarre.

Si au lieu de considérer l'évolution relative des trois pays Sarre-France-Allemagne depuis 1920 jusqu'à l'année actuelle, nous comparons maintenant la valeur absolue de la production dans chacun d'eux, nous constatons qu'en 1933, la production de fonte de la Sarre a été de 30,2 % de celle de l'Allemagne et de 25,1 % de celle de la France, et que la production d'acier a été de 22,1 % de celle de l'Allemagne et de 25,7 % de celle de la France. Le rapprochement de ces chiffres montre que la métallurgie sarroise, malgré la vétusté de certaines installations, est loin d'être négligeable vis-à-vis de celles des puissances voisines et qu'elle ne peut pas jouer un simple rôle d'appoint. Si l'on considère d'autre part que la surface de la Sarre est à peu près 0,3 % de celle de la France et 0,4 % de celle de l'Allemagne, on voit, ce que nous avons déjà eu occasion d'énoncer, que dans la vie économique du pays, la métallurgie prend une place d'une importance bien plus grande que dans les nations voisines.

§ 4. — Les résultats financiers des grandes usines

Les résultats financiers des grandes usines sidérurgiques de la Sarre au cours des années précédentes sont schématisés par les chiffres suivants :

Les Aciéries réunies de Burbach-Eich-Dudelange ont

donné un dividende de 300 fr. en 1928, (plus de 91 millions de bénéfices à répartir), 350 fr. en 1929 (107 millions de bénéfices à répartir), 200 fr. en 1930 (60 millions de bénéfices). Les dividendes des exercices 1931 et 1932 ont été nuls. La situation s'est améliorée en 1933 puisqu'un dividende de 100 fr. a été annoncé. D'ailleurs, cette société ayant une grande partie de ses installations en Luxembourg, on ne peut tirer des chiffres ci-dessus aucune conclusion sur les bénéfices propres de ses usines sarroises.

Les usines Röchling ont annoncé les bénéfices disponibles suivants : 1927 : 16.454.532 fr.; 1928 : 14.107.770 francs; 1929 : 13.983.917 fr.; 1930 : 6.799.301 fr.; 1931 : 3.094.123 francs.

Les usines de Neunkirchen, qui avaient donné un dividende de 8 % pendant les années 1928 (bénéfice : 6.283.117 fr.), 1929 (bénéfice : 5.795.570 fr.), 1930 (6.236.444 fr.) n'ont rien donné en 1931 (bénéfice : 3.972.137 fr.), ni en 1932 (7.901.192 fr. de perte).

La Société des Forges et Aciéries de Dilling a eu des dividendes croissants : 3 % en 1924, 6 % en 1925, 1926, 1927, 7 % en 1928 (bénéfice net : 4.821.738 fr.), 8 % en 1929 (bénéfice : 4.678.088) et 1930 (bénéfice : 4.906.869 fr.) pour devenir nuls en 1931 (où la Société a enregistré un solde déficitaire de près de 13 millions) et en 1932.

Le commencement de rétablissement opéré en 1933 et l'exemple connu de l'Arbed font augurer que les

résultats de 1933 ont dû pour toutes les entreprises être plus satisfaisants (1).

§ 5. — L'Industrie métallurgique de transformation

A côté de la grosse métallurgie, produisant la fonte et l'acier à partir du minerai, se trouvent un certain nombre d'entreprises de transformation du fer qui, si elles ne jouent pas le rôle de premier plan des cinq grandes usines que nous venons d'étudier, représentent toutefois un élément important de l'activité économique du territoire.

Lorsque la grosse métallurgie a produit le bloc de métal, il ne peut pas être employé sous cette forme; avant d'être livré au commerce, il doit être transformé en produits utilisables dans la vie courante.

Remarquons d'ailleurs que la grosse métallurgie ne s'arrête pas à la fabrication des lingots et que chaque usine, pratiquant la concentration, fabrique des produits directement utilisables par le consommateur. Nous avons vu par exemple que les hauts-fourneaux de Brebach fabriquent des tuyaux et des radiateurs, les aciéries de Dillingen des tôles de toutes sortes, les autres aciéries des poutrelles, des rails, etc..., toutes fabrications qui sont des produits finis. En outre, à l'intérieur de chaque usine, se fabrique une partie du matériel nécessaire aux besoins de l'usine elle-même.

(1) Au moment de la révision de nos épreuves, la Société de Dilling annonce également la répartition d'un dividende pour le dernier exercice.

Mais, à côté de ces fabrications entreprises dans les grandes usines, il y en a quantité d'autres, allant de la grosse machine à la casserole et à la petite quincaillerie qui sont l'objet d'entreprises méritant tout particulièrement le nom d'industrie métallurgique de transformation. Pour ces usines, le problème de la matière première ne se pose pas directement. Elles ont sur place ce qui leur est nécessaire. Le combustible leur est fourni par les mines, le métal par les usines productrices. Elles sont une sorte de prolongement de ces dernières, et la prospérité des usines des deux catégories est intimement liée. Si les usines de transformation sont des clientes toutes trouvées sur place pour les mines et les usines de production, inversement les mines et les usines, ayant besoin de machines et d'outillage seront amenées à se fournir vers les entreprises métallurgiques de transformation. Le développement des unes amène le développement des autres. Le phénomène est d'ailleurs général. Dans toute contrée où, soit sur le minerai, soit sur le charbon, s'établissent des usines de première fusion, on voit toujours se développer une industrie de transformation.

D'ailleurs, historiquement, les deux se confondent au début. A l'époque de la forme rudimentaire de l'industrie représentée par les forges volantes, il n'y avait pas de séparation. La forge traitait le minerai et livrait l'objet de consommation. Ce n'est que plus tard qu'il y eut une spécialisation et une séparation de la grande industrie productrice et de la moyenne ou de la petite transformatrice, et nous avons vu que, même actuelle-

ment, la séparation des deux catégories est loin d'être absolue.

La coexistence des mines et des usines des deux catégories est une caractéristique de la contrée industrielle en général. C'est le cas de la Sarre, contrée industrielle type.



Nous ne passerons pas en revue les diverses usines de transformation du Territoire. Elles sont trop nombreuses et d'importance inégale. On peut les répartir en trois catégories :

1) Les usines des produits de fer et d'acier, telles que fabriques de tuyaux, fabriques de tôles, boulonneries, fabriques de câbles, de produits en fer émaillé, d'articles de ménage, etc..

Cette catégorie comprenait, en 1933, 34 entreprises

2) Les fonderies, au nombre de 14.

3) Les usines de fabrication de machines, chaudières, matériaux de construction, soit 32 entreprises.

Nous nous contenterons d'indiquer les principales, en soulignant que, s'ils sont moins importants que dans la grosse métallurgie, les intérêts français sont également représentés dans cette branche.

1) Les usines de Saint-Ingbert de la Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Aciéries de Differdange-Saint-Ingbert-Rumelange (H.A.D.I.R.). Cette société a été constituée le 5 février 1920 pour la reprise des biens situés dans le Luxembourg, en Lorraine désannexée et

en Sarre de la « Deutsch-Luxemburgische Bergwerks- und Hütten-Aktiengesellschaft » et de la « Société de Rumelange-Saint-Ingbert », reprise ayant eu son origine dans la séparation du Luxembourg du système douanier allemand. Les modalités de vente des biens de ces sociétés et la détermination de leurs apports réciproques furent assez difficiles et les négociations laborieuses par suite de situations d'intérêts enchevêtrées, de locations réciproques, de participations à des mines et de la différence des droits allemand, luxembourgeois et français. La société, au capital de 80 millions, a été fondée par un groupe franco-belgo-luxembourgeois, comprenant notamment les Aciéries de la Marine et d'Homécourt, la Société générale de Belgique, Ougrée-Marihaye.

Il y a une certaine analogie, par suite de l'origine des capitaux, entre les usines de Saint-Ingbert de l'Hadir et les usines de Burbach de l'Arbed, toutes deux usines sarroises de sociétés luxembourgeoises à participations françaises et belges.

Les usines de Saint-Ingbert se composent essentiellement de laminoirs et peuvent fournir par an 150.000 tonnes de feuillards, fers marchands, fil de fer.

2) Les usines de la Société des Aciéries et usines à tubes de la Sarre.

Cette société a été constituée en octobre 1920 pour le rachat des usines que possédaient dans la Sarre les « Mannesmannröhren Werke ». La société est au capital de 50 millions de francs dont 60 % détenus par un groupe français formé autour de la Société Louvroil

et Recquignies et 40 % détenus par la Société Mannesmann.

Elle possède deux usines, une aciérie à Burbach (qu'il ne faut pas confondre avec les usines de l'Arbed qui comprennent non seulement une aciérie, mais des hauts-fourneaux) et une usine à tubes sans soudure à Bous.

L'usine de Burbach possède 6 fours Siemens-Martin pouvant produire 125.000 tonnes par an et un four électrique d'une capacité de production annuelle de 6.000 tonnes. Elle fabrique surtout des pièces moulées en acier. L'usine de Bous est spécialisée dans la fabrication de tubes sans soudure pour conduites de gaz et d'eau et a fabriqué jusqu'à 60.000 tonnes de tubes en 1929. C'est une des sociétés qui semblent avoir le mieux résisté à la crise, puisque de 1928 à 1932 le dividende est resté constant et égal à 6 % et que les bénéfices de 1932 étaient encore égaux aux 4/5 de ceux de 1929.

3) Les aciéries sarroises (Dingler Karcher), société au capital de 6 millions de francs, qui de 1920 à 1928, a eu une majorité française, actuellement disparue. La société est redevenue allemande.

Les usines de cette société comportent 4 convertisseurs, 2 fours Martin, 1 four électrique d'une capacité de production annuelle de 60.000 tonnes.

Elle fabrique des aciers spéciaux (au manganèse et au nickel), toutes pièces en acier et spécialement des roues dentées, des volants, du matériel de mine et de chemin de fer.

4) La fabrique de machines Ehrhardt et Sehmer, au capital de 13.200.000 francs. Cette société, comme la précédente, fut à majorité française de 1920 à 1928. A la suite d'assez grosses pertes, une réorganisation eut lieu avec participation d'un groupe allemand et actuellement 9.600.000 francs du capital sont entre des mains allemandes et 3.600.000 francs entre des mains françaises. Cette usine, qui occupe environ 1.100 ouvriers, fabrique des machines de tout genre, mais spécialement des machines pour laminoirs, des compresseurs, machines à vapeur, pompes à piston et turbo-pompes.

Nous venons de mentionner les usines de transformation les plus importantes qui occupent chacune plus de 1.000 ouvriers.

Parmi celles occupant moins de mille ouvriers, citons encore :

La Société métallurgique de Hombourg (Homburger Eisenwerk) au capital de 6.250.000 francs. Cette société a été créée lors de la transformation financière des usines Stumm de Neunkirchen, et comprenait alors 10 % de capital français, provenant de la participation des Forges et Aciéries du Nord et de Lorraine. En 1926, la participation française est passée entre les mains du groupe germano-hollandais Wolff-Teixeira de Mattos, qui prenait également la plus grande partie de la participation française à Neunkirchen. Actuellement, la Société métallurgique de Hombourg est pour moitié entre les mains du groupe international, pour moitié entre les mains du groupe Stumm.

Au point de vue technique, on peut considérer les usines de Hombourg comme une succursale des usines de Neunkirchen. Elles fabriquent spécialement du petit matériel de voie ferrée (tirefonds, boulons, crapauds, etc...), et des tubes à gaz, des tubes chaudières, des tubes pour automobiles et des petits objets en acier étiré.

La boulonnerie Karcher Roth, société allemande possédant une usine en Sarre et une dans le Wurtemberg, spécialisée dans la fabrication des boulons, vis, écrous.

La Société Seibert, importante usine de constructions métalliques, chevalements de puits, halls industriels, et de matériel de mine (berlines métalliques, couloirs, etc...).

La Société Georges Heckel (200 ouvriers environ), fabrication de câbles de toute espèce, notamment de câbles d'extraction pour les mines.

La Société Ernst Heckel (750 ouvriers), fabrication de transports aériens, de trainages, d'installations du traitement du charbon, etc..

Ces deux dernières sociétés, par suite de leur spécialisation, ont un large marché d'exportation et sont connues bien au-delà des frontières. La première trouve en outre sur place un client important dans les Mines de la Sarre.

Quant aux fabriques diverses de machines, de tôles, de chaudières, de wagons métalliques, d'articles de ménage, d'outils, aux fonderies et tréfileries, toutes entreprises dont le nombre d'ouvriers occupés actuel-

lement varie de 20 à 200, leur nomenclature serait sans aucun intérêt.

Il faut toutefois noter que, depuis 1925, un certain nombre de nouveaux petits entrepreneurs se sont établis et que, si le chiffre du personnel employé dans cette branche est plus faible en 1933 qu'en 1925, par contre le nombre d'entreprises est supérieur (80 au lieu de 60).

Mentionnons que certaines entreprises qui ont été entre des mains françaises sont redevenues allemandes au cours des dernières années. Les forges de Fraulautern, qui fabriquent des articles émaillés appartiennent à la Société française des Emailleries Réunies et Forges de Creil et de la Sarre.

*
**

En résumé, la métallurgie de transformation est une branche active, aux aspects fort variés, de l'économie sarroise. Comme dans la grosse métallurgie, des capitaux français y ont été investis, surtout dans les affaires les plus importantes, mais, comme leurs porteurs n'avaient pas l'envergure des grandes sociétés françaises intéressées dans la métallurgie de production, certains, soit à la suite de déboires, soit plus encore par crainte de l'avenir et l'incertitude de ce que deviendraient leurs apports si la Sarre revenait à l'Allemagne, se sont retirés. Une participation française serait plus forte le jour où ces craintes pourraient être dissipées.

14

La métallurgie de transformation est, avons-nous

dit, intimement liée, comme cliente et comme fournisseur, à l'industrie minière et à l'industrie métallurgique de production, dont elle est une sorte de satellite. Elle suit leurs vicissitudes. Ses périodes de prospérité et ses périodes de dépression coïncident forcément avec celles des industries-clefs. Aussi, après avoir montré l'évolution de ces dernières au cours des années qui viennent de s'écouler, est-il inutile d'insister sur celle de l'industrie de transformation. Il y a coïncidence : progrès jusqu'en 1930, dépression ensuite, commencement de relèvement en 1933. Cette marche est d'ailleurs visible dans le tableau ci-dessous qui indique pour chacune des dernières années le nombre de tonnes de produits fabriqués et le nombre moyen d'employés et d'ouvriers inscrits.

Métallurgie de transformation

Années	Tonnage fabriqué	Personnel moyen
1925	56.388	7.790
1926	67.282	8.118
1927	76.317	8.105
1928	83.685	8.363
1929	108.143	9.220
1930	128.096	10.353
1931	101.624	8.701
1932	67.352	6.900
1933	77.186	6.968

Nous pouvons, de ce tableau, faire deux remarques :

1) L'année la plus prospère, qui était 1929 pour la grosse métallurgie, a été 1930 pour la métallurgie de transformation. C'est que la grosse métallurgie était déjà atteinte par suite de la crise qui avait commencé en Allemagne, tandis que l'industrie transformatrice profitait encore des commandes passées dans la période de grand développement. Il y a eu un décalage de quelques mois entre l'industrie principale et l'industrie satellite.

2) Le redressement de 1933 par rapport à 1932 se manifeste surtout par le chiffre du tonnage fabriqué. Le chiffre du personnel est resté sensiblement le même, l'industriel commençant, dans son intérêt et dans celui des ouvriers qu'il emploie, par réduire les chômages et n'embauchant de nouveaux ouvriers que lorsque l'ancien personnel est pleinement occupé.

CHAPITRE IV

L'INDUSTRIE DU VERRE ET DE LA CERAMIQUE

A côté des deux grandes industries fondamentales du Territoire de la Sarre, l'industrie minière et l'industrie métallurgique, les autres industries apparaissent comme bien accessoires, et leurs vicissitudes n'affectent pas l'économie sarroise entière comme le font les deux premières. Les plus importantes au point de vue du commerce international sont l'industrie du verre et celle de la céramique. L'industrie du verre présente, en outre, l'intérêt historique d'avoir été pour la région sarroise une industrie florissante à une époque où l'industrie extractive n'occupait que quelques ouvriers. Les rôles actuellement sont renversés et, comme nous le verrons, le personnel aujourd'hui employé par les verreries est bien faible en comparaison de celui occupé par les mines. Ces industries méritent toutefois une mention spéciale, ne serait-ce que pour leur ancienneté.

§ 1. — L'Industrie du verre

I. — DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE DU VERRE

De même que nous avons vu de nombreux Messins s'intéresser au Moyen-Age aux forges sarroises, de même c'est un Lorrain qui a introduit en Sarre l'industrie du verre. En 1616, le gentilhomme verrier Jacque de Titry et sa femme née Jeanne de Condé obtinrent l'autorisation de construire sur le territoire de Ludweiler une verrerie qui fut ensuite transférée par Daniel de Condé à Wilhelmsbrunn et disparut pendant la guerre de Trente Ans (1). Par la suite, et favorisées par les comtes de Nassau-Sarrebruck, d'autres verreries s'installèrent dans la région (2). Comme les forges, les verreries s'établirent là surtout parce qu'elles trouvaient le combustible par l'exploitation des forêts qui couvraient presque entièrement le pays. Historiquement, l'industrie verrière comme l'industrie sidérurgique s'est établie en Sarre, non pas sur le charbon, mais sur le bois. En outre, les verreries trouvaient alors sur place le sable qui leur était nécessaire, de même que les forges y trouvaient le

(1) Nous pouvons remarquer que la « Déclaration de toutes les conditions qui doivent être incorporées au bail de la verrerie de Loudviller ainsy que s'ensuit », est rédigée en français.

(2) Les verreries de la Sarre se servent encore de termes, apportés par les vieux verriers lorrains, montrant bien l'origine française de cette industrie, tels que « gamin » pour l'aide-verrier, et « budell », corruption du mot bouteille. (LAUER (W.), *Die Glasindustrie im Saargebiet*, page 3).

mineral de fer. Toutes deux vivaient donc uniquement des ressources du sol de la région.

Les verreries, d'abord alimentées au bois, le furent plus tard au charbon, parfois, sous la pression des comtes de Nassau-Sarrebruck désireux de ménager les richesses forestières. Nous avons d'ailleurs déjà vu qu'elles furent favorisées et qu'elles conservèrent leurs houillères privées, alors que toutes les autres étaient reprises par le comte.

Plus tard, elles eurent le droit d'obtenir du charbon des houillères au prix de revient, privilège qui fut racheté par le fisc minier dans la deuxième moitié du xix^e siècle.

Il n'est pas étonnant que, protégées par l'autorité, jouissant non seulement des avantages que nous venons de voir pour la recherche de leur combustible mais encore d'un certain nombre d'autres privilèges tels que exonération complète ou allègement de nombreux impôts, suppression des droits de douane pour les matières qu'elles avaient besoin de faire venir d'autres pays, les verreries se développèrent. Leur personnel jouissait également d'avantages remarquables : exemption de diverses corvées pour les ouvriers, droit de pâture pour leur bétail, parfois droit de chasse pour les maîtres-verriers (1). Aussi peut-on lire, dans l'histoire de cette industrie, que les maîtres-verriers étaient des

(1) Les privilèges considérables des maîtres verriers en Lorraine datent d'une charte octroyée par Jean de Calabre qui gouvernait le duché en l'absence de René d'Anjou son père en 1448. (BEAUPRÉ (M.), *Les gentilshommes verriers*, page 11).

personnages importants et que les privilèges dont jouissaient les ouvriers les faisaient fort envier.

Nous ne suivrons pas l'historique des diverses verreries qui, depuis le ^{xvii}^e siècle, se créèrent puis disparurent successivement. Mentionnons seulement la création d'une verrerie en 1723 à Friedrichsthal par la famille Wentzel; d'une autre, en 1810, à Schnappach, par Charles Voppelius, verreries qui sont restées dans ces familles jusqu'à l'époque actuelle. La verrerie de Fenne, actuellement en marche, fut fondée en 1813, la cristallerie de Villeroy et Boch, à Wadgassen, en 1842.

Après la Révolution et l'Empire, l'industrie de la verrerie connut une crise. D'un côté, comme nous l'avons vu dans un chapitre précédent, l'administration française avait laissé aux verreries la disposition de leurs mines que le fisc prussien leur retira, non sans soulever de violentes protestations. Par ailleurs, les débouchés étaient alors surtout situés en Alsace-Lorraine et en France dont la Sarre fut séparée par la frontière du deuxième traité de Paris et il leur fallut en chercher de nouveaux vers l'Allemagne.

Après la création des chemins de fer et l'industrialisation intensive de la région, les verreries participèrent naturellement à l'essor général que nous avons déjà signalé. Il en fut de même dans la deuxième période de prospérité après la guerre de 1870.

Le développement de l'industrie verrière ressort du tableau suivant :

Années	Nombre d'entreprises	Nombre d'ouvriers
1625	1	15
1815	7	120
1830	11	200
1852	16	770
1880	15	2.500
1902	12	2.800
1913	13	4.000

Mentionnons que dès avant la guerre une concentration avait commencé dans l'industrie du verre, et que notamment les vieilles entreprises de Voppelius et de Wentzel avaient fusionné.

Mais déjà l'industrie verrière sarroise ne trouvait plus sur place les matières premières nécessaires. Si elle utilisait comme combustible le charbon sarrois, elle devait faire venir de la Champagne le sable quartzueux et la chaux blanche et fine dont elle avait besoin, la chaux fournie par la région étant de qualité insuffisante. Ces matières arrivaient et arrivent encore par les canaux. Un maître-verrier indique 429 kilomètres de transport par canal pour le sable, 205 pour la chaux (1). Il a également écrit : « Il faut reconnaître que l'industrie du verre est dans la dépendance de la France pour ses matières premières et que cet état de dépendance subsistera aussi dans l'avenir ». (2). Mais l'éloignement

(1) WENTZEL (L.), *Die Tafelglasindustrie des Saargebietes*, dans *Lebensfragen der Saarwirtschaft*, page 75.

(2) WENTZEL (L.), *op. cit.*, page 75.

des matières premières est une charge pour le prix de revient et rend l'industrie moins apte à la concurrence. C'est ce qui s'est passé pour la verrerie sarroise.

Pendant la période antérieure à la guerre, cette industrie souffrit beaucoup de la concurrence belge qui profitait de charbon meilleur marché et de salaires moins élevés. Les usines de verre à vitres qui produisaient 9.000.000 de m² en 1880, n'en produisaient que 2.000.000 en 1890. Les verreries accusaient le gouvernement allemand d'avoir laissé périlcliter l'industrie sarroise en ne la protégeant pas contre la concurrence étrangère et en n'ayant pas su créer une communication par eau avec l'Allemagne. (1).

Pendant la guerre, par suite de la mobilisation du personnel et du manque de combustible, la plus grande partie des établissements furent obligés de fermer. Quelques-uns seulement survécurent.

Les diverses usines étant spécialisées, nous séparerons, pour voir leur évolution depuis la guerre et leur état actuel, l'industrie du verre à vitres, l'industrie du verre à bouteilles et celle du verre moulé et de la gobeleterie.

II. — L'INDUSTRIE DU VERRE A VITRES.

En 1913, il existait sept entreprises disséminées travaillant la plupart dans des installations désuètes. La concentration, commencée avant la guerre, continua au cours de celle-ci, si bien qu'en 1920, les vieil-

(1) LAUER (W.), *op. cit.*, pages 162 et 163.

les entreprises étaient remplacées par deux usines modernes établies à Saint-Ingbert. De 1924 à 1929, une société exploita une usine à Sulzbach, surtout, d'ailleurs, dans le but d'y effectuer des recherches. En 1931, une des deux usines travaillant depuis 1920 fut arrêtée et achetée par la seule entreprise de verre à vitres qui, de la sorte, subsiste encore actuellement en Sarre, les Verreries Réunies Voppelius-Wentzel, affaire de famille réunissant les descendants de deux maîtres-verriers du XVIII^e siècle.

Ces verreries ont remplacé, depuis 1924, le procédé du soufflage par un procédé mécanique (Système Fourcault). Actuellement le travail du verre à vitres est assez semblable à celui du laminage d'un lingot. Cette introduction du machinisme a diminué la quantité de main-d'œuvre nécessaire proportionnellement bien plus que dans les mines et il est assez curieux de voir les détracteurs de la rationalisation des mines françaises, source, disent-ils, de renvois d'ouvriers, applaudir les résultats du développement du machinisme dans la verrerie. C'est d'ailleurs cette rationalisation qui a sauvé l'industrie du verre à vitres de la ruine qui a atteint l'industrie du verre à bouteilles.

Quand une verrerie employait autrefois 1.000 ouvriers, elle n'en a plus besoin maintenant que de 400. Quand elle consommait douze kilos de charbon, elle n'en consomme plus, maintenant, que six. Alors qu'en 1913, 1.715 ouvriers en moyenne avaient été occupés pour produire 23.800.800 kilos de verre à vitres, 671, moins de la moitié, suffirent, en 1930, pour

produire 26.002.230 kilos, quantité supérieure. Ces chiffres montrent le résultat du travail de concentration et de rationalisation.

20 % de la production environ va en France, surtout en Alsace et en Lorraine. Malgré les gains résultant de la rationalisation, le verre sarrois, par suite des frais de transport de ses matières premières, sable et chaux, ne peut concurrencer le verre français produit dans des conditions plus favorables, dès que la distance est un peu grande. Près de 80 % de la production est vendue en Allemagne, grâce à une large fixation du contingent entrant en franchise de douane.

Depuis 1931, l'effondrement du marché allemand par suite de la crise économique a eu une profonde répercussion sur l'industrie sarroise du verre à vitres et amené une très forte réduction du nombre d'ouvriers, qui, en 1932, était tombé à 333.

En juin 1932, les verreries Voppelius-Wentzel, tout en conservant leur indépendance, ont été comprises dans le groupe de la « Detag » (Société du verre à vitres allemand) pour pallier à la situation et régler en fonction de la consommation la production des usines travaillant avec le procédé Fourcault.

L'activité de cette industrie est résumée dans le tableau statistique n° 9 (1) où l'on voit nettement l'influence de l'introduction du procédé Fourcault en 1924 : augmentation de la production et diminution progressive du nombre d'ouvriers. Les effets

(1) A la fin de l'ouvrage.

de la crise sont visibles dans les chiffres de la production de 1931 et 1932.

Une anomalie existe pour le nombre moyen d'ouvriers occupés en 1931. Elle tient à la fermeture indiquée plus haut d'une usine au cours de l'année. Les ouvriers sont encore comptés alors que la production est des plus restreintes. Les chiffres de 1932 cadrent complètement avec ceux de 1930 et montrent comment cette branche a été relativement très touchée : La production en deux ans est réduite de moitié ainsi que le nombre d'ouvriers.

L'année 1933 montre une grosse augmentation de production sur 1932, tenant en partie à la légère amélioration générale de la situation économique sarroise et en partie à un fait très particulier, une demande locale momentanée intense à la suite de l'explosion d'un gazomètre à l'usine de Neunkirchen.

III. — L'INDUSTRIE DU VERRE A BOUTEILLES.

Cette industrie, autrefois florissante, est à l'heure actuelle complètement disparue. En 1920, il existait quatre entreprises comme avant la guerre, travaillant toujours d'après les vieux procédés. L'une d'elles essaya de transformer une installation à main en installation mécanique, mais les résultats financiers furent défavorables. D'ailleurs les principaux débouchés étaient en France, pays vinicole, si bien que la vente était irrégulière, subissant une diminution quand les résultats de la vendange étaient mauvais. En outre, les zones viticoles françaises étaient trop loin pour que les usines sarroises puissent soutenir

la concurrence de producteurs mieux placés, tant au point de vue des matières premières que des débouchés et travaillant plus rationnellement et à meilleur marché. En 1926 et 1927 trois disparurent, dont une succursale d'une société allemande et une société à capitaux français. Une seule entreprise, fabriquant spécialement les bouteilles à vin de champagne, filiale d'une maison allemande, subsista encore plusieurs années, mais finalement dût être arrêtée le 19 janvier 1931.

Dans la disparition de cette industrie, nous retrouvons l'influence des prix de revient trop élevés par suite du transport de matières premières éloignées et de la lutte entre les entreprises vieillotées et les entreprises modernisées, lutte dans laquelle les premières finissent toujours par être vaincues. Il est bien vraisemblable que cette industrie ne renaîtra plus en Sarre.

Le tableau statistique n° 10 condense les résultats de la période 1920-1932.

IV. — L'INDUSTRIE DES VERRES COMPRIMÉS ET CREUX

Des trois branches de l'industrie verrière, c'est la seule qui, non seulement a pu se maintenir, mais qui, au cours des dernières années, s'est considérablement développée.

Les deux entreprises existant en 1913 sont toujours en exploitation. La plus ancienne est la verrerie de Fenne, fondée en 1813, primitivement affaire de famille (Raspiller et C^{ie}). Depuis 1909, cette verre-

rie fait partie de la Société des Verreries de Trois-Fontaines, constituée avec un capital de 2.500 actions de 1.250 francs presque uniquement entre des mains françaises pour reprendre avec la fabrique de Fenne la fabrique de verres de Trois-Fontaines, en Lorraine. Dès avant la guerre l'affaire était donc française et l'est restée.

La Société de Trois-Fontaines fabrique surtout la gobeleterie, les services de table, carafes, bocaux à conserves, la verrerie pour horlogers.

La deuxième entreprise est la cristallerie de Villeroy et Boch, à Wadgassen, fondée en 1842, qui fabrique des articles de cristallerie fine.

Le développement de ces industries tient à la diversité de leurs produits, permettant de combattre plus facilement la concurrence et au fait que la plus grande partie de la production s'écoule vers la France.

Par exemple du 1^{er} avril 1930 au 31 mars 1931, 7.065 tonnes de verres creux ont été expédiées par les chemins de fer sarrois sur la France, pour une production de 7.197 tonnes en 1930, et 9.126 tonnes en 1931. On peut estimer à 80 % la porportion de la production qui est vendue en France. C'est le rattachement au marché français qui a permis à ces deux affaires de prospérer.

Pendant les premières années après la guerre le chiffre de production fut nettement inférieur à celui d'avant la guerre. C'est en 1927 que celui-ci fut atteint et de 1927 à 1931 on constate un développement rapide,

puisque, en 1931, la production était égale à plus de deux fois et demi celle de 1913.

Naturellement, nous trouvons également dans cette industrie l'effet de la crise, mais qui ne s'est manifesté qu'en 1932 avec une production de près de un tiers inférieure à celle de 1931, mais encore égale à plus de 180 % de celle de 1913. (Tableau statistique n° 11).

§ 2. — L'Industrie de la Céramique

Cette industrie venait, avant et depuis la guerre, au point de vue de l'importance, après l'industrie de la verrerie, puisque, en 1930, elle occupait 2.130 ouvriers alors que le nombre total d'ouvriers verriers était de 4.017. Par suite du déclin de l'industrie du verre à vitres et de celle du verre à bouteilles que nous avons vu, l'industrie de la céramique, avec 1.603 ouvriers en 1932, tient la troisième place, mais avec un large écart, derrière l'industrie minière et l'industrie métallurgique.

L'industrie de la céramique s'est fondée en Sarre parce qu'elle y trouvait la matière première nécessaire.

Comme pour l'industrie du verre, ce fut un Lorrain, Villeroy, de Metz, qui en fut le véritable créateur en transférant, en 1791, à Vaudrevange près de Sarrelouis une faïencerie qu'il avait créée quelques années auparavant dans le voisinage de Sarreguemines. Par ailleurs, en 1809, le propriétaire de la faïencerie de Sept-Fontaines, près de Luxembourg, Boch, attiré

par les avantages de transport par eau qu'il pouvait espérer par suite de la proximité de la Sarre, acheta pour 35.000 francs l'ancienne abbaye de Mettlach et y créa une faïencerie, en 1812.

Le combustible était primitivement le bois, mais fut, comme dans la verrerie, ultérieurement remplacé par le charbon. Les deux entreprises s'unirent en 1841, pour mettre fin à une concurrence désastreuse pour toutes deux, et fondèrent la Société Villeroy et Boch, qui est devenue, grâce à une suite de développements et de progrès techniques, une des plus importantes maisons de céramique d'Europe. Bien que la vieille manufacture de Vaudrevange ait été fermée en 1931, la Société avec ses établissements de Mettlach et de Merzig est de beaucoup la plus puissante de cette branche en Sarre.

Par suite de l'origine lorraine de la famille Villeroy, la société est, pour une importante partie, française et les capitaux sont français, sarrois, belges et luxembourgeois. Ajoutons qu'une société anonyme française Villeroy et Boch s'est fondée, le 10 mai 1932, par transformation d'une société en commandite simple du même nom, avec un capital de 200 actions de 500 francs et siège social à Metz. Elle a pour objet principal la vente des produits céramiques provenant des usines de Mettlach.

En dehors des manufactures de Villeroy et Boch, deux autres entreprises de céramique existent en Sarre, une firme allemande, la maison Pabst à Hombourg et une entreprise française, la fabrique de Carreaux et Tuileries Mécaniques de Kleinblittersdorf,

avec un capital formé de 200 actions de 10.000 francs

Si nous comparons l'évolution de cette industrie depuis 1920 avec celle de la verrerie, nous constatons une analogie avec l'industrie du verre creux. Dans les deux industries, où existent des intérêts français, on observe de 1920 à 1925 que la production est très inférieure à celle d'avant-guerre. A partir de 1925, le développement est plus rapide, montrant que le rattachement au système douanier français fait plus gagner que ne fait perdre le détachement du système douanier allemand. En 1930, cette industrie produit plus qu'avant la guerre. Malheureusement, la crise fait apparaître une diminution en 1931 et 1932 qui n'est toutefois pas comparable à la disparition totale de l'industrie du verre à bouteilles ou à la réduction de moitié, en deux ans, de l'industrie du verre à vitres orientée vers l'Allemagne.

En 1933, un relèvement assez vif se fait sentir et le nombre d'ouvriers atteint le maximum d'après la guerre (1).

(1) Tableau statistique n° 12 à la fin de l'ouvrage.

CHAPITRE V

LES INDUSTRIES ACCESSOIRES

Un grand nombre d'industries secondaires gravitent autour des industries principales, mines, métallurgie, céramique, verrerie. Mais, dans l'ensemble elles ont un caractère local et nous ne ferons que les passer assez sommairement en revue.

§ 1. — L'Industrie des produits terreux

Un premier groupe peut être formé avec les industries des matériaux de construction. Nous y trouvons :

1° De nombreuses briqueteries, réparties sur toute la surface du territoire. Elles se sont établies à proximité des gisements d'argile qui leur était nécessaire pour éviter des frais de transport d'une matière pondéreuse. Leurs débouchés sont uniquement locaux, chaque briqueterie fournissant la région où elle se trouve. Elles se sont surtout développées après 1870, à l'époque de l'essor des mines et de l'industrie en général. A côté des fabriques de briques ordinaires et

de tuiles, il faut mentionner les fabriques de briques de laitier des usines métallurgiques.

2° Des fours à chaux situés dans les zones du calcaire conchylien. Primitivement fournisseurs de l'agriculture et de l'industrie du bâtiment, ils se sont fortement développés pour fournir la chaux nécessaire aux usines métallurgiques. Un certain nombre de carrières de calcaire et de fours à chaux ont été ou achetés ou mis en exploitation par les usines.

3° Des carrières de pierre dure dans la partie nord de la Sarre, dans la région des contreforts du Hunsrück.

4° Une cimenterie privée existant avant la guerre et deux cimenteries annexes d'usines, mises en marche en 1927.

5° Deux usines de produits réfractaires, dont l'une a dû fermer à la fin de 1931 et a pu rouvrir en 1933, à la suite de l'amélioration générale de la situation économique en Sarre. Elles se sont créées aux environs de 1890 pour fournir les revêtements réfractaires des divers fours métallurgiques. Leur emplacement n'a pas été déterminé par la matière première, qui doit venir de l'extérieur, mais par le voisinage de la clientèle. La matière première doit subir des frais de transport, la matière transformée n'en subit à peu près point.

Toutes ces industries sont donc, ou bien des industries annexes de la métallurgie ou destinées à satisfaire les besoins de la construction locale. Leur production, par suite, a été affectée par la crise qui,

depuis 1930, sévit dans le bâtiment sarrois, ainsi qu'on peut le constater dans les tableaux statistiques n^{os} 13, 14, 15 et 16 (1).

A la suite de l'amélioration signalée en 1933 dans les diverses branches de l'industrie sarroise, la construction des maisons a repris une certaine activité, qui a eu une répercussion dans l'amélioration des industries de matériaux de construction.

Si nous écartons les dernières années, marquées du signe de la crise universelle, on voit que le nombre total de briques et de tuiles, chiffre assez caractéristique de l'activité de la construction locale est depuis 1925, incorporation de la Sarre dans le régime douanier français, supérieur à ce qu'il était avant la guerre.

Or un vieux dicton est toujours vrai : « Quand le bâtiment va, tout va ». Il y a là, pensons-nous, un signe indéniable de prospérité sous le régime actuel.

§ 2. — L'Industrie de la Brasserie

La brasserie est une industrie qui, depuis la guerre, a pris, en Sarre, une assez forte extension. Elle est avant tout organisée pour satisfaire la consommation locale, liée comme telle au développement de la population en rapport lui-même avec le développement de l'industrie. Aussi les brasseries sont-elles situées dans les grandes villes du territoire : Sarrebruck, Sarre-

(1) A la fin de l'ouvrage.

louis, Neunkirchen, Merzig, Saint-Ingbert, Hombourg, Ottweiler. Une société à capitaux sarrois, français et belges a une usine à Walsheim et, débordant le cadre de la consommation locale, fait des efforts pour atteindre la clientèle française. Elle a des dépôts en France dans un grand nombre de villes, notamment dans la région du Sud, pourtant fort éloignée, où sa bière est estimée, et elle atteint même quelques villes des pays méditerranéens.

Le tableau statistique n° 17 (1), dressé par périodes allant du 1^{er} avril d'une année au 31 mars de l'année suivante, donne la production de bière du territoire.

On observe une progression constante jusqu'en 1930, puis une décroissance dûe à la crise. Le chiffre de consommation par tête d'habitant est nettement supérieur à celui de l'Allemagne, 120 litres en 1930-1931 en Sarre contre 80 en Allemagne à la même époque. Par ailleurs, on peut constater que la consommation par tête diminue avec les époques de crise. On peut donc, dans une certaine mesure, la considérer comme un indice de la prospérité d'une région (naturellement pour les régions où la bière est la boisson nationale). En comparant donc le chiffre par tête de la consommation sarroise et celui de la consommation allemande et en observant la progression de consommation en Sarre depuis 1921, on peut en conclure que le régime actuel de la Sarre est loin d'avoir été une source de misère.

(1) A la fin de l'ouvrage.

§ 3. — L'Industrie du Tabac

C'est une industrie très ancienne en Sarre, où des fabriques existent depuis plus de cent ans à Merzig et à Saint-Wendel. Elle s'est également très développée depuis la guerre, notamment par la création de filiales de maisons allemandes. Il existe actuellement dix-huit entreprises (9 de tabac à fumer, 5 de cigares, 4 de cigarettes) occupant près de 2.000 personnes.

L'évolution de la production la plus caractéristique, celle du tabac fin à fumer, est donnée par le tableau statistique n° 18 (1) que nous reproduisons, car il confirme la proposition que nous avons énoncée à propos de l'industrie de la brasserie. Nous y voyons croître, chaque année, la consommation par tête, ce qui peut certainement être considéré comme un indice de bien être avec un recul caractéristique de la diminution des ressources à la suite de la crise en 1931-1932.

§ 4. — Les autres industries

Une population qui doit sa densité accrue aux industries précédemment étudiées en a naturellement vu naître d'autres susceptibles de satisfaire ses besoins. Il ne s'agit plus, comme pour la métallurgie, la verrerie ou la céramique, d'entreprises qui se sont fondées parce qu'elles trouvaient dans le sol ou le sous-sol les matières premières nécessaires et dont le rayon

(1) A la fin de l'ouvrage.

d'action dépasse de beaucoup les bornes du Territoire, mais seulement d'entreprises de transformation, qui se sont créées parce qu'elles étaient sûres de trouver sur place, avec des capitaux, des moyens de transport, des entreprises commerciales, une clientèle nombreuse. Ce sont, dans l'ensemble, les industries que l'on trouve dans toutes les régions à forte population. Il serait impossible de toutes les citer, d'autant plus qu'il est fort difficile de fixer une limite entre la petite entreprise industrielle et l'artisanat. Au reste, étant donné leur rayon d'action qui est, en général, restreint à la consommation locale, elles ne présentent pour nous qu'un intérêt secondaire, nous nous contenterons donc de mentionner les branches relativement les plus importantes :

— L'industrie chimique, la fabrication de produits pharmaceutiques, une poudrerie à Saint-Ingbert, une fabrique d'explosifs, avec participation française, fabriquant spécialement les explosifs de sécurité agréés dans l'exploitation des Mines de la Sarre, une fabrique d'allumettes à Sarrelouis, des fabriques de savon, etc...

— L'industrie des cartonnages et du papier, qui s'est beaucoup développée depuis la guerre (1), à laquelle on peut rattacher l'industrie du carton laqué fabriqué dans une vieille entreprise, sœur d'entreprises lorraines dans les mains de la même famille.

(1) La statistique indique neuf entreprises avec 138 ouvriers en 1920, et dix-huit entreprises avec 771 ouvriers en 1931.

— L'industrie alimentaire représentée par quelques minoteries qui sont loin de suffire à la consommation de la Sarre, des fabriques de malt, de chocolat, de confiserie, de pâtes alimentaires, de conserves, de moutarde, etc..., auxquelles il faudrait joindre les brasseries que, par suite de leur importance plus grande, nous avons traitées à part.

— L'industrie de l'habillement, qui s'est beaucoup développée depuis la guerre, pour fournir à la population sarroise les sortes de marchandises auxquelles elle était habituée. (La statistique indique 3.742 personnes occupées, en 1931, contre 1.928 en 1920); on trouve une filature de coton, des fabriques de lingerie, tabliers, confection, cravates, bonneterie, objets tricôtés, etc..., ainsi qu'une industrie du cuir et de la chaussure.

— L'industrie de l'ameublement et des articles de ménage qui comprend, notamment, quatre fabriques de fourneaux de cuisine, une fabrique d'articles émaillés, à capitaux français, des fabriques de meubles, de chaises, d'ustensiles divers, ainsi que plusieurs fabriques de sacs, brosses et objets ou ingrédients de nettoyage.

SECTION III

La circulation et les échanges

Nous rapprocherons ici deux catégories d'opérations étroitement dépendantes les unes des autres et liées aux opérations précédentes qui, elles-mêmes, dépendent de leur développement, d'une part les transports et voies de communication, d'autre part, le commerce sous tous ses aspects: commerce des capitaux et commerce des marchandises.

CHAPITRE PREMIER

LES MOYENS DE TRANSPORT

§ 1. — Les routes

Le Territoire de la Sarre est recouvert des mailles serrées d'un bon réseau routier, sur lequel s'effectue une intense circulation.

C'est à Sarrebruck que convergent les grandes routes reliant le Territoire avec l'Allemagne ou avec la France.

Nous trouvons ainsi :

Vers le Nord : la route Sarrebruck-Trèves, par Merzig et la route Sarrebruck-Bingerbrück, par Neunkirchen;

Vers l'Est : la route Sarrebruck-Kaiserlautern, vers le Rhin, par Hombourg, qui est une création de Napoléon I^{er} et s'appelle encore Route Impériale (1) ;

Vers le Sud : la route Sarrebruck-Sarreguemines-Strasbourg ;

(1) CARTELLIÉRI (W), *Wirtschaftskunde des Saargebietes*, page 50.

Vers l'Ouest : la route Sarrebruck-Forbach-Metz.

Nous pouvons donc compter cinq routes de grande liaison, dont trois dirigées vers l'Allemagne et deux vers la France.

Le réseau des routes entretenues par l'Etat a une longueur totale de 530 kilomètres.

Depuis la guerre, ces routes ont été complètement rénovées. (Les dépenses d'entretien des routes qui étaient montées à plus de 30 millions en 1927, étaient encore d'environ 19 millions en 1931 et 13 millions en 1932.) C'est ainsi que 133 kilomètres sont pavés et 96 kilomètres asphaltés.

Il était d'ailleurs nécessaire de renouveler la structure des routes par suite du grand développement des transports automobiles. Quelques chiffres empruntés aux statistiques officielles montreront que sur ce point encore, le régime actuel de la Sarre a été loin d'être un obstacle au développement du bien-être.

Au 1^{er} janvier 1923, il y avait en Sarre 2.668 véhicules automobiles (1.083 voitures de tourisme, 524 motocyclettes, 1.050 camions automobiles et 11 véhicules spéciaux, tels que autobus, voitures de transport de malades, voitures de pompiers).

Au 1^{er} janvier 1934, le nombre total des voitures automobiles était devenu 10.230 (4.704 voitures de tourisme, 2.443 motocyclettes, 2.834 camions, 259 véhicules spéciaux).

L'accroissement du nombre de véhicules spéciaux est dû, en grande partie, au développement des transports en commun par autobus, passés de 4 en 1923 à

137 en 1933. Si l'on regarde de près le tableau du développement de l'automobilisme, on peut constater un parallélisme avec la situation économique. C'est à la fin de l'année 1930 que le maximum a été atteint dans les diverses catégories (sauf dans celle des véhicules spéciaux), avec un total de 10.660. Au cours des années 1931 et 1932, le nombre de voitures en service a baissé par suite de la diminution du trafic qui a amené une réduction du nombre des camions et de la diminution des fortunes qui a forcé un certain nombre de personnes à ne pas remplacer leur voiture quand celle-ci était devenue hors d'usage. Corrélativement à l'amélioration économique que nous avons signalée pour 1933, nous voyons une légère augmentation du nombre de voitures entre le 1^{er} janvier 1933 et le 1^{er} janvier 1934.

A signaler que la grande majorité des automobiles est de fabrication française (6.540 véhicules français contre 1.772 allemands). Il y a actuellement au total une voiture automobile (motocycles non compris) par 110 personnes, alors qu'en Allemagne, il y a une voiture par 96 personnes, et en France une voiture par 26 personnes. La différence s'explique par la grande densité de la population en Sarre et la forte prépondérance numérique de la population ouvrière qui n'intervient pas dans l'achat des voitures de tourisme. Si nous comprenions les motocyclettes, dont l'emploi est assez répandu chez les ouvriers, nous arriverions au chiffre de un véhicule automobile par 81 personnes. Si nous comparons le nombre de voitures, non pas à la population, mais à la superficie, nous trouverions pour cent kilomètres carrés 394 voitures en

Sarre, 145 en Allemagne, 294 en France. Nous pouvons donc dire que, proportionnellement à la surface du Territoire, l'emploi des automobiles est plus développé en Sarre que dans les deux pays voisins.

Nous ne pouvons savoir l'importance du trafic par camions automobiles. Il représente certainement une part appréciable du commerce intérieur. Quand ce transport dépasse les limites de la commune et qu'il fait l'objet d'une profession régulière, il est soumis à une autorisation préalable du gouvernement.

§ II. — Les voies ferrées

I. — LEUR DÉVELOPPEMENT

Nous avons vu, dans le chapitre relatif à l'exploitation des mines, que le développement de l'industrie houillère en Sarre avait été lié au développement des chemins de fer. Dès 1836, un programme avait été établi par les représentants de l'industrie sarroise qui s'étaient déclarés prêts à souscrire des actions. Mais, fait à souligner, ils n'obtinrent aucun appui : ni du gouvernement prussien, ni du gouvernement bava-rois. Ceux-ci ne manifestaient aucun intérêt pour le développement de la Sarre, considérée quelque peu, nous l'avons dit, comme une colonie. Un auteur allemand (1) relate que le gouvernement bavarois avait pris l'habitude de ne pas répondre aux demandes répétées des industriels sarrois et que le gouvernement

(1) BECKER (H.), *Durch zwei Jahrtausende saarländischer Verkehrs-geschichte*, page 300.

prussien laissait les pétitions un an et demi à deux ans sans leur accorder de réponse. Il ajoute d'ailleurs que ce manque de compréhension de la population et de ses besoins économiques amena parmi elle une exaspération bien compréhensible.

Ce fut enfin le 28 novembre 1847 que fut décidée la construction de la voie ferrée aux frais de l'Etat, et le 20 octobre 1850 la première ligne fut mise en service entre Bexbach et Neunkirchen. En 1852, la gare de Sarrebruck était ouverte et une ligne de 31 kilomètres, prolongeant la ligne française de Metz à Stieringen, reliait Stieringen à Bexbach, par Sarrebruck et Neunkirchen. L'inauguration de cette ligne fut marquée par une grande fête à laquelle prirent part le représentant du Ministre des travaux publics français et l'évêque de Metz. Remarquons que la première liaison par voie ferrée de la Sarre avec les territoires voisins était, non pas une liaison avec la Prusse, mais une liaison avec la Lorraine, simple détail peut-être, mais qui, croyons-nous, confirme le fait que nous avons montré à plusieurs reprises dans cette étude, l'union d'intérêts économiques qui existe entre la Sarre et la Lorraine. Ce n'est que huit ans plus tard, en 1860, que la ville de Sarrebruck fut reliée à Trèves.

Depuis 1852, la construction des voies ferrées en Sarre continua et le Territoire, pendant la deuxième moitié du xix^e siècle et le commencement du xx^e se couvrit d'un réseau de plus en plus dense. La dernière ligne ouverte au trafic des voyageurs le fut en 1915 et la dernière ligne minière en 1917. Les chemins de fer du Territoire actuel étaient des chemins

de fer d'Etat, prussien ou bavarois. Pour la partie prussienne, ils dépendirent, jusqu'en 1895, de la Direction de Cologne. En 1895, une Direction spéciale fut établie à Sarrebruck. Pour la partie bavaroise, ils dépendaient de Ludwigshafen.

II. — LA SITUATION ACTUELLE

A la mise en vigueur du Traité de Paix, les chemins de fer inclus dans le nouveau Territoire créé, qu'ils fussent prussiens ou bavarois, furent soumis à l'autorité de la Commission de Gouvernement qui, d'après le § 19 de l'annexe, recevait pleins pouvoirs pour administrer et exploiter les chemins de fer, les canaux et les différents services publics. Une commission mixte où les Gouvernements sarrois, prussien et bavarois étaient représentés procéda à l'équitable répartition du matériel roulant prévue par le § 22 de l'annexe. Les chemins de fer de la Sarre reçurent 359 locomotives, 720 wagons de voyageurs, 20.000 wagons de marchandises.

Une Direction indépendante des chemins de fer sarrois fut créée le 1^{er} avril 1920. Les lignes gérées par elle ne coïncident pas avec celles qui dépendaient de l'ancienne Direction prussienne de Sarrebruck, car elles sont limitées en principe aux nouvelles frontières établies. Toutefois, et pour raison de facilité, les chemins de fer sarrois ont un terminus en France, à Sarreguemines, si bien qu'une portion de la ligne sarroise est sur le territoire français. Inversement, trois lignes secondaires qui avaient été construites par les chemins de fer d'Alsace-Lor-

raine et qui relie la Lorraine avec la grande ligne Sarrebruck-Trèves, les lignes Bettelainville à Merzig, Bouzonville à Dillingen, Thionville à Völklingen sont gérées par les chemins de fer d'Alsace-Lorraine, même pour la partie située sur le Territoire sarrois. Les gares de Merzig, Dillingen, Völklingen sont ainsi gares communes aux deux réseaux, ce qui a l'avantage de permettre l'arrivée du minerai de fer sous le seul tarif français aux usines de Dillingen et de Völklingen. La longueur totale des lignes du réseau d'Alsace-Lorraine en Sarre est d'environ 45 kilomètres. Une petite ligne des chemins de fer allemands Zweibrücken-Brenschelbach pénètre également en Sarre sur quelques kilomètres, mais n'est pas raccordée aux lignes sarroises et dépend de la Direction allemande de Ludwigshafen.

*
**

La Direction des chemins de fer de la Sarre est totalement indépendante de la Direction des chemins de fer allemands. Avant la mise en vigueur du traité, des doutes s'étaient élevés sur la possibilité d'un si petit réseau de se suffire à lui-même. La pratique a montré que ces doutes n'étaient pas fondés et le réseau de la Sarre, avec son autonomie complète, réglant ses tarifs, traitant sur pied d'égalité avec les réseaux voisins s'est montré un organisme très vivant. Il a adhéré à la Convention Internationale des Chemins de fer de Berne. Si la Direction des chemins de fer fut forcée de créer de nouveaux services centraux, par contre elle s'efforça de simplifier les rouages nom-

breux qui existaient dans l'administration prussienne. Le mot d'ordre a été de simplifier et d'accélérer la marche des affaires. Selon l'expression d'un auteur (1), on chercha à remplacer l'esprit de fonctionnaire par l'esprit commercial. Les ateliers de réparations furent modernisés et rationalisés, si bien que leur nombre fut ramené de trois à deux.

La Direction n'eut pas à créer de nouvelles lignes. Elle introduisit des voitures automotrices sur quatre petites lignes et réalisa des améliorations techniques dans l'installation et dans le matériel.

Des voitures frigorifiques furent mises en service, permettant, notamment, de recevoir en Sarre le beurre et la viande de la région parisienne et le poisson de la Manche. Remises à Paris à 19 heures, les marchandises sont prêtes à être distribuées à Sarrebruck entre 6 et 7 heures du matin.

Par ailleurs, et pour lutter avec la concurrence des transports automobiles, certaines mesures furent prises rendant plus faciles les expéditions par chemin de fer, telles que la simplification des formules à remplir, l'accélération générale des transports, l'inauguration d'un tarif domicile à domicile, pour les expéditions en grande vitesse. (Les marchandises prises au domicile de l'expéditeur sont remises au domicile du destinataire en moins de 24 heures pour n'importe quel point du territoire.)

(1) REITTER (R.), *Le problème sarrois*, page 84.

*
**

La longueur totale des voies du réseau est seulement de 408 kilomètres. Il y correspond une longueur de rails de 1.417 kilomètres. Il existe 200 raccordements industriels.

La gare de Sarrebruck est un nœud important de voies ferrées. Six lignes d'express y convergent : Paris-Metz, Bâle-Strasbourg, Munich-Stuttgart, Mannheim-Kaiserlautern, Berlin-Francfort, Cologne-Trèves. Il y a, à Sarrebruck, journellement, environ 500 arrivées ou départs de trains de voyageurs.

Le matériel en service au 1^{er} janvier 1934 se composait de 330 locomotives, 6 voitures automotrices, 889 wagons de voyageurs, 250 fourgons à bagages, 14.517 wagons de marchandises d'une capacité de 245.503 tonnes. On voit que, depuis 1920, le nombre de locomotives est sensiblement resté le même, que le nombre de wagons de voyageurs a augmenté, mais que le nombre de wagons de marchandises a diminué.

Il existe actuellement 110 gares ou haltes, dont 6 ont été ouvertes depuis 1920, et 115 bureaux pour l'expédition des marchandises, dont 105 rattachés aux gares. L'entretien de la voie est réparti en vingt-quatre districts.

Le personnel a été, à la suite de l'introduction des mesures de simplification et de rationalisation, progressivement réduit. Alors qu'en 1920, il comportait 6.220 employés et 11.172 ouvriers, il n'existe plus, au 1^{er} janvier 1934, que 5.632 employés et 6.853 ouvriers.

Sur ce personnel, environ 4.800 sont au service des gares, 4.700 au service des locomotives et des ateliers, 3.000 à l'entretien de la voie. En comparaison de la longueur du réseau, le nombre de personnes employées est, malgré les réductions, encore assez élevé, tenant à l'intensité du trafic.

Les causes prédominantes dans l'activité du trafic des voyageurs sont les suivantes :

1° La dispersion de la population ouvrière, qui n'est pas concentrée, comme dans le Nord de la France, par exemple, dans des cités autour du lieu de travail. Nous avons vu qu'un grand nombre de mineurs ou d'ouvriers d'usines sont propriétaires, dans un village, d'une maison ou d'un lopin de terre qu'ils cultivent. Par suite, ils demeurent souvent assez loin de la fosse ou de l'usine. S'ils ne peuvent faire le chemin à bicyclette, ils sont obligés d'utiliser le train. Aussi à chaque changement de poste existe-t-il des trains ouvriers qui desservent mines et usines. C'est ainsi qu'au 1^{er} janvier 1931, les Mines avaient 20.956 ouvriers (38,38 % de l'effectif) qui rentraient tous les jours chez eux par chemin de fer ou tramway.

2° Le rôle spécial que joue dans ce petit territoire la ville importante — nous pouvons dire la capitale — Sarrebruck. S'il n'existe pas en Sarre, et c'est regrettable, d'Université ou de grandes écoles, il existe un certain nombre d'établissements d'enseignement : lycées, écoles techniques, école des Mines, concentrés à Sarrebruck. Les élèves de ces établissements domiciliés en dehors de la ville y arrivent

chaque matin et en repartent l'après-midi. En outre, Sarrebruck est, pour les achats, un centre d'attraction jouant, toutes proportions gardées, le même rôle que Paris pour la banlieue.

Le trafic des voyageurs s'est ressenti de la crise au cours des dernières années. Les chômages dans les usines et les mines ont diminué le nombre d'ouvriers transportés. Par ailleurs, les voyages pour achats à Sarrebruck sont devenus moins fréquents. Alors qu'en 1929 le nombre de voyageurs transportés sur les chemins de fer avait été de 64 millions, il n'était plus que 43.700.000 en 1933.

Nous parlerons du trafic des marchandises dans le chapitre consacré au commerce.

Dans l'ensemble, nous pouvons dire que le réseau de voies ferrées du Territoire de la Sarre est actuellement suffisant pour satisfaire à tous les besoins du pays et que les liaisons ferroviaires de la Sarre sont aussi bonnes avec la France qu'avec l'Allemagne.

§ 3. — Les tramways et chemins de fer à voie étroite

Le réseau de chemins de fer est complété, pour l'intérieur du Territoire, par un réseau de tramways dans les grandes villes et rayonnant autour d'elles.

Six entreprises dans lesquelles les communes sont intéressées, trois à Sarrebruck, une à Völklingen, une à Sarrelouis, une à Neunkirchen, réunissent une longueur de voie de 164 kilomètres. Le chemin de fer à voie étroite de Merzig à Büschfeld (22 kilomètres dont 9 en Sarre) relie la vallée de la Sarre

aux régions allemandes du Hochwald où demeurent un assez grand nombre d'ouvriers.

Les tramways emploient 169 voitures motrices et 112 remorques. Une partie du service se fait, en outre, au moyen de 42 autobus. Les chemins de fer à voie étroite utilisent 4 locomotives, 10 wagons de voyageurs, 26 wagons de marchandises.

Les diverses compagnies ont transporté, en 1933, 26.623.920 personnes en tramway, 2.396.254 en autobus et 445.447 par chemin de fer à voie étroite, soit au total près de 30 millions de voyageurs.

Pour ces compagnies, l'influence de la crise, du nombre plus faible d'ouvriers employés, du nombre croissant des jours de chômage, s'est fait sentir d'une façon analogue à celle que nous avons observée dans le trafic des chemins de fer. En 1929, le nombre total de personnes transportées dépassait 40 millions.

Le personnel employé par ces compagnies est de 1.150.

§ 4. — Les voies de communication par eau

Si le Territoire de la Sarre, comme nous l'avons vu, est doté d'un réseau serré de chemins de fer, si ses relations sont, par ce moyen, assurées aussi bien vers l'Allemagne que vers la France, il est excessivement pauvre au point de vue des communications par eau. Aucun canal n'existe en Sarre (1). Quant

(1) C'est par inadvertance que le Traité de Paix dans le paragraphe 13 de l'Annexe donnait à la Commission de Gouvernement le pouvoir d'exploiter les canaux.

aux rivières, la Sarre seule peut entrer en ligne de compte, ses affluents étant insignifiants. Autrefois, des radeaux partant de la région de Sarrebruck descendaient la Sarre et, par la Moselle, arrivaient jusqu'au Rhin. Cette navigation était d'ailleurs bien précaire, rencontrait bien des obstacles et était interrompue par les basses eaux. Dans l'état actuel de la Sarre et avec les bateaux de transport employés aujourd'hui, elle est impossible. De même que la première liaison par chemin de fer avec les pays voisins était une liaison avec la Lorraine, de même la seule voie fluviale actuellement possible relie la Sarre et la France.

Depuis longtemps, les Sarrois avaient demandé que la Sarre fut canalisée jusqu'à son confluent avec la Moselle ainsi que cette dernière pour pouvoir atteindre la grande voie fluviale du Rhin. Ils se sont toujours heurtés à la résistance du gouvernement prussien et les Allemands, pour écarter la concurrence sarroise, n'ont jamais réalisé ce projet. Aussi actuellement, plus de la moitié du charbon de la Ruhr est expédié par voie d'eau, contre 4 % seulement en Sarre.

En 1861, à la suite de démarches françaises et la conclusion d'une convention franco-prussienne, nécessaire car la Sarre formait la frontière sur une partie de son cours, la canalisation de la Sarre fut entreprise vers l'amont. En 1865, la Sarre était canalisée de Sarreguemines à Louisenthal, puis en 1875 jusqu'à Ensdorf. En 1895, elle fut approfondie pour permettre le trafic par péniches de 300 tonnes. Actuellement donc, la Sarre est canalisée d'Ensdorf à Sarreguemines sur

42 km. A partir d'Ensdorf vers l'aval, il n'existe aucune liaison. Au contraire, à Sarreguemines, la Sarre canalisée est reliée au canal des Houillères, d'une longueur de 66 km., qui aboutit à Gondrexange, au canal de la Marne au Rhin. Les péniches chargées en Sarre peuvent donc, par ce chemin, arriver dans le système des grands canaux français et se diriger soit sur Strasbourg vers l'Est soit vers la région de Nancy et le reste de la France vers l'Ouest. Pour aller en Allemagne, les péniches devraient aller jusqu'à Strasbourg, par le chemin que nous venons d'indiquer, puis descendre le Rhin.

Des améliorations ont été réalisées sur la Sarre canalisée au cours de ces dernières années, des travaux effectués aux écluses; les Mines domaniales ont créé une petite flotte, organisé un service de remorqueurs et rénové les installations des ports de Malstatt-Sarrebruck et de Louisenenthal. Des travaux dans le lit de la rivière, des corrections de courbes seraient encore nécessaires pour moderniser la Sarre canalisée. Il serait également souhaitable qu'elle fut dotée, ainsi que le canal des Houillères, d'une traction électrique.

*
**

Les marchandises empruntant la voie d'eau de la Sarre canalisée et du canal des Houillères sont surtout les marchandises pondéreuses. Dans les exportations du Territoire par cette route fluviale, nous trouvons en première ligne le charbon. Dans les importations, les marchandises les plus importantes sont le minerai de fer, la chaux, le sable, le bois.

En 1933, la navigation a été interrompue au mois de décembre par les glaces. Le tonnage transporté par eau n'a été que de 405.325 tonnes, dont 287.430 tonnes de charbon, à l'exportation et 435.775 tonnes, dont 135.758 tonnes de minerai de fer, à l'importation.

Le trafic du Territoire par son unique voie d'eau souffre du manque de matériel de transport. Notamment les expéditions de charbon par eau pourraient être plus importantes, si la batellerie fournissait le nombre suffisant de péniches. Or, ce nombre est trop faible. Pour les quinze derniers jours du mois d'avril 1934, par exemple, il n'est arrivé en Sarre que 49 péniches. La cause de ce manque de matériel est la suivante : Les ports sarrois sont en cul-de-sac et ne sont pas volontiers fréquentés par les péniches qui ne peuvent aller plus loin. Un assez grand nombre de celles-ci s'arrêtent aux ports de Sarralbe ou de Remelfing sur le canal des Houillères où elles trouvent du fret. Si le projet préconisé jadis par les Sarrois et rejeté par les Prussiens d'une Moselle navigable reliée à la Sarre canalisée dans sa partie aval avait été réalisé, permettant un transit des péniches, le trafic par eau serait certainement beaucoup plus considérable.

Actuellement, le tarif du fret pour le charbon de Sarrebruck à Strasbourg ou à Nancy est de 13 fr. 50, à Chalon-sur-Saône, 35 francs; à Lyon, 44 francs. (1).

(1) *Saarbrücker Zeitung*, du 16 mai 1934.

La Sarre est donc, en résumé, dans une situation défavorable au point de vue des transports par eau. Elle n'a qu'une seule liaison, d'un état assez médiocre et d'un rendement assez faible, avec la France. Elle n'en possède aucune avec l'Allemagne.

§ 5. — L'Aviation commerciale

Dernière venue comme moyen de transport, l'aviation ne joue encore qu'un rôle infime au point de vue commercial. La première ligne Francfort-Paris par Sarrebruck fut mise en service en août 1928. Elle fut suivie d'une ligne Sarrebruck-Stuttgart-Munich, en 1929; et d'une ligne Sarrebruck-Cologne-Düsseldorf, en 1930. Un terrain d'aviation exploité par la Société Sarroise de Trafic Aérien a été installé dans la partie Est de la ville de Sarrebruck.

En 1933, l'aérodrome enregistra 1.829 passagers (612 à l'arrivée, 598 au départ, 619 en transit), 31 tonnes de marchandises et 936 kilos de transports postaux. Il faut remarquer que les transports postaux sont en forte décroissance sur les premières années (5.515 kilos en 1930). Si les transports de lettres par avions sont intéressants pour les pays d'outre-mer où le courrier ordinaire met plusieurs semaines à parvenir, nous ne croyons pas qu'il en soit de même pour une liaison postale Sarrebruck-Paris ou Sarrebruck-Francfort. Trois ou quatre heures de

moins dans le transport proprement dit (1) n'ont pas grande influence sur le temps total que mettra la lettre à parvenir. C'est peut-être à des déceptions des usagers de la première heure qu'il faut rapporter la diminution du trafic postal par avion.

§ 6. — Les services postaux

Nous faisons rentrer les services postaux dans la nomenclature des moyens de communication. Non seulement ils servent au transport de marchandises de petit volume, les paquets postaux, mais sont, par les lettres, les télégrammes, les communications téléphoniques, par les transferts d'argent qu'ils assurent, de la plus grande importance au point de vue commercial.

Avant 1920, les Postes, Télégraphes et Téléphones dépendaient de Berlin ou de Munich comme la partie correspondante du Territoire. Avec la mise en vigueur du Traité de Paix, les services des P.T.T., comme ceux des chemins de fer devaient être rattachés à la Commission de Gouvernement. C'est le 30 janvier 1920, avant que la Commission de Gouvernement n'ait été nommée que, sur l'ordre de l'autorité militaire française, apparurent les premiers timbres propres au Territoire par l'apposition de la surcharge « Sarre » sur les timbres allemands précédemment en service. Cette surcharge amena d'ail-

(1) Paris est à deux heures et demie de Sarrebruck en avion et cinq heures et demie en chemin de fer.

leurs les protestations de l'Allemagne et fut remplacée ultérieurement par le terme « Saargebiet » (1). Quand la Commission de Gouvernement fut entrée en fonction le 26 février 1920, un de ses premiers travaux fut d'organiser la séparation des postes sarroises des postes allemandes. Après une période de transition, pendant laquelle certains fonctionnaires allèrent faire un stage à la direction supérieure des postes de Trèves, la rupture fut complète au 1^{er} août 1920, date à laquelle fonctionna, d'une façon totalement indépendante, la Direction supérieure des Postes de la Sarre. Depuis, la Sarre a adhéré à l'union postale universelle et est un des pays signataires des divers arrangements postaux internationaux de Stockholm du 28 août 1924.

Nous pouvons dire que le service fonctionne très bien et nous avons vu des lettres, à adresses fort incomplètes, que l'on aurait certainement mises au rebut en France, arriver, à la suite de patientes recherches, à leurs destinataires.

Depuis 1927, les levées des boîtes aux lettres à Sarrebruck sont assurées par quelques agents avec de petites voitures automobiles. Les levées peuvent être ainsi plus fréquentes, parce que les tournées

(1) Les timbres de la Sarre, édités par une maison française, ont un réel cachet artistique. En outre des timbres ordinaires, il existe des timbres de service pour l'affranchissement des plis émis par des organismes officiels, des timbres spéciaux pour la poste aérienne et presque chaque année a lieu l'émission d'une série de timbres de bienfaisance, vendus à une valeur supérieure à leur valeur d'affranchissement, la différence étant versée aux caisses d'assistance.

sont plus rapidement faites et elles demandent un personnel moindre que celui qui était autrefois employé à les faire à pied. C'est un usage, pensons-nous, très judicieux des moyens de transport modernes.

Le travail postal pour les articles d'argent a été compliqué par les vicissitudes monétaires, la chute du mark et la dépréciation du franc. Un service de comptes-chèques postaux fonctionne depuis le 1^{er} juin 1922.

La Sarre, étant autonome, a ses propres tarifs postaux. Un point est intéressant à signaler : Par suite de la situation de la Sarre entre la France et l'Allemagne, et pour favoriser ses relations avec ces deux pays, à la suite de conventions, les tarifs adoptés pour les échanges postaux Sarre-France et Sarre-Allemagne sont les tarifs intérieurs et non les tarifs internationaux, avantage économique fort apprécié par le commerce.

Cette convention, jointe au fait de l'indépendance des tarifs peut amener certaines conséquences un peu étranges. Actuellement, par exemple, une lettre adressée de France en Sarre doit être affranchie à cinquante centimes, de Sarre en France à soixante centimes. Une lettre envoyée de Marseille à Sulzbach passera par Sarrebruck et coûtera cinquante centimes de port, tandis que la lettre Sarrebruck-Sulzbach, qui reste dans le réseau intérieur sarrois coûtera soixante centimes donc plus cher que la précédente qui utilise les réseaux de deux pays. Le tarif intérieur sarrois actuel pour les lettres ordinaires étant supérieur au tarif français et inférieur au tarif

allemand, un Sarrois demeurant près de la frontière française a intérêt à mettre ses lettres pour la Sarre en France et non en Sarre, un Allemand, à l'autre frontière, a intérêt à mettre en Sarre ses lettres pour l'Allemagne (1). Une fraude postale, que nous ne croyons d'ailleurs pas avoir jamais été réalisée, est possible. Une lettre partant de France et destinée à l'Allemagne doit être affranchie au tarif de l'étranger, c'est-à-dire à 1 fr. 50. En la faisant réexpédier par un intermédiaire en Sarre, le port ne sera que de 50 centimes (port France-Sarre) plus 60 centimes (port Sarre-Allemagne) soit un total de 1 franc 10.

*
**

Quelques chiffres nous donneront l'importance du trafic postal sarrois. Il existe actuellement 394 bureaux de postes ou recettes auxiliaires (au lieu de 294 en 1920) et le personnel employé est de 2.586.

La situation spéciale du Territoire de la Sarre ressort, croyons-nous, nettement de la comparaison suivante :

En 1932, le nombre d'envois postaux, paquets non compris (c'est-à-dire lettres, cartes postales, imprimés, papiers d'affaires, échantillons) envoyés d'un point du Territoire à un autre point du Territoire a été de 13.440.600. Pendant la même année, le nombre de plis de même espèce reçus de

(1) L'auteur d'un ouvrage spécial sur la poste prétend que ce dernier fait est fréquent à la frontière germano-sarroise. (BECKER (H.), *op. cit.*, page 321).

l'étranger s'est monté à 34.817.800 et le nombre de plis expédiés à l'étranger à 25.680.900. Le trafic postal avec l'étranger est plus de deux fois plus fort que le trafic interne. C'est vraisemblablement le seul pays où existe pareille anomalie. Bien que les statistiques ne l'indiquent pas, c'est naturellement la France et l'Allemagne qui entrent en ligne de compte pour la plus grande partie de ces envois.

La comparaison des diverses années des statistiques de la poste nous montre que le trafic postal, comme celui des chemins de fer, a été influencé par la dépression économique. Le nombre d'envois postaux a été maximum en 1930, (21.624.500 pour le trafic intérieur, 43.251.900 reçus et 36.021.400 expédiés pour le trafic international).

Le nombre de télégrammes expédiés a constamment décliné de 1921 (1.073.000) à 1933 (428.000), pendant que le nombre de conversations téléphoniques augmentait pendant les mêmes années de 22.005.000 à 30.390.000. Même en défalquant les conversations intérieures — qui ne remplacent pas des télégrammes — les conversations téléphoniques de ville à ville à l'intérieur de la Sarre sont passées de 829.000 à 4.444.000 et celles pour l'étranger, de 1.100.000 à 2.360.000. Le téléphone, plus pratique pour le monde des affaires, a donc, en grande partie, supplanté le télégraphe. D'ailleurs le nombre de postes téléphoniques en service est passé de 10.994 à 24.334, soit trois postes pour cent habitants. (Au lieu de 1,6 en 1921).

Le service téléphonique a d'ailleurs été très sensiblement amélioré au cours des dernières années par

l'introduction progressive du téléphone automatique, mis en service successivement à Neunkirchen (1927), Völklingen, Sulzbach, Saint-Ingbert et enfin Sarrebruck (1932). La liaison téléphonique automatique ne se borne pas seulement aux relations urbaines, mais est réalisée également dans certaines relations interurbaines, par exemple entre Sarrebruck, Sulzbach, Saint-Ingbert et Neunkirchen et doit être étendue à tout le réseau. La longueur des lignes urbaines est passée de 22.200 kilomètres à 44.017 et celle des lignes interurbaines de 3.517 à 4.698 kilomètres.

Bien que la T.S.F. n'ait rien à voir avec les échanges mentionnés, puisque la statistique en est tenue par les P.T.T., que le nombre de postes récepteurs de T.S.F. en service est progressivement monté de 1.249 à 27.925.

*
**

Si nous admettons que le trafic postal est un reflet du trafic commercial, nous voyons l'évolution ascendante jusqu'en 1930, puis l'influence déprimante de la crise et, par ailleurs, à toutes les époques, l'importance du trafic avec la France et l'Allemagne. Enfin, l'augmentation constante du nombre de postes téléphoniques et de postes de T.S.F. montre un développement du confort au moins dans certaines classes de la population.

CHAPITRE II

LE CREDIT ET LES BANQUES

Le crédit, instrument de répartition et aussi de création du pouvoir d'achat, joue dans la Sarre comme dans toutes les régions fortement industrialisées, un rôle très important. Il ne se borne plus, comme autrefois, à fournir aux entreprises, sous la forme d'avances à courte échéance, leur fonds de roulement. Dans tous les pays se sont développées les avances à moyenne échéance qui permettent aux entreprises de se développer lentement et les avances à longue échéance qui permettent de créer de toutes pièces des entreprises nouvelles par des émissions d'actions et d'obligations, des participations ou bien de concentrer davantage les entreprises existantes, le tout dans des conditions variables selon les milieux (1).

Dans la Sarre, l'industrie minière, représentée par les Mines domaniales et la grande industrie métallur-

(1) BROCARD (L.), *Principes d'économie nationale et internationale*. T. I, pages 141 à 183; T. II, pages 278 à 291.

gique, représentée par des entreprises fortes, anciennes, disposant de puissantes réserves, n'ont guère besoin de recourir au crédit pour financer leurs travaux neufs ou leurs agrandissements ; leurs propres moyens y suffisent le plus souvent. Les capitaux français introduits, comme nous l'avons vu, dans la grosse métallurgie, n'ont fait que remplacer une partie des capitaux allemands et cet échange s'est fait directement entre les groupes intéressés sans l'intervention des banques. Mais ces grandes entreprises usent largement du concours des sociétés de crédit dont elles alimentent les dépôts en même temps qu'elles les utilisent. Certaines d'entre elles émettent des obligations. Cependant les prêts des banques à la production proprement dite s'adressent surtout à la moyenne et à la petite industrie.

Un autre caractère distinctif de l'organisation du crédit en Sarre a été la collaboration des capitaux français et des capitaux allemands, des banques françaises et des banques allemandes qui voisinent avec les banques purement locales.

Ces banques, comme partout ailleurs, se classent en sociétés de crédit et banques d'affaires, banques hypothécaires, sociétés coopératives de crédit et caisses d'épargne.

§ 1. — Les Sociétés de crédit et Banques d'affaires

I. — L'ORGANISATION AVANT 1919

Avant 1919, il n'existait pas en Sarre de banques françaises, la Sarre étant complètement englobée dans l'économie allemande et n'étant même pas limitrophe

de la France, puisque l'Alsace-Lorraine était alors terre d'Empire.

Les banques qui existaient à l'époque étaient soit des succursales de banques d'affaires allemandes, soit des banques locales.

La banque d'émission allemande, la Reichsbank, avait une succursale à Sarrebruck, dans la partie prussienne et une succursale à Saint-Ingbert, la ville la plus importante de la partie bavaroise.

En dehors de la banque d'émission, les banques allemandes étaient représentées sur le Territoire par les succursales de deux grands instituts de crédit, la Deutsche Bank et la Diskonto Gesellschaft.

Quant aux banques locales, les plus importantes, assez semblables aux banques locales d'Alsace et de Lorraine, étaient trois banques privées, affaires de famille, la banque Röchling (1), la banque Grohé-Heinrich et la banque Gebrüder Haldy. Il s'y ajoutait une petite banque indépendante, la Kommerzbank des Saarlandes.

Les succursales des établissements de crédit allemands, tels que la Deutsche Bank et la Diskonto-Gesellschaft, jouissaient et jouissent encore d'une indépendance beaucoup plus grande que les succursales des établissements analogues en France. Elles sont beaucoup moins centralisées. A la tête de chaque succursale se trouvent deux directeurs, au lieu d'un directeur unique. On a voulu ainsi obtenir une sorte de contrôle

(1) Cette banque avait une succursale à Strasbourg.

mutuel qui permet de laisser aux directeurs une large initiative pour régler les affaires locales.

Les banques locales, cantonnées dans l'octroi du crédit à une clientèle connue personnellement des dirigeants, distribuent ce crédit à moyenne et longue échéance d'une façon fort libérale, sans s'astreindre à suivre de règles rigides.

L'industrie et le commerce sarrois, les petites et moyennes entreprises surtout, trouvaient dans ces banques les facilités de crédit qui leur étaient nécessaires. Elles étaient attirées par ces établissements locaux qui exigent moins de garanties, où les affaires se traitent plus « en famille », où le crédit prend une forme plus personnelle. La Kommerzbank, par exemple, avait surtout une clientèle de petits commerçants et d'artisans (1).

Les banques locales étaient liées avec des entreprises industrielles. La banque Röchling était naturellement la banque des usines ainsi que d'une entreprise de vente de charbons portant le même nom. Tous les fournisseurs de l'usine de Völklingen devaient avoir un compte ouvert à sa banque. La banque Grohé-Heinrich était la banque du groupe Stumm. Quant à la banque Gebrüder Haldy, elle fonctionnait à côté d'un commerce de bois et de charbon soumis à la même direction.

(1) Nous verrons plus loin que ceux-ci avaient encore d'autres organismes à leur disposition, les coopératives de crédit et les caisses d'épargne.

*
**

Les banques allemandes pratiquaient une politique de crédit beaucoup plus audacieuse que les banques françaises. Le crédit par acceptation était très développé, et quand les banques en avaient besoin, elles mobilisaient leur crédit personnel au moyen de tirages sur d'autres banques, qu'elles offraient à la banque d'émission. La Reichsbank acceptait ces effets jusqu'à concurrence d'un montant maximum qu'elle avait fixé pour chaque signature.

Par ailleurs, les banques non seulement escomptaient les effets de commerce et faisaient du crédit à court et moyen terme, mais commanditaient un certain nombre d'entreprises. Dès qu'elles étaient convaincues, par une étude préalable sérieuse, qu'une entreprise avait de grandes chances de développement, les banques lui octroyaient des facilités de crédit à longue échéance, la mettant souvent ainsi dans un état de complète dépendance. Il arrivait également qu'un client, ayant un crédit à échéance moyenne, obtenait une prorogation, si bien que le crédit à moyen terme devenait en réalité un crédit à long terme.

Cette forme de crédit était éminemment favorable au développement de l'industrie. Elle permettait à des maisons jeunes et bien conduites de se développer grâce à l'appui des banques pendant la période difficile des premières années, alors qu'elles n'y seraient pas arrivées, si elles avaient été abandonnées à leurs seules ressources.

Les banques pouvaient faire ainsi des immobilisa-

tions à long terme grâce à des dépôts d'une stabilité remarquable. Les dépôts dans les banques ne provenaient pas seulement des particuliers, mais également des sociétés industrielles, des caisses d'épargne, des caisses de crédit populaire, pour lesquelles le dépôt en banque constituait en lui-même un placement.

Mais il faut que le crédit soit distribué à bon escient, que l'affaire à laquelle la banque prête son concours soit viable. Aussi est-il nécessaire que la banque puisse suivre ce qui se passe dans l'industrie et même, éventuellement, puisse exercer sur son orientation une certaine action (1). Ceci était possible pour les banques locales, dont la vie était intimement liée à la vie industrielle sarroise. C'était encore possible dans une certaine mesure pour les succursales des banques allemandes, grâce à l'indépendance assez grande laissée, nous l'avons vu, à leurs directeurs locaux.

Même en supposant que la banque ne commandite que des affaires sûres, cette politique bancaire de crédit à long terme et d'immobilisations industrielles peut présenter un défaut, si les dirigeants de la banque ne savent garder une juste mesure. Il est à craindre que le coefficient de liquidité, c'est-à-dire le rapport entre l'actif réalisable à court terme et le passif immédiatement exigible ne soit trop faible, et qu'ainsi une partie trop élevée des dépôts remboursables à brève échéance ne soit immobilisée à long terme. En période prospère, la banque réalisera peut-être de gros béné-

(1) BROCARD (L.), *Principes d'économie nationale et internationale*. T. II, page 50.

fices, mais si une période de difficultés se présente, si les déposants réclament leur argent, la banque pourra se trouver dans l'embarras. C'est, comme nous le verrons, ce qui s'est produit pour certaines après la guerre.

*
**

Nous ne pouvons savoir comment étaient répartis en Sarre les crédits à court, moyen et long terme, puisque nous ne pouvons connaître les comptes séparés des succursales de la Deutsche Bank et de la Diskonto Gesellschaft et que les grandes banques locales, affaires privées, ne publiaient pas de bilans.

Mais nous pouvons prendre comme exemple le dernier bilan de la petite banque que nous avons signalée plus haut, la Kommerzbank des Saarlandes que le manque de liquidité a forcée en 1932 à fermer ses guichets. Il s'agit, nous le répétons, d'une petite affaire qui était en dernier lieu au capital de 2 millions. Le total du bilan était inférieur à 11 millions (10.962.096 francs).

Si on analyse ce bilan, on voit que l'actif disponible immédiatement se composait de :

Caisse	81	mille francs
Avoir dans les banques d'émission et en		(1)
compte chèques-postaux	63	—
Créances près de diverses banques	259	—
Portefeuille (effets escomptés)	341	—
Total	744	mille francs

(1) Chiffres arrondis.

En face, on trouvait un passif immédiatement exigible de :

Engagements	1.234	mille francs		
Dépôts de banques	162	—	—	
Dépôts à vue et à 7 jours ...	2.433	—	—	
Total	3.829	mille francs		

Le coefficient de liquidité n'atteignait pas 20 %. C'est un chiffre trop faible.

On peut tenir compte de la liquidité du poste titres : 2.000 mille francs et du capital exigible 500 mille francs. En les ajoutant à l'actif immédiatement disponible, on arrive, après mobilisation de ces postes, à un total qui ne pouvait même pas assurer le remboursement des créances à vue. La principale partie de l'actif du bilan était constituée par des immobilisations, à savoir :

Débiteurs (Avances à long terme)	6.522	mille francs		
Immeubles	1.196	—	—	
Total	7.718	—	—	

La disproportion entre l'escompte commercial (341.000 fr. d'effets en portefeuille) et les immobilisations par prêts à long terme est flagrante.

Ce bilan ne représente qu'un cas particulier, mais, sans qu'on puisse le démontrer par des chiffres, la même politique était pratiquée par les banques locales ou les succursales des grandes banques, toutefois peut-être d'une façon plus prudente et avec des placements plus sûrs. Cependant, dans toutes, les immobilisations

étaient très élevées. Souvent aussi, les garanties exigées étaient insuffisantes et les banques étaient amenées, pour recouvrer leurs créances, à racheter des immeubles industriels.

On peut se demander dans quelle mesure l'industrie et le commerce sarrois bénéficiaient de capitaux provenant du reste de l'Allemagne. Il est évidemment à peu près impossible de répondre à cette question, puisque la Sarre n'existait pas comme unité indépendante et qu'il y avait, par l'intermédiaire des grandes banques et de la Reichsbank, des échanges continuels avec les autres parties du pays. Mais l'impression générale est que la Sarre était plutôt exportatrice de capitaux et que le système bancaire fonctionnait essentiellement avec l'argent local.

II. — L'ORGANISATION BANCAIRE DEPUIS 1919

Le nouveau régime créé pour la Sarre par le Traité de Paix, basé essentiellement sur son union douanière avec la France, devait avoir pour conséquence nécessaire (et qui s'est d'ailleurs réalisée) des relations commerciales nombreuses entre le Territoire et la France. D'autre part, les Mines devenaient propriété de l'Etat français, un personnel français ainsi que des troupes s'installaient dans le pays. Il y avait là un terrain propice pour permettre à des banques françaises d'exercer leur activité à côté des banques allemandes ou sarroises préexistantes. Aussi, des banques françaises s'installèrent en Sarre, certaines avant même la mise en vigueur du Traité de Paix. Elles le firent

sous deux formes, soit par l'installation d'une succursale sur le territoire sarrois, soit par création d'une filiale autonome, soumise à la législation sarroise, devenant une véritable banque locale, mais d'inspiration française.

Nous pouvons ajouter que les banques françaises qui, sous une forme ou sous une autre, vinrent travailler dans le Territoire de la Sarre, étaient des banques alsaciennes ou des banques lorraines, accoutumées dans leur pays d'origine à collaborer largement avec l'industrie (1). Au reste, rien n'est plus logique. La Sarre, sous le nouveau régime, devait avoir avec l'Alsace et la Lorraine des relations aussi et même plus étroites qu'elle en avait eues depuis 1871, alors qu'elles faisaient partie du Reich. Depuis 1871, les relations commerciales entre les deux régions étaient facilitées par les banques allemandes établies dans l'une et l'autre. Ces banques étant supprimées dans les départements recouvrés, il était naturel que des sociétés alsaciennes de crédit s'installassent en Sarre.

Il faut ajouter de plus qu'un enthousiasme général s'empara des milieux alsaciens en faveur d'une expansion en Sarre, où le taux d'intérêt était alors très élevé et où il semblait que l'on pouvait avoir tous les espoirs de traiter des affaires fort lucratives.

(1) BROCARD (L.), *Les marchés régionaux français* (Les grands marchés financiers, Paris 1912). — JACQUEMARD (P.), *Les banques lorraines*. Thèse, Paris 1911. — BARÉTY (L.), *L'évolution des banques locales en France et en Allemagne*, Paris 1912. — KLEIN (P.), *L'évolution contemporaine des banques alsaciennes*, Paris 1929.

*
**

Ce fut la Banque Nationale de Crédit qui installa la première succursale d'une banque française en Sarre. Bien que ce fut une banque parisienne, nous pouvons, croyons-nous, la considérer à juste titre comme une banque alsacienne, puisque cette société avait été constituée le 25 juin 1913 pour prendre tous les comptoirs ouverts en France par le Comptoir d'Escompte de Mulhouse, avec lequel elle devait par la suite fusionner en 1930, et que, à la même époque où elle s'installait à Sarrebruck, elle poursuivait en Alsace et en Lorraine une vigoureuse politique d'extension par la création d'agences ou en reprenant d'anciennes banques, par exemple la Banque de Metz.

Une succursale fut également ouverte à Sarrebruck en 1919 par la Société Générale Alsacienne de Banque qui était déjà établie avant guerre sur la rive gauche du Rhin et qui, à la même époque, y créait de nouvelles succursales (Cologne, Ludwigshafen et plus tard Wiesbaden et Düsseldorf).

En août 1921, alors que les intérêts français en Sarre avaient déjà pris une extension considérable, la Banque du Rhin installa à son tour une succursale à Sarrebruck. Cette banque avait été constituée le 19 mai 1919 et était la création d'un groupement financier comprenant principalement la Banque Bauer, Marchal et C^{ie}, de Paris, et la Banque Renault, de Nancy. Avant d'ouvrir sa succursale de Sarrebruck, elle en avait déjà installé dans la Rhénanie occupée (Cologne, Wiesbaden, Neustadt).

D'autres banques, alsaciennes ou lorraines, au lieu d'installer des succursales, employèrent le deuxième procédé que nous avons indiqué : elles fondèrent des filiales.

C'est ainsi qu'en août 1919 un consortium comprenant la Banque de Mulhouse, la Banque de Strasbourg (anciennement Stehling, Valentin et C^{ie}) et la Banque d'Alsace-Lorraine, fonda à Sarrebruck la Banque de la Sarre et des Pays Rhénans au capital initial de 6 millions de marks porté en janvier 1924 à 10 millions de francs.

C'est ainsi également que sous les auspices de la Société Nancéienne de Crédit Industriel et de Dépôts, fut constituée le 14 novembre 1919 la Banque Régionale de la Sarre (Landesbank des Saargebietes) au capital initial de 30 millions de marks et actuellement de 12 millions de francs.

Après l'installation de la Banque du Rhin on trouvait donc en Sarre trois succursales et deux filiales de banques françaises.

Disons de suite qu'une de ces Sociétés, la Banque de la Sarre et des Pays Rhénans, sur laquelle de grands espoirs étaient fondés, n'existe plus à l'heure actuelle, ayant dû déposer son bilan en septembre 1928, à la suite d'une mauvaise gestion et notamment d'immobilisations inconsidérées dans un petit nombre d'affaires industrielles. Si la banque, par ce procédé, tient, comme nous l'avons dit, ces affaires dans sa main, inversement les mauvais résultats de celles-ci, surtout quand il n'y a pas une répartition des risques, peuvent entraî-

ner la défaillance de la banque, ce qui fut le cas de la Banque de la Sarre et des Pays Rhénans, qui s'appuyait surtout sur les crédits consentis par les banques mères. La Banque d'Alsace et de Lorraine, à la suite de difficultés, ayant dû se créer des disponibilités et ayant rappelé en quelques mois une quarantaine de millions qu'elle avait laissés à la disposition de la Banque de la Sarre et des Pays Rhénans, celle-ci, ayant par ailleurs la presque totalité de son actif immobilisée à trop long terme et ayant consenti des crédits à des débiteurs douteux, ne put satisfaire à ses obligations.

La Banque du Rhin, de son côté, subissait à la même époque de grosses pertes à la suite de spéculations personnelles d'un sous-directeur de sa succursale de Sarrebruck avec les fonds de la banque et pouvait difficilement se relever. Elle fut absorbée le 17 décembre 1928 par la Banque d'Alsace et de Lorraine, à la suite d'une augmentation de capital de cette dernière, souscrite pour la plus grande partie par la Banque Bauer-Marchal et C^{ie}. A la Banque d'Alsace et de Lorraine s'est substituée en 1931 le Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine, société filiale de la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial.

Enfin, la Banque Nationale de Crédit ayant disparu, sa succursale de Sarrebruck a été reprise, comme tous ses établissements, par la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie.

Il existe donc actuellement en Sarre des succursales de trois banques françaises :

la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie ;
le Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine ;
la Société Générale Alsacienne de Banque,
et une société sarroise, la Banque Régionale de la Sarre, qui est une filiale de la Société Nancéienne de Crédit Industriel et de Dépôts.

*
**

Les banques allemandes existant en 1919 ont d'abord continué à fonctionner dans les conditions d'avant la guerre, mais là aussi nous avons d'importants changements à signaler.

La Deutsche Bank et la Diskonto Gesellschaft qui étaient indépendantes ont fusionné et forment actuellement la Deutsche Bank - Diskonto Gesellschaft, appelée dans le langage courant la « Dedi ». C'est donc, en dehors de la Reichsbank, le seul établissement de crédit allemand ayant une succursale à Sarrebruck. Il semble d'ailleurs qu'elle n'ait pas besoin des capitaux allemands et que la succursale de Sarrebruck soit plutôt créditrice que débitrice vis-à-vis du siège social.

Des trois banques privées que nous avons signalées, seule la puissante banque Röchling est florissante. La Banque Haldy frères est disparue peu de temps après la chute de la Banque de la Sarre et des Pays Rhénans (1). Les motifs des deux défaillances sont

(1) La chute de la Banque Haldy a eu comme résultat d'arrêter une campagne menée contre les banques françaises, après la défaillance de la Banque de la Sarre et des Pays Rhénans.

analogues : mauvaise gestion et immobilisations considérées. A la Banque Haldy était joint un commerce de bois et de charbons financé par la banque. A la suite de mauvaises affaires sur les bois, la banque dut déposer son bilan.

Quant à la maison Grohé-Heinrich, son effondrement ne put être évité en 1929 que grâce au concours apporté pour des raisons politiques par la Deutsche Bank und Diskonto Gesellschaft, qui l'absorba.

Nous avons également mentionné la disparition de la Kommerzbank, entrée en liquidation le 10 mars 1932.

Nous devons ajouter qu'une nouvelle banque locale, la Saar-Handelsbank (actuellement au capital de 3 millions) a été constituée en octobre 1919 sous le nom de Banque suédoise de la Sarre par un groupe de banquiers et industriels suédois, sarrois, hollandais et suisses ; la dénomination actuelle a été adoptée par l'assemblée du 29 avril 1922. Les étrangers semblent s'être retirés et elle constitue actuellement la seule société anonyme de banque spécifiquement sarroise, d'importance moins grande que les banques précédemment citées, quoique favorisée par les autorités. Par suite de son origine internationale, elle a gardé des facilités de relations financières dans un certain nombre de pays, ce qui lui permet de servir d'intermédiaire aux communes désirant placer des emprunts à l'étranger (1).

(1) Notons que les rapports de la Direction et du Conseil à l'Assemblée générale sont excessivement concis. Pour le dernier exercice, l'un était de six lignes, l'autre de quatre. La presse économique qui parle des relations financières internationales de cette banque n'apporte également aucune précision.

Au total existent donc actuellement :

Une succursale de la Reichsbank ;

Une succursale de banque allemande ;

Trois succursales de banques françaises ;

Trois banques sarroises (dont une filiale de banque française et une banque affaire privée).

Il n'existe pas de banque ayant des origines belges ou luxembourgeoises.

De 1919 au 1^{er} juin 1923, date de l'adoption définitive du franc comme monnaie légale, comme nous le verrons dans la deuxième partie, l'activité bancaire fut dominée par la question du change. Pendant cette période, le mark était la monnaie légale des transactions. Les salaires, au contraire, dans les Mines, puis dans l'industrie étaient payés en francs. Dans tous les villages surgirent des bureaux de change, soit filiales de banques existantes, soit même montés par de nouvelles petites entreprises bancaires, dont l'unique occupation était le change. Pour faire leurs achats quotidiens, les salariés avaient besoin de marks. Pour payer les salaires, les industries qui avaient des recettes en marks devaient trouver des francs. Les bureaux de change étaient envahis, d'autant plus qu'aux personnes ayant réellement besoin de monnaie se mêlaient une foule de petits spéculateurs à la hausse ou à la baisse du mark. Cette fièvre de change tomba quand le mark perdit toute valeur et que le franc devint la monnaie légale sarroise.

*
**

A propos de l'organisation bancaire en Sarre avant 1919, nous avons donné un aperçu de la politique de crédit à long terme des banques allemandes. C'est la même politique que poursuivent les banques allemandes ou sarroises qui subsistent. Nous n'avons donc rien à y ajouter.

Les banques françaises se sont installées en prévision du commerce actif qui devait se développer entre la France et la Sarre. En raison de l'incertitude du sort futur de la Sarre, elles se montrent assez peu disposées à pratiquer le crédit à long terme, avec lequel elles pourraient avoir des difficultés de rapatriement des capitaux. Aussi, si elles fournissent du crédit à court et moyen terme aux affaires françaises et sarroises, si même elles font, dans une certaine mesure, des prêts aux communes, elles servent surtout pour les opérations commerciales, l'escompte et le recouvrement des effets tirés de la France sur la Sarre ou inversement. C'est là leur champ d'affaires naturel. Elles sont avant tout un trait d'union entre le commerce sarrois et le commerce français alors que les banques allemandes servent plutôt de liaison entre la Sarre et l'Allemagne.

Les ressources des banques françaises leur sont fournies, en dehors du capital propre à la Banque Régionale de la Sarre, (et autrefois celui de la Banque de la Sarre et des Pays Rhénans) par les dépôts des particuliers, des industries, des Mines, du Gouvernement et éventuellement par leurs sièges. Il est certain

qu'au début, alors que le taux de l'intérêt était beaucoup plus élevé en Sarre qu'en France les succursales sarroises ont reçu, par l'intermédiaire de leurs sièges sociaux, de nombreux capitaux français qu'elles ont utilisés en Sarre. Il n'existe naturellement aucun chiffre permettant de confirmer cette assertion, mais il semble qu'actuellement, pour les banques françaises comme pour les banques allemandes, les ressources qu'elles trouvent sur le Territoire même suffisent à alimenter leurs opérations de crédit. Un déposant particulièrement important est la Caisse de la Commission de Gouvernement dont, au cours des années écoulées, la Trésorerie a été fort à l'aise. L'argent provenant des impôts est placé dans les établissements de crédit. Un décompte des placements de la Commission de Gouvernement dans les diverses banques a été donné par la presse le 10 avril 1926. Le total se montait à environ 120 millions pour la caisse de l'Etat, 17 millions pour la caisse des chemins de fer, 12 millions pour celle du Service des Postes.

Les guichets des banques françaises font naturellement le service habituel des banques : paiement de coupons, achat de titres en Bourse, émission des rentes ou obligations françaises, mais la clientèle formée par la colonie française semble seule en faire usage. Nombreux sont les Sarrois ayant des comptes courants dans les banques françaises, rares sont ceux qui achètent des titres.

Les banques françaises (de même que les banques allemandes d'ailleurs) ont assez peu eu occasion de placer des emprunts de collectivités ou d'entreprises

sarroises. Le plus important a été l'emprunt obligataire de 50 millions 5,50 % 1929 des Forges et Aciéries de Dilling, garanti par la Société des Forges et Aciéries de la Marine. Par l'entremise des banques françaises ayant des succursales en Sarre, cet emprunt a été à peu près totalement placé en France et surtout en Alsace et en Lorraine. La quantité d'obligations qui est restée en Sarre est infime. On peut y ajouter les emprunts obligataires 7 % 1929 de 28 millions de francs et 6 % 1931 de 3 millions de francs de la Banque hypothécaire (Hypothekenbank) et les emprunts obligataires 7 % 1929 de 20 millions de francs et 6 % 1930 de 30 millions de francs de la Banque Générale de Crédit Foncier de la Sarre dont la majeure partie, grâce au concours des banques françaises, a été placée en France, le reste ayant été placé en Luxembourg et en Sarre.

Quant au cercle et à la ville de Sarrebruck, ils ont contracté des emprunts en Amérique et si la ville de Sarrebruck a contracté un emprunt de 40 millions en France, elle s'est adressée directement à la Fraternelle de Lille.

Ajoutons que, bien que le franc soit la monnaie légale, si les paiements effectifs sont faits en francs, les comptes-courants dans les banques peuvent être libellés en une autre monnaie. La majorité des comptes sont des comptes-francs, mais il existe également notamment des comptes-marks et des comptes-dollars. L'ordonnance établissant le franc comme monnaie légale a expressément autorisé les affaires de banques faites dans une autre monnaie.

*
**

De même que nous ne pouvons connaître l'activité de la succursale de la « Dedi » ou de la banque Röchling, il n'existe pas de documents permettant de se faire une idée des opérations des succursales des banques françaises en Sarre, puisque ces opérations sont englobées dans celles de l'ensemble de la société. Les seuls bilans qui sont publiés actuellement sont ceux des deux sociétés anonymes indépendantes, la Banque Régionale de la Sarre et la Saar-Handelsbank.

Le total du bilan de la Banque Régionale de la Sarre au 31 décembre 1933 est de 152 millions. Les principaux postes de l'actif sont :

Caisse, Avoir à la Banque de France, à la Reichsbank et au compte de chèques-postaux	20 millions
Effets escomptés	13 millions
Avoir près de diverses banques	4 millions
Titres	4 millions
Prêts aux communes	10 millions
Débiteurs en compte courant	77 millions

Au passif, les deux postes principaux sont, outre le capital :

Avoir de banques et de banquiers	27 millions
Comptes créditeurs à court et à long terme	98 millions

Les comptes à court et à long terme étant bloqués sous la même rubrique, nous ne pouvons, comme nous l'avons fait pour la Kommerzbank, calculer le coeffi-

cient de liquidité. Toutefois, nous trouvons 37 millions immédiatement réalisables qui correspondent déjà à 30 % du passif exigible total, alors que pour la Kommerzbank la même partie de l'actif rapportée seulement au passif exigible immédiat n'était que de 20 %. La liquidité est donc beaucoup plus grande.

Le bilan de la Saar-Handelsbank au 31 décembre 1932 (1) n'a un total que de un peu plus de 26 millions.

A l'actif :

Caisse et Avoir à la Reichsbank . . .	2 millions
Avoir près des banques	1 million
Débiteurs en compte courant	22 millions

Au passif :

Capital	3 millions
Comptes créditeurs	23 millions

Le total des bénéfices bruts avait été de 1 million complètement absorbé par les frais généraux et les amortissements.

Nous avons indiqué que les banques françaises s'étaient installées en Sarre pour favoriser les échanges franco-sarrois pendant que les banques allemandes qui restaient assuraient la liaison entre la Sarre et l'Allemagne. Toutefois il n'y a pas de spécialisation absolue. La clientèle moyenne, nous voulons parler des petits industriels et des commerçants, n'a en général qu'un

(1) L'Assemblée générale a lieu assez tard, et le bilan au 31 décembre 1933 n'est pas connu au moment où nous mettons sous presse.

seul banquier et celui-ci, par suite du trafic de la Sarre avec les deux puissances voisines, reçoit aussi bien du papier commercial de Sarre sur Allemagne que de Sarre sur France. Certains établissements de crédit français qui n'ont pas de succursale en Sarre y ont même pour correspondant, non pas une banque française, mais la Deutsche Bank-Diskonto Gesellschaft. De son côté, la Société Générale Alsacienne de Banque a des succursales en Allemagne, notamment à Cologne et à Francfort et dans le Grand-Duché de Luxembourg, permettant un trafic bancaire facile avec ces pays. Par ailleurs, nous ayons déjà eu occasion de dire incidemment que le crédit des banques françaises n'est pas réservé aux industries à capitaux français (comme certains le laissent supposer), mais s'étend aux entreprises sarroises, et même aux communes ainsi que le montre le dernier bilan de la Banque Régionale de la Sarre, que nous avons résumé plus haut. Il n'y a donc pas de spécialisation de clientèle d'après son origine, mais bien au contraire une collaboration des diverses banques, tant d'origine française que d'origine allemande ou purement locales, pour contribuer d'une façon efficace au développement économique du Territoire.

*
**

Nous avons vu que la Reichsbank avait conservé une succursale à Sarrebruck. Elle réescompte non seulement les effets en marks, mais également les effets en francs français. Toutes les banques ont un compte vers elle.

La succursale de la Reichsbank publie chaque année un tableau des virements et des dépôts effectués chaque mois près d'elle. Ce tableau, que nous reproduisons ci-dessous, montre un léger fléchissement des affaires bancaires en 1932 et une reprise en 1933 pour les virements en francs, alors que la baisse continue pour les virements en marks.

MOYENNES MENSUELLES

	CHIFFRE DES VIREMENTS				VERSEMENTS			
	En 1.000 Reichsmarks		En 1.000 Francs		En 1.000 Reichsmks		En 1.000 Francs	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1925	21.667	21.644	123 856	123 989				
1926	21.221	21.204	232 571	132 452				
1927	24.481	24.846	148 768	148.781				
1928	25 583	25.574	185.037	184.766	3.927	3.044	9 591	34.614
1929	23 282	23.236	220.780	220.717	4.017	3.205	10.390	43.369
1930	21.325	21.336	191.250	141.190	3.942	3.440	10 223	40.281
1931	25.546	25.568	203 498	201.192	4.168	3.162	10.288	34.626
1932	17.994	18.409	180 105	181.544	2.629	1.848	9.230	18.034
1933	16.496	16.509	214 783	215 663	1 753	1 214	8.677	26.677

La Banque de France n'a pas pu établir de succursale en Sarre, ses statuts ne lui permettant pas d'avoir d'établissement en dehors du territoire national. Elle créa un bureau auxiliaire à Sarreguemines le 21 août 1919. Ce bureau qui dépendait primitivement de la succursale de Metz, a été rattaché en 1923 à la succur-

sale de Strasbourg. C'est lui qui est chargé des opérations avec la Sarre.

Le bureau de Sarreguemines escompte dans les mêmes conditions qu'en France le papier commercial libellé en francs, non seulement des banques françaises, mais également des banques sarroises. Il n'y a donc pas que le papier Sarre sur France qui soit admis au réescompte. Il en est de même du papier Sarre sur Sarre détenu par les banques françaises ou locales, à condition bien entendu qu'il satisfasse aux conditions exigées par la Banque de France. Celle-ci intervient donc pour faciliter le crédit en Sarre dans les mêmes conditions qu'en France. Naturellement, le bureau de Sarreguemines reçoit un certain nombre d'effets tirés de France sur Sarre et dont il assure en Sarre le recouvrement par l'intermédiaire des banques locales.

C'est le bureau de la Banque de France de Sarreguemines qui alimente la Sarre en monnaie française. Il n'est par suite pas extraordinaire que ce bureau ait un mouvement de numéraire beaucoup plus important que celui des succursales des grandes villes françaises. Depuis 1919, les sorties de monnaie du bureau de Sarreguemines à destination de la Sarre ont dépassé d'environ deux milliards et demi les entrées provenant du Territoire. Nous ne croyons toutefois pas que la monnaie française circulant dans le Territoire de la Sarre atteigne ce chiffre ; car si l'on peut admettre que presque tout l'argent circulant en Sarre est entré par le canal de la Banque de France, une partie a pu

en sortir par d'autres voies (par exemple numéraire emporté par les personnes rentrant en France, montant de la vente sur les marchés sarrois des produits agricoles lorrains, etc.).

*
**

Au total, nous trouvons dans cette région qu'est le Territoire de la Sarre, et avec l'aide presque uniquement des capitaux locaux, une collaboration entre les banques et l'industrie et entre les diverses banques, collaboration qui serait certainement plus intense si l'incertitude du régime futur était levée. Cette collaboration présente en outre un caractère international puisque les banques sont d'origine sarroise, française ou allemande et qu'elles s'appuient également sur la banque d'émission allemande et sur la banque d'émission française.

§ 2. — Les Banques hypothécaires

Il y a toujours eu en Sarre du crédit gagé par les immeubles. Les banques, les caisses d'épargne, les simples particuliers faisaient (et font encore) des prêts garantis par des hypothèques, mais il n'existait pas avant la guerre de banque hypothécaire proprement dite, au sens de la loi allemande du 13 juillet 1899.

C'est en 1919 que se fonda, avec une importante participation de la ville de Sarrebruck, représentée dans le Conseil d'administration, l'Hypothekenbank Saarbrücken primitivement au capital de 5 millions de

marks et actuellement de 5 millions de francs. C'est une affaire strictement sarrebruckoise. Elle émit des lettres de gage en marks.

A la suite de la débâcle du mark et pour permettre des émissions en France, un groupe formé par les banques françaises ayant des succursales ou des filiales en Sarre et les principales industries franco-sarroises constitua en mai 1923 la Caisse centrale sarroise de Crédit Immobilier au capital de 4 millions de francs, dont un quart est versé. Son objet n'était pas de faire directement des prêts hypothécaires, mais de consentir des avances sur des garanties réalisables en Territoire sarrois aux institutions sarroises spécialisées dans les prêts sur hypothèques et à la construction d'habitations à bon marché. Elle s'interdisait les opérations de banque proprement dites. Avec l'aide d'un prêt de 5 millions de la Commission de Gouvernement et de bons qu'elle émit surtout en France, elle put faire des prêts à l'Hypothekenbank, aux caisses d'épargne et aux coopératives de crédit.

L'Hypothekenbank, grâce à l'appui de la Caisse centrale sarroise de Crédit immobilier, c'est-à-dire, dans l'ensemble, de capitaux français, put à nouveau développer son activité. Elle émit 2 millions de dollars d'obligations aux Etats-Unis puis 31 millions de francs d'obligations qui, comme nous l'avons vu au paragraphe précédent, furent pour la plupart placées en France par le canal des banques françaises intéressées en Sarre.

En octobre 1929, l'Hypothekenbank, sarroise, et la

Caisse centrale sarroise de Crédit immobilier, française, fondèrent une filiale commune, la Banque Générale de Crédit Foncier (Allgemeine Bodenkreditbank) qui a émis, pour une grande partie en France, 20 millions de lettres de gage et 30 millions d'obligations communales pour faire surtout des prêts à la construction, cautionnés par les communes et subventionnés par la Commission de Gouvernement.

Ce sont ces trois établissements qui, actuellement, sont les organes types du crédit immobilier en Sarre. On peut remarquer, par le court historique que nous venons de faire, que la plus grande partie de leurs fonds sont d'origine française.

Comme les banques hypothécaires sont toutes des sociétés anonymes, nous possédons leurs bilans qui nous permettent de nous faire une idée de leur activité. Au dernier bilan que nous possédons (31 décembre 1932) les prêts hypothécaires consentis par l'Hypothekenbank se montaient à 78 millions, et ceux de la Banque Générale de Crédit Foncier à 57 millions. La Caisse centrale sarroise de Crédit immobilier, qui ne fait pas les prêts directs aux usagers, mais consent des avances aux autres institutions, avait un total de compte-courants débiteurs de 23 millions. Le total des affaires de cette caisse décroît d'ailleurs (43 millions de comptes débiteurs en 1928, 39 millions en 1929, 31 millions en 1930, 37 millions en 1931, 23 millions en 1932) ce qui semble prouver que les organismes faisant le crédit hypothécaire disposent par eux-mêmes de ressources suffisantes.

A la suite de l'effondrement du mark et de la baisse du franc, un certain nombre d'inscriptions hypothécaires ont été prises en dollars, que l'on considérerait comme le type de la monnaie stable (ce que les événements ont démenti). Dans d'autres prêts hypothécaires, la valeur du prêt a été basée sur le prix de certaines marchandises, le seigle par exemple, ou a été fixée en poids d'or fin. La Cour suprême de Sarrelouis, par un arrêt du 22 juin 1926, a déclaré ces clauses valables, sous condition que le paiement effectif ait lieu en francs. A la suite de cet arrêt, une ordonnance de la Commission de Gouvernement du 20 janvier 1927 a autorisé les hypothèques basées sur un poids d'or fin. Le chiffre à payer est calculé d'après le cours de l'or à Londres en livres sterlings et le cours de la livre à Paris. Le paiement doit se faire en francs et non dans une autre devise.

§ 3. — Les Sociétés coopératives de crédit

Les sociétés coopératives de crédit se sont développées en Sarre, comme dans le reste de l'Allemagne, depuis la deuxième moitié du siècle dernier et le changement de régime n'a pas eu d'influence sur elles. Elles correspondent à l'idée que, par la coopération, l'agriculteur, l'artisan, pourront éventuellement trouver le crédit que leur refuseraient les grandes banques, soit que leur solvabilité n'apparût pas suffisante, soit que la banque trouvât l'opération trop peu importante et par suite peu rémunératrice. Les sociétés coopératives de crédit ont pour but de fournir du crédit soit

exclusivement, soit principalement, à leurs membres. Les crédits qu'elles accordent sont souvent de longue durée. Les milieux de petits commerçants, d'agriculteurs et d'artisans font notamment large usage du crédit en compte-courant, accordé moyennant caution, gage ou hypothèque.

Il existe en Sarre 231 sociétés coopératives de crédit ainsi réparties :

220 sociétés avec 43.781 membres sont du type Raiffeisen et rattachées à l'union des coopératives de crédit agricoles allemandes (Reichsverband der deutschen landwirtschaftlichen Genossenschaften-Raiffeisen).

9 sociétés avec 7.620 membres sont du type Schulze-Delitsch et rattachées à l'union coopérative allemande (Deutscher Genossenschaftsverband-Schulze).

2 sociétés avec 10.439 membres sont rattachées à des unions différentes :

La caisse d'épargne et de prêt des chemins de fer (Eisenbahn-Spar und Darlehenskasse) (7.574 membres) appartient à l'union des caisses de prêt des chemins de fer.

La Banque sarroise des employés (Saarländische Beamtenbank) (2.865 membres) fait partie de l'union des caisses de crédit des employés allemands.

Ces deux établissements ne font du crédit qu'aux personnes des professions indiquées par leur nom.

*
**

Tous ces organismes de crédit populaire doivent, en principe, servir et non pas réaliser des bénéfices,

« dienen, nicht verdienen ». Les caractéristiques de ces sociétés coopératives de crédit et les différences entre les caisses du type Raiffeisen et celles du type Schulze-Delitsch sont connues et nous les retrouvons dans la Sarre telles qu'elles sont décrites dans les ouvrages d'économie politique. Aussi n'insisterons-nous pas. Mentionnons toutefois que la solidarité illimitée n'est pas partout respectée. Sur les 231 coopératives de crédit, 194, soit 84 %, pratiquent la solidarité illimitée ; 37, soit 16 %, sont à responsabilité limitée.

Les coopératives dans lesquelles la responsabilité des membres est illimitée disposent naturellement près des autres instituts d'un crédit plus élevé que celles où la responsabilité est limitée.

Le nombre des sociétés qui ne font pas face à leurs engagements est très faible. Il n'y en a eu que 3 entre 1925 et 1931, par suite d'un manque de liquidité.

Les sociétés du type Raiffeisen, beaucoup plus nombreuses que celles du type Schulze-Delitsch, sont éparpillées dans les bourgs, dirigées gratuitement et s'adressent surtout aux agriculteurs et aux artisans. Les bénéfices réalisés ne sont pas distribués, mais mis aux réserves.

Certaines de ces coopératives de crédit agricole sont en même temps coopératives d'achat. Elles font par exemple l'achat d'engrais, en avançant l'argent nécessaire et ne sont remboursées qu'après la vente des récoltes. L'agriculteur trouve ainsi une facilité qu'il n'aurait probablement pas près d'une banque ordinaire, dont la durée de prêts, destinés surtout au

commerce, est généralement limitée à quatre-vingt-dix jours.

*
**

Les coopératives de crédit du type Raiffeisen ne disposent en général que de moyens assez faibles qui proviennent surtout de dépôts d'épargne de leurs membres (1). Aussi sont-elles groupées autour de caisses centrales qui reçoivent les fonds inutilisés de certaines pour les diriger vers celles qui manquent d'argent. Les caisses centrales, à leur tour, placent leurs disponibilités dans les banques, de sorte que, par leur canal, les plus petites coopératives s'intègrent dans le système bancaire général dont elles forment, pouvons-nous dire, l'échelon inférieur, celui auquel s'adresse la toute petite clientèle. Les caisses centrales achètent en outre des valeurs, notamment des lettres de gage hypothécaires et des obligations communales, ce qui les fait participer également au crédit immobilier dont nous avons parlé dans le deuxième paragraphe.

Les 163 coopératives de crédit qui étaient dans l'ancienne partie prussienne du Territoire de la Sarre avaient une caisse centrale située à Coblenz, celles de la partie bavaroise à Ludwigshafen. Par suite des difficultés rencontrées pour faire rentrer en Sarre l'argent confié à ces caisses centrales en Allemagne (2),

(1) Le taux d'intérêt qu'elles donnent est de 1/2 % supérieur à celui des caisses d'épargne publiques.

(2) Mentionnons que, lors de ces difficultés, les banques françaises installées en Sarre ont soutenu efficacement les coopératives de crédit qui risquaient de ne pouvoir faire face aux demandes de remboursement.

une caisse centrale, la « Genossenschaftliche Zentralbank » fut créée à Sarrebruck le 1^{er} janvier 1932. Au 31 décembre 1933, cette caisse centrale avait avancé 28 millions aux diverses coopératives affiliées.

*
**

Les sociétés du type Schulze-Delitsch sont établies surtout dans les villes et, malgré le nom de banques populaires qu'elles portent souvent, sont en réalité de véritables banques pour la classe moyenne. La Saargenossenschaftsbank, par exemple, une des plus importantes, a un siège principal à Sarrebruck, 11 filiales et 18 agences. Comme ces sociétés ont une clientèle disposant de beaucoup plus de ressources que les sociétés du type Raiffeisen, que les participations des membres y forment un capital beaucoup plus important, elles peuvent avoir plus d'indépendance et n'ont pas de caisse centrale.

Le dernier rapport (mars 1934, relatif à l'année 1933) de la Saargenossenschaftsbank, que nous pouvons prendre comme type de ces banques, renferme quelques renseignements intéressants.

Ses membres, au nombre de 1349, se décomposaient d'après les professions de la façon suivante :

Artisans autonomes	278
Commerçants	287
Agriculteurs	26
Professions libérales. . .	188
Fonctionnaires	101
Employés	289
Sans profession	180
Total	1.349

Le rapport mentionne que la banque a pu satisfaire toutes les demandes de crédit par ses propres moyens, sans recourir à d'autres organismes.

85,9 % des sommes portées au bilan sont en francs, 11,9 % en marks, 1,7 % en dollars et 0,5 % en autres devises. Le rapport signale qu'au cours de l'année, de nombreux comptes en dollars ont été transformés en francs. Le Sarrois, qui a vécu successivement la débâcle du mark et la chute du franc, a la hantise de trouver une monnaie saine, dont la valeur se conserve, qui soit « wertbeständig ». La majorité des Sarrois, en comparant les encaisses-or respectives de la Banque de France et de la Reichsbank, en voyant la dépréciation du dollar et la menace qui pèse sur le mark, considèrent à l'heure actuelle le franc français comme la monnaie la plus saine, et c'est ce phénomène psychologique qui a amené la transformation en comptes-francs d'un grand nombre de comptes-marks ou de comptes-dollars. (1)

(1) Il ne faut pas tenir compte, sur ce point, des articles de journaux, inspirés par une tendance politique visible. Les faits, tels que celui que nous signale le rapport de la Saargenossenschaftsbank, montrent l'état d'esprit d'une façon beaucoup plus sûre. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'un phénomène dû au hasard. Le rapport de la Vereinsbank Saarbrücken (banque populaire du même groupe que la Saargenossenschaftsbank) indique que les comptes en francs étaient de 34,3 % fin 1930; 55 % fin 1931; 78,4 % fin 1932; 85,4 % fin 1933. Pendant le même laps de temps les comptes en marks baissaient de 49,9 % à 14,4 %, ceux en dollars de 15,7 à 0,1 %, les autres devises se maintenant à 0,1 %. Un accroissement analogue se constate dans les caisses d'épargne. La question de la confiance en la devise française pourrait avoir une influence sur le résultat du plébiscite.

La banque accepte des dépôts d'épargne non seulement de ses membres, mais d'autres personnes. Elle avait ainsi 12.481 comptes d'une moyenne de 4.671 frs. par compte.

Le bilan se montait à un total de près de 90 millions. Les principaux postes étaient les suivants :

Actif :

Caisse	2.231.170 frs.
Avoir à la Reichsbank	519.551 —
Avoir aux chèques-postaux	251.494 —
Avoir dans les banques	5.736.873 —
Papier de commerce	11.812.116 —
Titres	2.052.750 —
Prêts sur première hypothèque ..	24.008.037 —
Prêts sur caution	1.204.333 —
Prêts aux communes ou établis- sements publics	2.236.667 —
Comptes-courants débiteurs	37.558.886 —
Immeubles	2.135.000 —

Passif :

Participation des membres	4.693.818 —
Comptes-courants créditeurs	14.589.042 —
Comptes d'épargnes	59.989.418 —
Dépôts à longue échéance	5.581.151 —

La plupart des comptes d'épargne sont à préavis de 3 mois, 6 mois et même un an.

Par suite, le rapport de l'actif immédiatement réalisable au passif exigible était de 115 %.

Il y a eu un dividende de 7 % distribué aux membres.

A part son mode de constitution, une telle société de crédit, qui traite toutes les affaires bancaires et distribue un dividende, est tout à fait comparable à une banque. Nous pouvons même remarquer qu'elle joue un rôle beaucoup plus important en Sarre que la Saarhandelsbank, la seule société anonyme de banque spécifiquement sarroise dont nous avons résumé plus haut le bilan.

Comme on peut s'en rendre compte par le nombre de membres, les sociétés coopératives de crédit, de l'un ou de l'autre type, ont trouvé en Sarre une large expansion et elles ont rendu de signalés services à une partie fort intéressante de la population.

§ 4. — Les Caisses d'épargne

Les caisses d'épargne ont pour but principal d'offrir à la population ouvrière un moyen commode de placer à intérêt ses économies, même de faible importance, pour pouvoir les retrouver, accrues, lorsque les circonstances défavorables, la maladie ou la vieillesse, en diminuant les ressources, forceront l'épargnant à puiser dans les réserves des bonnes années. Comme leur nom l'indique, elles doivent être avant tout des organismes d'utilité publique destinés à développer l'épargne, s'adressant à une clientèle qu'effraient les placements financiers et devant donner toute sécurité, la question du revenu passant au second plan.

Il existe actuellement en Sarre 13 caisses d'épargne publiques : 5 caisses d'épargne de cercles, dans l'an-

cienne partie prussienne, à Sarrebruck, Sarrelouis, Ottweiler, Saint-Wendel et Merzig, 3 caisses d'épargne de districts, dans l'ancienne partie bavaroise, à Saint-Ingbert, Blieskastel et Hombourg, 3 caisses d'épargne de villes à Sarrebruck, Sarrelouis et Neunkirchen, 2 caisses d'épargne de communes à Völklingen et Ensheim. Naturellement, pour se mettre plus à portée des épargnants, un certain nombre de ces caisses d'épargne ont des succursales et des bureaux auxiliaires. (La caisse d'épargne du cercle de Sarrebruck, la plus importante, par exemple, a actuellement 8 succursales et 28 bureaux auxiliaires).

Les dépôts dans les caisses d'épargne jouissent de la garantie subsidiaire de la commune, de la ville ou du cercle dont dépend la caisse.

Les caisses d'épargne acceptent des dépôts dans les diverses monnaies. Pendant longtemps, les dépôts en francs dans les caisses d'épargne représentaient environ 40 % du total, les autres étant libellés en marks et en dollars. Actuellement, les dépôts en francs représentent 80 % de l'ensemble, ce qui confirme la remarque que nous avons faite dans le précédent paragraphe relative à la confiance envers le franc.

Deux tiers environ des dépôts n'atteignent pas 3.000 francs.

Mentionnons également que, pour développer le sens de l'épargne, les caisses d'épargne ont introduit un système de tirelires que l'épargnant peut remplir sou par sou à la maison et dont le contenu est ensuite ramassé par la caisse et porté à son compte. En un an,

avec 8.514 tirelires, une caisse d'épargne a ramassé 1.197.000 francs.

Depuis une vingtaine d'années, les caisses d'épargne sarroises ont dévié de leur rôle normal et sont devenues par beaucoup de points en réalité de véritables petites banques. A côté des dépôts d'épargne proprement dits avec livrets, elles tiennent des dépôts en compte courant sur lesquels le titulaire peut tirer des chèques.

*
**

Si les caisses d'épargne réunissent les fonds des petits épargnants, elles doivent les faire fructifier, mais d'une façon où la sécurité doit primer le rendement. Elles ne doivent donc pas les engager dans des entreprises hasardeuses. Autrefois, les caisses d'épargne faisaient généralement des placements en valeurs de tout repos, telles que celles autorisées pour le placement des biens de mineurs. Puis les caisses d'épargne sarroises se sont mises à accorder à leurs épargnants, artisans, petits commerçants, qui ne trouvaient pas de crédit vers les banques, des prêts à faible intérêt contre gage ou caution. Pour eux, la caisse d'épargne tient lieu de banque. Nous devons ajouter que les prêts sur gage ou caution n'ont pas pris un très grand développement. Par contre, les caisses d'épargne ont largement développé les prêts hypothécaires. Ceux-ci constituent leur placement le plus important et le total des prêts hypothécaires consentis par les caisses d'épargne en Sarre est de beaucoup supérieur au total des prêts hypothécaires alimentés par les caisses spé-

ciales de crédit immobilier dont nous avons parlé au deuxième paragraphe de ce chapitre. Il faut d'ailleurs ajouter que, dans l'ensemble, la clientèle est différente, les caisses d'épargne faisant surtout des prêts en grande quantité, mais de sommes assez peu importantes aux petits propriétaires, pendant que les banques proprement dites traitent les grosses affaires. C'est d'ailleurs en se basant sur ce que les banques réservaient leurs crédits pour l'industrie et négligeaient le petit commerce et l'artisanat que les caisses d'épargne sarroises ont cherché à donner une explication de leur transformation en établissement de crédit pour la classe moyenne.

A côté des prêts hypothécaires, les caisses d'épargne font également des prêts à moyen et long terme aux communes et aux établissements publics.

Au cours des dernières années, les prêts hypothécaires consentis par les caisses d'épargne étaient en général au taux de 7 %, les autres au taux de 7 1/2. Les dépôts remboursables à vue recevaient un intérêt de 3 1/2 %, ceux à préavis de un mois 4 1/2 %, ceux à préavis de 3 mois 5 % et ceux à préavis de 6 mois 6 %. Une entente est intervenue en 1933 entre les diverses caisses d'épargne pour baisser le taux de l'intérêt des prêts hypothécaires, ce qui devrait donner un essor à l'industrie du bâtiment. Depuis le 1^{er} avril 1933, le taux des prêts hypothécaires est fixé à 6 %. Par répercussion les taux des intérêts versés aux déposants ont été également réduits et fixés à 3 1/2 % pour les dépôts remboursables à préavis de un mois,

à 4 % pour ceux remboursables à 3 mois, 4 1/2 % pour ceux à préavis de 6 mois, 5 3/4 % pour ceux à préavis de un an.

L'importance des diverses caisses d'épargne est très différente. La caisse d'épargne du cercle de Sarrebruck avait par exemple au 1^{er} janvier 1932, 46.370 dépôts d'épargne pour un montant total de 314.576.495 frs, (les comptes en autres monnaies étant pour le calcul transformés en francs), tandis que la caisse d'épargne d'Ensheim n'avait que 475 dépôts d'un montant total de 1.427.974 francs. A côté des comptes sur livrets, la caisse d'épargne du cercle de Sarrebruck avait 2.236 comptes-courants d'un montant de 71.500.000 francs; on voit que son rôle de banque de dépôts est loin d'être négligeable.

Pour faire apparaître les principaux placements, nous prendrons encore comme exemple, à cause de son importance, la caisse d'épargne du cercle de Sarrebruck.

Le total des prêts hypothécaires consentis était de	168.626.466 frs
Le total des prêts aux communes ou cercles	92.128.856 —
Le total des prêts aux particuliers sur gage ou caution	1.630.854 —

Dans d'autres caisses, ces derniers prêts, plus aléatoires, sont plus développés. C'est ainsi que la caisse d'épargne de la ville de Sarrebruck avait accordé, en chiffre arrondis, 67 millions de prêts hypothécaires,

5 millions de prêts aux communes et 11 millions de prêts non hypothécaires aux particuliers.

*
**

Les caisses d'épargne, comme les coopératives de crédit, s'appuient mutuellement. Jusqu'en 1931, leurs fonds non employés étaient déposés à une caisse centrale, la « Landesbank der Rheinprovinz » à Dusseldorf. Devant les difficultés qu'éprouvaient les caisses à reprendre leurs disponibilités, la Commission de Gouvernement a voulu que cette caisse centrale fut constituée en Sarre, d'une façon analogue à ce que nous avons vu pour les coopératives de crédit. A cet effet, la Deutsche Girozentrale a ouvert une succursale spéciale pour la Sarre, qui gère les réserves. Le rapport de l'année 1933 de la Deutsche Girozentrale signale que les affaires de la succursale sarroise se sont développées et que les réserves des caisses d'épargne gérées par elle s'élèvent à 100 millions de francs.

L'importance des caisses d'épargne ressort du total des dépôts. Nous ne pouvons donner l'état des dépôts depuis 1920, car jusqu'en 1930 les statistiques (et il faut y faire attention, sous peine d'émettre des assertions erronées) indiquent les dépôts en francs sans mentionner les dépôts dans les autres monnaies. A partir du 1^{er} janvier 1930 au contraire, les statistiques nous donnent le total des dépôts en convertissant en francs au cours du jour les dépôts en monnaies étrangères. La variation des dépôts depuis cette date sera symptomatique, car elle embrasse la période de la crise. Les dépôts dans les caisses d'épargne provenant, dans

l'ensemble, de la masse ouvrière, il faudrait s'attendre (conformément au but même des caisses d'épargne) à une diminution, si cette masse souffrait réellement de la crise.

Or, le total de ces dépôts qui était de 493.440.978 frs. au 1^{er} janvier 1930 est passé à 646.265.124 frs. au 1^{er} janvier 1931, à 726.692.061 frs. au 1^{er} janvier 1932, à 784.655.824 au 1^{er} janvier 1933 et était environ de 821.500.000 francs en mars 1934. Il faut donc en conclure que, malgré la crise, la population sarroise connaît, dans l'ensemble, une aisance qu'elle ne connaîtrait pas si elle avait été rattachée à l'Allemagne. (1). Il faut en conclure également que cette population a confiance dans les caisses d'épargne et ne manifeste aucune inquiétude en les voyant remplir un rôle bancaire qui n'était pas prévu lors de leur création, mais qui peut être utile, si on le développe avec beaucoup de sagesse.

*
**

Nous trouvons donc actuellement en Sarre, sous des formes variées, une organisation de crédit largement développée. Elle permettrait aux affaires de reprendre rapidement si la crise actuelle était surmontée et si le régime politique se maintenait d'une façon définitive, écartant l'inquiétude de l'avenir. Comme nous l'avons montré, les classes les plus diverses de la société, agriculteurs, artisans, commerçants, petits

(1) Nous arriverons au même résultat dans le calcul des salaires réels,

et gros industriels peuvent trouver, s'ils offrent des garanties, du crédit par suite de la variété des établissements, chaque catégorie correspondant à une clientèle un peu différente. Petites coopératives de crédit du type Raiffeisen, banques populaires plus importantes du type Schulze, caisses d'épargne, banques hypothécaires, sociétés de crédit, sarroises, allemandes ou françaises, constituent un ensemble capable de satisfaire à tous les besoins.

CHAPITRE III

LE COMMERCE DES MARCHANDISES

Nous ne nous occuperons que du commerce international et surtout de celui qui fait le fond de notre étude, le commerce avec la France et avec l'Allemagne. Le commerce intérieur, quelque'intéressant qu'il puisse être, ne joue qu'un rôle accessoire dans l'économie sarroise et les marchandises qui en sont l'objet proviennent pour la plupart de l'extérieur. Le rôle de ce commerce est donc surtout un rôle de distribution.

Il semblerait logique d'étudier successivement le commerce de la Sarre avec la France, avec l'Allemagne et avec les autres pays. Toutefois, étant donnée l'importance des deux grandes industries qui sont à la base de l'économie sarroise, l'industrie houillère et l'industrie métallurgique, nous étudierons d'abord les débouchés des deux principaux produits exportés par la Sarre : le charbon et l'acier.

§ 1. — Le commerce du charbon

Tout le charbon produit par les mines n'est pas disponible pour le marché. Une proportion non négligeable est absorbée par les mines elles-mêmes. Toutes les statistiques de production que nous avons eu occasion de citer donnent toujours le charbon produit et non le charbon vendu.

Prenons par exemple la dernière année, 1933. Le total du charbon disponible (production et reprise au stock) était de 10.671.135 tonnes.

Sur cette quantité :

892.962 tonnes	ont été employées	par les mines elles-mêmes ;
306.192	—	ont été distribuées aux mineurs ;
369.251	—	ont été livrées à la cokerie ;
7.552	—	ont été livrées à la fabrique de briquettes ;
9.095.178	—	ont été disponibles pour la vente.

Remarquons toutefois que le charbon livré à la cokerie ou à la fabrique de briquettes se retrouve sous forme de produits livrés au commerce. On peut donc dire que sur les 10.671.135 tonnes, 1.199.154 (charbon de consommation propre et charbon de mineur, soit 11 %) ont été utilisées pour le service même des mines, le reste seul est disponible. Ce chiffre varie évidemment un peu avec les années. Il sera plus faible pour les années de grosse production, le charbon alloué aux mineurs, ainsi qu'une grande partie du charbon consommé étant indépendants du tonnage extrait. Nous

pouvons dire d'une façon générale que les mines doivent chaque année placer environ 90 % de leur production.

Ce point acquis, nous allons maintenant suivre l'évolution des ventes de charbon depuis 1920 et les comparer aux ventes de 1913.

I. — LA RÉPARTITION D'ENSEMBLE
ET LA PART DE LA SARRE

En 1913, sur une extraction totale de 13.216.309 tonnes :

868.258 tonnes avaient été consommées
par les mines;
110.164 — livrées au personnel ;
300.909 — transformées en coke ;
27.503 — stockées ;
11.909.475 — vendues.

Il avait été également vendu 244.593 tonnes de coke. La répartition par destination des combustibles vendus avait été la suivante :

	Charbon	Coke
Sarre	4.438.274 t.	166.844 t.
France de 1914 . .	933.232 t.	16.655 t.
Alsace-Lorraine .	1.331.954 t.	12.670 t.
Allemagne	4.063.031 t.	45.944 t.
Suisse	766.531 t.	1.300 t.
Luxembourg	57.073 t.	175 t.
Autriche-Hongrie.	22.693 t.	
Italie	195.864 t.	1.005 t.
Belgique	100.823 t.	
	11.909.475 t.	244.593 t.

Etant donné que le coke ne représente qu'environ 2 % des ventes, nous caractériserons l'évolution des débouchés au moyen de l'évolution des ventes de charbon.

La répartition de ces ventes depuis 1920 entre les divers pays est donnée par le tableau n° 19 (1).

Les quantités vendues en Sarre reflètent la situation économique générale du Territoire. Il ne saurait en être autrement, car la partie employée pour le chauffage domestique est pratiquement insignifiante et la grosse majorité est utilisée par l'industrie et tout particulièrement par la métallurgie. La marche de la métallurgie sarroise a, par suite, sa répercussion sur la marche des mines. C'est ainsi que nous pouvons, par le chiffre des ventes du charbon en Sarre, constater le léger redressement de 1933 succédant aux années de profonde dépression de 1931 et 1932.

Le Traité de Versailles, dans le § 15 de l'Annexe, a imposé à la France l'obligation de toujours satisfaire la consommation locale dans la proportion qui existait, au cours de l'exercice 1913, entre la consommation locale et la production totale du Bassin de la Sarre. Cette mesure a été prescrite dans l'intérêt de l'industrie du Territoire. En cas de pénurie de charbon, l'Etat français, propriétaire des mines, ne pourrait expédier tout le charbon à destination de la France, ce qui serait la ruine de l'industrie métallurgique sarroise. Il est obligé de satisfaire les demandes du Territoire, sinon

(1) A la fin de l'ouvrage.

complètement, du moins dans la proportion qu'indique le Traité.

La proportion du charbon fourni au Territoire de la Sarre en 1913 a été de 43,27 % de la production nette (ou 43,35 % du tonnage consommé ou vendu). Remarquons que la consommation locale comprend également la consommation propre des mines et le charbon livré aux mineurs. Ces quantités doivent être ajoutées au charbon vendu pour former le total à comparer avec les 43,27 % de l'extraction, quantum qui, d'après le Traité, doit rester en Sarre, naturellement s'il y a des commandes suffisantes.

Depuis 1920, comme en 1913, le Territoire vient toujours en ligne de compte pour une part notable dans les ventes de charbon. Remarquons que le chiffre de 1913 a été dépassé de 1927 à 1930 et que c'est, non point une cause locale, mais la crise mondiale qui a amené la décroissance de 1931 à 1933.

Avec des fluctuations, reflets de la situation économique, le Territoire lui-même est resté, surtout par sa métallurgie, un débouché comparable à ce qu'il était avant la guerre.

II. — LA PART DE LA FRANCE

Plus intéressant pour notre étude est la constatation d'un profond changement dans l'orientation des ventes du charbon en France et en Allemagne.

En 1913, parmi les quantités vendues, 44,1 % allaient en Allemagne, qui comprenait alors l'Alsace-Lorraine (soit plus que les quantités vendues en Sarre qui entraient pour 38,7 % dans le total). La France, par

contre, ne recevait que 7,7 %, et le total des autres pays (Suisse, Belgique, Autriche, Italie), 9,4 %.

En prenant une année normale antérieure à la crise, 1928 par exemple, nous trouvons que 39 % des quantités vendues sont restées en Sarre, 38 % ont été en France, 10 % en Allemagne, 13 % à l'étranger.

Si nous prenons la dernière année (1933) nous trouvons les chiffres suivants: 36,7 % en Sarre, 43,7 % en France, 10,4 % en Allemagne, 9,2 % à l'étranger.

Nous observons donc un revirement complet de la situation. L'Allemagne, qui, avant la guerre, prenait une portion importante du charbon sarrois, est actuellement un client beaucoup plus effacé, tandis que la France, de 7,7 % est passée à plus de 40 %.

Mais une première et importante rectification s'impose dans ce calcul. Les territoires recouvrés sont comptés depuis 1920 avec la France, alors qu'en 1913, ils étaient comptés avec l'Allemagne (1). Pour que les comparaisons soient exactes, il faut prendre en 1913 l'Allemagne et la France, considérées avec leurs limites actuelles. La part de l'Alsace-Lorraine dans les ventes étant de 11,1 %, on trouve donc en 1913 :

Allemagne actuelle 33 %

France actuelle 18,8 %

Sous cette forme où les comparaisons sont légitimes,

(1) Les statistiques allemandes font toujours un total pour la Sarre et l'Allemagne, total qui fausse l'aspect du problème. La Sarre actuellement, n'est pas en Allemagne, mais entre la France et l'Allemagne et ce qui est le plus intéressant à étudier est le jeu vers l'un ou l'autre de ces deux pays.

nous pouvons dire que la part proportionnelle de l'Allemagne a été réduite de plus des 2/3. (Actuellement 10,4 % au lieu de 33 %), et que celle de la France a plus que doublée (43,7 % au lieu de 18,8 %).

Les motifs de ce changement profond sont de plusieurs sortes.

La France recevait les Mines de la Sarre en compensation de la destruction des mines de charbon dans le Nord de la France (1). Le premier devoir de l'Etat français était donc de se servir du charbon sarrois pour pallier à la pénurie de combustible en France tout en fournissant la quote-part réservée à la Sarre elle-même. Alors qu'en 1920, tout un travail de reconstitution industrielle était nécessaire dans notre pays, les mines du Nord et du Pas-de-Calais qui, en 1913, avaient produit 27.389.317 tonnes, ne produisirent plus au cours de cette année que 9.748.601 tonnes, la différence de plus de 17 millions de tonnes étant pour la presque totalité imputable à la ruine des fosses situées en territoire envahi qui avaient été systématiquement détruites.

Les Mines domaniales françaises de la Sarre qui, nous l'avons vu dans le chapitre consacré à la production, débutaient dans d'assez mauvaises conditions, (gisement non préparé, matériel non entretenu, personnel déprimé) ne pouvaient à elles seules combler ce déficit. Du moins devaient-elles chercher à l'atténuer le plus possible et pour cela diriger vers la France tout le tonnage disponible, tout en maintenant les

(1) Article 45 du Traité de Paix.

relations avec les clients habituels de l'étranger, notamment en Suisse et en réservant la part de la Sarre. C'est ainsi que le tonnage envoyé en France a dû être, au début, prélevé sur le tonnage qui, avant la guerre, allait en Allemagne. Si ce motif a joué pendant quelque temps, notamment si lors de la grève anglaise ou de l'occupation de la Ruhr, les mines de la Sarre ont rempli leur rôle de réserve pour satisfaire en partie aux besoins du pays, la reprise de l'exploitation des mines du Nord, qui ont dépassé leur niveau d'avant la guerre (1) en a diminué l'intérêt.

Le territoire français reste pourtant actuellement le principal débouché du charbon sarrois. Le Service commercial qui, nous l'avons vu, a organisé en France un système d'agences de vente pour se rapprocher du consommateur, a su acquérir de nouveaux clients et conserver une partie de ceux qui, par la force des choses, avaient été amenés à se servir du charbon de la Sarre dans les premières années d'après la guerre.

Le charbon de la Sarre est d'ailleurs handicapé par de lourds frais de transport pour atteindre le centre

(1) Les Allemands se servent volontiers de l'argument que les Mines du Nord sont reconstituées et que le motif indiqué au Traité n'existant plus, les droits de la France sur les Mines de la Sarre devaient être considérés comme prescrits. Mais les Mines de la Sarre n'ont pas été données à la France en plus des réparations; elles sont une faible partie des réparations dues par l'Allemagne, et dont elle s'est si mal acquittée. Les Allemands ont détruit les mines du Nord et, par suite de leur carence, c'est l'épargne française qui a dû les reconstituer. Au reste, le Traité de Paix a donné à la France, non un usufruit des mines de la Sarre jusqu'à la reconstitution des mines du Nord, mais une propriété absolue.

de la France et il a à soutenir la concurrence, non seulement des charbons indigènes, mais des charbons étrangers, qui bénéficient d'un prix de revient moins élevé. La dévaluation de la livre sterling a notamment permis au charbon anglais, déjà favorisé par les conditions de gisement, de concurrencer sur la presque totalité du territoire français nos charbons nationaux, y compris le charbon sarrois. En outre, le charbon de la Sarre est un médiocre charbon pour la métallurgie et, pour la fabrication du coke destiné aux hauts-fourneaux, il a fallu jusqu'à présent le mélanger avec des charbons d'autres provenances. Par suite, son placement est parfois difficile. Au point de vue utilisation, il est surtout employé dans les usines à gaz. (En 1930, 12,7 % du charbon utilisé dans les usines à gaz françaises venait de la Sarre, et cette quantité était de 25,3 % en 1921), pour la traction des chemins de fer, dans les gazogènes, dans la métallurgie de l'Est et dans les foyers domestiques. Au point de vue géographique, sa zone de vente est surtout située dans la région Est et Sud-Est de la France, la vallée du Rhône, une partie du centre et la région parisienne.

Le tableau statistique de répartition des ventes montre qu'en 1933, sur un total de 3.390.000 tonnes de charbon vendues en France, 1.107.000 l'ont été dans les départements de la Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin. Sur les 2.873.000 tonnes restantes, 1.193.000 ont été vendues en France, 1.107.000 l'ont été dans les départements et 1.680.000 dans le reste de la France. Si, par sa position géographique, la Sarre est amenée à vendre son

charbon dans l'Est de la France, elle s'y heurte à un concurrent national : les houillères de Lorraine, dont la production qui était de 3.796.000 tonnes en 1913 est montée à 5.400.000 en 1933 (après avoir atteint 6.100.000 en 1930). Ces houillères sont encore mieux situées que les houillères sarroises pour la vente dans les départements de l'Est, parce qu'elles ont en moins les frais de transport que les houillères domaniales ont à payer aux chemins de fer sarrois et qu'en outre le niveau de leurs salaires et de leurs dépenses sociales est moins élevé qu'il n'est en Sarre.

C'est donc avec peine que le charbon de la Sarre a trouvé sa place sur le marché français. Il est regrettable qu'il ne puisse supplanter davantage les charbons étrangers, car la Sarre, ne l'oublions pas, est en union douanière avec la France et emploie la monnaie française. Dans le déficit de la balance commerciale de la France, les importations de charbon étranger entrent pour une grande partie. Si la France n'avait pas les mines de la Sarre, le déficit de la balance commerciale serait encore plus élevé. Au contraire, cette balance s'améliore pour chaque tonne de charbon anglais qui est remplacée par du charbon sarrois.

C'est dans ces conditions que la proportion de charbon sarrois vendu en France, proportion que nous souhaiterions encore plus élevée, s'est augmentée depuis 1920 comparativement à la période antérieure à la guerre.

III. — LA PART DE L'ALLEMAGNE

Corrélativement, la part de l'Allemagne a beaucoup diminué. Nous venons de voir qu'au début, par suite de la production insuffisante et des besoins de la France, il avait fallu augmenter la part française au détriment de la part allemande. Ensuite, la chute du mark fut un obstacle aux transactions commerciales, par suite de l'incertitude qu'elle amenait dans les paiements et la solvabilité d'un certain nombre de clients. Actuellement, enfin, le charbon sarrois est contingenté à l'importation en Allemagne (100.000 tonnes au maximum par mois).

Les motifs des premières années que nous avons relatés ont disparu, le contingent n'est pas même atteint. Il y a donc des raisons plus profondes qui ont détourné le charbon sarrois de l'Allemagne. Ce sont d'abord toutes les influences qui, à l'intérieur d'un même pays, renforcent la solidarité entre les industries et l'amoindrissent d'un pays à l'autre. Dans les clients du fisc minier prussien de 1913, par exemple, certains l'étaient par ordre et étaient forcés de se fournir en Sarre. C'était le cas d'un certain nombre de services publics qui, après la guerre, n'ayant plus les mêmes motifs de s'approvisionner dans le Territoire, ont réduit — par exemple les chemins de fer — ou supprimé leurs commandes. D'autres clients l'ont fait par un sentiment d'animosité envers la France. En outre, dans maints emplois, le charbon a été remplacé par l'électricité ou par le gaz des cokeries distribué maintenant en Allemagne à grande distance.

Ensuite, et c'est le phénomène le plus important, une évolution s'est produite qui se serait également produite si la guerre n'avait pas eu lieu et si les Mines de la Sarre étaient restées entre les mains du fisc prussien.

Du mot « Sarre », il nous faut rapprocher un autre mot, le mot « Ruhr ». Entre la Sarre et la Ruhr, c'est la lutte, et dans cette lutte sur le marché allemand, la Ruhr est beaucoup mieux armée et la défaite de la Sarre est inévitable.

Dans le chapitre consacré à l'exploitation houillère, nous avons vu tous les efforts faits en Sarre pour augmenter le rendement et — comme la main-d'œuvre, dans les exploitations minières, constitue une très grosse part du prix de revient — diminuer ce dernier. Mais nous avons également mis en face les rendements de la Ruhr et vu comment, malgré tous nos efforts, ceux-ci étaient bien supérieurs. Au départ donc, le charbon de la Ruhr est à meilleur marché que le charbon de la Sarre. Nous emprunterons sur ce sujet quelques lignes à une conférence prononcée en décembre 1928 par une personne qui n'est pas suspecte de défendre la thèse française, M. Hermann Röchling. Cette conférence commençait ainsi : « L'extraction des Mines de la Sarre est dans une situation difficile en principe. L'irrégularité du gisement, le relativement grand nombre d'accidents et de failles ont une influence défavorable sur le rendement. » (1). Et, faisant un

(1) ROECHLING (H.), « Die Zukunft des Saarbergbaues hängt von der Verbesserung der Frachtlage ab », dans *Lebensfragen der Saarwirtschaft*, page 43.

calcul de prix de revient, il trouve qu'avec le même salaire, la différence de ce prix par tonne doit être supérieure à deux marks, à l'avantage de la Ruhr.

Si, au départ, le charbon de la Ruhr est dans des conditions plus favorables, le charbon de la Sarre ne pourra-t-il pas regagner ce désavantage dans les transports? Regardons une carte. La Sarre est à l'extrémité Ouest de l'Allemagne. La Ruhr lui barre le chemin pour les expéditions vers le Nord ou vers le Centre. Il n'y a donc que vers le Sud de l'Allemagne que la Sarre pourrait concurrencer la Ruhr et, en réalité, avant la guerre, c'était cette zone qui fournissait la plus grande partie de la clientèle hors-Sarre du Handelsbüro de Sarrebruck. Depuis 1920, la Sarre se trouve dans une situation beaucoup plus défavorable, et pour le montrer, nous nous permettrons de citer encore M. Röchling : « La situation des transports relativement au débouché vers l'Allemagne s'est développée au détriment de la Sarre, tout particulièrement sur le marché de l'Allemagne du Sud. D'abord la Ruhr a eu une amélioration de sa situation au point de vue transport par le fait de la mise en service du canal du Rhin à Herne et du canal latéral à la Lippe. La plus grande partie des houillères de Westphalie sont ainsi reliées à la grande voie d'eau du Rhin et ont obtenu une bien meilleure liaison avec l'Allemagne du Sud qu'avant la guerre. La conséquence en est qu'aux grandes places de transit du Rhin et du Main comme Ludwigshafen, Mannheim, Karlsruhe, Kehl, Mayence, Francfort, le charbon de la Ruhr arrive à bien meilleur

marché qu'avant la guerre en comparaison du charbon de la Sarre. Le fret par bateau n'a pas augmenté d'une façon aussi importante que le transport par chemin de fer en comparaison de la période d'avant la guerre.»

Des chiffres que M. Röchling donne ensuite, il résulte qu'une tonne de charbon arrivant à Stuttgart paye actuellement 1 mark 74 de transport de plus en venant de Sarrebruck qu'en venant de Ruhrort, tandis que, avant la guerre, la différence n'était que de 19 pfennigs. Pour Augsbourg, la différence en défaveur de la Sarre est de 2 marks 54 actuellement, tandis qu'avant la guerre la Sarre payait 41 pfennigs de moins (donc 2 marks 95 d'amélioration relative au profit de la Ruhr). Pour Munich, la tonne de charbon sarrois ne paye plus que quelques pfennigs de moins que la tonne de charbon de la Ruhr, alors qu'autrefois la différence était de 71 pfennigs.

M. Röchling termine son paragraphe par cette constatation : « De ceci, il résulte que la situation des transports de la Sarre vers l'Allemagne a considérablement empiré. » (1)

Donc la Ruhr, grâce à un gisement plus favorable et à une durée plus grande de la journée de travail, a un meilleur prix de revient que la Sarre. Son charbon est meilleur. Géographiquement mieux située, beaucoup mieux desservie par les voies d'eau, elle accapare le marché allemand à l'Est du Rhin, elle écrase la concurrence sarroise, même dans l'Allemagne

(1) ROECHLING (H.), *op. cit.*, page 44.

du Sud, débouché normal de la Sarre avant 1914. Or si l'on songe que, malgré tous ces avantages, la Ruhr a actuellement encore plus de 9 millions de tonnes en stock, il n'est pas étonnant que le placement en Allemagne du charbon sarrois s'avère difficile. Que reste-t-il donc à la Sarre? Quelques usines à gaz de l'Allemagne du Sud, où son charbon est considéré comme plus avantageux que celui de la Ruhr, et la partie de la Prusse Rhénane, du Palatinat bavarois ou de la principauté de Birkenfeld qui est limitrophe. Mais cette zone est une zone d'industrie rudimentaire et de faible consommation, qui ne peut prendre un tonnage important. Il s'est par suite présenté cette situation étrange que les Mines de la Sarre, occupant plusieurs milliers d'Allemands demeurant hors Sarre (1) ne livraient pas à l'Allemagne un tonnage égal à la production de ces ouvriers et que, lors des crises de débouchés, il eut été plus avantageux de renoncer à exporter du charbon en Allemagne et corrélativement de supprimer les ouvriers allemands.

Cette lutte de la Ruhr contre la Sarre aurait existé même si la situation politique n'avait pas été changée et la Ruhr aurait vaincu la Sarre. Et nous ne pouvons nous empêcher de comparer le développement des voies d'eau par lesquelles s'écoule le charbon de la Ruhr à l'inertie, que nous avons eu occasion de signaler, des pouvoirs publics quand la population de la Sarre, bien avant la guerre, réclamait une jonction avec la Moselle et avec le Rhin. La Ruhr, plus importante,

(1) Ceux que l'on appelle les Saärgänger.

fleuron de l'industrie allemande, semble bien avoir été préférée à la Sarre, dont les mines étaient d'exploitation plus difficile, mais également plus loin de Berlin et quelque peu considérée comme une colonie.

IV. — LA PART DES PAYS ÉTRANGERS

A côté de l'augmentation du placement du charbon sarrois en France, de la diminution de ses débouchés en Allemagne, dont nous venons de montrer les causes, la part des pays étrangers, avec quelques fluctuations, est dans l'ensemble restée assez stable et en 1933 nous retrouvons sensiblement le pourcentage de 1913 (9,2 % au lieu de 9,4 %).

Au premier rang des clients étrangers figure la Suisse qui, géographiquement, est dans une zone favorable à l'exportation des charbons sarrois. En valeur absolue, elle prend toutefois une quantité de charbon nettement inférieure à celle qu'elle prenait en 1913. Le motif en est d'un ordre purement technique : l'électrification des chemins de fer fédéraux et le remplacement de la houille noire par la houille blanche, toute indiquée dans un pays de montagnes et de chutes d'eau (1).

Plus au Sud, l'Italie est devenue un client plus important qu'avant 1914. Pour arriver à pénétrer dans ce pays, malgré la distance, les frais de transport ont été diminués en faisant les expéditions jusqu'aux fron-

(1) Le développement progressif de l'emploi de l'énergie des chutes d'eau et même de l'énergie de la mer est une lourde menace pour l'industrie houillère et une époque viendra peut-être où les gisements de charbon auront perdu toute l'importance que nous leur attribuons actuellement.

tières par trains entiers, qui profitent d'un tarif de faveur tenant compte de ce qu'en cours de route ils ne donnent lieu à aucune manipulation, et ce n'est qu'à l'intérieur de l'Italie que les wagons ont besoin d'être aiguillés sur leurs diverses destinations.

Les autres pays importateurs de charbon sarrois ont une importance moins grande. Une certaine clientèle belge, quoique appartenant à un pays producteur, apprécie les charbons flambants. L'Autriche, après avoir été un moment un client assez important, n'a pris en 1933 qu'une faible quantité.

La grève anglaise de 1921 a amené le phénomène paradoxal, mais qui ne s'est pas renouvelé, d'envoi d'assez grosses quantités de charbon sarrois en Angleterre.

Les marchés lointains sont d'ailleurs souvent, commercialement, peu intéressants car, par suite des frais de transport, le producteur peut être forcé de faire des prix spéciaux au départ non rémunérateurs.

*
**

Nous pouvons dire, en résumé, que pour le charbon du bassin de la Sarre qui ne reste pas dans le Territoire, la question des débouchés n'est pas facile à résoudre et que la situation est très différente de celle de 1913. Le Sud de l'Allemagne, zone principale de vente du charbon sarrois avant la guerre, se fournit maintenant surtout dans le bassin de la Ruhr qui, en outre de son rendement plus favorable, bénéficie de nouvelles voies de communication plus économiques.

C'est donc vers la France, surtout dans les régions Est et Sud-Est et accessoirement vers l'Italie et la Suisse, que le charbon de la Sarre doit chercher à s'écouler, en luttant contre la concurrence étrangère et la concurrence des charbonnages lorrains. Entre la France et l'Allemagne, il est orienté pour la plus grande partie vers la France.

§ 2. — Le commerce des produits métallurgiques

I. — LES ENTENTES ET LES COMPTOIRS DE VENTE.

Le commerce des produits métallurgiques présente un tout autre aspect que le commerce du charbon. Nous avons vu que le Service commercial des Mines de la Sarre cherche le plus possible à atteindre le consommateur. Pour la métallurgie sarroise, au contraire, elle est englobée dans divers accords entre producteurs sidérurgiques et nous verrons, dans la question de l'organisation douanière, que les conventions commerciales franco-allemandes relatives à la Sarre ont été subordonnées à la conclusion des accords commerciaux privés pour la répartition de l'exportation des produits métallurgiques sarrois.

A la suite de la guerre, la production sidérurgique avait besoin d'être adaptée à la demande du marché européen. Au lieu de s'épuiser dans une concurrence néfaste pour tous, les producteurs d'Allemagne, de Sarre, de France, de Luxembourg et de Belgique entamèrent des négociations pour maintenir la production dans des limites convenables et se répartir les marchés,

de manière à éviter l'avalissement des prix, en particulier sur les marchés d'exportation.

C'est à la suite de ces négociations que fut constituée le 1^{er} octobre 1926 l'Entente Internationale de l'Acier (E.I.A.) (En allemand, Internationale Rohstahlgemeinschaft I.R.G.), qui a comme but de limiter la production et de répartir entre ses adhérents les exportations. La quote-part des divers pays a été fixée d'après la production du 1^{er} semestre 1925. Dans l'accord, la Sarre forme un groupe de l'entente allemande de l'acier et a un contingent de 5,78 %. Sa quote-part est égale à 12,75 % de la participation allemande. C'est par l'intermédiaire de l'Entente allemande de l'acier que la Sarre fera ses exportations métallurgiques. La Sarre est représentée par les quatre grandes usines productrices d'acier de Burbach, Dillingen, Neunkirchen, Völklingen et les aciéries et usines à tubes de la Sarre de Bous. Entre ces usines, la répartition serait la suivante : (1)

Burbach	25,7 %
Dillingen	21,18 %
Neunkirchen	25,69 %
Völklingen	22,59 %
Bous	4,84 %

Pour la vente des produits métallurgiques sarrois en France, le contingent a été fixé au début de 1929 par une entente avec le Comptoir sidérurgique de France.

(1) D'après EMMERICH : *Die Nachkriegsentwicklung der Eisen-Industrie im Saargebiet*, page 185.

Le groupe des aciéries sarroises peut livrer un contingent de 500.000 tonnes d'acier, lorsque la consommation française est comprise entre 4 millions et 5 millions de tonnes. Si la consommation annuelle du marché intérieur français est inférieure à 4 millions de tonnes, le contingent est diminué de 10 % de la différence entre 4 millions et le chiffre effectif. Si la consommation est supérieure à 5 millions de tonnes, le contingent est augmenté de 10 % de la différence entre le chiffre de consommation atteint et 5 millions. La vente s'effectue par l'intermédiaire du Comptoir sidérurgique de France et de ses diverses subdivisions qui ont été, en partie créées, en partie réorganisées en 1932. Le quantum d'acier alloué à la Sarre pour la vente en France et dans ses colonies a été réparti par catégories et c'est ainsi que les usines sarroises entrent dans les comptoirs suivants :

- Comptoir des demis-produits (blooms, billettes),
- Comptoir des poutrelles,
- Comptoir des laminés marchands,
- Comptoir des feuillards et bandes à tubes,
- Comptoir des tôles (fortes et moyennes),
- Comptoir des tôles fines,
- Comptoir des larges plats.

En outre de ces comptoirs, il existe des ententes privées, telles que le Comptoir de vente des tubes en fer et en acier soudés par rapprochement, l'entente des tubes sans soudure, l'entente des traverses.

Les diverses usines appartiennent, selon leur fabrication, à un ou plusieurs des comptoirs précités.

Pour la vente en Allemagne, les usines sarroises se sont affiliées au Stahlwerkverband. Les négociations ont duré près de deux ans, du début de 1925 à la fin de 1926, et ont été caractérisées par les objections que faisaient les industriels de la Ruhr aux quotes de participation demandées par les usines de la Sarre. L'accord s'étant fait pour les diverses usines sarroises (non pas en bloc, mais les unes après les autres), celles-ci font maintenant partie, pour leur ventes en Allemagne, de la Rohstahlgemeinschaft (communauté allemande de l'acier brut) et de ses divers comptoirs de vente : Comptoir des produits A (demi-produits, matériel de voies, profilés), Comptoir des laminés marchands, des tôles, etc... Pour les produits de fonte, elles font partie du Roheisenverband (Comptoir des fontes brutes) et la seule usine sarroise fabriquant ce genre de produit fait partie du Gussrohrverband (Comptoir des tuyaux de fonte). Dans ces divers comptoirs, comme dans les comptoirs français, chaque usine sarroise intéressée a un certain coefficient (1).

Un certain nombre d'usines métallurgiques sarroises de transformation telles que boulonneries, fabriques de câbles, usines de constructions métalliques, sont également affiliées aux syndicats allemands correspondants.

Le 26 mai 1933, après de longues discussions, des comptoirs internationaux de vente pour l'exportation

(1) La répartition des divers coefficients est donnée dans l'ouvrage cité de EMMERICH, nous n'avons pu en vérifier l'exactitude aux sources directes.

de l'acier dans les pays d'outremer (Japon, Chine, Siam, Inde, etc.), ont été également créés ou réorganisés dans le cadre de l'entente internationale de l'acier à l'exportation (Internationale Rohstahlexportgemeinschaft I.R.E.G.), tels que le Comptoir International des Rails, (I.R.M.A. International Rail Makers Association), le Comptoir International des fils-machines, le Comptoir International des tubes, auxquels ont adhéré les usines sarroises.

Tous les accords dont nous venons de parler, quels qu'ils soient, prévoient toujours, parmi les clauses de dénonciation, le cas de changement de régime politique en Sarre.

A l'intérieur de la Sarre, en vertu du principe du respect réciproque des marchés intérieurs, la vente des usines métallurgiques est libre au point de vue des prix. Il n'y a qu'un contrôle restreint sur le tonnage produit par les diverses usines, contrôle qui peut freiner, mais n'empêche pas complètement les infractions aux conventions, un contrôle absolu étant impossible.

Mentionnons enfin que tous les accords n'affectent que les aciers ordinaires. Les aciers spéciaux ne sont pas, par exemple, compris dans le contingent de 500.000 tonnes d'acier sarrois autorisé en principe en France. Dans les aciers spéciaux, on comprend les aciers de composition ternaire et les aciers dont le prix de vente est supérieur de 30 % au prix fixé pour l'acier ordinaire. Les usines fabriquant les aciers spéciaux les vendent donc librement. C'est ainsi que les usines Röchling, de Völklingen, ont fondé en union

avec la Société Lorraine Minière et Métallurgique de Thionville une société spéciale, la « Lorsar », pour la vente de leurs aciers spéciaux en France. Dans son dernier rapport (1), le Conseil d'administration de la Société des Aciers spéciaux Röchling indique que la plus grande partie des ventes ont eu lieu en France et qu'il lui faudra, si la Sarre est rattachée à l'Allemagne (2), changer totalement son orientation commerciale.

*
**

Les grandes usines métallurgiques sarroises sont donc englobées dans le cartel international de l'Acier et dans les divers comptoirs de vente, notamment en France et en Allemagne, sauf à l'intérieur du Territoire de la Sarre. Alors que les usines de France sont groupées dans le Comptoir sidérurgique et les usines allemandes dans le Rohstahlverband, les usines sarroises font partie de l'un et de l'autre. Comme nous l'avons vu dans le chapitre relatif à la production métallurgique, elles jouent sur les deux tableaux. Plus encore que l'industrie houillère, l'industrie sidérurgique du Territoire de la Sarre participe à la fois de l'économie française et de l'économie allemande et c'est ce qui sauve actuellement des entreprises, dont certaines sont vieilles, et qui, devant faire venir leur minerai, sont handicapées par rapport aux usines qui, trouvant le minerai sur place, ne doivent faire venir que le charbon ou le coke.

(1) *Saarbrücker Zeitung*, du 22 juillet 1933.

(2) Le texte dit : « lors du rattachement ».

II. — LA RÉPARTITION DES VENTES

Le changement dans l'orientation des débouchés de la métallurgie sarroise est donné par le tableau statistique n° 20 (1) dans lequel nous indiquons les chiffres de la dernière année avant la guerre (1913) et ceux des dernières années depuis l'incorporation dans le système douanier français. Pour permettre la comparaison, nous ajoutons, comme nous l'avons fait pour le charbon, aux chiffres de 1913 relatifs à la France, ceux relatifs aux départements recouvrés et nous diminuons d'autant ceux de l'Allemagne. Les chiffres de 1913 sont donc ceux de la France et de l'Allemagne dans leurs limites actuelles.

Signalons qu'en 1913, la part de la France était infime : 0,05 % pour l'acier brut, 0,1 % pour les produits laminés. Ces derniers constituant la partie la plus importante, c'est le tableau qui les concerne qui donne le mieux l'allure des exportations et que nous considérerons.

Dans le total, nous observons la décroissance des ventes depuis 1929, conséquence de la crise, décroissance assez faible en 1930, accélérée en 1931 et 1932 avec une reprise en 1933.

Comparant dans leur ensemble les chiffres d'après la guerre aux chiffres de 1913, nous voyons une baisse de la quantité absolue et du % pris par l'Allemagne et corrélativement une augmentation de la quantité absolue et du % pris par la France. La diminution

(1) A la fin de l'ouvrage.

d'exportation vers l'Allemagne n'est pourtant point une conséquence de l'introduction de la barrière douanière, puisque les quantités exportées sont loin d'atteindre les 1.310.000 tonnes qui peuvent entrer en franchise. Nous pouvons dire que les produits métallurgiques sarrois ne connaissent pratiquement aucune restriction douanière ni à l'Est ni à l'Ouest et que la répartition qui s'est faite des exportations sarroises entre l'Allemagne et la France résulte de la situation actuelle, spéciale et privilégiée, du Territoire entre ses deux voisins.

Plus instructives encore sur ce point, sont les ^{gr} variations que l'on observe d'une année à l'autre. En 1929, 38,4 % des produits laminés ont été vendus en Allemagne et 27,6 % en France. En 1930, l'Allemagne a été atteinte par la crise plus tôt que la France. La répercussion est visible aussitôt sur les expéditions des produits laminés sarrois. L'Allemagne reçut 162.000 tonnes de moins et le pourcentage ne fut plus que de 30,6, tandis que celui de la France montait à 34,3. En 1931, la France fut également atteinte, et la crise était générale. Le tonnage reçu par la France diminua de 107.000 tonnes, mais devant la diminution générale le % resta sensiblement le même (34,7 %) tandis que celui de l'Allemagne tombait à 26,9 % avec une nouvelle diminution de 142.000 tonnes. En 1932, les variations les plus importantes résultèrent de la vente à l'étranger. En 1933 enfin, une activité, peut-être un peu commandée, se manifesta en Allemagne. Aussitôt, alors que le tonnage envoyé en France restait sensi-

blement le même, le tonnage expédié en Allemagne monta de 122.000 tonnes par rapport à l'année précédente, et la part de l'Allemagne devint 35,4 % (1).

*
**

Nous croyons que de ces constatations une conclusion s'impose. La métallurgie sarroise profite à la fois de la prospérité de la France et de la prospérité de l'Allemagne. Si les deux pays voisins sont, comme en 1931, tous les deux en période de crise, elle en sera affectée, mais si l'un des deux connaît seul la dépression, elle se retournera vers celui qui est resté le plus prospère, comme elle le fit en 1927 vers l'Allemagne et en 1930 vers la France, et dès que l'un ou l'autre se relève quelque peu, comme c'est le cas en 1933 à l'avantage de l'Allemagne, elle participe immédiatement au relèvement.

Si cette participation éveille parfois chez les industriels nationaux certaines critiques et suscite peut-être un peu de jalousie, elle est caractéristique de la situation actuelle privilégiée de la Sarre entre la France et l'Allemagne.

(1) Par ailleurs l'Allemagne fit des efforts énormes pour augmenter les échanges sarro-allemands dans un but de propagande en vue du plébiscite. Nous citerons l'exemple très caractéristique d'une réduction spéciale de 40 % sur les tarifs intérieurs des chemins de fer à partir du 8 janvier 1934 pour les produits métallurgiques provenant de Völklingen à destination de Cologne, sous condition d'expédition par chargement de 15 tonnes et d'une quantité minima de 500 tonnes par an, avec possibilité de diriger les produits au départ de Cologne sur d'autres stations (*Saarbrücker Zeitung*, du 10 janvier 1934).

§ 3. — Le commerce entre la Sarre et l'Allemagne

I. — SON IMPORTANCE GLOBALE

Il est facile, grâce aux statistiques établies au passage à la frontière douanière germano-sarroise, de suivre le mouvement commercial existant entre la Sarre et l'Allemagne actuelle. Nous ne pouvons comparer ce commerce avec celui qui existait entre les mêmes territoires avant la guerre, puisqu'ils étaient politiquement réunis. S'il a été facile de reconstituer pour 1913 les exportations des mines et des grandes usines vers l'Allemagne actuelle (chiffres dont nous nous sommes servi dans les paragraphes précédents), il ne pouvait en être de même pour les multiples échanges des marchandises diverses. Les mouvements de marchandises dans les différentes gares du Territoire en 1913, en provenance ou à destination de la Reichsbahn n'auraient pu être utilisés qu'en recherchant les gares d'expédition pour les marchandises à l'arrivée et les gares de destination pour les marchandises au départ et en éliminant celles qui auraient correspondu au trafic à l'intérieur du Territoire actuel.

Au reste, si une comparaison avec l'orientation commerciale de 1913 était nécessaire pour l'industrie houillère et l'industrie métallurgique à cause des profonds changements survenus pour elles en 1920, prise de possession des mines par l'Etat français, séparation de leurs filiales lorraines et introduction d'une majorité de capitaux français pour les grandes usines métallur-

giques, il n'en est pas de même pour le commerce en général. Jusqu'en 1925, et en vertu du § 31 de l'Annexe au Traité de Paix, il y avait franchise d'importation réciproque pour les marchandises allemandes destinées à la Sarre et les marchandises sarroises destinées à l'Allemagne. Le commerce entre les deux pays pouvait donc se faire comme s'il n'y avait pas eu de barrière douanière, celle-ci n'existant que comme contrôle, ce qui toutefois a permis l'établissement des statistiques. Nous comparerons donc les résultats du régime actuel avec les chiffres de 1924, dernière année de libre échange avec l'Allemagne. Les échanges commerciaux entre les deux pays sont donnés, pour les diverses années, par les tableaux statistiques n° 21 et 22 (1).

Une première remarque ressort de l'étude de ces statistiques. L'établissement de la barrière douanière en 1925 entre la Sarre et l'Allemagne n'a pas empêché l'exportation des marchandises sarroises en Allemagne, grâce au système des moratoires institué pour les produits métallurgiques (2). Le tonnage exporté en 1925 fut presque trois fois égal à celui de 1924 et la valeur supérieure de 70 %, et la progression se poursuivit au cours des années 1926 et surtout 1927 où, comme nous l'avons vu dans le paragraphe précédent, la métallurgie sarroise a été amenée à s'orienter vers l'Allemagne à la suite de son entrée dans la Rohstahlgemeinschaft. Pour les importations, si le chiffre de

(1) A la fin de l'ouvrage.

(2) Voir plus loin, page 440.

1925 fut sensiblement égal à celui de 1924, une forte diminution se fit sentir l'année suivante, provenant surtout des produits finis.

En 1928, à la suite de l'accord franco-allemand relatif à la Sarre qui institua pour celle-ci un régime excessivement favorable, les exportations de marchandises allemandes augmentèrent considérablement et ce régime, qui est celui sous lequel vit encore le Territoire, n'entrava pas son commerce. Tout ce qui a pu être dit ou écrit du côté allemand sur la grande misère du Territoire séparé du reste de l'Allemagne ne résiste pas, croyons-nous, au langage des chiffres suivants : En 1929, première année du régime actuel, la Sarre exportait vers l'Allemagne un tonnage presque égal à quatre fois le tonnage de 1924, dernière année de l'entrée en franchise réciproque, avec une valeur égale à 250 %. Pendant la même année, les exportations d'Allemagne représentaient un tonnage plus de six fois supérieur à celui de 1924 pour une valeur sensiblement double.

En 1930, alors que la crise sévissait en Allemagne, la Sarre était épargnée. Aussi, les exportations sarroises vers l'Allemagne furent en décroissance, alors que la Sarre reçut au cours de cette année le maximum de produits allemands, aidant ainsi l'économie allemande.

La crise s'étant étendue à la Sarre, nous constatons la baisse des échanges depuis 1931 avec l'amélioration de l'exportation en 1933, due à la vente accrue de produits métallurgiques dont nous avons donné l'explication au paragraphe précédent.

Quant aux importations allemandes en Sarre, si leur valeur en 1933 est inférieure à celle de 1932, il faut remarquer que leur poids est supérieur. Comme cette augmentation de poids provient des produits finis, il faut y voir le résultat d'une politique de vente à tout prix, pour regagner à l'Allemagne le marché sarrois. Les exportateurs allemands y sont encouragés — et probablement financièrement aidés — par le gouvernement qui tient à montrer, avant le plébiscite, que les produits allemands peuvent supplanter en Sarre les produits français. Par ailleurs, peut-être n'est-il pas fâché de trouver par ce moyen un supplément de devises françaises.

La balance du commerce entre la Sarre et l'Allemagne s'établit ainsi en 1.000 marks :

Années	Importations	Exportations	En faveur de la Sarre	En faveur de l'Allemagne
1924	70.035	79.682	9.647	
1925	70.711	133.954	62.643	
1926	54.236	138.750	84.514	
1927	80.781	230.325	149.544	
1928	115.481	221.193	105.712	
1929	142.987	202.110	59.123	
1930	169.406	163.794		5.612
1931	138.648	112.301		26.347
1932	89.077	89.201	124	
1933	83.568	116.072	32.506	

Depuis 1929, grâce aux facilités données aux marchandises allemandes pour l'entrée en Sarre, la balance commerciale ne montre plus les différences importantes en faveur des exportations qui avaient lieu les

années précédentes, et est, pour de faibles valeurs, tantôt à l'avantage, tantôt au désavantage de la Sarre.

Les facilités accordées en 1928 dans l'intérêt du Territoire de la Sarre ont donc profité surtout au commerce allemand.

II. — LES PRINCIPALES MARCHANDISES ÉCHANGÉES

Les tableaux statistiques nous donnent une vue d'ensemble du commerce germano-sarrois et nous montrent ses fluctuations au cours des dernières années. Mais il est intéressant de voir quelles sont les principales marchandises qui font l'objet des transactions. Pour ceci, nous considérerons la dernière année, sur laquelle nous possédons des renseignements détaillés, 1931. Soit d'abord, l'exportation des marchandises sarroises vers l'Allemagne.

La statistique nous montre que le poste le plus important est celui des produits finis, qui figure pour 71.817.000 marks sur un total de 112.301.000. Les produits métallurgiques, comme nous devons nous y attendre, y ont la place la plus importante, soit en 1.000 marks :

Tuyaux	4.021
Profilés	15.221
Tôles et fil	20.716
Matériel de voie	8.958
Total	48.916

Si nous y ajoutons les marchandises suivantes, provenant des usines et qui figurent au nombre des ma-

tières premières et produits demi-finis :

Produits demi-finis	1.928
Ferraille	1.579
Goudron et produits de dis-	
tillation du charbon	7.091
Scories Thomas	4.975
Sulfate d'ammoniaque	423
Total	15.996

on trouve un total de 64.912.000 marks. La métallurgie est donc intervenue pour 58 % dans l'exportation des marchandises sarroises.

Or, si nous nous reportons au tableau de la répartition des ventes de produits métallurgiques, nous constatons que l'année que nous avons considérée est une de celles où l'exportation de ces produits vers l'Allemagne a été la plus faible. Le même calcul, fait pour les années précédentes, montre que les produits métallurgiques entrent parfois pour 62, 66, 68 et même 80 % dans l'exportation sarroise vers l'Allemagne.

Après les produits métallurgiques, les ventes sarroises en Allemagne les plus importantes concernent le charbon (19.032.000 marks), les produits céramiques (2.877.000), les produits de la verrerie (2.441.000), les machines (1.457.000), les machines électriques (1.201.000), le ciment (1.206.000), le cuir (1.053.000). Parmi les produits alimentaires, seuls les produits de la minoterie ont une certaine importance (1.526.000 marks). Ils proviennent de blés exotiques travaillés en Sarre et réexpédiés en Allemagne. Quant aux animaux

vivants, l'exportation ne porte que sur quelques bêtes et les chiffres élevés de 1926 et 1928 dûs à l'exportation en 1926 de 33.727 porcs et en 1928 de 1.556 bêtes à cornes nous semblent fort étranges (1).

Si nous passons aux importations de marchandises allemandes, nous trouvons que les produits les plus importants sont :

1° Dans l'alimentation, les porcs vivants, dont 153.849 têtes ont été importées en 1931 pour une valeur de 12.336.000 marks; la margarine, 2.442.600 kilogs, d'une valeur de 3.208.000 marks, (alors que la quantité de beurre introduite n'est que de 67.600 kilogs); les pommes de terre, (25.297.900 kilogs pour 1.445.000 marks), les fromages (1.231.000), et le vin (1.631.900 kilogs pour 1.148.000 marks). La viande ne figure que pour 666.000 marks.

Une remarque est à faire en considérant les produits que nous venons d'indiquer. Le porc, la margarine et les pommes de terre correspondent à un genre de nourriture spécifiquement allemand (2). Les fro-

(1) L'anomalie de ces chiffres résulte nettement du fait que le nombre total de porcs en Sarre en 1926 était de 88.000 et que les années suivantes indiquent, ce qui est naturel, une très forte importation de porcs allemands. Un auteur a voulu y voir une exportation de bêtes françaises introduites en Sarre, puis réexpédiées en Allemagne. Nous croyons qu'il s'agit d'une erreur matérielle des statistiques, ayant mis l'importation de ces bêtes aux exportations, ce qui cadre le mieux avec les mouvements des années suivantes.

(2) Sur la table allemande, la pomme de terre figure à tous les repas en remplacement du pain et la saucisse ou le saucisson, sous les formes les plus variées, constituent le fond des petits repas pris aux diverses heures de la journée.

mages sont des fromages spéciaux, notamment le fromage de Limbourg. Quant au vin, il s'agit des vins du Rhin que le Sarrois a l'habitude de boire au café ou les jours de fête à la maison.

2° Dans les matières premières, la place la plus importante est prise par le bois (233.681 tonnes d'une valeur de 6.871.000 marks), les matériaux de construction (2.715.000 marks), le charbon qui vient en Sarre pour entrer dans les mélanges destinés aux cokeries (114.486 tonnes pour 1.947.000 marks), les briquettes de lignite (60.681 tonnes pour 1.151.000 marks) fort employées dans la boulangerie ou dans les poêles à combustion lente.

Au cours des derniers mois, l'importation du charbon allemand en Sarre a une tendance à progresser (153.354 tonnes de charbon, 267.975 de coke et 35.882 de briquette en 1933), alors que l'exportation du charbon sarrois en Allemagne regressait. Certains (1) ont voulu y voir une manœuvre allemande pour diminuer le chômage dans la Ruhr, augmenter celui en Sarre, et, par suite, attirer le mécontentement des mineurs sarrois contre l'Administration française. Autant nous croyons que, pour les produits manufacturés, il y a un mot d'ordre pour introduire les marchandises allemandes, autant nous croyons que, pour le charbon, il n'y a que des variations, auxquelles il ne faut pas attacher trop d'importance, dans un phénomène, l'arrivée du charbon de la Ruhr, qui peut paraître étrange

(1) *Echo de Paris*, du 23 juillet 1933.

mais qui ne l'est pas quand on songe à la difficulté de cokéfaction du charbon de la Sarre.

L'Allemagne, toutefois, favorise ce mouvement de charbon allemand vers la Sarre. A partir du 1^{er} mai 1934 et jusqu'au 30 avril 1935, les chemins de fer allemands accordent une ristourne de 5 pfennigs par 100 kilogs pour les charbons arrivant à Ludwigshafen par bateau et réexpédiés sur la Sarre, sous condition d'un envoi minimum pendant la période d'un an de 25.000 tonnes.

3° Dans les produits finis, les principaux articles concernent les tissus (10.017.000 marks), l'habillement (6.834.000), la chaussure (5.498.000), les meubles (5.956.000), la papeterie et les livres (5.415.000), les produits chimiques (3.400.000), les machines et pièces pour machines (6.198.000), l'appareillage électrique (7.372.000).

Pour les machines, une partie des besoins de la Sarre doivent actuellement forcément être couverts par l'Allemagne. C'est le cas des pièces détachées destinées aux machines existantes en Sarre qui, pour la plupart, sont de construction allemande, et des machines entières destinées à entrer dans un ensemble de machines allemandes. Quant à l'appareillage électrique, l'industrie allemande, très développée sur ce point, a créé un grand nombre d'objets d'usage ménager auxquels les Sarrois sont habitués. En outre, l'existence des machines électriques d'origine allemande impose, comme pour les machines ordinaires, les achats

en Allemagne des pièces de rechange ou des accessoires. Les douilles des lampes électriques, par exemple, sont à vis et non pas à baïonnette comme en France.

*
**

Si nous voulons brièvement résumer l'aspect des relations commerciales de la Sarre avec l'Allemagne, nous pouvons dire que le total du trafic reflète l'aspect de la situation économique des deux pays et que, grâce aux facilités accordées à la Sarre par l'accord de 1928, les échanges n'offrent pas de difficultés pratiques malgré la présence de la barrière douanière.

Aux exportations, la métallurgie figure pour les deux tiers, la plus grande partie du reste étant due à la houille et aux produits des autres industries sarroises, notamment la verrerie et la céramique.

Aux importations, nous trouvons quelques matières premières, bois et matériaux de construction, mais surtout des matières alimentaires et des produits fabriqués. Mais, dans l'une ou l'autre de ces catégories, si les marchandises n'ont pas été remplacées par des marchandises françaises, c'est qu'elles correspondent soit à des besoins que la France ne peut couvrir — comme les pièces détachées destinées aux machines d'origine allemande, les livres écrits en allemand, les produits chimiques et pharmaceutiques spéciaux, — soit à des habitudes provenant du long rattachement de la Sarre à l'Allemagne et de l'origine allemande d'une grande partie de la population, habitudes se traduisant par des goûts spéciaux dans la nourriture (margarine,

fromages de Limbourg, vins du Rhin, charcuterie), ou par des modes spécifiquement germaniques dans l'habillement et l'ameublement, et qui nécessitent par suite l'introduction des marchandises d'outre-Rhin. Ajoutons encore qu'une campagne ardente a été menée au cours des dernières années, pour développer le commerce avec l'Allemagne et diminuer celui avec la France, avec le mot d'ordre « Achetez allemand » (1).

§ 4. — Le commerce entre la Sarre et la France

I. — SON IMPORTANCE GLOBALE

Nous ne pouvons pas, comme nous l'avons fait pour le commerce germano-sarrois, nous servir des statistiques douanières pour établir l'importance du commerce existant entre la France et la Sarre, puisque, grâce au régime d'union douanière (et sauf le cas des marchandises prohibées ou soumises à des taxes intérieures dans l'un ou l'autre des deux pays) les marchandises circulent librement d'un territoire à l'autre sans être comptées à un cordon douanier. Nous en sommes donc réduits à faire des estimations. Encore faut-il que ces estimations présentent une exactitude suffisante pour que le chiffre approximatif qui en résultera corresponde sensiblement au chiffre véritable qu'il est impossible d'établir. Le question a une grande importance

(1) On raconte même que certains commerçants achètent des marchandises sur le marché français et les présentent ensuite comme marchandises allemandes, satisfaisant ainsi aux exigences de la clientèle tout en augmentant leur bénéfice.

puisqu'elle nous servira à fixer la grandeur des liens économiques existant entre les deux Etats et à les comparer à ceux qui unissent la Sarre et l'Allemagne. Il est évident qu'un raisonnement s'appuyant sur une base fausse serait dénué de valeur. Or, malheureusement, les chiffres qui sont indiqués varient considérablement, selon qu'ils sont de source française ou de source allemande. Si les Français ont peut-être tendance à amplifier, les Allemands essaient certainement de rabaisser la valeur des échanges franco-sarrois, pour montrer que le principal intérêt de la Sarre est en Allemagne et non en France. C'est ainsi que, pour l'année 1927, un auteur allemand (1) estimait les importations françaises en Sarre à 1 milliard 200 millions de francs, alors que les Français les estimaient à plus de 2 milliards.

Le problème n'est pourtant pas impossible à résoudre. La meilleure méthode est une méthode d'évaluation directe (2).

Les produits s'échangent par chemin de fer, par eau, par la poste, par route ou par avion.

Or, les chemins de fer sarrois publient chaque année (3) un relevé de leur trafic intérieur ainsi que des

(1) LUETKE (A.), *Saarwirtschaftszeitung*, du 30 novembre 1928.

Même indication de KENTH (P.), dans *Lebensfragen der Saarwirtschaft*, page 95.

(2) Elle a été préconisée dans l'ouvrage de M. BELLET, *Le régime douanier et les échanges commerciaux du Territoire de la Sarre*, et utilisée par divers organismes.

(3) Une légère difficulté résulte de ce que la statistique des chemins de fer est établie pour un exercice, du 1^{er} avril au 31 mars, et non pour l'année civile.

expéditions faites à destination des divers pays et des arrivages provenant de ces pays par catégories de marchandises. Nous pouvons donc, de ce relevé, tirer les quantités de marchandises des diverses espèces reçues de France ou, inversement, expédiées sur la France.

Pour les expéditions par eau, il n'existe qu'une voie, la Sarre canalisée. Au passage des péniches à l'écluse de Gündingen, les marchandises donnent lieu à une statistique analogue à celle des chemins de fer.

Nous connaissons donc, par la collation de ces deux statistiques officielles, la quantité des diverses marchandises reçues de France ou expédiées vers la France, soit par fer, soit par eau, ce qui constitue d'ailleurs la majorité du trafic. Pour passer du tonnage exact à une valeur approximative il n'y aura qu'à multiplier le poids de chaque marchandise par un prix moyen. Ce prix moyen peut être fixé soit, procédé assez difficile, par des recherches vers les négociants en gros, soit plus simplement à l'aide de la statistique du Commerce extérieur de la France, qui, de la comparaison pour une marchandise déterminée, du prix total et du tonnage total permet, par division, d'avoir la valeur moyenne à la tonne. Il arrive, d'ailleurs, que certaines positions de la statistique des chemins de fer comportent des objets similaires, mais de valeurs différentes, par exemple tous les articles de papier et de carton sont réunis sous le même numéro (n° 45), alors qu'ils correspondent à une trentaine d'articles différents du tarif des douanes. Dans ce cas, et dans les cas analogues, on prendra pour prix moyen la moyenne des prix des objets entrant dans la même rubrique,

En appliquant cette méthode, on trouve pour la valeur des importations françaises en Sarre par fer et par eau, d'articles bien déterminés :

- 1.359.833.000 francs en 1927 ;
- 2.134.458.000 francs pour la période du 1^{er} avril 1928 au 31 mars 1929;
- 1.700.000.000 francs pour la période du 1^{er} avril 1930 au 31 mars 1931;
- 1.500.000.000 francs pour la période du 1^{er} avril 1931 au 31 mars 1932.

Ces chiffres peuvent être considérés sinon comme absolument certains, du moins comme excessivement rapprochés de la vérité.

D'autres chiffres que nous devons ajouter seront, malheureusement, plus incertains.

Dans la statistique des chemins de fer figure une position « autres produits ». Dans cette position sont comptés les voitures de déménagement, les marchandises non spécifiées aux rubriques précédentes et les colis de marchandises diverses mélangées. Parmi ces « autres produits » on peut distinguer ceux faisant partie des expéditions de plus de 500 kilogs et ceux faisant partie des expéditions de moins de 500 kilogs. Les premiers ont été estimés à 800 francs la tonne, les deuxièmes, qui sont certainement des objets plus chers, en prenant la moyenne des valeurs des objets connus figurant dans les envois de moins de 500 kilogs, ce qui a donné une valeur d'environ 12.000 francs à la tonne. Il y a certainement une part d'arbitraire dans ces chiffres, mais les prix indiqués ne doivent pas être

très exagérés, car dans les petits envois figurent des expéditions de magasins français d'habillement ou de tissus ayant probablement une valeur plus grande que celle adoptée.

Pour les colis postaux, certains ont une valeur déclarée qu'il n'y a qu'à prendre. Pour les colis postaux dont la valeur n'est pas déclarée on pourra prendre une valeur moyenne égale à deux tiers de celle des colis dont la valeur est déclarée. On prendrait le même chiffre unitaire pour les quelques expéditions par avion.

Il reste enfin à ajouter le trafic par la route. On peut y distinguer :

1° Les automobiles. Le nombre d'automobiles neuves entrant en Sarre est contrôlé par le fisc. Comme on connaît le nombre de celles qui sont entrées par chemin de fer, on peut en déduire le nombre et facilement la valeur, d'après les prix des diverses marques, de celles venues par la route.

2° Le lait. On a établi, par des recherches directes, que la Sarre reçoit plus de 120.000 litres de lait de Lorraine par jour. En défalquant la quantité envoyée par chemin de fer et déjà comptée, on trouve la quantité et la valeur du lait venant par la route.

3° Les produits agricoles de Lorraine. On les évalue à environ 6 wagons de 10 tonnes par jour, soit 18.000 tonnes par an avec une valeur moyenne de 3.000 fr. à la tonne.

4° Les envois en Sarre par camionnettes de trans-

ports rapides (1). Il existe des transports journaliers amenant à Sarrebruck des marchandises de Metz, de Nancy et surtout des envois des grands magasins de Paris. Les marchandises venant par ce moyen de transport sont certainement des marchandises chères et, même en estimant la quantité journalière égale seulement à 3 tonnes et le prix de la tonne à 12.000 francs, prix que nous avons indiqué pour les marchandises diverses figurant dans les envois de petites quantités par chemin de fer, nous trouvons un supplément d'une dizaine de millions, et nous croyons être inférieur à la réalité.

Nous croyons devoir insister sur le fait que la manière dont nous calculons la valeur des produits divers des expéditions par chemin de fer et celle des marchandises venant par colis postaux, avion ou route, présente une certaine part d'arbitraire, mais que les chiffres pris comme base des prix sont plutôt faibles et qu'il peut y avoir une compensation entre les erreurs par excès ou par défaut des divers chapitres envisagés si bien qu'au total, si le chiffre est plus élevé que la valeur marchande exacte (2), la différence ne doit pas être très grande.

En faisant le calcul (avec quelques variantes pour les produits divers), M. Bellet (3) a trouvé, pour l'an-

(1) Nous n'avons pas trouvé d'auteurs les mentionnant. Nous les croyons pourtant ayant une certaine importance.

(2) Les Allemands prétendent que tous les chiffres français sont excessivement exagérés. C'est pour répondre à cette critique que nous avons montré, par le détail, comment le chiffre de la valeur du trafic pouvait approximativement être obtenu.

(3) BELLET (F.), *op. cit.*, page 83.

née 1927, un total d'importations des marchandises françaises en Sarre de 2.102.833.000 francs.

Un calcul très détaillé, laissant le moins possible d'incertitudes sur les produits divers par chemin de fer et très circonspect pour le trafic par colis postaux ou par route, donne, pour la période du 1^{er} avril 1928 au 31 mars 1929, pour les importations françaises en Sarre :

Par fer et par eau	2.211.233.495
Colis postaux	30.000.000
Par route	101.820.000
Total	2.343.053.495

En prenant le chiffre arrondi par défaut de 2 milliards 300 millions, nous ne dépassons pas certainement la vérité.

Pour la période du 1^{er} avril 1930 au 31 mars 1931, le même calcul nous donne (chiffres arrondis) :

Par fer et par eau	1.700.000.000
Colis postaux et route	100.000.000
Total	1.800.000.000

et pour la période du 1^{er} avril au 31 mars 1932 un total de 1.600.000.000, plus faible par suite de la crise.

*
**

L'ordre de grandeur de ces chiffres peut être justifié grosso modo par le raisonnement suivant.

En 1924, dernière année où existait une ligne de postes de douane entre la France et la Sarre, permet-

tant une statistique des échanges entre les deux pays, le total des importations françaises en Sarre a été de 1.370.577.000 francs pour un tonnage de 3.782.201 tonnes.

De ces chiffres, nous défalquons le minerai de fer, marchandise très lourde et d'un prix minime, dont la présence dans le total a une influence très grande sur le poids et faible sur la valeur. Il y avait 2.509.815 tonnes de minerai pour 56.369.000 francs. Il reste pour les autres marchandises 1.272.386 tonnes pour 1 milliard 313.208.000 francs, ce qui fait une moyenne de 1.030 francs à la tonne. On admet, pour les années suivantes, que la répartition des marchandises des diverses espèces est restée la même, si bien que, pour le prix moyen, on peut prendre 1.030 francs majoré de l'augmentation générale des prix depuis 1924. En appliquant ce prix au tonnage constaté (moins le minerai) pendant l'année que l'on considère, puis en y ajoutant le prix du minerai, on peut avoir une approximation de la valeur des importations.

En faisant ce calcul pour 1927, M. Bellet a trouvé le chiffre de 2.300.000.000 de francs, alors que la méthode directe lui avait donné 2.100.000.000.

Le calcul analogue, pour les autres années, donne également des chiffres supérieurs à ceux indiqués plus haut, montrant, s'il ne les justifie pas d'une façon certaine, qu'ils ne sont vraisemblablement pas exagérés.

Au reste, depuis 1924, facilité par la suppression de toute formalité de douane, le commerce français s'est certainement développé en Sarre ainsi que le prouve

le tonnage transporté par fer et si, en 1924, un tonnage de 3.782.200 tonnes correspondait à 1 milliard 370.577.000 francs, le total des importations du 1^{er} avril 1930 au 31 mars 1931 qui, par chemin de fer seulement, avaient un poids de 5.901.396 tonnes, doit, certainement, au minimum, correspondre au prix de 1 milliard 800.000.000 de francs que nous avons obtenu par la méthode directe.

Nous pouvons certainement dire, en résumé, malgré les erreurs inhérentes aux divers modes de calcul, que le chiffre de 2 milliards pour les importations françaises en Sarre a certainement été largement dépassé dans les années de prospérité et que, dans les années de crise, le chiffre ne descend pas au dessous de 1 milliard 500 millions.

Nous pouvons noter que la Sarre est ainsi un client important de la France et qu'elle se classe au cinquième rang derrière la Grande-Bretagne, la Belgique, l'Allemagne et la Suisse, avant les Etats-Unis.

*
**

Le calcul des exportations de la Sarre vers la France se fait de la même façon que celui que nous avons indiqué pour les importations. Il est d'ailleurs plus facile, car les produits exportés de Sarre en France appartiennent surtout à quelques catégories : houille, produits sidérurgiques, produits de la verrerie, produits de la céramique et bière, dont le trafic se fait presque exclusivement par chemin de fer ou par eau. L'importance des marchandises diverses pour les expéditions par chemin de fer ou des mar-

chandises expédiées par la route de la Sarre en France est beaucoup plus faible que pour le trafic inverse, dans lequel interviennent les marchandises de prix élevé (tissus, habillement, bimbeloterie, parfumerie, objets de luxe, articles de Paris).

En adoptant le chiffre de 100.000.000 de francs pour ces marchandises non dénommées, M. Bellet obtint, pour l'année 1927 :

1.285.405.000 francs.

Pour l'année 1928, on arriverait au chiffre de

1.500.000.000 francs.

Pour l'année 1^{er} avril 1930-31 mars 1931 :

1.600.000.000 francs

et pour l'année 1^{er} avril 1931-31 mars 1932 :

1.300.000.000 francs.

Pour les années 1932 et 1933, les chiffres seraient inférieurs par suite de la diminution des expéditions de produits sidérurgiques qui avaient atteint leur maximum en 1930.

Pour l'exportation des marchandises sarroises, nous pouvons dire qu'elle s'est progressivement développée avec un maximum d'environ 1 milliard 600 millions en 1930 et qu'elle a depuis reculé par suite de la diminution, due à la crise, des ventes de ses deux produits principaux : la houille et l'acier.

II. — LES PRINCIPALES MARCHANDISES ÉCHANGÉES

Si nous voulons maintenant considérer le trafic franco-sarrois par catégories de marchandises, il nous suffit — puisque nous ne considérons plus la valeur

absolue, mais les valeurs relatives des diverses positions — de prendre l'une des dernières années. L'image la plus nette est donnée par l'année du maximum d'importation, 1929.

La décomposition était la suivante :

Objets d'alimentation	734.224.700
Matières nécessaires à l'industrie..	784.412.195
Produits fabriqués	767.123.400
Divers	57.293.200

Total 2.343.053.495

Ce tableau nous montre un équilibre entre les trois grandes catégories : objets d'alimentation, matières nécessaires à l'industrie et produits fabriqués.

*
**

Nous avons vu que, par suite des influences combinées du terrain et du climat, la Sarre était médiocrement fertile et que la plus grande partie de son agriculture et de son élevage avait un caractère d'appoint familial très spécial ; on peut estimer que l'agriculture et l'élevage indigènes fournissent à peine deux mois de subsistance pour la population entière. La Sarre est donc forcément tributaire de l'extérieur.

Or, nous avons vu que la part de l'Allemagne dans l'alimentation de la Sarre se restreint surtout aux marchandises correspondant à certaines habitudes dans la nourriture populaire. Pour la grande masse des produits alimentaires, la Sarre est forcée de se tourner vers la France.

Pour l'année 1929, nous avons trouvé 15.315.000 marks de produits alimentaires venant d'Allemagne, ou 91.890.000 francs, soit $1/8$ seulement de ce que la Sarre a reçu de la France.

Au reste, cette proportion résulte d'un fait naturel inéluctable. La Sarre, pays industriel, doit s'adresser, pour sa subsistance, aux pays agricoles qui l'avoisinent. C'est vers la Lorraine qu'est son orientation naturelle, et c'était là, qu'avant la guerre, était sa principale source de ravitaillement. En 1892, le seul cercle de Forbach exportait dans la région de Sarrebruck 33 % de sa récolte en blé, 30 % de sa récolte en seigle et 44 % de sa récolte en avoine (1). Grâce à l'union douanière, le rattachement de cette contrée à la France n'a rien changé et la Sarre n'a eu qu'à continuer son mode de vie habituel. Nous avons vu qu'on estime à 18.000 tonnes par an, d'une valeur de 54 millions, les produits agricoles de Lorraine entrant en Sarre par route. Il n'y a qu'à voir les voitures des maraîchers descendre la route de Forbach pour se rendre aux marchés de Sarrebruck pour se rendre compte de l'exactitude de cette estimation.

Un point important est le ravitaillement en lait. La pénurie de lait dans le bassin de la Sarre provient, à notre avis, en grande partie de la dissémination des vaches laitières que nous avons signalée. D'après un rapport de la Commission de Gouvernement de 1929 (dont nous avons d'ailleurs déjà critiqué une précision

(1) CAPOT-REY (R.), *L'agriculture dans le Territoire de la Sarre*, dans les « Annales de Géographie », du 15 mars 1923, page 114.

trop factice à ce sujet, mais dont nous pouvons conserver l'ordre de grandeur), la production journalière de lait à l'époque en Sarre aurait été de 247.800 litres et on estimait la consommation à 242.000 litres. Cette consommation serait ainsi sensiblement égale à la production et correspondrait à un tiers de litre par tête de la population, ce qui est bien une moyenne admissible en pratique. Or, nous avons vu que les vaches ne sont pas réunies dans des grandes fermes, qui pourraient organiser une vente de lait, mais que nombreuses sont les familles d'ouvriers qui possèdent une unique vache. Si le lait est surabondant pour l'usage de la famille, celle-ci, au lieu de le vendre, le transforme en beurre, et il y a dans ces familles une consommation de beurre certainement beaucoup plus élevée que si, n'ayant pas de vache, elles avaient dû acheter leur beurre dans le commerce. La statistique estime que les producteurs consomment, dans leur intérieur, 63.800 litres de lait par jour et en transforment 125.300 en beurre. Il n'y a plus ainsi que 58.000 litres de lait mis dans le commerce et le complément nécessaire, 120.000 litres par jour, est fourni surtout par la Lorraine. Les contrées d'Allemagne voisines de la frontière, le Hunsrück ou le Palatinat bavarois n'en fournissent que très peu (environ 2.000 litres par jour). Il est d'ailleurs naturel que la plus grande partie du lait vienne de Lorraine, par suite de la disposition géographique de la grande ville, Sarrebruck, qui est située près de la frontière. Le chiffre de 120.000 litres de lait lorrain par jour a été confirmé par des enquêtes et

n'est d'ailleurs pas contesté (1). La plus grande laiterie de Sarrebruck, sur un total de 9.411.930 litres de lait, avait utilisé, en 1932, 8.851.253 litres de lait lorrain. Outre le lait venant des fermes lorraines des environs qui est livré par les paysans eux-mêmes arrivant dès le matin en voiture à Sarrebruck, la plus grande partie provient d'une quinzaine de grands laitiers ou des coopératives laitières de Lorraine qui font leurs expéditions par chemin de fer ou par camions-citernes.

A côté des légumes, des fruits, du lait, du beurre, l'Alsace et la Lorraine envoient en Sarre encore une grande quantité d'autres produits alimentaires. C'est ainsi que les seuls cantons de Drulingen et de Sarre-Union dans le nord du département du Bas-Rhin exportent annuellement 7 millions d'œufs frais dans le Territoire de la Sarre (2). Dans les années 1930 et 1931, ce même département a expédié annuellement en Sarre pour plus de 100 millions de produits alimentaires, dont plus de 60 millions de farine.

Le département de la Moselle, plus proche, est un fournisseur encore plus important, notamment pour le bétail et les produits agricoles que nous avons déjà signalés et qui, ne pouvant facilement supporter de grands transports, sont plus facilement fournis par les producteurs les plus voisins. Il fournit également à la Sarre de nombreuses conserves (fruits, légumes, gibier), dont l'industrie est très développée en Lorraine.

(1) Il paraîtrait pourtant qu'actuellement (1934) le chiffre de 100.000 litres serait plus exact.

(2) JAEGER (J.), *L'Alsace depuis son retour à la France*, p. 272.

Il semble d'ailleurs qu'à la suite de la crise, il y ait eu un fléchissement au cours des deux dernières années.

Si ce sont nos trois départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle qui, dans le total des 700 millions de produits alimentaires, interviennent pour la plus grande partie (un peu plus des deux tiers), le reste de la France qui, avant 1914, n'entraît pas en ligne de compte, est actuellement un fournisseur non négligeable. Il n'y a qu'à jeter un coup d'œil dans les magasins de comestibles pour constater la place qu'y tiennent les marchandises françaises : primeurs de la vallée du Rhône (1), huiles de Marseille, produits coloniaux, poissons frais de Boulogne arrivant en wagons frigorifiques. Les conserves de légumes et de poisson de marques françaises voisinent avec les conserves spécifiquement allemandes (2) et les vins d'Alsace, de Bourgogne et de Bordeaux sont actuellement plus répandus que le vin du Rhin. Pour un certain milieu, le vin de Champagne a complètement remplacé le « Sekt » allemand et on trouve actuellement, ce qui n'existait pas autrefois, du vin ordinaire en tonneau provenant du Midi et de l'Algérie (3). Tout le sucre (environ 50 millions) vient de France.

(1) Les asperges que l'on trouvait au moment où ces lignes étaient écrites, (avril 1934), sur le marché et dans les magasins de Sarrebruck, provenaient de Cavaillon, ainsi qu'en faisait foi leur emballage.

(2) Par exemple les réputés harengs « Bismarck ».

(3) Nous nous sommes arrêté, le 1^{er} mai 1934, devant l'étalage abondamment pavoisé d'une grande épicerie de Sarrebruck, étalage composé de vins et de liqueurs. Plus des 9/10 des bouteilles portaient des étiquettes françaises. Les autres étaient des bouteilles de vin du Rhin et une bouteille de « Gin » anglais.

Parmi les importations de viande de 1932, la proportion venant de France était de 54,6 %, alors que l'Allemagne, malgré les importantes livraisons de porcs n'avait fourni que 29,3 %.

Nous avons quelque peu insisté sur l'origine des produits alimentaires consommés en Sarre (1), car c'est une question de première importance. Pour résumer, nous croyons pouvoir dire, en nous basant sur les chiffres des statistiques et les constatations directes et sans chercher à surestimer la part de la France, que la Sarre produit des aliments pour se suffire pendant environ deux mois et que les produits qui lui manquent lui sont fournis, avec un petit appoint de produits étrangers (notamment de bétail hollandais) pour 1/9 par l'Allemagne et 8/9 par la France. La France (dans laquelle les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle interviennent pour les deux tiers environ) livre donc à la Sarre les produits alimentaires nécessaires pour plus de huit mois de sa consommation annuelle.

*
**

Parmi les matières nécessaires à l'industrie venant de France qui figurent également pour plus de

(1) Il y aurait de curieuses réflexions à faire sur ce chapitre, montrant qu'une évolution des goûts est possible, quand les marchandises nécessaires sont offertes. Les milieux riches ont adopté avec facilité nos liqueurs et nos vins et certains produits, tels que les olives ou les artichauts, tellement inconnus autrefois que la majorité du peuple en ignore le nom. Quant aux bananes, apparues également récemment, elles sont, depuis quelques années, répandues dans toutes les classes de la société.

700 millions, la première place, de beaucoup la plus importante, est prise par le minerai de fer lorrain. Sa valeur ne peut, d'ailleurs, être contestée, toutes les expéditions, arrivant par fer ou par eau, faisant l'objet de recensement statistique. Dans la période de douze mois 1928-1929, l'importation avait été de 5.047.177 tonnes d'une valeur de 201.887.080 fr. et pour la période 1930-1931, elle a été de 4.255.685 tonnes d'une valeur de 134 millions de francs. Pour l'année 1932, le tonnage de minette reçue était de 2.562.819 tonnes et il est remonté à 3.202.647 tonnes, d'une valeur de 120 millions de francs en 1933. Par suite de son caractère pondéreux, c'est le produit de beaucoup le plus important au point de vue des transports.

A côté du minerai de fer, les autres produits nécessaires à l'industrie importés de France en Sarre sont la fonte, la ferraille, l'acier brut provenant d'usines métallurgiques lorraines à destination des usines de transformation sarroises, du bois, des matériaux de construction, du benzol, etc.. Mentionnons également le tabac brut qui sera travaillé dans les fabriques du Territoire.



Parmi les objets fabriqués reçus de France, la première place est tenue par les étoffes et les tissus (200 millions de francs) qui proviennent des régions productrices les plus diverses : Alsace, Région de Lyon et de Saint-Etienne, Nord de la France, Troyes, Elbeuf, Sedan; viennent ensuite les produits des industries mé-

caniques (200 millions au total), les ouvrages en cuir, notamment les chaussures (80 millions) provenant en grande partie de Meurthe-et-Moselle et d'Alsace, le linge, les habits, la confection (30 millions), les automobiles (30 millions) (1) et la multiplicité des objets divers difficiles à dénombrer, figurant dans les envois par route, par colis postaux ou dans les marchandises diverses des envois par fer (2), nécessaires aux besoins d'un pays à forte population, et dont l'activité propre est concentrée dans la production d'un nombre très restreint de produits. On peut estimer au total que la Sarre est un client qui procure du travail à 100.000 ouvriers français. Ce client pourrait, d'ailleurs, être plus important pour la France s'il était mieux connu et si certains producteurs français savaient plus nettement que la Sarre n'est pas en Allemagne, mais en union douanière avec la France.

*
**

Les exportations de la Sarre vers la France présentent un caractère beaucoup plus simple que les importations. Les deux parties essentielles en sont le charbon et les produits métallurgiques que nous avons étudiés à part. Il faut y ajouter les

(1) Il est intéressant de remarquer que 63 % des automobiles immatriculées dans le Territoire de la Sarre sont de construction française, 16 % de construction allemande, 12 % américaine, 5 % anglaise, 3 % italienne et 1 % belge.

(2) Nous pouvons notamment citer parmi les articles de luxe figurant dans ces envois la parfumerie française fort répandue en Sarre. La population féminine sarroise semble avoir pris goût à un grand nombre d'articles de Paris.

produits fabriqués (charpentes métalliques, produits moulés, machines) de l'industrie métallurgique de transformation, les sous-produits de la distillation de la houille, les produits céramiques, les verres de toutes espèces, des cartonnages et un seul produit alimentaire : la bière.

§ 5. — Le commerce avec les pays autres que la France et l'Allemagne

En comparaison du commerce avec la France et l'Allemagne, que nous venons d'étudier, le commerce avec les autres pays apparaît comme bien peu important. Ce trafic ayant lieu uniquement par voie de fer, les tonnages empruntés à la statistique des chemins de fer nous en donnent une idée.

Ils se répartissent ainsi pour l'exercice 1931-1932 :

	Importations	Exportations
	(en tonnes)	
Belgique	48.628	214.673
Luxembourg	13.009	48.393
Italie	1.016	399.906
Suisse	3.461	462.873
Hollande	62.488	3.880
Tchécoslovaquie	10.074	2.542
Autriche	5.690	19.359

Les exportations, pour tous les pays, consistent essentiellement en charbon et en produits métallurgiques, parmi lesquels les sous-produits, notamment les scories Thomas tiennent une place assez importante.

Parmi les pays pour lesquels le tonnage exporté est

le plus fort, nous retrouvons les principaux clients étrangers des mines sarroises : la Suisse, l'Italie, la Belgique et le Luxembourg.

Les importations principales sont :

Venant de Belgique : des huiles minérales, quelques produits alimentaires, un peu de fonte.

Venant du Luxembourg : quelques matières terreuses pour la métallurgie et du tabac. L'exportation du minerai de fer du Luxembourg vers la Sarre a fortement diminué au cours des dernières années. La cause en est surtout aux frais de transport.

Venant de l'Italie : des fruits.

Venant de la Suisse : du minerai et des fruits.

Venant de Tchécoclovaquie : des produits terreux.

Venant de l'Autriche : du bois.

Venant de Hollande : du bétail, du poisson, des légumes, des huiles, du beurre, du fromage, des œufs, du tabac et du charbon (50.539 tonnes). La Hollande, depuis la guerre, a considérablement augmenté sa production houillère avec des installations ultra-modernes permettant un prix de revient rémunérateur et c'est ainsi que le charbon hollandais peut arriver en Sarre dans de bonnes conditions.



DEUXIÈME PARTIE

Les facteurs politiques, juridiques et humains de l'économie sarroise

CHAPITRE PREMIER

L'ORGANISATION POLITIQUE

Nous n'entrerons pas, malgré leur intérêt, dans les discussions auxquelles a donné lieu le régime juridique international de la Sarre « curiosité de droit international » selon l'expression de M. Priou (1) « personnalité internationale *sui generis* » selon

(1) PRIOU (J.), *Le Territoire de la Sarre*, page 13.

celle de M. Allot (1). Nous nous contenterons d'exposer, dans ses grandes lignes, telle qu'elle fonctionne, l'organisation politique, qu'il faut connaître pour se faire une idée du cadre dans lequel évolue la vie économique du Territoire, objet de notre étude.

§ 1. — La Commission de Gouvernement

Le principe de l'organisation gouvernementale est indiqué dans l'article 49 du Traité de Paix : « L'Allemagne renonce, en faveur de la Société des Nations, considérée ici comme fidéicommissaire, au gouvernement du Territoire ci-dessus spécifié ».

La façon dont le gouvernement sera exercé par la Société des Nations a été fixée par le chapitre II de l'Annexe à la section IV : « Le gouvernement du Territoire de la Sarre sera confié à une Commission représentant la Société des Nations. Cette Commission aura son siège dans le Territoire du Bassin de la Sarre. (§ 16).

La Commission de Gouvernement prévue au paragraphe 16 sera composée de cinq membres, nommés par le Conseil de la Société des Nations et comprendra : un membre français, un membre non français, originaire et habitant du Territoire du Bassin de la Sarre, et trois membres ressortissant à trois pays autres que la France et l'Allemagne.

Les membres de la Commission de Gouvernement seront nommés pour un an et leur mandat sera renou-

(1) ALLOT (A.), *Le Bassin de la Sarre*, page 82.

velable (1). Ils pourront être révoqués par le Conseil de la Société des Nations qui pourvoira à leur remplacement. » (§ 17).

Donc, si, théoriquement, le gouvernement appartient à la Société des Nations, pratiquement il est aux mains de la Commission de Gouvernement nommée par le Conseil de la Société des Nations. Cette Commission de cinq membres se compose actuellement d'un Français et d'un Sarrois, membres obligatoires d'après le § 17 de l'Annexe et, en outre, d'un Anglais, président; d'un Finlandais et d'un Yougoslave.

L'organisation de ce gouvernement, composé en majorité de membres étrangers au Territoire n'a pas été sans soulever, sinon des protestations inutiles puisqu'elle était fixée par le Traité de Paix, du moins des critiques amères. Elle correspond à l'idée que le Territoire est actuellement dans une période d'attente et que c'est la Société des Nations qui doit, pendant cette période d'attente, assurer le Gouvernement. Rien d'étonnant donc, si la Commission de Gouvernement, émanation de la Société des Nations, se compose de membres de nationalités diverses.

La Commission de Gouvernement a le pouvoir exécutif. Ses fonctions sont définies par l'annexe.

« La Commission de Gouvernement aura, sur le Territoire du Bassin de la Sarre, tous les pouvoirs

(1) La première Commission fut nommée par le Conseil de la Société des Nations le 13 février 1920 et entra en fonction le 26 février 1920.

de gouvernement appartenant antérieurement à l'Empire allemand, à la Prusse et à la Bavière, y compris celui de nommer et révoquer les fonctionnaires et de créer tels organes administratifs qu'elle estimera nécessaires. Elle aura plein pouvoir pour administrer et exploiter les chemins de fer, les canaux et les différents services publics (§ 19). La justice sera rendue au nom de la Commission de Gouvernement (§ 25). La Commission de Gouvernement aura seule le pouvoir de lever des taxes et impôts dans la limite du Territoire de la Sarre (§ 26). Le Gouvernement est exercé collectivement par la Commission et le Président qui, d'après le § 18 est l'agent exécutif, assure l'exécution des décisions prises à la majorité des voix (§ 19). Il prend à cet effet une ordonnance qui est insérée au Journal Officiel de la Commission de Gouvernement et exécutoire un jour franc après son insertion.

*
**

Dans les divers états modernes, on a toujours veillé à séparer en des mains différentes le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. Dans le Territoire de la Sarre, les deux pouvoirs sont, au contraire, réunis entre les mains de la Commission de Gouvernement.

Nous trouvons l'origine de cette confusion des pouvoirs dans le § 23 de l'Annexe.

« Les lois et règlement en vigueur sur le Territoire du Bassin de la Sarre au 11 novembre 1918

(réserve faite des dispositions édictées en vue de l'état de guerre) continueront à y être applicables.

Si, pour des motifs d'ordre général, ou pour mettre ces lois ou règlements en accord avec les stipulations du présent Traité, il était nécessaire d'y apporter des modifications, celles-ci seraient décidées et effectuées par la Commission de Gouvernement, après avis des représentants élus des habitants, pris dans telle forme que la Commission décidera ».

C'est donc la Commission qui possède le pouvoir législatif puisque c'est elle qui décide des modifications aux lois existantes et que les représentants élus ne font que donner un avis, que la Commission n'est pas obligée de suivre.

Disposant à la fois du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif, il semblerait que la Commission de Gouvernement disposât d'un pouvoir absolu. Ce pouvoir a, toutefois, des limites.

L'organisation du Gouvernement est fixée par le Traité de Paix, qui l'a confié à la Société des Nations, et la Commission ne l'exerce que par délégation. La Commission est donc tenue de respecter les dispositions du Traité de Paix.

Elle ne peut donc, par exemple, conclure avec les nations voisines de traités portant cession ou échange de territoire. Elle ne peut porter atteinte aux divers droits reconnus par le chapitre premier de l'Annexe, à l'Etat français pour l'exploitation des mines. Elle ne peut apporter aucune modification au régime légal d'exploitation sans consultation préalable de l'Etat français, à moins que cette modification

ne soit la conséquence d'une réglementation générale du travail adoptée par la Société des Nations (§ 23). Elle ne peut introduire un service militaire, obligatoire ou volontaire, ou construire des fortifications (§ 30), prohiber ou restreindre la circulation de la monnaie française (§ 32), organiser un système douanier spécial, le Territoire étant soumis au régime douanier français (§ 31).

La Commission doit donc gouverner le Territoire en restant dans le cadre du Traité de Paix.

Il est vrai que le paragraphe 33 lui donne pouvoir de résoudre toutes questions auxquelles pourrait donner lieu l'interprétation des dispositions qui le précèdent et l'établit comme arbitre entre la France et l'Allemagne en cas de litige provenant d'une divergence d'interprétation des dites dispositions. La décision de la Commission de Gouvernement, rendue à la majorité des voix, sera obligatoire pour les deux pays.

Comme conséquence du premier alinéa de ce paragraphe, la Commission possède le droit d'interpréter elle-même les dispositions du Traité qui déterminent ses propres pouvoirs, ce qui lui permet une bien grande liberté d'action. Il semblerait que le droit d'interpréter si la Commission avait bien agi dans la limite de ses pouvoirs, eut dû être confié à un autre organisme, près duquel les intéressés eussent pu introduire un recours pour excès de pouvoir contre une décision de la Commission. Etant donné le caractère du statut du Territoire de la Sarre, il n'y avait qu'un seul organisme auquel on put son-

ger confier ce rôle : la Société des Nations. Si les auteurs du Traité de Paix ne l'ont pas fait, ils ont vraisemblablement agi sous l'influence des considérations ainsi énoncées dans un rapport du délégué grec à la séance du 13 février 1920 :

« Les négociateurs du Traité avaient admis que la Commission de Gouvernement devait avoir le maximum de pouvoir d'appel et de jugement et être le plus près possible des affaires et des gens dans un pays particulièrement industriel.

Enfin, il ne faut pas oublier, en dernière analyse, que la S. d. N. qui aura la responsabilité d'affaires si disparates n'a pas intérêt à descendre dans trop de détails; elle risquerait de s'y matérialiser et d'y compromettre la haute autorité morale, un peu distante, qu'elle doit conserver comme pouvoir suprême d'appel ».

*
**

La Commission de Gouvernement, que l'article 33 arme d'un pouvoir si étendu, ne fait, il ne faut pas l'oublier, que représenter la Société des Nations. Aussi les instructions pour la Commission de Gouvernement, établies par le Conseil de la Société des Nations le 13 février 1920, énoncent dans l'article premier :

« Les fonctions de la Commission de Gouvernement sont définies par l'Annexe. La Commission de Gouvernement est responsable devant la Société des Nations de l'accomplissement de ses fonctions conformément aux stipulations de l'Annexe. »

Cette responsabilité peut d'ailleurs être sanctionnée d'une façon fort efficace par le Conseil de la Société des Nations.

Dans le cas où la Commission de Gouvernement en entier, ou certains membres exerceraient leur mandat d'une façon que le Conseil de la Société des Nations jugerait ne pas répondre aux conditions de l'Annexe à la Section IV, le Conseil de la Société des Nations pourrait user du droit de révocation qui lui est conféré par le § 17 de l'Annexe à la Section IV. Il n'a d'ailleurs jamais eu à faire usage de ce droit.

La Commission de Gouvernement envoie à la Société des Nations des comptes-rendus périodiques sur son activité et sur la vie du Territoire. En outre, le Président de la Commission est appelé à Genève chaque fois qu'une question intéressant le Territoire de la Sarre est à l'ordre du jour.

Responsable devant la Société des Nations, la Commission de Gouvernement ne l'est pas devant les habitants du pays. Ceux-ci ne peuvent qu'adresser à la Société des Nations des pétitions qui, conformément à une décision du Conseil du 15 mai 1920, doivent être d'abord envoyées à la Commission de Gouvernement et transmises par celle-ci au Conseil de la Société des Nations. C'est à ce Conseil qu'il appartiendra de donner la suite qu'il jugera équitable.

§ 2. — Le Conseil consultatif

Le Traité de Paix avait prévu une certaine collaboration de la population avec le pouvoir exécutif.

L'article 23 de l'Annexe, que nous avons déjà mentionné, impose à la Commission de Gouvernement, quand elle jugera opportun de modifier les lois ou règlements en vigueur au 11 novembre 1918, de prendre l'avis des représentants élus des habitants, « pris dans telle forme que la Commission décidera ». L'article 26 impose la même obligation pour l'établissement des nouvelles taxes.

Au début, la Commission de Gouvernement s'adressa aux assemblées des divers cercles, mais celles-ci mirent peu d'empressement à collaborer.

Aussi la Commission, usant du droit qui lui était conféré par le § 19 de créer tels organes représentatifs qu'elle estimerait nécessaires, prit, à la date du 24 mars 1922, une ordonnance portant création d'un Conseil consultatif du Territoire appelé à donner son avis sur les projets qui, d'après les paragraphes 23 et 26, devaient être soumis aux représentants élus des habitants.

Si ce conseil consultatif (Landesrat) a pu parfois être comparé à un Parlement, si ses membres sont souvent qualifiés de députés, il y a de grandes différences avec un Parlement véritable. La Commission de Gouvernement n'est pas responsable devant lui et ne peut être renversée. Il ne pouvait en être autrement. La Commission de Gouvernement est responsable devant la Société des Nations qui peut la révoquer. Elle ne saurait l'être en même temps devant un Parlement qui, s'il pouvait la renverser, pourrait empêcher toute Commission nommée par le Conseil de la Société des Nations de fonctionner et deviendrait le vérita-

ble Gouvernement. Or, le Territoire de la Sarre est dans des conditions toutes spéciales. Si le Traité de Paix l'a placé (art. 49) sous le gouvernement de la Société des Nations, c'est qu'il ne constitue pas un Etat dont les habitants puissent se gouverner à leur guise, mais une personnalité internationale nouvelle, dont la liberté subit les restrictions prévues par l'Annexe et qui notamment doit respecter les droits spéciaux de la France en ce qui concerne l'exploitation des mines et le régime douanier. Malgré les désirs exprimés par la population d'avoir un véritable Parlement, satisfaction ne pouvait lui être donnée. Ainsi que l'exprimait le rapporteur de la question au Conseil de la Société des Nations le 26 mars 1922, « la Société des Nations ne pourrait pas permettre à la Commission de Gouvernement de se dessaisir de ses attributions. C'est le devoir de la Société des Nations de veiller à ce que la Commission de Gouvernement soit toujours à même d'exécuter ses fonctions conformément au Traité. Il serait donc inadmissible pour la Commission de Gouvernement de constituer, contrairement au Traité, un Parlement sarrois devant lequel la Commission serait responsable et qui pourrait empêcher la Commission nommée par le Conseil de la Société des Nations de fonctionner. »

La Commission de Gouvernement, non responsable devant les représentants élus de la population, ne pouvait, par voie de conséquence, être liée par l'avis de la majorité. C'est d'ailleurs conforme au texte du Traité. L'article 23 dit que les modifications aux lois

existantes doivent être effectuées par la Commission de Gouvernement après avis des représentants élus. Il ne dit pas qu'elles doivent être effectuées conformément à leur avis. De même, l'article 26 dit qu'aucune taxe nouvelle ne peut être établie sans consultation préalable des représentants élus. Il ne dit pas qu'aucune taxe nouvelle ne peut être établie sans l'approbation des représentants élus.

Le Conseil consultatif s'occupe donc simplement de discuter les projets d'ordonnances préparés par la Commission de Gouvernement, si ces ordonnances modifient les lois ou règlements en vigueur ou si elles établissent de nouvelles taxes. Il ne peut que donner un avis qui ne lie pas la Commission et ne doit pas s'immiscer dans le gouvernement ou l'administration. C'est un organe permanent, se réunissant au moins trimestriellement, et dont les membres reçoivent une indemnité. Un commissaire du Gouvernement assiste aux séances et est chargé de présenter le projet d'ordonnance préparé par la Commission de Gouvernement.

*
**

Le conseil consultatif se compose de trente membres élus par les personnes possédant la qualité d'habitant du Territoire, âgées de plus de 20 ans, sans distinction de sexe, au scrutin de liste avec représentation proportionnelle.

A titre d'indication, le conseil consultatif actuellement en fonction, et élu en 1932 se compose de :

- 14 membres du parti du centre ;
- 8 membres du parti communiste ;
- 3 membres du parti social-démocrate ;
- 2 membres du parti populaire sarrois-allemand ;
- 2 membres du parti national-socialiste ;
- 1 membre du parti économique.

Ce conseil consultatif aurait pu fournir une aide précieuse à la Commission de Gouvernement en l'éclairant sur les besoins de la population et en se limitant, lors de la discussion des projets d'ordonnances, aux objections d'ordre juridique ou économique qu'ils pouvaient soulever, objections qui auraient pu, si elles avaient semblé justifiées, amener la Commission de Gouvernement à modifier ses projets. Malheureusement, le Landesrat, dès le début, par dépit, peut-être, d'être réduit au rôle d'organe consultatif au lieu d'avoir les pleines attributions d'un Parlement, s'est cantonné dans une attitude d'opposition regrettable. Il semblerait que, par définition, tout projet venant de la Commission de Gouvernement lui semble suspect et trop souvent il émet un avis défavorable de principe, sans étude détaillée de la question.

Nous avons d'ailleurs vu que la Commission n'est pas liée par cet avis. Aussi de nombreuses ordonnances ont-elles été promulguées, malgré l'avis défavorable du Landesrat.

La participation aux élections du Landesrat a été de 54,47 % en 1922, 67,55 % en 1924, 66,1 % en 1928 et 77,73 % en 1932. On voit que le chiffre de 1932

a été beaucoup plus élevé, à la suite d'une active propagande des partis désireux de se compter. Comme on a pu le constater par la liste des élus, le parti de beaucoup le plus important est le centre. Le parti communiste qui n'avait eu que cinq sièges avec 46.541 voix en 1928, en a eu huit avec 84.112 voix en 1932.

Sur 477.635 inscrits et 369.381 votants, le parti national-socialiste a eu 24.455 voix, lui donnant droit à deux sièges.

La même année avaient lieu des élections pour les assemblées des cercles, dans lesquelles il a obtenu 23.195 voix et des élections municipales où il a obtenu 23.190 voix. Le nombre de voix obtenues, qui est presque constant pour chacune de ces trois élections, est caractéristique de la force numérique de ce parti en 1932.

§ 3. — La qualité d'habitant du Territoire de la Sarre

A propos des élections au Landesrat, nous avons été amené à dire que ses membres (comme d'ailleurs les conseillers municipaux et les membres des assemblées des cercles) étaient élus par les personnes âgées de plus de vingt ans, possédant la qualité d'habitant du Territoire de la Sarre.

Dans un certain nombre de paragraphes du chapitre II de l'Annexe à la section IV, le Traité de Versailles emploie cette expression.

Le paragraphe 27 notamment est ainsi conçu :

« Les présentes dispositions ne porteront aucune

atteinte à la nationalité actuelle des habitants du Territoire du Bassin de la Sarre.

Aucun obstacle ne sera opposé à ceux qui désiraient acquérir une autre nationalité, étant entendu qu'en pareil cas leur nouvelle nationalité sera acquise à l'exclusion de toute autre ».

Un premier fait ressort de ce paragraphe: Il n'y a pas de nationalité sarroise. Le contraste est très net avec, par exemple, l'article 91 du Traité: « La nationalité polonaise sera acquise de plein droit, à l'exclusion de la nationalité allemande, aux ressortissants allemands domiciliés sur les territoires reconnus comme faisant définitivement partie de la Pologne. »

C'est que les conditions sont toutes différentes. Si, comme la Sarre, la Pologne n'existait pas (ou plutôt n'existait plus) avant le Traité de Paix, celui-ci l'a créée, en a fait un Etat indépendant, jouissant de tous les droits des Etats, ce qui entraînait la création de la nationalité polonaise. La Sarre, elle, n'est pas un Etat indépendant, mais un territoire gouverné, pendant un certain laps de temps, par la Société des Nations et dont la situation ne sera définitivement réglée qu'après le plébiscite. Il ne pouvait donc pas y avoir de nationalité sarroise.

Le deuxième fait est que si les habitants du Territoire, au moment de la mise en vigueur du Traité de Paix, conservaient leur nationalité (et plusieurs nationalités à ce moment étaient déjà représentées en Sarre) ils peuvent en changer, tout en restant habitants.

La qualité d'habitant du Territoire de la Sarre n'est donc pas liée à la nationalité, contrairement aux opinions de certains Allemands, qui considèrent que seuls les Allemands en Sarre sont Sarrois.

*
**

Si cette qualité d'habitant du Territoire de la Sarre n'est pas liée à la nationalité, il importe de la définir. Il y a, en effet, un intérêt pratique, puisque le paragraphe 28 donne le droit de vote à tout habitant âgé de plus de vingt ans, et que le paragraphe 21 ordonne à la Commission de Gouvernement d'assurer la protection à l'étranger des intérêts des habitants du Territoire du Bassin de la Sarre. Cette qualité devait-elle être réservée aux personnes habitant le Territoire au moment de la mise en vigueur du Traité ou devait-elle être étendue à ceux qui viendraient ultérieurement s'y établir ? Que devait-on entendre par le mot « habitant » ? Il est évident que l'on ne devait pas tenir compte de la simple résidence qui, en principe, ne produit pas d'effet juridique (1) et n'attache pas suffisamment l'individu au Territoire pour lui permettre de participer à sa vie publique. C'était donc la notion de domicile, de siège principal de la demeure et des affaires, qui devait être prise en considération. Mais quel était le critérium qui devait être adopté pour établir la fixité du domicile ?

La Commission de Gouvernement, usant du droit

(1) PLANIOL (M.), *Traité de Droit Civil*, tome I, n° 610,

qui lui est conféré par le paragraphe 33 de l'Annexe d'en interpréter les dispositions, prit le 15 juin 1921 une ordonnance portant définition de la qualité d'habitant du Territoire du Bassin de la Sarre.

Les personnes jouissant de plein droit de cette qualité, l'ont ou par la naissance (personnes nées dans le Territoire de la Sarre d'un père qui, à la date de cette naissance, y avait un domicile légal et personnes nées d'un père né dans le Territoire de la Sarre et y ayant été, avant la naissance, domicilié pendant au moins dix ans), ou par le domicile (personnes qui avaient leur domicile légal dans le Territoire de la Sarre à la date du 11 novembre 1918).

Les personnes n'ayant pas cette qualité de plein droit, l'acquièrent quand elles sont domiciliées depuis trois ans au moins dans le Territoire et y ont été inscrites au rôle des contributions. Le délai est réduit à un an pour les personnes remplissant des fonctions publiques ou pour celles qui occupent un emploi qui les oblige à avoir dans le Territoire leur principal établissement. (C'est le cas, par exemple, des employés des Mines).

La qualité se transmet, en outre, à la femme au moment du mariage et aux enfants dont le père ou la mère, au moment de la naissance, possède la qualité d'habitant de la Sarre.

Cette ordonnance ne confère donc la qualité d'habitant du Territoire de la Sarre qu'aux personnes y ayant de sérieuses attaches, soit par leur naissance, soit par un séjour prolongé.

Les personnes qui n'ont pas cette qualité et rési-

dent dans le Territoire sont considérées comme étrangères et n'ont aucun des droits attachés à la qualité.

L'Allemagne, sous l'empire de l'idée directrice que la Sarre était une province allemande momentanément détachée et que, seuls, les Allemands pouvaient y avoir des droits politiques, émit, le 23 août 1921, une protestation contre cette ordonnance. Le Conseil de la Société des Nations rejeta la protestation, en faisant remarquer que les habitants du Territoire forment un groupe détaché, qu'ils ne perdent pas leur nationalité, mais acquièrent une nouvelle condition légale en ce qui concerne leur situation, leurs droits et leurs obligations, et que les droits politiques de ces habitants ne doivent pas dépendre de leur nationalité.

Puisque les habitants du Territoire peuvent changer de nationalité, un Sarrois de nationalité allemande peut se faire naturaliser français. La naturalisation française leur est facilitée par l'article 6 de la loi du 10 août 1927 qui assimile à la résidence non interrompue pendant trois ans en France le séjour dans un pays en union douanière avec la France, ce qui est le cas du Territoire de la Sarre.

Le paragraphe 21 du chapitre 2 de l'Annexe confie à la Commission de Gouvernement le soin d'assurer, par tels moyens et dans telles conditions qu'elle jugera convenables, la protection à l'étranger des intérêts des habitants du Territoire de la Sarre. Il eut été fort onéreux pour un si petit pays d'avoir une représentation à l'étranger. La Commission de Gouvernement — dont le président était alors le membre

français — prit une ordonnance par laquelle la protection à l'étranger des habitants du Territoire de de la Sarre était confiée au Gouvernement français qui accepta. Le Gouvernement allemand émit, sans résultat, une protestation et n'a pas admis qu'en Allemagne la protection des Sarrois de nationalité allemande fut exercée par les représentants français.

§ 4. — Les caractères généraux du Statut de la Sarre

De ces quelques considérations, on peut, en dehors de toute discussion, se faire une idée du statut politique du Territoire de la Sarre.

Création du Traité de Versailles, d'une genre tout spécial, le Territoire de la Sarre n'est pas un Etat jouissant d'une pleine indépendance, mais un territoire à plébiscite en situation d'attente.

Il est provisoirement gouverné, jusqu'au jour où son sort définitif sera décidé, en principe par la Société des Nations, et pratiquement par une Commission de cinq membres, nommés par le Conseil de la Société des Nations et responsables devant lui, jouissant, sous condition de respecter les dispositions du Traité, des pouvoirs exécutifs et législatifs les plus étendus, devant demander, dans certains cas, l'avis des représentants élus de la population formant le conseil consultatif mais sans être obligée de le suivre.

Les habitants conservent leur nationalité, peuvent en acquérir une autre s'ils le désirent et, sous cer-

taines conditions, jouissent de la qualité d'habitant du Territoire de la Sarre, qualité qui ne modifie pas la nationalité, mais s'y juxtapose et permet, notamment, l'exercice des droits électoraux.

L'Allemagne n'a pas à intervenir dans le gouvernement du Territoire. Les Sarrois, même s'ils sont de nationalité allemande, ne sont plus des ressortissants allemands. A l'étranger, la protection des intérêts sarrois est confiée à la France, non pas que la France, plus que l'Allemagne, ait à intervenir dans le gouvernement de la Sarre, mais à la suite d'une demande de la Commission de Gouvernement pour éviter la création d'une diplomatie sarroise.

La France jouit en Sarre de droits spéciaux qui lui sont garantis par le chapitre premier de l'Annexe à la Section IV du Traité de Paix, pour lui faciliter l'exploitation des propriétés minières cédées. En outre, un membre de la Commission de Gouvernement est obligatoirement français, mais c'est devant le Conseil de la Société des Nations qu'il est responsable.

Créé pour mieux permettre de garantir à la France la pleine liberté d'exploitation des Mines, le Territoire de la Sarre n'est ni la France, ni l'Allemagne.

CHAPITRE II

L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE

L'Administration centrale comprend cinq départements ministériels, divisés en directions, ayant chacun à leur tête un des membres de la Commission de Gouvernement. Chacun prend les arrêtés nécessaires pour assurer la bonne marche des affaires de son service. Les membres de la Commission de Gouvernement considérés isolément sont donc comparables à des ministres. On leur donne d'ailleurs, dans le langage usuel, le nom de ministres.

Les services sont actuellement répartis de la façon suivante :

Président de la Commission : Intérieur, Police ;

Membre finlandais : Travaux publics, Chemins de fer, Postes et Télégraphes ;

Membre sarrois : Agriculture, Forêts, Travail, Prévoyance Sociale, Assistance Publique et Santé.

Membre français : Finances, Affaires économiques, Contrôle des Mines ;

Membre yougoslave : Justice, Instruction publique et Cultes.

Le Secrétariat Général de la Commission de Gouvernement, sous l'autorité du Président de la Commission, s'occupe spécialement des Affaires étrangères.

Le Territoire est divisé en huit cercles, correspondant sensiblement à nos arrondissements. On s'est efforcé de conserver les anciennes divisions prussiennes en cercles ou bavaroises en districts. Certains de ces cercles (Merzig, Saint-Wendel, Hombourg) ne sont que des portions des anciens cercles prussiens ou districts bavarois, la frontière sarro-allemande les ayant coupés en deux parties.

Ces cercles sont :

Un cercle urbain : Sarrebruck-Ville ;

Sept cercles ruraux : Sarrebruck-Campagne, Ottweiler, Sarrelouis, Saint-Ingbert, Hombourg, Merzig, Saint-Wendel.

Ces cercles sont d'importances fort inégales.

Le cercle de Sarrebruck-Campagne a une superficie de 334 km² 88 et 213.994 habitants au 1^{er} janvier 1932, tandis que le cercle de St-Wendel a 162 km² 72 et 34.436 habitants.

A la tête de chaque cercle est un Landrat.

Une assemblée de cercle, composée de membres élus en quantité variable d'après le nombre de voix exprimées (23 dans le cercle de Merzig, 40 dans le cercle de Sarrebruck-Campagne) délibère sur les questions intéressant le cercle, qui sont surtout des questions de travaux publics. Cette assemblée n'existe pas pour le cercle de Sarrebruck-Ville où son rôle

est dévolu au Conseil municipal, le cercle se confondant avec la ville.

Les cercles sont divisés en Bürgermeistereien.

Le cercle de Sarrebruck ne comprend qu'une Bürgermeisterei.

Le cercle de Sarrebruck-Camp. en comprend	12
Le cercle de Sarrelouis en comprend.....	15
Le cercle de Merzig en comprend.....	5
Le cercle d'Ottweiler en comprend.....	9
Le cercle de Saint-Wendel en comprend.....	4
Le cercle de Saint-Ingbert en comprend.....	20
Le cercle de Hombourg en comprend.....	17
Total.....	83

Elles sont de superficies fort inégales allant de 2 km² 50 (Oberwürzbach) à 73 km² 13 (Eppelborn).

La Bürgermeisterei est, à son tour, divisée en communes (Gemeinden). Il existe au total 285 communes. Les affaires de la commune sont gérées par un Conseil municipal (Gemeinderat), élu par toute la population majeure (hommes et femmes). A la tête du Conseil est un Maire (Gemeindevorsteher) élu par lui. Les attributions du Conseil municipal sont d'ailleurs restreintes à certains intérêts locaux, travaux publics notamment.

Dans la Bürgermeisterei existe également un Conseil (Bürgermeistereirat) composé des délégués de chaque commune comprenant le Gemeinvorsteher et d'autres membres, en nombre variable selon l'importance de la Gemeinde, élus par le Gemeinderat.

Ce conseil traite les *affaires* générales de la Bürgermeisterei, notamment toutes les questions budgétaires. C'est lui qui fixe les centimes additionnels aux impôts d'Etat pour chaque commune.

A la tête de la Bürgermeisterei est un bourgmestre élu par le conseil, mais dont l'élection doit être ratifiée par la Commission de Gouvernement. Ce bourgmestre est, la plupart du temps, un fonctionnaire de carrière rétribué. Quand une place de bourgmestre est vacante, on voit de nombreux candidats se présenter et, dans le cas d'une localité importante, le choix du Conseil s'exerce toujours sur quelqu'un ayant déjà exercé ces fonctions dans une autre commune. Le bourgmestre est avant tout un administrateur. Il doit être (1) en dehors des partis et ne se préoccuper que d'assurer la meilleure administration de la Bürgermeisterei. Il doit servir de conseiller aux Gemeindevorsteher.

C'est à la Bürgermeisterei que sont les bureaux avec lesquels le public peut avoir à faire : bureau de l'état-civil, bureaux de la circulation (délivrance des passeports, des cartes frontalières, etc...), bureaux des secours, de la police, caisse municipale, etc...

Les attributions de la commune française sont partagées entre la Gemeinde et la Bürgermeisterei. Le rôle le plus important est celui de la Bürgermeisterei.

Certaines localités sont classées villes. Les attribu-

(1) Théoriquement, car en pratique c'est fort différent.

tions de la Gemeinde et de la Bürgermeisterei sont réunies.

La ville de Sarrebruck, nous l'avons déjà vu, forme à elle seule un cercle. Son bourgmestre est « Oberbürgermeister ».

La police est assurée, dans les grandes agglomérations par une police municipale, et pour l'ensemble du Territoire, par un corps de gendarmes (Landjäger) dépendant de la Commission de Gouvernement.

La présence des troupes françaises, troupes de garnison d'abord, dépendant de la Commission de Gouvernement et dont l'emploi était prévu en cas de troubles, troupes de protection des voies ferrées ensuite, avait donné lieu à de nombreuses polémiques et à des discussions sur la légalité de leur présence et de leur emploi. L'Allemagne avait protesté à plusieurs reprises vers la Société des Nations. Toutes ces discussions ne sont plus qu'un souvenir historique puisque les dernières troupes (un détachement franco-belge) ont quitté la Sarre, après l'évacuation de la Rhénanie, le 12 décembre 1930.

Nous ne passerons pas en revue les diverses branches de l'administration de l'Etat qui ne présentent rien de caractéristique à la Sarre. Tous les rouages allemands ont été conservés et rattachés aux différents membres de la Commission de Gouvernement.

Nous mentionnerons seulement un point, parce qu'il tient actuellement une place énorme dans la presse allemande.

Le paragraphe 28 de l'Annexe à la Section IV du

Traité de Paix dispose, entre autres, que les habitants conserveront leurs écoles et leur langue. Le paragraphe 14 de cette même annexe est ainsi conçu : « L'Etat français pourra toujours fonder et entretenir comme dépendances des mines, des écoles primaires ou techniques à l'usage du personnel et des enfants de ce personnel et y faire donner l'enseignement en langue française, conformément à des programmes et par des maîtres de son choix ». A côté de l'enseignement officiel existe donc un enseignement libre, entre les mains des Mines domaniales françaises. Le Traité de Paix l'a prévu d'une façon expresse. Remarquons que le texte du Traité n'a pas parlé d'écoles destinées au personnel français et aux enfants de ce personnel, il a parlé du personnel d'une façon générale. Comme suite, l'Administration des Mines a fondé un collège et quelques écoles pour les enfants du personnel français, avec un enseignement conforme aux programmes de l'Enseignement public en France et pour les enfants du personnel allemand (auxquels une ordonnance de 1920 a permis de joindre des enfants dont les parents n'appartiennent pas au personnel) des écoles dont les programmes répondent aux programmes allemands, où l'enseignement est donné en allemand et où le français n'est enseigné que comme langue supplémentaire. C'est contre ces écoles, appelées écoles franco-sarroises ou écoles domaniales, que depuis plusieurs années s'est déclanchée une campagne très violente qui continue encore.

Il n'y a pas d'enseignement supérieur en Sarre et

c'est une lacune très regrettable, qui va à l'encontre du principe que la Sarre est détachée de l'Allemagne. Les jeunes gens qui veulent continuer leurs études vont dans les universités allemandes. Les candidats aux fonctions judiciaires sarroises, notamment, doivent faire les stages prévus près des tribunaux en Allemagne.

*
**

Ceci nous amène à dire un mot des fonctionnaires. Quand la Commission de Gouvernement, en 1920, prit en mains l'administration du Territoire, elle conserva les fonctionnaires existants, c'est-à-dire les fonctionnaires prussiens ou bavaois. Il est certain qu'on ne pouvait songer à arrêter subitement la vie publique et à remplacer tous les fonctionnaires en service par de nouvelles personnes. D'ailleurs, comment aurait-on recruté les remplaçants ? Etant donné le régime spécial de la Sarre, dans quelle nation aurait-on été les chercher ? La connaissance de la langue, de la législation, de l'administration allemandes était nécessaire pour beaucoup d'emplois. Aurait-on pu trouver des candidats non-allemands possédant ces qualités ? Si on s'était adressé à des Alsaciens devenus Français, l'Allemagne n'aurait pas manqué de dire que c'était une main-mise inadmissible de la France sur l'administration sarroise, qui devait rester impartiale entre les deux pays. Il y avait donc des difficultés de principe et peut-être même des impossibilités matérielles à procéder à des remplacements. Il n'empêche que l'Allemagne, grâce

à ce fait, a une situation privilégiée, les fonctionnaires exerçant forcément une très grande influence (1).

Outre ces anciens fonctionnaires allemands, restés en service, le Gouvernement a eu naturellement à en nommer d'autres. C'est conforme à son droit général de gouvernement et aux spécifications du paragraphe 19 de l'annexe qui prévoit pour la Commission le droit de nommer et révoquer les fonctionnaires. Les nouveaux fonctionnaires sont recrutés en première ligne parmi les Sarrois et à défaut de ceux-ci parmi le personnel allemand étranger à la Sarre. Pour un certain nombre de postes de l'organisme central qui a dû être créé à Sarrebruck par suite de la nouvelle forme de gouvernement (directions des divers services, cabinets des ministres), il a été fait appel à un personnel international (spécialement français, suisse, luxembourgeois). Le nombre de fonctionnaires ayant une nationalité autre que la nationalité allemande est d'ailleurs infime. Tous les fonctionnaires du Gouvernement de la Sarre relèvent uniquement de la Commission de Gouvernement à laquelle ils doivent fidélité et obéissance. Mais, pour ceux qui étaient en place en 1920, l'Allemagne les considère comme fonctionnaires allemands détachés.

(1) Dans un livre de propagande allemande, une photographie porte le titre : « Les trois puissances du village : le maire, le gendarme, l'instituteur ».

CHAPITRE III

LE REGIME MONETAIRE ET L'ORGANISATION FINANCIERE

§ 1. — Le régime monétaire

Le § 23 de l'Annexe au Traité maintenait l'application des lois et règlements en vigueur sur le Territoire de la Sarre au 11 novembre 1918, dont le régime monétaire allemand.

Par ailleurs, le § 32 est ainsi conçu :

« Aucune prohibition ni restriction ne sera imposée à la circulation de la monnaie française sur le Territoire du Bassin de la Sarre.

L'Etat français aura le droit de se servir de la monnaie française pour tous ses achats ou paiements et dans tous ses contrats relatifs à l'exploitation des mines ou de leurs dépendances. »

En vertu du § 23, le mark, monnaie légale allemande, restait la monnaie légale sarroise. Les Mines avaient le droit de se servir du franc. Au début, elles le firent d'ailleurs d'une façon très modérée. L'emploi du franc

se bornait au paiement du personnel français. Pour payer les salaires des ouvriers et les traitements du personnel allemand, les Mines domaniales devaient acheter des marks. Par ailleurs, le personnel français, rétribué en francs, changeait également ses francs pour se procurer les marks nécessaires aux achats dans le commerce local. Nous pensons que si les monnaies avaient conservé leur stabilité d'avant la guerre, ce régime aurait subsisté et que même, puisque le mark était la monnaie légale du pays, les Mines auraient été amenées également à payer leur personnel français en marks. Elles auraient été dans la même situation que certaines compagnies françaises installées à l'étranger, établissant leurs comptes en francs, et payant leur personnel dans la monnaie du pays où se trouve leur exploitation (1).

On a dit que les Mines françaises pouvaient craindre que la Reichsbank n'envoyât plus de coupures en Sarre et ne les mit dans l'impossibilité de payer les salaires (2). Nous croyons qu'une telle crainte était chimérique, car la mesure n'aurait pas atteint uniquement les Mines mais tout le Territoire et aurait amené un mouvement de l'opinion publique contre l'Allemagne et par ailleurs aurait été contraire aux intérêts allemands, car la transformation en marks de très grandes quantités de francs était favorable à la bonne

(1) Certaines de ces sociétés payent parfois leur personnel dirigeant français partie en francs au siège social en France, par virement à un compte, partie en monnaie du pays par paiement direct au lieu d'exploitation.

(2) HERLY (R.) *L'introduction du franc dans la Sarre*, page 14.

tenue du mark. Si les Mines ont été amenées à se servir du privilège qui leur était conféré par le § 32 de l'Annexe et à payer leurs ouvriers en francs, la cause doit en être recherchée non dans la difficulté éventuelle de se procurer des marks, non dans les inconvénients que l'emploi du mark apportait dans la tenue des comptes, mais dans un phénomène auquel elles étaient étrangères, la dépréciation du mark.

Un franc valait 1 mark 45 le 1^{er} janvier 1919, 2 marks 11 le 2 juin, 2 marks 86 le 1^{er} octobre, 4 marks 28 le 1^{er} décembre, 7 marks 01 le 1^{er} mars 1920.

Cette dépréciation continuelle de la monnaie dans laquelle étaient payés presque tous les salariés, dépréciation entrecoupée de quelques soubresauts de relèvement, empêchait toute exploitation régulière. A chaque baisse du mark, à laquelle correspondait une augmentation des prix exprimés en marks des objets de consommation, dans les Mines, comme dans les autres industries, les ouvriers réclamaient des augmentations de salaires. Quand une augmentation était accordée, de nouveaux pourparlers devaient recommencer, car une nouvelle dépréciation était intervenue. Aussi voit-on les Mines accorder des augmentations de salaires au 1^{er} janvier, au 1^{er} février, au 1^{er} avril 1920. Un entrepreneur peut souhaiter la dépréciation de la monnaie dans laquelle il paie les salaires, dépréciation qui lui assure des bénéfices supplémentaires. Les Mines n'ont pas agi comme un entrepreneur avide de gain, mais dans l'intérêt d'une bonne exploitation qui ne peut avoir lieu qu'avec des salaires stables et dans

l'intérêt de leurs ouvriers. La baisse du mark avait amené la vie chère, un état de crise et même des troubles (octobre 1919), des mouvements d'une population ouvrière dressée contre les marchands. Pour ramener le calme, assurer une fixité des salaires, et à la demande même des ouvriers, les Mines se servirent du § 32 et payèrent leurs ouvriers en francs à partir du 1^{er} juillet 1920.

A ce moment exista sur le Territoire un dualisme monétaire. Les ouvriers mineurs qui, avec leurs familles, représentaient la moitié de la population, étaient payés en francs, les autres ouvriers en marks, monnaie légale. Ce fut l'époque qui vit éclore un grand nombre de bureaux de change. Les ouvriers des autres industries, voyant la situation privilégiée des mineurs, d'autant plus que le mark continuait à baisser, réclamèrent d'être également payés en francs. Les patrons, qui profitaient de la dépréciation, résistèrent. Ils y étaient d'autant moins disposés que le remplacement du mark par le franc montrait la déchéance de l'Allemagne et rattachait économiquement la Sarre à la France.

Dans la métallurgie, des grèves se déclarèrent et les ouvriers, après avoir obtenu des augmentations en marks, vite devenues illusoires en raison de la dépréciation persistante, obtinrent le paiement en francs au cours du mois de novembre 1920. Bien que le mark continuât à être la monnaie légale, le Gouvernement ne pouvait s'opposer à cette mesure, puisqu'aucune restriction ne peut être imposée à la circulation de la monnaie française sur le Territoire du Bassin.

Le Gouvernement lui-même introduisit le 1^{er} mai 1921 la monnaie française dans les Services des chemins de fer et des P.T.T., puis pour le paiement des fonctionnaires. Peu à peu, par une loi jouant naturellement dans un pays à structure industrielle, les ouvriers qui étaient encore rémunérés en marks et qui souffraient de son manque de valeur alors que leurs camarades, mineurs ou métallurgistes, maintenant rémunérés en francs, jouissaient d'un salaire fixe et pouvaient maintenir leur standard de vie, ces ouvriers obtinrent d'être également payés en monnaie française. Puis le mouvement s'étendit au commerce qui établit des prix en francs. Certains agriculteurs, mais ce fut l'exception, vendirent aussi leurs produits en francs.

Au début, alors que les prix dans le commerce étaient fixés en marks, et que l'on pouvait croire au redressement de la monnaie allemande, tous ceux qui touchaient des francs s'empressaient de les changer. Les marks restaient dans le pays et les francs, par le canal des banques qui les recevaient, étaient employés aux transactions internationales. Plus tard, quand la confiance dans le mark disparut, celui-ci fut considéré comme une monnaie indésirable et les détenteurs de francs les gardèrent le plus possible.

Comme la circulation simultanée de deux monnaies, dont le rapport variait presque quotidiennement dans d'énormes proportions, avait des conséquences néfastes et empêchait d'équilibrer d'une façon stable les bud-

gets de l'Etat (1), des communes et des diverses entreprises, la Commission de Gouvernement se vit obligée de prendre une mesure législative.

La création d'une monnaie sarroise ayant été reconnue présenter de trop grandes difficultés pour un petit pays dans une situation provisoire (2), une solution s'imposait et elle fut adoptée, malgré l'avis opposé du Conseil consultatif. Le 18 mai 1923, la Commission de Gouvernement promulgua un certain nombre d'ordonnances, entrées en vigueur le 1^{er} juin suivant et introduisant le franc français comme monnaie légale dans le Territoire de la Sarre.

La légalité de l'ordonnance de la Commission de Gouvernement relative à l'introduction du franc a été discutée. Remarquons que le Traité ne stipule pas que le mark sera conservé comme monnaie légale du Bassin de la Sarre. Son utilisation comme monnaie légale résultait d'une loi allemande en vigueur, mais que la Commission de Gouvernement, en application des § 23 et 32 peut modifier quand il existe des motifs d'ordre général. Les motifs d'ordre général existaient, c'était la dépréciation du mark et le devoir qu'avait la Commission de Gouvernement de soustraire le Territoire de la Sarre aux effets désastreux du désordre

(1) Une mesure transitoire avait consisté à établir en francs les impôts des personnes touchant des francs et en marks ceux des personnes touchant des marks. Mais comme la valeur du mark baissait beaucoup entre le moment où le montant de l'impôt avait été déterminé et le moment où il était perçu, les impôts payés en marks étaient d'un rendement nul.

(2) HERLY (R.), *op. cit.*, page 28.

monétaire allemand et de l'inflation. Quant à l'avis du Conseil consultatif, il était donné sous l'influence de considérations politiques. L'avis du peuple résultait clairement des réclamations ouvrières demandant le paiement des salaires en francs.

En réalité, la disposition législative n'est intervenue qu'après coup, quand les circonstances économiques avaient déjà créé l'état de fait, l'emploi du franc dans les transactions et l'ordonnance de la Commission de Gouvernement n'est venue que confirmer cet état et lui donner un caractère légal.

Ce n'est point la France qui a fait introduire le franc français en Sarre, mais l'Allemagne, qui laissait perdre toute valeur au mark-papier pour finir par l'abandonner elle-même.

L'introduction du franc a élevé ou maintenu le standard de vie de l'ouvrier sarrois et a sauvé une grande partie de la population de la misère qui a sévi en Allemagne.

Lors de la chute du franc, les anciens adversaires de son introduction ont repris les arguments qui avaient été fournis contre le mark-papier et ont demandé l'introduction du mark-or. Si la dépréciation de la monnaie française avait continué, la Sarre serait certainement arrivée à cette solution, mais le franc s'est, sinon complètement relevé, du moins stabilisé et peut jouer son rôle de monnaie saine. Aussi, après un réajustement des salaires au coût de la vie, ne fût-il plus question du changement de monnaie.

La monnaie légale en Sarre et la seule employée dans les transactions est donc le franc français.

§ 2. — Les impôts

Puisque les lois allemandes continuaient à être en vigueur dans le Territoire de la Sarre après le 10 janvier 1920, les impôts furent d'abord perçus selon les lois fiscales allemandes. Encore aujourd'hui, le système fiscal est dans ses grandes lignes le système fiscal allemand.

Toutefois, après avoir pris certaines mesures, par suite de la dépréciation du mark et après l'introduction du franc, la Commission de Gouvernement fut amenée, en décembre 1923, à introduire certaines modifications importantes, tout en conservant l'ensemble du système. La nouvelle législation fiscale a eu surtout pour but de simplifier et d'unifier, en remplaçant la superposition des lois d'Empire, des lois prussiennes et des lois bava-roises par une seule législation applicable à tout le pays.

Nous ne pouvons, malgré l'importance de l'incidence du système fiscal sur la vie économique d'un pays, examiner les divers impôts (1). Nous nous contenterons d'énumérer les principaux en donnant, pour l'impôt sur le revenu et l'impôt sur le salaire, quelques détails que nous estimons intéressants, sinon importants.

(1) Une étude très détaillée et très claire, de 350 pages, faite par un groupe d'employés supérieurs de la Direction des Contributions directes et indirectes est parue à la fin de 1933 : *Das Steuerrecht im Saargebiet*.

I. — LES IMPOTS DIRECTS

1) Impôt sur le salaire.

Tout salarié est soumis à un impôt, qui est prélevé par son employeur, en principe au moment du paiement.

L'impôt est prélevé sur le salaire ou le traitement, quelque nom qu'il porte (même sur les gratifications ou indemnités de service) et sous quelque forme qu'il soit donné (par exemple la nourriture et le logement donnés en nature sont estimés d'après certaines règles) (1) et quelle que soit son importance. L'impôt doit être prélevé même sur les salaires payés à l'heure, par exemple sur les femmes de ménage (2). Il existe un abattement à la base pour minimum d'existence de 210 francs par mois (260 francs pour les mineurs du fond) pour les ouvriers ou employés payés mensuellement, de 8 fr. 40 par jour (10 fr. 40 pour les mineurs du fond) pour ceux payés à la journée et de 2 fr. 10 par période de deux heures pour ceux payés à l'heure. L'abattement mensuel est augmenté de 60 fr. pour la femme du salarié, 60 fr. pour chacun des deux premiers enfants, 90 fr. pour le troisième, 120 fr. pour le quatrième, 180 fr. pour chacun des suivants. (Naturellement, il existe des abattements correspondants

(1) Pour le personnel féminin de maison, par exemple, le petit déjeuner est estimé 0 fr. 95; le déjeuner 2 fr. 80; le goûter 0 fr. 95; le dîner 1 fr. 60; le logement 0 fr. 70. Des chiffres plus forts sont fixés pour les ouvriers ou employés.

(2) Nous doutons que la pratique réponde toujours à la théorie.

pour les salariés payés à la semaine, à la journée ou à l'heure).

Le taux de l'impôt à appliquer sur le salaire diminué des abattements est actuellement de 5 % (1). (Aucun impôt n'est toutefois prélevé si, à la suite des abattements que nous avons indiqués, la somme imposable ne dépasse pas 100 francs pour un célibataire, 150 pour un salarié ayant un maximum de 3 personnes à sa charge, 200 s'il a plus de 3 personnes à sa charge).

L'impôt prélevé par l'employeur à chaque paiement de salaire est remis par lui au percepteur chaque trimestre soit, pour les petits employeurs, sous forme de timbres collés à chaque prélèvement sur une feuille au nom du salarié, soit pour les employeurs importants, par paiement direct sur listes établies.

4/11 de l'impôt sur le salaire sont affectés à l'Etat, 6/11 à la Ville, 1/11 au culte. (Sont dispensés de cette part les salariés ayant déclaré n'appartenir à aucun des cultes reconnus et les israélites qui payent d'une autre façon. Dans ce cas, les livres d'impôt des salariés en question portent la mention : « Libre d'impôt cultuel », et le taux de l'impôt sur le salaire est ramené à 4,54 %).

Cet impôt, avec son faible abattement de base, atteint donc même les salariés les moins payés (2). Il est

(1) Il a été longtemps de 6 %.

(2) Pour les salariés nourris et logés, l'abattement pour minimum d'existence est égal à la valeur indiquée du salaire en nature pour le personnel féminin; il lui est inférieur pour le personnel masculin. La plus faible allocation en argent est, dans ce cas, soumise à l'impôt.

tempéré par des abattements croissant avec le nombre d'enfants, qui favorisent les familles nombreuses. Il est d'une perception facile, puisqu'elle est faite à chaque paiement par l'employeur et il sert en même temps d'impôt d'Etat, d'impôt de Ville et d'impôt cultuel.

2) Impôt sur le revenu.

C'est le plus important des impôts directs.

Sont soumis à cet impôt tous les revenus, de quelque nature qu'ils soient, revenus fonciers, du capital, du commerce, du travail (à quelques exceptions près : indemnités payées par les caisses de maladie, pensions des blessés de guerre, traitements des décorations militaires).

De ce revenu sont à déduire les frais occasionnés pour la conservation de la source de revenu, les cotisations aux associations professionnelles, les intérêts des dettes, les versements aux caisses de retraites (jusqu'à un maximum de 2.000 francs), les paiements des primes d'assurances sur la vie (également jusqu'à un maximum de 2.000 francs). Le chiffre ainsi obtenu est soumis à un abattement pour charges de famille (720 francs pour le contribuable lui-même, sa femme, chacun de ses deux premiers enfants, 1.080 francs pour le troisième enfant, 1.440 francs pour le quatrième, 2.160 pour chacun des suivants).

L'impôt est calculé sur la somme restante, d'après un tarif progressif (allant de 1 fr. 80 % pour les premiers 20.000 francs, à 11 % pour les revenus supérieurs à 610.000 francs).

L'assiette de cet impôt est établie d'après une déclai-

ration faite par le contribuable, indiquant d'une façon détaillée toutes ses sources de revenus ainsi que les diverses déductions auxquelles il a droit, déclaration contrôlée éventuellement par le fisc.

La perception a lieu d'une façon assez compliquée. La déclaration faite au mois d'avril 1933, par exemple, comprend les revenus de l'année 1932. Elle servira de base au calcul de l'impôt pour 1932. Mais les feuilles d'impôts ne sont distribuées qu'à la fin de l'année 1933 ou au début de l'année 1934. Ce n'est donc qu'au cours de 1934 que sera perçu l'impôt pour 1932. Par suite de ce retard, il serait à craindre que le fisc ne soit frustré de sommes peut-être importantes. Une personne, par exemple, quittant le Territoire à la fin de l'année 1933, aurait payé ses impôts de l'année 1931, mais non point ceux de l'année 1932, ni ceux de l'année 1933, bien qu'ayant eu sa source de revenus pendant ces deux ans dans le Territoire. Aussi chaque année doit-on payer l'impôt sur le revenu afférent à trois années.

En 1934, par exemple, le contribuable devra payer l'impôt sur son revenu de 1932, basé sur sa déclaration, un acompte d'impôt pour 1933 basé sur le même chiffre de 1932 et chaque trimestre (au 15 du deuxième mois) un acompte d'un quart d'impôt pour 1934, également basé sur le revenu de 1932. Naturellement, pour chacun des impôts afférents aux différentes années, le service des contributions directes (Finanzamt) qui établit la feuille doit tenir compte des acomptes payés au cours de l'année ou des années précédentes. Dans notre exem-

ple il devra, pour le chiffre final à payer au titre de 1932, tenir compte de l'acompte qui avait été payé en 1932 (basé sur le revenu de 1930) et de celui payé en 1933 (basé sur le revenu de 1931) et pour l'acompte à payer au titre de 1933, tenir compte de celui qui avait été payé en 1933 (basé sur le revenu de 1931).

Si le revenu des diverses années était constant, il n'y aurait chaque année à payer réellement que l'acompte pour l'année en cours ; le revenu variant forcément d'une année à l'autre, il y a chaque année des acomptes à compléter à un nouveau taux (si le revenu a augmenté) ou au contraire de l'argent trop-perçu à recevoir du fisc (si le revenu a diminué). Si le système ne fonctionnait que sur deux années avec un acompte et un règlement définitif, il serait acceptable. Fonctionnant sur trois années, avec un acompte provisoire, un acompte et un règlement définitif, il est beaucoup trop compliqué (1).

Les salaires et traitements ont figuré sur la déclaration pour l'impôt sur le revenu et ont servi, conjointement aux autres sources de revenu, à en établir le montant. Par ailleurs, ils ont été soumis, au fur et à mesure de leur paiement, à l'impôt sur le salaire. Il n'y aura toutefois pas double imposition, l'impôt sur le revenu se substitue à l'impôt sur le salaire. Sur la feuille d'impôts, le fisc défalquera donc les impôts déjà

(1) Non seulement maint contribuable s'y perd quand il veut vérifier sa feuille d'imposition, mais les employés qui établissent les feuilles d'impôts commettent de fréquentes erreurs (surtout dans les premières années de fonctionnement) omettant par exemple le report des acomptes.

payés à l'Etat au titre de l'impôt sur le salaire. Comme nous avons vu qu'il y a sur chaque feuille d'impôts un triple décompte, correspondant à un acompte provisoire, un acompte et un règlement définitif, il faudra dans chacun de ces décomptes faire entrer les sommes perçues au titre de l'impôt sur le salaire (ou pour l'avenir les sommes qui sont présumées devoir être perçues d'après les derniers salaires connus). Dans ce cas, la feuille d'impôts prend un aspect encore plus compliqué.

On peut se demander à quoi sert l'impôt sur le salaire s'il doit ensuite disparaître dans l'impôt sur le revenu, qui l'englobe et ne s'y superpose pas. Il présente toutefois trois utilités. Comme la grande masse de la population se compose de salariés, l'impôt sur le salaire permettra des rentrées importantes, régulièrement espacées dans l'année, dans les caisses de l'Etat, ce qui est avantageux pour une bonne gestion des finances, puisque les dépenses sont également régulièrement espacées. L'Etat n'est pas forcé d'emprunter en attendant les rentrées des impôts. D'autre part, avec la perception confiée à l'employeur, la matière imposable est facilement saisie. Enfin les salariés n'ayant point d'autres sources de revenus, et dont le montant annuel des salaires est inférieur à 20.000 francs (ce qui est le cas de la majorité de la population), sont dispensés de faire une déclaration. Pour eux, l'impôt sur le salaire remplace l'impôt sur le revenu. Il est un impôt sur le revenu simplifié.

L'idée de l'impôt sur le revenu se substituant à l'im-

pôt sur le salaire à partir d'une certaine somme ou pour les personnes ayant des revenus autres que ceux du produit de leur travail, peut fort bien se défendre. Par contre, nous pensons que l'établissement de la feuille d'impôts avec des reports relatifs à trois années est beaucoup trop compliqué et qu'en accélérant le travail des bureaux des contributions, il y aurait avantage à faire paraître plus tôt les feuilles d'impôts et à y faire figurer seulement un règlement définitif pour l'année écoulée et un acompte pour l'année en cours.

3) L'impôt foncier sur la propriété bâtie ou non bâtie. Les taux en sont différents dans la partie prussienne et dans la partie bavaroise.

4) L'impôt sur le chiffre d'affaires.

5) L'impôt sur les fortunes dépassant 50.000 francs, établi avec un tarif progressif. L'évaluation est établie pour trois ans.

6) Les droits de succession par décès ou de donation entre vifs. Le tarif est croissant avec le montant de la succession ou de la donation d'une part, et avec l'éloignement du degré de parenté d'autre part.

II. — LES IMPOTS INDIRECTS

Les plus importants sont les droits de douane. A cause de sa très grande importance économique, l'étude du régime douanier de la Sarre fera l'objet d'un chapitre spécial. Il faut y ajouter les taxes de consommation sur un certain nombre de marchandises, dont les principales sont l'alcool, le vin (il y a une taxe plus élevée pour les champagnes et vins mousseux), la bière,

les eaux minérales, les allumettes, le sucre. Nous verrons dans le chapitre relatif aux douanes qu'il serait souhaitable que les taxes de consommation en Sarre fussent identiques aux taxes analogues françaises, en raison de l'union douanière existant entre les deux pays.

III. — LES IMPOTS COMMUNAUX

La principale source des revenus des communes consiste dans leur part forfaitaire, que nous avons déjà indiquée, de 6/11 de l'impôt sur le salaire.

Il faut y ajouter l'impôt communal sur le revenu. Il est calculé en % de l'impôt d'Etat. Le % varie selon les communes. Il est d'ailleurs en général plus faible dans les villes où le nombre d'assujettis à l'impôt sur le revenu est plus grand. En 1933 :

- 112 communes, dont Sarrebruck, prélevaient un
impôt communal sur le revenu compris entre
150 et 200 % de l'impôt d'Etat ;
- 18 prélevaient entre 201 et 220 ;
- 44 entre 221 et 250 ;
- 37 entre 251 et 300 ;
- 22 entre 301 et 350 ;
- 13 entre 351 et 400 ;
- 22 entre 401 et 500 ;
- 10 entre 501 et 600 ;
- 7 plus de 600 %.

L'impôt communal est beaucoup plus lourd que l'impôt d'Etat. Le % est fixé chaque année par le Conseil municipal, mais doit être approuvé par la Com-

mission de Gouvernement. La perception de cet impôt a lieu d'une façon analogue à celle de l'impôt d'Etat.

Les communes prélèvent également des impôts fonciers, des impôts sur le commerce et un certain nombre d'impôts moins importants (chiens, bals, distractions publiques, etc.).

Mentionnons également qu'un impôt cultuel (dont nous avons déjà parlé à propos de l'impôt sur les salaires) est perçu sous formes de centimes additionnels à l'impôt sur le revenu. (Actuellement 35 % de la base de l'impôt d'Etat.) Cet impôt est porté sur les feuilles d'impôts communaux, le produit est encaissé par la caisse municipale qui tient le compte de ce qui revient à chaque communauté ecclésiastique.

IV. — L'IMPOT DES MINES.

Il existe en outre sur le Territoire de la Sarre, un contribuable taxé d'une façon toute spéciale : c'est l'Administration des Mines.

Jusqu'en 1924, les Mines payèrent, en vertu d'une loi d'avril 1917, un impôt sur le charbon. Cet impôt était perçu en francs, alors que la monnaie légale était encore le mark et, à la suite de la dévaluation du mark, monnaie dans laquelle étaient payés les autres impôts, il arriva que pendant la période 1920-1923 ce furent les Mines françaises à peu près seules qui fournirent les ressources nécessaires à l'Etat sarrois.

Cet impôt sur le charbon, par suite de son taux excessif, était en contradiction avec les stipulations du § 13 de l'Annexe au Traité de Versailles ainsi conçu :

« La contribution des Mines et de leurs dépendances, tant au budget local du Territoire du Bassin de la Sarre qu'aux taxes communales, sera fixée en tenant un juste compte de la valeur proportionnelle des Mines par rapport à l'ensemble de la richesse imposable du bassin. »

On peut considérer que la richesse imposable se compose de quatre éléments:

- 1) La valeur des Mines ;
- 2) La fortune des personnes physiques ;
- 3) La fortune possédée en Sarre par des personnes n'habitant pas le Territoire (Elle comprend notamment la valeur des entreprises industrielles et commerciales constituées en sociétés) ;
- 4) La valeur capitalisée des revenus du travail.

Nous avons eu occasion, dans la première partie, de montrer la difficulté du calcul de la valeur des Mines.

Si le calcul des deuxième et troisième éléments est théoriquement plus aisé, on arrive à des résultats différents suivant que l'on capitalise les revenus indiqués par les déclarations d'impôts sur le revenu ou que l'on procède à une estimation directe. Quant à la valeur capitalisée des revenus du travail, basés sur l'impôt sur les salaires, son estimation est fort difficile.

Des pourparlers laborieux eurent lieu entre l'Etat français et la Commission de Gouvernement pour établir ce rapport de la valeur des Mines à l'ensemble de la richesse imposable du Bassin. A la suite de ces pour-

parlers, ce rapport fut fixé le 31 mars 1924 au chiffre de 1/6,76.

Depuis lors, les Mines payent :

- 1) Selon le droit commun, divers impôts, notamment la taxe sur le chiffre d'affaires et en outre les droits de douane ;
- 2) une contribution forfaitaire dans ce rapport de 1/6,76 aux dépenses de l'Etat qui ne sont pas couvertes par les impôts précités ;
- 3) une contribution aux budgets communaux.

Le régime spécial d'imposition des Mines présente des inconvénients :

1) La détermination du coefficient de participation prévu par le § 12 de l'Annexe du Traité est fort difficile à faire, car aussi bien le numérateur (valeur des Mines) que le dénominateur (ensemble de la valeur imposable) ne peuvent être fixés avec précision et il n'est rien moins sûr que le coefficient adopté, 1/6,76 réponde à la réalité.

2) L'opinion publique peut croire que les Mines, jouissant d'un régime autre que celui du droit commun, ne contribuent pas suffisamment aux charges du pays. Tout régime d'exception est suspect.

3) L'impôt est basé, pour les Mines, sur la valeur d'un capital, pour les autres contribuables sur le revenu. Ce dernier procédé est le plus rationnel.

4) Si les rédacteurs du Traité de Versailles ont voulu, par la disposition du § 13 de l'Annexe, empêcher une imposition abusive des Mines, leur but a été loin d'être

rempli. L'impôt sur le revenu des personnes morales est basé sur la moyenne des revenus des trois dernières années, les pertes d'une année se défalquant des gains des autres années. Au cours de ces dernières années, les Mines, dont l'impôt est calculé sans tenir compte s'il y a eu bénéfice ou perte, auraient certainement beaucoup moins payé si elles avaient été taxées comme un industriel ordinaire.

Nous ne voyons qu'un seul avantage au régime : les Mines n'ont pas besoin de faire de déclaration d'impôts et d'indiquer leurs revenus, évitant ainsi les motifs de discussions et de contrôles abusifs qui ne manqueraient pas de se produire.

Au total, nous nous demandons s'il n'aurait pas été préférable pour les Mines d'être soumises au droit commun.

V. — LES CONVENTIONS POUR ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION

Un des problèmes actuels de droit fiscal les plus importants est celui de l'assujettissement des étrangers à la loi d'impôt. Le problème se pose en Sarre à peu près uniquement au sujet des revenus du travail. Nous avons vu que l'impôt sur le salaire est prélevé par l'employeur à chaque paiement du salarié. Or, il existe environ 3.000 Allemands, venant travailler en Sarre. L'application brutale du procédé de perception de l'impôt leur aurait fait payer l'impôt sur les salaires en Sarre, auquel se serait superposé l'impôt sur le revenu en Allemagne. De même un nombre à peu près égal de Sarrois travaillent en France et quelques Français

demeurant près de la frontière sont employés en Sarre. Dans tous ces cas, il y aurait une double imposition possible.

Pour éviter la double imposition, des conventions ont été conclues avec l'Allemagne en juillet 1921 et avec la France en juillet 1923.

Dans leurs grandes lignes, ces conventions appliquent le principe de la distinction entre les impôts réels et les impôts personnels. Les impôts réels, dont le type est l'impôt foncier, doivent être payés dans le pays où est située la matière imposable. Les impôts personnels, dont le type est l'impôt sur le revenu, doivent être payés où est le domicile. L'impôt sarrois sur le salaire est considéré, ainsi que nous l'avons montré, comme une forme d'impôt sur le revenu. Donc, en principe, le Sarrois qui va travailler en France, doit payer en Sarre l'impôt sur le salaire (ou éventuellement l'impôt sur le revenu si ce salaire dépasse 20.000 francs ou s'il y joint d'autres sources de revenus). Inversement, le Français ou l'Allemand qui viennent travailler en Sarre ne sont pas soumis à l'impôt sarrois sur le salaire.

Si nous parlons de Sarrois, de Français ou d'Allemand, il ne s'agit d'ailleurs pas de personnes classées d'après leur nationalité (d'autant plus qu'il n'y a pas de nationalité sarroise), mais d'après leur domicile fiscal (1). Celui-ci n'est pas toujours nettement déterminé. Pour l'ouvrier qui vient travailler chaque jour

(1) Cf. TROTABAS (L.), *Précis de Science et législation financières*, page 261.

en Sarre et dont l'unique domicile, où il retourne tous les soirs, est en Allemagne, il n'y a pas de doute. Son domicile fiscal est en Allemagne. Mais un certain nombre d'ouvriers demeurent en Sarre en garni ou en dortoir pendant la semaine et retournent en Allemagne où ils ont un autre domicile le dimanche. Seront-ils ou ne seront-ils pas assujettis à l'impôt sarrois ? La solution qui a été adoptée est la suivante : S'ils sont chefs de famille, leur famille restant en Allemagne, on admet que c'est là leur domicile principal et ils ne seront pas assujettis à l'impôt sarrois. Si, au contraire, ils sont célibataires et retournent seulement le dimanche vers leurs parents, ils sont considérés comme ayant leur domicile fiscal en Sarre et sont assujettis à l'impôt sarrois.

L'habitant de la Sarre qui tire des revenus d'entreprises ou de biens fonciers situés en France où ils sont soumis à l'impôt « *ratione loci* », n'a pas à les comprendre dans sa déclaration pour l'impôt sur le revenu en Sarre. (Il en est de même pour les biens situés en Allemagne et la réciproque existe au profit des Français ou des Allemands qui auraient des biens fonciers ou des entreprises en Sarre). Quand une entreprise a des établissements dans l'un et l'autre pays, une ventilation doit être effectuée.

§ 3. — Le Budget

En comparaison des budgets des grandes puissances voisines, le budget du Territoire de la Sarre apparaît comme bien peu important.

Il a l'avantage de ne comprendre aucune dépense pour les intérêts de la dette publique, qui n'existe pas, ni pour la défense nationale.

Le budget de l'Etat pour 1933 se montait à 518 millions 968.889 francs.

Parmi les recettes, la plus importante est le produit des douanes (163.578.700 francs).

Parmi les dépenses, à côté de celles nécessaires au fonctionnement de l'Etat : Administration centrale, Police, (la gendarmerie coûte près de 20 millions), Justice, Cultes, Instruction publique, Travaux publics, Hygiène, Agriculture, Administration des Finances, les plus importantes de toutes sont actuellement les dépenses d'assistance publique et de secours aux chômeurs qui se montent à près de 120 millions de francs. (Le chiffre de 1933 est toutefois, indice symptomatique, de 10 millions inférieur à celui de 1932). (L'Etat ne délivre qu'une partie des fonds nécessaires pour les dépenses d'assistance publique. L'autre partie est fournie par les budgets communaux. A l'heure actuelle, les dépenses de bienfaisance de toute sorte représenteraient pour la ville de Sarrebruck 66,26 % des impôts (1). C'est dire combien les budgets de l'Etat et des communes seraient allégés si la situation économique continuait l'amélioration commencée et redevenait normale).

Un point intéressant à noter est que, depuis deux

(1) Déclaration de l'Oberbürgermeister à la séance du Conseil Municipal du 26 septembre 1933.

ans, le service des Postes et Télégraphes fournit au budget un excédent de recettes sur ses dépenses propres, (plus de 12 millions en 1933), tandis que l'exploitation des chemins de fer a toujours été déficitaire (près de 19 millions en 1933).



CHAPITRE IV

LE REGIME JURIDIQUE ET L'ORGANISATION JUDICIAIRE

§ 1. — La Législation

Nous avons eu l'occasion de voir, à propos de la Commission de Gouvernement, que c'était celle-ci qui possédait le pouvoir législatif et qu'en Sarre, la législation était, conformément au § 23 de l'Annexe du Traité de Paix, la législation allemande en vigueur au 11 novembre 1918 avec les modifications ultérieures que la Commission de Gouvernement avait cru devoir y apporter.

Les lois du Territoire de la Sarre se composent donc essentiellement des lois allemandes antérieures au 11 novembre 1918. Quand des modifications à ces lois ont eu lieu postérieurement en Allemagne, il est arrivé fréquemment qu'elles ont été introduites en Sarre, non pas *ipso facto*, mais en vertu d'ordonnances de la Commission de Gouvernement qui, les ayant trouvées opportunes, les reprenait à son compte. Par contre,

certaines autres n'ont pas été introduites. De son côté, la Commission de Gouvernement a pris certaines dispositions législatives, mais la plupart ont été destinées au maintien de l'ordre public. Au point de vue civil, c'est donc le Code allemand qui est en vigueur dans le Territoire de la Sarre.

Une modification s'imposait dans la législation allemande, appliquée au Territoire de la Sarre. Il fallait mettre les lois en harmonie avec le fait que le Territoire était indépendant de l'Allemagne et que si la législation de celle-ci était adoptée, elle n'y exerçait plus la souveraineté. Ce fut l'œuvre de l'ordonnance du 3 août 1921, modifiant un assez grand nombre d'articles des lois en vigueur pour les adapter au nouveau régime. Les changements portent d'abord sur la terminologie, en remplaçant le mot « Allemagne » partout où il se trouvait par le mot « Sarre », en substituant aux anciens organes mentionnés dans les textes les institutions correspondantes du territoire nouveau. D'autres plus importants ont été nécessités par la séparation des tribunaux sarrois de l'ensemble judiciaire allemand et la création d'une Cour suprême pour la Sarre. De nombreux articles du Code pénal ont dû être remaniés, par suite de la situation spéciale du Territoire (application territoriale des lois pénales, conditions de l'extradition, crimes d'ordre politique).

Cette ordonnance a par ailleurs indiqué que les magistrats pourraient procéder par analogie lorsque la loi à appliquer devait être modifiée pour être en accord avec les dispositions du Traité de paix et qu'ils avaient

le droit d'interpréter en toute indépendance et en équité les dispositions de la loi, en se préoccupant plus de l'esprit que de la lettre.

Le maintien de la législation allemande, solution qu'il était bien difficile de ne pas prendre, amène une situation étrange. La législation allemande ne formait pas une unité. Outre la législation d'Empire, chaque pays avait ses lois particulières. C'était, notamment, le cas de la Prusse et de la Bavière. Or le Territoire actuel, qui forme une unité politique, se compose d'une partie qui était prussienne et d'une partie qui était bavaroise. Chaque partie a, conformément au Traité, conservé ses lois locales. Bien que tout le Territoire soit soumis à une même autorité judiciaire suprême, une diversité de lois est ainsi possible et cette situation assez anormale échappe même aux juristes professionnels (1).

§ 2. — Les Tribunaux

L'organisation judiciaire, nécessaire pour assurer

(1) C'est ainsi qu'un journal de Saint-Ingbert (partie bavaroise) était poursuivi, le 1^{er} février 1934, devant le tribunal correctionnel pour avoir contrevenu à une ordonnance de la Commission de Gouvernement relative à la tranquillité publique en publiant un article violent contre les anti-nationaux-socialistes. Le ministère public avait ordonné cette poursuite. Or, le tribunal correctionnel (qui est le même pour toute la Sarre) arguant que le journal était publié dans l'ancienne partie bavaroise, appliqua l'article 35 de la loi judiciaire organique bavaroise, qui donne compétence aux cours d'assises pour les délits de presse. Le journal ex-bavarois fut donc renvoyé devant la Cour d'assises, tandis qu'un journal ex-prussien aurait été soumis à la juridiction correctionnelle. (Affaire du *Sankt-Ingberter Anzeiger*).

l'application des lois, était prévue par le § 25 de l'Annexe : « Les tribunaux civils et criminels existant sur le Territoire du Bassin de la Sarre sont maintenus.

« Une Cour civile et criminelle sera constituée par la Commission de Gouvernement pour juger en appel des décisions rendues par les dits tribunaux et statuer sur les matières dont ceux-ci n'auraient pas à connaître.

« Il appartiendra à la Commission de Gouvernement de pourvoir au règlement d'organisation et de compétence de la dite Cour.

La justice sera rendue au nom de la Commission de Gouvernement. »

Comme on devait chercher à modifier le moins possible l'état existant, que la législation restait la même, il était naturel de conserver l'organisme judiciaire, de même que l'on conservait l'organisme administratif. Par ailleurs, comme les liens rattachant la Sarre et l'Allemagne devaient être relâchés, la superposition de juridictions supérieures allemandes aux juridictions sarroises ne pouvait être admise. La justice devant être rendue au nom de la Commission de Gouvernement, les cours d'appel allemandes, qui n'en dépendent pas, ne sauraient avoir de pouvoir. Par suite, et c'est ce qu'exprime le Traité de Paix, il fallait créer pour la Sarre une Cour jugeant en appel, appelée à remplacer l'Oberlandesgericht et le Reichsgericht.

Le 27 février 1920, dès le lendemain de son entrée en fonction, la Commission de Gouvernement fixa le siège de la future Cour suprême à Sarrelouis, qui avait déjà été siège présidial sous Louis XIV. Le 10 juin 1920,

un jurisconsulte suisse fut nommé président, le 5 janvier 1921 les premiers membres furent désignés. Les règlements de compétence et de procédure furent élaborés et c'est le 9 août 1921 que la Cour suprême de Sarrelouis entra en fonction. Entre le 27 février 1920 et le 9 août 1921, exista cette curiosité juridique, d'intérêt purement historique actuellement, que des tribunaux d'un Etat, l'Allemagne, recevaient les appels des tribunaux d'un autre Etat, le Territoire de la Sarre, politiquement indépendant du premier et que les jugements de première instance étaient rendus au nom de la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre et les jugements de seconde instance au nom du peuple allemand (1).

Le 9 août 1921, l'indépendance judiciaire du Territoire de la Sarre était réalisée.

Pour assurer l'impartialité des jugements, les juges de la Cour suprême (au nombre de onze) ont été choisis non seulement parmi les juges sarrois, mais parmi des jurisconsultes suisses, alsaciens, belges, luxembourgeois, connaissant la langue allemande.

Dans le discours d'ouverture, le membre de la Commission de Gouvernement chargé de la justice a souligné comment cette composition de la Cour avec des juges de plusieurs nationalités, ayant eu des formations différentes, était un gage de bonne justice, et qu'elle répondait au but que l'on se proposait, de jugements rendus en équité beaucoup plus que par une étroite

(1) NEIS (H.). *Der oberste Gerichtshof des Saargebietes zu Saarlouis*, page 8.

application de paragraphes de lois. Nous estimons, en outre, que cette composition internationale de la Cour suprême de la Sarre correspond au statut spécial du Territoire et qu'elle est corrélatrice de la composition internationale de la Commission de Gouvernement.

La Cour suprême de Sarrelouis comprend une Chambre civile et une Chambre criminelle, composées chacune de cinq membres y compris un président. Quand le rôle est surchargé, la Chambre criminelle peut servir de deuxième Chambre civile.

La Cour suprême est le Tribunal supérieur, au point de vue juridiction. Sa compétence s'étend naturellement à toute la Sarre, aussi bien à l'ancienne partie bavaroise qu'à l'ancienne partie prussienne.

Sa compétence « *ratione materiæ* » est très étendue. Son rôle est à la fois un rôle de Cour d'appel et de Cour de cassation. Elle juge les appels contre les jugements du tribunal régional dans les affaires civiles et les appels contre les jugements du tribunal correctionnel. Elle peut casser leurs jugements pour vices de forme et leur renvoyer l'affaire, elle peut casser également les jugements rendus par la Cour d'assises. Elle juge en première et dernière instance dans les cas de crimes contre la sûreté de l'Etat (le fait ne s'est encore jamais produit), et dans tous les cas qui lui sont soumis en raison de lois spéciales. C'est la Cour suprême qui accorde l'exequatur aux jugements des tribunaux étrangers. Par suite de la faible étendue du territoire, il n'était pas indiqué d'avoir des rouages judiciaires compliqués et une Cour de cassation super-

posée à une Cour d'appel. La Cour suprême unique pour tout le territoire remplit parfaitement son rôle régulateur de la justice.

*
**

La Cour suprême est le seul organisme judiciaire en Sarre qui dérive du Traité de Paix et ait un caractère spécial. Les autres tribunaux sont les tribunaux allemands préexistants, et ils continuent à fonctionner d'après les prescriptions de la loi d'organisation judiciaire (*Gerichtsverfassungsgesetz* du 27 janvier 1877). Comme ils ne sont pas spécifiquement sarrois, nous ne ferons que les passer en revue. (1)

Au point de vue civil, on trouve à la base les tribunaux de baillage (*Amtsgericht*). Il en existe treize en Sarre. Le tribunal de baillage ne comprend qu'un juge qui est compétent pour les litiges dont l'objet a une valeur ne dépassant pas 3.000 francs. Il est également compétent, quelle que soit la valeur, pour les litiges entre propriétaire et locataire, entre maître et domestique.

Au-dessus des tribunaux de baillage est le tribunal régional (*Landgericht*). Il n'en existe qu'un à Sarrebruck et il comprend plusieurs chambres. Une chambre se compose de trois juges. Le tribunal régional juge en première instance les litiges dont l'objet a une

(1) Comme les limites du Territoire de la Sarre ne coïncident pas exactement avec les limites des anciennes circonscriptions administratives prussiennes ou bavaroises, il a fallu naturellement modifier le ressort territorial des divers tribunaux et l'adapter aux nouvelles frontières.

valeur dépassant 3.000 francs. Il juge en appel les litiges qui ont été soumis aux tribunaux de baillage.

Les jugements rendus en première instance par le tribunal régional sont susceptibles d'appel en dernière instance près de la Cour suprême. Ceux rendus comme appel des tribunaux de baillage ne sont pas susceptibles d'appel à la Cour suprême, mais, éventuellement, de cassation.

Au point de vue pénal, on trouve à la base le tribunal des échevins (Schöffengericht), correspondant au tribunal de simple police. Ce tribunal se compose du juge du tribunal de baillage assisté de deux échevins. Ceux-ci sont nommés par une commission des représentants des communes et des districts parmi les citoyens inscrits sur les listes communales. Le tribunal des échevins est compétent pour les contraventions et les délits et affaires correctionnelles de peu d'importance. Il y a autant de tribunaux d'échevins que de tribunaux de baillage.

Au-dessus des tribunaux des échevins est la chambre correctionnelle (Strafkammer) du tribunal régional (trois juges). La chambre correctionnelle connaît en appel des décisions des tribunaux des échevins et en première instance des délits qui ne sont pas de leur compétence ainsi que des crimes punis de cinq ans de travaux forcés au maximum.

Les criminels pouvant être punis de peines plus élevées sont traduits devant la Cour d'assises, composée de trois juges et de douze jurés, qui se réunit périodiquement à Sarrebruck.

Les jugements rendus en première instance par la Chambre correctionnelle sont susceptibles d'appel à la Chambre criminelle de la Cour suprême.

Les jugements des tribunaux des échevins venus en appel à la chambre correctionnelle du tribunal régional ainsi que les jugements de la Cour d'assises ne sont pas susceptibles d'appel à la Cour suprême, mais éventuellement de cassation.

En résumé, au civil comme au pénal, quand il y a déjà eu appel du tribunal de premier degré au tribunal régional, la Cour suprême fonctionne comme Cour de cassation. Quand l'affaire est venue, à cause de son importance, en première instance au tribunal régional, la Cour suprême fonctionne comme Cour d'appel et juge en dernier ressort. Quand il s'agit d'un crime déféré à la cour d'assises, la Cour suprême fonctionne comme cour de cassation. C'est ce rôle de la Cour suprême qui constitue le point original de l'organisation judiciaire sarroise.

A côté de ces tribunaux, constituant le système judiciaire normal du pays, existent un certain nombre de tribunaux spéciaux fonctionnant selon les règles de l'organisation de la justice allemande. Les plus importants sont les conseils de prud'hommes (Gewerbegericht) et les conseils de prud'hommes mineurs (Berggewerbegericht), qui sont composés d'un président assisté de deux assesseurs patronaux et de deux assesseurs ouvriers et qui jugent les litiges entre patrons et salariés. Les différents relatifs aux questions d'assurances, d'indemnités pour accidents du travail et de

pensions ouvrières sont portés devant des juridictions spéciales (Versicherungsämter, Oberversicherungsamt) ayant une composition analogue à celle des conseils de prud'hommes (un juge, deux assesseurs patronaux, deux assesseurs ouvriers).

Devant tous les tribunaux, c'est la procédure allemande qui est suivie.

Les litiges relatifs au paiement des droits de douane ou aux amendes encourues en matière douanière sont portés devant une Chambre spéciale pour affaires douanières au tribunal régional de Sarrebruck. Il faut remarquer que dans ces affaires, le fond de la question doit être jugé d'après les lois douanières françaises, tandis que les perquisitions, les poursuites, la prescription, l'exécution de la peine, sont régies par les lois en vigueur dans le territoire de la Sarre, c'est-à-dire d'après les lois allemandes. La chambre criminelle de la Cour suprême sert d'organe d'appel sans recours possible. La Direction des Douanes intervient dans le procès et peut se faire représenter par un de ses employés. Quand de tels procès sont portés à Sarrelouis, ils mettent généralement en jeu des sommes importantes.

Une convention a été conclue entre le Gouvernement français et la Commission de Gouvernement de la Sarre, le 14 décembre 1927, au sujet de la caution judicatum solvi.

« Il ne sera exigé des habitants de la Sarre qui auraient à poursuivre une action en France ou dans les Colonies françaises, comme demandeurs principaux

ou intervenants, aucun droit, caution ou dépôt auxquels ne seraient pas soumis les Français conformément aux lois françaises.

Réciproquement, il ne sera exigé des Français qui auraient à poursuivre une action dans le Territoire de la Sarre, comme demandeurs principaux ou intervenants, aucun droit, caution ou dépôt auxquels ne seraient pas soumis les habitants de la Sarre d'après les lois en vigueur dans le Territoire.

La même règle s'applique au versement qui serait exigé des demandeurs ou intervenants pour garantir les frais judiciaires conformément à l'article 85 de la loi allemande sur les frais de justice en vigueur dans la Sarre. »

L'activité judiciaire dans le Territoire de la Sarre résulte des quelques données suivantes :

Il existe, outre les 11 juges de la cour suprême, 90 juges. Le nombre d'avocats, qui était de 72 en 1928, est progressivement monté à 106 en 1933.

En première instance, le nombre de procès soumis en un an aux tribunaux civils a été de 31.844 (27.838 aux tribunaux de baillage, 4.006 au tribunal régional). 923 sont venus en appel au tribunal régional et 770 à la Cour suprême.

Le nombre de jugements rendus au pénal a été de 6.369 pour les tribunaux d'échevins, 1.010 pour la chambre correctionnelle et 65 pour la cour d'assises. 709 jugements sont venus en appel à la chambre correctionnelle et 242 à la Cour suprême, qui a été saisie

en outre de 43 cas de cassation, dont 8 pour les procès en cour d'assises.

*

**

Il existe en outre une juridiction administrative, établie par l'ordonnance du 28 juillet 1920.

Un tribunal administratif de première instance, correspondant à notre conseil de préfecture, siège à Sarrebruck. Il est composé de membres nommés par la Commission de Gouvernement et de membres élus par les assemblées de cercles.

A Sarrelouis existe le tribunal supérieur administratif (Oberverwaltungsgericht) présidé par le Président de la Cour suprême et composé de trois juges et de trois fonctionnaires. Les fonctions sont analogues à celles du Conseil d'Etat. Une chambre de trois membres (Steuersénat) décide en dernière instance des réclamations relatives aux impôts.

Il existe enfin un tribunal des conflits (Kompetenz-Konflikt Gerichtshof) composé de 7 membres (4 de la Cour suprême, 3 du tribunal supérieur administratif).

Tous ces tribunaux ont remplacé pour la Sarre les tribunaux analogues prussiens ou bavarois situés en dehors du Territoire actuel, qui y étaient compétents avant 1920. Le tribunal supérieur administratif a notamment remplacé pour la Sarre les Hautes-Cours administratives de Berlin et de Munich.

CHAPITRE V

LE REGIME DOUANIER

Le régime douanier joue dans la vie des peuples un rôle d'une importance primordiale qui grandit de jour en jour à mesure qu'on use davantage et même qu'on abuse non seulement des droits de douane, mais des contingentements. Il présente pour la Sarre elle-même et pour la solution des problèmes que suscite sa situation actuelle une importance plus grande encore. De la façon dont il est résolu dépend la position commerciale de la Sarre entre l'Allemagne et la France, la place que l'économie sarroise occupe dans l'économie allemande et l'économie française. C'est pourquoi nous l'examinerons avec une attention particulière.

§ 1. — Principes directeurs qui ont inspiré l'union douanière franco-sarroise

Le régime douanier du Territoire de la Sarre trouve son principe dans le § 31 de l'Annexe à la Section IV du Traité de Paix.

« Le Territoire du Bassin de la Sarre, tel qu'il est délimité par l'article 49 du présent Traité, sera soumis au régime douanier français. Le produit des droits de douane sur les marchandises destinées à la consommation locale sera attribué au budget du dit Territoire, déduction faite de tous frais de perception.

Aucune taxe d'exportation ne sera mise sur les produits métallurgiques ou le charbon sortant du dit Territoire à destination de l'Allemagne, ni sur les exportations allemandes à destination des industries du Territoire du Bassin de la Sarre.

Les produits naturels ou fabriqués originaires du Bassin, en transit sur le territoire allemand, seront libres de toutes taxes douanières. Il en sera de même pour les produits allemands en transit sur le territoire du Bassin.

Pendant cinq ans, à dater de la mise en vigueur du présent Traité, les produits originaires et en provenance du Bassin jouiront de la franchise d'importation en Allemagne, et, pendant la même période, l'importation d'Allemagne sur le territoire du Bassin des articles destinés à la consommation locale sera également libre de droits de douane.

Au cours de ces cinq années, pour chaque article en provenance du Bassin et dans lequel seront incorporés des matières premières ou des demi-ouvrés venant d'Allemagne en franchise, le Gouvernement français se réserve de limiter les quantités qui seront admises en France à la moyenne annuelle des quantités exportées en Alsace-Lorraine et en France au cours des

années 1911-1913, telle qu'elle sera déterminée à l'aide de tous renseignements et documents statistiques officiels. »

Le principe est fixé par le début du premier alinéa. Le Territoire de la Sarre est soumis au régime douanier français. La Sarre est en union douanière avec la France, tout comme la principauté de Monaco. Par suite, tous les règlements douaniers français y sont applicables, y compris la réglementation des importations et des exportations. Notamment, la perception des droits y sera assurée par le personnel du Service des Douanes françaises et non par un personnel étranger, sinon, même si les droits perçus étaient ceux des tarifs français, il n'y aurait pas véritablement le régime douanier français.

La Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre est libre de fixer, après consultation des représentants élus des habitants, les diverses taxes intérieures ou les monopoles qu'elle jugera utiles, car chaque pays est indépendant de l'autre au point de vue de la législation fiscale intérieure, mais elle n'est pas libre de modifier les règlements douaniers. Elle est liée par les règlements français (1). Au contraire,

(1) Le § 26 de l'Annexe prévoit que la Commission de Gouvernement ne peut établir sans consultation préalable des représentants élus des habitants aucune taxe nouvelle, sauf douanière. Cette exception n'aurait pas de sens si les taxes douanières pouvaient être établies par la Commission de Gouvernement. Ce que les rédacteurs du Traité ont voulu dans ce § 26, c'est que la population fut entendue chaque fois que le Gouvernement aurait dessein de lui imposer une charge nouvelle. Or, une taxe douanière est une charge qui peut être aussi lourde qu'un impôt. L'ex-

quand les lois douanières françaises varient, elles doivent s'appliquer automatiquement au Territoire de la Sarre sans intervention de la Commission de Gouvernement (à laquelle toutefois elles sont communiquées à titre de renseignements), dans les mêmes délais et conditions qu'en France. Les restrictions d'entrée sont applicables d'après notre législation. Les règles relatives à la provenance et à l'origine des marchandises, à l'application du tarif général, du tarif minimum et des tarifs intermédiaires y sont en vigueur. Les formalités telles que déclaration, vérification, analyses et le cas échéant expertise légale exigées en France sont appliquées aux opérations sur les marchandises étrangères qui s'effectuent en Sarre. Les régimes du transit, de l'entrepôt, de l'admission temporaire y fonctionnent comme en France.

La Sarre a deux frontières politiques, une frontière franco-sarroise vers le Sud et l'Ouest, une frontière sarro-allemande vers le Nord et l'Est, mais elle n'a qu'une frontière douanière, la frontière sarro-allemande qui, au point de vue douanier, doit être considérée comme une frontière franco-allemande.

Puisqu'il n'y a aucune barrière douanière entre la France et la Sarre, puisque le tarif extérieur est uni-

ception indiquée est un corollaire du régime douanier prévu par le § 31, c'est le régime douanier français. Devant être unique pour la France et pour la Sarre, ses modifications ne sauraient donner lieu à des consultations des représentants de la population sarroise, car ce n'est pas à la Commission de Gouvernement du Territoire, mais au Gouvernement français qu'il appartient de les fixer.

que, la France et la Sarre sont en union douanière parfaite, ou, par suite de la prépondérance économique de la France, nous pouvons dire selon l'expression de M. Marchal (1) qu'il y a accession douanière de la Sarre à la France.

Les conditions étaient favorables à l'établissement de cette union, car, comme nous l'avons montré dans la première partie, il n'existe pas de frontière naturelle entre la France et la Sarre, les communications sont faciles, les échanges nombreux.

« Si l'union douanière franco-sarroise a été imposée par la guerre, elle a été préparée par l'histoire et par la marche des événements économiques, d'une façon qui en fait une réalité solide autant que profitable pour tous. » (2)

Nous verrons, dans l'étude détaillée que nous ferons dans les paragraphes suivants, que l'union douanière parfaite est toutefois tempérée par d'importantes exceptions, résultant d'un arrangement spécial franco-allemand relatif à la Sarre, exceptions introduites pour que la Sarre tire de son union douanière avec la France tous les avantages et n'en supporte aucun inconvénient. Si la France profite de l'union douanière avec la Sarre, cette dernière en retire encore plus de profits. Alors que dans les associations de puissances inégales, les nations faibles courent le risque d'être écrasées par les

(1) MARCHAL (J.), *Union douanière et organisation européenne* page 175.

(2) BROCARD (L.), *Principes d'Economie Nationale et Internationale*. Tome III, page 136.

nations fortes et de voir leur développement industriel compromis, c'est un fait fort intéressant à souligner que dans l'union douanière franco-sarroise, grâce aux avantages spéciaux qui lui ont été consentis, c'est le petit pays qui est le plus favorisé. Nous pouvons donc déjà remarquer que l'union douanière avec la France a été établie moins dans l'intérêt de la France que dans l'intérêt de la Sarre.

Lors de la discussion sur le régime futur du Territoire de la Sarre, M. Lloyd George, indiquant ses projets, disait le 8 avril 1919 : « Une union douanière rattacherait le bassin de la Sarre à la France. Il n'existe pas, en effet, de lien économique naturel entre cette région et l'Allemagne. Toutes ses relations sont avec l'Alsace et la Lorraine » (1). Si M. Lloyd George n'acceptait pas que la France annexât à la suite de la guerre le Territoire de la Sarre, si l'unité politique l'effrayait, il reconnaissait par contre qu'il y avait, ce que nous avons déjà essayé de montrer à plusieurs reprises dans les chapitres précédents, une unité économique entre la Sarre, l'Alsace et la Lorraine et qu'elles ne sauraient économiquement être séparées. L'Alsace et la Lorraine, arrachées à la France en 1871, faisant retour à la mère-patrie, il était indispensable que la Sarre, dans son propre intérêt, ne fut pas séparée d'elles par une frontière douanière. C'est dans cette considération qu'il faut voir l'origine de l'incorporation de la Sarre dans le régime douanier français.

(1) TARDIEU (A.), *op. cit.*, page 299.

*
**

Nous avons dit que la France assurait par ses agents l'application du régime douanier. Le personnel douanier dépend d'une Direction des Douanes installée à Sarrebruck, organisme relevant du Gouvernement français, mais qui, naturellement, est également en liaison étroite avec le Gouvernement sarrois. L'interdiction du port d'uniforme qui existe en Sarre depuis le départ des troupes de protection des voies ferrées n'est pas applicable au personnel des brigades des douanes. Un soldat français ne peut venir en uniforme en Sarre, les douaniers conservent le leur. C'est une application, de détail, du principe de séparation politique entre la France et la Sarre, mais d'union douanière.

Le produit des droits de douane sur les marchandises destinées à la consommation locale est attribué au budget du Territoire, déduction faite de tous frais de perception. Quand une marchandise arrive à une frontière douanière française (et ceci inclut la frontière sarro-allemande) et qu'elle est soumise à un droit de douane, ce droit est le même en principe, en vertu de l'unité de régime douanier, que la marchandise soit destinée à la France ou à la Sarre (1). Si la marchandise est

(1) Ceci n'est vrai qu'en principe (et actuellement nous étudions seulement les principes). Nous verrons dans l'étude de la situation actuelle qu'en pratique, les droits pour les marchandises venant d'Allemagne à destination de la Sarre sont souvent plus faibles que les droits sur les mêmes marchandises à destination de la France, situation toute à l'avantage de la Sarre.

destinée à la France, le produit est versé au Trésor français, si elle est destinée à la Sarre, il est versé au budget sarrois. Il y aura donc lieu à une ventilation des recettes entre les deux pays (1). Si c'est à la frontière entre la Sarre et l'Allemagne que le fait est le plus fréquent, il peut se produire également aux autres frontières françaises. C'est ainsi qu'un bureau de douane de la frontière franco-espagnole devrait faire parvenir au fisc sarrois les produits de droits perçus sur les marchandises expédiées de Madrid à destination de Sarrebruck.

Le produit des douanes est une source importante de revenus pour le Territoire de la Sarre, puisqu'en 1932, sur un budget total de 529.166.266 frs, les recettes des douanes étaient portées pour 181.328.000, soit plus du tiers des recettes totales. Or c'est un fait inconnu d'un certain nombre d'habitants de la Sarre que le produit des douanes est versé au budget du Territoire et que, par suite, il diminue d'autant les autres impôts. Plus nombreux que l'on ne croit sont les Sarrois qui, ayant, à la frontière sarro-allemande, subi la visite des douaniers français, se figurent que les recettes de la douane

(1) Cette répartition des recettes entre les pays en union douanière basée sur la destination, c'est-à-dire sur le lieu de consommation de la marchandise, nous semble plus équitable que les diverses répartitions proposées basées sur le chiffre de la population ou sur l'étendue du territoire ou sur l'attribution d'une somme fixe à l'un des Etats. M. MARCHAL (*op. cit.* p. 177) dit : « L'idéal serait de tenir compte de la puissance de consommation de chacun des contractants. Mais cette puissance de consommation est impossible à déterminer et varie constamment ». Le système franco-sarrois de répartition est basé, non pas sur la puissance de consommation, mais sur la consommation même.

sont destinées à la France. Au point de vue psychologique, le remplacement des douaniers français par des fonctionnaires sarrois aurait peut-être été une bonne chose ; il était pratiquement impossible, puisque la Sarre est en union douanière avec la France, et que, seuls, les agents des Douanes françaises sont habilités à percevoir les droits et taxes prévus au tarif français. Comme disait la note du 9 avril 1919 de Clémenceau au président Wilson : « Il n'y a pas de douane sans douaniers ».

*
**

Le principe de l'union douanière étant posé, nous allons en étudier l'application pratique. Il nous faut, et ceci résulte des derniers alinéas du § 31, distinguer deux périodes :

- 1° La période du 11 janvier 1920 au 10 janvier 1925.
- 2° La période du 11 janvier 1925 à nos jours.

§ 2. — Le régime douanier de la Sarre du 11 janvier 1920 au 10 janvier 1925

Nous ne ferons qu'en donner les grandes lignes puisqu'il ne présente plus, actuellement, qu'un intérêt historique.

Ce régime résultait de l'application des deux derniers alinéas du § 31 de l'Annexe que nous avons reproduit en tête de ce chapitre. Le premier de ces deux alinéas a trait aux relations entre la Sarre et l'Allemagne : il stipule que pendant cinq ans les produits allemands entrèrent librement en Sarre et que les pro-

duits sarrois entrèrent librement en Allemagne. Le deuxième a trait aux relations entre la Sarre et la France : il stipule que la France peut limiter les quantités à admettre en France des produits sarrois dans lesquels sont incorporés des matières premières ou des demi-ouvrés venant d'Allemagne en franchise.

On voit que ces textes apportaient une sérieuse dérogation au principe de l'union douanière entre la France et la Sarre, puisque le premier supprime la plus grande partie des effets de la séparation douanière de l'Allemagne et de la Sarre et que la deuxième établit une séparation entre la Sarre et la France.

On peut se demander pourquoi ce régime transitoire a été établi et pourquoi l'incorporation absolue de la Sarre dans le régime douanier français n'était pas réalisée dès le premier jour de mise en vigueur du Traité de Paix.

C'est que les rédacteurs du Traité ont voulu ménager le plus possible les intérêts et les habitudes de la population sarroise, lui assurant une situation privilégiée entre la France et l'Allemagne.

La Sarre, dès le début, était, en principe, en union douanière avec la France. Elle pouvait donc recevoir en franchise les marchandises françaises, notamment les marchandises lorraines qui lui sont indispensables, car nous avons montré que la Sarre et la Lorraine étaient économiquement indissolublement liées. Le Traité de Paix lui assura donc, dès le début, le bénéfice de l'union : les produits alimentaires qui lui viennent de France, la minette de Lorraine, toutes les mar-

chandises françaises dont elle a besoin entrèrent en franchise.

Mais si la Sarre forme une même région économique avec la Lorraine, dont nulle frontière douanière ne la séparait depuis 1871, notamment depuis le formidable développement de la métallurgie basée sur la minette, elle était rattachée à l'Allemagne depuis 1815. Il y avait donc cent ans que les produits allemands venaient en Sarre. Les rédacteurs du Traité ont pensé que l'économie sarroise pourrait se trouver désarmée si, subitement, elle était privée des produits auxquels la population était habituée, et que ce n'était pas du jour au lendemain que des relations commerciales suffisantes pouvaient s'établir pour que la Sarre put recevoir de France ce qu'elle ne pourrait plus recevoir d'Allemagne qu'en payant les taxes douanières. C'est cette idée qui a fait établir cette période de cinq années, pendant laquelle, pensait-on, le Territoire pourrait peu à peu faire venir de l'Ouest les produits qu'il recevait habituellement de l'Est. Pendant cinq ans, la Sarre était donc dans la situation privilégiée de pouvoir recevoir toutes les marchandises qui lui étaient utiles de France et d'Allemagne.

Il ne suffit pas à un territoire de recevoir des produits des autres pays. Il faut qu'il puisse également exporter les siens, surtout quand, comme la Sarre, il regorge de certains, charbon, produits métallurgiques, de la verrerie et de la céramique, alors que d'autres, les produits alimentaires notamment, lui font presque totalement défaut. Comme la Sarre avait, par la force

des choses, un courant d'échanges avec l'Allemagne, les rédacteurs du Traité de Paix n'ont pas voulu que ce débouché lui soit brutalement fermé, ce qui aurait amené une crise terrible dans les industries du Territoire et, dès le début, aurait été à l'encontre du but que l'on cherchait: montrer que, sous l'égide de la Société des Nations et englobé dans le régime douanier français, le Territoire de la Sarre pouvait connaître la prospérité. Aussi, avec l'importation des produits allemands, a-t-il été prévu que les produits sarrois entreraient librement en franchise en Allemagne pendant ces cinq mêmes années.

*
**

Au total, on pouvait presque dire que, pendant ces cinq années, la frontière douanière entre la France et la Sarre était en principe supprimée et que la frontière douanière entre la Sarre et l'Allemagne n'était pas encore établie. La Sarre ne pouvait songer à une meilleure situation qui ménageait tous ses intérêts, du côté de l'Allemagne et du côté de la Lorraine. Si le principe était séduisant en théorie, il n'était pas applicable sous cette simple forme en pratique. Il aurait abouti à faire de la Sarre un libre passage pour les marchandises allemandes vers la France à la suite de la franchise entre l'Allemagne et la Sarre d'une part et entre la Sarre et la France d'autre part. Il fallait établir un contrôle douanier à la frontière Nord-Est, qui devenait la vraie frontière douanière entre la France et l'Allemagne, les marchandises allemandes destinées à la France et non à la Sarre ainsi que les

marchandises non-allemandes à destination de l'un ou l'autre des pays n'entrant pas en franchise. Il fallait établir un autre contrôle à la frontière sud-ouest, c'est-à-dire entre la France et la Sarre, bien qu'elles ne formassent qu'un système douanier, pour empêcher la fraude qui aurait consisté à envoyer d'Allemagne en franchise des marchandises à un dépositaire sarrois qui les aurait ensuite réexpédiées sur la France. En outre, des matières premières allemandes ou des demi-ouvrés pouvaient être envoyés en franchise en Sarre, y être travaillés, transformés en produits finis et expédiés sur la France. Ces marchandises seraient arrivées sur le marché français dans des conditions plus favorables que les marchandises analogues qui auraient été fabriquées en France avec les mêmes matières premières ou semi-ouvrés d'origine allemande, car ceux-ci venant d'Allemagne à destination de la France, auraient payé des droits d'entrée. Il y avait un moyen, pour les produits allemands, d'entrer en France sans payer de droits, en se masquant, par un façonnage, en produits sarrois. C'est pour éviter cette fraude que le dernier alinéa du § 31 de l'Annexe a prévu que la France pouvait limiter la quantité de ces produits sarrois à base de matières premières allemandes à la moyenne annuelle des quantités expédiées en Alsace-Lorraine et en France au cours des années 1911-1913.

Nous voyons donc que le régime, si favorable aux intérêts sarrois par les franchises qu'il leur accordait à l'Est comme à l'Ouest, imposait la création de deux cordons douaniers.

*
**

A la frontière sarro-allemande étaient appliquées toutes les formalités douanières, puisque c'était la véritable ligne de douane et que même les marchandises exemptes de droits doivent être déclarées régulièrement. Le § 31, parlant de franchise vers l'Allemagne pour les produits originaires et en provenance du Bassin et la deuxième partie de la même phrase parlant de franchise pour l'importation d'Allemagne sur le Territoire du Bassin, il a été interprété par la France, par raison de symétrie, que la franchise ne s'appliquait qu'aux produits originaires et en provenance de l'Allemagne et non aux produits étrangers qui seraient passés par l'Allemagne. Cette interprétation correspond certainement à l'esprit du Traité qui admettait une réciprocité des conditions d'échange entre la Sarre et l'Allemagne. Pour que les conditions fussent de tous points comparables, il fallait notamment que l'origine des marchandises le fût. Aussi à la frontière demandait-on un certificat d'origine ainsi qu'un certificat de destination, certifiant que les marchandises étaient destinées exclusivement à la consommation du Territoire de la Sarre.

A la frontière entre la Sarre et la France, s'exerçait le contrôle sur les marchandises provenant de la Sarre pour faire la séparation des marchandises d'origine sarroise entrant en franchise et des marchandises d'origine allemande cherchant, en fraude, comme nous l'avons exposé plus haut, à profiter des mêmes avantages. Il fallait donc une justification d'origine, con-

trôlée par les agents techniques des Douanes. Quant aux produits fabriqués en Sarre avec des matières premières ou des semi-ouvrés, leur entrée en France était contingentée par un décret du 6 mai 1923 ayant appliqué, dans des conditions assez difficiles, les règles du dernier alinéa du § 31. Si, au cours de l'année, l'exportation de Sarre en France d'une marchandise rentrant sous le coup de ce décret dépassait le contingent fixé, la quantité supplémentaire était taxée de la façon la plus avantageuse au commerce sarrois, c'est-à-dire non pas sur la valeur totale, mais seulement sur la valeur des matières premières d'origine allemande incorporées dans le produit.

*
**

Dans l'intérêt de la population sarroise et pour lui rendre encore moins pénible son nouveau régime, pourtant favorable, la France assouplit la rigidité des règles douanières par l'institution de la Commission de Dérogations. Voici ce que dit à ce sujet le cinquième rapport de la Commission de Gouvernement du Bassin de la Sarre (1) :

« Afin d'épargner aux industriels et commerçants sarrois de longues formalités, le Président a obtenu du Gouvernement de la République française la création, à Sarrebruck, d'une Commission de Dérogations, qui est autorisée à donner des dérogations à presque toutes les prohibitions d'importation édictées en France et

(1) *Journal Officiel de la Société des Nations*, décembre 1920, page 78.

applicables au Territoire de la Sarre, en vertu du § 31 de l'Annexe. Jusqu'alors, ces dérogations devaient être demandées à Paris.

« La Commission de Dérogations est un organe purement français, mais par sa composition même, elle est en étroit rapport avec la Commission de Gouvernement. Siégeant à Sarrebruck, elle peut aisément se rendre compte des besoins du Territoire et leur donner, dans un grand nombre de cas, prompte satisfaction. Sa création a été accueillie avec joie par la population, notamment par la Chambre de Commerce de Sarrebruck qui en a exprimé sa reconnaissance au Président de la Commission de Gouvernement. Les services déjà rendus par la Commission de Dérogations, qui est entrée en fonction le 25 août, ont été fort appréciés. »

Ajoutons également que la ligne douanière entre la Sarre et la France établie en France (et non en Sarre) permettait de contrôler l'introduction en France des marchandises de monopole (par exemple le tabac) ou soumises soit à des taxes fiscales, soit à des prohibitions d'ordre sanitaire. Ces taxes ou ces prohibitions ne sont pas, en effet, d'ordre douanier et les régimes adoptés en Sarre ou en France peuvent être différents. Même d'origine sarroise, c'est-à-dire d'un pays en union douanière, ces marchandises, à l'entrée en France peuvent être, selon les cas, taxées ou prohibées. L'existence du cordon douanier permettait un contrôle facile.

§ 3. — Le régime douanier entre le 10 janvier 1925
et le 23 février 1928

D'après le Traité de Versailles, le régime provisoire du Territoire de la Sarre ne devait durer que cinq ans. A partir du 10 janvier 1925 et, sauf la réserve de la prohibition de taxes d'exportation sur le charbon et les produits métallurgiques sarrois à destination de l'Allemagne ou des marchandises allemandes à destination des industries du Territoire du Bassin de la Sarre, le Territoire devait être intégralement incorporé dans le système douanier français. La frontière douanière entre la France et la Sarre devait donc être supprimée. En réalité, cette suppression n'eut lieu que le 1^{er} octobre, après que la France et la Sarre eurent réglé, par des conventions, sanctionnées par la loi du 19 juillet 1925, les dispositions à adopter par les deux pays pour les marchandises prohibées ou soumises au paiement d'impôts indirects, puisque les deux pays, unis au point de vue douanier, sont indépendants au point de vue fiscal.

Le résultat extérieurement le plus visible du changement de régime, la suppression de la ligne douanière entre la France et la Sarre (et ce fut celui que remarquèrent le plus les Français domiciliés en Sarre) n'était, pouvons-nous dire, qu'une question accessoire puisque le principe de l'entrée en franchise en France des marchandises sarroises existait depuis 1920. Le changement important avait lieu à la frontière nord-est, entre la Sarre et l'Allemagne, puisque c'était, pour la Sarre, la

séparation succédant à un régime d'union. Les rédacteurs du Traité de Versailles avaient, nous l'avons vu, établi cette période transitoire de cinq ans dans l'intérêt de l'industrie sarroise, pour que celle-ci pût, progressivement, modifier son orientation de l'Est vers l'Ouest. Mais le Traité avait trop présumé du facteur temps. Cinq ans lui avaient paru suffisants pour la période transitoire, dix ans pour la période définitive pour que le pays pût apprécier les bénéfices qu'il retirait du régime sous lequel il était placé. De même que nous pensons que le total des quinze ans fixés avant le plébiscite est trop faible, de même nous estimons que la durée de cinq ans fixée pour la période transitoire était insuffisante. Ce n'est pas en un aussi court laps de temps que l'on peut modifier l'orientation des débouchés d'un pays industriel. Le changement avait pu se faire sans inconvénient pour le marché du charbon, sous l'effet de deux circonstances, l'une générale, à savoir que la France a toujours été un pays importateur de combustible, l'autre spéciale aux années d'après la guerre, à savoir que la production française n'avait pas retrouvé son niveau de 1913 par suite de la destruction des houillères des régions envahies. Mais pour le marché des produits métallurgiques, la situation était renversée. Avant la guerre, la France possédait déjà une métallurgie florissante. Le Traité de Paix, en lui rendant les provinces arrachées en 1871, incorporait dans l'économie française les usines métallurgiques de la Lorraine désannexée. Il fallait donc qu'elle absorbât d'abord les produits métallurgiques

lorrains avant d'absorber les produits sarrois. Pour arriver à établir l'état d'équilibre, pour que cette production accrue trouvât ses débouchés en France ou dans ses colonies, le délai de cinq ans était manifestement insuffisant. Les faits l'ont prouvé.

*
**

En 1925, 40 % environ de la production métallurgique sarroise était encore orientée vers l'Allemagne. A la suite de la suppression de la franchise douanière prescrite par le Traité de Versailles et en l'absence de toute convention, les produits sarrois furent frappés, à l'entrée en Allemagne, des droits du tarif général. Il devenait donc plus difficile de les y placer. La métallurgie sarroise, qui n'avait pas encore trouvé sa place complète sur le marché français, était menacée de la perdre en partie sur le marché allemand. Par suite de l'importance, que nous avons montrée, de la métallurgie dans l'économie sarroise, la situation était assez grave, d'autant plus que si la métallurgie avait dû ralentir sa production et licencier du personnel, une répercussion aurait également eu lieu sur son principal fournisseur, la mine. La prospérité du Territoire entier était compromise. Ce n'était pas, certes, ce qu'avait voulu le Traité de Versailles.

Aussi, dès le mois de janvier 1925, le Ministre du commerce français, recevant une délégation sarroise, l'assura que des négociations allaient être conduites avec l'Allemagne et qu'elles tiendraient le plus grand compte des intérêts sarrois de façon à aplanir la situation. D'un autre côté, si les maîtres de forges allemands

étaient heureux de voir diminuer la concurrence, l'Allemagne, qui avait encore d'importants intérêts dans les usines métallurgiques sarroises, devait désirer les voir sortir d'embarras. Par ailleurs, elle se rendait compte que, si toutes les relations économiques étaient rompues avec la Sarre, il serait beaucoup plus difficile pour elle de les reprendre plus tard et que, d'un autre côté, si, malgré tout, les usines arrivaient à surmonter les difficultés et à se relever grâce à une augmentation des débouchés français, c'était une atteinte à son prestige et la preuve que la Sarre pouvait être détachée de l'Allemagne, ce qu'elle voulait éviter à tout prix. Le geste qu'elle fit ne fut donc pas totalement désintéressé.

De janvier à mai 1925, les exportations métallurgiques sarroises sur l'Allemagne furent minimales. En mars 1925, le Gouvernement allemand décréta pour la métallurgie sarroise, et l'étendit bientôt à la plus grande partie des produits fabriqués en Sarre, la « Stundung », c'est-à-dire le délai de paiement, le moratoire des droits de douane. Sur demande des industriels sarrois, ils obtenaient un délai de paiement d'un mois des droits de douane, délai qui était ensuite prolongé de mois en mois. Chaque industriel sarrois exportant en Allemagne avait ainsi un compte de débit ouvert en douane. Les sommes dues devinrent bientôt considérables ce qui, de la part de l'Allemagne, pouvait être un moyen de pression dans les négociations. Nous pouvons, dès maintenant, dire qu'à la suite des conventions commerciales, les droits moratoires furent

purement et simplement annulés pour les marchandises sarroises qui, en vertu des nouveaux accords, entraient en Allemagne en franchise, à condition d'apporter la preuve de leur origine (1).

*
**

Nous avons vu que, de son côté, la France, dès le mois de janvier 1925, se préoccupait de trouver une solution au problème des exportations sarroises. Une question préliminaire se posait. Si l'Allemagne accordait un régime spécial aux marchandises sarroises, ce qui n'avait pas été prévu par le Traité de Versailles, les autres pays ne pouvaient-ils pas réclamer des faveurs analogues? Il fut admis que la Sarre étant, entre la France et l'Allemagne, dans une situation exceptionnelle, il pouvait lui être attribué un régime exceptionnel, puisqu'aucune puissance ne pouvait se prévaloir d'un état de choses analogue.

A côté des négociations pour l'établissement d'un accord commercial franco-allemand (négociations commencées le 1^{er} octobre 1924), des négociations spéciales relatives au statut commercial de la Sarre commencèrent le 11 mars 1925. Comme suite à ces négociations, le premier accord commercial relatif à la Sarre entre la France et l'Allemagne fut signé le 11 juillet 1925. Mais la ratification de cet accord était soumise à la condition qu'une entente interviendrait entre l'industrie métallurgique sarroise et les industries

(1) Arrêté du 27 novembre 1926 du Ministre des Finances, publié dans le *Reichszollblatt*, n° 79, du 4 décembre 1926.

métallurgiques française et allemande. Cette entente n'ayant pu être réalisée, par suite de l'hostilité des industriels allemands, l'accord ne fut pas ratifié. Il faut souligner la particularité d'un accord international dont la mise en vigueur est arrêtée par l'échec de négociations privées.

Un nouvel accord du 5 août 1926 ne traitait pas le point délicat de la métallurgie, qui restait sous le régime provisoire du moratoire des droits. L'accord s'étant fait entre métallurgistes par la création de l'Entente Internationale de l'Acier (1^{er} octobre 1926), un nouvel accord commercial franco-allemand au sujet de la Sarre, englobant dans ses stipulations les produits métallurgiques, put être signé le 6 novembre 1926. Il avait donc fallu attendre près de vingt-deux mois avant d'arriver à un accord définitif. Cet accord fut d'ailleurs suivi d'un accord complémentaire le 31 mars 1927. Ces accords, qui arrivaient à expiration en juillet 1927, furent d'abord prolongés.

Le traité de commerce franco-allemand du 17 août 1927, entré en vigueur le 6 septembre, apportait des modifications qui avaient leur répercussion sur la Sarre. Comme conséquence, il était nécessaire de régler à nouveau le statut douanier spécial du Territoire; de nouveaux pourparlers commencèrent en octobre 1927 et aboutirent à « l'Arrangement conclu entre la France et l'Allemagne au sujet des échanges commerciaux du Territoire du Bassin de la Sarre avec le Territoire douanier allemand » du 23 février 1928.

*
**

Si nous jetons un coup d'œil d'ensemble sur cette période de 1925 à 1928, nous voyons qu'elle se déroule dans une série de négociations caractérisées par le désir de l'Allemagne de ménager la Sarre dans l'espérance du rattachement futur qu'elle espère, la réaction des intérêts privés des métallurgistes allemands, qui, au fond, n'étaient pas fâchés de voir diminuer la concurrence (échec de l'accord du 11 juillet 1925) et les efforts de la France, prête, malgré la situation privilégiée que lui assurait le Traité de Versailles et dans l'unique intérêt du Territoire, aux concessions nécessaires pour remédier le plus possible aux graves difficultés qu'une fermeture trop précipitée de la barrière douanière sarro-allemande apportait à la métallurgie sarroise et, par contre-coup, à l'économie du Territoire entier.

§ 4. — Le régime douanier actuel

Le Territoire de la Sarre, faisant partie du système douanier français et n'ayant de frontière qu'avec l'Allemagne, est, en principe, soumis à une règle : l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927 (1). A cause des intérêts spéciaux à ménager, cette règle est tempérée par des exceptions établies à la suite de la série de négociations que nous venons de retracer,

(1) Depuis que ces lignes ont été écrites, celui-ci a été remplacé par l'accord du 28 juillet 1934, entré en vigueur le 1^{er} août.

exceptions actuellement fixées par l'Arrangement commercial sarrois du 23 février 1928. Nous allons, successivement, voir d'abord la règle et ensuite les exceptions, plus importantes d'ailleurs que la règle.

I. — L'ACCORD COMMERCIAL FRANCO-ALLEMAND
DU 17 AOÛT 1927

Cet accord, dans sa partie essentielle, faisait, parmi les marchandises originaires et en provenance d'Allemagne introduites sur le territoire douanier français, des catégories privilégiées. Les produits de la liste A bénéficiaient du tarif minimum, y compris toute surtaxe ou coefficient de majoration. Les produits de la liste B bénéficiaient du nouveau tarif minimum institué avant la mise en vigueur de l'accord, par un décret du 30 août 1927. Les produits de la liste C bénéficiaient de pourcentages de réduction sur le tarif général et d'une garantie d'assimilation avec le traitement accordé aux produits de l'exportation des pays concurrents indiqués dans la liste.

Pour les produits provenant du territoire douanier français, les produits de la liste E bénéficiaient de droits réduits et du traitement de la nation la plus favorisée. Les produits de la liste F bénéficiaient simplement du traitement de la nation la plus favorisée.

Ces divisions n'ont, d'ailleurs, actuellement plus d'intérêt, car l'article 6 de l'accord prévoyait, dans ses deuxième et troisième alinéas, que si un nouveau tarif douanier était institué par la France, l'accord pouvait être dénoncé dans le mois suivant la mise en vigueur

du nouveau tarif, et qui si l'accord n'avait pas été dénoncé pendant ce délai, la France octroierait, dès son expiration, les taux minima de son tarif à tous les produits de l'exportation allemande qui en bénéficieraient sans limitation, en échange de quoi les produits français bénéficieraient sans limitation en Allemagne du traitement de la nation la plus favorisée de jure.

Le dernier alinéa du même article prévoyait, d'ailleurs, l'introduction du tarif minimum réciproque pour le 15 décembre 1928 si aucune modification n'avait eu lieu dans l'intervalle.

Le tarif français ayant été l'objet d'un remaniement profond, le troisième alinéa de l'article 6 a joué à la date du 16 avril 1928.

Depuis lors, il y avait donc réciprocité pour appliquer dans les échanges entre l'Allemagne et le territoire douanier français les droits du tarif minimum.

Ajoutons que cet accord a été dénoncé le 19 janvier 1934 à la suite de nouvelles mesures allemandes de contingentement des marchandises françaises, entravant presque complètement l'exportation des articles de luxe et augmentant encore le déséquilibre de la balance commerciale entre la France et l'Allemagne, déjà très favorable à cette dernière (près de 2 milliards d'excédent d'exportations en 1932). De nouvelles négociations furent entamées. Les négociations n'ayant pu être terminées à temps pour que le nouvel accord soit en vigueur au 20 avril, date d'expiration du délai de dénonciation, les parties contractantes, par un échange de notes du 10 mars, ont prorogé l'accord

jusqu'au 20 mai 1934. Il fut ensuite à nouveau prorogé jusqu'au 30 juin, puis au 31 juillet (1).

II. — L'ARRANGEMENT COMMERCIAL FRANCO-ALLEMAND DU 23 FÉVRIER 1928

Nous avons déjà indiqué la pensée dominante qui avait conduit à cet arrangement : l'accord franco-allemand est la règle normale, mais un régime privilégié est institué pour certaines marchandises venant d'Allemagne et devant être consommées en Sarre et inversement pour certaines marchandises exportées de Sarre en Allemagne. La Sarre est donc plus favorisée que la France dans le commerce avec l'Allemagne.

L'intérêt de cet arrangement est considérable, même pour les marchandises allemandes admises en France au tarif minimum, pour deux motifs :

1° Un certain nombre de marchandises allemandes destinées à la Sarre bénéficient de réduction sur le tarif minimum.

2° Un grand nombre de produits étant actuellement contingentés à l'entrée en France, la Sarre bénéficie des contingents spéciaux fixés par cet accord, comme nous l'exposerons plus loin.

Cet arrangement franco-allemand du 23 février 1928 constituant la base des relations commerciales entre la Sarre et l'Allemagne, nous l'étudierons d'assez près. Il a subi des modifications de détail par

(1) Le nouvel accord commercial, mis en vigueur le 1^{er} août 1934, maintient le régime de la nation la plus favorisée pour un grand nombre de marchandises. Il s'applique à la Sarre pour celles qui ne figurent pas à l'Arrangement du 23 février 1928.

les avenants du 30 juin 1930 et du 2 juillet 1932, approuvés par la loi du 7 janvier 1934.

*
**

Nous examinerons d'abord le cas des importations en Sarre de produits allemands.

Les produits originaires et en provenance d'Allemagne et destinés à la Sarre, qui jouissent de privilèges spéciaux, font l'objet de quatre listes, les listes A, A1, C1 et C2. Chacune répond à un aspect spécial de l'idée directrice de cet accord : favoriser l'économie sarroise. Dans ces diverses listes, nous ne relèverons pas les articles qui sont indiqués comme bénéficiant du tarif minimum. Nous mentionnerons seulement les plus importants de ceux auxquels sont octroyés des réductions sur le tarif minimum ou même la franchise.

1° La liste A est relative aux produits destinés à être consommés en Sarre.

Quand on examine cette liste il semble qu'on puisse y distinguer deux groupes.

Un premier est celui des marchandises, auxquelles le régime de faveur est accordé pour ne pas porter atteinte à des habitudes de vie de la population sarroise. Par exemple, les animaux reproducteurs, les pommes de terre pour semences, les arbres et arbustes fruitiers ou d'ornement entrent en franchise. La France pourrait, certes, envoyer des marchandises analogues, mais les Sarrois peuvent ainsi conserver les races ou les espèces auxquelles ils sont habitués. C'est à la même idée, croyons-nous, qu'il faut rattacher la

franchise dont jouissent les médicaments composés. C'aurait été une difficulté pour le monde médical de remplacer ces médicaments qu'il connaissait, figurant dans les formulaires, par des médicaments d'origine française envers lesquels il aurait certainement eu une défiance. Dans le même ordre d'idées, nous pouvons citer quelques produits, fréquemment utilisés dans l'alimentation populaire et peu répandus en France, tels que les extraits de viande en pains qui entrent en franchise, les harengs fumés qui bénéficient d'une diminution de 50 % sur le tarif minimum, le fromage de Limbourg. Notons également une réduction de 30 % du tarif minimum pour les pièces de services de table destinées au réassortiment, de 50 % pour les articles d'église, la franchise pour les jouets, les décorations pour arbres de Noël, les livres d'images pour enfants, les cartes murales de caractère pédagogique avec texte allemand, les livres de prières et livres destinés au culte. Tous ces articles n'ont peut-être pas une importance très grande; mais jouent un rôle dans la vie familiale. La France n'a pas voulu mettre d'obstacles à d'anciennes habitudes. D'ailleurs, les fabricants français n'auraient souvent pu que difficilement fournir des articles inspirés du même goût ou des mêmes traditions ou des livres imprimés en caractères gothiques.

Le deuxième groupe que nous distinguons dans cette liste est celui des marchandises nécessaires à l'industrie sarroise : bois de mines, briques, certains produits chimiques, outils destinés aux machines-outils, modèles

en bois pour fonderies, instruments pour les mesures industrielles, articles qui jouissent de la franchise ou de réductions, variant de 20 à 60 % sur le tarif minimum.

2° La deuxième liste de l'arrangement, la liste A1, ne comprend que 14 positions. Elle accorde soit la franchise, soit des réductions variant de 20 à 50 %, à des marchandises devant entrer dans des fabrications destinées à être exportées. L'article 2 de la convention qui concerne ces marchandises donne le motif de ce régime privilégié dans les termes suivants : « En vue d'assurer l'approvisionnement de l'industrie sarroise en produits devant entrer dans la fabrication de marchandises destinées à être exportées ultérieurement du Territoire douanier français vers le Territoire douanier allemand ou vers celui d'autres pays et en vue de favoriser l'activité de la main-d'œuvre sarroise, les articles d'origine et de provenance allemande énumérés à la liste A1 bénéficieront à leur importation dans le Territoire de la Sarre des avantages prévus à ladite liste ». Etant donné le motif spécial de cette dérogation, elle n'est accordée qu'en vertu d'une autorisation donnée seulement à des industriels ou des artisans établis en Sarre depuis au moins deux ans au 1^{er} janvier 1925, qui prennent l'engagement d'employer les produits importés uniquement dans leur entreprise, et d'exporter les marchandises fabriquées à l'aide de ces produits dans un délai déterminé et qui tiennent registre des opérations d'importation, de transformation et d'exportation qui leur sont relatives.

3° La liste C1 énumère 80 articles. Elle comprend des machines et appareils sous condition qu'ils soient destinés à entrer dans un ensemble de machines ou appareils d'origine allemande affectés au même usage et des pièces de rechange destinées à la réparation des machines ou appareils d'origine allemande. Quand il s'agit de machines qui, destinées en principe à entrer dans un ensemble préexistant, pourraient toutefois être utilisées isolément (et, par conséquent, sur lesquelles une fraude serait possible), le tarif prévoit, en général, simplement une diminution sur le tarif minimum (diminution variant, selon les positions, de 10 à 50 %) et un contingent annuel. Quand il s'agit, au contraire, de pièces de rechange qui ne peuvent avoir d'intérêt que pour les propriétaires de machines de ce type préexistantes, le tarif prévoit une franchise complète et sans contingentement. La franchise accordée à ces pièces écarte un des inconvénients pour l'industrie sarroise du rattachement douanier à la France. Les machines qui existaient en 1925 étaient presque toutes d'origine allemande. Leur entretien constitue, dans chaque industrie, un partie non négligeable du prix de revient. Comme les pièces de rechange nécessaires ne pouvaient être demandées qu'aux fabriques allemandes, des taxes douanières qui les auraient atteintes auraient constitué un handicap sérieux pour l'industrie sarroise.

A cause de l'importance exceptionnelle des avantages accordés aux machines de cette liste C1, l'autorisation nécessaire n'est délivrée par le Directeur des

Douanes qu'après une justification que les conditions exigées par l'Arrangement sont bien remplies. La requête peut être éventuellement soumise à un Comité d'experts. Mais les signataires de l'Arrangement, ne voulant pas que les formalités nécessaires à la vérification du bien-fondé de la demande d'exonération ou de réduction des droits puissent entraver la marche de l'industrie, ont permis l'importation immédiate dans les conditions suivantes (Article V-5) : « Les marchandises faisant l'objet d'une expertise ou d'une demande d'autorisation d'importation au titre de la liste C1 pourront être importées immédiatement au bénéfice des avantages stipulés à ladite liste, sous réserve des mesures nécessaires pour garantir le paiement du supplément de droits éventuellement exigibles, si la décision consécutive à l'expertise ou à la demande était négative ».

Il était nécessaire pour l'industrie sarroise d'avoir la franchise pour les pièces de rechange, il était utile d'avoir des réductions pour les machines destinées à entrer dans un ensemble de machines allemandes pré-existantes. L'Arrangement est encore plus libéral et permet l'importation aux conditions de la liste C1 de machines allemandes qui ne seraient pas destinées à entrer dans un ensemble « si leur importation apparaissait comme essentiellement nécessaire au maintien de l'activité de l'employeur ». Naturellement, dans ce cas, les conditions pour obtenir l'autorisation seront plus sévères et l'avis du Comité des experts ainsi que la décision du Directeur des Douanes « devront être

fondés en considération des obstacles économiques sérieux que pourrait entraîner la substitution de machines, mécaniques ou appareils de fabrication sarroise ou française en ce qui concerne le rendement de la production, la bonne marche des entreprises, la sécurité de la main-d'œuvre, l'application des lois et règlements qui la protègent, notamment en matière d'assurance ou d'exécution des contrats de louage qui la régissent ». Par ailleurs, l'exportation temporaire et le retour en franchise des machines d'origine allemande dont la réparation en Allemagne apparaîtra nécessaire, est permise. L'autorisation ne pourra être refusée qu'en cas de présomption de fraude.

4° La liste C2 est beaucoup moins importante. Elle ne comprend qu'un article admis en franchise et sans contingentement (les caractères gothiques d'imprimerie) et 16 articles ayant des diminutions sur le tarif minimum, avec un contingentement, tels que compteurs d'eau, machines à coudre, pièces détachées pour bicyclettes ou pour automobiles. Les conditions pour bénéficier des avantages de cette liste sont moins strictes que pour la liste C1. Les marchandises peuvent être importées non seulement par le consommateur lui-même, qui doit alors prendre l'engagement de les conserver pendant au moins deux ans, mais encore par les commerçants en vue de la revente, sous condition que le commerçant importateur soit établi en Sarre depuis deux ans au moins au 10 janvier 1925 et qu'il vende les marchandises en question seulement à des personnes établies en Sarre qui doivent lui remettre

l'engagement de les conserver pendant deux ans au moins.

*
**

L'Arrangement qui, par les avantages consentis, sous les conditions que nous avons indiquées, aux marchandises des listes A, A1, C1 et C2, favorise l'importation de certaines marchandises allemandes en Sarre, facilite également l'exportation en Allemagne des produits des principales industries sarroises.

Les marchandises sarroises qui, à l'entrée en Allemagne, sont soumises à des traitements privilégiés, sont énumérées dans les listes B, B1, B2, B3.

La liste B accorde la franchise, dans les limites de certains contingents annuels à un grand nombre (157) de marchandises, parmi lesquelles nous reconnaissons les produits des industries du verre (33.000 tonnes de verre en plaques, 9.000 tonnes de bouteilles, 125 tonnes d'articles de table, 120 tonnes de cloches, bocal et verres à conserve, 900 tonnes de verre travaillé), de la céramique (56.000 tonnes de carreaux de toute espèce), de la terre réfractaire, des tuileries, des usines chimiques, du tabac, des articles en carton et en papier, etc..., bref, les produits de la plus grande partie des industries productrices sarroises (à l'exception de la métallurgie) que nous avons vues dans la première partie de cette étude.

La liste B1 permet l'entrée en franchise de 1.310.000 tonnes d'acier sous diverses formes et 4.200 tonnes de vis et rivets.

La liste B2 permet l'entrée en franchise de 120.000

tonnes de fonte et de 159.500 tonnes de tôles, pièces de forge, pièces de construction.

(La liste B1 a trait aux produits métallurgiques se vendant par l'intermédiaire des comptoirs allemands de l'acier, la liste B2 aux autres produits.)

La liste B3 permet l'entrée en franchise à un contingent déterminé des divers produits de l'industrie métallurgique de transformation (machines, câbles, ferrures pour voitures de chemins de fer, etc.).

*
**

L'arrangement, depuis le 1^{er} avril 1929, peut être dénoncé après un préavis de trois mois pour prendre fin avec l'expiration d'un semestre.

Il peut y avoir dénonciation partielle, avec préavis de deux mois, des articles relatifs à l'entrée en franchise en Allemagne des exportations métallurgiques sarroises et à l'entrée en Sarre des machines allemandes « dès qu'il est établi que les conditions spéciales doivent prendre fin, qui ont motivé l'entente des hautes parties contractantes en ce qui concerne les dispositions des articles IV et V ». Cette dénonciation entraînera la suppression des avantages repris aux listes B1 et B2, des avantages repris aux listes B3, C1 et C2, à l'exception de quelques-uns, formant la liste X, qui subsisteraient et des avantages repris à la liste A qui sont énumérés dans une liste Y, peu importante.

Cette dénonciation partielle possible de l'accord, en ce qui concerne les produits métallurgiques et, par réciproque, les machines, permet donc d'isoler la question délicate de la métallurgie sarroise tout en conser-

vant aux habitants du Territoire, pour leur consommation ou leur commerce, les avantages résultant des listes A et A1.

En cas de dénonciation partielle, des négociations nouvelles doivent intervenir et si elles n'aboutissaient pas, l'arrangement pourrait alors être dénoncé dans son entier pour prendre fin à l'expiration du trimestre qui suivra l'expiration du trimestre en cours.

Il faut remarquer que l'accord commercial franco-allemand de 1927 et l'arrangement relatif à la Sarre de février 1928 sont complètement indépendants l'un de l'autre. La dénonciation de l'accord franco-allemand n'a donc pas entraîné la dénonciation de l'arrangement (1).

III. — LE RÉGIME DES MARCHANDISES CONTINGENTÉES

Dans l'étude de l'Arrangement franco-allemand relatif à la Sarre, nous avons eu l'occasion de voir qu'un certain nombre de marchandises provenant d'Allemagne pouvaient entrer en Sarre dans les limites de contingents déterminés. Nous allons examiner de plus près la situation de la Sarre en ce qui concerne l'importation des marchandises étrangères contingentées de toute origine, question importante en raison de la politique actuelle de contingentement en France. Cette situation résulte de la superposition du régime normal en France

(1) L'arrangement de février 1928 continue donc à être appliqué sous le régime de la convention de commerce du 28 juillet 1924 qui en a augmenté l'intérêt pour certaines marchandises.

et du régime spécial de l'Arrangement franco-allemand relatif à la Sarre.

La Sarre fait partie du Territoire douanier français. Les mesures de contingentement édictées pour la France l'atteignent donc. Quand paraît, tous les trimestres, au Journal Officiel de la République française une liste de marchandises étrangères contingentées pour le trimestre suivant, le tonnage indiqué comme autorisé à l'importation comprend les marchandises à destination de tout le territoire douanier, donc de la Sarre aussi bien que de la France. Un commerçant sarrois voulant participer à la répartition doit accomplir les mêmes formalités que les commerçants français avec lesquels il entre en compétition (1). Certains contingents sont gérés par les Gouvernements étrangers et ce sont les exportateurs de ces pays qui se les partagent. Dans ce cas, le client s'entendra soit avec un fournisseur étranger qui lui donnera satisfaction dans la mesure du contingent qui lui aura été alloué, soit avec les organismes étrangers (Chambres de Commerce ou Comités spéciaux) chargés d'effectuer la répartition. La marchandise arrivera avec un certificat de contingentement délivré par le Gouvernement étranger.

Pour les contingents gérés par le Gouvernement français, notamment pour ceux où la part des divers pays

(1) L'organe de la Chambre de Commerce de Sarrebruck, la *Saarwirtschaftszeitung*, donne d'ailleurs la liste des produits et les indications nécessaires. (Pour le dernier trimestre, cette liste avec les explications comprenait 29 pages du journal). Ces indications sont également reproduites dans les grands journaux sarrois.

étrangers n'est pas spécifiée, le commerçant sarrois devra s'adresser, comme les commerçants français, aux organismes habilités à effectuer la répartition. Ce sont parfois des ministères (par exemple Ministère de l'agriculture pour les produits agricoles, de la Marine marchande pour les poissons), mais dans la grande majorité des cas, ce sont des Chambres syndicales ou des Comités interprofessionnels, qui répartissent eux-mêmes ou qui font des propositions de répartition aux ministères compétents. Ces organes fixeront la part du contingent allouée à chaque commerçant qui recevra une licence d'importation avec laquelle il pourra faire venir du fournisseur qu'il choisira la quantité de marchandise qu'il aura été autorisé à introduire.

Pour deux sortes de marchandises, le bétail et les meubles, la Sarre est privilégiée. La France n'a pas voulu que sa politique de contingentement put troubler les habitudes sarroises. La répartition du contingent indique les quantités autorisées en séparant celles à destination de la France et celles à destination de la Sarre. C'est ainsi que la liste du deuxième trimestre 1934 permettait l'importation de

2.000 quintaux de bovins

10.000 quintaux de porc

uniquement pour la Sarre (rien pour la France) et que, parmi les meubles dont l'importation d'Allemagne était autorisée, la quantité allouée à la Sarre était de 1.006 quintaux, alors que celle allouée à la France n'était que de 261 quintaux.

Ces contingents spéciaux sont destinés à combattre la cherté de vie en Sarre ou à donner satisfaction aux habitudes locales et présentent un caractère de spéciale bienveillance de la France à l'égard de la Sarre, puisque celle-ci acquiert ainsi une situation meilleure que la France elle-même. Aussi est-ce la Commission des Dérogations (dont le rôle avait été très réduit depuis 1925 et à laquelle la politique française des contingentements a redonné de l'importance) qui est chargée d'effectuer la répartition. (Elle transmet également à Paris, avec son avis, les autres demandes de contingents spéciaux qui peuvent être formulées par la Commission de Gouvernement et en assure l'exécution.)

*
**

Pour les importations de marchandises venant d'Allemagne, la Sarre peut bénéficier d'une part du contingent autorisé pour la France, comme pour les marchandises venant des autres pays, dans les conditions que nous venons d'indiquer. C'est la règle générale, puisque la Sarre fait partie du territoire douanier français.

Mais en outre, la Sarre profite, sur ce point, du régime de faveur qui lui est accordé par l'Arrangement de février 1928 et peut recevoir les contingents qui y sont prévus, répartis par la Commission de Gouvernement dans les conditions suivantes.

Lors de la mise en vigueur de l'Arrangement, les divers organismes intéressés se sont réunis à la Direction des affaires économiques de la Commission de

Gouvernement et il a été procédé entre les industriels et commerçants à une première répartition des contingents prévus dans les différentes listes. Cette première répartition, qui a été assez longue à établir, et dans laquelle, lors des désaccords entre les intéressés, la Commission de Gouvernement jouait le rôle d'arbitre, a servi de base aux répartitions suivantes.

La répartition doit être faite six semaines avant le commencement de chaque période de contingentement, période qui est de un semestre. Les commerçants qui ne désirent aucune modification n'ont pas de démarches à faire. Ils bénéficient dans la nouvelle répartition de la même quantité que dans la précédente. Ceux qui désirent pouvoir recevoir une quantité plus importante que précédemment s'adressent, soit directement, soit la plupart du temps par l'intermédiaire d'un groupement économique, à la Direction des affaires économiques de la Commission de Gouvernement. Celle-ci tient des séances avec les représentants des intéressés et, s'il est nécessaire, les départage. Ceci arrive si le total des quantités demandées d'une marchandise déterminée est supérieur à la quantité allouée par l'Arrangement. Dans ce cas, pour opérer la répartition, la Direction des affaires économiques se base surtout sur l'utilisation qui a été faite au cours du dernier semestre, utilisation qu'elle peut suivre au moyen des papillons prévus à l'article 16 du protocole de l'Arrangement, indiquant le titulaire du contingent, le numéro du certificat de contingentement, l'espèce de

marchandise et la quantité et qui accompagnent les marchandises contingentées. Ces papillons sont vérifiés au passage des marchandises par le Service des Douanes, rassemblés par lui et remis à la Commission de Gouvernement (pour les marchandises importées) ou au Délégué dans le Territoire de la Sarre du Ministère de l'Economie du Reich (pour les marchandises exportées) qui communique les résultats du dépouillement à la Commission de Gouvernement. Celle-ci peut ainsi, dans tous les cas, suivre l'utilisation qui a été faite des contingents.

La répartition faite par la Commission de Gouvernement peut être soumise à un appel. Un Comité de trois membres, formé du Président du tribunal régional de Sarrebruck, président, et de deux juges étrangers, et qui se réunit tous les six mois, statue sur les réclamations qui lui sont soumises. Elles sont d'ailleurs très peu nombreuses, les contingents étant largement calculés et permettant de donner satisfaction à tous (1).

En principe, la répartition effectuée est immuable. On ne retirera pas au cours du semestre une quantité allouée à un commerçant pour la donner à un autre. Mais, pour donner une certaine élasticité au système, la répartition semestrielle d'une marchandise donnée

(1) La meilleure preuve en est que sur la majorité des positions, les quantités importées sont bien loin d'être égales aux quantités permises. La seule position qui arrive à être presque complètement épuisée, et pour laquelle l'établissement d'une répartition équitable nécessite des enquêtes et une statistique précise des achats est celle des jouets.

n'englobe généralement pas la totalité du contingent. Un cinquième par exemple de cette marchandise sera porté « non réparti ». A l'expiration du quatrième mois de la période, s'il existe ainsi une quantité qui n'avait pas encore été allouée et si le besoin s'en fait sentir, si par exemple un commerçant a déjà fait venir toute la quantité à laquelle il avait droit, la Commission de Gouvernement procédera à une répartition du solde non alloué du contingent. Cette répartition du solde ne peut donner lieu à appel. Inversement, si la quantité de marchandises importées au cours d'une période a dépassé la quantité contingentée, la quantité qui aurait pu être importée pendant la période suivante sera diminuée de l'excédent (1).

Les quantités non employées au cours du premier semestre sont reportables sur le deuxième, mais les contingents annuels ne sont pas reportables.

Pour les marchandises de la liste C1, il ne devrait pas y avoir de répartition, on peut même dire qu'il ne devrait pas y avoir de contingentement, puisqu'elles doivent satisfaire à un but déterminé vérifié par une enquête du contrôle technique des Douanes, (entrer dans un ensemble de machines allemandes préexistantes) et elles devraient entrer au fur et à mesure des besoins. En réalité, le Service des Douanes établit une sorte de répartition provisoire de contingents qui n'a pas de valeur officielle, mais sert de guide pour

(1) C'est ainsi qu'à la suite d'une fraude (falsification de certificats) d'un négociant sarrois en confections au cours du 1^{er} semestre 1934, l'entrée en Sarre des confections allemandes a été arrêtée.

veiller à ce qu'une entreprise n'exagère pas ses importations de machines au détriment des autres.

Pour pouvoir exercer un contrôle, les marchandises contingentées expédiées de Sarre en Allemagne devront être accompagnées d'un certificat de contingentement délivré par le Délégué dans le Territoire de la Sarre du Ministère de l'Economie du Reich. Inversement, les marchandises contingentées importées d'Allemagne en Sarre font l'objet d'un certificat de contingentement établi par le Directeur des Douanes de Sarrebruck sur le vu de la répartition effectuée par la Commission de Gouvernement. Sur ce certificat, les bureaux des douanes inscrivent la quantité à chaque passage des marchandises importées.

Il est interdit d'importer les marchandises allemandes contingentées bénéficiant du régime spécial de l'Arrangement par une frontière autre que la frontière sarro-allemande.

Le commerçant qui reçoit un certificat de contingentement, établi par la Direction des Douanes (mais qui lui est délivré par le service des affaires économiques de la Commission de Gouvernement) signe une déclaration sous serment qu'il ne renverra pas ces marchandises en France. Les marchandises doivent être consommées exclusivement en Sarre. En réalité, il y a eu excessivement peu d'infractions relevées et elles ont été sévèrement punies. Il est inévitable qu'une fois mises dans le commerce, certaines marchandises arrivent à passer en France, mais une véritable vente en gros est impossible (nous reviendrons plus loin sur ce sujet).



Une remarque complémentaire est à faire au sujet des marchandises contingentées.

On peut dire que les importateurs qui reçoivent ces marchandises sont privilégiés par rapport à ceux qui n'ont pas de part dans la répartition. En outre, les démarches à faire pour l'obtention des licences nécessaires donnent une occasion commode de trouver des ressources fiscales. Aussi la France a-t-elle établi une taxe sur les importations de produits contingentés, appelée également taxe de licence. Cette taxe n'est pas un droit de douane, mais un impôt. Par suite, quoique perçue en même temps que le droit de douane, elle n'est pas applicable à la Sarre qui, par ailleurs, n'en a pas établi d'équivalente. Donc quand une marchandise contingentée de provenance étrangère arrive à une frontière douanière française, elle paye le droit de douane et la taxe de licence si elle est destinée à la France, elle ne paye que le droit de douane si elle est destinée à la Sarre. La différence résultant de cette distinction peut parfois être sensible, ainsi que le montrent les deux exemples suivants que nous avons pris au tarif des Douanes en vigueur au mois d'avril 1934. Le bois commun paye un droit de douane de 5 francs par 100 kilogs bruts auquel s'ajoute pour la France une taxe de licence de 3 francs. Les œufs payent par 100 kilogs bruts 24 francs de droits de douane, tandis que la taxe de licence est de 150 francs. Dans ce dernier exemple, la taxe de licence est six fois plus élevée que le droit de douane lui-même,

En résumé, au point de vue des contingentements, le commerce sarrois est dans une situation privilégiée par rapport au commerce français puisque, outre la quote-part qu'il pourra recevoir des divers pays, il a une part de faveur pour le bétail et les meubles et, en outre, les contingents venant d'Allemagne qui lui sont alloués en surplus par l'Arrangement franco-allemand de février 1928 et qu'enfin il n'a pas à acquitter la taxe de licence.

IV. — LE RÉGIME DES MARCHANDISES PROHIBÉES OU SOUMISES A UN IMPOT EN SARRE OU EN FRANCE

Nous avons vu que la ligne douanière entre la Sarre et la France qui aurait dû être supprimée le 10 janvier 1925 ne l'avait été que le 1^{er} octobre de la même année, après qu'une loi du 19 juillet 1925 eut ratifié les conventions signées le 25 janvier 1925 entre le Gouvernement français et la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre pour empêcher les fraudes en matière de tabacs et d'impôts de consommation. La mise en vigueur des conventions fut fixée au 1^{er} octobre 1925 par Décret du 2 septembre 1925 et une circulaire du 29 septembre 1925 (N° 362) de la Direction générale des Douanes, commentant les conventions, indiqua l'organisation de détail.

a) Prohibitions d'exportation.

Les prohibitions d'exportation sont en principe applicables à la frontière sarro-allemande dans les mêmes conditions qu'à la sortie de France.

Indépendamment des prohibitions à la sortie existant

en vertu des lois douanières françaises, d'autres restrictions d'exportation pourraient être édictées pour les produits de provenance sarroise par la Commission de Gouvernement.

Le service des Douanes concourt, le cas échéant, à l'application de ces restrictions.

b) Prohibitions d'importation.

A la frontière sarro-allemande, les prohibitions édictées par les lois douanières françaises sont applicables, sauf celles qui ont un caractère spécialement fiscal : cartes à jouer, tabac, allumettes, poudres, alcools, ouvrages en métaux précieux hors titre.

Pour ces marchandises, qui ne peuvent figurer au tarif des douanes françaises, puisqu'elles sont prohibées, des tarifs de douane ont été établis pour le cas où elles entrent en Sarre. Par exemple, les cartes à jouer sont admises au droit de la bimbeloterie, les cartouches de chasse pleines au droit des cartouches de chasse vides, etc... Les tabacs importés pour la consommation en Sarre sont admis en franchise des droits de douane dans la limite d'un contingent basé sur la consommation moyenne des années 1922 et 1923 (3 kilogrammes de produits fabriqués par tête d'habitant).

De même, les marchandises dont l'importation est prohibée par suite de lois ou décrets français n'ayant pas un caractère douanier (tels que les décrets relatifs à la police sanitaire des viandes et du bétail ou aux mesures préventives contre les insectes ou parasites nuisibles) échappent à la prohibition et sont admises,

sauf, naturellement, si la Commission de Gouvernement de la Sarre a, de son côté, ordonné la même prohibition.

Naturellement, les marchandises qui sont prohibées en France et permises en Sarre, et dont la circulaire donne la liste complète ne peuvent être introduites en France. Si la frontière douanière n'existe pas, la frontière politique doit être respectée. Certaines de ces marchandises (alcool, saccharine) peuvent être introduites en vertu d'autorisations exceptionnelles d'importation donnant lieu à perception d'impôt. Quant au tabac et aux allumettes, ils peuvent franchir la frontière, quand ils sont expédiés à la Régie française.

c) Marchandises soumises à des taxes spéciales:

Le principe est que la Sarre et la France formant deux territoires bien distincts, soumis l'un et l'autre à la réglementation fiscale qui lui est propre, les taxes afférentes au pays où doit avoir lieu la consommation sont seules perçues. Un certain nombre de ces taxes, par exemple celles applicables aux denrées coloniales (Ordonnance du 5 juillet 1932) sont d'ailleurs les mêmes en Sarre qu'en France.

Pour les marchandises à destination de la Sarre et soumises en Sarre à ces taxes (bière, alcool, acide acétique, vanilline et denrées coloniales, essences, pétrole, eaux minérales, sels, cartes à jouer, tabac, vins, sucres, allumettes) qui arrivent de l'étranger, soit d'Allemagne à la frontière germano-sarroise, soit d'un autre pays à la frontière française, l'Administration des Douanes françaises doit s'abstenir de percevoir les taxes. C'est

à l'Administration sarroise qu'il appartiendra de percevoir les taxes intérieures instituées en Sarre. Afin d'ailleurs de lui permettre d'intervenir en temps voulu, le service français ne devra donner mainlevée des marchandises passibles en Sarre de taxes que sur présentation d'un titre de mouvement délivré par l'Administration sarroise compétente.

Par contre, les produits soumis en France à des taxes intérieures et qui sont importés par la frontière germano-sarroise pour la consommation en France sont traités comme s'ils étaient importés directement en France. La taxe est perçue par le Service des Douanes et versée au budget français.

Pour les marchandises venant de France, c'est le régime de l'exportation qui est appliqué. Comme il n'y a pas de service des Douanes pour constater la sortie, les titres de mouvement qui consisteront toujours en acquits-à-caution accompagneront les produits jusqu'au lieu de leur destination définitive. Les titres de mouvement créés en France seront remis par les destinataires au Service sarrois des contributions indirectes qui les déchargera.

Pour les marchandises venant de Sarre à destination de la France et soumises en France à des taxes, elles sont soumises à un régime analogue. Le Service sarrois des contributions indirectes établit un acquit-à-caution qui sera déchargé par les services français de la Régie après paiement des droits exigibles.

Il peut arriver qu'une marchandise, soumise à une taxe aussi bien en Sarre qu'en France soit primitive-

ment destinée à être consommée dans l'un d'eux, puis qu'elle soit ensuite prise sur le marché intérieur et réexpédiée dans l'autre. Dans ce cas, la marchandise aura dû payer les deux taxes.

La vérification des mouvements entre la France et la Sarre des marchandises prohibées ou soumises à des taxes incombe aux services des contributions indirectes des deux pays, et aux agents divers de la force publique.

*
**

Il faut mentionner que, par l'article 1^{er} de la deuxième convention du 15 janvier 1925, chaque Gouvernement s'engage à empêcher autant que possible les transgressions aux dispositions légales de l'autre partie concernant l'importation, la circulation et l'imposition des marchandises soumises à des taxes intérieures et à fournir tous renseignements nécessaires à la découverte des contraventions. Les jugements rendus en matière fiscale en France ou dans le Territoire de la Sarre pourroient être exécutés dans l'un ou l'autre pays suivant les formes prévues par leur législation.

Nous voyons donc un Gouvernement se faire l'auxiliaire d'un autre pour la recherche et la punition de fraudes qui ne l'atteignent pas lui-même. Ses propres lois sont respectées, mais il agit pour empêcher les infractions aux lois de l'Etat voisin. Cette alliance était nécessaire pour que la Sarre puisse profiter des bénéfices de l'union douanière avec la France, tout en obtenant un minimum de fraudes au détriment du fisc de l'un ou l'autre pays. (La fraude a lieu surtout au détri-

ment du fisc français, les taxes intérieures sarroises étant en général inférieures aux taxes intérieures françaises.)

V. — LE RÉGIME FRONTALIER

L'accord douanier sarrois du 23 février 1928 a un article X ainsi conçu : « Les dispositions des articles ci-dessus s'entendent sans préjudice des facilités plus grandes que les hautes parties contractantes ont instituées pour le trafic frontalier et la réglementation de la circulation des ouvriers à la frontière sarro-allemande, par les protocoles des 14 septembre et 13 novembre 1926 ou qu'elles pourraient instituer par des conventions ultérieures. »

*
**

Actuellement, la règle générale du trafic frontalier entre la France et l'Allemagne est donnée par la convention frontalière franco-allemande du 25 avril 1929. Cette convention fixe de part et d'autre de la frontière une zone frontalière. Les habitants de chacune des deux zones, munis d'une carte spéciale, dite carte frontalière, accordée aux propriétaires, locataires ou usagers de biens-fonds habitant l'une des zones et exploitant un bien-fonds dans l'autre, aux travailleurs, et à certaines personnes (médecins, pompiers, ecclésiastiques, etc...), pouvant être appelés dans l'autre zone, peuvent circuler librement. Une franchise totale, même du droit de statistique, est accordée aux produits agricoles ou forestiers, récoltés ou recueillis sur les biens-fonds, au matériel d'exploitation, au bétail allant au pacage ou

en revenant, aux produits de la chasse ou de la pêche (sous réserve de l'observation des règlements des deux pays les concernant), aux produits bruts des carrières et sablières, aux denrées nécessaires pour l'alimentation journalière des habitants d'une zone travaillant dans l'autre. Des facilités sont accordées pour l'admission temporaire en franchise des véhicules de toutes catégories, des attelages, des instruments et des outils.

Les produits d'une zone frontalière apportés, en vue de la vente, sur les marchés de l'autre zone ne seront soumis aux droits et taxes de douane que pour les quantités restées définitivement dans cette dernière zone. Les produits invendus doivent être réexportés et les opérations régularisées dans les vingt-quatre heures qui suivent la clôture du marché.

*
**

Pour la Sarre, des règles spéciales sont prévues par les protocoles précités du 14 septembre 1926 et du 13 novembre 1926, entrés en vigueur au 1^{er} juin 1928.

Ces protocoles donnent aux habitants du Territoire de la Sarre demeurant à proximité de la frontière allemande des facilités encore plus grandes que celles prévues par la convention frontalière franco-allemande. Tout d'abord la zone d'application est plus étendue. Alors que dans le cas général elle est d'environ 5 kilomètres, elle atteint 10 kilomètres en Sarre. Tous les habitants d'une zone frontalière ont le droit, pour quelque motif que ce soit, de se rendre dans l'autre, sans carte frontalière spéciale, sur simple présentation de la carte d'identité. En dehors des produits auxquels la

franchise totale frontalière est accordée par l'accord franco-allemand, l'accord relatif à la Sarre prévoit l'entrée en franchise pour la zone frontière, des semences, plants habituellement employés dans la région, engrais naturels et engrais chimiques (chaux, scories Thomas, superphosphates, engrais nitrés). Les habitants de certaines communes désignées peuvent se procurer dans la zone frontalière opposée, en franchise de douane et de toute taxe, et nonobstant toute prohibition d'entrée ou de sortie, des matériaux de construction ordinaires (briques, pierres de taille, tuyaux et carreaux céramiques, ardoises, tuiles, fers de construction) sous condition que ces matériaux soient employés dans des constructions ordinaires et non pas pour des constructions de luxe ou à caractère industriel, et que les personnes désirant faire usage de cette faveur produisent un certificat justificatif de l'autorité administrative. Les habitants de certaines communes peuvent également prendre part aux adjudications de bois des communes sises de l'autre côté de la frontière et introduire en franchise le bois en provenant jusqu'à concurrence de 7 mètres cubes de bois commun et de 10 stères de bois de chauffage par an.

Non seulement, comme dans le régime général, les habitants d'une zone allant travailler dans l'autre peuvent emporter leur nourriture journalière, mais les habitants de certaines communes désignées peuvent prendre dans la zone opposée des vivres et du savon dans des limites fixées (1 kilog de beurre, 2 kilogs de viande, 3 kilogs de pain, 500 grammes de

pâtes alimentaires deux fois par semaine, 10 kilogs de pommes de terre, 500 grammes de café, 1 kilog de sucre, 500 grammes de savon une fois par semaine pour chaque habitant ayant un ménage propre). Les habitants de ces mêmes communes peuvent également entrer en franchise dans la zone opposée, par an, un habillement complet pour chaque membre du ménage (y compris les chaussures, bas, linge de corps) et, à un jour déterminé par mois, 4 kilogs d'articles de ménage.

La franchise est également accordée au trousseau personnel qu'un nouvel époux venant d'une zone apporte dans l'autre, ainsi qu'aux biens provenant d'héritage et en cas de déménagement.

Pour éviter les abus de ce traitement de faveur, les autorités douanières doivent exercer une surveillance. Elles pourraient même limiter ou suspendre temporairement l'une ou l'autre des facilités pour certains habitants, certaines communes ou certains secteurs si elles constataient « des abus de quelque importance ».

L'accord prévoit en outre le maintien de droits ou d'usages particuliers au profit de certaines personnes ou de certaines communes.

*
*
*

Entre la France et le Territoire de la Sarre, les seules facilités pour les habitants de la zone frontière ont trait à la circulation. Les habitants visés peuvent obtenir une carte de frontière tenant lieu de passeport. Il n'y avait pas lieu d'instituer, comme entre la Sarre et l'Allemagne, un régime de faveur spécial puisque,

s'il y a frontière politique, il n'y a pas de frontière douanière et que la circulation des marchandises entre les deux pays est libre.

*
**

L'exposé du régime frontalier sarrois que nous venons de faire montre, en le comparant au régime frontalier général franco-allemand, que les habitants de la Sarre jouissent de faveurs exceptionnelles. La remarque préliminaire à la Section III du Protocole en donne le motif : « La Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre, le Gouvernement allemand et le Gouvernement français ont été amenés à la conviction que la situation très particulière, tant au point de vue juridique qu'au point de vue matériel, existant à la frontière sarro-allemande, en particulier l'état économique et social de la population frontière, fait apparaître comme nécessaire une bienveillance particulière envers ses vœux et pétitions. Ils ont, en conséquence, accordé à cette population dans les articles qui suivent, une série de faveurs et de facilités particulières dans le cadre des dispositions générales. »

Sur le point de détail du trafic des zones frontières, comme sur le point plus important du commerce sarro-allemand, la France, forte des stipulations du Traité de Versailles, aurait pu appliquer purement et simplement le régime des conventions franco-allemandes. Si elle a accordé un régime de faveur à la Sarre c'est uniquement, et à l'encontre souvent de son propre avantage, dans l'intérêt de la prospérité de ce pays.

§ 5. — Les inconvénients de la suppression
de la ligne douanière entre la Sarre et la France

La Sarre est soumise au régime douanier français, mais non pas au régime politique. Par suite, les marchandises de monopole et les taxes intérieures peuvent être, et sont, en effet, différentes. L'absence du cordon douanier facilite donc la fraude qui consiste à faire passer une marchandise d'un des pays où elle est soumise à une taxe faible dans l'autre où la taxe est plus forte. C'est ainsi qu'il existe une contrebande assez active pour l'introduction en France du tabac qui n'est pas marchandise de monopole en Sarre, mais seulement soumis à des droits intérieurs (1). Il y a bien des contrôles par les agents des contributions indirectes, mais ces contrôles sont forcément moins efficaces que ceux qui résulteraient du passage à une barrière douanière. Tout dernièrement, une brigade spéciale de douane a été créée pour surveiller cette contrebande sur le territoire français. (Il n'y a qu'une surveillance de contrebande, et non pas installation d'une barrière douanière).

Une autre fraude est possible, portant sur les marchandises des listes A, A1, C1, C2 provenant d'Allemagne qui, nous l'avons vu, si elles sont destinées à être utilisées en Sarre, entrent soit en franchise, soit en payant un droit inférieur à celui qu'elles payent

(1) Un paquet de cigarettes de 4 fr. 60 en France coûte 3 fr. 40 en Sarre.

à l'entrée en France. La ligne douanière entre la France et la Sarre n'existant pas, il est possible que ces marchandises soient réexpédiées en France. Elles auront payé moins de droits de douane qu'elles n'auraient dû et les droits perçus l'ont été au profit du fisc sarrois, alors qu'ils auraient dû l'être au profit du fisc français. De même les marchandises faisant partie du contingent spécial alloué à la Sarre pourraient être réexpédiées sur la France. (Nous avons vu dans le paragraphe consacré aux marchandises contingentées que le négociant sarrois les recevant signait une déclaration sous serment de ne pas faire de réexpédition en France).

Cette fraude ne peut toutefois prendre une ampleur considérable, la Sarre ayant besoin de ces marchandises pour la consommation locale. En outre, si, en Sarre, pour ménager les populations, les douanes n'exercent pas, comme aux autres frontières, la police du rayon, un contrôle est toutefois exercé par certains agents, permettant de suivre la marchandise de la frontière jusqu'à sa destination et de voir si elle est bien employée en Sarre. On a pu parfois constater des irrégularités quand les marchandises étant arrivées en wagon, le commerçant sarrois fait une réexpédition du wagon entier sur la France. Mais si les marchandises sont mises sur le marché et qu'elles rentrent ensuite en France, l'absence de frontière douanière rend la fraude à peu près impossible à découvrir.

Il est exagéré de dire que la Sarre forme une trouée permettant aux marchandises allemandes d'entrer

librement en France. Il n'en reste pas moins vrai que, étant donné le régime de faveur concédé à la Sarre, des fraudes peuvent se produire et se produisent certainement, privant le budget français de recettes de douane ou de contributions indirectes.

La France a accepté ces inconvénients, résultant du fait que l'union douanière n'est pas pure et simple, dans l'intérêt de la Sarre qui, jouissant dans ses rapports avec l'Allemagne d'exonérations ou de diminutions des droits de douane, de contingents spéciaux, d'un régime frontalier exceptionnel, profitant par ailleurs de l'union douanière avec la France, est dans une situation réellement unique et privilégiée au point de vue du commerce international.

CHAPITRE VI

LA POPULATION

Les facteurs humains sont avec les facteurs physiques les agents essentiels de l'activité économique. « Seule, la population en utilisant plus ou moins heureusement les forces de la nature peut produire ce qu'elle consomme, en consommant ce qu'elle produit » (1). Le chiffre de la population, ses variations, sa puissance de production et de consommation, ses aptitudes économiques, sa psychologie interviennent à côté des facteurs naturels. Tout ce qui, dans les résultats de l'activité économique, ne s'explique pas par l'action des facteurs physiques et techniques s'explique par l'action du facteur humain. Nous arrivons maintenant, dans l'étude de l'économie sarroise, aux facteurs humains qui présentent des particularités d'un très grand intérêt.

(1) BROCARD (L.), *Les conditions générales de l'activité économique*, page 393.

§ 1. — Les facteurs ethniques et historiques

En raison de la situation géographique de la Sarre entre la France et l'Allemagne, la question des origines ethniques de la population sarroise a depuis longtemps attiré l'attention. Un grand nombre d'auteurs allemands, mais non pas tous, attribuent à la population sarroise des origines germaniques, exclusives de tout élément celtique (1).

Nous croyons que le Territoire actuel de la Sarre, qui n'a jamais eu dans le passé d'unité politique, a toujours été une contrée de transition où se sont mêlées de façon inextricable les hérédités germaniques et celtiques sans parler d'autres plus anciennes encore (2). Au sixième siècle avant l'ère chrétienne, les habitants étaient très vraisemblablement des peuplades de race celtique (3) les mêmes que l'on trouve dans l'Est de la France actuelle et dans la région rhénane.

César conquiert la région avec toute la rive gauche du Rhin en l'an 50 avant Jésus-Christ, et elle appar-

(1) Dans une conférence faite à Sarrebruck, le D^r WAHLE, professeur à l'Université d'Heidelberg, en donnait comme preuve qu'on a retrouvé des armes dans des tombeaux, ce qui serait une coutume spécifiquement germanique.

(2) Au temps de l'âge de pierre et de l'âge de bronze, la Sarre était habitée.

(3) MARTIN (W.), *Land und Leute an der Saar*, page 77; et COURSIER (H.), *Statut international de la Sarre*, page 8. MARTIN, dans l'ouvrage cité ajoute que ces Celtes étaient de race germanique et occupaient toute la Gaule. Le D^r WAHLE, au contraire, sépare les Germains des Celtes et prétend que ceux-ci n'ont pas été en Sarre,

tint à la province de la Gaule belge. Des marchands et des colons romains s'y établirent, la civilisation romaine y pénétra, mais il est vraisemblable que le nombre de Latins immigrés dans ce pays au climat rude et au sol ingrat fut assez faible; en tout cas, ils restèrent éparpillés, et il ne se fonda aucune ville romaine, alors que Trèves, située plus au Nord, mais dans une contrée plus riche et plus ensoleillée, ainsi qu'en témoignent ses vignes, faisait figure de capitale.

Au v^e siècle cessa la domination romaine et les Francs, vainqueurs des Alamans, vinrent se mêler à l'ancienne population. Le Territoire fit partie du royaume des Francs mérovingiens puis de l'Empire carolingien (1).

Un détail montrera qu'à l'époque le Territoire était bien rattaché d'une façon non équivoque à la France. En 777, les villages de Kochlingen, Blittersdorf et Auermacher, près de la frontière actuelle sarro-lorraine sont mentionnés comme appartenant à l'abbaye de Saint-Denis, sous la juridiction de l'abbé Fulrad et ce n'est qu'en 1223 qu'ils passèrent sous la juridiction de l'abbaye de Wadgassen.

*
**

Dans le partage de l'Empire de Charlemagne en 843, la région de la Sarre échut à Lothaire dont le

(1) Les auteurs allemands considèrent Clovis et Charlemagne comme des Germains.

royaume s'étendait de la mer du Nord à l'Italie et s'appelait la Lotharingie.

C'est en 870 que par le traité de Mersen, Louis le Germanique devint maître du pays.

Si nous nous arrêtons un instant à cette date, nous voyons que la population, à densité beaucoup plus faible que dans la région rhénane, en raison de la pauvreté du sol, représentait un mélange des anciennes peuplades celtes, romaines et franques qui avaient fait successivement partie de l'empire romain, du royaume franc et de l'empire carolingien.

Le traité de Mersen est considéré par les auteurs allemands comme de la plus haute importance pour l'histoire de la Sarre, rattachée par lui au Saint empire romain-germanique. Mais il ne s'agissait que d'une souveraineté purement théorique. La véritable souveraineté était exercée par les seigneurs locaux. C'est ainsi qu'au x^e siècle apparaissent les comtes de Sarrebruck, qui dépendaient des évêques de Metz et des ducs de Lorraine. (1) Les frontières étaient d'ailleurs incertaines et assez difficiles à déterminer, les enclaves nombreuses, les relations de vassal à suzerain compliquées.

Au commencement du xiii^e siècle, la région de Sarrebruck faisait partie du Comté de Sarrebruck-Commercy et le comte Jean II de Sarrebruck-Commercy combattit pour la France pendant la guerre de Cent

(1) MARTIN (W.), *op. cit.*, p. 80, donne une carte du duché de Lorraine — avec Metz, Toul, Epinal, Lunéville — englobant le Territoire de la Sarre.

Ans et devint ün des plus hauts fonctionnaires du royaume. La population se mélangea d'éléments lorrains, comme en témoignent les documents de l'époque, écrits tantôt en latin, tantôt en allemand, tantôt en français.

C'est à la fin du xv^e siècle que le comté de Sarrebruck échut en héritage à l'une des branches de la grande famille allemande de Nassau et prit le nom de Comté de Sarrebruck-Nassau.

A la suite de la réunion à la France des trois évêchés, Metz, Toul et Verdun, en vertu des accords de Chambord, la France fit valoir ses droits sur les dépendances et une partie du Territoire actuel fit partie intégrante du royaume de France. Louis XIV fonda la ville de Sarrelouis (qui garda son nom pendant très longtemps jusqu'au jour où les Allemands l'appelèrent Saarlouis, n'osant pas aller jusqu'à l'appeler Saarludwig). Le traité de Ryswick, en 1697, ne laissait à la France que Sarrelouis et la contrée environnante. Mais si le Comté de Sarrebruck restait autonome, en fait de nombreux liens le rattachaient à la France et les comtes, puis princes de Sarrebruck vinrent souvent à la cour de Versailles où ils occupèrent parfois certaines dignités tandis que d'autres prenant du service, combattaient, tel le prince Guillaume-Henri, dans les rangs français. Depuis le traité de Ryswick, de nombreuses conventions (1) de la France avec l'Empire ou avec les divers princes (ce

(1) Dont on trouvera le détail dans le *Bassin de la Sarre*, par VIDAL DE LA BLACHE (P.) et GALLOIS (L.), pages 24 et suivantes.

qui d'ailleurs témoigne de leur indépendance vis-à-vis de l'Empire) donnèrent lieu à des échanges de diverses enclaves et à des rectifications de frontières.

A la veille de la Révolution, nous trouvons donc sur le Territoire actuel une population dépendant en partie du roi de France, en partie de seigneurs locaux, prince de Sarrebruck, duc de Deux-Ponts, comte de la Leyen, et formée des descendants des vieux éléments celtes et francs mélangés avec des rhénans, des lorrains et des français de l'intérieur. Dans la première partie, nous avons eu d'ailleurs occasion de voir à diverses reprises des fondateurs d'industries français et spécialement lorrains. L'apport français est nettement manifesté par des noms de famille qui subsistent encore aujourd'hui, tels que Duchêne, Beaumont, Paquet, Levacher, Villeroy, Brunet, Fontaine et bien d'autres (1) parmi lesquels nous ne devons pas oublier celui de Ney, rendu célèbre par le prince de la Moskowa.

*
**

La Révolution balaya les derniers vestiges de la féodalité sarroise, la population accueillit avec enthousiasme les idées nouvelles de liberté et, sous l'Empire, la Sarre fut absorbée dans les départements nouveaux de la Sarre et du Mont-Tonnerre. Nous citerons à ce propos quelques lignes d'un auteur allemand (2) : « L'occupation provisoire de la

(1) Cf Travaux du Comité d'Etudes: *Le Bassin houiller de la Sarre*, page 19.

(2) LAUER (W.), *op. cit.*, page 2.

Sarre par les Français de 1793 à 1814 n'a pas été un obstacle au développement industriel du pays, au contraire elle a exercé une influence favorable, ce qui ressort nettement de l'augmentation de la population pendant ce temps. »

Après la chute de Napoléon I^{er}, alors que les armées coalisées victorieuses occupaient la France, le premier traité de Paris, du 30 mai 1814, laissait en territoire français les régions de Sarrelouis et de Sarrebruck. C'était bien une preuve de la légitimité des droits de la France sur ces régions, sinon les alliés, qui disposaient de la force, n'auraient pas manqué de les reprendre. Le deuxième traité de Paris, en 1815, n'avait pas, comme le premier, la prétention d'être une œuvre de justice; ce fut plutôt une sanction contre la rébellion aux ordres de l'Europe de Napoléon I^{er}, qui avait quitté l'île d'Elbe pour remonter sur le trône. Par ce traité, la Prusse, qui n'avait aucun titre juridique sur la région, se fit attribuer Sarrelouis et Sarrebruck, pendant que la Bavière recevait la région de Saint-Ingbert. Depuis lors, le pays, dont nous avons vu les relations alternées avec l'Allemagne et avec la France (surtout avec la Lorraine) fut, jusqu'en 1920, prussien pour la plus grande partie, et bavarois pour le reste.

*
**

Pendant ce siècle deux facteurs ont agi pour modifier le caractère primitif de la population et aux anciens éléments joindre des éléments nouveaux, de caractère plus spécifiquement allemand.

Lors du développement de l'industrie minière à la suite de la création des chemins de fer, la population locale ne suffit plus à assurer la main d'œuvre nécessaire (1). On dut faire appel à des ouvriers d'autres régions. Au début, on les recruta parmi les mineurs des mines métalliques du Harz et du Mansfeld en les alléchant par de nombreuses promesses, puis on prit des ouvriers agricoles de l'Hinterland de la Sarre, le Hochwald au Nord, le Palatinat bavarois à l'Est. Il vint encore des ouvriers de pays plus éloignés, par exemple des ouvriers de Bohême, en 1866, et des ouvriers de Prusse en 1871. Ces nouveaux venus se fondirent assez facilement dans la population ouvrière préexistante, en y apportant un nouvel élément germanique.

Un deuxième facteur a fait sentir son influence dans le même sens avec une force plus grande encore. La Sarre était une province prussienne. Les Sarrois autochtones, augmentés des éléments dont nous venons de parler, formaient la masse de la population, essentiellement ouvrière. La Prusse considéra la Sarre comme une colonie (2) à laquelle il fallait fournir les cadres. Les fonctionnaires, les ingénieurs et employés supérieurs des mines fiscales, les officiers étaient prussiens. Et comme nombreux furent ceux qui restèrent dans le pays, dont les familles s'y établirent, comme par ailleurs leurs enfants ou

(1) Nous voyons un exemple de l'influence du développement industriel sur le développement de la population.

(2) « Saarabien », lit-on dans les journaux ouvriers parlant de la période avant la guerre.

ceux de la bourgeoisie sarroise devaient aller faire leurs études dans les universités allemandes, les classes dirigeantes furent au cours des années, fortement prussianisées.

Mentionnons également que l'annexion à l'Allemagne d'une partie de la Lorraine à la suite du traité de Francfort a favorisé le mélange des populations sarroises et lorraines, commencé avant 1815.

L'immigration en Sarre de quelques ouvriers ou commerçants étrangers (italiens et espagnols) est sans aucune importance. Depuis 1919, la présence des intérêts français dans les mines et les usines a eu pour conséquence la venue d'un personnel de quelques milliers de français (employés et leurs familles).

*
**

De tout cela il résulte que la population sarroise n'est pas uniformément d'origine germanique. Il s'y trouve des éléments français (1) et spécialement lor-

(1) La persistance des sentiments français dans la région de Sarrelouis se manifesta notamment dans une brochure imprimée à Sarrelouis en 1880, à l'occasion du deux centième anniversaire de la fondation de cette ville, dont des extraits sont cités dans les Travaux du Comité d'Études et qui se termine par ces mots :

« Pour nous, nous acceptons les arrêts du destin et nous nous inclinons devant la fatalité. Mais Français nous sommes et Français nous resterons, attendant avec confiance le jour tant désiré où les couleurs de la Patrie flotteront sur Sarre-Louis, le jour béni où nous serons rendus à notre mère chérie, la France ! » D'autres exemples étaient cités dans le mémoire présenté par la Délégation française lors de la discussion du Traité de Paix. (TARDIEU (A.), *op. cit.*, page 280.)

ains. Mais l'immigration depuis 1850 d'ouvriers allemands et, surtout, l'immigration depuis 1815 de fonctionnaires prussiens ont imposé à l'ensemble de la population une empreinte germanique qui n'existait pas autrefois.

§ 2. — La langue et la religion

La langue officielle est la langue allemande. La Commission de Gouvernement ne pourrait pas d'ailleurs changer ce point; car le paragraphe 28 de l'Annexe au Traité de Paix prévoit d'une façon nette que les habitants conserveront leurs assemblées locales, leurs libertés religieuses, leurs écoles, leur langue.

Le peuple parle un dialecte, qui est une altération de l'allemand (1). On pourrait, paraît-il (2), distinguer trois sortes de dialectes dont les zones correspondraient à des territoires ayant respectivement dépendu de l'évêché de Trèves, du comté de Nassau-Sarrebruck et du duché de Lorraine. Les familles d'immigrés d'origine française ont, en général, perdu l'habitude de cette langue au milieu de la population de langue allemande. L'usage de la langue française a pourtant laissé des traces (3) et nous en avons donné des exemples à propos de l'industrie de la verrerie.

(1) Par exemple : Saarbrügge = Saarbrücken.

(2) MARTIN (W.), *op. cit.*, page 88, auquel nous nous référons, ne pouvant juger de nous-même.

(3) MARTIN le reconnaît.

La religion tient une place importante dans la vie de la population sarroise, qui n'est pas simplement religieuse pour la forme, mais pratiquante et attachée à ses croyances. Il faut d'ailleurs remarquer que la religion a une place légale. Les ministres du culte sont rétribués par l'Etat, l'impôt cultuel (que nous avons eu occasion de signaler) est perçu par le fisc pour le compte des communes ecclésiastiques, les actes de naissance, les fiches de police, les feuilles de recensement, les bulletins d'embauchage ou d'hôpital doivent porter l'indication de la religion.

Nous pouvons, par suite, d'après les statistiques officielles indiquer la répartition de la population par religion, sur la base du recensement de 1927.

Catholiques	558.857	ou	72,58 %
Protestants	201.354	ou	26,15 %
Sectes chrétiennes diverses	1.269	ou	0,16 %
Israélites	4.038	ou	0,59 %
Divers ou sans religion.....	4.512	ou	0,52 %
Total.....	770.030		100 %

La plus grande partie de la population (près des 3/4) est donc formée de catholiques. Ceux-ci se trouvent surtout parmi les Sarrois de vieille souche, les descendants de la population moyenâgeuse. Comme le Territoire actuel dépendait alors de l'évêché de Metz et du duché de Lorraine, terre essentiellement catholique, la presque unanimité du pays professait

cette religion. Ce sont les immigrés prussiens, depuis le rattachement de la Sarre à la Prusse, en 1815, qui ont fourni la plus grande partie de l'élément protestant. Avant la guerre, la majorité des fonctionnaires et surtout des hauts fonctionnaires était prussienne et protestante. Nous en trouvons la confirmation dans le fait suivant : La proportion de protestants dans la ville de Sarrebruck est de 43,01 %, très supérieure, par conséquent, à la moyenne du pays. C'est, en effet, dans Sarrebruck que se sont fixés les anciens fonctionnaires ou les familles d'anciens fonctionnaires prussiens. De même près de la moitié des israélites, que l'on trouve presque exclusivement parmi les commerçants, sont également fixés à Sarrebruck (1).

Les catholiques sarrois dépendent de l'évêque de Trèves quand ils demeurent dans l'ancienne partie prussienne et de l'évêque de Spire quand ils demeurent dans l'ancienne partie bavaroise. En 1923, il avait été proposé de créer un évêché spécial à Sarrebruck pour le Territoire de la Sarre. Les négociations n'aboutirent pas (2). Le parti catholique du centre était, comme nous avons eu l'occasion de le montrer dans le chapitre des facteurs politiques, une force importante et son indépendance eut été mieux assurée si la Sarre n'avait pas dépendu de Trèves et de Spire.

(1) Ceci démontre qu'il ne faut pas juger l'ensemble de la Sarre par Sarrebruck, ce qu'ont parfois fait des reporters de journaux dans des enquêtes trop rapides.

(2) Il en a été à nouveau question au mois de mai 1934 à la suite de la visite d'un envoyé du Saint-Siège.

§ III. — Le chiffre de la population et son développement

Il est assez difficile de connaître le chiffre de la population qui existait dans le Territoire actuel aux époques un peu reculées. Avant le ^{xix}^e siècle, il n'existe aucune statistique.

Au début du ^{xix}^e siècle un dénombrement de l'Empire français eut lieu en 1802. Un autre fut effectué à une date comprise entre 1818 et 1823 dans le gouvernement de Trèves. Comme la Sarre ne formait pas une unité, ce recensement ne la comprend pas tout entière et comprend au contraire des régions en dehors d'elle. Il y a donc tout un travail à faire pour séparer ce qui appartient au Territoire et le compléter approximativement, en se servant de recensements postérieurs pour les autres parties. Aussi les chiffres que l'on trouve dans les divers ouvrages sont-ils assez différents (1). Le chiffre le plus certain paraît donné par M. Rixecker, qui s'est reporté aux sources originales. (2).

Les recensements postérieurs, plus détaillés, donnent des renseignements plus sûrs. On peut ainsi dresser le tableau du développement de la population sarroise.

(1) Certains (par exemple 200.000) sont certainement exagérés et ne tiennent pas compte des limites actuelles.

(2) RIXECKER (O.), *Die Bevölkerungsverteilung im Saargebiet*, page 76.

1820	125.000
1843	176.000
1871	273.000
1895	440.000
1905	575.000
1910	652.000
1913	658.000
1919	672.485
1922	713.105
1927	770.030
1928	782.960
1929	793.001
1930	805.274
1931	815.907
1932	823.444
1933	828.128

Le développement de la population est intimement lié au développement de la richesse. C'est à la suite de l'essor de l'industrie minière au cours du XIX^e siècle que la Sarre a connu un accroissement de population unique dans l'histoire contemporaine. De 1811 à 1911 (1), la population du globe aurait augmenté de 71 %, celle de la France de 35 % et celle de l'Allemagne de 137 %. Or, si nous considérons la Sarre pendant la même période, nous constatons (en prenant le chiffre approximatif de 120.000 pour 1810) que l'augmentation absolue a été de 530.000 habitants et l'accroissement relatif égal à 440 %. Natu-

(1) GEMAHLING (P.), *Statistiques choisies*, pages 7 et suivantes.

rellement, l'augmentation de la population n'a pas été uniforme pour tout le Territoire, mais présente, au contraire, de très grandes irrégularités. Ce sont les vallées industrielles de la Sarre et du Sulzbach qui en ont, comme il fallait s'y attendre, le plus profité.

La ville de Sarrebruck qui, quoique ancienne capitale de la principauté, ne comptait, en 1818, que 3.546 habitants (et 4.821 en y englobant toutes les parties actuelles) en avait 126.546 en 1926, soit une augmentation de plus de 2.400 %, tandis que Sarrelouis, un peu au Nord du bassin industriel passait seulement de 3.780 à 17.023. Neunkirchen, siège de mine et d'usine, est passée de 1.845 à 40.996, augmentation de plus de 2.000 %. Des villages insignifiants au début du siècle sont devenus d'importantes agglomérations ouvrières, par exemple Quierschied, qui avait 213 habitants en 1818 et 8.154 en 1926, Elversberg, composé en 1818 de deux ou trois maisons réunissant 18 habitants et qui en comptait 4.409 en 1926, Heiligenwald, dont l'emplacement était recouvert par la forêt en 1818 et qui avait 5.713 habitants en 1926.

Ces exemples suffisent pour montrer que le développement de la population dû, partie à l'accroissement naturel, partie à l'immigration d'ouvriers étrangers dont nous avons parlé, a été intimement lié à la mise en valeur des mines, source de la richesse du Territoire.

Depuis 1919, la population n'a pas connu un accroissement comparable à celui de la période du

grand développement de l'industrie au milieu du XIX^e siècle, elle est néanmoins passée de 672.000 à 828.000 soit un accroissement de 156.000 habitants en quatorze ans, ou une moyenne de 11.000 ou 1,63 % par an.

**

La densité de la population au km² est donnée par le tableau suivant :

1820	56
1843	94
1871	145
1895	237
1910	341
1919	352
1922	379
1927	403
1933	433

Dans les principaux pays d'Europe, le Territoire de la Sarre est celui qui a la plus grande densité de population, distançant de beaucoup l'Angleterre et la Belgique et ayant une densité plus de trois fois supérieure à celle de l'Allemagne et cinq fois supérieure à celle de la France (1).

Si, à l'intérieur du Territoire, on regarde la répartition de la densité, on trouve une zone de densité supérieure à 200 dans la région de la Sarre et des vallées perpendiculaires, zone des mines et des usines

(1) VIDAL DE LA BLACHE et GALLOIS ont établi une carte très frappante montrant combien la densité de la Sarre est supérieure à celle des régions voisines.

puis une deuxième zone de densité comprise entre 75 et 200 s'étendant autour de la première et comprenant les gros villages où demeurent une assez grande partie des ouvriers petits propriétaires, agriculteurs d'occasion, dont nous avons déjà eu occasion de parler. Une troisième zone de densité inférieure à 75 comprend les parties boisées du Territoire et la région du Nord où ne s'exerce pas l'influence industrielle.

§ 4. — Le mouvement naturel de la population

Il est caractérisé par la nuptialité, la natalité et la mortalité.

En 1932, le nombre de mariages par 1.000 habitants était de 8,7. Il faut peut-être voir dans la décroissance de ce nombre au cours des dernières années un effet de la crise, provoquant, devant la diminution des ressources, l'appréhension de fonder une famille. (Les chiffres pour 1.000 des années précédentes étaient : 9,5 en 1928; 9,3 en 1929; 9,4 en 1930; 9,2 en 1931, première année de la crise réelle en Sarre; 8,7 en 1932, point culminant de la crise).

En face de 7.196 mariages, il y a eu 389 divorces.

Le nombre de naissances par 1.000 habitants a été de 18,1 pour la même année (également en diminution sensible : 19,6 en 1931; 20,7 en 1930; 20,9 en 1929; 21,9 en 1928; 22,2 en 1927; 22,4 en 1926; 24,2 en 1925; 26,1 en 1924; 28,1 en 1923; 28,6 en 1922; 29,3 en 1921).

Les chiffres de natalité de la Sarre sont plus élevés

que ceux de la France pendant les mêmes années (18,1 pour 1.000 en 1930; 17,4 en 1931; 17,2 en 1932) ou de l'Allemagne (17,5 en 1930; 16,0 en 1931; 15,1 en 1932).

Le nombre de décès a été, par 1.000 habitants, de 9,7, chiffre le plus bas enregistré depuis 1918.

Si le chiffre des ressources agit sur la nuptialité et la natalité, par la restriction des mariages ou le malthusianisme de ceux qui ne veulent pas augmenter leurs charges familiales quand leurs ressources diminuent, on voit qu'il n'a pas d'influence sur le chiffre des décès. A de très rares exceptions près, la véritable misère n'existe pas en Sarre et grâce aux larges dépenses de secours aux chômeurs ou d'assistance, on peut dire que si la crise a amené une gêne dans la classe ouvrière, elle n'a pas amené d'état morbide de sous-alimentation amenant une recrudescence de la mortalité.

§ 5. — L'activité économique de la population

I. — LA RÉPARTITION DES PROFESSIONS

Les données les plus sûres et les plus complètes sur la répartition de la population entre les diverses branches de l'activité humaine nous sont données par les résultats du recensement de 1927 (1).

(1) Des chiffres plus récents parus dans des articles de journaux se basent sur les indications des employeurs ou sur les déclarations qui doivent être faites à la police en cas d'arrivée ou de départ. Ils sont en général exacts pour la grande industrie, mais ne présentent pas pour les autres branches le même caractère de certitude que les chiffres du recensement de 1927.

Sur une population totale de 770.030 habitants, la population active se montait à 305.463 individus dont 58.744 femmes. Le rapport de la population active à la population totale était de 38,3 %.

En France, en 1926, pour une population totale de 38.944.000 habitants, on comptait une population active de 21.324.000 personnes (1), soit 54,7 % de la population totale.

La disproportion entre la Sarre et la France paraît assez forte. L'explication doit en être cherchée dans le chiffre des femmes comptées dans la population active. En Sarre, on n'en comptait que 58.744, soit environ sur cinq personnes occupées 1 femme contre 4 hommes, alors qu'en France on comptait 7.837.000 femmes contre 13.556.000 hommes, soit plus d'une femme pour deux hommes. Ceci provient de ce qu'en France les femmes de cultivateurs comptées comme exerçant une profession sont nombreuses. En Sarre, étant donné le petit nombre de cultivateurs, ce facteur ne jouera que très peu (pour 8.606 femmes seulement) et les femmes des ouvriers qui s'occupent aux soins du ménage ne sont pas comprises dans la population active. Aussi, par suite de la façon différente de compter la population active féminine, est-il préférable de considérer, avec M. Gemähling (2), comme le meilleur indice de la répartition professionnelle entre les diverses branches de la produc-

(1) BROCARD (L.), *Les conditions de l'activité économique*, p. 393.

(2) GEMÄHLING (P.), *op. cit.*, page 40.

tion, celui qui repose sur la population masculine seulement.

Dans ces conditions, le rapport de la population active masculine en Sarre (246.719) à la population totale (770.030) est de 32,0 % et en France (13.556.000 sur 38.944.000) 34,8 %, chiffres beaucoup plus voisins. La différence peut encore s'expliquer par le fait qu'un jeune garçon ne peut être embauché en Sarre qu'à partir de l'âge de 14 ans, tandis qu'il peut l'être, en France, à partir de 13 ans, et même 12 s'il a obtenu le certificat d'études primaires.

En éliminant l'élément féminin, qui d'après la façon différente dont il est compté fausse les statistiques, la comparaison de la Sarre et de la France vérifie donc le fait que le chiffre de la population active varie à peu près proportionnellement au chiffre de la population totale.

La répartition professionnelle est indiquée dans le tableau statistique n° 23 (1).

En considérant la population active masculine seule, on y voit que :

70 % sont occupés dans l'industrie ;

7,3 % dans l'agriculture ;

16,1 % dans le commerce ;

6,6 % dans les professions libérales et diverses.

Si nous comparons aux chiffres analogues pour la France en 1911 (2) (42,8 pour l'agriculture, 40,1 pour l'industrie, 9,9 pour le commerce) nous vérifions,

(1) A la fin de l'ouvrage.

(2) GEMAHLING (P.), *op. cit.*, page 40.

sur la population, le fait que nous avons mis en évidence dans la première partie, le déséquilibre de la Sarre en la comparant à la France, sa structure à peu près uniquement industrielle.

L'industrie qui occupe le plus de personnes est, comme nous l'avons vu, l'industrie minière. Il y avait à l'époque 73.000 hommes, soit à peu près 30 % de la population masculine active qui étaient au service des mines, représentant, avec leurs familles 211.843 personnes. L'industrie minière fait donc vivre directement presque le tiers de la population. (Il faut d'ailleurs remarquer que ces chiffres comprennent les ouvriers sarrois qui travaillent dans les mines lorraines et ne comprennent pas les ouvriers allemands travaillant dans les mines sarroises.)

En comprenant les membres de la famille, on trouve pour les diverses catégories de professions que :

- 8,52 % de la population trouve ses ressources dans l'agriculture ;
- 58,95 % dans l'industrie ;
- 15,47 % dans le commerce ;
- 4,65 % dans les professions libérales ;
- 1,07 % dans les services de santé ou d'assistance ;
- 2,10 % dans les services domestiques ;
- 9,24 % sont rentiers ou de professions indéterminées.

Nous n'insisterons pas sur cette répartition qui, sous une autre forme, confirme l'énorme prépondérance de l'industrie dans la vie économique sarroise.

II. — LA POPULATION OUVRIÈRE

Un autre fait, connexe d'ailleurs du précédent, est l'importance du salariat. Plus la structure d'un pays est industrielle, plus sera grande la proportion du nombre de salariés, alors que la structure agricole, surtout à base de petites exploitations, donne un nombre plus élevé de propriétaires ou de fermiers.

Sur les 305.463 personnes exerçant une profession 43.061 seulement étaient propriétaires de leur entreprise, auxquelles on peut joindre 15.788 membres de leur famille qui les aidaient et 3.391 fermiers ou gérants. C'est naturellement dans l'agriculture, le commerce et les corps de métier que nous trouvons la plupart de ces personnes.

Mais, à côté d'elles, nous trouvons la grande masse de 243.223 salariés, dont 171.227 dans l'industrie; 16 % seulement sont donc des travailleurs indépendants, vivant d'un bénéfice, tandis que 84 %, employés ou ouvriers, répondent à la définition du salarié recevant d'un patron salaire ou traitement.

C'est cette grande masse ouvrière qui constitue non seulement la partie la plus importante de la population, mais également ce que nous pouvons appeler la partie spécifiquement sarroise, formée par les éléments autochtones du pays descendant des anciens habitants et les ouvriers immigrés avant 1871, dont nous avons parlé et qui se sont facilement fondus dans la population ouvrière préexistante, par opposition aux classes dirigeantes composées pour la plus

grande partie d'immigrés prussiens. C'est, par suite, la partie la plus intéressante de la population.

*
**

Ce personnel ouvrier présente la caractéristique d'être un personnel très stable. Nous ne trouvons pas en Sarre de migrations ouvrières comparables à celles qui ont eu lieu en France depuis la guerre (1). L'ouvrier sarrois est né dans le pays, le mineur est fils de mineur, l'ouvrier d'usine fils d'ouvrier d'usine.

Nous avons de très bons renseignements sur la vie ouvrière, sinon dans toutes les entreprises, du moins dans la plus importante, les Mines domaniales. A diverses reprises, le Service ouvrier a procédé à des recensements fort intéressants. Nous indiquerons quelques chiffres fournis par le dernier qui date du 1^{er} janvier 1931. A cette époque, les Mines domaniales (sans Frankenholz) occupaient :

54.604 ouvriers (employés non compris);

51.498 soit 94,31 % de l'effectif habitaient en
Sarre ;

101 soit 0,19 % habitaient en France ;

3.055 soit 5,5 % habitaient en Allemagne dans
les régions voisines du Ter-
ritoire.

Nous voyons donc que la plus grande partie des ouvriers sont des Sarrois et que, pour les autres, ce sont des Allemands demeurant à proximité.

(1) 239.365 ouvriers étrangers introduits en France en 1924, 166.109 en 1925, 162.900 en 1926. (GEMAHLENG (P.), *Statistiques choisies*, supplément page 10).

Ce dernier point amène une remarque. Nous trouvons 3.000 ouvriers dépensant en Allemagne et, comme nous l'avons vu dans le troisième chapitre de cette partie, payant l'impôt sur des gains réalisés en Sarre alors que la réciprocité n'existe à peu près pas du côté français. Par ailleurs, de nombreux Sarrois de la région du Warndt, voisin de la frontière française, travaillent dans les mines lorraines de Sarre-et-Moselle et de Petite-Rosselle. Leur nombre était de 2.842 en janvier 1934, à peu près équivalent au nombre d'Allemands travaillant en Sarre.

Ce point de détail confirme le rôle de la Sarre entre la France et l'Allemagne et montre que la tendance naturelle de l'orientation est vers l'Ouest, puisque des Sarrois vont travailler en France, alors qu'il n'en existe pas allant travailler en Allemagne et que, au contraire, il existe des Allemands venant travailler en Sarre.

La stabilité du personnel est un facteur important de l'économie régionale. Une population ouvrière changeant constamment ne saurait contribuer à l'enrichissement comme une population ouvrière traditionnellement attachée à la région. Les progrès techniques eux-mêmes sont plus difficilement réalisables quand il faut constamment procéder à l'instruction de nouveaux ouvriers adultes et nous avons eu, à maintes reprises, occasion d'entendre des ingénieurs des mines de fer lorraines se plaindre des trop fréquents changements dans leur personnel ouvrier, italien ou polonais.

La stabilité du personnel ouvrier dans la Sarre est au contraire remarquable.

Dans les Mines domaniales, au 1^{er} janvier 1931 :

12.002 ouvriers avaient plus de 5 ans et moins de
11 ans de service ;

16.507 avaient entre 11 et 21 ans ;

11.325 entre 21 et 31 ans ;

5.436 avaient plus de 31 ans de service, et on y trouvait même 54 ouvriers ayant 41 ans, 31 ayant 42, 7 ayant 43, 4 ayant 44, 13 ayant 45 ans et plus de service.

Si nous remarquons que les ouvriers ayant moins de 5 ans de service sont des jeunes, nous pouvons en conclure qu'il n'existe probablement que peu d'entreprises dans lesquelles les ouvriers restent aussi longtemps.

**

Au reste, la stabilité est en partie favorisée par la situation de fortune. La population ouvrière sarroise, dans son ensemble, est sinon riche, du moins aisée.

Dans le chapitre consacré à l'agriculture, nous avons eu déjà occasion de parler de l'ouvrier paysan. Au 1^{er} janvier 1931, 18.918 ouvriers mineurs, soit 34,64 % de l'effectif des Mines domaniales, étaient propriétaires de maisons, généralement avec jardins, et 8.128, soit 14,89 %, étaient propriétaires de champs, prés, etc... (dont 7.300 possédaient en même temps une maison). Si nous considérons par ailleurs que 16.062, soit 29,42 % de l'effectif, formant la partie jeune

n'étaient pas chefs de famille et habitaient chez leurs parents, on peut estimer à plus de 40 % de l'effectif des chefs de famille ouvriers mineurs ceux qui étaient propriétaires. Nous ne trouverions en France aucun bassin houiller présentant une telle aisance des ouvriers.

Il n'y avait que 1.224 ouvriers, soit 2,24 % ne regagnant pas journellement leur domicile et habitant pendant la semaine soit en garni soit en dortoir.

Nous ne disposons pas de renseignements analogues pour les ouvriers employés dans la métallurgie ou les diverses autres industries, mais il est évident que la situation indiquée n'est pas spéciale aux mineurs, mais s'applique à l'ensemble de la population ouvrière sarroise.

Cette présence, parmi les ouvriers, de petits propriétaires, cette existence du mineur-paysan et du métallurgiste-paysan, donnent une empreinte très spéciale à la main-d'œuvre sarroise. Il en résulte bien quelques inconvénients. Ces ouvriers sont enclins à faire passer leur travail de petits propriétaires agriculteurs avant leur travail à la mine ou à l'usine. Aussi les nombreuses absences à l'époque de la fenaison ou de la récolte des pommes de terre sont-elles gênantes pour l'organisation rationnelle du travail. Ils demeurent souvent assez loin de leur lieu de travail. (Nous avons vu que dans la rédaction du Traité de Paix, c'est cette considération qui a amené à étendre le Territoire de la Sarre au-delà du bassin houiller proprement dit). Aussi leur exactitude est-elle

influencée par les retards des trains ou les accidents de bicyclettes et de motocyclettes. En cas d'évènement imprévu ou d'accident, on peut moins facilement disposer des ouvriers que s'ils étaient rassemblés autour du puits de mine, comme c'est le cas dans les corons du Nord de la France.

A côté de ces inconvénients d'ordre technique, l'existence de ces ouvriers petits propriétaires exerçant l'agriculture comme une occupation accessoire présente des avantages d'ordre psychologique et social. L'ouvrier mineur ou métallurgiste du poste du matin quitte le lieu de son travail à deux heures de l'après-midi. S'il demeure à quelques pas dans une de ces casernes ouvrières qui existent dans certains centres industriels, que pourra-t-il faire ? Les études intellectuelles ne le préoccupent pas et la lecture du journal sera vite terminée. Son logement, où il ne trouvera pas d'occupation, lui deviendra vite odieux et, quittant sa famille, il ira, souvent jusqu'au soir, s'installer au cabaret où il sera trop souvent soumis à des influences malsaines. Ce sera dans une population ouvrière concentrée que se produira le plus facilement, ne serait-ce qu'à la suite des conversations de la rue, une fermentation nocive des esprits, parfois génératrice de troubles sociaux. Au contraire, l'ouvrier qui quitte la mine ou l'usine pour rejoindre sa maison, celle qui lui vient de ses parents ou qu'il a fait construire avec ses économies, oubliera vite qu'il est un salarié. Il redevient son maître et, s'il est en même temps cultivateur, la terre exercera une influence apaisante. S'il parle encore avec les

habitants du village, ouvriers comme lui, de la dure vie de la mine ou de l'usine, il parlera encore davantage des espoirs de la moisson. Au contact de la nature, l'excitation causée par la vie industrielle trépidante et par un travail intensif se calmera. L'agriculture qui est pour l'ouvrier une source accessoire de richesse est aussi un facteur de paix sociale.

Les ouvriers ayant ainsi gardé, par leur contact avec la terre, les habitudes de leurs ancêtres formement, sinon la majorité, du moins une importante minorité, comme on peut le voir d'après les chiffres de l'enquête des Mines domaniales. Cette minorité suffit pour imprimer à la population ouvrière sarroise son caractère distinctif.

Même dans les agglomérations industrielles, il n'existe que peu de grandes maisons réunissant dans une promiscuité dangereuse de nombreuses familles. La plupart des habitations sont bâties pour une ou deux familles et l'ouvrier y trouve presque toujours un jardin dans lequel il pourra s'adonner au petit élevage dont nous avons déjà vu l'importance. L'Administration des Mines y a d'ailleurs contribué en construisant pour ses ouvriers des maisons doubles pour deux familles ayant chacune leur entrée distincte.

Dans l'ensemble, la population ouvrière est donc une population calme, disciplinée, stable, disposant en général d'une certaine aisance (1) et par suite facteur intéressant de la prospérité économique.

(1) L'ouvrier a, en général, une maison bien tenue. Les jeunes gens ne se marient que lorsqu'ils ont économisé assez d'argent

III. — LE CHOMAGE

L'étude de la population ouvrière sarroise nous amène à dire quelques mots d'un phénomène sinon inconnu autrefois, du moins très restreint et qui a pris, par suite de la crise, une ampleur considérable au cours des dernières années : le chômage. Jusqu'en 1930, il n'existait guère que le chômage saisonnier de l'industrie du bâtiment. Par suite de la crise, à partir de 1931, le chômage s'est étendu, comme nous l'avons vu dans l'étude de la production, aux diverses branches de l'industrie; il a présenté son maximum en 1932, et a commencé en 1933 un mouvement de régression qui s'accroît actuellement; ses mouvements sont corrélatifs des mouvements de la production déjà étudiés pour chacune des grandes industries du Territoire. Nous n'insisterons donc pas davantage et nous nous contenterons de rappeler que si, comme nous l'avons montré, la production n'a pas diminué davantage, si, par suite, le chômage en Sarre n'a pas pris une plus grande ampleur, c'est que l'industrie sarroise a bénéficié de conditions exceptionnelles lui permettant de se tourner tantôt vers

pour acheter une chambre à coucher et une cuisine. (Cette attente amène d'ailleurs de longues flançailles qui ne sont pas toujours sans inconvénients). Par ailleurs, l'ouvrier a grand souci de sa tenue extérieure, non seulement dans les cérémonies (où il ne manque pas d'exhiber le chapeau haut de forme), mais même en temps ordinaire dès qu'il est dans la rue et la tenue vestimentaire du public de réunions dites « prolétariennes » est fort différente de celle du public des réunions analogues dans les régions industrielles de France.

l'Allemagne, tantôt vers la France, et de profiter de la moindre amélioration de l'un ou de l'autre marché.

Les mouvements du chômage sont résumés dans le tableau suivant :

Années	Nombre moyen de travailleurs	Nombre moyen de chômeurs	% de chômeurs par rapport aux travailleurs
1921	175.080	2.771	1,58
1922	184.324	2.262	1,22
1923	188.241	4.115	2,22
1924	195.068	1.878	0,97
1925	199.825	1.933	1,02
1926	198.943	2.393	1,21
1927	199.109	2.976	1,50
1928	190.527	3.871	2,04
1929	184.431	6.591	3,53
1930	177.387	9.286	5,24
1931	159.848	20.963	13,11
1932	137.359	41.441	30,17
1933	144.282	38.749	26,86

La répartition des chômeurs par professions était, à la date du 1^{er} septembre 1933, la suivante :

- 5.392 mineurs ;
- 10.427 ouvriers du bâtiment ;
- 5.157 métallurgistes ;
- 1.536 ouvriers de fabriques ;
- 681 ouvriers de l'alimentation ;
- 5.551 manœuvres ;
- 7.191 de professions diverses ;
- 2.157 employés.

Le point le plus bas de la courbe de chômage a été atteint en janvier 1933 avec 45.700 chômeurs, soit 33,27 % du nombre de travailleurs. Pendant les mois d'été, favorables à l'industrie du bâtiment, le nombre d'ouvriers occupés était supérieur de 10.000 unités à celui du début de l'année.

La situation du chômage en Sarre s'est d'ailleurs améliorée depuis le début de 1934. Dans le courant du premier trimestre, le nombre des chômeurs s'est réduit de 5.035, ramenant le % à 25,67. Une diminution de grande envergure ne pourra se produire que lorsque l'amélioration encore plus poussée de la situation économique aura permis d'occuper pleinement les ouvriers inscrits de l'industrie. C'est alors seulement que les mines et les usines pourront songer à reprendre des ouvriers congédiés. (1).

IV. — LES SALAIRES ET LE COUT DE LA VIE

Les ouvriers sont groupés dans de puissants syndicats. Aussi ont-ils su toujours non seulement faire adapter leurs salaires au coût grandissant de la vie, mais les faire augmenter dans toutes les circonstances favorables. La situation de la Sarre entre la France et l'Allemagne a engendré deux périodes critiques. La première a été celle de la grande dépréciation du mark. Nous en avons déjà parlé à propos du régime monétaire et nous avons vu que l'introduction de la

(1) Le chômage partiel des ouvriers inscrits est également en décroissance depuis 1933. La métallurgie qui, en 1932, avait eu 30,11 postes chômés par ouvrier, n'en a eu que 12,39 en 1933.

monnaie française fut considérée par la population ouvrière comme une mesure de salut. La deuxième période critique a été celle de la dépréciation du franc et nous avons vu, dans les chapitres consacrés à la production, qu'elle amena une certaine effervescence ouvrière. Les salaires durent à diverses reprises être augmentés. Avec la stabilisation du franc, la situation est redevenue normale.



Dans l'ensemble, les salaires ont, depuis la guerre, augmenté plus que le coût de la vie. Les salaires des ouvriers mineurs notamment sont supérieurs aux salaires des ouvriers des mines voisines lorraines, et jusqu'à la crise, ils leur assuraient un niveau de vie nettement supérieur à celui d'avant la guerre. La crise génératrice de chômages a diminué l'aisance de la population ouvrière.

En 1913, le salaire moyen des ouvriers mineurs par poste de travail, y compris les allocations familiales, était de 5 marks 15 pour les ouvriers du fond et de 4 marks 81 pour l'ensemble des ouvriers du fond et du jour.

Les moyennes des salaires en francs depuis 1921 sont les suivantes :

Années	Piqueurs	Ouvriers du fond	Ouvriers du fond et du jour
—	—	—	—
1921	22,53	19,53	18,55
1922	18,75	16,29	15,56
1923	23,64	20,58	19,63
1924	29,05	25,51	24,37
1925	31,73	28,26	27,06
1926	39,59	35,43	34,02
1927	43,65	39,51	38,02
1928	42,62	39,42	37,90
1929	45,97	42,47	40,94
1930	48,56	45,21	43,79
1931	45,69	43,03	41,90
1932	44,87	42,72	41,53
1933	44,47	42,80	41,44

En comptant le mark de 1913 comme égal à 6 francs actuels, l'augmentation serait de 12 francs pour les ouvriers du fond et de 11 francs pour l'ensemble des ouvriers.

A ces salaires viennent s'ajouter quelques avantages : la permission annuelle de détente payée, qui était inconnue sous l'Administration allemande, le charbon familial à prix réduit et les contributions de l'employeur aux caisses de maladie, accidents et retraite qui représentent une fraction très notable du salaire réellement payé en argent à l'ouvrier.

Le salaire des piqueurs varie selon le travail fait. Le salaire des ouvriers à la tâche varie selon la catégorie du travail. (La diversité des travaux à effec-

tuer dans les mines est très grande et la répartition des diverses catégories d'ouvriers dans les diverses classes de salaires a toujours donné lieu à de nombreuses tractations avec les syndicats). Les jeunes ouvriers ont des salaires variant de 6/10 à 9/10 du salaire de l'ouvrier confirmé.

*
**

A titre de comparaison, mentionnons que le salaire moyen par poste au cours de l'année 1933 dans les mines de la Ruhr a été 8 marks 01 pour les piqueurs et 7 marks 07 pour l'ensemble des ouvriers (1) soit, en les convertissant en francs au cours de 6 francs par mark (mais ce cours est bien théorique), 48 fr. 10 pour le piqueur et 42 fr. 50 pour l'ensemble du personnel. Les salaires de la Ruhr ainsi indiqués sont légèrement supérieurs à ceux de la Sarre, mais il faut remarquer qu'ils comprennent non seulement les allocations familiales (comprises également dans les salaires indiqués pour la Sarre), mais également les allocations spéciales pour heures supplémentaires et qu'ils correspondent à une durée supérieure du temps de travail. (2). On peut également remarquer que le salaire moyen journalier dans la Ruhr était, en 1930, de 10 marks 30 pour les piqueurs et 9 marks pour l'ensemble des ouvriers. De 1930 à

(1) *Glück Auf*, du 31 mars 1934.

(2) Nous avons déjà indiqué dans la première partie qu'en Sarre la durée de travail au jour est de 8 heures et qu'elle est de 7 h. 1/2 (temps de présence entre la descente et la remontée) pour les ouvriers du fond.

1933, indépendamment des renvois (absolument et proportionnellement beaucoup plus considérables en Ruhr qu'en Sarre, comme nous l'avons montré dans le chapitre de l'industrie minière) et des chômages (comparables dans les deux pays) le salaire moyen par poste a été baissé de 2 marks, soit 12 francs, en Ruhr alors qu'il n'était baissé que de 2 fr. 35 en Sarre. Nous trouvons une nouvelle confirmation de ce que nous avons énoncé, que, grâce à l'orientation des mines vers la France, le mineur sarrois a beaucoup moins souffert de la crise que le mineur westphalien.

*
**

Les salaires des ouvriers des diverses branches de l'industrie autres que les mines ont en général été baissés au cours de l'année 1933.

Voici quelques exemplēs de salaires fixés par des accords.

Dans l'industrie du bâtiment, les maçons, charpentiers, couvreurs qui recevaient 6 fr. 10 de l'heure depuis le 4 mai 1931 ne reçoivent plus que 4 fr. 70 l'heure depuis le 8 mars 1933.

Dans la métallurgie, il est plus difficile de se rendre compte des mouvements, par suite de la répartition des ouvriers en un grand nombre de classes et par suite du fait que les salaires du tarif sont des salaires nominaux qui représentent des minima. Les salaires réellement gagnés résultent la plupart du temps de prix de tâche et quand la conjoncture est favorable, ils dépassent largement les salaires du ta-

rif pour s'en rapprocher par les temps de crise. En outre, au salaire indiqué, il faut ajouter les suppléments pour charges de famille. Alors que le salaire tarifaire pour les ouvriers de plus de 21 ans variait, selon les classes, en 1931 de 4 fr. 27 à 3 fr. 20 de l'heure, il n'est plus, pour les mêmes ouvriers dans les mêmes conditions, que de 3 fr. 89 à 3 francs depuis le 1^{er} août 1933. Dans la céramique, le salaire horaire de l'ouvrier spécialisé est 3 fr. 42, dans la verrerie, il varie de 4 fr. 25 à 4 fr. 95.

Le tarif des ouvriers boulangers varie de 220 à 268 francs par semaine (suppléments pour charges de familles non compris) selon les catégories. Le salaire horaire des ouvriers de la ville de Sarrebruck (mieux payés que ceux de l'industrie privée) varie entre 4 fr. 55 et 5 fr. 62 selon la catégorie.

*
**

Le salaire nominal n'a d'ailleurs qu'un intérêt de second ordre. Ce qui est intéressant est la puissance d'achat et l'ouvrier accordait, à juste titre, et malgré l'énormité du chiffre, moins d'attention aux millions de marks de la période d'inflation qu'il n'en apportait à un seul mark avant la guerre.

Voyons donc, maintenant, quel est actuellement, et en comparaison avec 1914, le salaire réel de l'ouvrier sarrois, c'est-à-dire le rapport entre le salaire nominal et le coût de la vie.

Nous considérerons pour ce calcul le groupe des ouvriers les plus nombreux du Territoire, les ouvriers mineurs. Outre qu'ils forment la partie la plus impor-

tante de la population ouvrière, nous avons l'avantage de posséder à leur sujet des statistiques beaucoup plus sûres que pour les autres professions.

L'office de statistique du Territoire de la Sarre donne chaque mois un relevé de nombres-index de cherté de vie, calculés par trois méthodes différentes :

1° La méthode allemande, basée sur le calcul de la somme nécessaire pour l'entretien d'une famille de 5 personnes (père, mère et 3 enfants) en y comprenant la nourriture, le logement, le chauffage, l'éclairage, l'habillement et les dépenses diverses;

2° La méthode des 13 articles d'usage journalier ;

3° La méthode de la ville de Strasbourg, analogue à la précédente, mais englobant 72 articles d'usage journalier.

La méthode basée sur les dépenses d'une famille de 5 personnes et la méthode des 72 articles donnent des résultats sensiblement concordants. (Par exemple, en janvier 1933, la première donnait le chiffre index de 536, la deuxième 532; en juillet, minimum de l'année, la première donnait 507 et la deuxième 500. Les différences sont minimes). Par contre, la méthode des treize articles donne des chiffres s'écartant considérablement des précédents (457 en janvier, 408 en août). La cause en est dans le trop petit nombre des articles choisis qui ne correspondent pas à tous les genres de dépenses réellement nécessaires.

Pour notre calcul du salaire réel, nous nous servons de la méthode basée sur les dépenses d'une

famille de cinq personnes, car c'est celle-ci qui est généralement invoquée dans les discussions relatives aux salaires en Sarre et qui correspond le mieux à l'idée générale du coût de la vie.

Nous pouvons établir le tableau suivant à partir de 1925.

Année.	Salaire nominal		Coût de la vie Base 1914 = 100	Salaire réel
	Salaire touché	Indice. Base 1914 = 100 (4 ^m 81 = 6 ⁰ 01)		
—	—	—	—	—
1925	27,06	450	438	102
1926	34,02	566	581	97
1927	38,02	632	594	106
1928	37,90	630	600	105
1929	40,94	681	620	109
1930	43,79	728	612	119
1931	41,90	697	582	119
1932	41,53	691	536	129
1933	41,44	689	515	133

A part l'année 1926, le salaire réel de l'ouvrier mineur sarrois a été supérieur au salaire réel d'avant-guerre. Son niveau de vie a été amélioré et la nouvelle situation économique de la Sarre lui a donc été favorable. Il en est de même pour l'ensemble de la population ouvrière, dont les salaires forcément ont évolué comme ceux des mineurs (sans atteindre leur valeur absolue, il est vrai, mais subissant dans l'ensemble des relèvements analogues).

Nous pouvons remarquer que les périodes de vie bon marché sont plus favorables à une population ouvrière

importante et organisée que les périodes de vie chère, car la baisse des salaires s'opère avec difficulté et ne suit que lentement la baisse de la vie.

Un correctif s'impose d'ailleurs aux conclusions trop optimistes que l'on pourrait tirer des chiffres des salaires réels des trois dernières années marquées par la crise : le chômage partiel des ouvriers occupés et le chômage total d'un certain nombre. Le nombre moyen de jours de travail en 1933 ayant été de 227 au lieu de 300, le salaire réel annuel se trouve diminué de $73/300$. Le nombre index du salaire réel serait $133 \times 227/300$. Le calcul donne comme résultat 100,6.

La valeur remarquable de ce chiffre arrive à nous permettre d'énoncer que (si nous supposons le coût de la vie exactement représenté par le nombre index officiel) l'ouvrier mineur, malgré les chômages, pouvait avoir en 1933 le même niveau de vie qu'avant la guerre en ne chômant pas (1).

Pour les ouvriers atteints par le chômage total, la situation est évidemment beaucoup plus grave. Un calcul pourrait être fait pour la population entière, en tenant compte du nombre de chômeurs. Mais les dou-

(1) Grâce à la reprise marquée de l'extraction, les chômages ont diminué en 1934 et la situation du personnel des Mines s'est améliorée très nettement par rapport à 1933. Le salaire mensuel moyen du 1^{er} semestre 1934 par ouvrier inscrit a dépassé de 4,9 % le chiffre correspondant de l'année précédente. Comme, par ailleurs, le coût de la vie a encore continué à baisser, le pouvoir d'achat du salaire mensuel effectif de l'ouvrier mineur moyen en Sarre est, à l'heure actuelle, presque exactement le même qu'en 1929, année de prospérité, supérieur à celui du même mineur en 1913 et supérieur à celui du mineur de la Ruhr.

nées nécessaires (salaires et chômages partiels dans les diverses professions, ressources des chômeurs par les occupations accessoires qui s'ajoutent aux secours de chômage) manquent, et nous devons nous contenter de constater qu'alors que l'index des prix au cours de 1933 baissait en Sarre de 522 à 517, il montait pour l'ensemble de l'Allemagne de 117,4 à 120,9 et que, dans cette dernière puissance, malgré les efforts faits, le chômage était beaucoup plus intense qu'en Sarre.

La population ouvrière sarroise, malgré la crise, est dans une situation meilleure que la population ouvrière allemande grâce à l'orientation d'une grande partie de son économie vers la France et toute amélioration en France accélérerait, par contre coup, l'amélioration qui se dessine nettement en Sarre.



TROISIÈME PARTIE

Le régime de l'avenir et les diverses solutions possibles

Ce régime sera déterminé par le moyen d'un plébiscite dont nous étudierons d'abord les modalités. Nous examinerons ensuite la portée et la valeur des trois solutions entre lesquelles, d'après les résultats du plébiscite, le choix pourra être fait : le rattachement à la France, le rattachement à l'Allemagne, le maintien du régime actuel.

CHAPITRE I^{er}

LE PLEBISCITE

Il est imposé par le Traité de Versailles, mais des négociations ont eu lieu à son sujet entre la France et l'Allemagne. La Société des Nations est intervenue pour l'organiser et aura aussi pour mission de l'interpréter.

§ 1. — Les stipulations du Traité de Versailles

Nous avons vu dans notre Introduction comment le régime actuel de la Sarre était né au cours des discussions entre Alliés lors de la préparation du Traité de Paix et que la France avait dû renoncer à faire reconnaître ses droits sur une partie du Territoire. Ne pouvant se mettre d'accord pour résoudre le problème en 1919, les Alliés ont adopté une solution provisoire, qui laissait en suspens la solution définitive.

Le régime du Territoire, tel que nous l'avons dépeint dans notre deuxième partie, est donc un régime d'attente, qui n'a qu'une durée limitée.

La façon dont le régime définitif sera fixé est indiquée par le § 34 de l'Annexe à la Section IV du Traité ainsi libellé :

« A l'expiration d'un délai de quinze ans, à compter de la mise en vigueur du présent Traité, la population du territoire du Bassin de la Sarre sera appelée à faire connaître sa volonté comme il suit :

Un vote aura lieu par commune ou par district et portera sur les trois alternatives suivantes : a) maintien du régime établi par le présent Traité et par la présente Annexe ; b) union à la France ; c) union à l'Allemagne.

« Le droit de vote appartiendra, sans distinction de sexe, à toute personne âgée de plus de 20 ans à la date du vote, habitant le Territoire à la date de la signature du Traité.

« Les autres règles, la modalité et la date du vote seront fixées par le Conseil de la Société des Nations, de façon à assurer la liberté, le secret et la sincérité des votes. »

Tel est le texte devant lequel nous devons nous incliner. N'ayant pu s'entendre pour fixer la solution définitive, les Alliés ont laissé aux Sarrois le soin de la déterminer.

*
**

Tout en admettant le principe du plébiscite, nous ferons une critique à la disposition du Traité de Paix. Nous estimons qu'une durée de quinze ans est trop courte. M. Tardieu a écrit que, sous le poids d'un siècle de domination prussienne, un plébiscite immédiat eut

été un plébiscite vicié (1). La note française du 29 mai 1919 a proclamé la nécessité de laisser agir le temps pour mettre les populations en mesure de décider équitablement et librement de leur destinée. Les rédacteurs du Traité ont trop présumé du facteur temps. Quinze ans ne suffisent pas pour se libérer d'une empreinte centenaire et acquérir la liberté nécessaire pour juger en toute indépendance.

Ce délai avait surtout pour but de permettre à la population de juger des avantages du régime provisoire. Nous avons eu occasion de montrer ces avantages et certains habitants ont déjà pu les apprécier. Mais le délai est trop court pour que la masse ait pu réellement s'en rendre compte, d'autant plus qu'au début des quinze ans figurait une période de cinq années pendant laquelle les liens avec l'Allemagne n'étaient que relâchés. Si le régime politique date de 1920, le vrai régime économique actuel date de 1925, et même, pouvons-nous dire, de 1928. Les habitants n'ont donc eu que sept ans pour pouvoir le juger, intervalle de temps d'autant plus insuffisant qu'il a été marqué par la grande crise économique mondiale. Nous avons démontré que cette crise avait moins touché la Sarre que l'Allemagne, justement par suite de son régime spécial. La crise devrait donc servir à prouver les avantages du régime actuel. Malheureusement, la masse ne juge la crise que par les effets qu'elle ressent, sans essayer de faire une comparaison avec les pays voisins.

(1) TARDIEU (A.), *op. cit.*, page 306.

Elle est prête à rendre responsable des difficultés de la situation actuelle l'organisation politique et économique du Territoire, alors que c'est cette organisation économique qui lui a épargné une dépression bien plus forte.

Pour assurer la pleine indépendance du jugement (nous ne parlons pas de l'indépendance du vote), il eût été souhaitable que le plébiscite eût lieu plusieurs années après un retour des conditions économiques normales, et nous estimons que, pour permettre à la population de décider équitablement, les rédacteurs du Traité auraient dû prévoir une période de transition de 25 ou 30 ans.

*
**

Reprenant maintenant les dispositions du Traité de Paix, nous voyons qu'il fait dépendre la capacité de voter au plébiscite d'une habitation dans le Territoire de la Sarre à la date de la signature du dit Traité. Remarquons que la date prise comme base n'est pas la date de mise en vigueur (10 janvier 1920), mais la date de signature (28 juin 1919), alors que la durée du régime provisoire part, ce qui est beaucoup plus normal, de la mise en vigueur. Il y a là une anomalie qui n'entraîne d'ailleurs aucune difficulté spéciale.

On ne pouvait établir de suite la liste des personnes susceptibles de voter dans un délai de plus de quinze ans, d'autant plus qu'une incertitude planait sur les conditions à remplir pour être électeur. Par contre, il était utile de réunir dès le début les documents qui puissent permettre d'établir ultérieurement cette liste.

Par un avis du Conseil du 31 août 1922, la Société des Nations chargea une commission présidée par un Suisse (1), de rassembler tous les documents qui pouvaient servir à déterminer les personnes appelées à voter. M. Bonzon et ses collaborateurs remplirent cette mission en Sarre du 1^{er} novembre 1922 au 31 octobre 1923. Les listes électorales, les listes d'impositions, les listes de déclaration de domicile à la police furent rassemblées et mises en lieu sûr.

§ 2. — Les négociations franco-allemandes pour un règlement anticipé

En 1929, des négociations furent entamées entre la France et l'Allemagne pour régler la situation définitive du Territoire. Ces négociations furent interrompues au cours de 1930 et n'aboutirent pas.

Nous estimons que ces négociations ne trouvaient pas d'appui dans le texte du Traité de Versailles. Le § 38 de l'Annexe prévoit bien des accords particuliers conclus entre la France et l'Allemagne, mais il spécifie que par ces accords les deux puissances peuvent déroger aux dispositions des paragraphes 36 et 37. Or ces paragraphes n'ont trait qu'à la question des Mines. Pour tout ce qui concerne les Mines, la France et l'Allemagne peuvent s'entendre pour adopter, d'un commun accord, des solutions autres que celles prévues au Traité de Paix. Le texte est formel et d'ailleurs justifié,

(1) M. Alfred BONZON.

car il s'agit d'une question d'ordre privé où elles seules sont intéressées.

Il n'en est pas de même pour l'organisation du régime définitif du Territoire. Aucune disposition ne permet à la France et à l'Allemagne de déroger aux prescriptions du § 34. Malgré cela, on pourrait admettre la dérogation si ces deux puissances avaient été seules en cause. Mais il y a la population à laquelle le Traité reconnaît le droit de disposer librement d'elle-même par le moyen du plébiscite, droit qui ne peut lui être enlevé. La Sarre est placée sous l'autorité de la Société des Nations qui doit être maintenue aussi longtemps que la population n'en aura pas décidé autrement. Il est même prévu que, selon les résultats du plébiscite, le Territoire peut être décomposé en parties ayant un sort différent les unes des autres. Dans ces conditions, un règlement sans plébiscite serait une atteinte au statut solennellement donné à la Sarre par le Traité.

En novembre 1933, l'Allemagne essaya de nouveau de résoudre la question de la Sarre par des négociations directes avec la France (1). Le but de l'Allemagne était d'obtenir un rattachement politique immédiat de la Sarre en échange de concessions économiques à la France. En réalité, ces prétendues concessions ne représentaient que l'homologation de relations commerciales entre la Sarre et la France, utiles au commerce fran-

(1) L'Allemagne prétendait — et prétend encore — que le plébiscite est « tout fait » et qu'elle propose d'en supprimer la formalité dans le seul but d'éviter une humiliation à la France.

çais, mais encore bien plus indispensables à la vie sarroise, comme nous le montrerons dans les chapitres suivants.

La question fut portée à la Commission des affaires étrangères de la Chambre. Le rapporteur, M. André Fribourg, montra que la France ne pouvait accepter ces propositions qui donneraient l'impression en Sarre que nous capitulons, et constitueraient un danger grave pour la sauvegarde de nos intérêts. « Nous détruirions, disait-il, de nos propres mains, une partie essentielle du Traité de Versailles. » Les conclusions de M. Fribourg furent adoptées par la Commission des affaires étrangères.

La France a donc maintenu le point de vue qu'il fallait laisser aux populations de la Sarre les droits qui leur étaient concédés et attendre les résultats du plébiscite. A la même époque, il était déclaré à la Chambre des Communes d'Angleterre qu'il ne pouvait y avoir de négociations relatives à la Sarre en dehors de la Société des Nations. En refusant de régler la question de la Sarre par des conversations directes avec l'Allemagne, la France ne faisait donc, de l'avis de tous, qu'observer le texte du Traité de Versailles.

§ 3. — La détermination des modalités du plébiscite par le Conseil de la Société des Nations

I. — HISTORIQUE

A la suite de l'échec de la tentative de négociations de 1933, et comme il ne restait qu'une année avant l'expiration du délai de quinze ans prévu au Traité,

le Conseil devait se préoccuper du plébiscite dont l'organisation lui était confiée.

A la session de janvier 1934, le Conseil nomma un comité de trois membres (1), chargé d'examiner les diverses questions juridiques et techniques que soulevait la préparation du plébiscite.

Ce comité se réunit à plusieurs reprises au cours des cinq premiers mois de l'année. A sa session du 15 au 17 février, il décida de former une commission de juristes (2). Cette commission avait la mission d'examiner les points qui avaient donné lieu à de nombreuses discussions : la détermination des circonscriptions électorales et celle des électeurs. Il s'agissait aussi de fixer les pouvoirs de la Société des Nations dans l'organisation du plébiscite. Dans sa session du 20 avril, le comité du plébiscite sarrois nomma trois experts chargés de lui donner leur avis sur les modalités d'exécution (3).

Après avoir recueilli l'avis des juristes et celui des experts, le comité des Trois soumit son rapport et ses

(1) Il était composé du baron ALOISI, représentant l'Italie à la Société des Nations, président, de l'ambassadeur espagnol à Paris, M. MADARIAGA, et de l'ambassadeur de la République Argentine à Rome, M. CANTILLO. M. MADARIAGA étant devenu ultérieurement membre du gouvernement espagnol fut remplacé en mars 1934 par M. LOPEZ-OLIVAN.

(2) Ce furent le président à la Cour de Cassation de Stockholm, MARKS DE WIRTEMBERG, le professeur suisse BOREL et le vice-président de la Cour suprême de la Haye, KOSTERS.

(3) Ces experts étaient le professeur BINDO GALLI, président de la Cour de Gênes, le Hollandais NYPELS, membre de la Cour suprême de Hollande, et l'Américaine MISS SARAH WAMBAUGH, spécialiste dans les questions de plébiscite.

propositions au Conseil de la Société des Nations dans sa session du 15 mai 1934. Mais depuis un an, il était apparu que, dans l'organisation de la consultation populaire, une question primait toutes les autres. Il fallait assurer une liberté absolue du vote et donner à chaque électeur la certitude qu'il pourrait, en toute indépendance, exprimer son opinion sans crainte de futures représailles. Les garanties offertes par l'Allemagne sur ce point étaient insuffisantes. Aussi, à la session du 15 mai de la Société des Nations, l'entente ne put se faire sur la question sarroise et on put un instant penser que le plébiscite serait retardé (1). On renvoya l'examen du problème à une session extraordinaire. Dans l'intervalle, la question des garanties devait être traitée avec la France et l'Allemagne. La session extraordinaire s'ouvrit le 30 mai. L'Allemagne, par une lettre du 2 juin du baron de Neurath au baron Aloisi, s'étant engagée à s'abstenir de toute pression de nature à affecter la liberté et la sincérité des votes, ainsi que de toute mesure de représailles à l'égard des votants en raison de leur attitude politique, et la France ayant de son côté pris les mêmes engagements, on considéra que la situation était éclaircie et, dans sa séance du 4 juin 1934, le Conseil de la Société des

(1) Au cours des mois précédents, certains milieux avaient d'ailleurs demandé que le plébiscite fut reculé, l'atmosphère actuelle ne permettant pas d'escompter une véritable sincérité du vote. C'avait été notamment l'avis du journal suisse *Baseler Nachrichten* qui avait fait, en novembre 1933, une enquête sur la Sarre et avait conclu qu'il fallait repousser le plébiscite à une date indéterminée, et celui du *New-York Times* qui, en janvier 1934, demandait que le plébiscite fut reculé de dix ans,

Nations adopta le rapport présenté par le baron Aloisi au nom du Comité chargé de la préparation du plébiscite.

C'est cette décision du Conseil de la Société des Nations qui fixe les règles à adopter pour la consultation populaire, règles que le Traité lui avait laissé le soin d'établir et qui donne l'interprétation des dispositions sujettes à discussion du § 34 de l'Annexe. Ce sont ces règles que nous allons succinctement passer en revue.

II. — LA DATE DU PLÉBISCITE

La date du plébiscite est fixée au 13 janvier 1935. La mise en vigueur du Traité de Paix ayant eu lieu le 10 janvier 1920, on voit que le plébiscite aura lieu au bout du délai minimum prévu. Nous avons indiqué plus haut pourquoi, personnellement, nous estimons que le Traité de Paix aurait dû prévoir un laps de temps plus long. Le Traité n'avait pas indiqué que le plébiscite devait avoir lieu jour pour jour au bout de quinze ans, mais simplement à l'expiration d'un délai de quinze ans. Un minimum était prévu et non pas un maximum. Le Conseil de la Société des Nations, chargé de fixer la date, aurait donc pu la reculer. Il ne lui apparut pas qu'il était souhaitable de prolonger l'état d'incertitude du régime de la Sarre et il approuva la proposition du Comité des Trois fixant le plébiscite au premier dimanche suivant l'expiration du délai de quinze ans, soit le 13 janvier 1935.

III. — LES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES

Un autre problème qui, nous l'avons vu, avait été soumis à la commission des juristes, était celui de la détermination des circonscriptions électorales. Le Traité de Paix disait simplement : « Un vote aura lieu par commune ou par district ». Il ne s'agit certainement pas d'une division devant simplement faciliter les opérations matérielles du vote, mais de l'établissement d'une circonscription électorale dont les résultats ne doivent pas être mélangés avec ceux des autres circonscriptions analogues. Comme l'a exprimé le Comité des Trois, après consultation de la commission des juristes, nous pensons que le Traité, par l'expression : « le vote aura lieu par commune ou par district » vise une méthode permettant d'apprécier les résultats du plébiscite. Le § 35 de l'Annexe confirme d'ailleurs notre opinion puisqu'il envisage les diverses solutions « pour tout ou partie du Territoire ». Il n'y aurait pas de solution à envisager pour « partie du Territoire » si un seul résultat des votes était donné pour l'ensemble du pays. La question de la circonscription est donc importante, puisque la Société des Nations devra faire l'interprétation du plébiscite pour chaque circonscription. Il est regrettable que le Traité n'ait pas apporté plus de précision sur ce point. Des circonscriptions électorales trop petites seraient difficilement compatibles avec le secret du vote et dans le cas probable de majorités pour les diverses solutions possibles, le travail d'interprétation de la Société des Nations serait très compliqué. Des circonscriptions électorales trop

grandes ne permettraient pas une garantie suffisante des droits des minorités.

Parmi les auteurs qui se sont occupés de la question au cours des années précédentes, des discussions se sont élevées au sujet du sens à donner au mot district, les uns y voyant des districts électoraux, d'autres des districts administratifs, d'autres même des sections de territoire à déterminer par la Société des Nations. Il nous semble que le Traité de Paix, en employant ce mot de district, ne pouvait faire allusion qu'à une circonscription existant au moment de sa rédaction, c'est-à-dire que le mot devait s'appliquer aux districts administratifs, Kreis prussien ou Bezirk bavarois. C'est le mot allemand Bezirk que nous traduisons généralement en français par district. Si nous employons plutôt le mot cercle pour Kreis, le Kreis et le Bezirk étant analogues, on peut fort bien penser que dans l'idée des rédacteurs du Traité, le mot district correspondait à ces divisions. Le vote par district aurait donc donné huit circonscriptions électorales, ce qui était relativement peu. Le vote par commune (Gemeinde) en aurait donné 285, ce qui aurait été beaucoup.

Le Conseil de la Société des Nations, en approuvant le rapport du Comité des Trois, a pris une solution intermédiaire. « Le résultat du vote sera déterminé par union de communes (Bürgermeisterei) et, pour les communes qui ne font pas partie d'une union de communes, par commune. Aux fins des opérations du vote, chaque union de communes et chaque commune qui ne fait pas partie d'une union de communes constituent une circonscription de vote. » Le Traité de

Paix n'ayant pas explicitement déterminé les circonscriptions électorales, la solution adoptée se justifie. Le Traité permettant le choix entre les deux solutions extrêmes du vote par commune ou par district, nous devons conclure que l'on ne pouvait prendre une circonscription inférieure à la commune ni une circonscription supérieure au district. La Bürgermeisterei étant d'une superficie intermédiaire entre celle de la commune et celle du district, la solution adoptée le 4 juin dernier est certainement conforme à l'esprit du Traité. Le nombre de circonscriptions pour le plébiscite sera ainsi de 83.

IV. — LES PERSONNES QUI AURONT DROIT DE VOTE

Plus importante encore était la question d'établir à quelles personnes serait attribué le droit de voter. Le Traité de Paix, au paragraphe 34 de l'Annexe, dit simplement : « Le droit de vote appartiendra, sans distinction de sexe, à toute personne âgée de plus de 20 ans à la date du vote, habitant le Territoire à la date de la signature du Traité ». Des discussions ont eu lieu pour savoir si l'expression « habitant le Territoire » ne devrait pas être prise dans un sens plus large que l'expression « habitant du Territoire », que l'on trouve dans d'autres passages de l'Annexe. Des auteurs ont prétendu que pour habiter le Territoire à la date de la signature du Traité, il suffisait d'y avoir une résidence à ce jour, fut-elle momentanée. Par suite, notamment tous les soldats français qui s'y trouvaient cantonnés auraient été électeurs. Mais il en aurait été de même, en poussant le raisonnement à l'extrême,

d'un voyageur espagnol, qui aurait pu prouver qu'il avait résidé à cette date dans la Sarre. Le résultat absurde auquel on arriverait de faire participer à la consultation populaire des individus qui, par hasard, se seraient trouvés en Sarre le 28 juin 1919, suffit à montrer que telle n'a pas été l'intention des rédacteurs du Traité. Il faut donc certainement conclure que la condition d'habitation visée doit comporter des attaches plus fortes avec le Territoire qu'une simple résidence, donc qu'il doit y avoir sinon un véritable domicile, du moins une résidence prolongée (1).

Des auteurs, partant de ce point de vue, ont admis que pour être électeur, il fallait posséder les conditions de domicile nécessaires pour avoir la qualité d'habitant du Territoire de la Sarre, qualité dont nous avons parlé dans notre deuxième partie (2). Ils se basent sur le fait que l'ordonnance de la Commission de Gouvernement du 16 juin 1921 établissant cette qualité a été approuvée par la Société des Nations et qu'il fallait, par suite, y voir la définition de l'expression contestée du Traité « habitant le Territoire ». Nous pensons que cette interprétation manque d'exactitude. La Commission de Gouvernement, chargée seulement d'assurer le régime provisoire du Territoire, n'a pas à intervenir dans l'interprétation du Traité et si le Conseil de la Société des Nations a approuvé son ordonnance, ce

(1) COURSIER (H.), *Le statut international du Territoire de la Sarre*, page 131.

(2) WEHBERG (H.), *Die stats- und völkerrechtliche Stellung des Saargebiets*, page 34.

n'est d'ailleurs qu'incidemment et uniquement en considérant la question comme une question d'administration actuelle. Au reste, le Traité ne pouvait parler d'habitant du Territoire de la Sarre au sens de l'ordonnance de la Commission de Gouvernement, car cette ordonnance est postérieure. Il faut certainement conclure que le Traité, en parlant des personnes habitant la Sarre au 28 juin 1919, visait celles y ayant une résidence qui leur créait des attaches solides avec le Territoire. La question est d'ailleurs résolue maintenant par la décision du 4 juin 1934 du Conseil de la Société des Nations approuvant le rapport du Comité des Trois. Le droit de vote est précisé par les articles 3 à 9 du règlement pour la consultation populaire. Les principales dispositions adoptées sont les suivantes :

« Le droit de vote pour le plébiscite appartient, sans distinction de sexe ou de nationalité à toute personne réalisant les conditions suivantes : a) avoir 20 ans révolus à la date du vote; b) avoir la qualité d'habitant du Territoire de la Sarre à la date du 28 juin 1919.

La qualité d'habitant, dont il est fait mention à l'article précédent, doit être attribuée à quiconque avait sa résidence habituelle au lieu et à la date indiqués à l'article précédent et s'y était établi avec l'intention d'y rester.

Si l'intention n'a pas été exprimée, elle pourra être déduite des circonstances de fait. Les circonstances de fait sont établies soit au moyen d'actes ou de documents existant dans les offices publics, soit par tout autre moyen de preuve. Si la résidence habituelle est prou-

vée, on doit admettre l'intention que cette résidence a été choisie pour être maintenue, s'il n'y a pas de raison d'estimer le contraire.

La résidence temporaire dans le Territoire à la date du 28 juin 1919 n'entraîne pas la qualité d'habitant. Par contre, l'absence temporaire du Territoire à la date même du 28 juin 1919 des personnes habitant celui-ci au sens de l'article précédent (par exemple pour raison de service militaire, d'études, en cas d'emprisonnement ou d'expulsion) n'entraîne pas par elle-même la perte de la qualité d'habitant.

Le seul fait d'avoir accompli dans le Territoire du service militaire, quel qu'il soit, ne détermine pas la qualité d'habitant. Le droit de vote n'appartient pas à quiconque n'a résidé dans le Territoire en service militaire ou civil que pour les besoins de l'occupation militaire.

La résidence à la date du 28 juin 1919 des mineurs et des interdits est celle de ceux qui exerçaient sur eux la puissance paternelle ou tutélaire. La résidence des parents ou du tuteur n'a pas d'effet déterminant dans le cas du mineur qui, à cette époque, vivait séparé de ses parents ou de son tuteur et pourvoyait lui-même à sa subsistance. La femme mariée a la résidence de son mari, à moins qu'il ne soit intervenu entre eux une séparation légale ou qu'elle n'ait établi sa propre résidence habituelle en dehors de celle de son mari ».

*
**

La décision du 4 juin semble définir assez nettement les conditions exigées pour pouvoir prendre part au vote. Elle ne lève pas, croyons-nous, toutes les incertitudes. Comment peut-on déterminer « l'intention de rester » ? On doit l'admettre, dit le texte, s'il n'y a pas de raison d'estimer le contraire. Dans la deuxième quinzaine de juin 1934, l'Allemagne, par des annonces parues dans les journaux, recherchait les personnes ayant demeuré en Sarre le 28 juin 1919 et établies en Amérique. Pourra-t-on dire que ces personnes avaient l'intention de rester en Sarre ? Elles en avaient si peu l'intention que, libres d'y rester, elles sont parties, ont peut-être même acquis une autre nationalité et sont décidées à ne jamais revenir. Ces personnes satisfont-elles à l'esprit du Traité et à la lettre de la Décision du 4 juin ? Nous estimons qu'elles ne répondent ni à l'un ni à l'autre.

Par ailleurs, les Allemands considèrent que tous les fonctionnaires prussiens qui étaient en Sarre le 28 juin 1919 sont électeurs. Nous ne pensons pas que cette prétention soit justifiée dans l'ensemble, et nous estimons qu'il faudrait, pour satisfaire à l'esprit du Traité et à la lettre de la Décision de la Société des Nations procéder par analogie avec ce qui se passait avant la guerre. Le fonctionnaire inférieur, le porion dans les Mines, le facteur ou le sergent de ville étaient des Sarrois, c'est-à-dire des personnes nées dans la région et qui, ne pouvant franchir que les échelons inférieurs de la hiérarchie, y restaient et y prenaient leur retraite.

Nous estimons que ceux-là ont le droit d'être électeurs. Par contre, les fonctionnaires supérieurs de l'Administration ou des Mines étaient des Prussiens (ou des Bava-rois dans la partie bava-roise) qui ne venaient en Sarre qu'incidemment au cours de leur carrière, qui pouvaient être mutés dans tout le royaume et qui, notamment en recevant de l'avancement, quittaient la région pour un autre poste et très souvent sans jamais y revenir. Pour ceux-ci, nous estimons qu'ils n'avaient pas une résidence en Sarre avec l'intention d'y rester et que, pas plus que l'officier des troupes d'occupation françaises, ils ne satisfont aux conditions posées par la décision du 4 juin et que, par suite, ils ne doivent pas être électeurs.

*
**

Si la controverse relative aux conditions exigées pour être électeur est réglée par la décision du Conseil de la Société des Nations (du moins en principe, car nous venons de montrer qu'il reste des incertitudes), nous pouvons nous demander si le Traité a posé des conditions qui répondent bien au but de la consultation populaire. Nous ne le croyons pas. Si le plébiscite avait eu lieu immédiatement, ces conditions étaient suffisantes. Mais le Traité, en reculant la date de la consultation à l'expiration d'un délai de quinze ans et en indiquant dans les solutions possibles le maintien du régime actuel, a voulu que les électeurs aient pu apprécier la valeur de ce régime pour la vie économique du Territoire.

Par suite, nous pensons qu'il aurait été indiqué de

n'admettre comme électeurs que les personnes ayant pu, à la date du vote, juger par elles-mêmes des résultats du statut de la Sarre. Nous estimons que ce ne sont pas les personnes ayant demeuré en Sarre le 28 juin 1919 qui auraient dû être inscrites sur les listes électorales du plébiscite, mais les personnes qui, à la date de ce plébiscite, auraient non seulement eu leur résidence en Sarre, mais y auraient effectivement demeuré et exercé leur activité depuis un temps suffisant — qui aurait pu être celui fixé par l'ordonnance établissant la qualité d'habitant du Territoire ou même un temps supérieur — pour que l'on puisse réellement présumer l'intention de rester que demande le rapport du Comité des Trois.

La règle fixée par le Traité amènera l'étrange résultat suivant : des personnes n'ayant absolument aucun intérêt en Sarre, n'y ayant aucune attache, ne devant plus jamais y revenir, contribueront pourtant à décider du sort du Territoire alors que d'autres personnes, fixées en Sarre depuis plus de quinze ans, ayant consacré tous leurs efforts au développement de la vie économique sarroise, y ayant tous leurs intérêts, y étant même propriétaires, n'auront pas le droit de venir déposer leur bulletin dans l'urne. Nous pensons que c'est une situation illogique, mais la faute en est au Traité lui-même et non pas au Conseil de la Société des Nations qui a interprété la lettre du Traité d'une façon rationnelle (1).

(1) On estime que le nombre de personnes ayant le droit de vote est d'environ 500.000.

V. — L'ORGANISATION DU PLÉBISCITE ET LE CONTENTIEUX

Le Conseil de la Société des Nations, sur la proposition du Comité Aloisi, a constitué une Commission spéciale chargée de l'organisation, de la direction et du contrôle du plébiscite (1). Cette Commission est donc l'organe d'exécution des décisions du Conseil de la Société des Nations relatives au plébiscite. Cette Commission de plébiscite a la faculté de préparer, pour être soumis au Conseil de la Société des Nations et en cas d'urgence à son Comité, toutes ordonnances et dispositions utiles se référant au plébiscite dans la Sarre et ne rentrant pas dans le cadre de ses attributions réglementaires.

La Commission de plébiscite est entrée en fonction le 1^{er} juillet 1934.

Les membres de la Commission ont décidé de prendre la présidence à tour de rôle tous les deux mois. Pour les deux premiers mois, le président était le membre suédois. Il lui a succédé le membre hollandais, puis le membre suisse.

Le rôle de la Commission de plébiscite est totalement différent de celui de la Commission de Gouvernement. Celle-ci continue à administrer le Territoire

(1) Cette Commission de plébiscite se compose de trois membres nommés par le Conseil de la Société des Nations : Le Suédois ALAN RHODE, Gouverneur de la province de Gotland, le Suisse VICTOR HENRY, Préfet de Porrentruy, et le Hollandais de JONG, ancien Directeur des Travaux publics des Indes Hollandaises. Ils sont assistés d'un expert, l'Américaine Miss SARAH WAMBAUGH. En cas de besoin, cet expert remplacera, à titre de suppléant, tout membre de la Commission empêché.

dans les mêmes conditions qu'auparavant, et a à prendre éventuellement les mesures qui lui sont demandées par la Commission de plébiscite. C'est la Commission de Gouvernement qui continue à être chargée du maintien de l'ordre. Ce point est très important : car il faut pouvoir empêcher les troubles et les actes de violence pendant la période de préparation du plébiscite et, au cours de celui-ci, assurer la liberté des opérations de vote. La police locale, d'un faible effectif, risque d'être insuffisante. Certains membres de la Commission de Gouvernement avaient demandé l'envoi d'une police internationale. La réalisation de cette mesure eût été difficile. La décision du Conseil de la Société des Nations du 4 juin prévoit simplement que la Commission de Gouvernement pourra renforcer la police et, la gendarmerie, soit par des éléments recrutés parmi les habitants du Territoire, soit par des éléments étrangers.

La Commission de Gouvernement, par contre, ne s'immisce pas dans l'organisation du plébiscite qui est uniquement du ressort de la Commission de plébiscite. Remarquons que le Comité des Trois (Comité Aloisi) continue à subsister, le Conseil ayant prolongé son mandat. Il existe donc, depuis le 1^{er} juillet, quatre organismes s'occupant de la Sarre : pour l'administration normale, la Commission de Gouvernement responsable devant le Conseil de la Société des Nations et pour la préparation du plébiscite, la Commission de plébiscite qui référera de ses opérations au Comité des Trois, délégué par le Conseil de la Société des Nations, auquel reste le pouvoir de décision sans appel.

Les contestations relatives au plébiscite, étant donné leur caractère spécial, ne pouvaient être jugées par les tribunaux ordinaires de la Sarre. Ceux-ci, par suite de leur mode de recrutement, auraient été très suspects. Aussi le Conseil de la Société des Nations a-t-il pris les mesures d'ordre judiciaire suivantes :

Il est constitué dans le Territoire un tribunal supérieur de plébiscite ainsi que huit tribunaux de cercle. Ces juridictions connaîtront :

1^o Des contestations concernant les inscriptions sur les listes des ayants-droit au vote et la validité des opérations de vote;

2^o Des infractions prévues par les règlements plébiscitaires;

3^o Des infractions de droit pénal commun en tant qu'elles sont en rapport avec l'objet de la consultation populaire, commises avant, pendant et après les opérations plébiscitaires.

Les magistrats du tribunal supérieur de plébiscite ont été nommés par le Président du Conseil de la Société des Nations.

Ces organes judiciaires sont entrés en fonction le 1^{er} septembre 1934.

Ajoutons que les dépenses afférentes au plébiscite figureront à un compte spécial, dans lequel entreront en recettes une avance de 1 million de francs français fournie par le Territoire de la Sarre et une avance de 5 millions de chacun des Gouvernements français et allemand qui pourront être appelés par le Conseil de la Société des Nations à verser de nouvelles avances

si les 11 millions primitivement fournis s'avéraient insuffisants.

*
**

Nous venons de voir quand et dans quelles conditions le plébiscite aura lieu et quels sont les différents organes, exécutifs ou judiciaires, créés pour assurer son bon fonctionnement. Nous ne doutons pas que, matériellement, il ne soit régulièrement organisé (1), nous pensons même que l'on pourra éviter les violences et les désordres, mais la véritable liberté sera-t-elle assurée ? Le Comité des Trois dans son rapport disait : « La liberté et la sincérité du vote seraient compromises au cas où les personnes qui y prennent part pourraient avoir des raisons de craindre des mesures de rigueur ultérieures dont elles seraient l'objet en raison de leur attitude politique pendant l'administration du Territoire par la Société des Nations, en rapport avec l'objet de la consultation populaire. La seule éventualité de telles mesures serait déjà de nature à affecter la liberté et la sincérité des votes ».

Les engagements de l'Allemagne ont calmé les appréhensions du Conseil de la Société des Nations, qui a par ailleurs déclaré : « Le Conseil veillera à l'accomplissement de ces engagements, accomplissement qu'il considère comme une condition essentielle de la consultation populaire ». Si des votants se trouvaient victimes ou croyaient être victimes de pression ou de représailles, ils pourraient, pendant une période d'un an

(1) L'établissement des listes électorales donne pourtant déjà lieu à des critiques justifiées.

à dater de l'établissement du régime définitif, s'adresser directement au tribunal supérieur de plébiscite qui sera maintenu.

Les déclarations de l'Allemagne et de la France ne concernent que les votants, mais le Conseil de la Société des Nations, en vertu du paragraphe 39, peut étendre aux habitants qui n'ont pas le droit de vote, les garanties souscrites en faveur des votants. Il faudrait avoir la certitude qu'aucun habitant du Territoire ne puisse être inquiété ou subir un dommage quelconque en raison de son attitude politique. Même s'il n'y a pas de représailles officielles, n'y a-t-il pas à craindre des représailles privées sur lesquelles les autorités fermeront les yeux et des boycottages contre lesquels nulle décision de justice ne peut avoir d'effet ?

Officiellement le vote sera libre et sincère. Pratiquement, le sera-t-il ? C'est une question que l'expérience seule permettra de résoudre.

§ 4. — L'interprétation du plébiscite par la Société des Nations

Le vote, avons-nous dit, aura lieu par Bürgermeisterei. Il y aura donc 83 circonscriptions électorales. Dans chacune, on fera le total des voix qui se seront portées sur l'une ou l'autre des trois solutions possibles : Rattachement à la France, Rattachement à l'Allemagne, Maintien du régime actuel.

Après le plébiscite, et d'après le paragraphe 35 de l'Annexe au Traité, la Société des Nations décidera de la souveraineté sous laquelle le Territoire sera placé,

en tenant compte du désir exprimé par le vote de la population.

Le vote de la population n'est donc pour la Société des Nations qu'une indication dont elle doit tenir compte, mais qui ne la lie pas d'une façon absolue (1). Si chaque circonscription électorale devait être placée sous le régime indiqué par la majorité des votants, le Traité l'aurait spécifié, ne laissant à la Société des Nations qu'un rôle d'homologation, alors qu'il lui a donné un rôle de décision. En outre, le bon sens montre une impossibilité d'ordre géographique à donner, dans chaque circonscription, satisfaction à la majorité. Une circonscription dans laquelle la majorité aurait voté pour la France, par exemple, pourrait être enclavée dans des circonscriptions ayant voté pour l'Allemagne. Il nous paraît impossible qu'elle puisse être rattachée à la France (2) d'autant plus que ce fait pourrait se produire à plusieurs reprises dans des sens divers pour l'une ou l'autre des trois solutions. Il serait de même impossible (en supposant des votes correspondant à ces solutions) de réunir à la France une série de circonscriptions voisines de la frontière allemande et à l'Allemagne une série de circonscriptions voisines de la frontière française. Dans ce cas, il devrait y avoir lieu

(1) Cf BIESEL (E.), *Die völkerrechtliche Stellung des Saargebietes*, page 129.

(2) Il existe bien France une enclave espagnole (Llivia) dûe à un oubli dans le Traité des Pyrénées, mais elle est très près de l'Espagne et reliée à celle-ci par une route directe à régime spécial. Rien ne dit que l'on pourrait avoir en Sarre une telle route dans chaque cas et, en outre, cet état anormal n'est guère recommandable.

à des échanges. Il faut enfin tenir compte du droit des minorités qui pourra amener, parfois, la Société des Nations à adopter une solution intermédiaire.

En résumé, la Société des Nations aura à décider du régime futur non pas pour toute la Sarre, mais pour les diverses circonscriptions ou, comme le dit le paragraphe 35 de l'Annexe, pour tout ou partie du Territoire.

Il pourrait donc arriver qu'une partie du Territoire fût rattachée à la France, une partie à l'Allemagne et qu'une partie restât soumise au régime actuel.

Jusqu'à la décision finale de la Société des Nations, la Sarre restera administrée par la Commission de Gouvernement.

Dans les chapitres qui vont suivre, nous supposons que le régime choisi soit le même pour tout le Territoire (1) et dans chaque cas nous admettrons, ce qui est normal, que la frontière politique coïncide entièrement avec la frontière économique, c'est-à-dire que, en cas de rattachement à la France ou à l'Allemagne, la Sarre soit incorporée à l'économie française ou allemande, sans différence de régime avec les autres parties du territoire national.

(1) Si le Territoire était fragmenté en trois parties, ce que nous dirons s'appliquerait partiellement à la partie soumise au régime considéré.

CHAPITRE II

LE RATTACHEMENT A LA FRANCE

Nous avons montré plus haut les liens physiques et économiques qui unissent la Sarre à la France et tout spécialement à la Lorraine. Nous avons montré que son orientation économique, déterminée par la vente du charbon, l'approvisionnement en matières alimentaires et en minerai de fer, est dans la direction de l'Ouest et non pas de l'Est. Il semblerait donc que la solution rationnelle du problème de la Sarre fut son rattachement intégral à la France. En est-il réellement ainsi ? C'est ce que nous allons rechercher en faisant apparaître successivement du point de vue français, puis du point de vue de la Sarre, les raisons qui favorisent le rattachement et les obstacles qui s'y opposent.

§ 1. — Les raisons d'intérêt français en faveur du rattachement à la France

Ce rattachement serait conforme, dans l'ensemble, aux intérêts français.

Non seulement l'Etat français est propriétaire des

mines domaniales, mais, comme nous l'avons vu, les capitaux français engagés dans les grandes usines, les mines de Frankenholz, les industries de transformation ou le commerce sont considérables. Par ailleurs, les banques françaises qui ont des succursales installées sur le Territoire ont fourni des fonds à de nombreuses entreprises sarroises. Les prêts hypothécaires consentis, soit par ces banques, soit directement par des particuliers, ont également une assez grande importance. A la vérité, au cours des dernières années, des capitalistes français, inquiétés par la marche des événements et craignant de voir leurs fonds compromis ou du moins difficiles à rapatrier en cas de retour à l'Allemagne, les ont retirés par avance. Depuis 1929, les intérêts privés français en Sarre ont perdu de leur importance. Il n'en est pas moins vrai qu'ils sont évalués actuellement à près de deux milliards; ils représentent donc une part notable des capitaux du Territoire; le rattachement de la Sarre à la France ne ferait que sanctionner l'influence prépondérante des intérêts français dans l'industrie sarroise.

L'intérêt général économique de la France milite également pour le rattachement de la Sarre à notre pays.

La question primordiale est celle du charbon. La France est un pays largement importateur de charbon. En 1933, la production française de houille (Sarre non comprise) a été de 47.941.000 tonnes. Les exportations ont été seulement de 1.556.000 tonnes alors que les importations se sont élevées à 17.952.000 tonnes. Les

apports de charbons étrangers sont donc très considérables et tiennent une place importante dans le passif de notre balance commerciale. En 1933, le charbon envoyé par l'Angleterre soldait, à lui seul, plus de la moitié de tous les achats de ce pays en France. Les mesures de contingentement ont pu endiguer ces apports, elles ne pourront pas les supprimer. Il est donc intéressant pour la France de pouvoir diminuer le plus possible ces importations de combustible étranger. Les quatre millions de tonnes de charbon qu'elle reçoit actuellement de la Sarre, qu'elle continuerait à recevoir si celle-ci lui était unie, remplacent quatre millions de tonnes de charbon qu'elle serait obligée de payer en devises étrangères si la Sarre était séparée. Il serait même à souhaiter que, dans l'hypothèse où nous nous plaçons, la Sarre pût fournir encore plus de charbon à la France. Les Mines de la Sarre, dont il serait facile d'augmenter l'extraction si les débouchés commerciaux étaient suffisants, constitueraient en outre pour la France une réserve pour les moments difficiles et permettraient de suppléer aux défaillances possibles dans l'un ou l'autre de nos bassins nationaux ou dans un des bassins étrangers dont la France est tributaire, comme elles le firent pendant la grève anglaise de 1921.

Si nous jetons maintenant un coup d'œil sur un avenir plus lointain, nous rappellerons que les réserves de houille du Territoire de la Sarre sont aussi importantes que celles de toute la France (moins celles encore un peu indéterminées de la Lorraine). Si la Sarre

était réunie à la France, celle-ci aurait l'assurance de pouvoir doubler la durée d'ensemble de son exploitation houillère. Il est donc, au total, certain que la France, pays importateur de charbon et pays à réserves houillères assez faibles en comparaison de sa consommation, est intéressée au rattachement de la Sarre.

Le commerce français profiterait également du rattachement à la France. Nous avons vu que la Sarre se classe actuellement comme cinquième client de la France, qu'elle entretient des relations commerciales actives avec les diverses parties de notre territoire qui lui fournissent les marchandises les plus diverses et spécialement avec les départements limitrophes d'Alsace et de Lorraine qui contribuent pour la plus grande part à son alimentation. On peut estimer au total que le commerce de la France avec la Sarre fait travailler en France environ 100.000 personnes.

Il est donc de l'intérêt français en général que cette source de ventes ne soit pas tarie, que nos agriculteurs lorrains comme nos viticulteurs du Midi, nos tisseurs du Nord ou nos fabricants d'articles de Paris conservent ce débouché sans le voir fermé par de nouvelles barrières.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue les avantages plus généraux qui résultent de toute extension territoriale et qui seraient pour nous très sensibles (1).

Le rattachement de la Sarre à la France paraît donc conforme aux intérêts français, non seulement à ceux

(1) BROCARD (L.), *Principes d'économie nationale et internationale*. Tome II, pages 310 et suivantes.

du commerce et de l'industrie, mais à ceux de l'économie nationale toute entière.

§ 2. — Les raisons d'intérêt sarrois en faveur du rattachement

La situation économique actuelle de la Sarre facilite ce rattachement à divers points de vue. La monnaie légale est le franc. Nul problème monétaire ne se poserait donc. D'autre part, en raison de l'union douanière actuelle, aucune barrière ne sépare la Sarre de la France. La situation serait à peu près sans changement, sauf qu'à l'union douanière mitigée d'aujourd'hui se substituerait une union douanière parfaite ou plus exactement qu'il n'y aurait plus, à proprement parler, d'union douanière mais incorporation d'un nouveau territoire dans l'unité française.

Mais à la frontière sarro-allemande, devenue franco-allemande, les bénéfices spéciaux de l'Arrangement de 1928 seraient supprimés et remplacés par une barrière que l'Allemagne n'essaierait certainement pas d'abaisser.

Que deviendrait, au point de vue du commerce, la Sarre, réunie à la France et séparée de l'Allemagne par tous les obstacles qui s'interposent entre les nations ?

I. — LE POINT DE VUE DES IMPORTATIONS

L'importation qui joue le plus grand rôle dans la vie industrielle de la Sarre est celle du minerai de fer. Il n'y aurait, à cet égard, rien de changé et comme à

part les minerais manganésés qui lui viennent de Russie ou de pays hors d'Europe, son industrie métallurgique est basée sur la minette, le rattachement à la France consacrerait d'une façon définitive cette alliance du charbon sarrois et du fer lorrain qui existait avant la guerre.

Pour les produits alimentaires, la plus grande partie vient de France et surtout de Lorraine. La Sarre ne reçoit d'Allemagne que quelques produits correspondant, ainsi que nous l'avons vu, à des particularités spéciales de l'alimentation. La France pourrait lui livrer, sinon les mêmes produits, du moins des produits équivalents et qui arriveraient assez vite à remplacer les produits allemands. La preuve nous en est fournie par les nombreux produits alimentaires français, autrefois inconnus, qui ont pénétré en Sarre au cours de ces quinze années.

Pour les produits manufacturés, la situation est analogue. La majorité vient de France, un assez gros appoint vient d'Allemagne. Là encore, nous croyons que l'orientation plus complète vers la France pourrait se faire sans graves inconvénients pour la population sarroise. Parmi les marchandises allemandes qu'elle reçoit actuellement, bien rares sont celles que la France ne pourrait fournir. Peut-être pourrait-on citer les livres écrits en allemand ou les caractères gothiques d'imprimerie, et encore est-il bien vraisemblable que l'Alsace pourrait les livrer.

Le commerce français est important en Sarre, il pourrait l'être beaucoup plus, si, comme nous l'avons

montré, une bonne partie de la France ne se désintéressait pas plus ou moins de la Sarre. Si la Sarre se rattachait à la France il faudrait que cet état cessât, que les fabricants de tissus, de chaussures, d'articles de ménage ou de jouets vinssent sur place pour se rendre compte des goûts et des habitudes locales et le commerce français pourrait alors supplanter totalement le commerce allemand correspondant.

Nous pouvons donc, croyons-nous, dire que, sous la condition d'une compréhension plus complète des usages et besoins sarrois, la France pourrait remplacer l'Allemagne pour la livraison de presque toutes les marchandises.

II. — LE POINT DE VUE DES EXPORTATIONS

Que deviendraient les exportations sarroises en cas de fermeture de la frontière allemande ?

Comme nous l'avons vu, par suite de la structure spéciale du pays, les exportations sarroises se composent essentiellement de charbon et de produits métallurgiques. Les autres marchandises ne jouent qu'un rôle accessoire. Nous n'aurons donc qu'à voir ce qu'il adviendrait des deux sortes de produits, bases de l'économie sarroise.

Pour le charbon, nous avons montré que son débouché naturel est la région de l'Est et du Sud-Est de la France. Les statistiques des ventes nous ont prouvé que la France absorbe, selon les années, quatre à cinq fois plus de charbon sarrois que l'Allemagne et que le reste va surtout vers la Suisse et l'Italie. Quels graves changements y aurait-il donc pour l'industrie houillère

en cas de rattachement à la France ? Aucun. Pour la plus grande satisfaction de la Ruhr qui, nous l'avons vu, s'oppose à l'entrée du charbon sarrois, l'Allemagne cesserait de prendre la quantité assez faible qu'elle reçoit maintenant. Il n'est pas dit que, la situation de la Sarre étant consolidée, et la crise actuelle, espérons-le, atténuée, la France n'arriverait pas à absorber une quantité supplémentaire égale à celle que ne consommerait plus l'Allemagne, puisqu'elle l'a fait dans les années de prospérité.

Pour les produits métallurgiques, il y aurait un peu plus de difficultés, mais celles-ci ne sont pas insurmontables.

Les tableaux statistiques que nous avons dressés nous ont montré que si nous considérons les produits laminés, les plus importants, la répartition des ventes au cours des dernières années a varié de 26,9 à 35,4 % pour l'Allemagne, 31,1 à 36,7 % pour la France, 24,3 à 28,2 % pour l'étranger avec 8,3 à 10,2 % restant en Sarre.

En considérant ces chiffres, nous pouvons, en gros, dire qu'un tiers de la production est écoulée en Allemagne, un tiers en France, un tiers en Sarre et à l'étranger.

Si la Sarre était rattachée à la France, celle-ci verrait sa capacité de production d'acier considérablement accrue et devrait absorber la part de la production sidérurgique sarroise qui n'irait plus en Allemagne. Les métallurgistes ont, d'ailleurs, compris qu'un changement de régime politique de la Sarre modifierait l'équi-

libre, puisque c'est un cas prévu de dissolution de l'Entente Internationale de l'Acier. Il faudrait procéder à une nouvelle répartition des débouchés. Celle-ci serait facilitée par le fait qu'un certain nombre de groupes métallurgiques français sont intéressés dans les grandes usines sarroises. D'ailleurs ces usines sont déjà affiliées au Comptoir sidérurgique de France et à ses divers comptoirs de vente. Ceux-ci devraient donc tenir compte du nouvel état de choses et faire une place plus grande à la métallurgie sarroise, devenue partie intégrante de la métallurgie française, comme ils l'ont déjà fait pour la métallurgie lorraine.

Si au début il y avait, comme dans toute période de transition, quelques difficultés de réajustement, elles s'atténueraient bientôt. Dans l'avenir, la situation pourrait encore s'améliorer par une augmentation de l'usage de l'acier en France, où la consommation par tête d'habitant est plus faible qu'en Allemagne et surtout par une large politique de placement de nos produits métallurgiques. Songeons que la France n'est pas limitée à sa partie européenne. Elle s'étend, grâce à son domaine colonial, dans toutes les parties du monde. Il y a, dans nos colonies, tout un travail de mise en valeur à effectuer, qui exigera l'apport de l'acier de la métropole. C'est dans ces territoires de la France d'outre-mer que la métallurgie nationale, qui engloberait alors la métallurgie sarroise, pourrait trouver un nouveau et magnifique débouché.

§ 3. — Les obstacles qui s'opposent au rattachement

Au point de vue économique, le rattachement de la Sarre à la France est donc parfaitement possible.

Au point de vue du vote lors du plébiscite, cette solution se heurte à certains obstacles d'ordre plutôt psychologique chez un assez grand nombre d'électeurs.

Si l'histoire fournit plus d'un argument en faveur du rattachement à la France, elle fait apparaître aussi qu'à la population originaire, d'attaches lorraines, sont venus s'ajouter, au cours du siècle dernier, surtout dans les classes dirigeantes, de nombreux éléments prussiens. Il y aura, l'an prochain, 120 ans que la Sarre est devenue prussienne et si ce chiffre est faible en comparaison des siècles passés, pendant lesquels elle était ou française ou dans la zone d'influence française, il est suffisant pour que, dans beaucoup de familles, les souvenirs français se soient affaiblis.

Par ailleurs, si le régime actuel a permis à la Sarre de prendre son orientation économique naturelle vers la France, il a conservé la langue, l'organisation administrative, la législation allemandes. Certains, qui se rendent compte des avantages économiques d'un rattachement à la France, sont troublés par la perspective d'une solution qui briserait, sur tous ces points, d'ancestrales habitudes. La différence de langue, notamment, est un grand obstacle au rapprochement des peuples. Beaucoup appréhendent d'entrer en rapport avec des fonctionnaires, des juges parlant français, d'être obligés d'employer la langue française dans toutes

les relations officielles et même dans les relations d'affaires. Ils craignent, par suite de la diversité de langue, d'être toujours considérés en France comme des étrangers.

Il ne serait pas impossible d'apporter une solution à ces problèmes et l'exemple de l'Alsace et de la Lorraine désannexées est là pour le prouver.

En outre, les Sarrois ne sont pas astreints aux obligations militaires et ils n'ont pas la charge de lourdes dettes publiques. La seule perspective de participer éventuellement à l'amortissement de la dette publique française et d'avoir à fournir le service militaire pourrait empêcher certains d'entre eux de se prononcer pour une annexion à la France.

*
**

En résumé, le rattachement de la Sarre à la France serait, dans l'ensemble, conforme aux intérêts économiques des deux pays, à ceux de la France importatrice de charbon, comme à ceux de la Sarre importatrice de minerais et de produits alimentaires et manufacturés. Il ne ferait que consacrer l'unité sarro-lorraine géographique, historique et économique que nous avons vu s'affirmer au cours de cette étude. Mais cette solution se heurte aux habitudes de langue et de législation, à une empreinte allemande de plus d'un siècle et aux origines ethniques d'une partie de la population. Comme ces facteurs tiennent une grande place dans l'esprit des électeurs participant au plébiscite, il est à craindre que leur influence ne soit dominante et que,

sauf peut-être dans quelques régions voisines de la frontière lorraine où les habitants se rendent compte de leurs avantages personnels à un rattachement à la France, elle ne fasse obstacle à l'adoption d'une solution économiquement souhaitable.

CHAPITRE III

LE RATTACHEMENT A L'ALLEMAGNE

C'est naturellement la solution que préconisent tous les auteurs allemands. C'est celle que l'on trouve annoncée comme certaine dans toute la presse germanique, celle que l'on propage méthodiquement dans les milieux sarrois comme acquise d'avance.

Quant aux conséquences économiques du rattachement, les discours ou les articles de presse témoignent d'un grand optimisme. Les auteurs qui étudient plus sérieusement les répercussions probables, reconnaissent que, sur beaucoup de points, le rattachement pose des problèmes difficiles à résoudre.

C'est qu'en effet, si l'Allemagne trouve des avantages politiques et stratégiques certains au rattachement de la Sarre, les avantages économiques sont plus faibles pour la raison qu'elle est déjà largement exportatrice de charbon et de produits métallurgiques et que les réserves houillères de la Sarre ne représentent qu'une

fraction assez faible des réserves totales de l'Allemagne.

Les facteurs qui peuvent agir pour ou contre le rattachement sont nombreux et complexes. Ils peuvent se classer en deux catégories: d'abord l'état d'esprit de la population, dont dépend, dans une certaine mesure, le résultat du plébiscite et, d'autre part, la considération des conséquences économiques du rattachement qui peut influencer sur le vote. Nous examinerons successivement ces deux catégories de facteurs. Nous étudierons ensuite les solutions préconisées en Allemagne pour atténuer certains effets du rattachement.

§ 1. — Les facteurs d'ordre ethnique et psychologique

Les uns sont favorables et les autres défavorables au rattachement.

I. — LES FACTEURS FAVORABLES AU RATTACHEMENT

En dehors de la propagande de l'Allemagne en Sarre, dont nous avons déjà parlé, un certain nombre de facteurs psychologiques interviennent pour favoriser le rattachement de la Sarre à l'Allemagne. Ce sont ceux que nous avons vu, dans les pages précédentes, s'opposer comme de puissants obstacles au rattachement à la France: la langue, l'origine prussienne des nombreux émigrés du siècle dernier, qui constituent une partie très influente et politiquement très active de la population; l'ensemble de la législation et de l'organisation administrative et judiciaire qui sont restées allemandes; le moule allemand, disons même

prussien, dans lequel ont été modelés tous les fonctionnaires, l'influence de l'accoutumance de plus d'un siècle à un régime dont la structure, malgré le changement politique, a été conservée au cours de la période de transition de quinze ans que nous venons de traverser. A part la création de la Commission de Gouvernement et de la Cour suprême de Justice, ainsi que l'introduction du franc et du système douanier français, l'ossature du pays est restée allemande. C'est, évidemment, une condition très favorable au rattachement du Territoire à l'Allemagne. Pour assurer quelque peu l'équilibre, il eût fallu tout au moins que les fonctionnaires allemands fussent remplacés par des fonctionnaires spécifiquement sarrois ou neutres. On l'a fait pour le haut personnel de direction et pour la Cour suprême, mais c'est insuffisant car ceux qui ont le plus d'influence sont ceux qui sont en liaison quotidienne avec la population.

Si, par suite de la situation de la Sarre, il n'était pas facile de lui donner une autonomie parfaite avec ses cadres, sa législation, son université, son évêché, absolument propres, il n'en reste pas moins que la situation créée par le Traité de Paix a maintenu de nombreux liens avec l'Allemagne qui favorisent cette dernière et qu'elle y trouve un important appui pour le plébiscite.

II. — LES FACTEURS DÉFAVORABLES AU RATTACHEMENT

On trouve pourtant dans certains milieux de la population sarroise quelque appréhension du retour à l'Alle-

magne et quelques craintes, souvent d'ordre politique ou social plus qu'économique (1).

Les ouvriers un peu âgés ne peuvent s'empêcher de penser qu'ils sont actuellement beaucoup mieux traités, malgré les frictions inévitables et jouissent d'une liberté bien plus grande qu'avant la guerre, alors que, dans les mines, comme dans la métallurgie, la masse ouvrière était soumise au régime demeuré célèbre sous le nom de système Stumm-Hilger (2).

Les ouvriers se rendent compte également que, malgré le chômage existant en Sarre (et qui décroît actuellement), leur situation est meilleure qu'en Allemagne, que le nombre de chômeurs est moins grand (3) et que les salaires réels sont certainement

(1) Il y a naturellement d'abord une opposition dans les partis pourchassés en Allemagne, socialistes et communistes. De même quelques catholiques s'émouvent des vexations auxquelles ont été soumis un certain nombre d'ecclésiastiques en Allemagne et, craignant un nouveau Kulturkampf facilité par la dissolution du centre, ne manifestent aucun empressement d'être rattachés. La population israélite paraît se faire des illusions sur son sort. Ce sont des questions de politique pure que nous ne voulons pas aborder.

(2) HILGER ayant été nommé président du congrès minier allemand de 1933, dans lequel il s'est beaucoup occupé de la question de la Sarre, la *Volksstimme*, dans son numéro du 29 septembre 1933 prédisait que le retour à l'Allemagne dans les conditions actuelles, signifierait pour la population ouvrière sarroise le retour à « l'ilotisme du système STUMM-HILGER ».

(3) Il y a eu, certainement, depuis un an, une réduction du chômage en Allemagne; mais, ainsi que nous l'avons montré avec des chiffres authentiques pour la Ruhr, cette réduction est moins forte qu'on ne l'annonce dans la presse. Par ailleurs, on ne compte plus comme chômeurs les hommes employés dans les camps de tra-

plus élevés (1). Par ailleurs les mineurs qui travaillent une demi-heure de moins par jour que les mineurs de la Ruhr peuvent se demander s'ils conserveront cet avantage. Très attachés à leurs syndicats, ils peuvent craindre de les voir supprimer lors du rattachement. Certains savent que les impôts, les loyers, les tarifs de chemins de fer sont moins élevés en Sarre qu'en Allemagne. Si les milieux ouvriers, dans l'ensemble, ne se rendent pas compte des répercussions économiques qu'entraînerait le retour de la Sarre à l'Allemagne et dont ils seraient les premiers à souffrir, nombreux sont ceux qui, comparant la situation présente avec la situation passée, ont l'intuition que le régime futur pourrait bien ne pas leur apporter toutes les améliorations promises. Depuis quelque temps ils trouvent un nouveau motif de douter des avantages à espérer du changement en considérant la crise financière allemande.

Enfin, les 3.000 ouvriers sarrois travaillant dans les fosses de Lorraine peuvent se demander si, en cas de

vaux. (D'après la *Volksstimme* du 23 juin 1934, ils seraient au nombre de 1.040.000). Or, les hommes employés dans ces conditions ne touchent pas des salaires normaux.

(1) La *Volksstimme*, a publié, le 5 avril 1934, le relevé de la fiche de salaire d'un ouvrier allemand ayant travaillé normalement pendant la deuxième semaine de juillet 1933. Le salaire brut était de 18 marks 72 pfennigs, mais il y avait 3 marks 60 pour les cotisations diverses et les impôts, si bien que le total net à toucher était de 15 marks 42, soit environ 92 francs, ou approximativement 370 francs par mois. Peut-être d'ailleurs un tel chiffre est-il exceptionnel. Toutefois, le 23 juin 1934, dans un discours prononcé à Duisbourg, le ministre de la Propagande a avoué qu'il y avait en Allemagne des salaires ne correspondant pas au niveau de la culture du peuple allemand.

rattachement à l'Allemagne, ils ne risqueraient pas d'être remplacés par de jeunes chômeurs français susceptibles de s'accoutumer à la vie de la mine ou par des mineurs polonais (1).

§ 2. — Les conséquences économiques du rattachement à l'Allemagne

Admettons que, malgré les appréhensions et les craintes que nous venons de mentionner, sous l'influence des facteurs favorables à l'Allemagne, la majorité des électeurs se prononcent pour elle, que le Territoire en entier lui soit rattaché, que la rupture avec la France soit complète et examinons quelle serait la nouvelle situation économique de la Sarre.

Comme dans le chapitre précédent, nous considérerons successivement les importations et les exportations. Nous ferons cet examen plus minutieusement parce que le rattachement à l'Allemagne aurait sur l'économie sarroise des répercussions plus profondes que le rattachement à la France.

I. — L'IMPORTATION DES PRODUITS ALIMENTAIRES

Nous avons vu déjà que les ressources agricoles du Territoire assurent à peine pour deux mois de subsistance à la population entière et que les produits ali-

(1) Pour vaincre cette crainte, le ministre de la Propagande allemande a promis la création de nouvelles fosses dans le Warndt, c'est-à-dire en Sarre à proximité de la frontière lorraine, fosses où, éventuellement, les mineurs sarrois renvoyés des mines de Lorraine pourraient trouver du travail. Nous verrons plus loin ce qu'il faut penser de cette assertion.

mentaires provenant de France et spécialement de Lorraine représentent la consommation de huit mois. Nous avons montré que, de tout temps, l'Alsace et la Lorraine ont été les principaux fournisseurs agricoles de la Sarre industrielle et que ce rôle correspondait à l'union naturelle qui existe entre les deux régions. Les auteurs allemands le reconnaissent d'ailleurs (1). Il est évident que si la Sarre, par suite de son rattachement à l'Allemagne, était complètement fermée au commerce français, la France et la Lorraine en première ligne perdraient un débouché important pour leurs produits alimentaires. Mais la Sarre, croyons-nous, aurait encore plus à en souffrir. Ce n'est pas impunément que l'on brise les liens naturels, et le ravitaillement de la Sarre serait, sinon compromis, du moins singulièrement difficile. On ne peut pas dire que le rattachement à l'Allemagne remettrait simplement la Sarre dans l'unité allemande, comme avant 1920, que la ligne douanière qui la sépare du Reich n'existait pas autrefois et que, par conséquent, tout reviendrait dans l'ancien état. Une modification profonde est

(1) Par exemple WIZINGER (P.), dans son ouvrage spécialement consacré à l'étude du ravitaillement de la Sarre, *Die Versorgung des Saargebietes mit landwirtschaftlichen Erzeugnissen vor und nach Errichtung der Zollgrenze*, dit, page 7 : « Naturellement, de tout temps, la Sarre a reçu des produits agricoles d'Alsace-Lorraine ». Remarquons ce mot « naturellement ». A la page 34, le même auteur dit, à propos des fruits et des légumes : « La Lorraine est sans concurrence », et, plus loin : « Presque tous les légumes viennent donc de France », et, à de nombreux endroits quand il passe en revue les divers produits agricoles, notamment le bétail, l'auteur est forcé de reconnaître que la source habituelle et normale est la Lorraine.

intervenue qui subsiste dans toute hypothèse : le retour à la France de l'Alsace-Lorraine séparée depuis 1871. Le rattachement de la Sarre à l'Allemagne, c'est la séparation de la Sarre et des territoires d'Alsace et de Lorraine, la rupture d'une union imposée par la nature.

L'Allemagne n'arriverait qu'avec peine à fournir à la Sarre des produits alimentaires. Elle intensifierait ses envois de porcs et de conserves, elle enverrait des blés exotiques, mais elle ne pourrait pas expédier facilement les produits qui supportent mal le transport : légumes frais, fruits et lait. Pour ces produits, pour le lait notamment, les Allemands escomptent qu'ils pourront être fournis par les régions à l'Est de la Sarre, le Palatinat, la principauté de Birkenfeld, le Hunsrück. Un auteur (1) cite avant tout la région de Miesau, qui envoyait avant guerre par jour 3.000 litres de lait à Neunkirchen. Même en décuplant ce chiffre, même en admettant l'assertion difficile à contrôler, faute de statistiques, que la Sarre recevait autrefois 45.000 litres de lait des régions limitrophes à l'Est, alors qu'elle n'en reçoit plus actuellement que quelques milliers, et qu'elle pourrait les recevoir à nouveau, il lui manquerait 75.000 litres par jour pour remplacer le lait lorrain. Le déficit, dit-on, pourrait être comblé par une intensification de la culture des fourrages et par une organisation rationnelle de la production laitière. Ne voudrait-on pas, par cette phrase assez vague, parler

(1) WIZINGER (P.), *op. cit.*, page 49.

d'une restriction de la consommation familiale et de la fabrication du beurre dans l'intérieur de l'ouvrier-paysan, restriction qui permettrait de mettre plus de lait sarrois sur le marché où sa part actuelle est, comme nous l'avons vu, très restreinte. De telles mesures, allant à l'encontre des habitudes familiales, sont vouées à l'échec. Quant à l'intensification de la culture des fourrages, nous avons vu que le sol sarrois donne actuellement à peu près le maximum de ce qu'on peut espérer en tirer.

L'Allemagne, au total, qui fournit actuellement à peu près un mois de subsistance à la Sarre devrait subitement lui en fournir près de 10. Il y aurait donc un profond changement. L'Allemagne, certainement, ne laisserait pas la Sarre mourir de faim, mais il y aurait de grosses difficultés et l'on verrait le coût de la vie, sous l'influence notamment des frais nouveaux de transport, monter en Sarre. Les produits seraient plus rares, viendraient de plus loin, deux motifs pour qu'ils soient plus chers (1).

II. — L'IMPORTATION DES PRODUITS MANUFACTURÉS

Pour les produits manufacturés, la Sarre pourrait plus facilement s'adapter à la situation nouvelle créée par son retour à l'Allemagne. C'est qu'en effet, bien que la France fournisse actuellement à la Sarre davantage de ces produits que l'Allemagne, la disproportion

(1) WIZINGER (P.), (page 49), reconnaît que, par suite des meilleures conditions naturelles, les produits agricoles lorrains sont en Sarre à meilleur marché que les produits sarrois eux-mêmes.

n'est pas aussi grande que pour les matières alimentaires (1). Les importations de produits finis d'Allemagne ne sont que légèrement inférieures à celles des mêmes produits de France. Par ailleurs, ces produits viennent de toutes les régions françaises et si l'Alsace et la Lorraine y contribuent pour une part importante, celle-ci n'est pas prépondérante comme pour les produits agricoles. Par suite, une nouvelle orientation vers l'Allemagne ne se heurterait pas à d'aussi grandes difficultés, elle serait, au reste, favorisée par la campagne en faveur des marchandises allemandes qui a lieu actuellement. La Sarre pourrait recevoir d'Allemagne les marchandises dont elle aurait besoin (2).

Ce changement d'orientation du marché sarrois serait d'ailleurs, pour un assez grand nombre de produits, accompagné d'une hausse sensible des prix. Si les marchandises françaises ont trouvé si facilement accès en Sarre, ce n'est pas uniquement sous la protection de la barrière douanière puisque celle-ci, par l'Arrangement de 1928, est largement ouverte à de nombreux produits et que les contingents autorisés de marchandises allemandes sont loin d'être absorbés. La protection douanière a pu aider certaines marchandises françaises, mais la raison principale est que ces marchandises sont à meilleur marché et que le négociant sarrois trouve son avantage personnel à faire ses achats en France plutôt qu'en Allemagne. On peut constater

(1) Cf tableau statistique, n° 22.

(2) Le commerce français en souffrirait naturellement, mais nous plaçons ici au point de vue de la Sarre.

la différence de prix sur de nombreux produits similaires venant des deux pays : le produit français est presque toujours meilleur marché que le produit allemand (1). Quand le produit allemand aura supplanté le produit français, le coût de la vie augmentera en Sarre.

III. — L'IMPORTATION DU MINERAI DE FER

Parmi les matières premières nécessaires à l'industrie que la Sarre reçoit de France, il en est une qui prime toutes les autres par son importance : le minerai de fer. Qu'arriverait-il pour l'approvisionnement en minerai de la métallurgie sarroise dans le cas du rattachement à l'Allemagne ? Nous avons vu (2) que la métallurgie, basée au cours des siècles passés sur l'emploi d'un minerai indigène, puis du minerai allemand de la région de la Lahn, avait dû s'orienter après l'épuisement de ces diverses sources vers la minette lorraine dont l'emploi avait été facilité par la découverte du procédé Thomas. Nous avons vu que, le minerai manganésé mis à part, tout son minerai lui vient de France, qu'avant la guerre, les usines sarroises, pour assurer leur approvisionnement, avaient acquis des mines de fer en Lorraine et que, après la guerre, elles avaient dû, pour conserver cette base, accepter de larges participations, parfois même le contrôle, d'usines françaises autrefois concurrentes. Que se pas-

(1) Les Allemands, quand on leur pose la question, expliquent la différence des prix par la différence des qualités : explication plus commode que juste.

(2) Pages 168 et suivantes.

serait-il si la Sarre se rattachant à l'Allemagne, un état de guerre économique se substituant à la collaboration, les capitaux français se retireraient et si les usines sarroises redevenaient entièrement allemandes? Nous nous bornerons à rappeler que sur ce point l'aide de l'Allemagne, que nous avons admise assez facile pour les produits manufacturés, plus difficile déjà pour les produits alimentaires, est totalement impossible, et nous citerons à nouveau le mot d'un auteur allemand que nous avons déjà mentionné (1) : L'union de la métallurgie sarroise avec le minerai lorrain est pour elle une question de vie ou de mort.

*
**

Les Allemands n'entraveront pas l'entrée en Sarre du minerai lorrain qui leur est indispensable. Mais la France aura-t-elle intérêt à l'envoyer ? Si l'on cherche la réponse dans les auteurs allemands, on la trouve, et très simple : Dans tout échange, le vendeur a autant d'intérêt que l'acheteur. Sinon, il n'y aurait pas d'échange. Les usines sarroises ont besoin d'acheter de la minette, mais les mines lorraines ont besoin de la vendre et comme elles ne voudront pas perdre l'important débouché que constituent les usines de la Sarre, l'exportation de la minette lorraine vers la Sarre continuera, après le rattachement à l'Allemagne, dans les mêmes conditions qu'auparavant. Nous accepterions ce raisonnement s'il s'agissait d'un produit ordinaire, par exemple d'un des produits manufacturés

(1) Page 180 (SCHLEIFENBAUM (F.), *op. cit.*, page 42.)

fournis par la France. Si la Sarre ne trouvait pas en Allemagne le remplacement des draps de Roubaix, des soieries de Lyon ou des articles de Paris et continuait à vouloir les faire venir de France, la France n'aurait certainement que des avantages à continuer ses expéditions. Mais la minette est un produit spécial et, pour ce produit, nous pensons que le raisonnement précédent perd beaucoup de sa valeur.

Tout d'abord, la minette est un produit de l'exploitation des mines, donc du type de l'économie destructive. Il ne se renouvelle pas. A l'heure actuelle, nous connaissons d'autres énergies capables de remplacer l'énergie accumulée dans le charbon et nous pouvons, sans arrière-pensée pour l'avenir, exploiter nos gisements houillers. Mais nous ne connaissons pas encore de remplaçant pour le minerai de fer. Les réserves au moins sont-elles importantes et l'éventualité de voir le minerai s'épuiser est-elle à si longue échéance qu'elle ne soit pas à considérer dès maintenant ? La France, certes, est un grand producteur de minerai de fer, mais, à la cadence d'extraction actuelle, elle risque de voir ses réserves s'épuiser dans un temps relativement court. Les réserves du bassin lorrain étaient estimées en 1911 à 1.513 millions de tonnes de minerai siliceux et 3.428 millions de tonnes de minerai calcaire, soit au total 4.941 millions de tonnes (1). La production annuelle actuelle est de 30 millions de tonnes, mais elle a atteint près de 50 millions dans les années de

(1) Axel SOMME, *La Lorraine métallurgique*, page 11, et KOHLMANN, *Stahl und Eisen*, 1911.

prospérité. Par ailleurs, les méthodes d'exploitation ne permettent pas d'utiliser la totalité du gisement. Par suite, il faut escompter que dans une centaine d'années, le gisement lorrain sera bien près d'être épuisé (1). Le gisement normand pourra, dans une certaine mesure, le remplacer, mais, pour l'industrie lorraine, il convient de prolonger le plus longtemps possible la vie du gisement sur lequel elle est assise.

La minette est donc une marchandise à durée limitée, qu'il convient de garder et dont il n'est pas souhaitable de voir croître l'exportation. On pourrait peut-être objecter que cet intérêt est d'ordre national et lointain et qu'il cèdera devant l'intérêt immédiat du vendeur. Là encore la minette est une marchandise spéciale. Son prix de vente est faible, de 16 à 18 francs la tonne, selon la teneur en fer et l'origine (2). Le bénéfice du vendeur ne peut donc être élevé. Au reste, le vendeur n'en recherche pas sur cette marchandise. Le fait peut sembler étrange, il est pourtant exact. Si l'on prend la liste des mines de fer de l'Est (Bassin de Briey-Longwy et bassin de Nancy) on peut constater (3) que la plupart n'appartiennent pas à des

(1) Pour un certain nombre de mines, activement exploitées, le délai est beaucoup plus faible et elles comptent qu'elles devront fermer dans une vingtaine d'années.

(2) Cours des minerais au 17 mai 1934 (*Industrie Minérale*). Nous avons pris dans le calcul des exportations françaises en Sarre des prix plus élevés, mais ils tiennent compte du transport. Le prix du transport d'une telle marchandise est rapidement plus élevé que celui de la marchandise elle-même d'où la quasi-impossibilité pour la Sarre de faire venir du minerai d'une autre source, trop lointaine.

(3) *Annuaire de l'Industrie Minérale* 1933, pages 187 à 195.

sociétés distinctes, mais font partie intégrante d'une société métallurgique. Quant aux mines appartenant à des sociétés minières, on s'aperçoit que celles-ci sont généralement formées par des sociétés métallurgiques, si bien que la mine est propriété collective de plusieurs usines. Pour les sociétés minières qui semblent indépendantes, il suffit de lire la liste des membres des conseils d'administration pour se rendre compte qu'ils sont formés en grande partie de représentants des usines. Au total donc, les mines de fer ne sont que des annexes des usines métallurgiques. C'est d'ailleurs parfaitement logique. Si la houille est employée surtout dans la métallurgie, elle a de nombreux autres débouchés : gaz, industries diverses, traction, foyer domestique, et les mines de houille peuvent former des sociétés ayant leur vie propre et cherchant leurs bénéfices par leurs ventes variées. La mine de fer, au contraire, n'a qu'un seul débouché : la métallurgie, un seul client : l'usine et l'union de la mine de fer et de l'usine, du producteur nécessaire et du client nécessaire est un exemple d'intégration verticale presque imposée par la nature des choses. Ce n'est donc pas dans la vente du minerai, mais dans la vente des produits métallurgiques finis que la société propriétaire à la fois de la mine et de l'usine cherche son bénéfice. Elle pourra plus facilement le trouver sur la vente d'une tonne de poutrelles de 550 à 675 francs ou de tôles moyennes de 860 à 980 francs (1) que sur la vente d'une tonne de minerai à 16 francs. Les usines

(1) Cours au 17 mai 1934 (*Industrie Minérale*).

propriétaires des mines de fer, n'ont donc pas d'intérêt à vendre leur minerai, et c'est le motif qui a forcé les usines sarroises à accepter des participations d'usines françaises propriétaires de mines.

Si, à la suite de l'état créé par le rattachement de la Sarre à l'Allemagne, et conformément aux aspirations allemandes, les participations françaises se retirent des usines sarroises, l'intérêt privé des usines lorraines, propriétaires des mines de fer, serait de ne pas fournir de minette aux usines sarroises car, comme nous venons de le montrer, elles n'y ont aucun bénéfice, elles diminuent des réserves assez limitées et, en arrêtant leurs expéditions de minerai, elles paralyseraient la marche d'usines qui ne seraient plus des alliées, mais des concurrentes dans un marché déjà difficile. Si les mines lorraines n'envoyaient plus de minette en Sarre, la métallurgie sarroise (1), incapable par sa situation géographique, de s'approvisionner ailleurs, serait obligée d'arrêter ses hauts-fourneaux. Ce serait sa ruine et celle de tout le Territoire (2).

(1) Sauf l'usine de Burbach, qui fait partie de la société luxembourgeoise de l'Arbed, elle-même propriétaire de mines.

(2) Le journaliste suédois VICTOR VINDE, du *Nya Daglight Allenda*, de Stockholm, a fait une enquête sur la Sarre qui a eu une grande répercussion. Il a spécialement traité la question du minerai de fer, qui intéresse tout particulièrement la Suède. Il conclut qu'en cas de retour à l'Allemagne, la métallurgie sarroise devrait s'arrêter. La Sarre serait, dit-il, une charge pour l'Allemagne; les subsides ne sauraient être qu'une solution provisoire, on oublie que la situation n'est plus la même qu'en 1914, que la séparation de la Sarre de l'Alsace et de la Lorraine, provinces intimement unies, deviendrait une réalité. VICTOR VINDE termine en disant que « pour le charbon et le fer, ne suffisent ni les subsides ni la bonne volonté. Là on va au-devant de la ruine et du chaos ».

IV. — L'EXPORTATION DU CHARBON

Si nous considérons maintenant les exportations sarroises, le tableau de leur avenir dans le cas du rattachement à l'Allemagne est peut-être encore plus sombre. L'avenir, croyons-nous, ressort des considérations, étayées par des chiffres, que nous avons développées dans les pages consacrées au commerce du charbon et de l'acier (1).

Rappelons d'abord un fait : la plus grande partie du charbon qui ne reste pas en Sarre est actuellement envoyée en France et la quantité prise par l'Allemagne est inférieure au quart de la quantité prise par la France. Par ailleurs, il n'existe nulle raison de penser que les pays étrangers, Suisse, Italie, Belgique, Autriche, clients de la Sarre, absorberaient, après le changement politique, plus ou moins de charbon qu'actuellement. Leurs relations avec la Sarre seraient les mêmes, si le Territoire était englobé dans le système douanier allemand au lieu d'être englobé dans le système douanier français et nous n'avons aucun motif de supposer que le Handelsbüro pourrait trouver facilement des débouchés nouveaux là où le Service commercial, malgré l'activité de ses agences, n'a pas réussi. Au reste, la part actuelle de l'étranger est sensiblement la même qu'en 1913.

Puisque la quantité livrée à l'étranger ne peut, vraisemblablement, pas beaucoup varier, la situation future de l'industrie extractive sarroise se résume dans les

(1) Pages 302 à 326.

réponses à faire à ces deux questions : La France continuera-t-elle à prendre la même quantité ? L'Allemagne en prendra-t-elle davantage ? A l'une comme à l'autre de ces questions, nous répondrons : Non.

La réponse à la première peut paraître surprenante puisque, dans le chapitre précédent, nous avons dit que la France, pays importateur de charbon, aurait intérêt à conserver les mines par la réunion définitive de la Sarre. Les deux affirmations ne sont pas contradictoires.

En 1913, la France de l'époque avait acheté 933.232 tonnes de charbon dans la Sarre et l'Alsace-Lorraine 1.331.954. Depuis 1920, le tonnage acquis par la France (départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle non compris) a parfois dépassé 4 millions et était encore en 1933 de près de 2.900.000. Quant aux départements recouvrés, ils ont utilisé au cours des dernières années des tonnages variant en gros entre 1.100.000 et 1.500.000. Par rapport à 1913, la France entière a donc, suivant les années, demandé 2 à 3 millions de tonnes de plus. Continuera-t-elle à les demander ? Nous pouvons admettre que les chiffres de 1913 correspondent à la consommation de la zone de rayonnement naturel de la Sarre, c'est-à-dire à la région de l'Est. Pour les autres zones, nous avons vu que le placement du charbon sarrois était très difficile, qu'il avait à subir la concurrence des charbons indigènes et des charbons anglais et hollandais, qu'il fallait parfois faire des sacrifices sur les prix. Si le charbon de la Sarre est arrivé à pénétrer en France, c'est qu'il était un charbon national ; c'est qu'une clientèle s'était

formée dans la période des premières années d'après la guerre pendant laquelle ce charbon a rempli son rôle de remplacement du charbon du Nord dévasté. Le Service commercial a su conserver cette clientèle qui avait intérêt à rester, au moins partiellement, consommatrice de charbon sarrois pour pouvoir facilement augmenter ses commandes en cas de pénurie du charbon provenant des autres régions. En outre, les usines françaises qui livrent du matériel aux Mines sont amenées, pour conserver un client intéressant, à prendre du charbon en Sarre. L'intérêt national milite, nous l'avons vu, en faveur du charbon sarrois. La Sarre étant en union douanière et monétaire avec la France, les Mines, en outre, étant propriété de l'Etat français, consommer du charbon sarrois c'est réduire d'autant la consommation de charbon étranger, améliorer notre balance commerciale, contribuer à la tenue de notre monnaie et même, dans une certaine mesure, à l'équilibre des finances de l'Etat. Si la Sarre est rattachée à l'Allemagne, si le fisc prussien devient propriétaire des Mines, si le charbon est payé en marks, que deviennent toutes ces raisons d'acheter ? Elles s'effondrent, elles disparaissent. Si le charbon sarrois devient du charbon étranger, il n'est pas plus intéressant que le charbon anglais ou le charbon hollandais. Qu'importe à la tenue du franc et à la balance commerciale que l'on ait à payer des florins ou des livres sterlings, puisque, de l'autre côté, il ne sera plus question de francs, mais de marks. Dans tous les cas, ce sera toujours acheter à l'étranger. Les clients français,

d'autre part, n'auront plus d'intérêt à conserver un fournisseur qu'ils considéraient comme intéressant parce que susceptible de venir à leur aide dans des moments difficiles, ou parce qu'ils lui fournissaient du matériel. Ils ne peuvent escompter une telle aide du fisc minier prussien.

La France, qui a intérêt à conserver les mines de la Sarre, n'a plus d'intérêt à acheter du charbon en Sarre devenue allemande. Si son charbon national ne peut suffire à couvrir ses besoins (et c'est le cas), peu lui importe d'où vient l'appoint. Ce n'est plus qu'une question d'intérêts privés et de prix plus avantageux. C'est, entre les charbons étrangers, la libre concurrence pour conquérir le marché français dans les limites qui leur sont permises. La nation qui profiterait le plus du rattachement de la Sarre à l'Allemagne (et elle le sait), c'est l'Angleterre, dont le charbon, meilleur et à meilleur marché parce que extrait dans des conditions bien plus favorables, viendrait remplacer, et fort loin vers l'Est, le charbon sarrois (1). Le maximum que les Mines sarroises pourraient espérer, c'est conserver en France les mêmes zones de vente qu'en 1913, y placer le même tonnage. En cas de rattachement de la Sarre à l'Allemagne,

(1) Nous lisons dans un article d'un journal suisse la *Baseler Nationalzeitung* reproduit dans la *Volksstimme*, du 13 juin 1934, et postérieur à notre travail : « L'industrie houillère anglaise veut repousser le charbon sarrois hors de France, pour trouver à nouveau un plus grand débouché sur le continent et elle verrait avec plaisir que le Territoire de la Sarre retourne au Reich sans conditions. » C'est une confirmation de nos vues.

les quantités supplémentaires placées par les Mines domaniales seraient, sans aucun doute possible, perdues pour les nouveaux exploitants.

*
**

Nous ajouterons même que les Mines sarroises, devenues prussiennes, ne trouveraient plus en France les mêmes débouchés qu'en 1913. Nous excluons l'hypothèse, qui n'est pas inconcevable, de clients français se détournant d'elles par une sorte de sentiment d'aversion, certains diraient par chauvinisme, ne voulant pas traiter avec l'Etat allemand qui aurait pris la place de l'Etat français (1). Nous nous contenterons de rester dans le domaine des matérialités économiques. Or, de ce point de vue, un fait s'impose. Les houillères lorraines redevenues françaises de Petite-Roselle, Sarre-et-Moselle et La Houve ont déjà fourni deux millions de tonnes par an de plus qu'en 1913. (6.100.000 tonnes en 1929 contre 3.796.000 en 1913). La Compagnie de Sarre-et-Moselle, notamment, a fait de nouvelles installations et pourrait notablement augmenter son extraction. Les houillères lorraines pourraient au total fournir 8 à 9 millions de tonnes par an et assurer ainsi l'approvisionnement en combustible des départements de l'Est de la France, qui se fournissent actuellement en Sarre. Si la Sarre retournait à l'Allemagne, ces houillères seraient beaucoup mieux placées que les mines sarroises pour vendre dans la zone de l'Est de

(1) Nous verrons plus loin que, d'après un auteur allemand, ce serait la disposition d'esprit de la majorité des clients français actuels et qu'il a trouvé un moyen d'y remédier.

la France, et ces dernières n'arriveraient pas à vendre le tonnage qu'elles plaçaient en 1913. Elles n'auraient même pas la ressource d'escompter pouvoir regagner peu à peu le terrain perdu. Nous avons dit que le prolongement du bassin de la Sarre en France commençait à être mieux connu. Deux compagnies, la compagnie de Faulquemont et la compagnie de Saint-Avold, n'extraient pas encore de charbon, mais sont dans une période de préparation active sur une partie du gisement située plus à l'Ouest que la partie actuellement exploitée et auront donc encore moins de frais de transport pour vendre dans la région de Metz et de Nancy. Bientôt, elles pourront fournir du charbon qui concurrencera celui de la Sarre.

Au total, et en examinant la question sans aucun parti-pris, nous pouvons conclure que si la Sarre se rattachait à l'Allemagne, le charbon sarrois perdrait en France la totalité des débouchés créés depuis 1920 et ne conserverait qu'une fraction de ceux qu'il y avait en 1913. Nous pensons qu'on peut évaluer à trois millions de tonnes par an la perte que subiraient les Mines de la Sarre sur le marché français.

*
**

Les Allemands qui admettent cette hypothèse prétendent que la Sarre pourra retrouver dans l'Allemagne du Sud des débouchés équivalents à ceux qu'elle perdra en France et que le Territoire étant rattaché à l'Allemagne comme en 1913, le charbon se dirigera vers l'Est dans les mêmes conditions qu'en 1913. Si les Mines de la Sarre expédiaient vers l'Allemagne à nou-

veau 4 millions de tonnes comme avant la guerre, l'équilibre serait rétabli et elles n'auraient plus à se préoccuper de la défection de la clientèle française. Nous avons par avance répondu à cette assertion quand nous avons étudié la part de l'Allemagne dans la vente actuelle du charbon sarrois (1), et par suite nous pouvons nous dispenser de longs commentaires. Nous avons vu que la situation sur le marché allemand est très différente de celle existant sur le marché français, car l'Allemagne, à l'inverse de la France, a trop de charbon. Ce n'est pas avec du charbon étranger que le charbon de la Sarre entre en concurrence en Allemagne, mais avec des charbons nationaux, le charbon de la Silésie et surtout le charbon de la Ruhr. Nous avons vu que de tout temps la Ruhr avait été favorisée par rapport à la Sarre et nous avons montré, en nous appuyant sur les chiffres fournis et les déductions tirées en 1928 par M. Hermann Röchling, que la situation actuelle n'était pas comparable à la situation d'avant la guerre, par suite du développement d'un réseau de voies d'eau très favorables à la Ruhr, ces voies d'eau que la Prusse avait toujours refusées à la Sarre. La plus grande partie des clients de la Sarre dans l'Allemagne du Sud, en 1913, l'auraient quittée, même si la Sarre était restée allemande car, comme M. Hermann Röchling l'a démontré, ils ont avantage maintenant à recevoir du charbon de la Ruhr. Une preuve supplémentaire résulte du fait que, lors de la diminution du personnel ouvrier dans les mines

(1) Pages 311 à 316.

de la Sarre, des personnalités sarroises ont fait des démarches pour obtenir des commandes supplémentaires de l'Allemagne du Sud et éviter ainsi les renvois annoncés; ces démarches sont toujours restées sans succès.

Des auteurs allemands sont de notre avis.

« En partant des conditions actuelles, dit l'un d'eux, nous pouvons dire que le retour de la Sarre à l'Allemagne sera une source d'importantes difficultés pour le placement du charbon. Il ne se produira pas simplement pour le charbon de la Sarre un déplacement des possibilités de débouchés, mais le retour sera accompagné de changements radicaux en comparaison du temps d'avant la guerre. » (1). Le même auteur, dans les lignes qui suivent, estime de 3 à 4 millions la perte de tonnage exporté vers la France après le retour des fosses à l'Allemagne et montre que la Ruhr, la Silésie, le bassin d'Aix-la-Chapelle ont pris une place dominante dans le Sud de l'Allemagne considéré avant la guerre comme la zone normale de vente de la Sarre. (La Silésie, qui n'avait envoyé que 1.200 tonnes en 1913, en a envoyé 1.522.600, beaucoup plus que la Sarre, en 1929). Il montre que la Ruhr est très avantagee par les voies d'eau et par les tarifs des chemins de fer et il conclut que les conditions de transport, si favorables à la Ruhr, influent d'une façon sérieuse sur la capacité de concurrence du charbon sarrois sur

(1) SCHÖNEBERGER (H.), *Die Absatzentwicklung der Saarmirtschaft in der Nachkriegszeit*, page 80.

le marché de l'Allemagne du Sud et même l'exclut partiellement (1).

Un autre auteur (2) écrit : « La perte imminente (après le retour de la Sarre à l'Allemagne) ou la diminution qu'il faut attendre extraordinaire du débouché français, la situation changée de la concurrence sur les marchés qu'il faut reconquérir, spécialement dans l'Allemagne du Sud, sont les obstacles les plus importants avec lesquels la politique commerciale des mines sarroises aura à combattre dans l'avenir. »

Si la Sarre retourne à l'Allemagne, elle trouverait peut-être quelques clients nouveaux dans les contrées limitrophes, clients qui actuellement, pour des motifs sentimentaux, ne veulent pas s'adresser aux Mines domaniales françaises. Mais, dans l'Allemagne du Sud, la clientèle qui trouve actuellement un avantage (qu'elle n'avait pas en 1913) à se fournir en Ruhr, n'aurait aucune raison d'abandonner un charbon allemand pour l'usage duquel ses installations sont maintenant organisées, en faveur d'un autre charbon allemand qui lui reviendrait plus cher. En outre, l'électricité et le gaz à longue distance alimentent maintenant certaines villes, diminuant leur besoin en charbon.

*
**

Ainsi, en cas de rattachement intégral de la Sarre à l'Allemagne, il faudrait escompter que les mines

(1) SCHÖNEBERGER (H.), *op. cit.*, page 83.

(2) BLOEM (G.), *Die Bedeutung der Transportfrage für den Kohlenbergbau des Saargebietes*, page 25.

perdraient un débouché d'environ trois millions de tonnes en France et ne trouveraient, en échange, que quelques milliers de tonnes à placer dans les régions allemandes voisines. L'industrie fondamentale de l'économie sarroise serait donc fortement ébranlée.

V. — L'EXPORTATION DES PRODUITS MÉTALLURGIQUES

Si les capitaux français restaient dans les usines sarroises, il est vraisemblable que la situation actuelle ne serait pas considérablement changée. La métallurgie sarroise conservant son aspect mi-français mi-allemand continuerait à faire partie des comptoirs de vente français et des comptoirs de vente allemands et à s'orienter sur les deux marchés. Mais, la Sarre étant devenue pour la France une terre complètement étrangère, la barrière douanière actuellement supprimée s'interposant à nouveau entre les deux pays avec ses droits et ses contingentements, l'insécurité de leur situation après le plébiscite y aidant, les sociétés françaises intéressées dans les usines sidérurgiques sarroises se verraient très vraisemblablement amenées à se retirer. Elles auront d'ailleurs avantage à concentrer leur activité dans les usines françaises qui leur appartiennent complètement et à abandonner les usines sarroises où elles n'ont que des participations.

Avant la guerre, la métallurgie sarroise expédiait en France des quantités infimes. Après le retour à l'Allemagne, elle se retrouverait dans la même situation, d'autant plus sûrement que la France, elle-même déjà grosse productrice avant la guerre, a vu sa capacité de production se doubler par la désannexion de la Lor-

raine. On peut donc escompter que la Sarre devrait chercher une autre orientation pour la partie de sa production (environ un tiers), qui s'écoule actuellement vers la France. Pourrait-elle songer à placer cette quantité en Allemagne ? Nous ne le croyons pas, puisque l'Allemagne a également trop d'acier et que, lors des accords, ceux-ci ont été difficiles à établir par suite de l'opposition que les métallurgistes allemands faisaient à l'attribution de quotes suffisantes pour la métallurgie sarroise. Leur opposition tomberait-elle et seraient-ils disposés à faire des sacrifices si la Sarre était réunie à l'Allemagne ?

Il reste donc la ressource d'augmenter l'exportation vers les pays étrangers, mais il est très aléatoire d'escompter un changement profond dans la répartition actuelle, car certaines usines sarroises sont handicapées par l'ancienneté de leurs installations et, sur le marché de l'exportation, elles ont et elles auraient encore à compter avec la concurrence allemande, française et anglaise.

Pour la métallurgie de transformation, les Allemands espèrent de nouveaux débouchés du fait que les Mines, redevenues prussiennes, achèteraient, non plus en France, mais sur place. C'est vraisemblable. Par contre, nous avons noté (1) l'installation en Sarre depuis 1920 d'un assez grand nombre de petites entreprises destinées à couvrir les besoins locaux. Les usines allemandes, plus importantes, qu'elles ont momentanément remplacées, les étoufferaient à nouveau.

(1) Page 210.

A l'ouverture d'une exposition industrielle sarroise, le 30 octobre 1933, la personnalité politique qui présidait, tout en saluant le retour futur à l'Allemagne, a reconnu que la petite et la moyenne industrie étaient menacées et qu'il faudrait se défendre contre la grande industrie allemande.

*
**

Le Sarrois qui voudrait sérieusement réfléchir aux conséquences économiques du rattachement de la Sarre à l'Allemagne, arriverait normalement à cette conclusion :

Ce rattachement serait l'origine d'une crise économique grave, par suite de la diminution inéluctable des débouchés de l'industrie minière et de l'industrie métallurgique, diminution qui entraînerait une réduction de la production et des effectifs et serait génératrice de chômages et de misères. Si les intérêts français se retirait complètement, il pourrait même arriver que la métallurgie fut privée d'une matière première qu'elle ne peut remplacer, la minette lorraine, ce qui serait sa ruine absolue. Par ailleurs, et par suite de la séparation de la Sarre de sa base naturelle d'approvisionnement, la Lorraine, cet approvisionnement serait plus difficile et le prix de la vie augmenterait.

Chômages d'un côté, augmentation du coût de la vie de l'autre, ce serait une situation désastreuse pour la population ouvrière et susceptible d'amener les pires désordres sociaux. Sans être aussi pessimistes, certains hommes d'affaires sarrois reconnaissent la gravité de la situation. Aussi, au cours d'une réunion de l'Asso-

ciation des syndicats patronaux de l'industrie allemande qui s'est tenue à Sarrebruck au mois d'octobre 1929, il a été déclaré : « Il est clair que la réintégration du Territoire de la Sarre dans l'économie allemande ne se fera pas sans que cette région en subisse le contre-coup », et aussi : « Le Territoire de la Sarre ne peut pas, et pour une longue période, renoncer à son débouché vers l'Ouest, au moins en une certaine mesure. »

**§ 3. — Les solutions préconisées par les Allemands
pour remédier à la crise qui menace l'industrie
minière sarroise**

Les Allemands ne semblent pas attacher beaucoup d'importance au problème qui se posera pour l'approvisionnement de la Sarre en matière alimentaire, en produits manufacturés et en minerai de fer. Ils prétendent que pour les deux premières catégories, ils pourront y suffire et que pour le minerai, la Lorraine sera toujours heureuse de trouver un acheteur. Quant à la métallurgie, ils estiment que, grâce à l'exportation, elle arrivera à placer ses produits. Nous avons déjà vu ce qu'il faut penser de ces différentes assertions.

La question qui les préoccupe le plus est la question de la vente du charbon et nous avons déjà cité plus haut quelques passages d'auteurs allemands reconnaissant la gravité de la situation. Ils ont d'ailleurs raison de se préoccuper avant tout de la question de l'industrie minière. La Sarre est un cas typique des pays spécialisés en un tout petit nombre d'industries, dans lesquels

une crise de l'industrie dominante peut dégénérer en un véritable désastre régional (1).

Comme ils reconnaissent le danger, ils ont cherché les moyens de s'y soustraire et nous allons passer en revue les diverses solutions préconisées pour remédier à la situation.

I. — L'AMODIATION DES MINES DOMANIALES A DES SOCIÉTÉS PRIVÉES

Un auteur, après avoir reconnu que la France pouvait se dispenser de recourir au charbon de la Sarre, dans le cas d'un retour du Territoire à l'Allemagne, après avoir reconnu les difficultés d'écouler ce charbon vers l'Allemagne du Sud dans les conditions actuelles, suggère une solution susceptible, croit-il, de conserver la clientèle française (2). D'après lui, l'envoi du charbon de la Sarre vers la France se heurterait surtout à des préjugés de l'opinion publique, et il croit que la question la plus importante serait celle de la personnalité du possesseur des mines. Aussi, dit-il, ne faudrait-il pas approuver complètement la solution prévue par le Traité de rendre les mines à leurs anciens propriétaires, l'Etat prussien et l'Etat bavarois. Peut-être l'Etat prussien ne serait-il pas hostile à donner quelques fosses sarroises à des industriels allemands en échange de fosses de la Ruhr, ou bien de les donner

(1) BROCARD (L.), *Principes d'économie nationale et internationale*, tome II, page 9.

(2) WILHELM (R.), *op. cit.*, page 121. Nous le citons, à cause de la curiosité de sa solution qu'il est le seul, à notre connaissance, à avoir préconisée.

à des sociétés privées allemandes, si par là les débouchés pourraient être mieux assurés. « Au reste, ajoute-t-il, il ne serait pas nécessaire d'englober dans cet échange toutes les fosses de la Sarre, mais seulement autant qu'il serait nécessaire pour rendre possible et faciliter la vente vers la France. L'opinion publique française serait en effet moins chauvine en face d'un propriétaire privé qu'en face de l'Etat prussien. »

En montrant que la France, en cas de retour de la Sarre à l'Allemagne, n'aurait plus intérêt à prendre du charbon sarrois, nous avons écarté par avance le motif sentimental. Nos objections restent donc entières. Par ailleurs, si un tel motif existait, il serait vraisemblablement aussi puissant pour empêcher les achats à des propriétaires privés allemands que les achats à l'Etat prussien. La solution préconisée ne changerait donc rien à la situation.

II. — LA CONQUÊTE DES DÉBOUCHÉS DE L'ALLEMAGNE DU SUD

La presque unanimité des Allemands qui ont abordé ce problème capital des débouchés à espérer pour l'industrie minière après le retour de la Sarre à l'Allemagne ont abandonné l'espoir de conserver la clientèle française. C'est donc vers l'Est qu'ils tournent leurs regards, c'est l'ancien marché de l'Allemagne du Sud qu'ils veulent reconquérir. M. Bloem (1) écrit par exemple : « Un fait subsiste que l'industrie minière sarroise, après le rattachement à l'Allemagne, trouvera de gran-

(1) BLOEM (G.), *op. cit.* page 27.

des difficultés de débouchés dont la solution est à chercher surtout en essayant de recouvrer le marché de l'Allemagne du Sud. » « Le charbon de la Sarre a un droit traditionnel sur les débouchés de l'Allemagne du Sud. » Nous avons déjà montré pourquoi, à l'heure actuelle, il était perdu pour la Sarre.

D'autres auteurs pensent échapper à l'objection en disant que les Mines domaniales françaises ont des prix trop élevés. L'Etat prussien, au contraire, quand il sera propriétaire, saura bien diminuer le prix de revient par une rationalisation à outrance ; il abaissera le prix de vente et le charbon sarrois, malgré les conditions de transport plus favorables du charbon de la Ruhr, pourra ainsi retrouver dans l'Allemagne du Sud sa place d'avant la guerre.

C'est surtout dans les journaux, beaucoup plus que dans les ouvrages économiques, que cette opinion est émise. Elle ne tient pas devant les faits, c'est-à-dire les progrès réalisés en Sarre par les Mines françaises, leur allure industrielle, le rendement élevé à un niveau inconnu avant la guerre. Nous ne voyons aucun motif qui puisse faire penser que les futures mines fiscales prussiennes réalisent (résultat qui n'a jamais pu être atteint) un prix de revient inférieur à celui de la Ruhr. Nous nous permettons même de douter, si leur organisation est la même que celle de 1914, qu'elles puissent obtenir les résultats qu'obtient actuellement la Direction française.

Faudrait-il donc escompter que la Ruhr, bénévolement, laisserait la place à la Sarre ? L'histoire du

siècle passé montre que les magnats de la Ruhr ont toujours considéré la Sarre comme une concurrente et jamais comme une alliée et qu'ils se sont toujours opposés aux mesures qui pouvaient activer son essor économique. Changeraient-ils maintenant ? C'est peu probable. Même dans l'hypothèse où le charbon sarrois arriverait dans l'Allemagne du Sud à égalité de prix avec le charbon de la Ruhr, il n'est pas sûr qu'il pourrait le remplacer partout. Il est vraisemblable qu'un certain nombre de clients, habitués à leurs fournisseurs et dont les installations sont organisées pour brûler le charbon de la Ruhr, lui resteraient fidèles, ne voulant pas faire de modifications à un régime de marche de leurs chaufferies qui leur donne satisfaction.

III. — L'AMÉLIORATION DES TRANSPORTS

Au reste, les économistes allemands ne croient pas au miracle de la Ruhr laissant bénévolement à la Sarre le marché de l'Allemagne du Sud, et c'est d'un autre côté qu'ils cherchent avec plus de vraisemblance la solution. Dans ses grandes lignes, leur raisonnement est correct. Il tient en quelques lignes : La Ruhr, depuis 1920, a supplanté la Sarre dans l'Allemagne du Sud grâce aux transports plus faciles. Pour que la Sarre retrouve sa place d'avant la guerre, il n'y a qu'à améliorer, pour elle aussi, les conditions de transport. C'est donc sur le plan des voies de communication que le problème se pose. On l'a synthétisé dans la formule (1) : « L'avenir des mines de la Sarre dépend

(1) Titre d'un article de M. RÖCHLING. (*Lebensfragen der Saarwirtschaft*, page 43.)

de l'amélioration de la situation des transports. » Puisque la Ruhr a surtout bénéficié de la création de nouvelles voies d'eau et de l'amélioration des anciennes, l'idée la plus naturelle, pour permettre à la Sarre de retrouver son ancien débouché est de lui fournir également les mêmes avantages.

*
**

Autrefois, les industriels sarrois avaient demandé la canalisation de la Sarre et de la Moselle pour permettre aux produits sarrois d'atteindre le Rhin. Cette demande, nous l'avons vu (1), avait échoué devant l'opposition de la Ruhr (2) à laquelle s'était joint le Gouvernement.

Cette idée est actuellement abandonnée pour empêcher la Lorraine d'en profiter, ce qu'elle pourrait faire assez facilement par la création d'un court canal de raccordement à la Moselle (3). En outre, en suivant ces rivières canalisées, le charbon sarrois aurait un chemin de 310 kilomètres jusqu'à Coblenze, tandis que le charbon de la Ruhr n'a, par les voies d'eau, que 150 à 160 kilomètres jusqu'à la même ville.

A cet ancien projet, maintenant écarté, s'est substitué un nouveau, le projet du canal de la Sarre au Rhin à travers le Palatinat. Dans une grande réunion

(1) Page 249.

(2) « La Ruhr voulait exclusivement la canalisation de la Moselle sans la canalisation de la Sarre avec le but bien visible d'écarter l'industrie sarroise ». (LUTKE, syndic de la Chambre de Commerce de Sarrebruck, *Der Saarpfalzkanal*, page 7.)

(3) LUTKE, *op. cit.*, page 10.

qui eut lieu le 8 octobre 1926 à Sarrebruck, où se rassemblèrent les dirigeants des groupements économiques, les plus importants industriels, les représentants des grands partis politiques, les bourgmestres intéressés, l'accord fut unanime pour trouver que c'était la seule solution susceptible de permettre au charbon sarrois d'atteindre dans de bonnes conditions l'Allemagne du Sud.

Le trafic probable de ce canal a été calculé d'après les expéditions ferroviaires de 1913. On estime qu'il pourrait transporter de l'Ouest à l'Est 2.500.000 tonnes de charbon sarrois, auxquelles viendraient s'ajouter 500.000 tonnes de produits métallurgiques et 100.000 tonnes de sous-produits (scories Thomas, sulfate d'ammoniaque, etc.). Le trafic probable dans le sens inverse serait plus faible. Il est estimé à environ 1.200.000 tonnes, comprenant le bois nécessaire aux mines, les produits terreux divers (matières premières pour les verreries ou les usines, matériaux de construction), les charbons westphaliens pour les mélanges et les produits alimentaires, céréales et pommes de terre que la Sarre devrait faire venir d'Allemagne. D'après ces calculs, qui sont admissibles, le canal jouerait donc un rôle très utile dans l'économie sarroise.

A ces pronostics favorables s'opposent des objections. Les difficultés techniques de réalisation sont considérables. Si la longueur du trajet ne dépasse pas 150 kilomètres, il faut, pour le parcourir, franchir des montagnes, car, nous l'avons dit, la Sarre est, géographiquement beaucoup plus unie à la Lorraine qu'à

l'Allemagne ; il faudrait construire de nombreuses écluses et supporter des frais qui se montent à plusieurs centaines de millions de marks-or. En outre, le projet est encore assez vague, les études techniques sérieuses ne sont pas faites, on n'est même pas d'accord sur le tracé exact du canal et, lors de la réunion qui a préconisé cette solution, le président de la Chambre de commerce de Sarrebruck indiquait comme probable une durée de un an et demi pour les travaux préparatoires et de 5 à 6 ans pour l'exécution. Il ne faudrait donc guère, au total, compter sur sa mise en service avant 1942, même si le projet prenait une véritable consistance en 1935.

*

**

Ce projet a paru à certains trop grandiose, trop coûteux, d'une réalisation trop lointaine et hypothétique. Ils ont songé, pour remplacer le canal, à la construction d'un transport aérien, analogue à ceux qui, dans de nombreuses contrées, transportent le minerai de fer de la mine à l'usine ou à un point de chargement. Une maison sarroise que nous avons eu occasion de citer, la maison Ernst Heckel, est d'ailleurs spécialisée dans ce genre de travail, et c'est peut-être ce qui a aidé à faire surgir cette idée. Le transporteur desservirait les principales mines et usines sarroises, traverserait le Palatinat et aboutirait au Rhin, soit à Ludwigshafen soit, plus au Nord, à Frankenthal. Naturellement, un tel transporteur ne pourrait guère servir que pour le transport du charbon vers l'Est, et pour celui des matériaux de construction vers

l'Ouest; la quantité totale qu'il transporterait dans chaque sens ne dépasserait guère 1.500.000 tonnes, mais sa construction serait plus rapide et moins onéreuse que celle du canal.

*
**

Une autre solution préconisée est beaucoup plus simple que les précédentes. Elle ne demande aucune création nouvelle, elle utilise ce qui existe. Si la Sarre n'est pas réunie à l'Allemagne du Sud par une voie d'eau, elle l'est par chemin de fer, et c'est, nous l'avons vu, la cherté des transports par chemin de fer en comparaison des transports par eau qui handicape le charbon de la Sarre dans sa lutte avec le charbon de la Ruhr. Or, ainsi que l'a indiqué le syndic de la Chambre de commerce de Sarrebruck (1), la Reichsbahn a expressément déclaré qu'elle fixe ses tarifs d'après ses propres intérêts commerciaux et qu'elle accorde parfois des tarifs préférentiels aux régions où elle risque de perdre du tonnage, par suite de la concurrence des voies d'eau. « Mais, si une telle concurrence n'existe pas, et c'est la situation de la Sarre, les chemins de fer du Reich ne sont pas disposés à faire une exception de préférence ». C'est la situation actuelle et maints auteurs avouent que le charbon de la Sarre va actuellement naturellement vers la France parce que les tarifs des chemins de fer français lui sont plus favorables que les tarifs des chemins de fer allemands.

(1) *Der Saar-Pfalz-Kanal*, page 13.

Mais, si la Sarre retourne à l'Allemagne, s'il faut que son charbon se place dans l'Allemagne du Sud, le remède n'est-il pas simple ? Les chemins de fer allemands n'auront qu'à appliquer au charbon sarrois des tarifs préférentiels de façon que, venant par fer, il arrive à Stuttgart ou à Munich meilleur marché que le charbon de la Ruhr qui arriverait par eau. Le problème serait donc résolu.

Certains (1) se contentent de demander aux chemins de fer allemands de suivre l'exemple des chemins de fer français, de tenir compte qu'une grande partie des frais dans l'exploitation provient de la formation et de l'expédition des trains, et, par suite, d'avoir des tarifs dégressifs avec la distance, diminués encore pour les envois par trains complets ou par wagons appartenant à l'expéditeur. D'après eux (nous citons leurs phrases) l'adaptation des principes directeurs des tarifs français aux conditions allemandes donnerait un nouvel essor à l'industrie minière de la Sarre. Il paraît du reste que les chemins de fer allemands se sont déclarés prêts à établir des tarifs « qu'un canal peut fournir en couvrant toutes ses dépenses d'intérêt et d'amortissement du capital ainsi que d'exploitation et d'entretien. » (2)

D'autres (3) vont plus loin et demandent que les tarifs des chemins de fer tiennent compte d'une façon

(1) Par exemple SCHÖNEBERGER (H.), *op. cit.*, page 85. RÖCHLING (H.), *Lebensfragen der Saarwirtschaft*, page 54.

(2) *Reichsbahn und Vasserstrassen*, éditée par la Reichsbahn en mars 1927, d'après SCHÖNEBERGER (H.), page 86.

(3) Par exemple : BLOEM (G.), *op. cit.*, page 27.

spéciale de la situation de la Sarre. Ils demandent, non plus des tarifs rationnels, mais des tarifs de secours.

« Les Mines de la Sarre, écrit M. Bloem, voient dans la politique des tarifs des chemins de fer l'obstacle principal à leurs futurs débouchés... Il faut compter que la Sarre, après le rattachement, sera en face de conditions économiques complètement changées... La Sarre sera un « corps économique » qui aura besoin d'aide. Si l'économie sarroise et tout spécialement l'industrie minière cherche un refuge dans l'amélioration de sa situation au point de vue des transports, il faut penser que l'on ne peut refuser d'accéder à ses désirs. L'économie sarroise, après le rattachement, connaîtra des temps pénibles et a le droit, non seulement de demander l'appui et le soutien des autres régions économiques allemandes, mais de les obtenir. » C'est l'aveu net, des difficultés avec lesquelles la Sarre doit compter, lors de son rattachement, et l'appel au secours des autres régions.

*
**

Que devons-nous penser des moyens préconisés pour rétablir la situation commerciale des Mines de la Sarre dans l'Allemagne du Sud ?

La solution du transport aérien ne saurait être qu'un palliatif, car elle ne saurait permettre d'envoyer vers l'Allemagne le tonnage actuellement expédié vers la France. Nous l'avons, du reste, citée pour être complet, mais elle n'a jamais été prise en considération sérieuse.

La solution du canal de la Sarre au Rhin par le

Palatinat est une solution à envisager de plus près. Elle amène le remède à la situation que nous avons signalée, de la Sarre reliée par eau à la France et pas à l'Allemagne. Ce serait une satisfaction, tardive, donnée aux désirs des Sarrois du siècle dernier, et une amélioration de la situation pour les Sarrois actuels. Il faut toutefois faire deux remarques. Qui assurera le financement de l'affaire? D'après M. Schöneberger, sur 19 canaux allemands, il n'y en a que quatre où les recettes sont supérieures aux dépenses d'exploitation. Dans aucun, les recettes ne peuvent donner d'intérêts au capital investi. Il faudrait donc que ce canal soit construit aux frais de l'Etat, au moyen d'un emprunt et, en fin de compte, ce serait l'ensemble des contribuables allemands qui le paierait. (C'est le motif pour lequel M. Schöneberger rejette cette solution). Il y a quelques mois, un moyen très simple a été proposé de réduire le coût du canal, c'est de le faire construire par les chômeurs enrôlés dans le Service du Travail, non payés. Encore faudra-t-il pourvoir à leur nourriture. Sous quelque forme qu'on la présente, la solution de la construction du canal de la Sarre au Rhin comporte donc l'appui financier de l'Etat.

La deuxième remarque est la suivante : Nous admettons que l'Allemagne trouve les fonds nécessaires pour la construction, que les contribuables payent sans protester les avantages qui en résulteraient pour les Sarrois. A quelle époque le canal pourra-t-il fournir les facilités de transport qu'on attend de lui ? Nous avons vu qu'il fallait compter environ sept ans pour

qu'il soit ouvert au trafic. Nous estimons que le canal peut rendre d'appréciables services à l'économie sarroise. Mais il ne les rendra pas de suite après la réunion supposée de la Sarre à l'Allemagne. Or c'est immédiatement après la prise de possession par l'Allemagne que les Mines perdraient leurs débouchés vers la France, tandis que, grâce au canal, les débouchés vers l'Allemagne seraient récupérés seulement sept ans plus tard. Il faudrait donc compter sur une longue période de dépression de l'industrie minière et par suite du Territoire entier.

L'abaissement des tarifs des chemins de fer allemands, dans un sens favorable aux expéditions provenant de la Sarre, aurait le grand avantage de donner une solution immédiate. Mais les chemins de fer y consentiront-ils ? Il faudrait que l'abaissement du tarif, non seulement annulât pour la Sarre la différence des frais de transport actuellement à son désavantage en comparaison de la Ruhr, mais compensât également la différence de prix de revient. Il faudrait donc que les chemins de fer acceptassent de transporter le charbon sarrois, non seulement sans bénéfice, mais avec perte. Nous arrivons donc à la solution que nous avons citée plus haut, de l'industrie sarroise vivant grâce à la pitié des autres branches de l'industrie allemande. Ce ne peut être une solution durable, car une économie basée sur l'aumône n'est pas viable. Elle se heurterait d'ailleurs à l'opposition de la Ruhr, car toutes ces mesures ne visent pas à refouler un charbon étranger, mais un autre charbon national, celui de la Ruhr,

et celle-ci ne se laissera pas facilement supplanter. A diverses reprises, nous avons montré qu'avant la guerre comme depuis la guerre, les industriels de la Ruhr avaient toujours, et victorieusement, combattu le développement de la Sarre. Après le rattachement, ils ne manqueraient pas d'en faire autant et sauraient empêcher l'établissement de tarifs qui les défavoriseraient. « La résistance de la Ruhr ne manquera pas », dit M. Wilhelm (1). C'est pourquoi nous pensons que les Sarrois ne doivent pas se leurrer d'illusions et attendre les débouchés qui leur manquent grâce à des sacrifices librement consentis par les chemins de fer d'une part, par les industriels de la Ruhr d'autre part. L'exemple des années passées devrait les faire réfléchir. Ils devraient se souvenir du peu d'aide qu'ils ont trouvé jadis, quand ils appartenaient à l'ancien empire allemand. En trouveraient-ils beaucoup plus dans le nouveau ?

IV. — LE MEILLEUR EMPLOI TECHNIQUE DU CHARBON

Il s'agit de mesures qui permettraient au charbon sarrois, sans intervention étrangère, de concurrencer en Allemagne les autres charbons. Puisque ce sont les difficultés de transport qui rendent difficile la vente, on ne transporterait plus ce produit pondéreux qu'est la houille brute. On la traiterait sur place pour en tirer la gamme des sous-produits de distillation, d'un transport beaucoup plus facile.

Dans de nouvelles centrales, on transformerait

(1) WILHELM (R.), *op. cit.*, page 120.

l'énergie calorifique du charbon en énergie électrique. On pourrait notamment utiliser les charbons de qualité inférieure, ce qui permettrait d'avoir un prix de revient plus bas. On escompte qu'on pourrait employer ainsi annuellement 400.000 tonnes de charbon de qualité inférieure. Les 400 millions de kilowatts-heures produits pourraient être envoyés en Allemagne. La Société « Aktiengesellschaft für deutsche Elektrizitätswirtschaft » se serait engagée à les prendre après le retour de la Sarre à l'Allemagne (1). De l'article de l'E.T.Z. il résulte qu'il faudrait d'ailleurs construire un certain nombre de lignes tant en Allemagne qu'en Sarre et que ce serait « un sacrifice volontaire » des sociétés électriques allemandes.

La cokéfaction pourrait être plus développée et les millions de mètres cubes de gaz produits envoyés par des conduites vers la Rhénanie ou vers l'Allemagne du Sud. L'Allemagne du Sud, jadis débouché pour le charbon sarrois, deviendrait le débouché du gaz sarrois. La distribution du gaz à longue distance n'est d'ailleurs pas un mythe, mais une réalité, puisque la Ruhr alimente déjà ainsi un certain nombre de villes de l'Allemagne du Nord et qu'en Sarre même une société existe qui, avec 36 kilomètres de conduites, fournit du gaz, provenant de deux cokeries, dans trois villes différentes.

Ces divers procédés peuvent parfaitement retenir l'attention et il n'est pas impossible que dans quelques

(1) *Saarbrücker Zeitung*, du 24 mai 1934, et *E. T. Z.* du 14 juin 1934.

années, la science ne nous dévoile des moyens encore plus faciles d'utiliser l'énergie enfermée dans le charbon. En nous bornant à ceux actuellement préconisés pour obvier à la crise sarroise éventuelle, nous pouvons dire que s'ils sont très intéressants pour utiliser le mieux possible toutes les ressources d'une région minière, y compris les charbons qui ne trouvent pas normalement preneur, s'ils permettent, avec un tonnage déterminé, de donner satisfaction à des demandes plus nombreuses de consommateurs d'énergie, ils ne répondent pas ou tout au moins répondent fort imparfaitement au but que l'on se propose : permettre à la Sarre de retrouver pour le charbon marchand ses débouchés de l'Allemagne du Sud.

Remarquons d'abord que de gros frais seraient nécessaires pour l'installation des nouvelles usines, cokeries et centrales et que, s'il n'est plus besoin de construire de canal, il faudrait construire et placer, chose évidemment plus facile, des lignes électriques ou des conduites de gaz.

Mais, surtout, serait-on sûr de créer, par ce moyen, à la Sarre, les débouchés qui manquent à son charbon ?

Il reste peu de place pour son électricité. L'Allemagne du Nord est déjà alimentée par les centrales de la Ruhr, l'Allemagne du Sud par de nombreuses usines hydro-électriques des régions montagneuses. Les usines sarroises productrices d'électricité se heurteraient donc à des concurrents produisant à meilleur marché qu'elles.

Quant à l'utilisation du charbon sous forme de gaz à grande distance, c'est une solution qui nous semble

plus difficile pour la Sarre que pour la Ruhr. Les frais d'installation seraient plus considérables pour la Sarre dont les conduites, avant d'atteindre les grands centres de consommation de l'Allemagne du Sud, devraient traverser la région du Palatinat à densité de population assez faible et à industrie très restreinte, tandis que la Ruhr, qui a déjà une forte consommation dans son voisinage, peut, sans inconvénients, étendre son réseau. En outre, vers l'Allemagne du Sud, la Sarre trouverait d'autres concurrents, les usines à gaz des villes. Or, les usines à gaz sont à peu près les seuls clients que la Sarre ait conservés dans cette région, à cause du bon rendement en gaz de son charbon. Si la Sarre envoyait du gaz à longue distance, elle trouverait peut-être en Bavière une clientèle pour son gaz, elle y perdrait la clientèle qu'elle y a pour son charbon, au total elle n'augmenterait pas beaucoup le tonnage de charbon vendu sous une forme ou sous une autre (1).

A tous ces projets, même s'ils étaient réalisés, même s'ils devaient — ce que nous contestons — permettre de retrouver des débouchés pour les 3 millions de tonnes au minimum que les mines sarroises perdraient lors du rattachement de la Sarre à l'Allemagne, nous pouvons en outre faire la même critique qu'au projet de construction du canal au Rhin. Pour leur exécution, ils demandent du temps. Or, ce qu'il faut trouver, ce ne sont pas des moyens pour augmenter peu à peu,

(1) SCHÖNEBERGER (H.), arrive à la même conclusion que les nouvelles méthodes d'utilisation du charbon ne permettront pas à la Sarre d'élargir ses débouchés et qu'elle devra toujours exporter sa houille sous forme brute. (Page 80).

dans l'avenir, l'extraction houillère sarroise et développer la prospérité de la région. Ce qu'il faut, c'est un remède pour maintenir l'extraction à son niveau actuel, placer sous une forme ou sous une autre, en Allemagne, le charbon que du jour au lendemain la France n'absorbera plus, et sauver l'industrie minière sarroise et le Territoire tout entier de la ruine menaçante. Aucun des moyens préconisés n'apporte la solution.

*
**

Au total donc, nous estimons que les Allemands qui ont étudié la question ont parfaitement raison de dire que la situation de la Sarre en cas de rattachement à l'Allemagne sera délicate, que de grandes difficultés sont inévitables (1), qu'il ne faut pas compter pour le charbon sarrois sur le maintien des débouchés français, et qu'il faut, par conséquent, lui trouver des débouchés en Allemagne. Mais nous pensons avoir montré que toutes les solutions proposées se heurtent à des objections graves dont les deux principales sont que ces solutions ne permettent pas d'écarter la concurrence de la Ruhr et que, sauf une, elles ne pourraient avoir d'effet qu'au bout d'un certain nombre d'années, c'est-à-dire trop tard.

V. — LES PROMESSES OFFICIELLES

Nous avons vu et discuté les mesures proposées par les personnes traitant la question d'une façon scientifique. Naturellement, dans la presse quotidienne et

(1) RÖCHLING (H.), *Der Saar-Pfalz-Kanal*, page 22.

dans les discours, c'est surtout la question politique qui est agitée et la question économique est, sinon passée sous silence, du moins reléguée au second plan et ne fait guère que l'objet de déclarations générales et optimistes.

Le 28 février 1934, dans un grand discours, lors d'une manifestation en faveur de la Sarre à Coblenz, le vice-chancelier, sans apporter aucune précision, a déclaré : « La production de la Sarre, qui allait jusqu'à présent à d'autres pays, doit de nouveau être absorbée par le marché intérieur allemand. Un grand programme de travail, non seulement pour la Sarre, mais pour les régions limitrophes, est préparé. »

A la manifestation du 6 mai 1934, à Deux-Ponts, pour le rattachement de la Sarre à l'Allemagne, le ministre de la propagande s'est ainsi exprimé : « Nous préparerons et exécuterons votre retour à l'Allemagne d'une façon grandiose. Je puis vous promettre que votre rattachement à la mère-patrie est pour nous la chose du peuple entier. Soyez persuadés que toute l'Allemagne est avec vous. Nous projetons de grandes mesures : Création de nouvelles fosses dans le territoire houiller du Warndt (1), remise en état des vieilles fosses, améliorations techniques, création de débouchés suffisants pour le charbon de la Sarre. La Sarre sera englobée dans le grand programme de création de travail du Reich. Nous essaierons de rendre viable l'agriculture sarroise par la création de débouchés

(1) C'est la partie de la Sarre à proximité immédiate de la frontière française où n'existent pas encore de fosses.

suffisants. Un grand plan de reconstruction de la Sarre allemande après son rattachement à l'Allemagne est en préparation. Ce ne sera pas un plan qui moisit dans les armoires à papier, mais un plan qui se traduira dans la vie. »

Ce discours contient de belles promesses. Il préconise surtout une augmentation de la production, alors que nous avons montré la difficulté de placer la production actuelle. Il indique bien que l'on créera des débouchés suffisants pour le charbon, mais il n'indique pas les moyens qui seront employés. Peut-être songe-t-il à l'emploi de la puissance de l'Etat, mais il n'entre pas dans le rôle de l'Etat de favoriser une région aux dépens d'une autre. Et la Ruhr qui, dans l'histoire, à maintes reprises, a montré sa puissance, se laisserait-elle faire ? L'orateur va même jusqu'à promettre la création de débouchés suffisants pour l'agriculture, alors qu'inversement, l'agriculture est insuffisante pour la consommation du Territoire. Ce discours, certes, rentre dans les attributions d'un ministre de la propagande, mais il ne peut satisfaire ceux qui regardent de près la difficulté de la question.

*
**

La Sarre, si elle retourne à l'Allemagne, se trouvera dans une situation très difficile pour le placement de son charbon et de ses produits métallurgiques, et les solutions diverses proposées s'avèrent comme inefficaces.

**§ 4. — Les questions annexes à régler
en cas de rattachement à l'Allemagne**

I. — LE RACHAT DES MINES

L'Annexe à la section IV du Traité de Paix a prévu une conséquence du rattachement de la Sarre à l'Allemagne et indiqué la façon de la régler. Le § 36 est ainsi conçu : « Dans le cas où la Société des Nations déciderait l'union à l'Allemagne de tout ou partie du Territoire du Bassin de la Sarre, les droits de propriété de la France sur les mines situées dans cette partie du Territoire seront rachetés en bloc par l'Allemagne à un prix payable en or. Ce prix sera déterminé par trois experts, statuant à la majorité ; l'un de ces experts sera nommé par l'Allemagne, un par la France et un par la Société des Nations, ce dernier ne devant être ni Français ni Allemand.

L'obligation de la part de l'Allemagne d'effectuer ce paiement sera prise en considération par la Commission des réparations, et à cette fin, l'Allemagne pourra fournir une première hypothèque sur son capital ou ses revenus de toutes manières qui seront acceptées par la Commission des réparations.

Si, néanmoins, l'Allemagne, un an après la date à laquelle le paiement aurait dû être effectué, n'y a pas satisfait, la Commission des réparations y pourvoira en conformité avec les instructions qui pourront lui être données par la Société des Nations, et si cela est nécessaire, en liquidant la partie des mines en question. »

La procédure indiquée donne un rôle à la Commission des réparations. Or celle-ci n'existe plus. Nous estimons que c'est un détail de peu d'importance et qu'une nouvelle commission, nommée par la Société des Nations, pourrait la remplacer.

La question de fond a beaucoup plus d'intérêt. L'Allemagne doit racheter les mines à un prix fixé par experts, et les payer en or. Si elle n'a pas payé dans le délai d'un an, les mines peuvent être liquidées.

Nous avons déjà montré (1) les difficultés de la fixation de la valeur des mines, et qu'en 1920 les experts n'étaient pas arrivés à s'entendre. Les mêmes difficultés surgiraient dans la nouvelle estimation, et il serait possible qu'aucune majorité ne se formât, si l'expert neutre n'adoptait ni le chiffre indiqué par l'expert français, ni le chiffre indiqué par l'expert allemand. Il est probable que, dans ce cas, la Société des Nations statuerait en adoptant le chiffre de l'expert neutre qui serait vraisemblablement intermédiaire entre les chiffres indiqués par les autres. Les Allemands auront tendance à rabaisser la valeur des mines. On pourrait leur rappeler qu'en 1920, ils les estimaient à 1.056.947.000 marks-or. Peu importe que ce chiffre n'ait pas été adopté, puisqu'en définitive aucun ne l'a été et que les réparations, dans lesquelles les mines de la Sarre devaient entrer pour leur valeur, n'ont pas été payées. A ce chiffre devrait s'ajouter la valeur des travaux neufs importants, dont nous avons cité les principaux, faits par les Français et figurant

(1) Pages 101 et suivantes.

soit au compte des travaux neufs, soit au compte de l'exploitation, valeur dont il faudrait défalquer les amortissements.

Si les Allemands avaient intégralement payé les réparations qui leur incombaient d'après le Traité de Paix, et si la valeur des mines en 1920 avait été officiellement fixée par la Commission des Réparations, le problème serait plus simple. Il faudrait partir de la valeur adoptée en 1920 et la discussion ne porterait que sur le chiffre de la plus-value depuis cette époque. Dans les conditions actuelles, la difficulté de l'estimation reste complète et il faut s'attendre à de laborieuses négociations.

Admettons le prix fixé. Les Allemands doivent le payer en or. A l'heure où la couverture or du mark est presque réduite à néant, nous pouvons nous demander où ils trouveront le métal nécessaire pour effectuer le paiement. Vu à la lumière du passé, l'avenir n'est pas rassurant.

Qu'advierait-il si l'Allemagne ne payait pas ?

Le cas est prévu par le dernier alinéa du § 36. Si l'Allemagne n'a pas payé dans un délai d'un an, la Commission des réparations doit y pourvoir et éventuellement liquider la partie des mines en question. Nous sommes sceptiques sur la valeur de cette procédure. L'Allemagne, dont on voudrait liquider les mines, faisant partie de son domaine privé, aurait la souveraineté sur le Territoire. Nous ne croyons pas que, dans ces conditions, aucune société ose se substituer à elle. Que ferait la Société des Nations si elle ne trouvait aucun acquéreur pour la liquidation et quelles

seraient les sanctions prises contre l'Allemagne si elle prétendait rester en possession des mines ? C'est pourquoi nous estimons que la Société des Nations ne devrait rendre le Territoire à l'Allemagne que si celle-ci avait rempli toutes les obligations qui lui incombent d'après le § 36, c'est-à-dire après complet paiement. Sinon, nous courrons des risques, dont l'expérience nous permet de mesurer la gravité et d'autant plus inquiétants pour nous que l'Allemagne paraît actuellement s'en préoccuper moins.

Le § 37 prévoit que la France et les nationaux français auront le droit d'acheter la quantité de charbon du Bassin, justifiée par leurs besoins industriels et domestiques à la date du rachat. Ce paragraphe, dans l'état actuel des choses, est inutile, car les Mines de la Sarre, qui manqueront de débouchés, seront trop heureuses de trouver une clientèle de quelque nationalité qu'elle soit.

Le § 38 enfin prévoit que, sur la question des mines, la France et l'Allemagne pourront s'entendre par des accords particuliers conclus avant la date fixée pour le paiement du prix de rachat. Dans cette question elles sont, en effet, les deux seules intéressées et la règle posée par le Traité peut être, d'un commun accord, écartée. De tels accords n'interviendront certainement pas avant le plébiscite et ne sauraient guère porter que sur des facilités accordées par la France à l'Allemagne pour le paiement du prix si l'Allemagne donnait des garanties suffisantes.

II. — LES LIGNES DU RÉSEAU D'ALSACE ET DE LORRAINE EN SARRE

En cas de retour de la Sarre à l'Allemagne, le réseau des chemins de fer sarrois, actuellement administré par la Commission de Gouvernement, serait rattaché aux chemins de fer allemands. Il n'y aurait aucune difficulté. Mais nous avons vu qu'il existe sur le Territoire trois lignes de raccordement appartenant au réseau d'Alsace et de Lorraine. Cette situation, dans l'état actuel de la Sarre, n'a pas de graves inconvénients. Elle a, au contraire, des avantages pour les expéditions de marchandises des gares communes à destination de la France. Elle ne pourrait se prolonger, si la Sarre redevenait allemande. Dans ce cas, l'Allemagne ne pourrait pas purement et simplement entrer en possession de ces lignes, qui sont propriété d'une Société étrangère, et les chemins de fer d'Alsace et de Lorraine n'auraient à les céder que contre paiement d'une équitable indemnité.

III. — QUESTIONS DOUANIÈRES

Si la Sarre se rattache à l'Allemagne, l'union douanière avec la France disparaîtra et la frontière douanière située actuellement à la frontière politique sarro-allemande sera reportée à la frontière actuelle franco-sarroise, devenue frontière franco-allemande.

A la suite de ce changement de frontière, quelques questions douanières pourront se poser.

Les marchandises venant d'Allemagne avant le plébiscite auront payé des droits pour entrer en Sarre.

Si la Sarre est rattachée à l'Allemagne, y aurait-il lieu à un remboursement des droits pour les marchandises non consommées, puisque les marchandises de même espèce entrées après le rattachement n'en auront plus à payer ? Les marchandises en question ne pourraient-elles pas prétendre au régime du transit ou de l'admission temporaire, puisque, venues d'Allemagne, elles seraient retournées en Allemagne, par un moyen, à vrai dire, très spécial, car ce ne serait pas elles qui auraient à nouveau franchi la frontière, mais la frontière qui se serait déplacée. Nous estimons que puisque ces marchandises étaient destinées à la consommation et qu'elles sont entrées alors qu'existait la frontière douanière, les droits payés sont acquis et que le changement postérieur de frontière ne donne aucun droit à un remboursement. Les régimes spéciaux ne sont accordés qu'aux marchandises qui, au moment de leur introduction sont, en principe, destinées à ressortir et sont garanties par un acquit à caution.

Inversement, les produits français qui seront entrés en Sarre sans payer de droits pourront ensuite entrer librement en Allemagne.

CHAPITRE IV

LE MAINTIEN DU REGIME ACTUEL

Si nous reprenons les deux premières solutions du problème sarrois que nous avons étudiées dans les chapitres précédents, nous voyons que nous avons abouti aux conclusions suivantes :

Le rattachement de la Sarre à la France est souhaitable pour les deux pays. Il assurerait le maintien de l'unité de la région naturelle que forment la Lorraine agricole et minière et la Sarre industrielle, unité indispensable à la vie économique de cette dernière. Si l'opinion sarroise lui était dans l'ensemble favorable, nous ne pourrions que l'accepter avec satisfaction. Mais ce rattachement se heurte, chez les électeurs, à des obstacles d'ordre extra-économique qui rendent peu probable l'adoption de cette solution.

Le rattachement de la Sarre à l'Allemagne est favorisé par les mêmes facteurs qui jouent contre la France, facteurs dont l'importance, croyons-nous, aurait été moindre si le plébiscite avait eu lieu à une date plus

reculée. Nous avons montré que l'adoption de cette solution, en détruisant l'unité de la région économique sarro-lorraine, conduirait la Sarre à une crise d'une violence inouïe qui serait pour elle beaucoup plus grave que la crise économique mondiale actuelle. Séparée du pays qui est son client le plus important (et qui trouverait ailleurs des fournisseurs prêts à satisfaire ses besoins), l'industrie minière sarroise périliterait et serait forcée d'arrêter l'extraction d'une partie de ses fosses. L'industrie métallurgique, de son côté, connaîtrait également de sérieuses difficultés de débouchés. Séparée de sa base d'approvisionnement en minerai, elle pourrait même, le cas échéant, disparaître totalement, faute de matières premières. Les deux industries-clefs auxquelles est suspendue toute l'activité économique du Territoire étant ainsi atteintes, la dépression s'étendrait aux autres branches. Par ailleurs, privée de sa base actuelle de ravitaillement, la Sarre connaîtrait probablement une élévation sensible du coût de la vie.

En cas de rattachement de la Sarre à l'Allemagne, la population ouvrière sarroise verrait donc le chômage grandir, les renvois s'accroître, l'industrie s'étio-ler, pendant que les prix des vivres augmenteraient : ce serait la misère et la ruine.

Nous avons montré que les auteurs allemands bien informés pressentent ces néfastes résultats du rattachement de la Sarre à l'Allemagne et ont cherché des moyens d'y pallier. Mais nous avons démontré que ces moyens, ou bien seraient insuffisants, ou bien ne pourraient donner de résultats avant plusieurs années.

Ne peut-on pas éviter la catastrophe qui menace l'économie sarroise ?

Au cours des négociations de 1920-1930 (1), une solution avait été envisagée. La Sarre, politiquement, reviendrait à l'Allemagne, mais, économiquement, demeurerait plus ou moins rattachée à la France, de façon à permettre l'approvisionnement en minerai et en produits agricoles, ainsi que l'exportation de la houille et des produits métallurgiques. Dans l'unité politique allemande, la Sarre formerait une zone à régime économique spécial. La France ne saurait souscrire à cette combinaison qui ne présenterait d'avantages que pour l'exportation des produits agricoles lorrains et dont l'Allemagne retirerait presque tout le profit. Une telle solution n'est pas viable, elle sombrerait au premier malentendu franco-allemand.

Puisque le rattachement de la Sarre à la France paraît peu vraisemblable, puisque le rattachement de la Sarre à l'Allemagne menace de dégénérer en catastrophe pour l'économie sarroise, pourquoi chercher des palliatifs et des solutions à durée limitée ?

Le Traité de Versailles indique, dans le § 34 de l'Annexe, la possibilité d'adopter une troisième alternative. La population, appelée à faire connaître sa volonté, peut demander le maintien du régime actuel. C'est ce que l'on appelle dans le langage courant la solution du statu quo, solution très favorable à la conservation et au développement de l'économie sarroise, ainsi qu'à

(1) Page 523.

la sauvegarde des intérêts économiques de la France et de l'Allemagne.

§ 1. — Les avantages que présenterait pour la Sarre le maintien du régime actuel

Il suffit pour les voir apparaître d'évoquer ce que nous avons dit de l'économie sarroise(1).

L'absence de frontière douanière permet la constitution de l'unité économique sarro-lorraine, indispensable à la Sarre pour son approvisionnement en matières alimentaires et en minéral.

L'union douanière de la Sarre avec la France est conçue de façon à lui en éviter tous les inconvénients. La Sarre est soumise à un régime exceptionnel de faveur qui lui permet de recevoir les marchandises allemandes dont elle a besoin. Pour elle, la France a adouci au moyen de contingents spéciaux qui lui sont réservés, sa politique commerciale. Elle peut recevoir les marchandises françaises ou étrangères comme la France. Elle peut recevoir les marchandises allemandes dans de meilleures conditions que la France.

Pour ses exportations, l'économie sarroise, entre la France et l'Allemagne, est également dans une situation privilégiée. N'ayant pour son charbon que des débouchés restreints vers les pays d'Allemagne immédiatement voisins, elle peut, grâce au régime monétaire et au fait que la France est propriétaire des mines, en

(1) Notamment page 326 (Echanges commerciaux); et pages 446 à 464 (Régime douanier).

exporter la plus grande partie en territoire français. Par suite de la participation de capitaux français et de capitaux allemands à son industrie métallurgique, elle peut s'associer à la fois aux comptoirs de vente français et aux comptoirs de vente allemands, et elle profite de toute reprise d'activité dans l'un ou l'autre des deux pays voisins.

Nous avons démontré, à l'aide de chiffres officiels, que la Sarre avait bénéficié de cette situation privilégiée entre la France et l'Allemagne. Le meilleur exemple nous a été fourni par la crise actuelle, et nous avons prouvé que la Sarre, grâce à sa possibilité de chercher appui tour à tour à l'Est ou à l'Ouest, a infiniment moins souffert de la crise que l'Allemagne, que la production y a été proportionnellement moins réduite et le chômage moins étendu (1).

Par ailleurs, nous avons établi que la population ouvrière qui forme la grosse masse de la population sarroise, a largement profité de l'état actuel, que les salaires sont plus élevés que dans les régions voisines, que le salaire réel, et par suite le niveau de vie, étaient, avant la crise, supérieurs à ceux d'avant la guerre et que, même en tenant compte des chômages, ils sont au moins égaux et se relèvent depuis quelques mois (2).

La prospérité a été ralentie par la crise, mais c'est un phénomène général. Avant d'en être touchée, la Sarre avait atteint un degré de prospérité qu'elle n'aurait pas connu dans d'autres conditions.

(1) Voir pages 157 à 159; 199 à 201.

(2) Voir pages 510 à 516.

Indépendamment des chiffres relatifs à la production, au commerce et aux salaires, nous avons déjà fait apparaître de nombreux indices de prospérité : développement du nombre des voitures automobiles, des appareils téléphoniques, des appareils de T.S.F., de la consommation par tête d'habitant de bière et de tabac, accroissement des dépôts dans les caisses d'épargne. Nous pouvons en mentionner quelques autres :

De 1920 à 1930, on a bâti en Sarre :

- 48 églises et agrandi 11 ;
- 12 chapelles et agrandi 10 ;
- 10 couvents et agrandi 10 ;
- 44 presbytères et agrandi 40 ;
- 38 mairies ;
- 5 hôpitaux et agrandi 24 ;
- 37 cimetières ;
- 18 dépôts mortuaires ;
- 116 monuments aux morts de la guerre ;
- 44 écoles primaires ;
- 3 écoles secondaires ;
- 1 école professionnelle ;
- 47 dépôts de matériel d'incendie ;
- 125 fabriques ;

22.266 maisons d'habitation qui, avec 8.164 transformations, renferment 48.668 nouveaux logements, soit 33 % des anciens. Il faut en outre remarquer que la population civile a profité des locaux rendus disponibles par le départ des troupes.

En 1930, il a encore été construit 2.350 bâtiments, dont 25 bâtiments publics ; en 1931, 2.121 bâtiments,

dont 28 bâtiments publics ; en 1932, 1.050 bâtiments, dont 11 bâtiments publics.

La construction, avant la crise, a donc été très active et le grand nombre de nouveaux bâtiments destinés au culte est un symptôme d'aisance.

Les communes, par ailleurs, ont pu faire de nombreux travaux édilitaires souvent d'ordre somptuaire (1).

La Ville de Sarrebruck qui, pour couvrir en partie les dépenses de ses travaux, avait dû recourir à des emprunts (2) a pu, en quatre ans, de 1929 à 1933, amortir de 123 millions de francs ses dettes ramenées de 273 à 150 millions (3). De tels amortissements, en temps de crise, témoignent que la situation économique est loin d'être défavorable.

Le régime actuel a donc été pour la Sarre un régime privilégié, un régime générateur de richesse (4), qui lui a permis de ne souffrir que très modérément de la crise, et qui, si les conditions économiques redevenaient normales, permettrait un essor économique

(1) On peut citer, notamment, la création de jardins publics fort bien conçus sur les bords de la Sare à Sarrebruck.

(2) Il est intéressant de remarquer que les emprunts ont été contractés aux Etats-Unis, en Angleterre et en France (notamment un emprunt de 40 millions à la Caisse Fraternelle) mais pas en Allemagne.

(3) Déclaration de l'Oberbürgermeister à la séance du Conseil municipal du 28 septembre 1933.

(4) Sans que ce soit une démonstration péremptoire, l'aisance de l'ensemble de la Sarre, même en cette période de crise, peut se soupçonner quand on voit l'affluence dans les cafés et les cinémas, les fêtes ininterrompues qui vont de Noël au Mardi-Gras, les dépenses vestimentaires, même des classes modestes.

intense du pays. Lord Balfour déclarait en 1922 devant le Conseil de la Société des Nations : « La Sarre est un pays favorisé. » Elle l'est encore grâce à son régime spécial.

En comparant ces résultats, qui ressortent de faits prouvés, avec les prévisions pessimistes que suggère l'étude du rattachement à l'Allemagne, prévisions dont nous avons montré la très grande probabilité pour ne pas dire la certitude, nous pouvons affirmer que le maintien du régime actuel est une solution garantissant pleinement l'avenir économique de la Sarre.

§ 2. — Les modifications possibles du régime actuel

Faut-il d'ailleurs entendre par maintien du régime actuel la conservation de tout le système politique que nous avons décrit au début de notre deuxième partie ?

Certainement non. Le régime actuel est un régime provisoire, à durée limitée. Le régime qui doit être instauré après le plébiscite doit être un régime définitif. Le Traité, dans le § 35 de l'Annexe (alinéa a) a d'ailleurs prévu que des modifications pourront intervenir.

« Dans le cas où, pour tout au partie du Territoire, la Société des Nations déciderait le maintien du régime établi par le présent Traité et par la présente Annexe, l'Allemagne s'engage dès maintenant à renoncer, en faveur de la Société des Nations, à sa souveraineté, ainsi que le Société des Nations le jugera nécessaire, et il appartiendra à celle-ci de prendre les mesures

propres à adapter le régime définitivement instauré aux intérêts permanents du Territoire et à l'intérêt général. »

Le régime définitif ne peut pas être exactement le régime provisoire. Dans ce dernier, il n'y avait pas d'Etat sarrois, les habitants conservaient leur nationalité. Dans le régime définitif, il y aurait forcément constitution d'un Etat sarrois et création d'une nationalité sarroise, de même qu'au Traité de Paix il y a eu constitution d'un Etat polonais et création d'une nationalité polonaise. La nationalité sarroise serait d'ailleurs assez facile à définir. Il n'y aurait qu'à transformer en véritable nationalité la qualité d'habitant du Territoire de la Sarre. Les habitants qui, au moment de la mise en vigueur du nouveau régime, posséderaient cette qualité acquéreraient de droit la nouvelle nationalité et seraient seuls appelés à participer à la vie publique. Les autres habitants seraient considérés comme des étrangers qui, d'ailleurs, pourraient, plus tard, comme dans n'importe quel pays, acquérir la nationalité sarroise en perdant leur ancienne nationalité.

Le mode de gouvernement serait fixé par la Société des Nations. Il n'y aurait pas impossibilité de conserver le mode actuel, mais nous estimons qu'il conviendrait mal au régime définitif. La Société des Nations, qui a pour mission d'« adapter le régime définitivement instauré aux intérêts permanents du Territoire », devra tenir compte des désirs de la population. On pourrait, comme première étape, imaginer que le Landesrat deviendrait une véritable Chambre des députés, dont l'approbation serait nécessaire pour la promulgation

des lois. On pourrait également lui faire élire le membre sarrois de la Commission de Gouvernement (1). La solution définitive étant acquise, le Territoire étant devenu indépendant, le Landesrat abandonnerait certainement son attitude hostile et se transformerait, de critique systématique qu'il est aujourd'hui, en collaborateur de la Commission de Gouvernement.

Nous irions même plus loin, et concevions assez bien l'organisation, au bout de quelques années, d'un régime démocratique plus poussé, avec une autonomie plus grande. Le Territoire de la Sarre continuerait à être sous le contrôle de la Société des Nations, qui ne peut s'en désintéresser, mais la Commission de Gouvernement serait supprimée. Le peuple sarrois élirait directement son chef de gouvernement et ses représentants (2). Le chef du gouvernement choisirait les ministres, responsables devant les représentants du peuple. Ce serait une véritable petite république, avec un président élu par le suffrage universel, une Chambre des députés de trente membres, un Conseil des ministres de cinq ou six membres. A côté du Gouvernement, un haut-commissaire nommé par la Société des Nations

(1) C'est à peu près la solution préconisée par COURSIER (H.), *op. cit.*, page 135. Les lois, pour être promulguées, auraient besoin de l'accord de la Commission de Gouvernement et du Landesrat alors qu'actuellement la Commission de Gouvernement demande seulement l'avis du Landesrat et décide seule.

(2) Nombreux sont les Sarrois qui ne savent pas que le maintien du statu quo n'implique pas forcément le maintien absolu du régime actuel avec la Commission de Gouvernement et qui voteraient pour cette solution s'ils savaient qu'ils pourraient ensuite se gouverner eux-mêmes.

exercerait un droit de veto sur les projets qui dépasseraient le cadre de l'administration locale, tels que les projets ayant une répercussion à l'extérieur, les projets visant les droits spéciaux de la France comme propriétaire des mines ou les projets (par exemple en matière de législation ouvrière) qui ne seraient pas d'accord avec les grandes directives de la politique sociale de la Société des Nations. Si nous osions, bien que nous soyons dans un domaine de droit public, faire une comparaison avec le droit privé, nous dirions que la Sarre est actuellement en tutelle et que, émancipée, il serait instauré un régime de curatelle.

Les biens du domaine privé et public de l'Etat deviendraient propriété de l'Etat sarrois. Cet Etat resterait neutre et les habitants ne seraient soumis à aucun service militaire. Un évêché, une université sarroise seraient créés.

En matière économique, le régime actuel serait maintenu. L'Etat sarrois serait en union douanière avec la France en bénéficiant du régime spécial de l'Arrangement franco-allemand. Les attributions du tribunal d'appel pour les répartitions de contingents qui existe actuellement, pourraient être élargies. Le tribunal pourrait fixer, dans les contingents français, la part devant revenir à la Sarre, de sorte que la politique commerciale française ne pourrait nullement gêner la Sarre.

Les mines demeureraient propriété de l'Etat français. Cela ne veut pas dire que le régime sous lequel a vécu l'Administration française des Mines serait forcément conservé sans modifications. Il est parfaitement

possible d'envisager d'autres modalités d'organisation. On peut, par exemple, concevoir une association entre l'Etat français et le futur Etat sarrois pour l'exploitation des mines ; une telle formule intéresserait ainsi directement les habitants du Territoire à la prospérité de l'industrie principale du pays (1).



Le passage du régime actuel au régime indiqué que nous préconisons pourrait fort bien, car les grandes lignes subsistent, se faire sans apporter aucun trouble à la vie publique ou économique du Territoire. Il n'y aurait, en somme, que diminution plus ou moins importante des prérogatives actuelles de la Commission de Gouvernement.

Le Territoire de la Sarre pourrait certainement vivre sous l'un ou l'autre des deux régimes que nous avons indiqués. Le premier n'est qu'une amélioration du régime actuel, qui a déjà fonctionné depuis quinze ans. Le second, qui assure plus d'indépendance, n'est pas irréalisable. Certains disent que la superficie du Territoire de la Sarre est trop faible. Il existe, en Europe, d'autres petits Etats (Principauté de Monaco, République d'Andorre, République de Saint-Marin) qui sont

(1) Nous pouvons mentionner le projet paru dans les *Baseler Nachrichten*, du 11 janvier 1934, sur lequel des réserves sont d'ailleurs à faire. Ce projet prévoit l'exploitation des mines par une société internationale constituée avec des capitaux publics des principaux pays consommateurs. La répartition des parts serait faite d'après le pourcentage suivant : 51 à la France ; 33 à la Sarre ; 7 à l'Allemagne ; 3 à la Suisse ; 3 à l'Italie ; 2 à la Belgique et au Luxembourg ; et 1 à l'Autriche.

indépendants. Il existe un autre Etat, plus comparable encore à la Sarre par sa structure, son étendue, son caractère fortement industrialisé et dont la vitalité est fort grande : le Grand-Duché de Luxembourg, en union douanière avec la Belgique, comme la Sarre est en union douanière avec la France. L'exemple du Luxembourg prouve qu'il est parfaitement possible à un petit Etat possédant des richesses naturelles de vivre libre, et il n'y a pas de raison pour que la Sarre fasse exception.

Au reste, la Société des Nations, qui conserverait sur la Sarre un contrôle, plus ou moins étroit selon la solution admise, serait là pour intervenir et protéger l'indépendance de la Sarre, si elle était menacée par l'un ou l'autre de ses voisins.

Le maintien du régime actuel, éventuellement modifié dans un sens favorable à la liberté des habitants, est donc réalisable et permettrait la création d'un Etat parfaitement viable et placé dans de bonnes conditions pour prospérer (1).

(1) L'aide-mémoire du Gouvernement français, du 31 août 1934, adressé au Conseil de la Société des Nations et que la presse a publié au moment de la correction de nos épreuves, évoque un certain nombre des questions que pose la liquidation éventuelle du régime actuel du Territoire de la Sarre et que nous avons traitées dans les chapitres précédents. Il demande que le Conseil de la Société des Nations examine ces problèmes dès à présent sans attendre les résultats du plébiscite. Mentionnons que cet aide-mémoire contient un certain nombre de propositions conformes aux suggestions que nous avons précédemment développées.

« Il importe (dit-il), que le changement de régime consécutif au plébiscite s'opère sans violences et sans injustices » (cf nos craintes exprimées, page 542).

Il déclare que « en cas d'union à la France de tout ou partie

du bassin de la Sarre, tous ses habitants seront égaux devant la loi, qu'ils auront pleine et entière protection de leur vie et de leur liberté et jouiront sans distinction de langue, de race ou de religion, des mêmes droits civils et politiques que tous les ressortissants français ». C'est la réponse aux appréhensions que nous mentionnons page 554).

Il rappelle que, dans l'hypothèse du maintien du régime actuel, « le Conseil de la Société des Nations a le pouvoir d'adapter le régime définitivement instauré aux intérêts permanents du Territoire et à l'intérêt général » (cf page 618) et il ajoute : « il (le Conseil) a le devoir de tracer, dès la présente session, les lignes générales de ce régime, de manière que les votants aient une claire notion du statut qui résulterait éventuellement de leurs suffrages » (cf notre note de la page 620). Dans la même hypothèse du statu quo, l'aide-mémoire annonce que le Gouvernement de la République « est disposé à céder au Territoire lui-même, à des conditions équitables, une large part des gisements » (cf notre suggestion d'une association entre l'Etat français et le futur Etat sarrois pour l'exploitation des mines, page 622).

Il demande, en outre, que les dispositions nécessaires soient prises pour que, en cas de retour à l'Allemagne, les billets français circulant dans la Sarre soient affectés au règlement des dettes étrangères, publiques et privées, dont l'Allemagne aurait à assurer la charge du fait de l'attribution du Territoire de la Sarre.



CONCLUSION

La Sarre, sur laquelle, depuis quelques mois, se porte l'attention des milieux politiques européens, occupe aussi au point de vue économique une situation originale et fort intéressante.

Avec sa très faible superficie, elle constitue cependant une région distincte comparable même par certains côtés avec une petite économie nationale. Comme toutes les régions, elle s'est orientée, autant qu'elle l'a pu, dans le sens de l'économie complexe, mais comme bien d'autres et plus que bien d'autres régions, elle n'y a réussi qu'imparfaitement. Dans les centres régionaux « on discerne presque toujours quelques grandes industries qui, trouvant autour d'elles des conditions particulièrement favorables, servent d'entraîneuses aux autres, les suscitent, les attirent et donnent à l'économie régionale son orientation particulière. » (1). Dans l'économie sarroise, ce phénomène a pris une ampleur toute spéciale.

La Sarre n'a trouvé dans son sol qu'un seul élément important de développement : le charbon dont l'ex-

(1) BROCARD (L.), *Les conditions générales de l'activité économique*, page 490.

exploitation a permis l'essor de la métallurgie. Si les autres industries sont nombreuses, la plupart ont une importance minime ainsi que l'agriculture, vouée par la pauvreté du sol à la médiocrité.

Deux grandes industries occupent dans la Sarre le premier plan et rejettent dans l'ombre presque toutes les autres : l'industrie minière et l'industrie métallurgique. C'est de leur prospérité ou de leur dépression que dépend la prospérité ou la dépression du pays tout entier. La Sarre n'est qu'une vaste mine, près de laquelle se sont élevés de grandes usines métallurgiques, des ateliers de construction et des formes d'activité connexe.

Mais cette prédominance de ce que l'on a appelé les deux industries-clefs entraîne une conséquence.

Il est impossible à la Sarre, plus encore qu'à toute autre région, de se suffire à elle-même (1). Elle utilise autant qu'elle le peut son unique produit pour alimenter son industrie ; encore est-elle limitée par la médiocre aptitude de son charbon à la cokéfaction ; mais il lui manque l'autre matière première indispensable : le minerai. Elle arrive à transformer ses produits métallurgiques en produits finis, elle leur fait subir toutes les transformations dont ils sont susceptibles, elle en tire tous les moyens de travail et de profit qu'ils peu-

(1) « Il n'est pas raisonnable pour un peuple de vouloir toujours à tout prix se suffire à lui-même. Mais il est pour lui parfaitement raisonnable et sage de faire en ce sens ce qui lui est possible et, en tout cas, de tirer de lui-même tout ce qu'il en peut tirer avec profit. » (BROCARD (L.), *Principes d'Economie nationale et internationale*, tome II, page 12).

vent fournir, elle a développé autant qu'elle l'a pu toutes les formes d'activité nécessaires à ses deux industries maîtresses. Mais il lui faut vendre au dehors son charbon et ses produits métallurgiques, acheter au dehors son minerai et ses aliments. Pour la Sarre qui combine avec l'économie complexe la division territoriale du travail, le commerce extérieur est d'une importance primordiale.

Située entre la France et l'Allemagne, c'est naturellement avec ces deux pays qu'elle doit développer ses relations économiques.

L'histoire nous montre que, dans les siècles passés, la France et l'Allemagne ont pu, successivement et parfois simultanément, exercer leur influence sur cette région et y déployer leur activité. Actuellement, nous trouvons un mélange d'activités françaises et d'activités allemandes, de capitaux français et de capitaux allemands. Le déplacement de la frontière après la guerre, l'union douanière avec la France, ont produit naturellement un déplacement d'activité. Ils ont fait prédominer les relations avec la France sur les relations avec l'Allemagne. Du côté de la France, les relations d'échange sont plus particulièrement étroites avec la Lorraine voisine. L'Allemagne ne vient qu'au second plan.

C'est de France, et spécialement de Lorraine, que la Sarre reçoit les produits alimentaires qui lui sont indispensables pour vivre pendant les trois quarts de l'année. Pour le reste, elle le tire de ses propres ressources, avec un appoint de l'Allemagne et quelques envois de Belgique et de Hollande.

C'est de France, de Lorraine, qu'elle tire le minerai de fer qui, joint au charbon sarrois, assure la marche de sa métallurgie et, par suite, des diverses industries de transformation.

C'est de France en première ligne, d'Allemagne en seconde, qu'elle reçoit les produits manufacturés de toute espèce.

C'est la France qui est le grand fournisseur de la Sarre et le total des exportations françaises en Sarre est environ égal à trois fois le total des exportations allemandes.

En échange, la Sarre offre au commerce international son charbon, son acier et accessoirement ses produits céramiques et verriers.

C'est encore vers la France que s'écoule la plus grande partie du charbon exporté. L'Allemagne reçoit à peine le quart de ce qu'absorbe la France et le surplus est partagé entre la Suisse, l'Italie, la Belgique, le Luxembourg et l'Autriche.

Quant aux produits métallurgiques et aux produits accessoires, ils se partagent pour la plus grande partie entre la France et l'Allemagne, une proportion assez grande étant toutefois exportée dans les autres pays étrangers.

Grâce à cette position entre l'économie française et l'économie allemande, l'économie sarroise peut se tourner alternativement vers l'une et vers l'autre et profiter de la conjoncture favorable dans l'un ou l'autre des deux pays.

*
**

Politiquement, la Sarre n'existe sous sa forme actuelle que depuis 1920.

C'est pour permettre à la France l'exploitation des mines que le Territoire a été créé par le Traité de Versailles et que ses frontières ont été fixées de façon à englober le bassin houiller et la majorité des localités où demeurent les ouvriers.

Gouvernée au nom de la Société des Nations par une Commission à composition internationale, régie encore par les lois allemandes qui existaient lors de l'armistice, la Sarre est en union douanière avec la France. Un important Arrangement franco-allemand a tempéré cette union douanière pour permettre à la Sarre d'en retirer tous les avantages et de n'en supporter aucun inconvénient.

A la faveur de cette union douanière et des aménagements qui ont été consentis, la Sarre est, entre la France et l'Allemagne, dans une situation exceptionnelle qui lui a permis de connaître avant 1930 une grande prospérité, qu'elle retrouverait facilement si la crise mondiale (dont elle a souffert au reste moins que l'Allemagne) venait à s'atténuer.

*
**

La situation actuelle n'est que provisoire et le 13 janvier 1935, la population sarroise est appelée à choisir entre trois solutions : Rattachement à la France, rattachement à l'Allemagne, maintien du régime actuel.

Le rattachement à la France, économiquement

souhaitable, est peu vraisemblable, car il se heurte à des obstacles surtout d'ordre ethnique et psychologique. Le rattachement à l'Allemagne risquerait d'apporter dans l'économie sarroise les plus graves perturbations que ne saurait éviter aucun des moyens préconisés dans ce but.

L'économie sarroise, actuellement entre la France et l'Allemagne, est, à défaut d'union avec la France, manifestement intéressée à rester dans sa situation actuelle. Son incorporation à l'Allemagne lui susciterait les plus graves difficultés pour son approvisionnement en minerai et en produits alimentaires, pour la vente de son charbon et de ses produits métallurgiques.

Si les électeurs appelés à participer à la consultation populaire du 13 janvier 1935 savent se soustraire aux influences et aux pressions, s'ils peuvent sans crainte, sans risque, exprimer librement leur opinion et s'ils désirent vraiment, avec un régime de liberté, la prospérité économique de la Sarre, ils devraient voter pour la solution qui permet de tenir compte des susceptibilités d'ordre ethnique en conservant les avantages matériels : le maintien du régime actuel.

*
**

Si maintenant, détachant nos regards du point de vue de l'intérêt immédiat du Territoire de la Sarre, nous considérons le problème de plus haut, du point de vue de la bonne harmonie européenne et des rapports franco-allemands, nous aboutissons à la même conclusion.

Le Territoire de la Sarre, indépendant, sous l'égide de la Société des Nations, au lieu d'être une cause de conflits, pourrait, si l'on voulait faire abstraction des passions politiques, faciliter l'entente franco-allemande. Au lieu d'être le fossé qui sépare, hérissé de menaces guerrières, il pourrait servir de trait d'union pacifique. Il serait l'Etat-tampon, dans lequel les intérêts des deux nations viendraient s'unir, dans lequel leur concurrence deviendrait une forme de collaboration. L'antagonisme entre les nationalités n'est pas fatal (1), il peut s'apaiser et disparaître. Nous pouvons espérer que les peuples d'Europe prendront un jour conscience de la solidarité qui les unit et se rendront compte que la concorde est préférable à un antagonisme permanent. La création de l'Etat sarrois définitivement indépendant pourrait, en supprimant une cause de friction entre l'Allemagne et la France, marquer le premier pas dans la voie d'une entente élargie.

L'union douanière de la Sarre indépendante avec la France, en maintenant la frontière politique, supprime la frontière économique. Le régime commercial actuel avec l'Allemagne, qu'il faudra maintenir, s'il ne supprime pas complètement la frontière douanière sarro-allemande, laisse une porte entr'ouverte. Ne pouvons-nous pas imaginer que, dans le régime définitif, cette porte s'ouvrirait de plus en plus jusqu'à s'ouvrir un

(1) « Ce sur quoi il faut insister, c'est que l'antagonisme entre les nationalités n'est pas fatal. La querelle du chien et du chat n'éclate pas nécessairement. Elle peut même ne pas durer toujours ». (BROCARD (L.), *Principes d'Economie Nationale et Internationale*, tome I, page 242).

jour totalement, par la suppression de toute barrière ? L'union franco-sarroise deviendrait alors l'union douanière franco-sarro-allemande, prélude de l'union douanière européenne, préparée déjà par d'autres ententes régionales qui, elles-mêmes, se rapprocheraient les unes des autres, consolidant la paix et accroissant la sécurité (1).

Certes, cet avenir est encore lointain et devant sa réalisation se dressent de nombreuses difficultés. Comme l'a indiqué M. Brocard (2) « il ne saurait être question que de procéder par étapes successives, aussi courtes et aussi lentes qu'il sera nécessaire pour préparer les esprits, faciliter les adaptations, éviter les réactions défensives, éclairer progressivement la route à la lumière des résultats obtenus. » La création de l'Etat sarrois indépendant serait la première étape qui faciliterait les autres.

La Sarre indépendante, territoire neutre, pourrait devenir une véritable terre d'élection, non seulement pour l'entente économique franco-allemande, mais pour le commerce européen entier. Il existe déjà en Sarre une collaboration et une compénétration franco-allemandes. Débarrassés de l'inquiétude actuelle, qu'entretient le caractère provisoire du régime, Sarrois, Français et Allemands, dans un régime définitif, développeraient tous les moyens de collaboration et l'on s'apercevrait bientôt que les ententes créées pour s'appliquer

(1) Cf. MARCHAL (J.), *Union douanière et organisation européenne*, page 150.

(2) BROCARD (L.), *Principes d'Economie Nationale et Internationale*, tome III, page 174.

d'abord au Territoire seul pourraient s'étendre peu à peu aux deux grands pays, puis peut-être à l'Europe entière.

Petit Etat par sa superficie, l'Etat sarrois pourrait devenir le centre d'un grand marché européen et nous rapprocher ainsi de cette union douanière dont M. Truchy a dit (1) : « L'union douanière européenne, c'est la marche à l'étoile. C'est un idéal si haut qu'il est peut-être inaccessible à l'égal des étoiles, mais si lumineux qu'il éclaire la route longue et difficile où il faut que l'Europe s'engage pour éviter de déchoir. »



(1) TRUCHY (H.), *Le point de vue français en matière de douanes et d'intérêts douaniers*. Conférence à l'Association Belge de Coopération Economique Internationale, le 14 février 1929.

Tableaux statistiques

Tableau 1

MINES DOMANIALES FRANÇAISES DE LA SARRE

ANNÉES	Production annuelle de houille en mille tonnes	Production de houille par jour de travail en tonnes	Rendement par journée d'ouvrier du fond et du jour en kilos	Effectif moyen du personnel inscrit
1913	13.216	43.937	777	56.589
1919	8.981	31.077	524	61.964
1920	9.410	31.160	481	68.150
1921	9.575	34.404	515	74.850
1922	11.240	38.054	606	75.580
1923	9.192	43.190	639	75.930
1924	14.032	46.960	708	77.600
1925	12.990	45.393	680	76.600
1926	13.681	45.690	692	76.080
1927	13.596	48.472	740	74.810
1928	13.107	45.007	811	64.270
1929	13.579	45.240	836	63.310
1930	13.236	46.806	874	62.110
1931	11.367	45.658	901	58.530
1932	10.438	45.763	1.034	50.800
1933	10.561	46.622	1.118	48.500

Tableau 2**PRODUCTION MONDIALE DE CHARBON EN MILLIERS DE TONNES**

PAYS	1929	1930	1931	1932	1933
Sarre	13.579	13.236	11.367	10.438	10.561
France	53.780	53.900	50.033	46.266	46.853
Allemagne	163.441	142.699	118.640	104.741	109.921
Etats-Unis	552.313	487.080	400.738	326.194	342.318
Gr ^{de} -Bretagne ..	262.046	247.796	222.981	212.083	210.309
Russie	41.668	47.050	53.544	64.200	76.700
Pologne	46.131	37.492	38.222	28.786	27.351
Japon	34.258	31.376	27.984	26.082	29.900
Belgique	26.940	27.415	27.042	21.414	25.820
Indes	23.795	24.185	22.065	20.477	18.312
Pays-Bas	11.581	12.211	12.901	12.756	12.574
Tchéco-Slovaq..	16.521	14.435	13.103	10.961	10.640
Afrique du Nord	13.018	12.223	10.881	9.660	10.464
Canada	12.280	10.368	8.463	7.500	7.700
Autres pays ...	52.649	46.034	39.546	36.942	41.517
Total	1.324.000	1.207.500	1.057.500	938.500	980.400

LES GRANDES USINES METALLURGIQUES

Usines	Fours à coke	Hauts- Fourneaux	Convertisseurs Thomas	Fours Siemens-Martin	Fours électriques
Burbach	360	8	5	3	
Völklingen	306	6	5	3	3
Neunkirchen ..	294	6	5	4	1
Brebach	145	6			
Dillingen	248	4	4	6	1
Total	1353	30	19	16	5

CAPACITE ANNUELLE DE PRODUCTION (en tonnes)

Usines	Hauts-Fourneaux	Convertisseurs Thomas	Fours Siemens-Martin	Fours électriques
Burbach	650.000	560.000	100.000	
Völklingen	800.000	480.000	120.000	20.000
Neunkirchen ..	720.000	720.000	210.000	20.000
Brebach	237.000			
Dillingen	280.000	255.000	270.000	7.200
Total	2.687.000	2.015.000	700.000	47.200

Tableau 4

— 638 —

Tableau 6

HAUTS-FOURNEAUX EN MARCHÉ			PERSONNEL EMPLOYÉ dans les usines métallurgiques traitant le minerai (moyenne annuelle)	
Années	Nombre total de hauts-fourneaux	Hauts-fourneaux en marche à la fin de l'année		
1913	28	26	1913	30 663
1920	30	16	1920	34 095
1921	30	20	1921	34 081
1922	30	24	1922	35 863
1923	30	21	1923	34 659
1924	30	23	1924	35 205
1925	30	23	1925	34 108
1926	30	26	1926	35 650
1927	30	26	1927	36 033
1928	31	26	1928	36 377
1929	30	26	1929	36 939
1930	30	22	1930	33 376
1931	30	16	1931	28 089
1932	30	17	1932	21 993
1933	30	19	1933	23 748

Tableau 5**PRODUCTION DES USINES SARROISES**

(en tonnes)

Années	Fonte	Acier brut	Produits laminés
1913	1.370.980	2.079.825	1.652.414
1920	643.715	739.710	550.811
1921	896.096	986.867	794.853
1922	1.156.550	1.312.745	1.039.727
1923	923.363	1.063.849	871.396
1924	1.344.872	1.484.592	1.172.002
1925	1.449.700	1.578.760	1.293.019
1926	1.624.702	1.736.762	1.430.846
1927	1.770.718	1.894.629	1.557.027
1928	1.936.184	2.073.051	1.717.787
1929	2.104.940	2.208.909	1.759.403
1930	1.912.444	1.934.794	1.582.363
1931	1.515.429	1.538.346	1.249.243
1932	1.349.493	1.463.429	1.118.779
1933	1.591.725	1.676.272	1.372.928

Tableau 7

FONTE (Production mondiale)
(en milliers de tonnes)

Années	Sarre	Allemagne	France	Belgique	Luxembourg	Gde Bretagne	Etats-Unis	Monde
1913	1.371	10.967	9.071	2.485	2.677	10.425	31.463	80.000
1920	644	6.400	3.434	1.116	693	8.163	37.519	61.800
1921	896	7.845	3.361	872	970	2.658	16.956	38.000
1922	1.157	9.396	5.277	1.613	1.679	4.981	27.657	56.100
1923	923	4.936	5.468	2.148	1.407	7.560	41.007	69.800
1924	1.345	7.812	7.693	2.841	2.157	7.424	31.910	68.000
1925	1.450	10.177	8.494	2.543	2.344	6.361	37.288	77.300
1926	1.625	9.644	9.393	3.399	2.512	2.471	39.727	78.500
1927	1.771	13.103	9.273	3.709	2.732	7.410	37.151	87.000
1928	1.936	11.804	9.981	3.857	2.770	6.717	38.766	89.000
1929	2.105	13.401	10.364	4.041	2.906	7.711	43.296	99.000
1930	1.912	9.695	10.035	3.365	2.474	6.292	32.260	80.000
1931	1.515	6.063	8.199	3.232	2.053	3.818	18.721	56.000
1932	1.349	3.933	5.537	2.784	1.939	3.630	9.050	40.000
1933	1.592	5.267	6.328	2.745	1.826	4.190	13.424	47.000

Tableau 8

ACIER (Production mondiale en milliers de tonnes)

Années	Sarre	Allemagne	France	Belgique	Luxembourg	Gde Bretagne	Etats-Unis	Monde
1913	2.080	12.236	6.972	2.467	1.336	7.786	31.800	76.500
1920	740	8.538	3.050	1.253	585	9.212	42.809	72.000
1921	987	9.997	3.102	764	754	3.763	20.102	44.800
1922	1.313	11.714	4.534	1.565	1.394	5.975	36.174	69.100
1923	1.064	6.305	5.110	2.297	1.201	8.618	45.663	78.500
1924	1.485	9.835	6.907	2.875	1.884	8.352	38.539	78.600
1925	1.579	12.195	7.446	2.549	2.086	7.504	46.120	91.200
1926	1.737	12.342	8.386	3.378	2.244	3.617	47.888	91.500
1927	1.895	16.311	8.403	3.702	2.470	9.627	46.207	104.000
1928	2.073	14.517	9.597	3.920	2.567	8.986	52.862	112.000
1929	2.209	16.246	9.800	4.122	2.702	10.122	57.819	122.000
1930	1.935	11.539	9.447	3.365	2.270	7.716	41.672	96.000
1931	1.538	8.292	7.809	3.130	2.027	5.445	26.553	70.000
1932	1.463	5.770	5.640	2.809	1.956	5.499	13.800	50.000
1933	1.676	7.586	6.520	2.718	1.845	7.157	23.247	64.000

PRODUCTION DE L'INDUSTRIE DU VERRE A VITRES

Années	Nombre d'entreprises	Production de verre à vitres		Nombre moyen d'ouvriers
		en mètres carrés	en kilogrammes	
1913	7	3.966.800	23.800.800	1715
1920	2	2.524.550	15.147.300	1303
1921	2	2.278.990	13.637.940	1314
1922	2	2.974.725	17.848.350	1467
1923	2	2.443.190	14.659.140	1417
1924	3	2.667.995	16.067.960	1356
1925	3	3.490.800	20.944.800	1358
1926	3	3.220.500	19.323.000	1114
1927	3	3.388.830	20.332.980	874
1928	3	4.866.405	29.198.430	894
1929	3	4.113.678	24.682.068	900
1930	2	4.333.705	26.002.230	671
1931	2	2.335.800	14.014.800	637
1932	1	2.170.000	13.020.000	333
1933	1	3.500.000	21.000.000	331

Tableau 10

PRODUCTION DE L'INDUSTRIE DU VERRE A BOUTEILLES

Années	Nombre d'entreprises	Production en kilogrammes	Nombre moyen d'ouvriers
1913	4	18.090.395	1127
1920	4	10.342.535	806
1921	4	14.268.000	807
1922	4	16.485.680	910
1923	4	9.605.424	688
1924	4	17.509.000	1128
1925	4	17.047.300	997
1926	4	12.209.600	708
1927	1	4.800.000	286
1928	1	4.800.000	287
1929	1	4.800.000	285
1930	1	4.800.000	285
1931	1	231.000	280
1932	0	0	0

Tableau 11**PRODUCTION DE L'INDUSTRIE DU VERRE CREUX**

Années	Nombre d'entreprises	Production en kilogrammes	Nombre moyen d'ouvriers
1913	2	3.608.000	1175
1920	2	2.190.000	754
1921	2	2.160.000	788
1922	2	2.180.000	820
1923	2	2.640.000	797
1924	2	2.350.000	888
1925	2	3.180.000	955
1926	2	2.665.000	949
1927	2	3.647.000	1052
1928	2	4.615.000	1231
1929	2	7.611.000	1320
1930	2	7.197.467	1261
1931	2	9.126.698	959
1932	2	6.353.741	880
1933	2	5.991.725	815

Tableau 12**PRODUCTION DE PLAQUES CERAMIQUES**

Années	Production en kilogrammes	Moyenne des ouvriers occupés
1913	59.370.100	2.130
1920	24.884.700	1.390
1921	25.007.200	1.273
1922	35.300.400	1.729
1923	22.644.600	1.730
1924	37.906.200	1.807
1925	42.552.800	1.835
1926	41.745.500	1.900
1927	47.481.800	1.824
1928	56.021.700	1.871
1929	57.967.500	1.895
1930	59.684.000	1.887
1931	50.079.718	1.812
1932	45.979.934	1.603
1933	56.972.260	1.966

PRODUCTION DES TUILERIES ET BRIQUETERIES

Années	Nombre d'entreprises	Production (en milliers) de			Nombre moyen d'ouvriers employés
		Briques	Briques de laitier	Tuiles	
1913	44	88.753	20.966	8.201	1934
1920	34	31.754	24.567	9.182	1262
1921	34	48.115	33.375	8.773	1635
1922	38	57.511	41.253	8.382	1885
1923	42	51.147	38.163	11.151	1945
1924	41	58.872	43.786	10.347	2080
1925	41	73.676	51.042	10.857	2321
1926	39	70.359	55.210	11.892	2466
1927	38	79.128	55.055	11.599	2503
1928	41	82.680	64.343	12.820	2604
1929	43	56.805	56.836	8.818	2376
1930	42	56.962	62.564	9.171	2171
1931	42	40.510	45.998	7.707	1727
1932	38	13.955	29.485	4.883	687
1933	37	36.388	40.092	8 000	1073

Tableau 14

PRODUCTION DE L'INDUSTRIE DE LA CHAUX

Années	Nombre d'entreprises	Production de chaux en tonnes	Nombre moyen d'ouvriers
1913	3	75.680	131
1920	6	101.129	928
1921	6	127.434	901
1922	7	162.315	1075
1923	8	125.975	1074
1924	10	207.416	1260
1925	10	204.999	1234
1926	10	224.704	1202
1927	10	237.936	1205
1928	10	254.964	1228
1929	9	271.403	1205
1930	10	238.151	923
1931	10	171.295	747
1932	10	147.822	549
1933	11	183.739	581

Tableau 15

644

PRODUCTION DES CIMENTERIES

Années	Nombre d'entreprises	Production de ciment en tonnes	Nombre d'ouvriers employés
1913	1	38.250	?
1927	3	57.027	320
1928	3	137.432	323
1929	3	166.892	330
1930	3	160.542	324
1931	3	126.013	212
1932	3	93.309	211
1933	3	110.935	228

Tableau 16**PRODUCTION DES USINES
DE MATIERES REFRACTAIRES**

Années	Nombre d'entreprises	Production en tonnes	Nombre d'ouvriers employés
1913	2	50.356	401
1920	2	33.404	601
1921	2	37.080	537
1922	2	37.275	481
1923	2	44.852	493
1924	3	51.205	589
1925	3	50.564	580
1926	3	46.705	513
1927	3	46.129	475
1928	3	50.858	526
1929	2	53.701	515
1930	2	49.373	508
1931	2	35.445	372
1932	1	13.555	185
1933	2	20.213	236

Tableau 17

645

PRODUCTION ET CONSOMMATION DE BIÈRE

Années	Nombre d'hectolitres de bière produits	Consommation par tête d'habitant
1921/22	528.732	100,2 litres
1922/23	554.596	92,9 »
1923/24	571.019	94,3 »
1924/25	729.371	112,4 »
1925/26	801.604	117,5 »
1926/27	806.878	112,7 »
1927/28	858.407	112,5 »
1928/29	925.209	119,4 »
1929/30	1.038.771	127,0 »
1930/31	1.022.596	120,8 »
1931/32	872.833	106,3 »

Tableau 18**PRODUCTION ET CONSOMMATION
DE TABAC FIN A FUMER**

Années	Nombre de quintaux métriques de tabac fin à fumer produits	Consommation par tête d'habitant
1923/24	1437	252 gr.
1924/25	2454	380 »
1925/26	4319	635 »
1926/27	4085	607 »
1927/28	5418	695 »
1928/29	6269	730 »
1929/30	6599	759 »
1930/31	7072	748 »
1931/32	6575	741 »

Tableau 19

VENTE DE CHARBON D

Années	Sarre	France de 1914	Alsace-Lorraine	Allemagne	Su
1920	2.851.719	3.963.693	538.465	70.917	2
1921	2.815.622	2.535.118	694.687	313.975	2
1922	3.571.874	3.123.195	792.314	1.265.520	3
1923	2.860.147	2.688.282	868.679	372.675	
1924	4.088.836	4.314.906	1.157.052	1.208.697	5
1925	3.999.813	3.788.671	955.447	1.056.283	5
1926	4.357.217	4.302.500	1.194.012	872.036	4
1927	4.485.337	3.383.643	1.038.644	1.142.397	4
1928	4.641.357	3.305.186	1.167.440	1.285.484	4
1929	4.634.321	3.529.701	1.445.636	1.140.332	4
1930	4.640.842	2.960.298	1.560.683	975.559	4
1931	3.766.877	2.564.808	1.214.664	863.220	4
1932	3.150.748	2.877.626	1.163.892	914.421	4
1933	3.341.617	2.872.601	1.107.403	947.922	4

Tableau 20

VENTE D'ACIER BRU

Années	Sarre		Allemagne	
	Tonnage	%	Tonnage	
1913	10.129	4,35	102.616	5
1926	16.680	9,5	73.306	4
1927	26.047	16,6	81.768	5
1928	49.698	24,3	103.435	5
1929	19.604	11,8	84.362	5
1930	6.551	5,2	52.817	4
1931	4.092	3,8	38.000	3
1932	2.682	3,9	19.314	2
1933	2.184	2,6	42.436	5

VENTE DE

1913	201.099	11,0	1 269.652	6
1926	221.424	13,7	590.854	3
1927	208.353	11,9	980.380	5
1928	178.381	11,2	667.868	4
1929	146.719	9,2	615.740	3
1930	148.727	10,1	453.062	3
1931	118.430	10,2	310.466	2
1932	87.519	8,8	299.248	3
1933	99.118	8,3	421.595	3

Italie	Belgiq. et Luxemb.	Autriche	Pays divers	Total
	86.093		15.351	7.733.717
39.735	100.358	273.365	670.857	7.684.748
238.694	343.659	508.836	21.804	10.207.773
265.519	319.346	192.421		7.927.268
518.721	441.350	223.749		12.497.788
507.340	339.626	177.676		11.325.861
517.673	317.391	4.512	3.564	11.973.551
473.620	277.666	38.574	40	11.290.742
526.575	299.073	144.028	4.849	11.786.388
346.028	277.612	61.591	179	11.902.689
397.230	180.991	21.102	1.139	11.185.099
316.129	140.807	10.195		9.300.348
304.437	101.936	77.589		9.002.963
307.728	82.916	28.445	3.384	9.095.178

PRODUITS COULES (en tonnes)

France		Etranger		Total	
Tonnage	%	Tonnage	%	Tonnage	%
7.742	7,65	82.504	35,4	232.991	100
9.931	5,6	76.183	43,3	176.100	
4.166	9,0	35.494	22,5	157.475	
7.309	3,0	43.618	21,4	204.060	
3.333	5,0	53.238	32,2	165.537	
1.662	9,3	54.707	43,5	125.737	
9.364	18,6	46.962	42,9	109.418	
3.686	34,8	22.521	33,0	68.203	
.964	14,2	27.846	33,0	84.430	

TS LAMINES (en tonnes)

4.711	3,5	295.916	16,1	1.831.378	100
7.213	23,9	416.319	25,7	1.615.810	
2.607	13,3	325.377	18,7	1.746.717	
9.430	22,5	391.476	24,5	1.597.155	
1.779	27,6	397.094	24,8	1.601.332	
8.124	34,3	369.660	25,0	1.479.573	
0.866	34,7	326.382	28,2	1.156.144	
3.190	36,7	240.785	24,3	990.742	
0.823	31,1	299.445	25,2	1.190.981	

Tableau 21

EXPORTATIONS DE LA SA

Années	Animaux vivants		Produits alimentaires		Matières premières et produits demi-finis	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Val
1924	0,4	130	2.264,0	1.766	384.457,1	17.83
1925	106,4	933	3.666,1	1.764	1.377.105,6	46.90
1926	395,2	882	4.700,7	1.700	1.261.631,2	44.44
1927	18,4	26	3.108,1	1.131	1.619.828,3	62.94
1928	553,7	515	2.020,6	785	1.792.858,0	63.03
1929	83,5	112	2.765,0	1.049	1.662.762,2	59.37
1930	4,5	52	5.943,9	2.124	1.375.939,5	51.80
1931	27,4	51	4.670,2	1.771	1.266.023,4	38.63
1932	7,0	11	5.235,8	1.639	1.238.480,7	35.97
1933	25 chevaux	17	1.072,6	320	1.360.275,5	41.22

Tableau 22

IMPORTATION

1924	137,7	137	13.839,0	6.239	157.491,2	6.90
1925	1.147,1	1.120	49.999,5	8.513	896.320,9	23.77
1926	76,6	83	33.461,7	6.286	991.755,9	26.94
1927	914,4	1.055	29.964,8	9.859	952.263,2	28.27
1928	2.037,6	2.643	47.878,4	11.918	1.057.749,6	32.02
1929	1.214,5	1.771	48.186,1	15.315	1.207.850,8	39.04
1930	19.889,5	22.296	40.020,6	15.870	1.059.637,2	33.33
1931	16.314,0	14.306	53.139,8	16.479	784.187,4	23.17
1932	12.036,0	7.868	32.492,4	11.704	584.191,1	15.00
1933	8.051,0	5.364	23.914,2	9.286	723.127,9	16.77

Les quantités sont exprimées en tonnes et les valeurs en milliers de m

RS L'ALLEMAGNE

Produits finis		Or et argent		Total	
Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
3.535,4	59.946	0,0014	0,6	640.256,9	79.682
0.902,7	84.290	0,000	1	1.811.780,8	133.954
4.731,6	91.717	0,008	2	1.821.458,7	138.750
8.092,3	166.220			2.611.047,1	230.325
9.039,8	156.807	0,380	29	2.624.472,5	221.193
1.353,9	141.502	0,760	73	2.406.965,4	202.110
0.071,9	109.734	0,243	19	1.921.960,0	163.794
6.900,7	71.817	0,117	8	1.627.621,8	112.301
6.062,9	51.633	0,623	2	1.549.787,0	89.201
7.467,3	74.509	0,003	3	1.828.815,4	116.072

LLEMAGNE

3.380,6	56.674	0,003	1	204.848,5	70.035
4.452,0	37.297	0,008	2	981.919,5	70.711
0.999,6	20.927			1.046.293,8	54.236
7.422,7	41.588			1.020.565,1	80.781
6.197,6	68.900			1.153.863,2	115.481
8.742,7	86.677	1,267	162	1.315.955,4	142.987
9.508,0	97.781	0,683	134	1.189.056,0	169.406
6.283,5	84.742			919.924,7	138.648
0.228,0	54.440			667.947,5	89.077
7.196,9	52.120	0,027	7	802.290,0	83.568

Tableau 23

REPARTITION DE LA POPULATION PAR PROFESSIONS

Professions	Population active			Total des personnes vivant du travail de la population active
	Hommes	Femmes	Total	
Agriculture	18.116	14.855	32.971	65.572
Industrie et corps de métiers	173.505	11.581	185.086	453.929
Commerce & Transports	39.082	13.810	52.892	119.147
Administration, cultes, professions libérales,	11.890	3.633	15.523	35.828
Santé, Assistance	2.881	1.661	4.542	8.201
Services domestiques .	1.245	13.204	14.449	16.169
Total	246.719	58.744	305.463	698.846
Sans profession ou pro- fession inconnue ..			36.596	71.184
Total général			342.059	770.030

ANNEXES

- I. *Traité de Paix avec l'Allemagne* (section IV, annexe).
 - II. *Arrangement douanier du 23 février 1928.*
 - III. *Règlement du Plébiscite.*
-

Traité de Paix avec l'Allemagne

SECTION IV

BASSIN DE LA SARRE

ARTICLE 45. — En compensation de la destruction des mines de charbon dans le Nord de la France, et à valoir sur le montant de la réparation des dommages de guerre dus par l'Allemagne, celle-ci cède à la France la propriété entière et absolue, franche et quitte de toutes dettes ou charges, avec droit exclusif d'exploitation, des mines de charbon situées dans le bassin de la Sarre, délimité comme il est dit à l'article 48.

ART. 46. — En vue d'assurer les droits et le bien-être de la population et de garantir à la France la pleine liberté d'exploitation des mines, l'Allemagne accepte les dispositions des Chapitres I et II de l'Annexe ci-jointe.

ART. 47. — En vue de pourvoir en temps opportun au statut définitif du Bassin de la Sarre, en tenant compte des vœux de la population, la France et l'Allemagne acceptent les dispositions du Chapitre III de l'Annexe ci-jointe.

ART. 48. — Les limites du territoire du Bassin de la

Sarre, objet des présentes dispositions, seront fixées comme il suit :

Au Sud et au Sud-Ouest : par la frontière de la France, telle qu'elle est fixée par le présent Traité.

Au Nord-Ouest et au Nord : par une ligne suivant la limite administrative septentrionale du cercle de Merzig depuis le point où elle se détache de la frontière française jusqu'au point où elle coupe la limite administrative qui sépare la commune de Saarhölzbach de la commune de Britten ; suivant cette limite communale vers le Sud et atteignant la limite administrative du canton de Merzig de manière à englober dans le territoire du bassin de la Sarre le canton de Mettlach à l'exception de la commune de Britten ; suivant les limites administratives septentrionales des cantons de Merzig et de Haustadt incorporés audit territoire du bassin de la Sarre, puis successivement les limites administratives qui séparent les cercles de Sarrelouis, d'Ottweiler et de Saint-Wendel des cercles de Merzig, de Trèves et de la principauté de Birkenfeld, jusqu'au point situé à 500 mètres environ au Nord du village de Furschweiler (point culminant du Metzelberg).

Au Nord-Est et à l'Est : du dernier point ci-dessus défini, jusqu'à un point situé à environ 3 kilomètres 5 à l'Est-Nord-Est de Saint-Wendel :

une ligne à déterminer sur le terrain, passant à l'Est de Furschweiler, à l'Ouest de Roschberg, à l'Est des cotes 418, 329 (Sud de Roschberg), à l'Ouest de Leitersweiler, au Nord-Est de la cote 464, puis, suivant vers le Sud la ligne de faite jusqu'à son point de rencontre avec la limite administrative du cercle de Kusel ;

de là, vers le Sud, la limite du cercle de Kusel, puis celle du cercle de Homburg, vers le Sud-Sud-Est, jusqu'à un point situé à environ 1.000 mètres Ouest de Dünzweiler ;

de là et jusqu'à un point situé à environ 1 kilomètre au Sud de Hornbach :

une ligne à déterminer sur le terrain, passant par la cote 424 (environ 1.000 mètres Sud-Est de Dunzweiler), par les cotes 363 (Fuchs-Berg), 322 (Sud-Ouest de Waldmohr), puis à l'Est de Jagersburg et de Erbach, puis englobant Homburg en passant par les cotes 361 (2 kilomètres 5 environ à l'Est-Nord-Est de la ville), 342 (2 kilomètres environ Sud-Est de la ville), 357 (Schreinners-Berg), 356, 350 (1 kilomètre 5 environ Sud-Est de Schwarzenbach), passant ensuite à l'Est de Einöd, au Sud-Est des cotes 322 et 333, à environ 2 kilomètres Est de Webenheim, 2 kilomètres Est de Mimbach, contournant à l'Est le mouvement de terrain sur lequel passe la route de Mimbach à Böschweiler de manière à comprendre ladite route dans le territoire de la Sarre, passant immédiatement au Nord de l'embranchement des deux routes venant de Böschweiler et de Altheim et situé à environ 2 kilomètres Nord d'Altheim, puis, par Ringweilerhof exclu et la cote 322 incluse, rejoignant la frontière française au coude qu'elle forme à environ 1 kilomètre Sud de Hornbach (voir la carte au 1/100.000, annexée au présent Traité sous le n° 2).

Une Commission composée de cinq membres, dont un sera nommé par la France, un par l'Allemagne et trois par le Conseil de la Société des Nations, qui portera son choix sur les nationaux d'autres Puissances, sera constituée dans les quinze jours qui suivront la mise en vigueur du présent Traité, pour fixer sur place le tracé de la ligne frontière ci-dessus décrite.

Dans les parties du tracé précédent qui ne coïncident pas avec des limites administratives, la Commission s'efforcera de se rapprocher du tracé indiqué en tenant compte, dans la mesure du possible, des intérêts économiques locaux et des limites communales existantes.

Les décisions de cette Commission seront prises à la

majorité des voix et seront obligatoires pour les parties intéressées.

ART. 49. — L'Allemagne renonce, en faveur de la Société des Nations, considérée ici comme fidéicommissaire, au gouvernement du territoire ci-dessus spécifié.

A l'expiration d'un délai de quinze ans, à dater de la mise en vigueur du présent Traité, la population dudit territoire sera appelée à faire connaître la souveraineté sous laquelle elle désirerait se voir placée.

ART. 50. — Les clauses suivant lesquelles la cession des mines du Bassin de la Sarre sera effectuée, ainsi que les mesures destinées à assurer le respect des droits et le bien-être des populations en même temps que le gouvernement du territoire, et les conditions dans lesquelles aura lieu la consultation populaire ci-dessus prévue, sont fixées dans l'Annexe ci-jointe, qui sera considérée comme faisant partie intégrante du présent Traité, et que l'Allemagne déclare agréer.

*
**

ANNEXE

En conformité des stipulations des articles 45 à 50 du présent Traité, les clauses suivant lesquelles la cession par l'Allemagne à la France des mines du Bassin de la Sarre sera effectuée, ainsi que les mesures destinées à assurer le respect des droits et le bien-être des populations en même temps que le gouvernement du territoire, et les conditions dans lesquelles ces populations seront appelées à faire connaître la souveraineté sous laquelle elles désireraient se voir placées, ont été fixées comme il suit :

CHAPITRE PREMIER

Des propriétés minières cédées et de leur exploitation

§ 1. — A dater de la mise en vigueur du présent Traité, l'Etat français acquerra la propriété entière et absolue de tous les gisements de houille situés dans les limites du Bassin de la Sarre, telles qu'elles sont spécifiées dans l'article 48 dudit Traité.

L'Etat français aura le droit d'exploiter ou de ne pas exploiter lesdites mines, ou de céder à des tiers le droit de les exploiter, sans avoir à obtenir aucune autorisation préalable ni à remplir aucune formalité.

L'Etat français pourra toujours exiger l'application des lois et règlements miniers allemands ci-dessous visés, à l'effet d'assurer la détermination de ses droits.

§ 2. — Le droit de propriété de l'Etat français s'appliquera aux gisements libres et non encore concédés, ainsi qu'aux gisements déjà concédés, quels qu'en soient les propriétaires actuels, sans distinguer selon qu'ils appartiennent à l'Etat prussien, à l'Etat bavarois, à d'autres Etats ou collectivités, à des sociétés ou à des particuliers, qu'ils soient exploités ou inexploités, ou qu'un droit d'exploitation distinct des droits des propriétaires de la surface ait été ou non reconnu.

§ 3. — En ce qui concerne les mines exploitées, le transfert de la propriété à l'Etat français s'appliquera à toutes les dépendances desdites mines, notamment à leurs installations et matériels d'exploitation, tant superficiels que souterrains, à leur matériel d'extraction, usines de transformation de la houille en énergie électrique, coke et sous-produits, ateliers, voies de communication, canalisations électriques, installations de captage et de distribution d'eau, terrains et bâtiments tels

que bureaux, maisons de directeurs, employés ou ouvriers, écoles, hôpitaux et dispensaires, aux stocks et approvisionnements de toute nature, aux archives et plans, et en général à tout ce dont les propriétaires ou exploitants des mines ont la propriété ou la jouissance en vue de l'exploitation des mines et de leurs dépendances.

Le transfert s'appliquera, également, aux créances à recouvrer pour les produits livrés antérieurement à la prise de possession par l'Etat français et postérieurement à la signature du présent Traité, ainsi qu'aux cautionnements des clients, dont les droits seront garantis par l'Etat français.

§ 4. — La propriété sera acquise par l'Etat français franche et quitte de toutes dettes et charges. Toutefois, il ne sera porté aucune atteinte aux droits acquis, ou en cours d'acquisition, par le personnel des mines et de leurs dépendances à la date de la mise en vigueur du présent Traité, en ce qui concerne les pensions de retraite ou d'invalidité de ce personnel. En revanche, l'Allemagne devra remettre à l'Etat français les réserves mathématiques des rentes acquises par ledit personnel.

§ 5. — La valeur des propriétés ainsi cédées à l'Etat français sera déterminée par la Commission des réparations prévue à l'article 233 de la Partie VIII (*Réparations*) du présent Traité.

Cette valeur sera portée au crédit de l'Allemagne dans le compte des réparations.

Il appartiendra à l'Allemagne d'indemniser les propriétaires ou intéressés, quels qu'ils soient.

§ 6. — Aucun tarif ne sera établi, sur les chemins de fer et canaux allemands, qui puisse, par des discriminations directes ou indirectes, porter préjudice au transport du personnel, des produits des mines et de leurs dépendances, ou des matières nécessaires à leur exploi-

tation. Ces transports jouiront de tous les droits et privilèges que des conventions internationales sur les chemins de fer pourraient garantir aux produits similaires d'origine française.

§ 7. — Le matériel et le personnel nécessaires à l'évacuation et au transport des produits des mines et de leurs dépendances, ainsi qu'au transport des ouvriers et employés, seront procurés par l'administration des chemins de fer du Bassin.

§ 8. — Aucun obstacle ne sera apporté aux travaux complémentaires de voies ferrées ou de voies d'eau que l'Etat français jugerait nécessaires pour assurer l'évacuation et le transport des produits des mines et de leurs dépendances, tels que doublement des voies, agrandissement des gares, construction de chantiers et dépendances. La répartition des frais sera, en cas de désaccord, soumise à un arbitrage.

L'Etat français pourra de même établir toutes nouvelles voies de communication, ainsi que les routes, canalisations électriques et liaisons téléphoniques qu'il jugera nécessaires pour les besoins de l'exploitation.

Il exploitera librement, sans aucune entrave, les voies de communication dont il sera propriétaire, en particulier celles reliant les mines et leurs dépendances aux voies de communication situées en territoire français.

§ 9. — L'Etat français pourra toujours requérir l'application des lois et règlements miniers allemands, en vigueur au 11 novembre 1918 (réserve faite des dispositions exclusivement prises en vue de l'état de guerre), pour l'acquisition des terrains qu'il jugera nécessaires à l'exploitation des mines et de leurs dépendances.

La réparation des dommages causés aux immeubles par l'exploitation desdites mines et de leurs dépendances sera réglée conformément aux lois et règlements miniers allemands ci-dessus visés.

§ 10. — Toute personne substituée par l'Etat français dans tout ou partie de ses droits sur l'exploitation des mines ou de leurs dépendances bénéficiera des prérogatives stipulées dans la présente Annexe.

§ 11. — Les mines et autres immeubles devenus la propriété de l'Etat français ne pourront jamais être l'objet de mesures de déchéance, de rachat, d'expropriation ou de réquisition, ni de toute autre mesure portant atteinte au droit de propriété.

Le personnel et le matériel affectés à l'exploitation de ces mines ou de leurs dépendances, ainsi que les produits extraits de ces mines ou fabriqués dans leurs dépendances, ne pourront jamais être l'objet de mesures de réquisition.

§ 12. — L'exploitation des mines et de leurs dépendances, dont la propriété sera acquise à l'Etat français, continuera, sous réserve des dispositions du paragraphe 23 ci-dessous, d'être soumise au régime établi par les lois et règlements allemands en vigueur au 11 novembre 1918 (réserve faite des dispositions exclusivement prises en vue de l'état de guerre).

Les droits des ouvriers seront également maintenus, tels qu'ils résultaient au 11 novembre 1918 des lois et règlements allemands ci-dessus visés, et sous réserve des dispositions dudit paragraphe 23.

Aucune entrave ne sera apportée à l'introduction et à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère au Bassin dans les mines ou dans leurs dépendances.

Les ouvriers et employés de nationalité française pourront appartenir aux syndicats français.

§ 13. — La contribution des mines et de leurs dépendances, tant au budget local du territoire du Bassin de la Sarre qu'aux taxes communales, sera fixée en tenant un juste compte de la valeur proportionnelle des mines par rapport à l'ensemble de la richesse imposable du Bassin.

§ 14. — L'Etat français pourra toujours fonder et entretenir comme dépendances des mines, des écoles primaires ou techniques à l'usage du personnel et des enfants de ce personnel et y faire donner l'enseignement en langue française, conformément à des programmes et par des maîtres de son choix.

Il pourra de même fonder et entretenir tous hôpitaux, dispensaires, maisons et jardins ouvriers et autres œuvres d'assistance et de solidarité.

§ 15. — L'Etat français aura toute liberté de procéder, comme il l'entendra, à la distribution, à l'expédition et à la fixation des prix de vente des produits des mines et de leurs dépendances.

Toutefois, quel que soit le montant de la production des mines, le Gouvernement français s'engage à ce que les demandes de la consommation locale, industrielle et domestique soient toujours satisfaites dans la proportion qui existait, au cours de l'exercice 1913, entre la consommation locale et la production totale du Bassin de la Sarre.

CHAPITRE II

Gouvernement du territoire du Bassin de la Sarre

§ 16. — Le Gouvernement du territoire du Bassin de la Sarre sera confié à une Commission représentant la Société des Nations. Cette Commission aura son siège dans le territoire du Bassin de la Sarre.

§ 17. — La Commission de Gouvernement prévue au paragraphe 16 sera composée de cinq membres, nommés par le Conseil de la Société des Nations, et comprendra un membre français, un membre non français, origi-

naire et habitant du territoire du Bassin de la Sarre, et trois membres ressortissant à trois pays autres que la France et l'Allemagne.

Les membres de la Commission de Gouvernement seront nommés pour un an et leur mandat sera renouvelable. Ils pourront être révoqués par le Conseil de la Société des Nations, qui pourvoira à leur remplacement.

Les membres de la Commission de Gouvernement auront droit à un traitement qui sera fixé par le Conseil de la Société des Nations et payé sur les revenus du territoire.

§ 18. — Le Président de la Commission de Gouvernement sera désigné par le Conseil de la Société des Nations, parmi les membres de la Commission et pour une durée d'un an ; ses pouvoirs seront renouvelables.

Le Président remplira les fonctions d'agent exécutif de la Commission.

§ 19. — La Commission de Gouvernement aura, sur le territoire du Bassin de la Sarre, tous les pouvoirs de gouvernement appartenant antérieurement à l'Empire allemand, à la Prusse et à la Bavière, y compris celui de nommer et révoquer les fonctionnaires et de créer tels organes administratifs et représentatifs qu'elle estimera nécessaires.

Elle aura pleins pouvoirs pour administrer et exploiter les chemins de fer, les canaux et les différents services publics.

Ses décisions seront prises à la majorité des voix.

§ 20. — L'Allemagne mettra à la disposition du Gouvernement du Bassin de la Sarre tous les documents officiels et archives en possession de l'Allemagne, d'un Etat allemand ou d'une autorité locale, qui se rapportent au territoire du Bassin de la Sarre ou aux droits de ses habitants.

§ 21. — Il appartiendra à la Commission de Gouver-

nement d'assurer, par tels moyens et dans telles conditions qu'elle jugera convenables, la protection à l'étranger des intérêts des habitants du territoire du Bassin de la Sarre.

§ 22. — La Commission de Gouvernement aura le plein usufruit des propriétés autres que les mines et appartenant, tant au titre du domaine public qu'au titre du domaine privé, au Gouvernement de l'Empire allemand ou au Gouvernement de tout Etat allemand sur le territoire du Bassin de la Sarre.

En ce qui concerne les chemins de fer, une équitable répartition du matériel roulant sera faite par une Commission mixte où seront représentés la Commission de Gouvernement du territoire du Bassin de la Sarre et les chemins de fer allemands.

Les personnes, les marchandises, les bateaux, les wagons, les véhicules et les transports postaux sortant du Bassin de la Sarre ou y entrant bénéficieront de tous les droits et avantages relatifs au transit et aux transports tels qu'ils sont spécifiés dans les dispositions de la Partie XII (Ports, Voies d'eau et Voies ferrées) du présent Traité.

§ 23. — Les lois et règlements en vigueur sur le territoire du Bassin de la Sarre au 11 novembre 1918 (réserve faite des dispositions édictées en vue de l'état de guerre) continueront à y être applicables.

Si, pour des motifs d'ordre général ou pour mettre ces lois et règlements en accord avec les stipulations du présent Traité, il était nécessaire d'y apporter des modifications, celles-ci seraient décidées et effectuées par la Commission de Gouvernement, après avis des représentants élus des habitants pris dans telle forme que la Commission décidera.

Aucune modification ne pourra être apportée au régime légal d'exploitation, prévu au paragraphe 12,

sans consultation préalable de l'Etat français, à moins que cette modification ne soit la conséquence d'une réglementation générale du travail adoptée par la Société des Nations.

Dans la fixation des conditions et des heures de travail pour les hommes, les femmes et les enfants, la Commission de Gouvernement devra prendre en considération les vœux émis par les organisations locales du travail, ainsi que les principes adoptés par la Société des Nations.

§ 24. — Sous réserve des dispositions du paragraphe 4, les droits des habitants du Bassin de la Sarre en matière d'assurance et de pensions, que ces droits soient acquis ou en cours d'acquisition à la date de la mise en vigueur du présent Traité, qu'ils aient trait à un système quelconque d'assurance de l'Allemagne ou à des pensions quelle qu'en soit la nature, ne sont affectés par aucune des dispositions du présent Traité.

L'Allemagne et le Gouvernement du territoire du Bassin de la Sarre maintiendront et protégeront tous les droits ci-dessus mentionnés.

§ 25. — Les tribunaux civils et criminels existant sur le territoire du Bassin de la Sarre seront maintenus.

Une cour civile et criminelle sera constituée par la Commission de Gouvernement pour juger en appel des décisions rendues par lesdits tribunaux et statuer sur les matières dont ceux-ci n'auraient pas à connaître.

Il appartiendra à la Commission de Gouvernement de pourvoir au règlement d'organisation et de compétence de ladite Cour.

La justice sera rendue au nom de la Commission de Gouvernement.

§ 26. — La Commission de Gouvernement aura seule le pouvoir de lever des taxes et impôts dans les limites du territoire du Bassin de la Sarre.

Les taxes et impôts seront exclusivement appliqués aux besoins du territoire.

Le système fiscal existant au 11 novembre 1918 sera maintenu, autant que les circonstances le permettront, et aucune taxe nouvelle, sauf douanière, ne pourra être établie sans consultation préalable des représentants élus des habitants.

§ 27. — Les présentes dispositions ne porteront aucune atteinte à la nationalité actuelle des habitants du territoire du Bassin de la Sarre.

Aucun obstacle ne sera opposé à ceux qui désireraient acquérir une autre nationalité, étant entendu qu'en pareil cas leur nouvelle nationalité sera acquise à l'exclusion de toute autre.

§ 28. — Sous le contrôle de la Commission de Gouvernement, les habitants conserveront leurs assemblées locales, leurs libertés religieuses, leurs écoles, leur langue.

Le droit de vote ne sera pas exercé pour d'autres assemblées que les assemblées locales ; il appartiendra, sans distinction de sexe, à tout habitant âgé de plus de vingt ans.

§ 29. — Ceux des habitants du territoire du Bassin de la Sarre qui désireraient quitter ce territoire auront toutes facilités pour y conserver leurs propriétés immobilières ou pour les vendre à des prix équitables et pour emporter leurs meubles en franchise de toutes taxes.

§ 30. — Il n'y aura sur le territoire du Bassin de la Sarre aucun service militaire, obligatoire ou volontaire ; la construction de fortifications y est interdite.

Seule, une gendarmerie locale y sera organisée pour le maintien de l'ordre.

Il appartiendra à la Commission de Gouvernement de pourvoir, en toutes circonstances, à la protection des personnes et des biens sur le territoire du Bassin de la Sarre.

§ 31. — Le territoire du Bassin de la Sarre tel qu'il est délimité par l'article 48 du présent Traité, sera soumis au régime douanier français. Le produit des droits de douane sur les marchandises destinées à la consommation locale sera attribué au budget dudit territoire, déduction faite de tous frais de perception.

Aucune taxe d'exportation ne sera mise sur les produits métallurgiques ou le charbon sortant dudit territoire à destination de l'Allemagne, ni sur les exportations allemandes à destination des industries du territoire du Bassin de la Sarre.

Les produits naturels ou fabriqués originaires du Bassin, en transit sur le territoire allemand, seront libres de toutes taxes douanières. Il en sera de même pour les produits allemands en transit sur le territoire du Bassin.

Pendant cinq ans, à dater de la mise en vigueur du présent Traité, les produits originaires et en provenance du Bassin jouiront de la franchise d'importation en Allemagne, et, pendant la même période, l'importation d'Allemagne sur le territoire du Bassin des articles destinés à la consommation locale sera également libre de droits de douane.

Au cours de ces cinq années, pour chaque article en provenance du Bassin et dans lequel seront incorporés des matières premières ou des demi-ouvrés venant d'Allemagne en franchise, le Gouvernement français se réserve de limiter les quantités qui seront admises en France, à la moyenne annuelle des quantités expédiées en Alsace-Lorraine et en France au cours des années 1911-1913, telle qu'elle sera déterminée à l'aide de tous renseignements et documents statistiques officiels.

§ 32. — Aucune prohibition ni restriction ne sera imposée à la circulation de la monnaie française sur le territoire du Bassin de la Sarre.

L'Etat français aura le droit de se servir de la monnaie française pour tous ses achats ou paiements et dans

tous ses contrats relatifs à l'exploitation des mines et de leurs dépendances.

§ 33. — La Commission de Gouvernement aura pouvoir de résoudre toutes questions auxquelles pourrait donner lieu l'interprétation des dispositions qui précèdent.

La France et l'Allemagne reconnaissent que tout litige, impliquant une divergence dans l'interprétation desdites dispositions, sera également soumis à la Commission de Gouvernement, dont la décision, rendue à la majorité, sera obligatoire pour les deux pays.

CHAPITRE III

Consultation populaire

§ 34. — A l'expiration d'un délai de quinze ans, à compter de la mise en vigueur du présent Traité, la population du territoire du Bassin de la Sarre sera appelée à faire connaître sa volonté comme il suit :

Un vote aura lieu par commune ou par district et portera sur les trois alternatives suivantes : a) maintien du régime établi par le présent Traité et par la présente Annexe ; — b) union à la France ; — c) union à l'Allemagne.

Le droit de vote appartiendra, sans distinction de sexe, à toute personne âgée de plus de 20 ans à la date du vote, habitant le territoire à la date de la signature du Traité.

Les autres règles, les modalités et la date du vote seront fixées par le Conseil de la Société des Nations,

de façon à assurer la liberté, le secret et la sincérité des votes.

§ 35. — La Société des Nations décidera de la souveraineté sous laquelle le territoire sera placé, en tenant compte du désir exprimé par le vote de la population :

a) Dans le cas où, pour tout ou partie du territoire, la Société des Nations déciderait le maintien du régime établi par le présent Traité et par la présente Annexe, l'Allemagne s'engage dès maintenant à renoncer, en faveur de la Société des Nations, à sa souveraineté, ainsi que la Société des Nations le jugera nécessaire, et il appartiendra à celle-ci de prendre les mesures propres à adapter le régime définitivement instauré aux intérêts permanents du territoire et à l'intérêt général ;

b) Dans le cas où, pour tout ou partie du territoire, la Société des Nations déciderait l'union avec la France, l'Allemagne s'engage dès maintenant à céder à la France, en exécution de la décision conforme de la Société des Nations, tous ses droits et titres sur le territoire qui sera spécifié par la Société des Nations ;

c) Dans le cas où pour tout ou partie du territoire, la Société des Nations déciderait l'union avec l'Allemagne, il appartiendra à la Société des Nations de pourvoir à la réinstallation de l'Allemagne dans le gouvernement du territoire qui sera spécifié par la Société des Nations.

§ 36. — Dans le cas où la Société des Nations déciderait l'union à l'Allemagne de tout ou partie du territoire du Bassin de la Sarre, les droits de propriété de la France sur les mines situées dans cette partie du territoire seront rachetés en bloc par l'Allemagne à un prix payable en or. Ce prix sera déterminé par trois experts, statuant à la majorité ; l'un de ces experts sera nommé par l'Allemagne, un par la France et un par la Société

des Nations, ce dernier ne devant être ni Français ni Allemand.

L'obligation de la part de l'Allemagne d'effectuer ce paiement sera prise en considération par la Commission des réparations, et à cette fin, l'Allemagne pourra fournir une première hypothèque sur son capital ou ses revenus de toutes manières qui seront acceptées par la Commission des réparations.

Si, néanmoins, l'Allemagne, un an après la date à laquelle le paiement aurait dû être effectué, n'y a pas satisfait, la Commission des réparations y pourvoiera en conformité avec les instructions qui pourront lui être données par la Société des Nations, et si cela est nécessaire, en liquidant la partie des mines en question.

§ 37. — Si, à la suite du rachat prévu au paragraphe 36, la propriété des mines ou d'une partie des mines est transférée à l'Allemagne, l'Etat et les nationaux français auront le droit d'acheter la quantité de charbon du Bassin, justifiée par leurs besoins industriels et domestiques à cette date. Un arrangement équitable établi en temps utile par le Conseil de la Société des Nations fixera les quantités de charbon et la durée du contrat, ainsi que le prix.

§ 38. — Il est entendu que la France et l'Allemagne pourront, par des accords particuliers conclus avant la date fixée pour le paiement du prix de rachat des mines, déroger aux dispositions des paragraphes 36 et 37.

§ 39. — Le Conseil de la Société des Nations prendra les dispositions requises pour l'organisation du régime à instaurer après la mise en vigueur des décisions de la Société des Nations mentionnées au paragraphe 35. Ces dispositions comprendront une répartition équitable de toutes obligations incombant au Gouvernement du Bassin de la Sarre, à la suite d'emprunts levés par la Commission ou à la suite de toute autre mesure.

Dès la mise en vigueur du nouveau régime, les pouvoirs de la Commission de Gouvernement prendront fin, sauf dans le cas prévu par le paragraphe 35 *a*).

§ 40. — Dans les matières visées dans la présente Annexe, les décisions du Conseil de la Société des Nations seront prises à la majorité.

ARRANGEMENT

conclu entre l'Allemagne et la France au sujet
des échanges commerciaux du territoire du
Bassin de la Sarre avec le territoire douanier
allemand

Le Président du Reich Allemand,

et le Président de la République Française,

reconnaissant qu'il est utile d'apporter quelques tempéraments et adaptations au régime d'union douanière que le Traité de Versailles a institué entre la France et le Territoire du Bassin de la Sarre, à l'effet d'assurer à la population sarroise quelques facilités pour son ravitaillement et de lui garantir, en échange, certains débouchés que ledit Territoire trouvait jusqu'ici dans le Territoire douanier allemand, ont désigné à cet effet comme leurs plénipotentiaires :

D'une part :

Le Président du Reich Allemand :

M. LÉOPOLD VON HOESCH,

Ambassadeur d'Allemagne,

et

M. le Docteur OTTO WEYMANN,

Conseiller Ministériel

au Ministère des Finances du Reich

D'autre part :

Le Président de la République Française :

M. ARISTIDE BRIAND,

Ministre des Affaires Etrangères,

et

M. M. BOKANOWSKI,

Ministre du Commerce et de l'Industrie,

des Postes, des Télégraphes, des Téléphones,

et de l'Aéronautique

qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, lesquels ont été reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

ARTICLE I

Le Gouvernement français admettra les produits originaires et en provenance d'Allemagne, énumérés à la liste A, à leur importation dans le Territoire de la Sarre, au bénéfice du traitement douanier mentionné à la même liste, dans les conditions et dans les limites des contingents qui y sont fixés.

ARTICLE II

En vue d'assurer l'approvisionnement de l'industrie sarroise en produits devant entrer dans la fabrication de marchandises destinées à être exportées ultérieurement du Territoire douanier français vers le Territoire douanier allemand ou vers celui d'autres pays, et en vue de favoriser l'activité de la main-d'œuvre sarroise, les articles d'origine et de provenance allemande énumérés à la liste A¹ bénéficieront, à leur importation dans le Territoire de la Sarre, des avantages prévus à ladite liste dans les conditions suivantes :

- a) les importateurs devront présenter, lors du dédouanement, une autorisation spéciale qui ne pourra être délivrée qu'à des établissements industriels, à des laboratoires industriels ou autres ou à de petits

artisans établis en Sarre au 10 janvier 1925 depuis au moins deux ans. La déclaration d'importation sera déposée sous la forme usitée en matière d'admission temporaire, mais sans qu'il soit exigé de caution. Les réexportations successives feront l'objet de déclarations de sortie inscrites au verso de la déclaration d'importation et visées par les Services des douanes de la frontière.

b) l'autorisation sera délivrée par le Directeur des Douanes de Sarrebruck si les importateurs prennent l'engagement écrit sous la foi du serment :

1) d'employer les produits importés uniquement dans leur entreprise ;

2) d'exporter les marchandises fabriquées à l'aide des produits importés dans le délai qui leur aura été fixé au moment de la délivrance de l'autorisation spéciale visée au paragraphe a) ;

c) les importateurs devront tenir un registre des importations, de la transformation des produits importés, ainsi que des exportations des marchandises fabriquées à l'aide de ces produits ; ils devront soumettre ce registre au Directeur des Douanes de Sarrebruck à toute requête de celui-ci.

ARTICLE III

Le Gouvernement allemand admettra les produits originaires et en provenance du Territoire de la Sarre énumérés à la liste B au bénéfice du traitement douanier mentionné à ladite liste, dans les conditions et dans les limites des contingents qui y sont fixées.

ARTICLE IV

Le Gouvernement allemand admettra les produits originaires et en provenance du Territoire de la Sarre énumérés aux listes B¹, B² et B³ au bénéfice du traitement

douanier mentionné aux dites listes et dans les conditions et dans les limites des contingents qui y sont fixées.

ARTICLE V

Les machines, mécaniques, appareils et leurs pièces de rechange d'origine et de provenance allemande catalogués sous les articles du tarif douanier français énumérés dans la liste C¹ bénéficieront à l'entrée dans le Territoire de la Sarre des avantages spécifiés à ladite liste sous les conditions et réserves ci-après :

I. — *Conditions de l'importation*

a) Les importateurs devront présenter à l'appui de leur déclaration de mise à la consommation une autorisation spéciale, laquelle ne pourra être délivrée qu'à des établissements industriels ou agricoles, à des laboratoires industriels ou autres, à des services publics ou des petits artisans établis en Sarre au 10 janvier 1925 depuis au moins deux ans et seulement pour leur propre usage.

b) Les machines, mécaniques et appareils devront être destinés à entrer dans un ensemble ou un groupe de machines, mécaniques ou appareils d'origine allemande affectés au même usage et du même type, abstraction faite de détails secondaires de construction.

c) Il ne pourra être accordé d'autorisation pour des machines, mécaniques ou appareils qui ne seraient pas destinés à entrer dans les ensembles ou groupes ci-dessus mentionnés que si leur importation apparaissait comme essentiellement nécessaire au maintien de l'activité de l'employeur.

d) Les pièces de rechange devront être destinées à la réparation des machines, mécaniques ou appareils d'origine allemande ; elles pourront être importées soit pour l'emploi immédiat, soit pour le stockage, si ce stockage correspond à des nécessités économiques ou techniques de l'établissement destinataire.

e) Pour obtenir les autorisations d'importation relatives aux machines, mécaniques, appareils et pièces de rechange, les importateurs des marchandises visées aux paragraphes *b*, *c* et *d* ci-dessus devront prendre l'engagement de conserver dans leur entreprise, à moins d'autorisation spéciale, les machines, mécaniques, appareils et pièces de rechange importés pendant deux ans à compter de l'introduction, faute de quoi les droits normaux majorés de l'intérêt légal de retard deviendraient immédiatement exigibles.

2. — *Instructions des requêtes*

Les autorisations visées au n° 1 *a* ci-dessus seront demandées au Directeur des Douanes de Sarrebruck, qui les accordera si les conditions stipulées aux termes des paragraphes *b*, *c*, *d* et *e* de la Section 1 ci-dessus sont remplies et si les justifications prévues à la Section 3 lui sont fournies. S'il ne dispose pas des éléments nécessaires pour délivrer l'autorisation, il renverra la requête à l'avis d'un Comité composé de quatre experts désignés :

- 1° l'un par l'importateur ;
- 2° un autre par le Président du Tribunal régional de Sarrebruck, choisi sur la liste des experts assermentés près ce tribunal ;
- 3° un troisième par le Directeur des Douanes de Sarrebruck ;
- 4° le quatrième par le Ministre du Commerce français.

Ce dernier expert sera en même temps Président du Comité.

L'avis du Comité devra être donné par écrit et motivé. Si le Comité n'a pu aboutir à une décision acceptée par la majorité, les avis adverses seront également rapportés.

Le texte de ces avis ou rapports sera conservé en sorte qu'il puisse être consulté par le collège des experts, s'il le juge utile, en vue de ses décisions ultérieures. Ce même

collège pourra de même consulter, s'il le juge utile, le Directeur des Douanes sur les motifs qui ont provoqué ses décisions dans l'octroi des autorisations pour des affaires similaires.

Tout avis accepté à la majorité emportera décision. Dans le cas de partage des voix à égalité quant à l'avis à donner, la décision appartiendra au Directeur des Douanes de Sarrebruck.

3. — *Justifications*

A. Pour l'importation des machines, mécaniques et appareils destinés à entrer dans un ensemble ou groupe de même usage et de même type visés à la Section 1, paragraphe *b*, la requête ne sera recevable et l'autorisation ne sera accordée que s'il est prouvé :

- 1° que les machines, mécaniques ou appareils à importer sont destinés à être incorporés dans un ensemble déjà existant de machines, mécaniques ou appareils d'origine ou de provenance allemande;
- 2° qu'ils sont destinés au même usage et d'un type identique, abstraction faite de détails secondaires de construction, à celui des machines constituant l'ensemble ou groupe dans lequel ils doivent être incorporés.

B. Pour les pièces de rechange visées au paragraphe *d* de la Section I ci-dessus, il devra être prouvé :

- 1° Si elles sont importées pour l'usage immédiat, qu'elles sont destinées à l'entretien de machines, mécaniques et appareils d'origine allemande ;
- 2° Si elles sont destinées au stockage, que la nature et la quantité des pièces importées correspondent aux nécessités économiques ou techniques de l'établissement importateur.

C. Pour les machines, mécaniques et appareils visés au paragraphe 1 *c*, l'avis du Comité des experts, et la décision du Directeur des Douanes de Sarrebruck, qu'elle soit prise ou non sur l'avis des experts, devront être

fondés en considération des obstacles économiques sérieux que pourrait entraîner la substitution de machines, mécaniques ou appareils de fabrication sarroise ou française en ce qui concerne le rendement de la production, la bonne marche des entreprises, la sécurité de la main-d'œuvre, l'application des lois et règlements qui la protègent, notamment en matière d'assurance ou d'exécution des contrats de louage qui la régissent.

Pour l'appréciation de la justification des conditions requises aux termes des dispositions qui précèdent, les importateurs devront produire toutes pièces et se soumettre à toutes enquêtes qui pourraient être requises par le Directeur des Douanes de Sarrebruck ou le Comité des Experts.

4. — *Décisions*

Les décisions du Directeur des Douanes et les avis du Comité des Experts auquel il pourrait avoir recours doivent être donnés par écrit et motivés. La décision du Directeur des Douanes devra être prise dans un délai de quinze jours ou, s'il procède à une consultation des experts, dans un délai de trois semaines.

5. — *Importation immédiate*

Les marchandises faisant l'objet d'une expertise ou d'une demande d'autorisation d'importation au titre de la liste C¹ pourront être importées immédiatement au bénéfice des avantages stipulés à ladite liste, sous réserve des mesures nécessaires pour garantir le paiement du supplément de droits éventuellement exigibles, si la décision consécutive à l'expertise ou à la demande était négative.

6. — *Exportation temporaire*

La France permettra l'exportation temporaire et le retour en franchise des machines, mécaniques et appareils d'origine allemande dont la réparation en Allemagne apparaîtra nécessaire. Les autorisations à cet effet seront accordées par le Directeur des Douanes de

Sarrebruck, qui ne devra les refuser qu'en cas de présomption de fraude.

7. — *Frais*

Les frais de procédure et d'expertise prévus par le présent article seront à la charge de la Commission de Gouvernement qui pourra les recouvrer sur les importateurs sarrois jusqu'à concurrence de 1 pour mille de la valeur des produits dont ils demandent l'importation.

ARTICLE VI

Les produits énumérés dans la liste C² bénéficieront à leur importation dans le territoire de la Sarre, des avantages spécifiés à ladite liste, sous réserve de l'exécution des conditions ci-après :

a) les importateurs ou les personnes chargées de procéder en leur nom aux opérations de dédouanement devront présenter à l'appui de la déclaration de mise en consommation une autorisation d'importation spéciale qui leur sera délivrée par le Directeur des Douanes de Sarrebruck, contre engagement écrit de leur part, pris sous la foi du serment, de conserver pendant au moins deux ans dans leurs ateliers, sauf permission du Directeur des Douanes de Sarrebruck, les machines, mécaniques et pièces de rechange importées.

En outre, ils devront souscrire au bureau de douane d'entrée au moment du dépôt de la déclaration de mise à la consommation soit en personne, soit par l'intermédiaire d'un représentant dûment mandaté, l'engagement non cautionné d'acquitter les droits normaux ainsi que tous intérêts de droit et amendes applicables, selon la loi et la réglementation douanière française à leur contravention, dans le cas où ils revendraient sans permission avant l'expiration du délai de deux ans ci-dessus prévu, soit en France, soit dans les colonies, possessions et pays de protectorat français, soit enfin à l'étranger, les machines, mécaniques ou pièces de rechange importées.

b) Si l'importation est effectuée par un commerçant en vue de la revente, ce commerçant devra justifier qu'à la date du 10 janvier 1925, il était établi dans le Territoire de la Sarre depuis au moins deux ans ; s'il s'agit de produits dont l'importation est contingentée, qu'il a droit à une part de contingent. Il devra, en outre, présenter, lors de la déclaration de mise à la consommation, ou faire présenter par la personne chargée de procéder en son nom aux opérations de dédouanement, un engagement écrit, pris sous la foi du serment, de ne revendre les machines, mécaniques ou pièces de rechange importées, sauf permission du Directeur des Douanes de Sarrebruck, qu'à des personnes établies dans le Territoire de la Sarre, en se conformant aux conditions de vente et de décompte ci-après détaillées, faute de quoi il s'engage à acquitter les droits normaux ainsi que tous intérêts de droit et amendes applicables, selon la loi et la réglementation douanière française, à leur contravention.

Pour prévenir toute revente ou exportation en dehors du Territoire de la Sarre, les acheteurs de marchandises importées sous le régime prévu au présent paragraphe devront lui remettre l'engagement écrit de conserver lesdites machines, mécaniques ou pièces de rechanges dans leurs ateliers pendant au moins deux ans à compter de l'achat, sous peine de payer les droits normaux, ainsi que tous intérêts de droit et amendes applicables selon la loi et la réglementation française à leur contravention.

Les commerçants importateurs devront, d'autre part, tenir un registre des importations et ventes qui devra être présenté au Directeur des Douanes de Sarrebruck sur sa demande. Celui-ci pourra, par ailleurs, se faire présenter ou remettre les engagements personnels pris par les acheteurs.

ARTICLE VII

Les autorisations d'importation prévues aux articles V et VI ci-dessus entraîneront, outre les engagements

spécifiés auxdits articles, celui de se soumettre à toutes mesures de contrôle qui seront jugées nécessaires par l'Administration des Douanes.

ARTICLE VIII

Pour la répartition des contingents prévus aux articles précédents, les deux gouvernements s'engagent à y procéder conformément aux dispositions ci-après auxquelles la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre a donné son adhésion au cours des négociations.

1°. REPARTITION DES CONTINGENTS

La répartition des contingents prévus aux listes B¹, B², sera effectuée par les soins de la Commission de Gouvernement.

Les contingents d'importation et d'exportation prévus aux listes A, A¹, B, B², C¹ et C², devront être répartis entre les intéressés sous la direction de la Commission de Gouvernement pour la durée de la période de contingentement, conformément aux dispositions suivantes :

La Commission de Gouvernement invitera immédiatement après la mise en vigueur du présent accord les milieux économiques intéressés à lui présenter, dans un court délai déterminé par elle, des propositions relatives à la répartition des contingents. Après l'expiration du délai, la Commission de Gouvernement établira, aussitôt que possible, le plan de la répartition.

Le plan de répartition sera soumis aux intéressés qui devront présenter leurs observations ou réclamations dans un délai de huit jours sous peine de forclusion.

S'il se produit des réclamations, soit en vue d'obtenir une participation refusée aux contingents, soit à l'effet de voir exclure du bénéfice de celui-ci une personne ou une firme indûment admise à y participer, soit aux fins d'augmenter la part allouée, il sera statué sur ces réclamations par un Comité de trois membres.

Ce Comité se composera du Président du Tribunal

régional de Sarrebruck, qui sera président du Comité, ainsi que de deux assesseurs sur la désignation desquels la France et l'Allemagne se mettront d'accord et qu'elles choisiront dans la magistrature d'un pays tiers.

Le Comité ainsi constitué statuera en équité, fixant lui-même sa procédure et recourant à tous moyens d'investigation qu'il jugera utile.

Les décisions du Comité seront prises à la majorité des voix et devront intervenir dans un délai de quinze jours à dater du commencement de la période fixée pour l'introduction des réclamations. Ces décisions, en tant qu'elle altéreront le contingent accordé aux non-réclamants, devront affecter chaque part individuelle proportionnellement à son montant.

La procédure de répartition des contingents devra être mise en application au plus tard six semaines avant le commencement de chaque période de contingentement.

La Commission de Gouvernement devra communiquer une copie certifiée conforme au plan de répartition définitivement établi aux Gouvernements français et allemand, ainsi qu'aux organisations officielles représentant les professions auxquelles incombera la notification aux intéressés.

Le plan de répartition ne pourra être soumis à aucune modification pendant la durée de la période de contingentement.

Si à l'expiration du quatrième mois d'une période de contingentement, les contingents importables pendant ladite période se trouvent n'avoir pas été attribués en totalité par la Commission de Gouvernement, celle-ci pourra procéder à une nouvelle répartition du solde non attribué du contingent.

Cette nouvelle répartition devra être faite en conformité du plan de contingentement adopté lors de la première.

Les contingents attribués lors de cette première répar-

tition ne pourront être ni reportés ni répartis à nouveau.

Les firmes qui n'auraient point bénéficié de la première répartition pourront être admises au bénéfice de la seconde, à moins qu'elles n'aient été exclues de la première pour des raisons qui subsisteraient au moment de la seconde.

2° CONTROLE DES CONTINGEMENTS

A. — *Exportation de Sarre vers le Territoire douanier allemand*

Les marchandises exportées du Territoire du Bassin de la Sarre vers le Territoire douanier allemand et qui bénéficient, en vertu du présent arrangement, d'avantages douaniers particuliers dans la limite de contingents, devront être accompagnées, à leur entrée dans le territoire douanier allemand, d'un certificat de contingentement qui sera délivré par le Délégué dans le Territoire de la Sarre du Ministère de l'Economie du Reich. Le certificat devra être présenté à la douane allemande de l'entrée. Il devra contenir les indications suivantes :

- 1° Nom et adresse de l'exportateur ;
- 2° Espèce de la marchandise, sa dénomination d'après le tarif douanier allemand, ainsi que le numéro de l'article de ce tarif pour lequel l'intéressé a obtenu un contingent d'exportation ;
- 3° Le montant de ce contingent ;
- 4° La portion dudit contingent absorbée à la date de la délivrance du certificat par les exportations antérieures ;
- 5° L'espèce, les marques et numéros des emballages, les poids bruts et nets des marchandises pour lesquels le certificat a été délivré.

Dans le cas où l'Administration allemande l'exigera, la marchandise exportée devra être accompagnée en outre d'un certificat d'origine.

B. — *Exportations du Territoire douanier allemand vers le Territoire de la Sarre*

Les marchandises allemandes importées directement dans le Territoire du Bassin de la Sarre et qui jouissent, en vertu du présent accord, d'avantages douaniers particuliers dans la limite de contingents, ne seront admises au bénéfice desdits avantages, qu'autant qu'il sera produit à l'appui de la déclaration de mise à la consommation, un certificat de contingentement délivré par le Directeur des Douanes de Sarrebruck.

Les certificats de contingentement seront établis, au vu du plan de la répartition arrêté par la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre, pour la totalité de la part de contingent allouée à chaque intéressé. A chaque importation, ils seront revêtus par le bureau de douane d'entrée, d'une mention indiquant la quantité de marchandises introduites et faisant ressortir la quantité restant à importer. Ils seront ensuite rendus aux intéressés.

L'origine allemande des marchandises, dont on demandera l'admission au bénéfice d'un contingent, devra être justifiée.

En outre, l'arrivée à destination indiquée sur leurs déclarations d'importation et la consommation dans le Territoire du Bassin de la Sarre desdites marchandises pourront être assurées, si le Gouvernement français le juge utile, au moyen d'un acquit à caution, conformément aux dispositions de la législation douanière française.

C. — *Taxes et redevances*

Les hautes parties contractantes s'engagent à ne percevoir aucune taxe ou redevance pour la délivrance des certificats de contingentement ci-dessus prévus, non plus que pour la tenue du contrôle des contingents.

D. — *Contrôle à l'exportation*

Si l'une des hautes parties contractantes institue un

contrôle à l'exportation pour les marchandises qui font l'objet des contingents ci-dessus visés ou qui sont exportées en excédent desdits contingents, ce contrôle n'aura qu'un objet exclusivement statistique et sera appliqué de telle manière qu'il ne constitue pas une entrave au commerce.

ARTICLE IX

Les contingents visés aux articles précédents seront prévus pour la durée d'un an, à compter du 1^{er} janvier. Ils seront divisés en deux périodes de six mois. Les quantités non employées au cours du premier semestre seront reportables de droit sur le deuxième, mais les contingents annuels ne sont pas reportables.

Réservant leurs opinions opposées en ce qui concerne le droit de l'Allemagne d'instituer en faveur des produits du Territoire de la Sarre un régime douanier spécial, les hautes parties contractantes sont d'accord qu'aucune faveur particulière ne sera accordée sinon pour les marchandises auxquelles le présent arrangement s'applique et dans la limite des quantités qui y sont prévues, aussi longtemps du moins que l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927 reste en vigueur.

Si cet accord venait à expiration, les hautes parties contractantes sont d'accord de remettre en vigueur les dispositions de l'article III de l'arrangement du 5 août 1926.

ARTICLE X

Les dispositions de l'article ci-dessus s'entendent sans préjudice des facilités plus grandes que les hautes parties contractantes ont instituées pour le trafic frontalier et la réglementation de la circulation des ouvriers à la frontière sarro-allemande, par les protocoles des 14 septembre et 13 novembre 1926 ou qu'elles pourraient instituer par des conventions ultérieures.

ARTICLE XI

Chacune des hautes parties contractantes s'engage à ne point faire obstacle par application des lois et règlements, notamment en ce qui touche le régime des prohibitions et restrictions, au régime spécial des échanges entre le Territoire de la Sarre et le Territoire douanier allemand, qui est institué par le présent arrangement.

ARTICLE XII

Le présent arrangement annule les arrangements antérieurs du 5 août 1926 et du 6 novembre 1926, auxquels le présent arrangement se substitue.

ARTICLE XIII

Le présent arrangement sera ratifié, et l'échange des instruments de ratification aura lieu à Paris. Au cas où l'approbation du corps législatif de l'un ou de l'autre pays serait nécessaire à cette ratification, elle sera demandée aussitôt que possible.

En ce qui concerne les droits applicables et le dédouanement des marchandises, le présent arrangement sera mis en vigueur après l'échange des instruments de ratification à une date que les deux Gouvernements fixeront d'un commun accord. Toutefois, en ce qui concerne le décompte des contingents, le présent arrangement aura effet rétroactif à dater du 1^{er} janvier 1928.

Le présent arrangement pourra être dénoncé par chacune des hautes parties contractantes à la date du 1^{er} avril 1929, pour prendre fin à la date du 30 juin 1929, et à tout moment à partir du 1^{er} avril 1929 moyennant un préavis de trois mois, pour prendre fin avec l'expiration d'un semestre.

Dès qu'il est établi que les conditions spéciales doivent prendre fin, qui ont motivé l'entente des hautes parties contractantes en ce qui concerne les dispositions des articles IV et V, chacune d'elles peut dénoncer lesdits articles avec préavis de deux mois pour prendre fin à

l'expiration du mois au cours duquel les susdites conditions auront pris fin.

La dénonciation entraînera la suppression :

- 1° des avantages repris aux listes B¹ et B² ;
- 2° des avantages repris aux listes B³, C¹ et C² à l'exception de ceux repris à la liste X ;
- 3° des avantages repris à la liste A qui sont énumérés à la liste Y.

Aussitôt après notification de la dénonciation visée à l'alinéa 4, les deux Gouvernements entreront en négociations à l'effet, d'une part, d'envisager les moyens de compenser les effets de cette dénonciation pour les marchandises ci-dessus énumérées, et, d'autre part, pour examiner les répercussions que ladite dénonciation pourrait exercer sur les échanges de certains autres produits visés par le présent arrangement.

Si les négociations n'aboutissaient point dans un délai de deux mois à dater de leur ouverture, chacune des hautes parties contractantes se réserve la faculté de dénoncer le présent arrangement pour prendre fin à l'expiration du trimestre qui suivra l'expiration du trimestre en cours.

Cependant, cette facilité de dénonciation n'existera que si le terme résultant de la disposition précédente échoit avant le 1^{er} janvier 1929.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet ont signé le présent arrangement, qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, en français et en allemand, le 23 février 1928.

A. BRIAND.
M. BOKANOWSKI.

VON HOESCH.
WEYMANN.

RÈGLEMENT

pour le vote plébiscitaire dans le

Territoire du Bassin de la Sarre

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GENERALES

Territoire du Plébiscite

ARTICLE PREMIER

Le territoire dans lequel le plébiscite doit avoir lieu est celui qui est compris dans les limites du Territoire du Bassin de la Sarre, fixées conformément aux dispositions de l'article 48 du Traité de Versailles, et actuellement sous le gouvernement de la Commission spéciale instituée en vertu du paragraphe 16 de l'Annexe à l'article 50 dudit Traité de Paix.

ARTICLE 2.

Les votants sont appelés, aux termes de l'article 49 du Traité de Paix et du paragraphe 34 de l'Annexe, à déclarer s'ils désirent le maintien du régime établi par ledit Traité et par l'annexe, ou l'union à la France ou l'union à l'Allemagne.

Droit de vote

ARTICLE 3.

Le droit de vote pour le plébiscite appartient, sans distinction de sexe ou de nationalité, à toute personne remplissant les conditions suivantes :

- a) Avoir vingt ans révolus à la date du vote;
- b) Avoir la qualité d'habitant du Territoire à la date du 28 juin 1919.

ARTICLE 4.

La qualité d'habitant, dont il est fait mention au *littéra b* de l'article précédent, doit être attribuée à quiconque avait sa résidence habituelle au lieu et à la date indiqués au *littéra b* de l'article précédent, et s'y était établi avec l'intention d'y rester.

Si l'intention n'a pas été exprimée, elle pourra être déduite des circonstances de fait.

Les circonstances de fait sont établies, soit au moyen d'actes et de documents existant dans des offices publics, soit par tout autre moyen de preuve.

Si la résidence habituelle est prouvée, on doit admettre l'intention que cette résidence a été choisie pour être maintenue, s'il n'y a pas de raison d'estimer le contraire.

ARTICLE 5.

La résidence temporaire dans le Territoire à la date du 28 juin 1919 n'entraîne pas la qualité d'habitant.

Par contre, l'absence temporaire du Territoire à la date du 28 juin 1919 des personnes habitant celui-ci, au sens de l'article précédent (par exemple pour raison de service militaire, d'études, en cas d'emprisonnement ou d'expulsion) n'entraîne pas, par elle-même, la perte de la qualité d'habitant.

ARTICLE 6.

Le seul fait d'avoir accompli dans le Territoire du

service militaire, quel qu'il soit, ne détermine pas la qualité d'habitant.

Le droit de vote n'appartient pas à quiconque n'a résidé dans le Territoire en service militaire ou civil que pour les besoins de l'occupation militaire.

ARTICLE 7.

La résidence, à la date du 28 juin 1919, des mineurs et des interdits, est celle de ceux qui exerçaient sur eux la puissance paternelle ou tutélaire.

La résidence des parents ou du tuteur n'a pas d'effet déterminant dans le cas du mineur qui, à cette époque, vivait séparé de ses parents ou de son tuteur et pourvoyait lui-même à sa subsistance.

La femme mariée a la résidence de son mari, à moins qu'il ne soit intervenu entre eux séparation légale ou qu'elle n'ait établi sa propre résidence habituelle en dehors de celle de son mari.

ARTICLE 8.

Chaque votant ne dispose que d'un vote.

Le vote est personnel : le vote par procuration n'est pas admis. Ne peut voter que celui qui est inscrit sur la liste des votants.

ARTICLE 9.

Sont exclus du droit de vote les interdits, ceux qui sont internés dans un asile d'aliénés, et ceux qui, à la suite d'une sentence passée en force de chose jugée, ont perdu les droits civils, à moins que la condamnation n'ait été prononcée pour délit politique.

Circonscription de vote

ARTICLE 10.

Le résultat du vote sera déterminé par union de communes (Bürgermeisterei) et, pour les communes qui

ne font pas partie d'une union de communes, par commune.

Aux fin des opérations de vote, chaque union de communes et chaque commune qui ne fait pas partie d'une union de communes constituent une circonscription de vote.

CHAPITRE II

ORGANES INSTITUTEES A L'OCCASION DU PLEBISCITE

ARTICLE 11.

Dans chaque circonscription de vote, il est institué un Comité communal composé d'un Président, de deux membres titulaires et de deux membres suppléants nommés par la Commission de plébiscite qui pourra les renvoyer et les remplacer à tout moment.

Le Comité communal est chargé de dresser les listes des personnes ayant le droit de vote dans la circonscription.

ARTICLE 12.

Le Comité communal, pour délibérer valablement, doit être composé de trois membres; il statue à la majorité des voix.

Il doit être dressé procès-verbal de chaque délibération et copie doit en être immédiatement adressée au bureau de cercle.

ARTICLE 13.

Toutes les autorités publiques sont tenues de prêter assistance au Comité communal et de fournir tous les éléments et moyens matériels utiles ainsi que le per-

sonnel nécessaire à l'établissement des listes de votants.

Les autorités publiques sont, en outre, tenues de mettre à la disposition du Comité communal tous documents en leur possession et de fournir tous renseignements pouvant servir à l'établissement des listes de votants.

Les Comités communaux ne pourront correspondre directement avec les autorités hors du Territoire, cette correspondance devant passer par l'intermédiaire de la Commission de plébiscite.

ARTICLE 14.

Dans chaque cercle (Kreis) est institué un Bureau de cercle composé d'un ou de plusieurs fonctionnaires désignés par la Commission de plébiscite, d'entente avec le Comité du Conseil. Ces fonctionnaires seront étrangers au Territoire et n'appartiendront à aucune des deux nations intéressées au plébiscite. Des dispositions spéciales établies par la Commission de plébiscite régleront l'organisation et le fonctionnement de chaque bureau.

Le Bureau de cercle veillera d'une manière générale, sous l'autorité de la Commission de plébiscite, à ce que soient assurés la liberté, la sincérité et le secret du vote.

Il est chargé de surveiller et de contrôler l'établissement des listes des votants par les Comités communaux du cercle.

A cet effet, le Bureau de cercle pourra prendre toute mesure qui lui paraîtra utile et requérir les autorités publiques, qui seront tenues de lui prêter entière assistance, de mettre à sa disposition tous les moyens nécessaires.

ARTICLE 15.

Le Bureau de cercle se prononce en première instance sur les réclamations concernant les listes de votants.

ARTICLE 16.

Il est institué dans le Territoire un Tribunal supérieur de plébiscite. Des dispositions spéciales régleront l'organisation de ce Tribunal.

Le Tribunal, jugeant en deuxième instance, se prononce définitivement sur les réclamations concernant les listes de votants.

Le Tribunal statue également sur toute autre matière pour laquelle compétence lui aura été attribuée.

CHAPITRE III

ETABLISSEMENT DES LISTES DES VOTANTS

ARTICLE 17.

Il sera publié par ordre de la Commission de plébiscite et aux frais des communes et des unions de communes du Territoire, une proclamation faisant savoir que tous ceux qui se considèrent comme ayant droit de vote pourront demander à être inscrits sur la liste des votants.

Cette proclamation devra être affichée au tableau de la maison communale et paraître dans les journaux officiels. Il sera donné à cette proclamation une publicité aussi large que possible.

La proclamation devra rester affichée pendant quinze jours.

Il appartiendra à la Commission de Plébiscite de faire connaître éventuellement la proclamation hors du Territoire par les moyens jugés opportuns.

ARTICLE 18.

La demande visée à l'article précédent doit être adres-

sée au Comité communal de la circonscription dans laquelle le requérant avait qualité d'habitant à la date du 28 juin 1919; elle devra porter :

1° Les nom, prénoms, date, lieu de naissance et profession du requérant (et, au cas de changement de profession, celle qu'il exerçait au 28 juin 1919), ainsi que les prénoms de son père et, en outre, s'il s'agit d'une femme mariée, les nom et prénoms de son mari, (et, au cas où un changement de situation de famille serait intervenu après le 28 juin 1919, le nom de famille qu'elle portait à cette date) ;

2° La commune où il avait qualité d'habitant à la date du 28 juin 1919 ;

3° La résidence habituelle au moment de la demande ;

4° L'adresse, dans le Territoire, à laquelle seront envoyées les communications.

La demande, accompagnée, le cas échéant, des pièces justificatives ou de l'indication de l'office public où elles sont déposées, devra parvenir avant le 1^{er} septembre au Comité communal, qui accusera réception.

ARTICLE 19.

A partir du 25 juillet, le Comité communal devra procéder à l'établissement des listes provisoires sur lesquelles seront inscrites, par ordre alphabétique :

a) D'office, les personnes qui réunissent les conditions suivantes : avoir eu qualité d'habitant au sens de l'article 4, dans la circonscription au 28 juin 1919, avoir 20 ans révolus à la date du 1^{er} janvier 1935 et qui, selon les constatations faites, habitent actuellement le Territoire ;

b) Sur leur demande, les personnes qui, sans habiter actuellement le Territoire, remplissent les conditions ci-dessus énoncées.

ARTICLE 20.

Les listes provisoires devront indiquer l'état-civil pré-

cis du votant, la commune où il avait qualité d'habitant au 28 juin 1919, et son adresse dans le Territoire.

Ces listes devront être établies en trois exemplaires d'après le formulaire qui sera établi par la Commission de plébiscite. Elles seront closes, et signées à chaque page par le président du Comité communal avant le 23 septembre.

Une fois la liste provisoire établie, le Comité communal fera procéder à la publication d'une copie de cette liste le 26 septembre, par voie d'affichage au tableau communal du siège de la circonscription de vote.

Cette copie de la liste provisoire devra rester affichée pendant trente jours.

En même temps que la liste provisoire, sera publié, par les soins du Comité communal, un avis indiquant le délai fixé à l'article 23 du présent règlement pour la présentation des réclamations.

ARTICLE 21.

Immédiatement après l'établissement de la liste provisoire, deux exemplaires de cette liste devront être transmis au bureau de cercle.

ARTICLE 22.

Les noms des votants pour lesquels il n'a pas été présenté de réclamation dans le délai susmentionné resteront définitivement inscrits sur la liste.

Réclamations

ARTICLE 23.

Quiconque réside actuellement dans le Territoire peut présenter une réclamation tendant soit à faire opérer dans la liste une radiation de personne ou une rectification, soit à faire inscrire une personne habitant actuellement le Territoire.

La réclamation motivée, datée et signée, indiquant

l'adresse du requérant dans le Territoire et accompagnée éventuellement de pièces justificatives, devra être envoyée au Bureau de cercle dans un délai de trente jours à partir de la publication des listes provisoires.

Quiconque réside actuellement en dehors du Territoire peut présenter dans le même délai au bureau de cercle une réclamation demandant son inscription sur la liste. La réclamation doit contenir les indications visées à l'article 18.

ARTICLE 24.

Après avoir statué sur la réclamation, avant le 9 novembre, le Bureau de cercle notifiera sa décision aux intéressés par une lettre recommandée, en indiquant qu'un recours peut être exercé dans un délai de quinze jours à dater de la consignation de la lettre à la poste, auprès du Tribunal de plébiscite.

A défaut de recours exercé par les intéressés dans ce délai, le bureau de cercle apporte immédiatement à la liste la modification résultant éventuellement de sa décision.

ARTICLE 25.

Le Tribunal de plébiscite statuera avant le 17 décembre sur les recours dont il aura été saisi.

Les sentences seront communiquées, immédiatement après qu'elles auront été rendues, aux bureaux de cercles; ceux-ci, le cas échéant, procéderont sans délai à la modification des listes auxquelles ont trait les décisions du Tribunal de plébiscite.

Les sentences seront également portées à la connaissance des intéressés.

ARTICLE 26.

Une fois les modifications apportées, la liste devient définitive. Les deux exemplaires établis de chaque liste seront visés par le Bureau de cercle, après quoi un de ces exemplaires sera envoyé au Comité communal,

DEUXIÈME PARTIE

...

CHAPITRE IV

PROCEDURE DE VOTE

ARTICLE 27.

Le vote aura lieu dans tout le Territoire et pour tous les votants, le dimanche 13 janvier 1935.

Il sera affiché, au tableau d'affichage de chaque commune et union de communes, par ordre de la Commission de plébiscite, une proclamation spéciale indiquant le jour et l'heure de l'ouverture de scrutin.

ARTICLE 28.

Dans un délai de cinq jours, à compter de la date à laquelle le Comité communal aura reçu l'exemplaire de la liste de votants visé à l'article 26, ce comité fera au bureau de cercle des propositions en vue de la répartition des votants de la circonscription en sections de vote.

A cet effet, le Comité communal dressera, pour chaque section, un extrait de la liste des votants portant, par ordre alphabétique, les noms des votants attribués à la section et toutes autres indications les concernant qui figurent sur ladite liste.

Dans les cinq jours qui suivront l'expiration dudit délai de cinq jours, le bureau de cercle répartira les votants de la circonscription en sections de vote.

Chaque section ne pourra comprendre plus de 1.000 inscrits.

ARTICLE 29.

Dans un délai de cinq jours, à compter de la date à laquelle le Comité communal aura reçu l'exemplaire de

la liste de votants visés à l'article 26, ce Comité fera au bureau de cercle des propositions quant au lieu où se feront les opérations de vote pour chaque section.

Dans les cinq jours qui suivront l'expiration dudit délai de cinq jours, le bureau de cercle fixera le lieu où se feront les opérations de vote pour chaque section.

Il ne pourra être réuni dans le même bâtiment plus de quatre sections de vote. L'accès du bâtiment par la voie publique ne devra pas conduire à plus de deux sections.

Tout local de vote ne devra avoir qu'une seule porte d'entrée ouverte et devra être divisé en deux compartiments par un cloisonnage d'une hauteur d'au moins un mètre, avec une ouverture au milieu pour le passage.

Dans la partie du local située entre le cloisonnage et la paroi faisant face à la porte, seront disposés les meubles destinés au bureau électoral, ainsi que des isoloirs.

ARTICLE 30.

Les communes et unions de communes sont tenues de fournir les locaux, les meubles, le matériel de bureau et tout ce qui est nécessaire aux bureaux de vote.

Les urnes destinées au vote, les enveloppes portant le timbre de la Commission de plébiscite, les bulletins de vote, les cachets et les timbres humides seront fournis par ladite Commission.

ARTICLE 31

Jusqu'au 6 janvier 1935, au plus tard, les Comités communaux établiront, pour chaque votant inscrit sur la liste, un certificat électoral qui devra contenir :

1° L'indication des nom, prénoms, nom du père et adresse du votant dans le Territoire ;

2° L'indication de la section, de la commune et du lieu où le votant devra exprimer son vote ;

3° L'indication du jour et de l'heure du vote ;

4° Le numéro d'inscription sur la liste des votants et le numéro d'inscription sur l'extrait de la liste.

Le certificat devra être rédigé conformément au modèle qui sera établi par la Commission de plébiscite.

ARTICLE 32

Les certificats électoraux devront être remis, d'ordre du Comité communal, à chaque votant ayant donné une adresse dans la circonscription dans des formes qui seront ultérieurement réglées par la Commission de plébiscite.

Pour les votants dont l'adresse est hors de la circonscription le Comité communal de la circonscription où ils ont leur adresse sera invité à procéder à la remise du certificat dans les mêmes formes.

Les documents attestant la remise du certificat seront retournés au Comité communal, qui les conservera avec la liste des votants de la circonscription.

Au cas où le certificat électoral n'aurait pas été remis au votant ou au cas où le votant l'aurait égaré, le Comité communal ne pourra délivrer qu'un duplicata du certificat. La délivrance de ce duplicata devra faire l'objet d'une mention dans la liste des votants.

Bureau de vote

ARTICLE 33

Avant le 6 janvier 1935 pour chaque section de vote, la Commission de plébiscite nommera le président du Bureau de vote. Le Bureau de cercle nommera les autres membres du Bureau de vote à savoir un secrétaire, deux scrutateurs titulaires et deux suppléants. Le Président et le Secrétaire seront rémunérés. Le Président devra être étranger au Territoire et n'appartenir à aucune des deux nations intéressées au Plébiscite.

Dans les circonscriptions comprenant une ou deux sections, le président et les membres du Comité communal pourront être appelés à remplir les fonctions de membres de bureau de vote, soit dans la section unique, soit dans la première des deux sections.

Dans les autres circonscriptions, le président et les membres du Comité communal ne pourront jamais être membres d'un bureau de vote; mais le Comité restera disponible pour procéder éventuellement à la délivrance de certificats et pour prendre toutes mesures nécessaires au fonctionnement des bureaux de vote.

ARTICLE 34

Le jour fixé pour le vote, les membres du Bureau y compris les suppléants, doivent être présents à huit heures. Le président invite les scrutateurs titulaires et le secrétaire à faire partie du Bureau. Si les titulaires ne sont pas présents, le président fait appel aux scrutateurs suppléants. Ceux-ci compléteront le bureau de vote en cas d'absence temporaire de l'un des membres.

En cas de défaut du président, ses fonctions seront assumées par les autres membres scrutateurs dans l'ordre de leur nomination.

Au cas où le Bureau ne serait pas complet, le président ou son remplaçant chargera des votants présents de remplacer les membres défaillants; le président fera immédiatement aviser par les voies les plus rapides le Bureau de cercle et le Comité communal de cette situation.

ARTICLE 35

Il sera remis, à chaque Bureau de vote, à l'heure indiquée ci-dessus, par les soins du Comité communal, trois copies certifiées conformes par le président du Comité, de l'extrait de la liste des votants. Une de ces copies sera affichée dans le local du bureau, une autre sera remise au président et la troisième servira à l'identification des votants. Cette dernière copie devra comporter des espaces destinés à recevoir les signatures, ainsi qu'il est prévu aux articles 45 et 46 et sera rédigée conformément au modèle qui sera établi par la Commission de plébiscite.

La Commission de plébiscite fera remettre en même

temps au président du Bureau de vote, le texte du présent règlement, l'urne, un cachet, un timbre humide, un nombre d'enveloppes de trois pour cent supérieur à celui des votants inscrits dans les sections, un nombre égal de bulletins de vote et les imprimés devant servir à la rédaction du procès-verbal, qui seront établis selon le modèle qui sera établi par la Commission de plébiscite.

Opération de vote

ARTICLE 36

Dès que le Bureau de vote est constitué,

Le Président,

— constate le nombre des enveloppes et des bulletins de vote qu'il a reçus et garde ces enveloppes et ces bulletins auprès de lui.

— remet à l'un des scrutateurs la copie de l'extrait de la liste destinée à servir de liste d'identification des votants, en conservant par devers lui l'autre copie.

— ouvre l'urne et, après avoir fait constater par les membres du bureau qu'elle est vide, la referme et garde la clef.

ARTICLE 37

Le Bureau de vote statue à la majorité des voix sur tous incidents ou difficultés se rapportant aux opérations de vote; en cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

ARTICLE 38

Trois membres du bureau de vote, parmi lesquels le président ou son suppléant, doivent toujours se trouver présents à toutes les opérations de vote.

ARTICLE 39

A 8 h. 30, le Président déclare le scrutin ouvert. En même temps, il ouvre le procès-verbal des opérations de vote qui est établi sur le modèle qui sera établi par la

Commission de plébiscite, et tenu par le secrétaire ou son remplaçant.

ARTICLE 40

Toute personne, toute organisation et toute autorité publique qui ont dans leur dépendance une personne ayant le droit de voter, sont tenues, sous les peines prévues à l'article 60, deuxième alinéa, du présent règlement de lui laisser la liberté nécessaire pour qu'elle exerce son droit de vote.

ARTICLE 41

Le certificat électoral confère au titulaire le droit d'entrer dans le local de sa section de vote. L'accès du local est interdit à quiconque n'est pas muni de ce certificat, sauf pour des raisons de service.

ARTICLE 42

Le président est chargé de la police dans le local de vote et, à cet effet, il dispose des agents de la force publique et de la force armée qu'il peut requérir pour maintenir l'ordre et pour faire expulser ou arrêter les individus qui troublent le déroulement régulier des opérations électorales ou qui commettent un délit.

La force publique ne peut, sans réquisition du président ou du Bureau de cercle, pénétrer dans le local de vote.

Le président devra veiller spécialement à ce qu'à l'intérieur du local de vote, et notamment dans l'isoloir, n'apparaissent pas d'affiches, symboles ou inscriptions de nature à influencer le vote. Quiconque tentera par ces moyens d'influencer le vote sera immédiatement arrêté par ordre du président, en vue de l'application des dispositions pénales du présent règlement.

ARTICLE 43

Le vote doit être exprimé sur le bulletin délivré au votant par le Bureau. Le bulletin de vote est divisé en

trois casiers dont chacun contient l'indication d'une des trois possibilités prévues à l'article 2 du présent règlement.

ARTICLE 44

Le votant, pour être admis à voter, doit présenter son certificat électoral, ainsi que les pièces ci-après.

Le votant qui habite actuellement le Territoire devra être également pourvu d'une carte d'identité avec photographie délivrée par l'autorité publique compétente. Le votant qui n'habite pas actuellement le Territoire devra être muni de son passeport dûment visé par l'autorité de sûreté publique du Territoire.

ARTICLE 45

Le président lit à haute et intelligible voix le nom du votant et le numéro qui lui a été affecté sur l'extrait de la liste. Il remet au votant identifié comme il est dit ci-dessus une enveloppe et un bulletin de vote.

Pour attester cette remise et l'identification régulière du votant, un scrutateur appose son paraphe sur la liste d'identification en regard du nom du votant.

ARTICLE 46

Le votant se retire ensuite dans un des isoloirs et trace, au moyen du crayon noir qui doit se trouver dans l'isoloir, sur le bulletin de vote, le chiffre 1 dans le casier correspondant à son choix.

Dans l'isoloir, le votant doit introduire, sans le plier, le bulletin de vote dans l'enveloppe qu'il doit fermer lui-même.

Sorti de l'isoloir, le votant remet l'enveloppe fermée au président qui la dépose dans l'urne.

Le président restitue le certificat au votant après l'avoir annulé au moyen du timbre humide.

La restitution de l'enveloppe par le votant et son introduction dans l'urne par le président sont attestées par

l'apposition, dans l'espace réservé à cet effet, du paragraphe du scrutateur qui tient la liste d'identification.

Si l'enveloppe ou le bulletin remis au votant sont inutilisables ou détériorés, le votant en demande le remplacement. Mention sera faite au procès-verbal de la remise de la seconde enveloppe ou du second bulletin et les pièces non utilisées seront conservées pour être annexées au procès-verbal.

ARTICLE 47

Sous la peine prévue à l'article 69, il est interdit au votant de faire connaître dans le local de vote, de quelque manière que ce soit, le choix qu'il va faire ou qu'il a déjà fait. Tout contrevenant ne sera plus admis au vote, s'il n'a pas encore voté. Mention en sera faite au procès-verbal.

ARTICLE 48

Le votant qui ne restituera pas l'enveloppe ou le bulletin sera puni comme il est prévu à l'article 60. Il pourra être arrêté sur-le-champ.

ARTICLE 49

Si le vote n'est pas exprimé dans l'isoloir, le président doit reprendre l'enveloppe et le bulletin de vote qui sont immédiatement annulés et l'intéressé n'est pas admis à voter. Mention en sera faite au procès-verbal.

Le président qui néglige de faire entrer le votant dans l'isoloir pour exprimer son vote ou toute autre personne qui y fait obstacle sera puni aux termes de l'article 58 du présent Règlement.

ARTICLE 50

Les votants qui, uniquement en raison d'un empêchement physique évident ou prouvé à la satisfaction du Bureau, se trouvent dans l'impossibilité d'exprimer leur vote seuls, seront autorisés par le président à se faire assister par un votant de leur choix. Mention en sera faite au procès-verbal.

ARTICLE 51

Les membres et les suppléants du Bureau, s'ils sont votants, peuvent voter dans la section de vote où ils exercent leurs fonctions. Mention de ce vote sera faite au procès-verbal.

ARTICLE 52

Des dispositions ultérieures de la Commission de plébiscite détermineront suivant quelles modalités, à quel moment et dans quel lieu devront voter les votants :

- a) appartenant à la police, à la gendarmerie, aux hôpitaux et au personnel des prisons, et qui sont dans l'impossibilité de se déplacer le jour du vote ;
- b) détenus ou expulsés du Territoire.

ARTICLE 53

Le scrutin restera ouvert jusqu'à 18 heures.

A 18 heures, le président fera fermer les portes du local de vote et demandera à haute et intelligible voix si, parmi les personnes présentes, il s'en trouve qui n'ont pas encore voté.

Après avoir recueilli le vote de ces dernières personnes, il fera rouvrir les portes et prononcera la clôture du scrutin.

ARTICLE 54

Le Bureau de cercle a un droit de surveillance et peut prendre, le cas échéant, toutes mesures propres à assurer le fonctionnement régulier des bureaux de vote.

Au cas où certaines circonstances ne permettraient pas de procéder aux opérations de vote, le bureau de vote en informera immédiatement le Bureau de cercle qui avisera aux mesures à prendre.

ARTICLE 55

Les opérations du bureau de vote postérieures à la clôture du scrutin, le déponillement des bulletins de vote, la constatation et la proclamation du résultat du plébis-

cite seront réglés ultérieurement par une ordonnance de la Commission de plébiscite.

ARTICLE 56

Les délais sont calculés sur la base du code de procédure pénale en vigueur dans le Territoire du Bassin de la Sarre.

ARTICLE 57

Avant d'entrer en charge, les personnes investies de fonctions publiques à l'occasion du plébiscite prêteront le serment suivant :

« Je jure d'observer loyalement les lois du Territoire et de remplir en homme d'honneur et de conscience les pouvoirs qui me sont confiés. »

Le serment est prêté :

par les membres des bureaux de cercle, devant le président de la Commission de plébiscite ;

par les membres des comités communaux et par les présidents des bureaux de vote, devant la personnalité qui présidera le bureau de cercle ;

par les membres des bureaux de vote, devant les présidents de ces bureaux.

TROISIÈME PARTIE

DISPOSITIONS PÉNALES

ARTICLE 58

Quiconque est investi de fonctions publiques à l'occasion du plébiscite ou tenu, en raison de sa charge, d'effectuer certaines opérations relatives audit plébiscite,

et n'accomplit pas, dans les temps et selon les modes prescrits, les opérations relatives au plébiscite, ou établit, en totalité ou en partie, modifie ou supprime d'une manière quelconque des documents ou des actes concernant ledit plébiscite, ou procède indûment à des inscriptions ou radiations, ou obtient indûment pour lui ou pour autrui l'inscription dans les documents ayant trait au vote, ou la radiation d'un ou plusieurs votants ou, d'une façon quelconque, ne s'acquitte pas des obligations de sa fonction et de sa charge, sera puni de six mois de détention au plus ou d'une amende de 100 à 500 francs.

La peine sera de deux ans au plus d'emprisonnement ou une amende de 500 à 15.000 francs si l'acte ou l'omission indiqué à l'alinéa précédent est frauduleux, sans préjudice des peines plus fortes prévues par le code pénal en vigueur dans le Territoire, pour le délit de faux.

ARTICLE 59

Quiconque falsifie, modifie, supprime ou établit indûment, en totalité ou en partie, des actes, documents, certificats ou inscriptions de toute nature concernant tant le droit de vote que les opérations inhérentes au plébiscite, sera puni d'un an au plus d'emprisonnement ou d'une amende de 250 à 5.000 francs, sans préjudice des peines plus fortes prévues par le code pénal du Territoire pour le délit de faux.

Est passible des mêmes peines quiconque fait sciemment usage d'une pièce ainsi falsifiée ou bénéficie d'une des fraudes prévues au paragraphe précédent.

ARTICLE 60

Quiconque, par violence, menace, fraude, corruption, en répandant de fausses nouvelles, en proférant des cris séditieux, en prononçant des paroles outrageantes, ou par tout autre moyen illicite, même agissant indirectement, empêche les organes institués par le présent Règlement ou les personnes qui les composent, de remplir

régulièrement leurs fonctions ou y fait obstacle, sera puni de trois mois à trois ans d'emprisonnement.

Est passible de la même peine quiconque, par les moyens indiqués à l'alinéa précédent du présent article, empêche ou entrave les opérations de scrutin ou le libre exercice du droit de vote, ou cherche à déterminer une personne à révéler dans quel sens, soit elle-même, soit un tiers, a voté ou se propose de voter. La peine ne peut être inférieure à un an si l'acte est commis par plusieurs personnes réunies.

ARTICLE 61

Quiconque, par les moyens indiqués à l'article précédent, cherche à influencer le vote d'une autre personne ou l'empêche d'exercer son droit de vote ou y fait obstacle, sera puni de trois mois à un an d'emprisonnement.

La peine ne peut être inférieure à un an si l'acte est commis par plusieurs personnes réunies.

ARTICLE 62

Quiconque vote plusieurs fois, soit dans la même localité, soit dans des localités différentes, sera puni de six mois à un an d'emprisonnement ou d'une amende de 250 à 5.000 francs.

Est passible des mêmes peines quiconque vote aux lieu et place d'une autre personne ou vote sans en avoir le droit.

ARTICLE 63

Les instigateurs, co-auteurs et complices des infractions énoncées aux articles précédents sont passibles des peines prévues contre les auteurs principaux.

Au cas de tentative, les peines sont réduites d'un tiers.

ARTICLE 64

Si les actes prévus aux articles 59, 60, 61, sont commis, dans l'exercice de ses fonctions, par un fonctionnaire public ou par une personne chargée d'un service public

concernant le plébiscite, le minimum de la peine est fixé à six mois.

ARTICLE 65

Sans préjudice des peines plus fortes prévues à l'article 71, quiconque étant désigné pour remplir une fonction au bureau de vote, refuse de l'assumer sans motif valable, ou ne se trouve pas présent à l'ouverture du bureau de vote, sera passible d'une amende de 500 à 8.000 francs.

Seront passibles de la même peine, les membres du bureau de vote qui, sans motif valable, se seront éloignés avant que les opérations de vote ne soient terminées.

ARTICLE 66

Quiconque, sans en avoir le droit, s'introduit dans le local où a lieu le vote, sera puni d'une amende de 500 frs. au plus.

ARTICLE 67

Quiconque s'introduit en armes dans ledit local, même s'il est votant, ou membre du bureau de vote, sera puni d'une amende de 1.000 francs.

ARTICLE 68

Sera également puni d'une amende de 1.000 francs au plus quiconque, dans ledit local, par des signes manifestes d'approbation ou de désapprobation, ou autrement, peut occasionner des désordres ou quiconque n'obéit pas aux rappels à l'ordre du président du bureau de vote.

ARTICLE 69

Est passible d'une amende de 500 francs au plus, le votant qui contreviendra aux prescriptions des articles 47 et 48.

ARTICLE 70

Toute autre infraction aux dispositions du présent règlement sera punie de six mois au plus de détention ou d'une amende de 5.000 francs au plus.

ARTICLE 71

Si les violations au présent règlement sont prévues et punies de peines plus élevées par les lois pénales du Territoire ou par les décrets de la Commission de Gouvernement, la peine la plus forte est applicable.

ARTICLE 72

La détention préventive est admise pour toutes les violations au présent Règlement.

L'autorité de sûreté publique pourra recourir à l'arrestation (Schutzhaft) sans être tenue de se trouver en possession du mandat d'arrêt (Haftbefehl) prévu par le paragraphe 114 du code allemand de procédure pénale, et même si les circonstances dont il est fait mention aux paragraphes 112 et suivants du même code ne sont pas réunies.

ARTICLE 73

Le paragraphe 42 a) du code pénal en vigueur dans le Territoire n'est pas applicable.

ARTICLE 74

En cas de circonstances atténuantes, le juge pourra réduire jusqu'à un tiers la peine qu'il aurait infligée, si ces circonstances n'avaient pas existé.

QUATRIÈME PARTIE

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 75

Les autorités publiques compétentes fourniront gratuitement tous documents et pièces qui leur seront deman-

dés par les intéressés et que ceux-ci ont à produire aux fins de l'application du présent Règlement.

ARTICLE 76

Des dispositions ultérieures édictées par la Commission de plébiscite régleront l'application du présent Règlement.

La Commission de plébiscite aura la qualité d'apporter des modifications aux délais prévus dans les dispositions précédentes concernant l'établissement et la publication des listes.

Saarbrücken, den 7. Juli 1934.

Im Namen der Regierungskommission,

Der Präsident :

gez. G.G. KNOX.



BIBLIOGRAPHIE

A. — OUVRAGES GENERAUX

- BROCARD (L.). Principes d'Economie Nationale et Internationale (3 tomes). Paris 1929-1931.
BROCARD (L.). Les conditions générales de l'activité économique. Paris 1934.
MEUNIER (S.). Géologie. Paris 1922.
TRUCHY (H.). Cours d'économie politique (2 tomes). Paris 1923.

B. — OUVRAGES TRAITANT ACCESSOIREMENT DE LA QUESTION SARROISE

- BEAUPRÉ (M.). Les gentilshommes verriers ou recherches sur l'industrie et les privilèges des verriers dans l'ancienne Lorraine. Nancy 1847.
BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL. Les salaires et la durée du travail dans les Mines de charbon. Genève 1928.
COMITÉ ALSACIEN D'ETUDES ET D'INFORMATIONS. L'Alsace depuis son retour à la France. Strasbourg 1933.
KLEIN (P.). L'évolution contemporaine des banques alsaciennes. Paris 1931.
LAUFENBURGER (H.). Cours d'Economie alsacienne. Paris 1930.
LAUFENBURGER (H.). L'industrie sidérurgique de la Lorraine désannexée et la France. Strasbourg 1924.
MARCHAL (J.). Union douanière et organisation européenne. Paris 1929.
MOUTTÉ (F.). La question de l'organisation internationale de l'industrie charbonnière. Paris 1929.
SÖMME (A.). La Lorraine métallurgique. Nancy 1930.
TARDIEU (A.). La Paix. Paris 1921.
TECHNIK VORAN. Berlin 1934.

Traité de paix avec l'Allemagne signé à Versailles le 28 juin 1919. Paris 1920.

Verein deutscher Eisen-und Stahlindustrieller. Zur Einverleibung der französich-lothringischen Eisenerzbecken in das deutsche Reichsgebiet. (*Mémoire confidentiel adressé au Gouvernement et à la Direction Suprême de l'Armée*). Dusseldorf 1917.

C. — OUVRAGES SPECIAUX SUR LA SARRE

ADMISTRATION DES MINES DOMANIALES FRANÇAISES DE LA SARRE. Statistique du personnel ouvrier d'après les résultats du recensement du 1^{er} janvier 1931. Sarrebruck. 1931.

ALLOT (A.). Le Bassin de la Sarre. Organisation politique et administrative. Finances. Douanes. Nancy 1924.

ANDRES (O.). Grundlagen des Rechts im Saargebiet. Berlin 1926.

ASSOCIATION FRANÇAISE DE LA SARRE. Mémorandum sur la question sarroise. Paris (sans date).

BECKER (H.). Durch zwei Jahrtausende saarländischer Verkehrsgeschichte. Sarrebruck 1933.

BELLET (F.). Le régime douanier et les échanges commerciaux du Territoire de la Sarre. Paris 1929.

BIESEL (E.). Die völkerrechtliche Stellung des Saargebietes. Leipzig 1929.

BLOEM (G.). Die Bedeutung der Transportfrage für den Kohlenbergbau des Saargebietes. Cologne 1931.

BORCK (O.). Die Grosseisenindustrie des Saargebietes unter besonderer Berücksichtigung der Lohn-und Arbeitsverhältnisse in der Nachkriegszeit. Leipzig 1930.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL. Les relations industrielles dans les Mines domaniales françaises de la Sarre. Genève 1930.

CARTELLIERI (W.). Wirtschaftskunde des Saargebietes. Sarrebruck 1934.

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-SARROISE. La Sarre. Ce qu'il faut en savoir. Sarrebruck (sans date).

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-SARROISE. Ce qu'il faut savoir de la Sarre. Sarrebruck (sans date).

- CHEVRANT (P.) et JARRIER (P.). Le Territoire de la Sarre. Ses industries. Son avenir. Nancy 1930.
- CHINY (H.). Le retour éventuel de la Sarre à l'Allemagne vu par les Allemands. Paris 1932.
- COURSIER (H.). Le statut international du Territoire de la Sarre. Paris 1925.
- DONADIEU (J.). La liquidation de la victoire. La Sarre. Paris 1930.
- DROUARD (C.). Les intérêts économiques français, les intérêts économiques sarrois. Sarrebruck 1934.
- DRUMM (R.). Die Geologie des Saar-Nahe-Beckens. Neunkirchen 1929.
- EMMERICH (F.). Die Nachkriegsentwicklung der Eisenindustrie im Saargebiet. Neunkirchen 1931.
- Frankenholzer Kohlenbergwerksgesellschaft 1879-1904. Hombourg 1904.
- FUCHS (R.). Die Kapitalverteilung durch die Banken im Saargebiet. Freiburg 1927.
- GALLOIS (L.). Travaux du Comité d'Etudes. Le bassin houiller de Sarrebruck. Etude économique et politique. Paris 1918.
- GAYOT (J.) et HERLY (R.). La métallurgie des pays de la Sarre moyenne jusqu'en 1915. Nancy 1928.
- GÖRGEN (P.). Die Volksabstimmung im Saargebiet. München 1927.
- HANDELSKAMMER. Führer durch das industrielle Saargebiet. Sarrebruck 1934.
- HASSLACHER (A.). JORDAN (B.). NASSE (R.). Der Steinkohlenbergbau des preussischen Staates in der Umgebung von Saarbrücken. Berlin 1884.
- HASSLACHER (A.). Das Industriegebiet an der Saar und seine hauptsächlichsten Industriezweige. Sarrebruck 1912.
- HERLY (R.). L'introduction du franc dans la Sarre. Nancy 1926.
- HERLY (R.). Les conditions de production de la métallurgie sarroise depuis 1915. Nancy 1926.
- JUNGBLUTH (E.). Bemerkungen zu der Volksabstimmung des Saargebietes im Jahre 1935. Boulay 1933.
- KLÖVEKORN (F.). Das Saargebiet. Seine Struktur. Seine Probleme. Sarrebruck 1929.

- KLÖVEKÖRN (F.). Das Schicksal des Saargebietes und seine Geschichte. Köln (sans date).
- KLÖVEKÖRN (F.). Saarland. Deutsches Land. Berlin 1934.
- KOLLMANN (J.). Die Grossindustrie des Saargebietes. Stuttgart 1911.
- LAUER (W.). Die Glasindustrie im Saargebiet. Braunschweig 1922.
- LECOMTE (G.). La Sarre et le plébiscite de 1935. Paris 1933.
- LÜPKE (A.). Die Währungsumstellung in den Wirtschaftsbetrieben des Saargebietes. Sarrebruck 1925.
- MAISCH (L.). Zum Verständnis für das Saargebiet und zur Verständigung. Solothurn 1933.
- MARTIN (W.). Land und Leute an der Saar. Sarrebruck 1933.
- MARVAUD (A.). Le Territoire de la Sarre. Son évolution économique et sociale. Paris 1924.
- NASSE (R.). Geologische Skizze des Saarbrücker Steinkohlengebirges. Berlin 1884.
- NEISS (H.). Der oberste Gerichtshof des Saargebietes zu Saarlouis. Würzburg 1932.
- OVERBECK (H.). Saar-Atlas. Gotha 1934.
- DE PANGE (J.). Ce qu'il faut savoir de la Sarre. Paris 1934.
- PRIOU (J.). Le Territoire de la Sarre. Etudes politiques et économiques. Nancy 1923.
- PUTTKAMMER (J.). Wahr bleibt wahr. Deutsch die Saar. Berlin 1934.
- REITTER (R.). Le problème sarrois. Strasbourg (sans date).
- REVIRE (J.). Perdrons-nous la Sarre. Paris 1930.
- REVIRE (J.). La Sarre. Lyon 1928.
- RIXECKER (O.). Die Bevölkerungsverteilung im Saargebiet. Berlin (sans date).
- ROBIN (Paul). La question de la Sarre. Paris 1933.
- ROY (C.). L'organisation financière des Mines de la Sarre. Paris 1926.
- Die Rückgliederung und die Landwirtschaft des Saargebietes. Saarlouis 1934.
- Das Saargebiet und die Frankenwährung. Sarrebruck (sans date).
- Saarstatut und Völkerbundssatzungen. Sarrebruck (sans date).

- Saarwirtschaftsfragen. Heft 1. Der Saarpfalzkanal. Sarrebruck 1926. Heft 3. Lebensfragen der Saarwirtschaft. Sarrebruck 1929. (Auteurs divers).
- SAVELKOULS (H.). Der Franc im Saargebiet. Berlin 1921.
- SANDRU (L.). La Sarre au seuil de la Rhénanie. Paris 1933.
- SCHLEIFENBAUM (F.). Die wirtschaftliche Ueberfremdung der eisenschaffenden Industrie des Saargebietes. Berlin 1928.
- SCHÖNEBERGER (H.). Die Absatzentwicklung der Saarwirtschaft in der Nachkriegszeit unter besonderer Berücksichtigung der Einwirkungen der Tarifpolitik der Eisenbahndirektion des Saargebietes. Sarrebruck 1931.
- Der Steinkohlenbergbau des preussischen Staates in der Umgebung von Saarbrücken. Berlin 1904.
- Das Steuerrecht im Saargebiet. Sarrebruck 1933.
- STOLTENKAMP (W.). Was mußt Du von der Volksabstimmung im Saargebiet wissen ? Sarrebruck 1934.
- VIDAL DE LA BLACHE (P.) et GALLOIS (L.). Le Bassin de la Sarre. Etude économique et historique. Paris 1923.
- WALTZ (M.). Saarvolk. Schicksalswende 1935. Sarrebruck 1934.
- WEHBERG (H.). Die staats-und völkerrechtliche Stellung des Saargebietes. Sarrebruck 1924.
- WIEGAND (G.). Französische Währungs-und Zollpolitik im Saargebiet. Berlin 1929.
- WILHELM (R.). Die Absatzverhältnisse der Steinkohlenbergwerke an der Saar von 1920-1928 und das Absatzproblem der Saarkohle. Berlin 1931.
- WIZINGER (P.). Die Versorgung des Saargebietes mit landwirtschaftlichen Erzeugnissen vor und nach der Errichtung der Zollgrenze. Heidelberg 1929.
- CAPOT-REY (R.). (1) La région industrielle sarroise. Nancy 1934.

(1) Nous mentionnons ce très important ouvrage sur la Sarre, bien que n'ayant pu l'utiliser, notre travail allant être mis sous presse au moment où il est paru.

D. — ARTICLES DE REVUE

- L'Animateur des Temps Nouveaux*. 1935 ? Où ira la Sarre. Numéro spécial du 8 Décembre 1933.
- BAILLE-BARELLE. La carbonisation des charbons de la Sarre. (*Revue de l'Industrie Minérale* du 15 mars 1921).
- BOSC (J.). La question de la Sarre, croisée des chemins. (*Revue politique des idées et des institutions* du 28 février 1934).
- CAPOT-REY (R.). L'Agriculture dans le Territoire de la Sarre. (*Annales de géographie* du 15 mars 1923).
- DEFLINE (A.). Les Mines de la Sarre. (*L'Union économique de l'Est* des 15 novembre, 1^{er} et 15 décembre 1927 et 1^{er} janvier 1928).
- DELAQUYS (G.). Le problème de la Sarre. (*Annales politiques et littéraires*, du 18 mai 1934).
- Die deutsche Saar. (*Nationalsozialistische Monatshefte*). Décembre 1933.
- DOMELIER (H.). Le problème de la Sarre. (*Revue politique des idées et des institutions* du 30 janvier 1934).
- ECCARD (F.). L'aspect économique du problème sarrois. (*Revue politique et parlementaire* du 10 novembre 1930).
- ECCARD (F.). Le problème sarrois. (*Revue des Deux-Mondes* du 15 septembre 1933).
- ECCARD (F.). La Sarre et les accords de Genève. (*Revue des Deux-Mondes* du 15 juillet 1934).
- DE FELS (L.). Les Mines domaniales de la Sarre. (*Revue de Paris* du 15 octobre 1926).
- HAARMANN (E.). Die wirtschaftliche Lage des Saargebietes. (*Zeitschrift der deutschen Geologischen Gesellschaft*. Heft 5, Band 85. 1933).
- Illustration économique et financière*. Numéro spécial sur le Territoire de la Sarre. Août 1921.
- LANGROGNE et BERGERAT. Notice sur le gisement houiller de Lorraine. (*Revue de l'Industrie Minérale* du 1^{er} février 1921).

- MAUPAS (J.). La question de la Sarre. (*Revue de France* du 1^{er} novembre 1933).
- MÜLLER (C.) et CAPOT-REY (R.). Dans les Mines de la Sarre : l'habitat et la main-d'œuvre. (*Annales de Géographie* du 15 mars 1924).
- NAUDEAU (L.). La Sarre et son plébiscite. (*Illustration* des 13 et 20 mai, 3, 10 et 17 juin 1933).
- PICHOT (O.). La question sarroise. (*Journal des Economistes* du 15 décembre 1933).
- REVIRE (J.). L'opinion sarroise et la terreur hitlérienne. (*Revue hebdomadaire* du 5 août 1933).
- SAINTE-CLAIRE-DEVILLE (P.). L'organisation des Mines domaniales françaises de la Sarre. (*Revue de l'Industrie Minérale* du 15 février 1925).
- SAINTE-CLAIRE-DEVILLE (P.). La fabrication du coke métallurgique spécial aux Mines domaniales françaises de la Sarre. (*Revue de l'Industrie Minérale* du 15 mars 1932).
- SAINTE-CLAIRE DEVILLE (P.). Etudes historiques sur les Mines et les Usines du pays de la Sarre sous la Révolution française et le Premier Empire. (*Annales des Mines* 1933).
- SAINTE-CLAIRE-DEVILLE (J.). Recherches entreprises aux Mines de la Sarre sur la carbonisation à basse température. (*Chaleur et Industrie*, Février 1926).
- SCHNUR (C.). Die Entwicklung der Kulturlandschaft im Saargebiet. (*Jahresbericht des Frankfurter Vereins für Geographie und Statistik* 1925).
- Science et Industrie*. La Sarre. (Numéro spécial de janvier 1924).
- SIVIARD (E.). Le bassin houiller sarro-lorrain. (*Industrie Minérale* du 1^{er} avril 1933).
- The Territory of the Saar. (Numéro spécial de la *Chicago Tribune* du 13 mai 1934).
- THIERBACH (O.). Der Anschluss der Elektrizitätswerke des Saarlandes an die Hochvoltstrassen des Reiches. (*Elektrotechnische Zeitschrift* du 14 juin 1934).
- DE WITT-GUIZOT (F.). La question de la Sarre. (*Revue des Deux-Mondes* du 15 octobre 1929).

E. — STATISTIQUES

- Annuaire de la Société de l'Industrie Minérale. (Annuel).
Bericht des statistischen Amtes des Saargebietes. (Annuel).
GEMAHLING (P.). Statistiques choisies et annotées. Paris 1926-1929.
Glück Auf, Berg, und Hüttenmännische Zeitschrift (Hebdomadaire). Partie statistique.
Jahresbericht der Abteilung Volkswirtschaft, Landwirtschaft und Forsten, Arbeitsamt und Versicherungswesen der Regierungskommission des Saargebietes. (Annuel).
Revue de l'Industrie Minérale. (Bi-mensuelle). Partie statistique.
Saarwirtschaftsarchiv. Saarwirtschaftsstatistik. (Annuel).
Société Générale Alsacienne de Banque. Annuaire des Sociétés par actions du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Moselle, du Luxembourg et du Territoire de la Sarre. (Annuel).
Wirtschaftszahlen. Statistisches Amt des Saargebietes. (Mensuel).

F. — JOURNAUX ET PERIODIQUES

1) *Périodiques.*

- Bulletin de la Société des Amis de la Sarre.
Journal de la Sarre. (Bulletin de l'Association française de la Sarre).
Saarbrücker Bergmannskalender.
Saarkalender.

2) *Journaux Officiels.*

- Amtsblatt der Regierungskommission.
Journal officiel de la République française.
Journal officiel de la Société des Nations.
Lois et règlements des Douanes.
Le Bulletin Douanier.

3) *Journaux économiques locaux.*

- Bulletin de la Chambre de Commerce franco-sarroise.
Der Saarhandel. Nachrichtendienst des Schutzvereins für Handel und Gewerbe im Saargebiet.
Saarwirtschaftszeitung. (Organe de la Handelskammer de Sarrebruck).
Verkehrs-und Handelszeitung.

4) *Presse locale.*

Generalanzeiger.
Saarbrücker Landeszeitung.
Saarbrücker Zeitung.
Saarpost.
Volksstimme.

5) *Presse française et étrangère.*

Toute la presse française a consacré à maintes reprises des articles à la situation politique et économique en Sarre. Des séries d'articles spéciaux ont notamment paru dans :

L'Ami du Peuple. (Novembre 1933).

La Dépêche du Nord. (Le problème de la Sarre. Janvier 1934).

L'Echo de Paris. (Juillet 1933).

Gringoire. (Mai 1934).

L'Intransigeant. (Octobre 1933).

Le Journal. (Novembre 1933).

Le Journal des Débats. (Questions sarroises : juin, juillet 1933).

Le Journal de Thann. (Le problème de la Sarre. Juin 1934).

Le Messin. (La vraie solution du problème sarrois. Juillet 1934).

Paris-Midi. (La tragédie de la Sarre : décembre 1933).

Le Quotidien. (La Sarre, plaque tournante de l'avenir franco-allemand. Juillet 1934).

Le Temps. (Août 1934).

Allgemeen Handelsblad (Hollandais). (Février-Mars 1933).

Baseler Nachrichten (Suisse). (Novembre 1933, Janvier 1934).

La Liberté de Fribourg (Suisse). (Janvier-Août 1934).

La Stampa (Italie). (Juin-Juillet 1934).

Le Times (Anglais). (Août 1934).

Vu :
Nancy, le 30 juin 1934.

Le Président de Thèse,
L. BROCARD

Vu :
Nancy, le 1^{er} juillet 1934.
Le Doyen de la Faculté de Droit,
F. SENN

Vu et permis d'imprimer :
Nancy, le 2 juillet 1934.
Le Recteur de l'Académie
L. BRUNTZ
Président du Conseil de l'Université.

Table des matières

Avant-Propos	5
Introduction	7

PREMIÈRE PARTIE

LES FACTEURS PHYSIQUES ET TECHNIQUES DE L'ECONOMIE SARROISE

SECTION I. — LE MILIEU PHYSIQUE	21
CHAPITRE I ^{er} : <i>Données géographiques</i>	25
CHAPITRE II : <i>Le sol et le climat</i>	29
§ 1. — Le sol	29
§ 2. — Le climat	31
CHAPITRE III : <i>Le sous-sol</i>	33
§ 1. — Nature et étendue du bassin	33
§ 2. — Richesse du bassin	36
§ 3. — Caractéristiques et emplois des charbons de la Sarre	45
SECTION II. — LA PRODUCTION SARROISE	51
CHAPITRE I ^{er} : <i>L'Agriculture</i>	53
§ 1. — La culture	53
I. Les surfaces cultivées	53
II. Les espèces de culture et les rendements obtenus	61
§ 2. — L'élevage	65
§ 3. — Les forêts	69
CHAPITRE II : <i>L'Industrie minière</i>	71
§ 1. — Le développement des Mines jusqu'à la mise en vigueur du Traité de Versailles	72

I. La période antérieure à la Révolution française	72
II. La Révolution et l'Empire	78
III. La période de 1815 à 1920	80
IV. Le développement de la production avant 1920	85
§ 2. — L'organisation des mines fiscales prussiennes	91
§ 3. — La prise de possession par l'Etat français	99
I. L'attribution des mines à la France.	99
II. Le choix du mode d'exploitation .	109
§ 4. — Les mines de Frankenholz	111
§ 5. — L'organisation des Mines domaniales françaises	113
I. L'organisation administrative	114
II. L'organisation technique	120
III. L'organisation commerciale	124
§ 6. — Les améliorations réalisées par les Mines domaniales françaises	128
I. Les principaux travaux neufs	129
II. La question du coke métallurgique.	133
III. Les travaux souterrains	136
IV. L'effort de progrès	139
§ 7. — Les résultats économiques obtenus ..	141
I. Vue d'ensemble	141
II. La production	142
III. Le rendement	145
IV. La sécurité	152
V. L'effectif du personnel employé ..	156
VI. Les résultats financiers	159
CHAPITRE III : <i>L'Industrie métallurgique</i>	167
§ 1. — Le développement de la métallurgie sarroise avant 1920	167
§ 2. — L'union des capitaux français et des capitaux allemands dans la grosse industrie métallurgique sarroise	175
§ 3. — La production de la grosse métallurgie sarroise	183

I. Capacité de production	183
II. Nature des produits	183
III. Origine des matières premières ..	184
IV. Développement de la production depuis 1920	187
V. La production métallurgique sar- roise comparée à celle des autres pays	193
§ 4. — Les résultats financiers des grandes usines	201
§ 5. — L'industrie métallurgique de transfor- mation	203
CHAPITRE IV : <i>L'Industrie du verre et de la céra- mique</i>	
§ 1. — L'industrie du verre	214
I. Développement de l'industrie du verre	244
II. L'industrie du verre à vitres	218
III. L'industrie du verre à bouteilles .	221
IV. L'industrie des verres comprimés et creux	222
§ 2. — L'industrie de la céramique	224
CHAPITRE V : <i>Les industries accessoires</i>	
§ 1. — L'industrie des produits terreux	227
§ 2. — L'industrie de la brasserie	229
§ 3. — L'industrie du tabac	231
§ 4. — Les autres industries	231
SECTION III. — LA CIRCULATION ET LES ÉCHANGES	
CHAPITRE I ^{er} : <i>Les moyens de transport</i>	
§ 1. — Les routes	237
§ 2. — Les voies ferrées	240
I. Leur développement	241
II. La situation actuelle	242
§ 3. — Les tramways et chemins de fer à voie étroite	247
§ 4. — Les voies de communication par eau .	248
§ 5. — L'aviation commerciale	252
§ 6. — Les services postaux	253

CHAPITRE II : <i>Le crédit et les banques</i>	259
§ 1. — Les Sociétés de crédit et Banques d'affaires	260
I. L'organisation avant 1919	260
II. L'organisation bancaire depuis 1919	267
§ 2. — Les Banques hypothécaires	283
§ 3. — Les Sociétés coopératives de crédit ..	286
§ 4. — Les Caisses d'épargne	293
CHAPITRE III : <i>Le Commerce des marchandises</i> ..	301
§ 1. — Le commerce du charbon	302
I. La répartition d'ensemble et la part de la Sarre	303
II. La part de la France	305
III. La part de l'Allemagne	311
IV. La part des pays étrangers	316
§ 2. — Le commerce des produits métallur- giques	318
I. Les ententes et les comptoirs de vente	318
II. La répartition des ventes	324
§ 3. — Le commerce entre la Sarre et l'Alle- magne	327
I. Son importance globale	327
II. Les principales marchandises échangées	331
§ 4. — Le commerce entre la Sarre et la France	337
I. Son importance globale	337
II. Les principales marchandises échangées	346
§ 5. — Le commerce avec les pays autres que la France et l'Allemagne	355

DEUXIÈME PARTIE

LES FACTEURS POLITIQUES, JURIDIQUES ET HUMAINS DE L'ECONOMIE SARROISE

CHAPITRE I ^{er} : <i>L'Organisation politique</i>	357
--	-----

§ 1. — La Commission de Gouvernement ..	358
§ 2. — Le Conseil consultatif	364
§ 3. — La qualité d'habitant du Territoire de la Sarre	369
§ 4. — Les caractères généraux du statut de la Sarre	374
CHAPITRE II : <i>L'Organisation administrative</i>	377
CHAPITRE III : <i>Le Régime monétaire et l'Organisa- tion financière</i>	385
§ 1. — Le régime monétaire	385
§ 2. — Les impôts	392
I. Les impôts directs	393
II. Les impôts indirects	399
III. Les impôts communaux	400
IV. L'impôt des Mines	404
V. Les conventions pour éviter la double imposition	404
§ 3. — Le budget	406
CHAPITRE IV : <i>Le Régime juridique et l'Organi- sation judiciaire</i>	409
§ 1. — La législation	409
§ 2. — Les tribunaux	412
CHAPITRE V : <i>Le Régime douanier</i>	421
§ 1. — Principes directeurs qui ont inspiré l'union douanière franco-sarroise ..	421
§ 2. — Le régime douanier de la Sarre du 11 janvier 1920 au 10 janvier 1925 ..	429
§ 3. — Le régime douanier entre le 10 janvier 1925 et le 23 février 1928	437
§ 4. — Le régime douanier actuel	443
I. L'Accord commercial franco-alle- mand du 17 août 1927	444
II. L'Arrangement commercial franco- allemand du 23 février 1928	446
III. Le régime des marchandises con- tingentées	455
IV. Le régime des marchandises prohi- bées ou soumises à un impôt en Sarre ou en France	464

V. Le régime frontalier	469
§ 5. — Les inconvénients de la suppression de la ligne douanière entre la Sarre et la France	474
CHAPITRE VI : <i>La Population</i>	477
§ 1. — Les facteurs ethniques et historiques .	478
§ 2. — La langue et la religion	486
§ 3. — Le chiffre de la population et son développement	489
§ 4. — Le mouvement naturel de la popula- tion	493
§ 5. L'activité économique de la popula- tion	494
I. La répartition par professions	494
II. La population ouvrière	498
III. Le chômage	505
IV. Les salaires et le coût de la vie ..	507

TROISIÈME PARTIE

LE REGIME DE L'AVENIR ET LES DIVERSES SOLUTIONS POSSIBLES

CHAPITRE I ^{er} : <i>Le Plébiscite</i>	519
§ 1. — Les stipulations du Traité de Ver- sailles	519
§ 2. Les négociations franco-allemandes pour un règlement anticipé	523
§ 3. La détermination des modalités du plébiscite par le Conseil de la Société des Nations	525
I. Historique	525
II. La date du plébiscite	528
III. Les circonscriptions électorales .	529
IV. Les personnes qui auront droit de vote	531
V. L'organisation du plébiscite et le contentieux	538
§ 4. L'interprétation du plébiscite par la Société des Nations	542

CHAPITRE II : <i>Le Rattachement à la France</i>	545
§ 1. — Les raisons d'intérêt français en faveur du rattachement à la France ..	545
§ 2. — Les raisons d'intérêt sarrois en faveur du rattachement	549
I. Le point de vue des importations ..	549
II. Le point de vue des exportations ..	551
§ 3. — Les obstacles qui s'opposent au ratta- chement	554
CHAPITRE III : <i>Le Rattachement à l'Allemagne</i>	557
§ 1. — Les facteurs d'ordre ethnique et psy- chologique	558
I. Les facteurs favorables au rattache- ment	558
II. Les facteurs défavorables au ratta- chement	559
§ 2. — Les conséquences économiques du rattachement à l'Allemagne	562
I. L'importation des produits alimen- taires	562
II. L'importation des produits manu- facturés	565
III. L'importation du minerai de fer ..	567
IV. L'exportation du charbon	573
V. L'exportation des produits métal- lurgiques	582
§ 3. — Les solutions préconisées par les Alle- mands pour remédier à la crise qui menace l'industrie minière sarroise ..	585
I. L'amodiation des Mines domaniales à des sociétés privées	586
II. La conquête des débouchés de l'Al- lemagne du Sud	587
III. L'amélioration des transports ..	589
IV. Le meilleur emploi technique du charbon	598
V. Les promesses officielles	602
§ 4. — Les questions annexes à régler en cas de rattachement à l'Allemagne	605

I. Le rachat des Mines	605
II. Les lignes du réseau d'Alsace et de Lorraine en Sarre	609
III. Questions douanières	609
CHAPITRE IV : <i>Le maintien du régime actuel</i>	611
§ 1. — Les avantages que présenterait pour la Sarre le maintien du régime actuel.	614
§ 2. — Les modifications possibles du régime actuel	618
CONCLUSION	625
Tableaux statistiques	635
Annexes : Principaux textes officiels relatifs à la Sarre.	651
Bibliographie	711

I M P R I M E R I E

BAILLY & WETTSTEIN

6, RUE COURBET

NANCY

○

